

**Achte Sitzung – Huitième séance****Mittwoch, 16. März 1977, Vormittag****Mercredi 16 mars 1977, matin**

8.00 h

*Vorsitz – Présidence: Herr Wyer*

77.009

**Finanzplan 1978–1980****Plan financier 1978–1980**

77.010

**Bundeshaushalt. Ausgleich****Finances fédérales. Equilibre**Bericht des Bundesrates zum Finanzplan vom 9. Februar 1977  
(BBl I, 890)Botschaft, Gesetzentwurf und Beschlussentwürfe  
zum Bundeshaushalt vom 9. Februar 1977 (BBl I, 789)Rapport du Conseil fédéral sur le plan financier  
du 9 février 1977 (FF I, 908)Message, projet de loi et projets d'arrêté sur les finances  
fédérales du 9 février 1977 (FF I, 809)*Antrag der Kommission**Finanzplan**Kenntnisnahme vom Bericht**Antrag Muret**(vom 21. März 1977)**Kenntnisnahme in ablehnendem Sinne**A. Bundesgesetz über Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes**Mehrheit**Eintreten**Minderheit**(Schmid-St. Gallen)**Nichteintreten**Antrag Muret**Nichteintreten**Proposition de la commission**Plan financier**Prendre acte du rapport**Proposition Muret**(du 21 mars 1977)**Prendre acte du rapport en le désapprouvant**A. Loi fédérale instituant les mesures propres à équilibrer les finances fédérales**Majorité**Entrer en matière**Minorité**(Schmid-St-Gall)**Ne pas entrer en matière**Proposition Muret**Ne pas entrer en matière*

23 - N

M. Richter, rapporteur de la majorité: La période que nous traversons implique une adaptation réfléchie, logique, cohérente et équilibrée de la politique financière de la Confédération aux fluctuations capricieuses d'une économie générale bien bousculée.

Pendant de nombreuses années, qui se sont régulièrement terminées par des résultats financiers encourageants, en dépit des avertissements qui depuis longtemps lui étaient prodigués, répondant aux aspirations générales de bien-être et de mieux-vivre, le Parlement avait pris de nombreuses décisions généreuses, d'autant plus naturellement que les moyens nécessaires étaient à portée de mains.

Mais, depuis 1975, la réalité a démontré avec sévérité que les moyens à disposition ne sont plus les mêmes. Le tableau des difficultés multiples de l'économie a détruit les illusions. Et comme il n'est de magie en matière financière... nous devons forcément nous résoudre à en venir en fin de compte à des solutions pragmatiques, bien mûries, qui permettent d'offrir des garanties pour l'avenir, sans compromettre l'acquis.

En dépit des augures de toute nature, nous devons reconnaître que nous n'avons en matière d'économie qu'une certitude: celle d'ignorer ce que demain sera réellement. Dès lors, face aux incertitudes de l'évolution, il convient de rechercher les solutions qui permettront de conserver le plus grand nombre d'atouts pour permettre demain à l'Etat, en cas de nécessité et de crise grave, d'intervenir encore avec l'efficacité voulue, sans l'hypothèque d'un endettement trop lourd.

Avec les nuances qu'impose la riche palette des opinions qui y sont représentées, voilà dans quel esprit votre commission a abordé l'examen du nouveau plan financier 1978–1980 et les mesures pour équilibrer les finances fédérales: prolongement normal des réformes de structures et de la politique de modération des dépenses, engagés depuis 1975.

Nous vous rappelons qu'au moment de l'adoption du budget de la Confédération pour 1977, vous avez adopté, le 30 novembre 1976, une motion par laquelle vous invitiez le Conseil fédéral à soumettre aux Chambres un nouveau plan financier pour les années 1978 à 1980, établi de sorte que les finances soient équilibrées dès 1980, abstraction faite des dépenses votées dans le cadre des programmes conjoncturels destinés à créer des possibilités de travail.

A cet effet, vous avez demandé que les subventions fédérales soient désormais inférieures au plafond fixé par la loi et que l'attribution de ces montants soit opérée compte tenu de l'état d'accomplissement des tâches.

L'ensemble des dépenses non liées et non fixées définitivement par une loi devraient être stabilisées sur la base du budget 1976. Enfin, le Conseil fédéral, avez-vous encore demandé, devrait proposer aux Chambres de modifier certaines dispositions légales, en particulier celles qui règlent les dépenses légalement liées.

Répondant avec autant de rapidité que de conviction à la motion du Parlement, le Conseil fédéral a élaboré un plan qui se fonde sur une hypothèse de croissance annuelle du produit national brut de 4 pour cent, présumant ainsi – mais ce n'est qu'une présomption – que ce taux correspondra grosso modo à l'évolution de ces prochaines années.

Constatant que le budget public est dans une certaine mesure aussi distributeur de travail et de consommation, le Conseil fédéral a estimé qu'il peut exercer un rôle accélérateur ou modérateur sur l'expansion intérieure. Cependant l'expansion constante du budget public à un rythme plus rapide que la croissance du produit national brut alourdit et affaiblit la capacité de concurrence extérieure de notre économie.

La question cruciale fut ainsi posée dans le débat d'entrée en matière: Cette planification en modération de la croissance va-t-elle à l'encontre de la politique anticyclique si constamment préconisée par certains?

Dès lors, l'ensemble des mesures pour équilibrer les finances fédérales sont-elles à l'heure actuelle acceptables?

Vous le savez, votre commission a été saisie d'une demande de non-entrée en matière. Celle-ci revient aujourd'hui devant le plénum et nous attendons avec intérêt les arguments peut-être nouveaux de M. Schmid-St-Gall qui vraisemblablement ne seront pas très différents de ceux que nous avons entendus en commission.

Votre commission, par 22 voix contre 1 et 2 abstentions, a accepté l'entrée en matière, en soulignant qu'elle apportait son appui à la conception et aux intentions exprimées par le Conseil fédéral dans son message, notamment la volonté et la nécessité de modérer la croissance des dépenses tout en sauvegardant l'acquis.

Elle a pris acte du plan financier – qui n'a que valeur indicative – en approuvant sa nouvelle version, qui présente en définitive et par rapport à sa première version des compressions de dépenses de 1,7 milliard pour 1978 et 2,5 milliards pour 1979.

Sur ces montants, environ 530 millions d'économies en 1978 et 630 millions en 1979 découleront des modifications des 37 textes de loi soumis aujourd'hui et demain à votre examen.

Félicitons le Conseil fédéral d'avoir su opérer des choix et d'avoir lucidement retenu et proposé certaines priorités. Tant le plan financier que les mesures législatives répondent au souci de ne pas entretenir l'inflation, ni de provoquer de déflation. En se réservant des priorités, le Conseil fédéral nous a démontré qu'il ne veut pas pour autant démanteler ce qui a été parfois difficile à créer. Il s'agit avant tout pour la Confédération de préserver à moyen et à long termes des conditions favorables en vue d'une croissance économique stabilisée. Pour cela, l'assainissement du ménage fédéral est une des conditions de réussite, car une poursuite de l'endettement entraînerait des conséquences inflationnistes préjudiciables à notre compétitivité sur les marchés extérieurs et aboutirait, en fin de compte, à des hausses massives d'impôts. Un alourdissement du service de la dette engourdirait les possibilités d'intervention de l'Etat lorsque celle-ci serait massivement indispensable. Et puis, ne nous leurrions pas, plus la remise en ordre serait tardive, plus elle serait douloureuse pour chacun. Sur un plan général, la Confédération vise toujours en premier objectif la lutte contre l'inflation. Dans ce domaine, reconnaissons que les mesures prises en son temps portent leurs fruits. L'objectif principal demeure inchangé. Et c'est bien ainsi. Par conséquent, hormis le bol d'air lâché lors de l'adoption des programmes de relance, le Conseil fédéral conserve le souci premier d'éviter toute politique financière dont les effets pourraient avoir des répercussions trop inflationnistes.

Au nombre des choix principaux – et dont le détail sera abordé tout à l'heure par nos collègues présidents et rapporteurs des sous-commissions – nous nous permettons de souligner ici que les investissements principaux, civils et militaires, sont fort peu touchés, puisqu'ils marquent même une progression en 1978 et en 1979. Dans le secteur de la prévoyance sociale où l'on a enregistré les fortes augmentations que vous savez ces dernières années, il y a lieu d'enregistrer aussi une évolution modérée, les dépenses prévues au titre de l'AVS (près d'un milliard) compensant la réduction envisagée au titre de l'assurance-maladie, qui sera elle-même compensée par une réorganisation complète de l'institution et de son financement. A cet égard, votre commission a adopté à l'unanimité une motion qui vous sera soumise plus tard et qui vise l'accélération des travaux préparatoires de la révision de la loi sur l'assurance-maladie et une intervention pour que l'augmentation des frais de l'assurance des soins médico-pharmaceutiques soit freinée.

Bien entendu, l'ensemble des mesures préconisées forme un tout qui suscitera çà et là des réserves. Mais en esprit confédéral, il faut accepter des concessions. Si, sectoriellement, certaines propositions posent des problèmes,

nous avons la conviction, après les travaux approfondis de votre commission, qu'il n'y a aucune raison de dramatiser en quoi que ce soit les effets des mesures préconisées. Dans l'ensemble, les économies ne sont pas si tragiques. Songez plutôt à ce qu'elles pourraient être, à ce qu'elles devraient être au lendemain d'un vote populaire négatif en juin prochain. Il est, vous le savez, de petites pilules qu'il est sage et prudent d'avaler avant que le mal ne s'étende.

C'est pourquoi, constatant qu'au vote d'ensemble votre commission a approuvé par 21 voix contre 3 les propositions du Conseil fédéral, constatant aussi l'accueil favorable que l'opinion publique du pays dans son ensemble a réservé aux propositions qui vous sont soumises ici, nous vous invitons à votre tour à accepter d'entrer en matière et à souscrire à l'ensemble des propositions qui vous sont faites. Dussent-elles, sur un point ou un autre, chatouiller la susceptibilité des intérêts électoraux que vous représentez ici dignement, avouez qu'il est combien plus important d'ancrer l'équilibre à long terme des finances de la Confédération, alors qu'il reste encore tant à faire dans ce pays.

Les discussions de votre Commission des finances se sont déroulées dans un esprit particulièrement constructif. Puisse cet esprit présider ici également à vos travaux, dans l'intérêt bien compris de l'ensemble du pays.

**Eisenring, Berichterstatter der Mehrheit:** Sie haben die Botschaft zum Ausgleich des Bundeshaushaltes vom 9. Februar 1977 mit den 36 Gesetzesänderungen, über die wir zu beschliessen haben. Sodann ist Ihnen der Bericht zur Finanzplanung 1978–1980 mit Perspektiven bis 1981 unterbreitet worden. Von diesem Bericht haben wir – es hat darüber auch keine einlässliche Beratung innerhalb der Kommission stattgefunden – lediglich Kenntnis zu nehmen. Zum ganzen Paket folgende Vorbemerkungen: Es steht im Zusammenhang mit der definitiven Verabschiedung des Finanzpaketes, das am 12. Juni zur Abstimmung gelangen wird. Nicht der Inhalt des Finanzpaketes allein, sondern die politische Situation ist ebenfalls zu würdigen. Zentrale Bedeutung besitzt die 1976 eingereichte und von beiden Räten unterstützte Sparmotion. Man muss dem Bundesrat, ohne eine genaue Analyse der Motion hier vornehmen zu müssen, attestieren, dass er dieser Sparmotion auf der ganzen Linie Folge geleistet und sie durchgesetzt hat.

Ferner gehört zur Würdigung der Ausgangslage, dass die Bundesratsparteien vorgängig der Sitzung der Kommission in gemeinsamen Gesprächen einen weitgehenden Konsens zu erwirken vermocht haben, so dass die politische Situation auch in dieser Hinsicht eine günstige war und die Kommissionsarbeiten daher in einem relativ einvernehmlichen Verhältnis vor sich gehen konnten.

In dritter Linie, ebenfalls zur Ausgangslage gehörend, ist zu berücksichtigen, dass die Finanzkommission durch den Beschluss der beiden Kammern zahlenmässig erweitert worden ist, so dass auch im vorparlamentarischen Rahmen ein breiterer Konsens erwirkt werden konnte, als das im Rahmen der «normalen» Finanzkommission der Fall gewesen wäre.

Nun, was liegt heute vor? Ich gehe davon aus, dass Sie Botschaft und Finanzplanungsbericht gelesen haben. Es sind Minderausgaben nicht gegenüber den effektiven Ausgaben festzustellen, sondern nur gegenüber dem bisherigen Finanzplan 1976. Das Wesentliche liegt somit darin, dass der bisherige Finanzplan des Bundesrates in einigen bedeutenden, allerdings auch nur punktuellen Bereichen revidiert worden ist. Gesamthaft resultieren, wenn Sie allen Beschlüssen zustimmen, gegenüber dem bisherigen Finanzplan für das kommende Jahr 1978 Minderausgaben von 0,53 Milliarden und 1979 von 0,63 Milliarden Franken. Allerdings ist ein Teil der Einsparungen gegenüber dem neuen Finanzplan durch bereits früher gefasste Beschlüsse des Parlaments vorweggenommen worden. Diese Einsparungen werden nun gesetzlich verankert.

Für die Gesamtbeurteilung wichtig ist, dass die Finanzrechnung des Bundes in den letzten fünf Jahren um 75

Prozent angestiegen ist. Dies ist mehr als der Anstieg des Bruttosozialproduktes, der ungefähr 50 Prozent betragen hat. Aus der Struktur des Finanzhaushaltes ergibt sich, dass das Schwergewicht der geplanten Einsparungen gegenüber dem bisherigen Finanzplan fast zwangsläufig bei den sogenannten Transferausgaben liegen muss. In bezug auf die Transferausgaben ist festzuhalten, dass sie 1960 noch 44 Prozent der Bundesausgaben darstellten. Inzwischen sind die Transferausgaben des Bundes auf 65 Prozent der Gesamtausgaben angestiegen. Der Bundesrat erklärte – nicht ganz zu Unrecht –, dass die Flexibilität in seinem eigenen Ausgabenbereich, nämlich in den restlichen 35 Prozent, doch relativ bescheiden sei, da 65 Prozent durch Transferbeschlüsse festgelegt wären. Der Schwerpunkt richtet sich daher gegen Transferbeschlüsse.

Eine Stabilisierung der Ausgaben, also ein eigentliches Einfrieren der Ausgaben, steht nicht in Aussicht. Damit sind auch keine echten strukturellen Veränderungen in Aussicht gestellt; doch sind einige strukturelle Änderungen initiiert, dies z. T. auch in Richtung der Neuaufteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen. Ebenso sollen durch einige Anträge in bezug auf die Verkehrspolitik – ohne Vorwegnahme oder Beeinträchtigung der Gesamtverkehrskonzeption – einige neue Akzente gesetzt werden, so dass zum Teil eine bessere Berücksichtigung des darniederliegenden öffentlichen Verkehrs möglich sein wird.

Was den Bereich der Sozialpolitik anbetrifft, so wird noch Gelegenheit sein, im Zusammenhang mit der Einfrierung der Krankenkassenbeiträge und der damit zusammenhängenden Motion gegen die Explosion der Kosten der Gesundheitsvorsorge einlässlich darauf zu sprechen zu kommen.

Ein Wort zum Finanzplan, der – wie ich bereits dargelegt habe – nicht Gelegenheit bot, einlässlich untersucht zu werden. Hier ist wohl eine gewisse Skepsis angebracht. Wir verflachen nun wohl gesamthaft den Ausgabenanstieg – nämlich 1978 auf 4,6 Prozent, 1979 auf 3,9 Prozent und 1980 auf 4,8 Prozent. Es sind im Finanzplan einige weitere grosse Vorhaben eingesetzt. Ohne diese an dieser Stelle kritisieren zu wollen, müssen sie erwähnt werden. Ich erwähne daher die Hochschulförderung, gewisse landwirtschaftliche Ausgaben, dann die grosse AHV-Revision. Weiter hat der Bundesrat das Technorama, das vom Parlament zurückgestellt worden ist, erneut aufgenommen; auch das Rechtsvergleichsinstitut in Lausanne ist noch nicht von der Tapete verschwunden.

Man basiert aber nicht nur in bezug auf die Ausgaben bei der Finanzplanung auf einer «Schönwetterplanung», sondern auch bei den Steuereinnahmen, sie sind – auch nach Ansicht der eidgenössischen Steuerverwaltung – relativ optimistisch eingesetzt. Gesamthaft rechnet der Bundesrat mit einem wirtschaftlichen Wachstum in den nächsten Planungs Jahren – bedingt bezogen auch auf den Finanzplan – von etwa 4 Prozent. Wir möchten dem Bundesrat und uns wünschen, dass diese 4 Prozent Realität werden.

Eine unmittelbare, d. h. sofortige Beseitigung der uns derzeit belastenden Defizitwirtschaft ist nicht möglich. Die Frage der Defizitdeckung bleibt damit weiterhin offen. Die damit verbundenen Probleme wurden bisher eher gering eingeschätzt. Aber wenn sich eine Zinswende einstellen sollte, könnten sich sehr bald neue Verhältnisse ergeben. Auf jeden Fall haben wir vorerst damit zu rechnen, dass sich eine Scherenbewegung zwischen der Einnahmentwicklung einerseits und den Aufwendungen für Zinsen und Amortisationen andererseits vollzieht. Damit im Zusammenhang stellt sich erneut die schon früher diskutierte Frage der Grenzen der Staatsverschuldung, wobei wir bei der Würdigung der Grenzen der Staatsverschuldung nicht nur den Bund, sondern auch die Gemeinden und die Kantone sowie die gemischtwirtschaftlichen Unternehmungen mitzuberechnen haben werden.

In der Gesamtbeurteilung ist folgendes festzuhalten: 1. Der Sparmotion des Parlaments hat der Bundesrat Nachachtung verschafft. Die Anträge der Kommission tragen dieser

bundesrätlichen Absicht und damit der eigenen richtungsweisenden Festlegung Rechnung. 2. Der Finanzplan lässt erkennen, dass der Bundesrat im Rahmen einer verstärkten Anstrengung zur Uebernahme oder Rückgewinnung der Führung in der Ausgabengestaltung versucht hat und willens ist, die Entwicklung besser in den Griff zu bekommen. 3. Es gilt die Einschränkung anzubringen, dass sich die Sparanträge lediglich auf Anträge des Bundesrates beziehen und die erweiterte Finanzkommission keine weiteren Sparmöglichkeiten, soweit sie nicht bereits vom Bundesrat beantragt worden sind, in Betracht gezogen hat. Die Gründe, die hiefür massgebend sind, wie sehr komplizierte Rechtsfragen, Zeitfragen usw., sind Ihnen hinlänglich bekannt. Doch darf man folgern, dass die Sparanstrengungen, ohne in eine Spareuphorie verfallen zu sein, verstärkt und hoffentlich fortgesetzt werden. Wir glauben, dass auch in anderen Bereichen als in den beantragten noch Sparmöglichkeiten liegen. Auf die konjunkturpolitischen Aspekte werden wir im Zusammenhang mit dem Antrag unseres Kollegen Schmid zu sprechen kommen.

Namens der Kommission möchte ich Ihnen beantragen, auf die Vorlage einzutreten. In der Kommission ist das mit 22 : 1 Stimme bei 2 Enthaltungen geschehen. In der GesamtAbstimmung ist die Vorlage mit 21 : 3 Stimmen gutgeheissen worden. Vom neuen Finanzplan haben wir Kenntnis zu nehmen. Eine längere Debatte hierüber wird wohl nicht notwendig sein.

Ich bitte Sie nun, den Ueberlegungen der Kommission Rechnung zu tragen sowie dem Konsens, der in der Kommission weitestgehend erreicht worden ist. Sie wollen dies tun, indem Sie nicht eine grosse Zahl neuer Anträge einbringen, die ohnehin keine Aussicht auf Annahme haben, und die wir, soweit sie nicht weitere Einsparungen gegenüber dem Finanzplan 1976 bzw. 1978–1980 bringen, entschieden bekämpfen müssten.

**Schmid-St. Gallen, Berichterstatter der Minderheit:** Was wir hier vor uns haben, scheint mir geradezu eine Verjüngungskur zu sein. Liest man die Botschaften und hört man die Aeusserungen von Herrn Bundesrat Chevallaz zu diesen Vorlagen, so fühlt man sich 40 Jahre jünger. Man fühlt sich in die dreissiger Jahre zurückversetzt.

In den dreissiger Jahren wurde ebenfalls, wie heute, dem Kampf gegen die Inflation oberste Priorität eingeräumt; in den dreissiger Jahren wurde, wie heute, dem jährlichen Budgetausgleich oberste Priorität eingeräumt. Was aber damals falsch war, das ist auch heute noch falsch. Ich sage nicht, dass der Kampf gegen die Inflation an sich falsch ist. Ich sage auch nicht, dass es falsch ist, wenn man für ein ausgeglichenes Budget und für einen ausgeglichenen Haushalt eintritt. Aber die politische Zielrichtung, die wir einschlagen, die wirtschaftspolitischen Prioritäten, sind in der heutigen Situation der Unterbeschäftigung eindeutig falsch gesetzt.

Bezeichnenderweise weicht man denn solchen Ueberlegungen auch vorwiegend aus und beschränkt sich auf sogenannte politische Argumentationen. Es wird gesagt: Erst sparen, dann steuern, und es wird auf die Abstimmung vom 12. Juni über die Mehrwertsteuer hingewiesen. Es wird behauptet, nur wenn man eine Vorleistung erbringe, sei das Schweizervolk bereit, diese Mehrwertsteuer überhaupt zu akzeptieren. Ob diese Behauptung stimmt, werden wir nie wissen, denn wir werden nie feststellen können, welche Motive die 30 oder 40 Prozent der Stimmberechtigten, die sich am 12. Juni an der Abstimmung beteiligen werden, veranlassen, ein Ja oder ein Nein in die Urne zu werfen. Persönlich bin ich der Meinung, dass diese Sparanstrengungen die Abstimmung negativ beeinflussen könnten. Wir haben eine Vorlage vor uns, die dem fakultativen Referendum untersteht; also können diese Einsparungen erst nach dem 12. Juni in Kraft gesetzt werden. Das wird aber ein Teil unseres Volkes nicht realisieren, daher wird die Meinung aufkommen, dass man ja ohne weiteres und ohne dass es jemandem weh tut, Hunderte von Millionen sparen kann. So könnte die Meinung auf-

kommen, man sollte soviel sparen, dass man auf die Mehrwertsteuer verzichten kann.

Ich übersehe nicht, dass Sparen gegenwärtig in weiten Kreisen unseres Volkes sehr populär ist. Ich übersehe auch nicht, dass man sich ohne weiteres profilieren kann im Volk, wenn man für das Sparen eintritt. Aber wir dürfen nicht vergessen: Wenn wir die öffentlichen Ausgaben beschränken, werden wir Arbeitsplätze gefährden, und wenn wir Arbeitsplätze gefährden, gefährden wir nicht selten auch Existenzen. Da zögere ich keinen Augenblick, die Konsequenzen zu ziehen und die Prioritäten so zu setzen, dass ein Beitrag geleistet wird zur Erhaltung der Arbeitsplätze und damit zur Erhaltung von Existenzen. Damit habe ich auch bereits angedeutet, aus welchen Gründen ich diese Vorlage ablehne. Es sind, wie bereits erwähnt, konjunkturpolitische Gründe; es sind aber auch – und darauf werde ich am Schluss noch zurückkommen – verfassungsrechtliche Gründe.

Vorerst zu den konjunkturpolitischen Gründen. Ich darf auf meinen Gewährsmann, Herrn Bundesrat Brugger, zurückgreifen. Er hat am letzten Montag in diesem Saal gesagt: «Im privaten Investitionsbereich ist nicht mehr los.» Er fügte hinzu, dass auch der private Konsum stagniert. Blättert man Zeitungen durch und liest die Überschriften, so fallen einem folgende Schlagzeilen auf: «Aufschwung noch nicht in Sicht», «Unsicherheit dominiert», und konsultiert man den Bericht der Kommission für Konjunkturfragen über die Wirtschaftsaussichten für das Jahr 1977, so kann man dort lesen: «Der Arbeitskräftebedarf wird weiter sinken, was den geburtenreichen Jahrgängen, die neu ins Erwerbsleben eintreten, vermehrt Schwierigkeiten verursachen wird.» Weiter hinten schreibt die Kommission für Konjunkturfragen: «Die schwache Binnennachfrage wird auch weiterhin Vollbeschäftigung, ausgewogenes wirtschaftliches Wachstum und das Einpendeln eines ausserwirtschaftlichen Gleichgewichtes verhindern.» Ich bitte Sie zu beachten, dass es sich hier nicht um Extrapolationen bestimmter Situationen ins Jahr 2000 handelt, sondern um Aussagen, die sich auf Befragungen von Unternehmungen stützen. Die Unternehmungen werden regelmässig befragt, wie sie ihre Situation in den nächsten Monaten beurteilen, und zwar gestützt auf Arbeitsvorrat, Auftragsbestand und Bestellungseingänge. Daher darf man durchaus auf diese sehr kurzfristigen und immer sehr vorsichtig formulierten Prognosen abstellen. Die Situation, die ich Ihnen geschildert habe, ist nicht neu; sie hält schon seit Monaten an. Das ist auch der Grund, weshalb ich das dritte Arbeitsbeschaffungsprogramm des Bundesrates als an der unteren Grenze des Vertretbaren bezeichnet und schon im vergangenen September ein viertes Arbeitsbeschaffungsprogramm verlangt habe. Ich darf mich wieder auf Herrn Bundesrat Brugger berufen. Er hat ebenfalls am letzten Montag hier erklärt, Bauvorhaben der öffentlichen Hand und der öffentlichen und gemischtwirtschaftlichen Unternehmungen für die Jahre 1977 bis 1981 im Betrage von 62,5 Milliarden Franken seien vorhanden. Dazu kommen Ausrüstungen im Betrage von 23 Milliarden Franken. Es soll daher niemand sagen, wir hätten keine Projekte mehr. Was heute zur Diskussion steht, ist aber gar nicht ein neues Arbeitsbeschaffungsprogramm; es ist vielmehr ein Schritt in die umgekehrte Richtung, der zur Folge hat, dass die Inlandnachfrage zurückgeht, dass sachliche Produktionsmittel weniger ausgelastet sein werden, dass die Arbeitslosigkeit zunimmt und damit der Wohlstand unseres Volkes sinkt.

Nun kann man allerdings sagen – auch Herr Eisenring und Herr Richter haben das sehr deutlich betont –, dass hier gar keine Ausgabensenkungen zur Diskussion stehen. Das ist richtig. Es ist tatsächlich so, dass nicht Ausgaben gesenkt werden gegenüber dem, was jetzt ausgegeben wird. Beabsichtigt sind aber Kürzungen gegenüber dem, was beabsichtigt war. Wir stellen ja fest, dass das, was wir jetzt machen, und das, was wir bis vor kurzem beabsichtigt haben, nicht ausreicht zur Herstellung der Vollbe-

schäftigung; also wird ein Schritt in die umgekehrte Richtung um so weniger ausreichen.

Ein weiterer Einwand geht dahin, dass man differenzieren müsse zwischen Investitionen und Konsumausgaben. Darauf hat namentlich Herr Letsch hingewiesen. Auch diese Differenzierung ist grosso modo richtig, weil Investitionen Einkommen erzeugen, die wiederum Konsumnachfrage nach sich ziehen und daher eine grössere Einkommenswirkung, eine grössere Multiplikatorwirkung haben als Konsumausgaben, die, wenigstens teilweise, im Sparstrumpf landen. Ich habe mich in der Kommission erkundigt, wie gross die Investitionen seien, die gekürzt werden sollen gegenüber dem, was beabsichtigt war. Die Botschaft sagt darüber nichts aus. Aber glauben Sie ja nicht, dass ich darauf eine Antwort erhalten hätte. Da schwiegen sich diese Herren souverän aus. Die geben sich nicht mit Kleinigkeiten wie der Differenzierung zwischen Konsum und Investitionen ab. Das deutet darauf hin, dass der Bereich der Investitionen, der betroffen wird, sehr gross sein muss; sonst hätten diese Leute doch ohne weiteres entsprechende Angaben machen können. Namentlich bei den SBB und im Transferbereich ist die Gefahr gross, dass Investitionen gekürzt werden.

Weiter wird darauf hingewiesen, dass die antizyklische Konjunkturpolitik unter Fachleuten selbst umstritten ist. Es werden namentlich die Monetaristen anvisiert. Es wird hauptsächlich gesagt, dass sich eine konjunkturpolitische Wirkung der Fiskalpolitik empirisch nicht nachweisen lasse. Das gebe ich zu, denn in diesem Lande ist nie eine antizyklische Fiskalpolitik betrieben worden. Von den Monetaristen können wir indessen eines lernen, nämlich dass man verzichten soll auf eine Stop-and-go-Politik, dass man verzichten soll auf eine Politik, die vorerst einen Schritt nach vorn und dann einen Schritt zurück macht. Frau Uchtenhagen hat vorgestern sehr deutlich darauf hingewiesen, dass wir in den letzten Jahren Investitionen aufgrund der Arbeitsbeschaffungsprogramme von etwa 3 Milliarden Franken realisiert und Einsparungen von ebenfalls rund 3 Milliarden Franken gemacht haben. Hätten wir auf die ganze Uebung verzichtet, dann hätten wir wenigstens das Sitzungsgeld sparen können!

Die Vollbeschäftigung lässt sich nur durch Stimulierung der Binnenwirtschaft wiederherstellen. Eine Alternative gibt es nicht. Auch was Herr Erbe vorschlägt, das habe ich Ihnen am Montag bereits gesagt, ist keine Alternative, und die Exportförderung, die der Bund treibt, ist nur eine sehr minime Alternative. Diese Erkenntnis hat übrigens auch die OECD gehabt, deshalb hat sie der Schweiz ein neues Konjunkturprogramm empfohlen.

Noch ganz kurz zum Problem der Verfassungswidrigkeit. Diese Vorlage verstösst meines Erachtens gegen den Grundsatz der Einheit der Materie. Zwar schreibt Artikel 121 Absatz 3 der Bundesverfassung die Einheit der Materie nur für Volksinitiativen vor. Wir haben hier aber eine referendumsfähige Vorlage vor uns. Wenn das Referendum ergriffen wird, muss das Schweizer Volk, genau gleich wie bei einer Volksinitiative, ja oder nein sagen. Nun ist es ganz klar, dass nur über eine einheitliche Materie eindeutig mit Ja oder Nein entschieden werden kann. Wenn gesagt wird, das Sparen sei die einheitliche Materie, ist doch daran zu erinnern, dass diese Vorlage Änderungen enthält, welche die Bundeskasse gar nicht treffen. Ich erinnere an die Aenderung des Postverkehrsgesetzes. Ein weiteres Beispiel: Man kann sehr wohl dafür sein, dass die Benützung der Landeskarten gebührenpflichtig wird. Das heisst aber noch lange nicht, dass man auch mit der Präjudizierung der Gesamtverkehrskonzeption einverstanden sein muss, welche diese Vorlage, durch Vorschriften auf dem Gebiete des Verkehrs, enthält.

Diese wenigen Aeusserungen zeigen Ihnen, dass ich auf diese Vorlage nicht eintreten kann. Ich stimme gegen Eintreten, weil diese Vorlage Arbeitsplätze gefährdet, und ich stimme gegen Eintreten, weil diese Vorlage bundesverfassungswidrig ist.

M. Muret: C'est enfoncer une porte ouverte, mais il est parfois nécessaire de se livrer à cet exercice, que de constater que l'opération «économies» du Conseil fédéral tient à la fois du rébus, de l'équilibrisme, du concours de pronostics et du roman d'anticipation.

En effet, on ne peut que relever tout ce qu'a d'approximatif le nouveau plan de réduction des dépenses, combien il repose sur des suppositions et combien, en particulier, il est intégralement dépendant de décisions qui ne sont pas encore prises et dont on ne sait pas ce qu'elles seront, comme c'est le cas en tout premier lieu du prochain scrutin sur l'introduction de la TVA.

En fait, après avoir adopté, il y a un an, un premier plan, celui de janvier 1976, qui prévoyait déjà une réduction de l'augmentation des dépenses futures, on le corrige aujourd'hui dans le sens d'une augmentation de la diminution des augmentations de dépenses éventuellement à venir. C'est, comme on le voit, d'une éblouissante précision!

On observera, et nous sommes tout prêts à l'admettre, que c'est là le sort et la nature de tous les plans de cette espèce. Mais c'est souligner en même temps tout ce qu'un tel édifice a d'instable, de théorique et, bien entendu, de pratiquement impénétrable pour l'homme de la rue. On se borne ainsi commodément à faire miroiter à ses yeux le mot magique d'économies en lui dissimulant, à travers l'inextricable maquis d'un plan hypothétique, que c'est lui qui fera tous les frais de l'opération.

Tout le monde sait pourquoi le Conseil fédéral est si pressé de faire adopter d'urgence son nouveau plan, alors qu'une attente de trois mois seulement permettrait d'éliminer certaines des plus grosses inconnues du problème sans rien changer à la date de son entrée en vigueur. Tout ce qu'il y a d'officiel et de sérieux en Suisse (et on sait que ce n'est pas ça qui manque) l'a proclamé très ouvertement: il s'agit d'une manœuvre purement tactique. Il s'agit de donner un gage ou d'offrir un sucre aux enrages d'économies à n'importe quel prix, afin de leur faire accepter, le 12 juin prochain, les trois milliards de charges nouvelles que la TVA ferait peser sur la grande majorité de la population.

Tout comme les bonnes boucheries attirent la clientèle en affichant en vitrine «Baisse sur le veau», le Palais fédéral placarde aujourd'hui à son fronton: «Baisse sur les dépenses.»

Et c'est pour mieux séduire ou mieux apaiser M. Letsch et la collection choisie de représentants des banques et des trusts qui constituent son «comité d'action pour une gestion économe des finances fédérales». Je crois du reste que notre éminent rapporteur de langue allemande nous fait l'honneur d'y représenter notre assemblée... L'opération publicitaire paraît d'ailleurs avoir atteint son but puisque ledit comité vient, ce qui est révélateur, de décerner au projet gouvernemental une «bonne note d'ensemble».

Ainsi, le nouveau plan financier n'est rien d'autre qu'une nouvelle concession massive à la droite et à sa politique, à cette droite qui, nous le prétexte démagogique par excellence d'économiser coûte que coûte, ne cherche en réalité qu'à sauvegarder les privilèges de la richesse et du grand capital et à freiner au maximum, pour finir par la démanteler durablement, toute politique sociale.

En effet, le contenu de classe, le contenu antipopulaire du nouveau programme dit d'économies saute aux yeux. Presque chacun de ses chapitres implique des amputations de prestations sociales ou d'intérêt général.

Alors que le plan financier de l'année dernière prévoyait des plafonds de dépenses encore équivalents en matière de prévoyance sociale et d'armement, le plan d'aujourd'hui réduit, pour 1977, 1978 et 1979, les ressources attribuées à la sécurité sociale et en particulier à l'assurance-maladie d'un montant supérieur de moitié, avec 768 millions d'économies, à celles du budget militaire, avec 518 millions.

On économise – soit à nouveau, soit en rendant définitives les compressions temporaires en cours – sur l'enseigne-

ment primaire, sur la recherche, sur la formation professionnelle, sur les bourses d'études, sur les abonnements de chemins de fer pour travailleurs et écoliers.

On économise de même sur les transports publics (en ouvrant la porte à une politique aberrante de démantèlement des services publics, des CFF en particulier). On économise sur les investissements agricoles et l'économie sucrière, sur le réseau routier, sur la protection de la nature et la police des forêts, sur la gymnastique et les sports, sur la santé publique, en s'en prenant à la lutte contre la tuberculose et les maladies rhumatismales.

Enfin, cela devient banal à force de le redire, une part massive des économies prévues jouera sur les dépenses dites de transfert, c'est-à-dire qu'elles se réaliseront au détriment des cantons et des communes. Et elles se monteront à la bagatelle de 734 millions pour 1978 et 873 millions pour 1979, représentant pour ces deux années près de 40 pour cent de l'ensemble de ce qu'on appelle les compressions de dépenses.

Il va de soi que nous ne sommes en rien – ce serait simplement ridicule – des ennemis de principe de toute économie, mais la question de fond, la question déterminante, c'est une vérité à la Palice, est celle de savoir où économiser, sur qui et sur quoi. Or le nouveau plan financier y répond pour sa part sans la moindre équivoque: c'est aux dépens presque exclusifs du monde du travail et des exigences élémentaires de l'intérêt collectif qu'il réduit les dépenses de l'Etat. C'est cela dont nous ne voulons pas et que nous refusons avec d'autant plus de résolution qu'il n'y a pas dix jours, la majorité de cette assemblée vient encore de vider d'une large part de sa substance, déjà singulièrement maigre, le tardif projet renvoyé depuis deux ans de session en session, qui est censé prévoir des mesures de lutte contre une fraude fiscale massive et insolente.

Par ailleurs, il faut relever avec insistance que, si le nouveau plan financier se distingue sur le plan de l'épicerie et de la comptabilité, il est établi en fait en marge des problèmes principaux et brûlants que la réalité pose chaque jour au peuple et au pays. Il faut relever qu'en fait, il ignore ou il néglige – M. Schmid vient de le dire en termes excellents – l'existence de la récession grave, qui a mis fin brutalement à plus d'un quart de siècle de haute conjoncture et qui sévit depuis plus de deux ans.

Une récession que reflètent des chiffres élémentaires: 300 000 emplois ont été supprimés en Suisse; on y comptait officiellement 21 000 chômeurs à fin janvier; on a assisté l'année dernière, selon les plus récentes données de la Commission fédérale de recherches économiques, à un blocage de fait des salaires; mais, en même temps, la somme des bilans des trois plus grandes banques du pays a dépassé en 1976, avec 147 milliards, le montant total du produit national brut, c'est-à-dire la somme de toutes les activités économiques du pays.

On nous dira que ce n'est là qu'une image. Elle n'en est pas moins d'une rare éloquence. Or le nouveau plan financier reste tout simplement étranger à cette réalité essentielle. Rien n'y est prévu pour rétablir le plein emploi ni pour relancer l'économie et encore moins, bien entendu, qui soit de nature à ouvrir la voie si peu que ce soit à des modifications de structures. Tout se passe au contraire comme si on entendait maintenir délibérément une bonne marge de 20 000 chômeurs à titre de volant de sécurité et de moyen de pression sur les salaires.

Le programme fédéral d'économie se situe ainsi à tout le moins à la limite d'une politique de déflation. Il lui ouvre la porte. MM. les conseillers fédéraux Brugger et Chevalaz n'ont-ils pas du reste, il y a peu, déclaré catégoriquement tous les deux qu'à leurs yeux le danger numéro un était l'inflation et que le plus important était de tout faire pour empêcher son retour? C'est là une position à partir de laquelle, dans le cadre du système actuel, la tentation est grande de passer à l'autre extrême. Il est clair que

tout en condamnant la déflation en paroles le Conseil fédéral en prend bel et bien le chemin.

Pour notre part, nous nous refusons à opérer un tel choix. Ce que nous voulons c'est une autre politique, ce sont des réformes de structures, c'est un véritable changement de direction, tels que les réclame l'initiative du Parti du travail déposée en 1975 et qui sera bientôt, paraît-il, soumise au Parlement. Il s'agit pour nous d'ordonner et de planifier l'économie, de mettre enfin à contribution les profits exorbitants des grandes concentrations capitalistes, de garantir la sécurité de l'emploi et la sécurité sociale, de veiller à la santé publique, d'assurer une protection réelle de l'environnement.

A tout cela, le Conseil fédéral tourne le dos. Son nouveau plan financier s'inscrit clairement dans la ligne de la politique qu'il a menée depuis le début de la récession et qui consiste à faire supporter les frais de celle-ci par le monde du travail afin d'épargner les privilèges d'une petite minorité toute puissante. C'est la ligne déflationniste et antisociale inaugurée par le premier «paquet» d'un milliard d'économies décidées d'urgence en janvier 1975, un «paquet» qui réduisait de 540 millions la contribution fédérale à L'AVS, de 76 millions les subventions à l'assurance-maladie, etc. Et un «paquet», soit dit entre parenthèses, qui a été formellement déclaré «acceptable» à titre temporaire par le groupe socialiste, ce qui n'a pas empêché la propagande du Parti socialiste de se livrer froidement ensuite, devant le corps électoral, à une virulente critique de ce qu'il avait adopté. Maintenant que le temporaire devient définitif, le Parti socialiste suisse va-t-il rééditer cette petite opération? On souhaite que non, on le saura bientôt.

Mais pour ce qui nous concerne, nous constatons que la politique fédérale ne change pas de caractère ni d'objectif. Au contraire elle ne fait que s'aggraver et cela, répétons-le, en cédant complaisamment à la pression systématiquement orchestrée de la droite et du grand capital, du Vorort, de l'Association suisse des banquiers, des dirigeants réactionnaires de l'USAM, du grand patronat et de sa Société de développement de l'économie suisse.

C'est pourquoi le groupe de Parti du travail et du PSA s'oppose à l'entrée en matière sur les trois projets qui nous sont soumis.

**Fischer-Weinfeld:** Die Fraktion der Schweizerischen Volkspartei hat vom neuen Finanzplan des Bundes für die Jahre 1978 bis 1980 sowie von den Finanzperspektiven für den Bundeshaushalt im Jahre 1981 in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen. Sie ist mit der darin enthaltenen Zielsetzung, die bereits für das Jahr 1979 einen einigermaßen ausgeglichenen Bundeshaushalt anstrebt, voll und ganz einverstanden. Wir sind auch der Meinung, dass die Zahlen, aus denen sich der neue Finanzplan zusammensetzt – also insbesondere die Einnahmen- und Ausgaben-schätzungen für die nächsten Jahre – im grossen und ganzen als realistisch bezeichnet werden dürfen. Einzig das für den Planungszeitraum geschätzte wirtschaftliche Wachstum von durchschnittlich 4 Prozent nominell pro Jahr scheint uns aufgrund der heute bestehenden Wirtschaftsaussichten eher etwas zu optimistisch angenommen worden zu sein. Dabei hoffen wir natürlich nicht, dass das nominelle Wachstum der nächsten Jahre durch neue Inflationsschübe in die Höhe getrieben wird; denn eine neue Teuerungswelle, wie wir sie z. B. in der ersten Hälfte der siebziger Jahre gehabt und erlebt haben, wäre etwas vom Ungeschicktesten, das uns in den kommenden Jahren passieren könnte. Vor allem im Blick auf unsere Konkurrenzfähigkeit auf den Auslandsmärkten kommt dem Bestreben nach einer möglichst geringen Teuerungsrate eine erstrangige Bedeutung zu. Stabile Verhältnisse an der Teuerungsfrent werden wir aber auf die Dauer nur dann erreichen können, wenn unter anderem auch die Finanzpolitik der öffentlichen Hand einigermaßen inflationsneutral ist. Das möchte ich vor allem unserem verehrten Kol-

legen Hans Schmid sagen. Das heisst aber nichts anderes, als dass der öffentliche Haushalt im grossen und ganzen ausgeglichen sein muss. Das Ziel des neuen Finanzplanes, die Einnahmen und die Ausgaben des Bundes bis zum Ende des laufenden Jahrzehnts wieder ins Gleichgewicht zu bringen, scheint uns deshalb für die längerfristige wirtschaftliche Entwicklung in unserem Land von allergrösster Bedeutung zu sein. Sofern sich die wirtschaftliche Situation in der Zukunft nicht mehr weiter verschlechtert, glauben wir, dass die vom Bundesrat im neuen Finanzplan vorgenommene Prioritätenfestsetzung, die dem Budgetausgleich absoluten Vorrang einräumt, auch vom wirtschaftlichen Standpunkt aus durchaus richtig ist. Wir teilen also die Auffassung jener Nationalökonominnen und Volkswirtschaftsprofessoren nicht, die behaupten, das vorliegende Sparpaket sei in der heutigen Situation in allen Teilen konjunkturwidrig. Deshalb lehnen wir auch die vorwiegend konjunkturpolitisch begründeten Nichteintretensanträge der Herren Kollegen Schmid und Muret ab. Ich möchte hier aber eine Ergänzung und Einschränkung anbringen: Sollte sich die wirtschaftliche Lage schlagartig verschlechtern und kurzfristig zu einer erheblichen Erhöhung der Arbeitslosenzahlen führen, dann wären auch nach unserer Auffassung die Schwerpunkte wieder etwas anders zu setzen.

Es gibt nun aber neben den wirtschaftlichen noch sehr wichtige politische Gründe, die für die im neuen Finanzplan niedergelegte Prioritätsordnung sprechen. Wir alle wissen, dass das bereits verabschiedete Steuerpaket am kommenden 12. Juni nur dann eine reelle Chance hat, die Abstimmungshürde zu überwinden, wenn wir unserem Volk glaubhaft zeigen, dass wir bestrebt sind, alles im Bereiche unserer Möglichkeiten stehende zu tun, um die Ausgabenexplosion beim Bund in den Griff zu bekommen. Zu diesem Zwecke haben wir auch im letzten Jahr eine Sparmotion mit einem klaren Auftrag an den Bundesrat gerichtet, und was wir heute vor uns haben – der neue Finanzplan und das Massnahmenpaket –, ist eigentlich nichts anderes als die Erfüllung dieses Auftrages, den wir dem Bundesrat überbunden haben. Ich möchte an dieser Stelle dem Bundesrat und insbesondere dem Chef des Finanzdepartements für die grosse und prompte Arbeit, die in so kurzer Zeit geleistet worden ist, im Namen der SVP-Fraktion bestens danken.

Schliesslich gibt es noch einen dritten, einen sachlichen Grund, der zum neuen Finanzplan geführt hat. Wir mussten nämlich feststellen, dass im Finanzplan vom 28. Januar 1976 vor allem auf der Einnahmenseite wesentliche Fehlschätzungen vorgekommen sind. Die Einnahmen sind im alten Finanzplan viel zu optimistisch eingeschätzt worden. Heute wissen wir, dass z. B. im Jahre 1978 zwischen den seinerzeit geschätzten Einnahmen und den heute für das nächste Jahr in Aussicht stehenden Einnahmen eine Lücke von nicht weniger als rund 2,5 Milliarden klappt; statt 18,6 Milliarden Einnahmen im Jahre 1978, gemäss Finanzplan vom Januar 1976, werden es aufgrund der neuesten Schätzungen etwa 16 bis 16,1 Milliarden sein. Die Rezession hat sich also auf die Bundeseinnahmen – das stellen wir heute schlicht und einfach fest – wesentlich stärker ausgewirkt als man noch vor 1½ Jahren angenommen hat. Es wäre ja nun geradezu ein Selbstbetrug, wenn man angesichts dieser neuen Situation an Finanzplanzahlen festhalten wollte, die sich als derart unrealistisch erwiesen haben oder erweisen, dass sie nicht die geringste Aussicht haben, je realisiert werden zu können. Also auch von dieser Seite her hat sich ein neuer Finanzplan geradezu aufgedrängt. Die SVP-Fraktion stimmt, wie ich bereits erwähnt habe, aus allen diesen Gründen und Ueberlegungen dem neuen Finanzplan zu.

Nun noch ein Wort zum Spar- oder Massnahmenpaket: Auch hier stimmen wir zu, obwohl damit auch von jenen Kreisen namhafte Opfer verlangt werden, denen wir uns in besonderem Masse verbunden und verpflichtet fühlen. Wir glauben aber, dass die Symmetrie der Opfer dem Bundes-

rat recht gut geglückt ist, und wir möchten das vorgelegte Massnahmenpaket als wohldurchdacht und ausgewogen bezeichnen. Wir stimmen auch den Abänderungen zu, die von der Vorberatenden Finanzkommission vorgenommen worden sind. Wir sind in unserer Fraktion einzig beim Problem der Abänderung des Postverkehrsgesetzes geteilter Meinung. Wir sehen an sich die Notwendigkeit einer Ueberprüfung des öffentlichen Verkehrs im regionalen Bereich durchaus ein, und wir möchten auch nicht zum vornherein in Abrede stellen, dass hier durch gezielte Rationalisierungsmassnahmen noch Einsparungen möglich sind. Wir glauben aber, dass dieses Problem nicht im Rahmen der Neuordnung unserer Bundesfinanzen gelöst werden kann. Wir meinen, dass diese ganze Angelegenheit bei der Realisierung der Gesamtverkehrskonzeption speziell geprüft und einer Lösung zugeführt werden muss.

Gestatten Sie mir zum Schluss noch zwei Bemerkungen; eine erste zum Eidgenössischen Militärdepartement. Da möchte ich Ihnen bekanntgeben, dass sich die SVP gegen alle Vorstösse wenden wird, die darauf abzielen, den Ausgabenplafond dieses Departements weiter zu senken. Wir weisen darauf hin, dass im EMD, namentlich im Zusammenhang mit dem Budget für das Jahr 1977, wesentliche Kürzungen (über 100 Millionen) vorgenommen worden sind, und wir haben die Auffassung, dass wir damit an die unterste Grenze dessen gelangt sind, was zur Aufrechterhaltung einer einigermaßen glaubwürdigen Landesverteidigung noch verantwortet werden kann.

Nun noch ein letztes Wort zur Landwirtschaftspolitik. Hier hat man ja gewisse Stimmen vernommen, die behaupten, die Landwirtschaft sei im Rahmen dieser ganzen Sparübung zu gut weggekommen. Wir teilen diese Auffassung nicht, sondern möchten daran erinnern, dass im agrarpolitischen Bereich bereits bei der Behandlung des Budgets 1977 erhebliche Kürzungen vorgenommen worden sind. Wir sparen auch mit den nun vorgeschlagenen Massnahmen einige weitere Dutzend Millionen Franken ein. Wir glauben, dass sich die Opfer, die von der Landwirtschaft verlangt werden, vertreten lassen, wir dürfen aber unter keinen Umständen weitergehen. Die SVP wendet sich gegen alle Massnahmen, die insbesondere das bäuerliche Einkommen im heutigen Zeitpunkt reduzieren würden, dies nicht zuletzt auch im Blick auf die bevorstehende Milchkontingentierung. Wir möchten in diesem Zusammenhang auch darauf hinweisen, dass wir im internationalen Vergleich mit unseren Aufwendungen für die Agrarwirtschaft nicht schlecht dastehen. Wir haben vor kurzem die Ergebnisse einer diesbezüglichen Untersuchung erhalten. Aus dieser geht hervor, dass die Europäische Wirtschaftsgemeinschaft (die EWG) pro Kopf der Bevölkerung für die Landwirtschaft im Jahre 1973 194 Franken aufgewendet hat. In der Schweiz waren es 172 Franken. Wir liegen also in bezug auf die Belastung durch die Agrarpolitik pro Kopf der Bevölkerung unter dem europäischen Durchschnitt. Genau gleich liegen die Dinge, wenn man die öffentlichen Aufwendungen für die Agrarwirtschaft am Bruttosozialprodukt misst. Man hat festgestellt, dass die EWG 1,45 Prozent ihres Bruttosozialproduktes für die Unterstützung von landwirtschaftlichen Massnahmen aufwendet. In unserem Land waren es nur 0,84 Prozent, also gemessen am Bruttosozialprodukt nur etwa die Hälfte dessen, was im europäischen Raum für den gleichen Zweck aufgewendet wird.

Das sind einige Ueberlegungen und Gründe, die uns veranlassen werden, alle Vorstösse, die eine weitere Reduktion der landwirtschaftlichen Unterstützungsmassnahmen zum Ziele haben, von unserer Fraktion aus entschieden zu bekämpfen. Zum Schluss möchte ich nochmals betonen, dass die SVP-Fraktion für Eintreten auf die Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes stimmen wird, und sie wird auch – wie bereits erwähnt – die beiden Nichteintretensanträge Schmid und Muret ablehnen.

**Hubacher:** Die Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes sind als Entlastungsoffensive für den 12. Juni

gedacht. Sie müssen daher nach unserem Empfinden politisch anders beurteilt werden als volkswirtschaftlich. Der Bundesrat hat die Ueberprüfung des Finanzplanes auf stürmisches Verlangen der eidgenössischen Räte vorgenommen. Unsere Fraktion verhielt sich dabei sehr zurückhaltend. «Streichkonzerte» lösen bei uns eben keine Beifallsstürme aus. Unser Fraktionskollege Hans Schmid-St. Gallen hat eine Auslegeordnung professoraler Bedenken präsentiert. Die NationalökonomInnen beurteilen die zur Diskussion stehenden Massnahmen ziemlich übereinstimmend eher negativ. Es wäre daher unangemessene Ueberheblichkeit, diese Einwände mit leichter Hand wegwischen zu wollen. Die sozialdemokratische Fraktion beurteilt die Wirtschaftsentwicklung nicht anders als diese kritischen NationalökonomInnen. Die Frage ist dabei sehr berechtigt, ob wir restriktive Haushaltspolitik, oder ob wir Konjunkturpolitik betreiben wollen. Bundesrat Brugger hat am Montag in Beantwortung einer Interpellation Uchtenhagen ein eher rosiges Wirtschaftsbild gemalt. Seit 1974 sind aber 371 000 Arbeitsplätze – das sind über 12 Prozent aller Arbeitsplätze – verschwunden. «Die Schweiz hatte», hiess es im Bulletin der Schweizerischen Bankgesellschaft, «den grössten Beschäftigungsrückgang unter den Industrieländern». Wir entschärfen mit der jetzigen Krise das Ausländerproblem; wir haben erst noch die niedrigste Inflationsrate der Welt und weisen statistisch die tiefste Arbeitslosenquote aus. Die Krisenfolgen werden verdrängt oder tatsächlich in erheblichem Ausmass exportiert. Die Folgen sind scheinbar an unserem Volk bisher noch glimpflich vorbeigegangen. Das ist die Erklärung dafür, warum bisher keine politische Krisenstimmung aufgekommen ist. Aber die professoralen Bedenken sind nicht unberechtigt.

Die sozialdemokratische Fraktion befürwortet längerfristig einen ausgeglichenen Finanzhaushalt. Aber – und die Betonung liegt auf dem Aber – nicht um jeden Preis. Die heutige Staatsverschuldung rechtfertigt die da und dort inszenierte Panikmache in keiner Weise. 1947 machte die Staatsschuld bei 13 bis 14 Milliarden Volkseinkommen 8 Milliarden Franken aus. Heute nähert sich das Volkseinkommen der 150-Milliarden-Grenze; die Verschuldung aber beträgt «nur» 12 Milliarden Franken. USA-Präsident Carter hat für die nächsten zwei Jahre 125 Milliarden Dollar Budgetdefizit angekündigt. Die Bundesrepublik verzeichnet ebenfalls eine hohe Defizitrate. Wenn es darum geht, die Vollbeschäftigung zu sichern, Arbeitsplätze zu erhalten oder zu schaffen, dann müssen nötigenfalls ordentliche oder ausserordentliche Defizite in Kauf genommen werden. Dann hat die Konjunkturpolitik für uns den Vorrang vor der restriktiven Haushaltspolitik.

Die eindeutige Mehrheit der sozialdemokratischen Fraktion hat – da unterscheidet sie sich in aller Deutlichkeit von Kollege Hans Schmid – aus politischen Gründen für Eintreten auf die «Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes» gestimmt. Uns geht es darum, Land und Volk am 12. Juni wenn immer möglich den ganz grossen Opfergang ersparen zu können. Dafür nehmen wir das kleinere Opfer in Kauf. Wir nehmen – wenn Sie so wollen – das kleinere Uebel in Kauf. Mehr als ein trockenes Ja zum Eintreten können Sie von uns daher nicht erwarten. Bereits höflicher Beifall wäre schon zuviel.

Die Vorlage soll zur besseren Laune des Stimmbürgers beitragen und soll das Klima für den 12. Juni stimulieren. Die Bundesratsparteien haben über das Trennende hinaus eine gemeinsame Zustimmungsbasis gefunden. Kühle Vernunft behält Oberhand über die Lust an verbaler Radikalität. Der Bundesrat bemühte sich – das sei ihm attestiert –, die Verzichtskriterien nicht allzu einseitig anzulegen. Die an und für sich problematische Übung hält sich noch in einigermaßen zumutbaren Dimensionen. Der Bundesrat hat – wenn Sie so wollen – aus dem Falschen noch das Beste gemacht. Man nennt das die Kunst des politisch Möglichen. Andererseits gibt es unerfreuliche Ansätze. Wir werden in der Detailberatung darauf zurückkommen. Es wäre aber unredlich, die vorgeschlagenen Massnahmen einfach als Sozialdemontage abzutun. Das ist zu billig.

Wäre dem so, würde die sozialdemokratische Fraktion nicht für Eintreten plädieren. Das Komitee der Herren Letsch und Otto Fischer ist denn auch nicht zufrieden. Zwar sagen die beiden jetzt ja, bleiben aber beim Nein zum Finanzpaket vom 12. Juni. Der Bund soll genötigt werden, nach dem 12. Juni nicht Millionen, sondern Milliarden abzustreichen. Dem Präsidenten des Komitees möchten wir sagen, dass nicht jeder, der etwas auf die Spitze treibt, schon eine Primaballerina ist.

PdA- und PSA-Sprecher lehnen das jetzige Paket ab. Diesen Herren wird es an Lust und am Willen nicht fehlen, nicht so sehr dem Komitee Letsch, sondern uns Sozialdemokraten an den Karren zu fahren. Es ist unschwer, das Kommende vorauszusehen.

Besonders überzeugend wirkt diese Politik auf einem Bein allerdings nicht; denn PdA und PSA lehnen ja auch das Finanzpaket ab. Wer dem Bund die Mehreinnahmen – aus was für Motiven immer – mitverweigert, steht in den Badehosen da und darf sich nicht beklagen, wenn er dann frieren wird. Dafür kann er die Schuld auch nicht den bösen Kapitalisten in die Schuhe schieben.

Es ist wahr, wir Sozialdemokraten praktizieren harten Realismus. Das Mögliche kann nach unserem Dafürhalten nicht am Unmöglichen gemessen werden. Wir können auch nicht einfach aus diesem System, aus dieser Gesellschaft ausbrechen und können die Verantwortung nicht einfach abschieben. Das tut auch – meine Herren von der PdA – die Kommunistische Partei in Italien nicht. Diese Partei ist zur Einsicht gelangt, dass sie auf der Basis des historischen Kompromisses im Interesse ihrer Wähler und ihres Landes Dinge schlucken muss, die weit über das hinausgehen, was wir jetzt entgegenzunehmen haben. Weil wir es nicht zum Schlimmsten kommen lassen möchten; weil wir eines Tages als Sozialdemokraten nicht in den Schuhen einer KP Italien stecken möchten, machen wir es uns nicht zu leicht, wie es sich die PdA und PSA in ihrer Situation heute leisten können.

Unser Ja zum Eintreten wird begleitet vom Konsens unter den Bundesratsparteien, dass nötigenfalls das 4. Arbeitsbeschaffungsprogramm bereitsteht. Die Ausführungen von Bundesrat Brugger vom letzten Montag bestätigen, dass diese Abmachung auf soliden Füßen steht.

Bei den Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes gibt es für uns zwei Schwerpunkte: den öffentlichen Verkehr und die Krankenversicherung.

Ein Wort zum öffentlichen Verkehr. Bevor die Konzeption der GVK vorliegt, halten wir kurzfristige Finanzmassnahmen, die langfristig falsche Weichenstellungen sein können, für ausserordentlich gefährlich. Der Verzicht auf die Beförderungspflicht beim Stückgutverkehr zum Beispiel erweckt den Eindruck, die Realität werde gesetzgeberisch lediglich noch nachvollzogen. Effektiv aber laufen wir Gefahr, unübersehbare Folgen einzuleiten. Wir gefährden nicht zuletzt Arbeitsplätze.

Die Beschlüsse des SBB-Verwaltungsrates, unter dem Druck des Bundesrates, das Defizit senken zu müssen und daher die Investitionen zu kürzen, sind beschäftigungspolitisch falsch, sind das Verkehrte dessen, was wir tun müssen. Die Auflage an die Bahnen, den Schüler- und Berufsverkehr zu verteuern, stellt das Gegenteil einer konstruktiven Tarifmassnahme dar. Für den gewöhnlichen Sterblichen sind die SBB-Tarife jetzt schon zu hoch. Das Bahnfahren darf nicht zum Luxus werden. Abonnemente und Billettpreise müssen volkstümlich sein, bleiben oder wieder werden. Früher hiess es, die Eisenbahnen gehörten dem Schweizervolk. Nun laufen wir Gefahr, dass sich der Bund langsam aus den wirtschaftsschwachen Regionen zurückziehen und dass er die Eisenbahnlasten immer stärker auf die Kantone und Gemeinden abschieben will. Der öffentliche Verkehr darf nach unserer Meinung nicht von der «Normalspur» auf die «Schmalspur» umgeleitet werden, sonst müssen wir aufhören, ständig die verbale Priorität des öffentlichen Verkehrs zu betonen.

Die zweite Crux für uns ist die Plafonierung der Bundesbeiträge an die Krankenversicherungen. Diese Plafonierung ist sozial und staatspolitisch nur dann zu verantworten, wenn auf der Kostenseite ebenfalls plafoniert wird. Es ist in der Tat unbefriedigend, dass die Bundesmillionen von den Medikamentenpreisen, Aertzehonoraren und Spitaltarifen zunehmend konsumiert werden. Die von der Kommission einstimmig gutgeheissene Motion stellt einen Schutz für die Versicherten dar. Dieses Stillhalteabkommen setzt voraus, dass am Schluss nicht den Versicherten allein eine gesalzene Rechnung vorgelegt wird. Die Motion darf daher keine politische Alibiübung, sondern muss Ausgangspunkt für den Einbau einer wirksamen Kostenbremse sein. Nur so ist dieses Stillhalteabkommen annehmbar.

In den vorbereitenden Gesprächen unter den Bundesratsparteien war die Rede von einer Opfersymmetrie. Buchhalterisch mag das so sein, faktisch gibt es diese gerechte Lastenverteilung nicht. Die sozialdemokratische Fraktion stellt daher zwischen dem Massnahmenpaket und der 9. AHV-Revision ein Junktim her. Unter den Bundesratsparteien wurde darüber Uebereinstimmung erzielt.

Der Bundesrat ordnet mit dem Massnahmenpaket punktuelle Diätkost an. Die Herren Letsch und Otto Fischer haben Rizinusöl bereitgestellt. Die Wahl ist für uns relativ einfach. Wenn wir ja zum Eintreten sagen, dann – ich wiederhole es – unter der Voraussetzung, dass das vierte Arbeitsbeschaffungsprogramm nötigenfalls einsatzbereit ist. Eine solche Wechselbadpolitik mag widersprüchlich erscheinen. Sie ist es auch. Erklärbar ist sie allein mit unserem System der direkten Demokratie. In der Politik ist es wie bei der Echternacher Prozession: zwei Schritte vor, ein Schritt zurück...

Noch ein Wort zum Finanzplan. Wir können diesen lediglich zur Kenntnis nehmen. Finanzpläne kommen und gehen. Sie markieren Zielvorstellungen. Mit dem vorliegenden Finanzplan bringt der Bundesrat zum Ausdruck, dass bei Annahme des Finanzpaketes am 12. Juni der Bundesfinanzhaushalt ins Gleichgewicht gebracht werden könnte. An uns wird es sein, diese politische Absichtserklärung zu konkretisieren. Die sozialdemokratische Fraktion ist der Auffassung, dass es dabei keine von einer sparsamen Haushaltführung ausgenommenen «Naturschutzreservate» geben darf. Wenn schon Sparen gross geschrieben wird, dann gilt das zum Beispiel auch für die Landwirtschaft, die bis jetzt fast gänzlich ungeschoren davonkommt, und auch für das Militärdepartement. Wir werden die kommenden Rüstungsbotschaften daher besonders genau unter die Lupe nehmen.

Zum Finanzplan noch ein zweiter Einwand: Auf Seite 14 der Botschaft heisst es: «Es ist keine Reallohnverbesserung vorgesehen und auch nur ein mässiger Teuerungsausgleich eingerechnet.» Unter den Bundesratsparteien bestand Einigkeit, dass diese Formulierung unhaltbar ist. Sie bedeutet faktisch einen Lohnstopp und lässt die Interpretation zu, dass nicht einmal der volle Teuerungsausgleich garantiert werden soll. Bei der Pilotwirkung, die der Bund als Arbeitgeber hat, ist diese Absichtserklärung unannehmbar. Wir erwarten vom Bundesrat, dass er a) den vollen Teuerungsausgleich zusichert, und b) dass die Reallohnentwicklung nach der wirtschaftlichen Entwicklung beurteilt und nicht zum vornherein blockiert wird.

Abschliessend wiederhole ich, dass die sozialdemokratische Fraktion Eintreten auf die Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes beantragt. Die Bundesratsparteien – das darf auch einmal erwähnt werden – haben sich auf einer Basis verständigt, die nicht zum vornherein selbstverständlich war. Es geht darum, für den 12. Juni Wind in die Segel zu bekommen. Die weisse Flagge, die vom Komitee Letsch/Fischer gehisst worden ist, bedeutet Kapitulation gegenüber dem sozialen Auftrag unseres Staates. Dagegen wehren wir uns. Wir ziehen das kleinere Uebel dem grösseren vor. Wir lehnen eine Katastrophopolitik ab. Wir haben Verständnis für die politische Notla-



ge und möchten mithelfen, am 12. Juni ans Ziel zu kommen.

Unser Fraktionskollege Rolf Weber fand für die vorgeschlagenen Massnahmen die zutreffende Definition: volkswirtschaftlich fragwürdig, politisch bitter, psychologisch unvermeidbar.

**Weber Leo:** Die CVP-Fraktion nimmt mit Genugtuung vom Finanzplan und vom Massnahmenpaket Kenntnis. Wir anerkennen die Zielrichtung wie auch den politischen Willen des Bundesrates, die damit verbunden sind. Wir betrachten diese beiden Instrumente und Massnahmen als das glückliche Ende einer langwierigen Entwicklung, die nur unter dem Druck des Parlaments und der öffentlichen Meinung möglich wurde. An sich ist es bedauerlich, dass der Bundesrat in dieser wichtigen Frage nicht voranging und damit nicht führte, sondern dass er sich stossen liess und dabei erst noch schwer tat. Er schleppte sie als Ballast während Monaten mit sich herum, so dass das Parlament wieder einmal mehr in Zeitnot die Vorlagen behandeln muss. Dass die Behandlung, wie ursprünglich vom Bundesrat versprochen, nicht mit dem Budget, sondern erst heute stattfinden kann, hat zur Folge, dass die Beschlüsse am 12. Juni, auf den sie ausgerichtet sind, nicht rechtskräftig sein werden. Das ist nicht nur ein Schönheitsfehler, sondern ein unnötiger Stein, der dem Steuerpaket, das es schon schwer genug hat, in den Weg gelegt wird.

Die Hauptziele, welche die eidgenössischen Räte mit ihrer Motion anvisierten, sind erreicht: ein Wachstum der Ausgaben; das sich am Bruttosozialprodukt orientiert, und damit eine Brechung des bisherigen Rhythmus, der Budgetausgleich am Ende dieses Jahrzehnts der Defizite und schliesslich die Absicherung dieser zukünftigen Marschroute durch abgeänderte Gesetze, soweit der Transferbereich zur Diskussion steht.

Dass im Nachhinein nun sämtliche Bundesratsparteien zu diesem Paket stehen, wirkt fast wie ein Wunder.

Unsere Fraktion wird sich dafür einsetzen, dass dieses Mirakel im Laufe der Beratungen zur erdgebundenen Wirklichkeit wird, und daher sowohl die Nichteintretensanträge wie auch alle Abänderungsanträge ablehnen. Wir halten dafür, dass in diesem Falle ein Zeichen gesetzt werden muss. Diese grundsätzlich positive Einstellung kann nicht darüber hinwegtäuschen, dass die Vorlagen auch Mängel und Schwachstellen aufweisen, die es zu beachten gilt.

Der Finanzplan ist auf der Einnahmenseite mit einem angenommenen Wachstum des Bruttosozialproduktes von 4 Prozent realistischer als seine Vorgänger. Er ist aber immer noch optimistisch. Der Bundesrat selbst meint, die Schätzungen lägen an der oberen Linie der abschätzbaren Trendentwicklung. In einer Phase der Unsicherheit über die wirtschaftliche Entwicklung wäre eine mittlere oder sogar eine untere Linie vorzuziehen, denn nach oben lässt sich leichter korrigieren.

Im Finanzplan sind auch keine Reserven enthalten. Die noch nicht aufgeteilten Posten der Jahre 1980 und 1981 werden ausdrücklich nicht als solche deklariert. Die stillen Reserven, die in früheren Finanzplänen enthalten waren, sind offenbar unter dem Titel «Prioritätsentscheidungen des Bundesrates, Drosselung der Aktivitäten» ausgeforstet worden. Ein Finanzplan mit soviel Unbekanntem müsste Reserven von mindestens 3 bis 4 Prozent enthalten, das heisst in der Grössenordnung von 500 bis 700 Millionen Franken. Sonst ist das Hauptziel, der Budgetausgleich, schon bei relativ geringen abweichenden Entwicklungen nicht mehr gewährleistet. Wir betrachten den Verzicht auf solche Reserven als grundlegenden Mangel des Finanzplanes. Der Bundesrat erhält damit auch jenen Bewegungsspielraum nicht, den er sich selbst wünscht und erhofft.

Berücksichtigt man im weiteren, dass für 1980/81 nur globale Zahlen vorliegen, so rückt der in Aussicht gestellte Budgetausgleich in eine schimmernde Ferne, die zu einer Fata Morgana werden könnte.

Der vorliegende Finanzplan stellt erst einen schwachen Steg, aber noch keine feste Brücke zum Haushaltsausgleich dar. In jedem Fall bedarf es grosser Anstrengungen des Bundesrates und des Parlaments, um das erklärte Ziel zu erreichen.

Die Reduktionen, die gegenüber dem Finanzplan 1976 vorgeschlagen werden, werden auf drei Ebenen vorgenommen: Einmal eine Korrektur aufgrund der neuen Wirtschaftsprognosen, dann eine Korrektur durch die Gesetzesänderungen, die vom Parlament noch zu sanktionieren sind, und schliesslich durch «Prioritätsentscheidungen und bewusste Sparanstrengungen» des Bundesrates, wie er sich selber ausdrückt. Auf jede dieser drei Sparten entfällt ungefähr ein Drittel der Einsparungen. Transparent wird das in den Botschaften allerdings viel zu wenig. Insbesondere ist nur in Kleinarbeit herauszufinden, wo die Schwerpunkte der vom Bundesrat in eigener Zuständigkeit vorgenommenen Massnahmen liegen. Diese mangelnde Transparenz ist – gemessen am breiten Informationsbedürfnis der Öffentlichkeit – falsch.

Im einzelnen macht die Fraktion die folgenden Bemerkungen: Echte Einsparungen, die von breiten Volkskreisen ersehnt werden, sind in den Massnahmen nur in einem sehr beschränkten Umfange enthalten. Die Schwerpunkte dafür liegen im Personalsektor – Plafonierung, nur mässiger Teuerungsausgleich und Verzicht auf Realerhöhung, soweit er sich durchführen lässt –, im vorläufigen Verzicht auf einige Vorhaben und im Abbrechen überholter Beitragsleistungen. Es handelt sich dabei um Summen, die schätzungsweise 10 bis 15 Prozent der Reduktionen betragen. Der restliche, grosse Teil beruht auf zeitlichen Verschiebungen und auf der Weitergabe der Belastung an andere Kostenträger. Die Summe der echten Einsparungen liegt damit an der unteren Grenze des politisch Wünschbaren. Bundesrat und Parlament werden sich bemühen müssen, sich auf diesem Sektor einiges einfallen zu lassen. Die Prioritätsentscheide, soweit solche überhaupt vorgenommen wurden, werden von uns gebilligt. So stehen wir insbesondere voll und ganz hinter dem Bestreben, die Rüstungsausgaben nicht zu beschränken, sondern die entsprechenden Programme durchzuziehen. Wir lehnen deshalb Vorstösse, die in die gegenteilige Richtung zielen, ab. Wo Kürzungen vorgenommen werden mussten, attestieren wir dem Bundesrat, dass er eine tragbare Opfersymmetrie gefunden hat und Anträge stellt, die längerfristigen Zielsetzungen nicht zuwiderlaufen und die korrigierbar sind.

Wir gestatten uns immerhin zwei Bemerkungen. Wir sind nicht überzeugt, dass die Mehrbelastung der Kantone bei den Privatbahnen und bei den wirtschaftlichen Massnahmen im Sektor Viehwirtschaft der kommenden Aufteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen entspricht. Hier muss wohl später zurückbuchstabiert werden. Ebenso wird nach unserer Auffassung das Berggebiet überproportional betroffen. Das gilt insbesondere deshalb, weil der Hinweis auf die Investitionskredite als Ersatzfinanzierung wenig stichhaltig ist, nachdem diese um zwei Drittel gekürzt werden, und weil die Flächenbeiträge noch völlig in der Luft hängen. Der Milchbeschluss mit seinen Folgen wird zudem die Einkommenslage zusätzlich verschlechtern. Die Behörden werden bei einer fälligen Neuordnung des Finanzausgleichs hier die nötigen Korrekturen zu treffen haben.

Gestatten Sie mir zum Schluss noch einige Worte zur Frage des Eintretens. Wir bestreiten nicht, dass hier gewisse Zielkonflikte vorliegen. Es gilt aber unseres Erachtens zu unterscheiden zwischen dem Normalfall, der hier zur Diskussion steht, und Notmassnahmen. Für den Normalfall glauben wir, dass die Finanzen des Bundes auf ausgeglichene Budgets hingelenkt werden müssen. Wir unterstützen deshalb die dahin zielenden Bemühungen des Bundesrates. Wir fühlen uns dazu nicht nur wegen der zwingenden Bestimmung im Finanzhaushaltgesetz verpflichtet, sondern ebenso sehr wegen der vielen Willenskundgebungen, die unser Volk auf allen Stufen unseres Staates in dieser Frage zum Ausdruck gebracht hat. An einer so

deutlichen und beharrlichen Willenskundgebung kann keine Behörde vorbeisehen. Defizite des Staates können wohl Beschäftigungseinbrüche in Notzeiten und zeitweilig auffangen. Sollte der Konjunktüreinbruch wieder stärker werden, so hindert die Behörden nichts, ein weiteres Ankurbelungsprogramm zu beschliessen. Die Motion der Räte enthält ausdrücklich diesen Vorbehalt. Unsere Fraktion wird nicht zögern, einem solchen Programm zuzustimmen, wenn die Umstände es erheischen. Es handelt sich aber dann um Notmassnahmen, wie sie von Herrn Bundesrat Brugger in zutreffender Weise skizziert worden sind, die entsprechend zu buchen und zu finanzieren sind. Am Trend für den ordentlichen Budgetprozess ändert sich nichts; denn es ist nicht zu übersehen, dass Defizite des Staates mittel- und längerfristig echtes Wirtschaftswachstum nicht anzukurbeln vermögen, und zwar deshalb nicht, weil sie die private Kapitalbildung beeinträchtigen und zusätzlich die Gefahr einer inflationären Entwicklung in sich bergen. Ein Blick in die Lehrbücher der Nationalökonomie bestätigt klar diese skeptische Betrachtungsweise. Auch die qualifizierteren unter den Professoren, die sich öffentlich in diesen Streit eingelassen haben, äussern sich zu dieser Frage sehr differenziert und vorsichtig, und nicht die Geringsten unter ihnen akzeptieren sogar angesichts der heutigen Situation die bundesrätliche Lösung. Auf der gleichen Linie liegt die Nationalbank, die einen langsameren Wachstumsrhythmus und einen Abbau der massiven Budgetdefizite fordert. Der Bundesrat befindet sich daher unseres Erachtens auf dem richtigen Wege, wenn er auf das Ende dieses Jahrzehnts ausgeglichene Budgets ins Auge fasst. Schliesslich sei mit Nachdruck darauf hingewiesen, dass der Finanzplan nicht Deflationspolitik bedeutet. Die Ausgaben wachsen immer noch ganz erheblich, die investiven Ausgaben gehen zwar antellsmässig etwas zurück, halten aber absolut einen Stand ein, der innerhalb der Bandbreite der letzten Jahre liegt. Jedenfalls – und das möchte ich betonen – ist ein Vergleich mit den dreissiger Jahren völlig deplaziert. Damals baute der Bund die Ausgaben um nicht weniger als 20 Prozent ab und erhöhte erst noch die Steuern. Die heutigen Massnahmen zielen doch auf etwas ganz anderes hin, nämlich auf eine Verlangsamung des Wachstums und nicht auf einen Abbau.

Aus all diesen Gründen stimmt die Fraktion der CVP für Eintreten.

**Auer:** Die Motive der Zustimmung zum Sparpaket lassen sich in drei Gruppen aufteilen: Erstens Zustimmung, weil Sparen auch beim Staat offensichtlich dem Volkswillen entspreche, Zustimmung also aus demokratischem Gehorsam. Zweitens sagt man ja, weil im Hinblick auf den 12. Juni eine Vorleistung zu erbringen sei, in der Meinung, ohne unsere Sparübung würde das Volk in jedem Fall nein zum Finanzpaket sagen, Zustimmung also aus opportunistischen Erwägungen. Und man kann schliesslich drittens auch deshalb dem Bundesrat folgen, weil man die vorgeschlagenen Massnahmen materiell für angebracht erachtet, also Zustimmung der richtigen Sache wegen.

Die freisinnig-demokratische Fraktion stimmt nicht nur zu, weil wir die Massnahmen politisch und im Hinblick auf die Abstimmung vom Juni für richtig und notwendig halten, sondern auch aus finanzpolitischer Sicht. Ich komme in diesem Zusammenhang zurück auf die Primaballerina Herrn Hubachers, die in den Badehosen dastehe und Rizinusöl einnehmen müsse, damit sie auf den 12. Juni hin mehr Wind in die Segel bekomme. (Heiterkeit). Nach den bisherigen Verlautbarungen von seiten der Sozialdemokraten wird unseres Erachtens allzu sehr betont, sie stimmten quasi nur gezwungenermassen zu, im Grunde genommen seien die Massnahmen falsch, man stehe unter dem Druck und dem Zwang einer falschen Spareuphorie.

Herr Hubacher beklagte in der Finanzkommission, Sparen sei offenbar eine helvetische Tugend, man bringe das den Jungen schon in der Schule bei; dazu komme die Wirkung

der Sparkanonaden, welche die bürgerlichen Parteien aus allen Rohren auf die Staatskasse abgeschossen hätten.

Man übersieht dabei folgendes: Die Mehrheit der Schweizer arbeitet immer noch in der Privatwirtschaft, und hier ist in den beiden letzten Jahren nicht um des Sparens willen gespart worden, sondern weil man um der wirtschaftlichen Existenz willen sparen musste. Wenn Arbeiter an der Werkbank dieses notwendige Sparen erleben, wenn Angestellte gehalten sind, jede unnötige Ausgabe zu vermeiden, wenn die Kader ihr Aeusserstes tun, um unter erschwerten wirtschaftlichen Verhältnissen durchzustehen und Kosten einzusparen, dann erwarten diese Leute eben auch vom Staat eine gewisse Beschränkung. Sie sehen nicht ein, dass in der Privatwirtschaft der Kostenanstieg reduziert und mit vermindertem Personalbestand dasselbe wie früher geleistet werden kann, während beim Staat die Ausgaben weiterhin derart stark anwachsen, wie dies in den letzten Jahren der Fall gewesen ist, auch unter Ausklammerung der Beschäftigungsprogramme. Es bedarf also für die Sparforderung keines künstlichen Entfachens einer Spareuphorie, sie ergibt sich unter den veränderten wirtschaftlichen Verhältnissen von selbst.

Nun wissen wir alle, dass sich Staat und Privatwirtschaft nicht unbedingt miteinander vergleichen lassen, schon ihrer verschiedenen Zielsetzungen wegen nicht. Wir wissen auch, dass zwischen Sparforderungen und konjunkturpolitischen Erwägungen Zielkonflikte entstehen können. Die von verschiedenen Wirtschaftswissenschaftlern am Sparprogramm geäusserte Kritik ist ernst zu nehmen und darf nicht einfach aus politischen Erwägungen übergangen werden. Wie wir, stellen diese Professoren ein Junktium zwischen dem Sparprogramm und dem Finanzpaket her.

Was ihre Kritik am Sparprogramm betrifft: Vorerst wird übersehen, dass keine Senkung gegenüber den bisherigen Ausgaben eintritt, sondern allein gegenüber einem früheren, ziemlich expansiven Finanzplan; effektiv steigen die Ausgaben nach wie vor, wenn auch in geringerem Masse. Sodann: Unsere Finanzpolitik ist vorläufig nach wie vor antizyklisch; für das laufende Jahr rechnen Bund, Kantone und Gemeinden mit einem Defizit von gegen 4 Milliarden Franken; auch pro 1978 sieht der Bundeshaushalt noch ein beträchtliches Defizit vor. Drittens: Die beschäftigungspolitischen Auswirkungen expansiver Staatsausgaben sind heute doch umstrittener als früher. Die Erfahrungen im Ausland sind nicht unbedingt dazu angetan, ein Gleiches zu tun. So ist beispielsweise kürzlich in der Bundesrepublik, trotz über einer Million Arbeitsloser, ein neues Beschäftigungsprogramm abgelehnt worden. Zusätzliche Staatsausgaben à tout prix bedeuten nicht unbedingt das konjunkturpolitische Heil.

Kommt ein Viertes hinzu: Konsequente antizyklische Finanzpolitik heisst, im Zeichen der Hochkonjunktur Einnahmenüberschüsse zu erzielen. Das aber haben wir nicht getan! Unser finanzpolitisches Malaise setzte ausgerechnet in einer Zeit ein, als dank florierender Wirtschaft Geldströme in nie gekanntem Ausmass in die Schatullen des Staates flossen. Angesichts der Wunschliste, die uns vom Bundesrat mit dem letzten Regierungsprogramm unterbreitet worden ist, und angesichts der zahlreichen persönlichen Vorstösse, die Mehrausgaben verlangen, kann ich mir nicht recht vorstellen, dass wir je die notwendige Disziplin aufbringen, als Pendant zum Defizit von 1976 z. B. in drei Jahren einen Einnahmenüberschuss von 1,6 Milliarden Franken zustande zu bringen . . .

Ein Fünftes: Der Finanzplan 1978–1980 ist kein Krisenfinanzplan! Der Bundesrat rechnet optimistisch in den nächsten Jahren wiederum mit Wirtschaftswachstum. Wir erwarten also zumindest im Finanzplan eine konjunkturpolitische Erholung. So gesehen ist der angestrebte Budgetausgleich stabilitätspolitisch auch aus dem Blickwinkel der Keynesianer durchaus wünschenswert.

Ein Sechstes und Letztes: Ein allfällig notwendiges weiteres Beschäftigungsprogramm ist von den Sparmassnahmen ausdrücklich ausgenommen. Nun ist es als geradezu

schizophren bezeichnet worden – schon in den beiden letzten Jahren –, im ordentlichen Budget aufs Bremspedal zu drücken und gleichzeitig in einem Zusatzbudget Gas zu geben. Dies hebe sich gegenseitig auf. Dies stimmt zwar buchhalterisch, aber konjunkturpolitisch nur bedingt: Nicht jede Ausgabe hat nämlich den gleichen beschäftigungspolitischen Effekt. Es ist z. B. kein Widerspruch, im ordentlichen Budget Konsumausgaben zu reduzieren und in einem Zusatzbudget Investitionen zu beschliessen. Konsumausgaben haben eine geringere Beschäftigungswirkung als Investitionen – sie weisen einen kleineren Multiplikatoreffekt auf –, ja ihre beschäftigungspolitische Wirkung kann praktisch null sein, wenn sie z. B. gespart oder im Ausland verausgabt werden. Und auch Investitionen und Investitionen sind nicht dasselbe: Wenn beispielsweise in einer Gemeinde der Investitionsbonus dazu verwendet wird, eine Gemeinschaftsantenne für das Fernsehen zu errichten – so geschieht es zurzeit –, so hat das mit Blick auf unsere wirtschaftliche Zukunft weit weniger zu sagen als andere «produktive» Investitionen, wie beispielsweise Nationalstrassen oder Gewässerschutzbauten.

Schwerer allerdings wiegt die Kritik, die seitens der Professoren an den beschäftigungspolitischen Auswirkungen des Finanzpakets geübt wird, ja, wenn sogar umgekehrt Steuersenkungen vorgeschlagen werden. Immerhin sind hier die Meinungen geteilt. John Kenneth Galbraith z. B. bezeichnet sie als «ausnehmend dumm und untauglich». («Weltwoche» vom 26. Januar 1977). Zudem: diese Kritik hätte letztes Jahr angebracht werden müssen, als wir das Finanzpaket beraten haben, und nicht erst heute!

Schliesslich, und das ist das Entscheidende: Was ist eigentlich die Alternative, falls das Finanzpaket abgelehnt wird? Doch aus offensichtlichem politischem Zwang heraus weitere Ausgabendrosselungen, also genau das, was ökonomisch als falsch bezeichnet wird. Mit Recht sagt einer der interviewten Professoren – und erinnert hier an eine Anfrage an Radio Eriwan –, eine der vorgeschlagenen Massnahmen sei «im Prinzip möglich», aber «in der Praxis nicht durchführbar». Nun, diese Praxis, mit anderen Worten: unsere Politik, die Vor- und Nachteile dieser Politik, ihr Abweichen vom «ökonomisch Richtigen», auch diese Politik ist eben eine ökonomische Grösse, auch wenn sie die ökonomischen Modelle zu stören scheint!

Im Streit zwischen den Anhängern Keynes' oder den Fiskalisten und den Monetaristen beherrschen doch die letzteren mehr und mehr das Feld. Dass es uns heute trotz allem wirtschaftlich relativ gut geht, haben wir doch zu einem wesentlichen Teil der Geldpolitik zu verdanken, mit anderen Worten den niedrigen Inflationsraten, die uns in letzter Zeit sehr zustatten gekommen sind.

Unsere Fraktion glaubt, dass diese Stabilitätspolitik, aber auch eine Gesundung des öffentlichen Haushaltes, die besten Voraussetzungen für einen wirtschaftlichen Wiederaufschwung sind.

Eine Uebung, wie wir sie nun durchführen, hat den Vor- oder – je nach Standpunkt – den Nachteil, dass man finanzpolitisch Grundsätzliches beschliesst, für das es sonst an Courage oder Geschlossenheit fehlt, und dabei möglicherweise vor lauter Sparapostelium Weichen falsch stellt. Dies wird vor allem in bezug auf die Krankenkassen und den öffentlichen Verkehr gesagt. Was die Krankenkassen betrifft, wurde das Grundsätzliche bereits bei der Budgetberatung im letzten Dezember gesagt. Die freisinnig-demokratische Fraktion stimmt einmütig der Motion der Finanzkommission zu.

Was die Massnahmen auf dem Gebiet des öffentlichen Verkehrs angeht, präjudizieren diese die Gesamtverkehrskonzeption nicht, im Gegenteil, sie gehen in Richtung der bisher aufgezeigten Ziele. Man sollte nun aber nicht überstürzen und nicht à la «hopp Mathilde» z. B. eine Autobahn-Vignette einführen, auch wenn dies populär erscheint; denn diese umstrittene Massnahme wird zurzeit in einer Kommission geprüft und bedarf einer gründlichen Abklärung.

Wie erwähnt: wir treten nicht nur aus sachlichen, sondern auch aus politischen Gründen für das Sparpaket ein, im Sinne einer Demonstration gegenüber dem Stimmbürger und Steuerzahler, dass wir gewillt sind, wieder Ordnung in den Haushalt zu bringen. Die Fraktion hat daher in ihren Beratungen alle Anträge, die zu einer Verminderung des angestrebten Sparziels führen würden, abgelehnt, und sie wendet sich deshalb auch im Plenum gegen entsprechende Abänderungsanträge. Nicht, dass sich solche nicht begründen liessen. Es gibt überhaupt keine Ausgabe, die sich nicht bestens begründen lässt und die nicht irgend jemandem zum Segen gereicht! Aber wir halten in der heutigen politischen Situation Geschlossenheit und – auch wenn es schwer fällt – eine gewisse Disziplin für erforderlich. Diese Haltung hat allerdings nicht nur heute und nicht nur bis zum 12. Juni zu gelten, sondern auch – und vor allem – nach einer allfälligen Zustimmung des Volkes zum Finanzpaket. Der überarbeitete Finanzplan muss mehr sein als blosser Makulatur. Auch wenn er formell nicht verbindlich ist, was ihm Skeptiker vorwerfen, muss er uns Richtschnur sein in unserem Verhalten von morgen und übermorgen.

In diesem Sinne votiert die freisinnig-demokratische Fraktion einstimmig für Eintreten. Wir benützen abschliessend die Gelegenheit, um dem Bundesrat und insbesondere Herrn Finanzminister Chevallaz und seinen Mitarbeitern von der Finanzverwaltung für die Erfüllung der Motion und der damit verbundenen nicht leichten Aufgabe bestens zu danken.

**Allgöwer:** Als Sprecher einer nicht dem Bundesrat angehörenden Fraktion habe ich mit gläubigem Staunen vernommen, was die beiden Referenten gesagt haben: dass unter den Bundesratsparteien eine seltene Einmütigkeit herrsche. Herr Eisenring hat sogar den Ratschlag gegeben, man solle ja keine Abänderungsanträge mehr einreichen, sie würden sowieso abgelehnt. Sie sehen also, dass die Voraussetzungen für eine glanzvolle Annahme dieser Vorlage vorhanden sind! Wenn man dann allerdings Herrn Schmid gehört hat, der vierzig Jahre zurücktauchte, in eine Zeit, da kaum er selbst geplant war, und vernommen hat, was er uns nun empfiehlt, dann muss ich wieder stauen über die ungebrochene Form, in der gewisse Professoren ihre absoluten Wahrheiten verkünden. Diese ändern zwar von Jahrzehnt zu Jahrzehnt; ihre Lehren zur Konjunkturpolitik aber sind eine hochinteressante, dreissig-jährige Geschichte.

Aber wie gesagt, ich bewundere Herrn Schmid, der zeigt, wie man die Geschichte betrachten kann; die Geschichte wird tatsächlich forlaufend auch hier an diesem Pult geschrieben – von denjenigen, die Macht haben. Wir haben jetzt gehört, dass wir alles in den Griff bekommen: Wir haben schon die Luftverschmutzung in den Griff bekommen, wir haben die Grundstückveräusserung an die Ausländer in den Griff bekommen. Herr Eisenring sagte jetzt, wir würden auch die Finanzen in den Griff bekommen. Wir sind also ein Parlament und eine Demokratie, die langsam sämtliche Probleme unserer Zeit in den Griff bekommen. Ich habe aber den Eindruck, dass hier Geld verteilt wird, das wir noch nicht besitzen – nach dem alten Nürnberger Sprichwort: «Die Nürnberger hängen keinen, sie hätten ihn denn.»

Nun darf ich darauf hinweisen, dass der Landesring seit Jahren immer wieder gesagt hat, dass unsere gesamte Steuerpolitik und Finanzpolitik verfehlt sei, dass wir einerseits unsere Steuern nicht den Notwendigkeiten unserer Zeit angepasst haben, also nicht im Griff hätten, und andererseits auch die Gestaltung des Haushaltes nicht so sorgfältig vorgenommen hätten, wie es notwendig gewesen wäre. Selbstverständlich haben auch wir, wie alle Anwesenden, unsere Sünden gemacht, aber wir haben auf der anderen Seite doch sehr klare Kritik geübt und Vorschläge gemacht. Wir haben eine Initiative vorgelegt, um modernere Steuerformen einzuführen, und wir haben jedesmal bei

Budget und Rechnung unsere Einsicht dargelegt und Vorschläge gemacht.

Schon im März 1972 haben wir beispielsweise anlässlich der Erörterung des Regierungsprogramms gesagt, dass die Versprechungen des Finanzplanes nicht zu erfüllen seien. Oder wir haben im Dezember 1974 das Budget zurückgewiesen und verlangt, dass die Subventionen um 10 Prozent gekürzt werden müssen. Wir haben darauf hingewiesen, dass sich die Kantone immer mehr darauf kapriziert haben, statt selber von ihren Wählern Steuererhöhungen zu verlangen, an den Bund zu gelangen und dort Subventionen in Empfang zu nehmen. Das Volk hat anschliessend nein gesagt, und die von uns geforderte Sondersession musste durchgeführt werden. Eine reduzierte Vorlage wurde, dank der Sparanstrengungen, vom Volk darauf angenommen. Wir haben also in bezug auf die Steuern, auf die Finanzideen, ein gutes Gewissen und bedauern nur, dass erst heute gewisse Vorschläge, die wir gemacht haben, angenommen werden.

Auf der anderen Seite haben wir uns auch in dem Moment, als die Rezession spürbar wurde, dafür eingesetzt, dass in grosszügiger Weise Arbeitsbeschaffung vorbereitet und auch finanziert wurde. Wir haben rechtzeitig verlangt, dass wir uns an das zurückgehende Wachstum anpassen müssen. Wir haben alle Vorlagen, die uns unterbreitet worden sind, unterstützt. Wir werden diese Haltung auch in Zukunft einnehmen.

Im letzten Dezember kam es wieder zu einer Diskussion über das Budget und den Finanzplan. Wenn heute ein neuer Finanzplan vorgelegt wird, dann darf ich darauf hinweisen, dass ich seinerzeit beim Finanzplan, der heute kritisiert wird, wörtlich gesagt habe: «Es wird ein Ausgabenwachstum von 6 Prozent angenommen, dabei wissen wir, dass das Bruttozialprodukt um 7,5 Prozent zurückgegangen ist, und es ist anzunehmen, dass dieser Rückgang weitergeht. Der Finanzplan war unverantwortlich optimistisch.» Heute wird das zugegeben. Zu fragen ist nur, ob der neue Finanzplan nicht wieder zu optimistisch ausgefallen ist.

Es ist schon darauf hingewiesen worden, dass dieser Finanzplan mit einem Wachstum von etwa 4 Prozent rechnet, und dass wir auch für die Ausgaben in den kommenden drei, vier Jahren mit Wachstumsraten von 4,6, 3,9 und 4,8 Prozent rechnen. Wir nehmen also an, dass wir unsere Staatsausgaben ungefähr im Rahmen des wachsenden Bruttozialproduktes von 4 Prozent halten können. Das ist optimistisch gerechnet, und wir hoffen alle, dass dies eintreten wird. Auf der anderen Seite müssen wir doch sehen, dass in diesem Finanzplan etliche Dinge eingeplant sind, die Wünsche offen lassen. Dieser Finanzplan enthält immerhin 830 Millionen Franken für die Bahnen, etwa 610 Millionen Franken für die Milch, dann etwa 870 Millionen Franken für die Krankenkassen – grosse Brocken, deren Beurteilung und Prüfung man wiederum aufgeschoben hat. Es wird auch nicht davon gesprochen, wann man endlich die Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen an die Hand nehmen will. Die Neuverteilung dieser Aufgaben, die unsere Zeit stellt, ist noch nicht erfolgt. Nachdem Herr Auer und andere sich bereits mit den verehrungswürdigen Professoren herumgeschlagen haben, kann ich nur bedauern, dass diese Herren nicht etwas differenzierter urteilen und uns beispielsweise vorwerfen, wir täten zu wenig für die Arbeitsbeschaffung. Sie kennen das Arbeitsbeschaffungsprogramm, das der neue Präsident Carter aufgestellt hat: 30 Milliarden Dollar innerhalb von zwei Jahren. Wenn Sie diese Summe auf die rund 220 Millionen Einwohner der Vereinigten Staaten beziehen und mit unseren 6 Millionen vergleichen, so ergeben sich pro Jahr ungefähr 2 Milliarden Franken, also weniger als wir bereits eingesetzt haben. Es ist sicher richtig, wie der Bundesrat versichert hat, dass für allfällige weitere Konjunkturrückschläge ein weiteres Programm vorgesehen wird.

Die politische Frage, die sich hier stellt, betrifft die Beurteilung des Sparens. Ich glaube, dass wir als kleines Land

heute und in Zukunft, und schon früher, gezwungen sind und waren, aus einer minimalen Aufwendung, aus einer minimalen Anstrengung das Maximum herauszuholen, und dass wir in allen Bereichen unseres öffentlichen und privaten Lebens gezwungen sind zu überlegen, wie man einen Arbeitsaufwand mit einem Minimum erledigen kann. Das rationelle Arbeiten ist unserer Wirtschaft aufgezwungen, und ich glaube, auch der Staat kann sich davon nicht dispensieren. Es ist nun nicht so, wie dargestellt worden ist, dass man eine Spareuphorie geschaffen hätte, sondern das Sparen ist glücklicherweise in unserem Volk als eine selbstverständliche Tugend immer noch vorhanden. Es wäre deshalb falsch, wenn man nur im Hinblick auf den 12. Juni das Sparen anweisen würde; das Sparen, das wir heute verlangen, muss ein Anfang sein.

Das Sparen ist für uns nicht etwas, das sich gegen jemanden richtet, etwa gegen die Arbeiterschaft oder gegen die sozial Schwächeren. Das Sparen ist für uns ein Mittel, dass wir genügend Gelder zur Verfügung haben, um überhaupt wichtige Aufgaben zu erfüllen. Wenn wir in unverantwortlicher Weise Gelder verschwenden, dann haben wir im entscheidenden Moment nicht die notwendigen Summen zur Verfügung, beispielsweise für die Arbeitsbeschaffung. Darum glaube ich, müssen wir das Sparen nicht nur heute, sondern auch in aller Zukunft pflegen.

Glücklicherweise sind wir ein Land, das heute noch wenig Schulden hat im Vergleich zu anderen Staaten; aber dass wir soviel Geld anhäufen konnten – beispielsweise für die Arbeitsbeschaffung –, ist ja gerade auch ein Resultat des Sparens unseres Volkes, das Mittel, das man den Banken und damit dem Kapitalmarkt zur Verfügung stellte; mit diesen Mitteln können wir notfalls auch rechnen. Es geht auf keinen Fall an, dass wir zur Bewältigung des Normalbudgets weitere Gelder aufnehmen. Das Normalbudget soll durch die Mittel des normalen Steuerns aufgebracht werden. Vielleicht kommen wir später auf diese Frage noch zu reden.

Wir haben uns über drei Fragen speziell unterhalten: Einmal die Millionen fressenden Verkehrsprobleme, dann die Sozialaufgaben und die Militärausgaben. Ich nehme an, dass wir bei der Behandlung der Verkehrsaufgaben auf die einschlägigen Probleme zu reden kommen. Wir sind grundsätzlich mit dem Bundesrat einverstanden, dass man die Verkehrspolitik gemäss seinem Vorschlag an die Hand nimmt. Es ist zu bedauern, dass wir die Gesamtverkehrskonzeption erst gegen Ende des Jahres erhalten; aber es ist wichtig, dass wir gewisse Massnahmen bereits heute einleiten, beispielsweise den Verzicht auf den Stückgutverkehr und die stärkere Belastung des Lastwagenverkehrs.

Ablehnen müssen wir im heutigen Zeitpunkt, dass man versucht, bei den Militärausgaben die heutigen Milliardensummen einzufrieren; denn das bedeutet in Wirklichkeit eine Reduktion von etwa 10 Prozent. Würden wir dem ausgeteilten Antrag zustimmen, würden wir die Landesverteidigung in einer Weise schwächen, die angesichts der internationalen Lage nicht zu verantworten wäre.

Ich fasse zusammen: Wir sind auf der einen Seite froh, dass gewisse Forderungen, die wir seit Jahren in bezug auf die Gestaltung unserer Finanzpolitik gestellt haben, heute anerkannt werden und man sie zum Teil wenigstens erfüllt. Zweitens sind wir einverstanden, dass man diese Sparübung durchführt. Unsere endgültige Stellungnahme wird davon abhängen, ob nicht wieder versucht wird, gewisse Einsparungen der Einsparungen durchzusetzen. Drittens hoffen wir, dass diese Finanzgesinnung, die heute aufgrund der Motion durch den Bundesrat zum Ausdruck kommt, auch in Zukunft anhält und wir zu gesunderen Finanzen kommen und diese gesunde Basis der Finanzpolitik nicht mehr verlassen.

M. Bonnard: Le groupe libéral et évangélique a pris connaissance avec intérêt du plan financier. Il votera l'entrée

en matière sur le message concernant les mesures pour équilibrer les finances fédérales.

Nous apportons notre appui de principe à la volonté du Conseil fédéral de restaurer l'équilibre des finances fédérales dans les meilleurs délais possible. Nous approuvons dans son principe aussi l'idée de manœuvre pour y parvenir et qui comporte cette double action tendant à la fois à une restructuration et à un accroissement des recettes et à un ralentissement de l'augmentation des dépenses.

Le problème des recettes a été réglé à notre niveau l'an dernier; le peuple tranchera dans quelques mois. Si nous voulons qu'il tranche en accordant à la Confédération les moyens dont celle-ci a incontestablement besoin, il importe que certaines conditions soient remplies. Il importe, en particulier, que le peuple sache comment le gouvernement résout le problème qui lui est posé. Ce problème est ardu. Malgré une certaine augmentation souhaitée des recettes, la Confédération doit réduire son train de vie. Dès lors, où va-t-elle le réduire? Dans quels secteurs va-t-elle freiner l'accroissement des dépenses? Dans tous les secteurs et dans tous de manière égale? Ou au contraire, dans certains secteurs et de manière différenciée? Et alors sur quel critère se fondera-t-elle pour opérer ces différenciations? Ces questions-là sont fondamentalement politiques, elles sont essentielles pour la conduite de nos affaires mais les réponses qu'elles ont reçues dans le plan financier nous laissent sur notre faim.

Le Conseil fédéral marque avec toute la netteté désirable une volonté qui a certainement une portée politique, celle de rétablir l'équilibre des finances. Il marque une seconde volonté politique qui est celle d'accroître les recettes. Il en marque même une troisième qui est de ralentir le rythme de croissance. Mais il ne marque pas la quatrième qui eût été de dire où il entendait porter son effort pour aboutir à ce ralentissement de la croissance. Le Conseil fédéral entend, dit-il, consolider l'acquis. Pour y parvenir il a décidé – il le dit à la page 4 de son rapport – de faire porter son effort sur tous les groupes de dépenses. Nous aurions souhaité quant à nous, que le gouvernement allât plus loin. Nous aurions désiré que devant l'impasse financière qui nous est annoncée depuis deux ans au moins, la Confédération pose clairement la question de savoir quelles sont, au vu de l'ensemble des circonstances actuelles, les tâches absolument prioritaires et celles qui, tout en étant importantes, n'ont pas ce caractère de priorité absolue.

Une chose est certaine, la Confédération n'a plus et n'aura pas davantage après la votation du 12 juin les moyens nécessaires pour exécuter toutes les tâches et fournir toutes les aides auxquelles elle avait pris d'habitude de faire face sans discuter, sous l'effet de la haute conjoncture. Il faudra dès lors bien opérer des choix, sous peine que la Confédération ne soit plus en mesure de remplir ses tâches les plus fondamentales. Et sur ce choix, il n'y a aucune déclaration gouvernementale claire. Il n'y a aucune tâche dont le Conseil fédéral nous dise qu'elle est, au niveau de la Confédération, véritablement prioritaire et que les moyens financiers nécessaires doivent lui être attribués, même au préjudice d'autres tâches moins immédiatement urgentes.

Bien sûr, on pourrait être tenté de tirer des chiffres du plan certaines conclusions. Par exemple, en comparant le plan financier de 1976 et celui de 1977 on constate que le Conseil fédéral opère la plus forte réduction dans le domaine des transports avec 906 millions, ensuite dans le domaine de la prévoyance sociale avec 612 millions et enfin, seulement, dans le domaine de l'enseignement et de la recherche d'une part et dans le domaine de la défense de l'autre avec quelque 415 millions pour chacun d'eux. On pourrait être tenté d'en inférer que la défense et l'enseignement paraissent au Conseil fédéral plus prioritaires que les transports; cette déduction pourrait être confirmée par les taux de croissance admis dans ces deux secteurs qui se situent entre 8 et 9 pour cent pour l'enseignement

et la défense et seulement à 3,6 pour cent pour les transports. Mais, tout aussitôt tout cela pourrait être démenti par d'autres chiffres tirés du même rapport et par d'autres faits tirés des mêmes messages.

En réalité, rien ne remplacera à nos yeux une déclaration gouvernementale claire, précisant les tâches fédérales que le Conseil fédéral estime absolument prioritaires, et à l'exécution desquelles il est décidé à veiller d'une part en mettant les moyens financiers à disposition, d'autre part en s'assurant de l'emploi ménager et efficace de ces fonds. Notre groupe souhaite que le gouvernement fasse une déclaration à ce sujet. A nos yeux, le mieux eût été que, reprenant point par point les Grandes lignes de la politique gouvernementale de 1975-1979, le Conseil fédéral nous dise à quels projets le nouvel aménagement des finances fédérales l'oblige à renoncer, quels autres projets il doit étaler dans le temps, et quels autres enfin il estime devoir maintenir. Je sais bien que nous ne saurions demander à M. le conseiller fédéral Chevallaz de répondre ainsi aujourd'hui. En revanche, et à moins que ce ne soit politiquement trop lui demander, le Conseil fédéral devrait pouvoir orienter le Conseil des Etats en mai, et par conséquent notre Conseil en même temps. Aujourd'hui, une déclaration d'intention générale nous suffirait.

Pour que le peuple accorde à la Confédération les moyens dont celle-ci a besoin, il ne suffit pas que le gouvernement définisse avec plus de clarté les efforts principaux de sa politique, il faut encore qu'il manifeste une réelle volonté d'économie. Il faut rendre cet hommage au Conseil fédéral que, depuis trois ans, il a, par des actes concrets, exprimé cette volonté. Peut-être cette volonté n'est-elle pas encore passée dans toute son administration. Le budget – vous le savez – est préparé par l'administration. Tout fonctionnaire qui a la responsabilité d'un secteur, si petit soit-il, prépare son propre budget. Chacun – et c'est bien – a la volonté d'accomplir sa tâche au mieux. Chacun a eu l'habitude depuis des années de demander largement et d'obtenir tout aussi largement ce qu'il souhaitait. Et en prévision des compressions qui sont inévitablement demandées même en période de prospérité, chacun a demandé de quoi se créer une petite marge de manœuvre, chacun dès lors a pu aussi dépenser sans avoir trop le souci des comptes et des fameux dépassements sur les comptes. Maintenant, il faut renverser ces habitudes, amener des centaines de fonctionnaires consciencieux et travailleurs à modérer leurs ambitions, à renoncer à certaines améliorations qu'ils avaient préparées, à différer d'autres projets, à se contenter de solutions dont il ont eux-mêmes décelé les défauts. Il faut souligner que la tâche est énorme et on peut se demander si le Conseil fédéral est suffisamment armé pour la mener à chef, s'il aura assez d'yeux pour s'assurer de l'emploi ménager des fonds, pour éliminer les réserves que l'on s'est constituées au niveau des services et que l'on dépense parfois pour des tâches non prioritaires. Nous sommes convaincus que les grands commis de l'administration ont pris conscience, comme le Conseil fédéral, de la nécessité de gérer plus économiquement les deniers mis à leur disposition. Nous souhaitons que tous leurs collaborateurs, à tous les niveaux, en fassent autant.

Pour que le peuple nous suive le 12 juin, il ne suffit pas de manifester une réelle volonté d'économie, il importe que cette volonté présente certaines garanties de durée. Je ne peux m'empêcher, à cet égard, de m'étonner que le Conseil fédéral choisisse la période où nous sommes pour présenter une 9e révision de l'AVS qui est sans doute fort différente des précédentes, qui sans doute encore nous propose d'intéressants aménagements dans les ressources de l'AVS, mais qui en définitive charge la caisse fédérale de montants supplémentaires atteignant chaque année plusieurs centaines de millions. La présentation de ce message maintenant est d'autant plus surprenante que le projet est manifestement irréalisable si le vote du 12 juin est négatif et qu'il est aléatoire si ce vote est positif puisque les prévisions faites en matière de recettes fiscales,

notamment pour la TVA, sont soumises, si sérieusement soient-elles faites, à de nombreux impondérables.

Le Conseil fédéral ne dit-il pas lui-même, dans son plan financier à la page 9, que la TVA représente pour lui – et je reprends ses propres termes – une grande inconnue puisqu'il ne dispose d'aucune expérience ni d'aucune donnée quant au flux des livraisons entre les différents secteurs de la production. Vous noterez d'ailleurs – on l'a dit – que tout l'édifice du plan financier est fondé sur une croissance économique de 4 pour cent, dont personne ne peut dire aujourd'hui si elle se réalisera.

Ces remarques et ces questions ne m'empêcheront toutefois pas de rendre hommage à l'effort qu'a fait le Conseil fédéral, stimulé, il faut bien le souligner, par l'opiniâtreté de son ministre des finances, pour assainir le ménage fédéral. Nous souhaitons que cet effort soit poursuivi avec une semblable énergie, même si le vote du 12 juin est positif. Notez que cela dépendra dans une large mesure de notre propre attitude, car le Conseil fédéral ne saurait mener une politique d'économie sans notre appui.

Nous vous engageons à voter sans modification toutes les propositions qui nous sont faites et à rejeter les propositions de non-entrée en matière.

**Weber-Altdorf:** In den letzten Monaten wurde im Zusammenhang mit dem Finanzpaket, den Sparmassnahmen und dem neuen Finanzplan viel über die Führungsfunktion des Bundesrates geschrieben und gesprochen. Ueber die Führungsaufgabe des Parlaments in der gleichen Sache wurde weit weniger diskutiert. Heute darf man feststellen, dass der Bundesrat den vom Parlament mit der Motion erteilten Auftrag erfüllt hat, indem er mit der im neuen Finanzplan skizzierten Finanzpolitik den Ausgleich des Bundeshaushaltes bis zum Jahre 1980 erreichen will. Positiv ist deshalb festzuhalten, dass der Bundesrat damit aus seiner departementalen und vielleicht individualistischen Politik ausgebrochen ist und sich in dieser grundlegenden Frage zu einer zielbewussteren Politik durchgerungen hat. Die Vorarbeit durch intensive Partei- und Fraktionsgespräche, die ihren Niederschlag in den Anträgen der Vorberatenden Finanzkommission gefunden haben, zeigen auf, dass die Führung im Parlament nur durch eine diszipliniertere und verstärkere Fraktionseinwirkung ermöglicht wird. Dies bedingt unweigerlich, dass der individualistische Trend in unserem Rat etwas gebrochen werden muss. Auch diese Ueberlegung gilt es zu machen, wenn wir von der Führungsfunktion des Parlaments sprechen wollen. Es kann deshalb in dieser Phase der Absteckung des finanzpolitischen Zieles nicht darum gehen, durch die verschiedensten Anträge die Glaubwürdigkeit unserer festen Haltung aufs Spiel zu setzen. Nun darf aber das Konzept nicht starr durchgesetzt werden. Deshalb werfe ich die Frage nach der Korrigierbarkeit der vorgeschlagenen Massnahmen und des Finanzplanes auf. Der Bundesrat weist in seiner Botschaft selbst darauf hin, wenn er ausführt: «Soweit die Kantone direkt oder allenfalls indirekt betroffen sein könnten, ist eine mit genauen Zahlen untermauerte oder gar nach Kantonen differenzierte Aussage nicht möglich, weil mit der Finanzplanung bekanntlich noch keine Kredite verbindlich festgelegt werden.» Das gilt selbstverständlich auch für die volkswirtschaftliche und konjunkturpolitische Beurteilung. Massgeblich – und das scheint mir wesentlich – ist das vom Bundesrat und vom Parlament erklärte Ziel unserer Haushaltspolitik, den Ausgleich im Haushalt auf das Jahr 1980 zu erreichen. Es wird unsere Aufgabe sein, die infolge der beschlossenen Massnahmen und der im Finanzplan skizzierten Finanzpolitik ausgewiesenen Ungleichheiten, Härten sowie negative volkswirtschaftliche und konjunkturpolitische Folgen zu korrigieren. Zu diesem Zwecke aber ist vermehrt auf die Bestimmungen des Haushaltgesetzes zu achten, insbesondere muss das Finanzgebahren des Bundes und der Kantone aufeinander abgestimmt werden. Es ist vor allem darauf hinzuweisen, dass die Anpassung von Gesetzen in den

Kantonen eine längere Zeitspanne benötigt. Diese Anpassungsphase ist jedoch im Rahmen der übergeordneten Zielsetzung zu vollziehen. Der Finanzplan ist aber durch den Bundesrat auch nicht beliebig änderbar. Das Finanzhaushaltsgesetz und die Motion beider Räte verlangen vom Bundesrat, dass sich alle finanzpolitische Tätigkeit, ausgenommen Konjunkturprogramme, im Rahmen des ausgeglichenen Haushaltes zu bewegen hat. Die Analyse des Finanzplanes, insbesondere die Perspektiven des Bundeshaushaltes über das Jahr 1980 hinaus, zeigen eindeutig, dass unser Finanzhaushalt vor allem strukturell saniert werden muss. Dabei handelt es sich insbesondere um die Neufinanzierung bestehender Aufgaben, die Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen, eine grössere Beachtung des Verursacherprinzips und die Rückgewinnung einer vermehrten Eigenverantwortlichkeit. Die staatliche Hilfe soll subsidiär sein, Ausgleichsfunktion üben.

Wenn ich dies sage, dann denke ich an unsere Aufgabe in den kommenden Jahren, nämlich die Vorarbeiten zur Sanierung des Strukturungleichgewichtes nach 1980 an die Hand zu nehmen. Bis zu diesem Zeitpunkt muss die Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen und der damit verbundene Lastenausgleich abgeschlossen sein. Auf dem Wege der Finanzierung über Lohnprozente müssen unsere Sozialeinrichtungen, wie AHV, IV, Krankenversicherung, garantiert werden. In Beachtung des Verursacherprinzips sind die gesetzlichen Grundlagen zu schaffen oder abzuändern, die Strassengebühren einführen, oder höhere Anteile im Bereiche des Gewässer-, Zivilschutzes usw. vorsehen. Ich kann hier nur einige wenige Beispiele aufführen. Insbesondere ist darauf zu achten, dass wieder vermehrt die Eigenverantwortlichkeit im öffentlichen wie im privaten Bereich zum Zuge kommt. Nur sie garantiert eine mehr wirtschaftsbezogene und wirtschaftliche Einstellung des Bürgers und damit eine wesentliche Entlastung im Ausgabenbereich auf allen Stufen unserer Föderation.

Zum Schlusse noch eine Bemerkung zum Schlagwort «soziale Demontage». Ich halte eine solche Politik für gefährlich und unverantwortlich. Wir alle in diesem Saale wissen, dass die bestehenden sozialen Einrichtungen nicht abgebaut, im Gegenteil, dass sie nicht gefährdet werden dürfen, dass deshalb vermehrt das Gewicht auf die Garantie und den Ausbau im Rahmen der finanziellen und wirtschaftlichen Gegebenheiten zu legen ist. In diese Richtung zielt das finanzpolitische Bekenntnis des Bundesrates und der von den Räten angenommenen Motion, dass die Ausgabenpolitik im Rahmen des Wirtschaftswachstums und der damit zur Verfügung stehenden Mittel zu erfolgen hat. Wir haben deshalb immer erklärt, dass eine einseitige Politik der unbegrenzten Forderungen angesichts der Wirtschafts- und Finanzlage untragbar und unverantwortbar ist, weil wir überzeugt sind, dass eine solche Politik eines Tages das bisher Erreichte gefährden könnte. Der Finanzplan bringt deshalb deutlich zum Ausdruck, dass nicht ein Abbau angestrebt wird, sondern eine Verflachung des Ausgabenwachstums, d. h., dass der Ausbau unseres Staates nicht mehr der Hektik der Hochkonjunktur folgen kann, sondern dass die Besinnung und die Realisierung sich nach den wirtschaftlichen Möglichkeiten auszurichten haben. In diesem Sinne stimme ich dem Massnahmenpaket und dem Finanzplan zu.

**Cantieni:** Bei der Behandlung des Finanzplanes 1978–1980 und der Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes denken wir – verschiedene Votanten haben das festgehalten – insbesondere auch an die Abstimmung vom 12. Juni, von deren Ausgang die Entwicklung der Bundesfinanzen massgeblich beeinflusst wird. Wenn die heutige Warenumsatzsteuer durch die Mehrwertsteuer abgelöst werden soll, muss der Steuerzahler die Gewissheit haben, dass der Staat auf allen Ebenen mit seinen finanziellen Mitteln sparsam und haushälterisch umgeht. Diesem Grundgedanken trägt die neue Finanzplanung 1978–1980 weitgehend Rechnung. Der Finanzplan soll dem Stimmbür-

ger deutlich machen, dass der Bund ernsthaft Anstrengungen zu unternehmen gewillt ist, das Gleichgewicht von Einnahmen und Ausgaben herbeizuführen. Dabei wird wohl zu Recht auch die Frage gestellt: Wer wird von den Sparmassnahmen betroffen? Die Antwort auf diese Frage lautet eindeutig: alle. Die Auswirkungen der Sparmassnahmen könnten aber in stärkerem Masse die Wirtschaft der Randgebiete treffen. Es ist beispielsweise schwer zu sagen, wie sich der neue Finanzierungsschlüssel über die Verwendung des Ertrages aus dem Treibstoffzollzuschlag auf den zukünftigen Bau der National- und Hauptstrassen auswirken wird. Gerade für den Kanton Graubünden mit dem weitläufigen Netz an Hauptstrassen von 500 Kilometern würde sich jede Kürzung von Baukrediten für diese Strassenkategorie folgeschwer auswirken. Das gleiche ist zu sagen in bezug auf die vorgeschlagenen Kürzungen auf dem Sektor des Eisenbahnwesens. Zwar wird auf die Privatbahnkantone – das sei hier anerkannt – besonders Rücksicht genommen. Auch verspricht der Bundesrat einen wirksamen Finanzausgleich im Interesse der finanzschwachen Kantone. Wie sich aber dieser Finanzausgleich konkret auswirken wird, ist heute noch nicht ersichtlich. Die Verhandlungen in beiden Räten werden ohne Zweifel zeigen müssen, ob die finanzschwächeren Regionen bei der Durchführung der neuen Sparmassnahmen nicht doch stärker betroffen werden. In diesem Zusammenhang muss wieder einmal an die verschiedenen Leitbilder der Landesplanung, die in den letzten Jahren häufig angerufen wurden, erinnert werden. Diese Leitbilder versprechen in einem Punkte alle dasselbe, nämlich eine Dezentralisierung der Wirtschaft mit angemessener Berücksichtigung der einzelnen Regionen. Diesem Leitbild, das grundsätzlich unangefochten blieb, muss auch in Zeiten der Rezession nachgelebt werden. Dabei kommt namentlich den Hauptverkehrsträgern Schiene und Strasse besondere Bedeutung zu.

Ich empfehle Ihnen ebenfalls Eintreten auf die Vorlage und bitte noch den Bundesrat, meine Frage in bezug auf konkrete Massnahmen betreffend Finanzausgleich zu beantworten. Ich danke.

**Letsch:** Ich fasse meine Stellungnahme zu Finanzplan und Massnahmenpaket in drei Punkten zusammen:

Für Herrn Hubacher – ich stütze mich hier auf meine stenographischen Notizen aus der Kommissionssitzung, der ich nach seinen Worten in demonstrativer Uninteressiertheit gefolgt sein soll – ist «der Hauptgrund für Eintreten auf das Massnahmenpaket ein politischer». Es geht darum, ich zitiere ihn wieder, «die gute Laune des Stimmbürgers zu gewinnen, und deswegen müssen wir in diesen sauren Apfel beissen». Diese Optik lehne ich ab. Zwar stellt die vermehrte Ausgabendisziplin eine nicht unwichtige sachliche Voraussetzung für zusätzliche Einnahmen dar. Doch ist sie an sich, d. h. also völlig unabhängig davon, ob das politische Kalkül aufgehe – das hat auch Herr Bundesrat Chevallaz wiederholt betont –, aus finanz- und volkswirtschaftlichen Gründen notwendig. Ich bestreite denn auch den von Oekonomen hochgespielten sogenannten Zielkonflikt, der vor allem wegen der ausdrücklichen Ausklammerung besonderer Arbeitsbeschaffungsprogramme vom Rechnungsausgleich überhaupt nicht besteht. Von Widersprüchlichkeiten kann jedenfalls keine Rede sein. Die Motivation von Herrn Hubacher legt aber die Vermutung und gleichzeitig die Befürchtung nahe, man gedenke nach der Annahme des Steuerpaketes im Juni sehr rasch, und zwar auch ausserhalb des Investitionsbereichs, wieder auf Expansionskurs umzustellen. Es würde sich dann das wiederholen, was wir vor zwei Jahren bereits einmal durchexerziert und erlebt haben. Schon damals, nämlich in der Januarsession 1975, wurde angeblich erkannt, dass das Ausgabenwachstum nun stärker gezügelt werden müsse. Als dann aber die neuen Steuern im Juni 1975 angenommen worden waren, kletterten die Ausgaben von 13,5 Milliarden in der Rechnung 1975 auf 16 Milliarden im Voranschlag 1977, also um etwa 17%, beides Jahre mit gerin-

gen und in absoluten Beträgen gleich gebliebenen Belastungen durch besondere Arbeitsbeschaffungsmassnahmen. Wir sollten uns deshalb heute nicht erneut in Abstimmungstaktik üben. Vielmehr ist – ich wiederhole es – die Ausgabendisziplin an sich, vor allem im Konsumbereich zu verstärken, und zwar deshalb, weil anderenfalls die Mittelbeschaffung, ganz gleichgültig ob über Steuern oder über Schulden, immer mehr an Grenzen stösst, an Grenzen, die wir nicht ungestraft überschreiten dürfen. Das ist auch der Grund, weshalb das «Komitee für einen sparsamen Bundeshaushalt», das nie ein Abstimmungskomitee war und auch keines werden wird, sondern seine Mitglieder in der Stellungnahme zum Steuerpaket völlig frei lässt, seine Aufgabe zwar zurzeit als erfüllt betrachtet, sich aber vorbehält, in einem späteren Zeitpunkt erneut aktiv zu werden.

Nun die zweite Feststellung. Finanzplan und Massnahmenpaket selber verdienen trotz gewisser Mängel und Unsicherheiten eine gute Gesamtnote. Sie stellen einen ersten Schritt in die richtige Richtung dar. Dass aber damit die Probleme nicht abschliessend gelöst sind, geht allein schon daraus hervor, dass von den Verbesserungen gegenüber dem Finanzplan 1976 rund ein Drittel auf blosse Schätzungskorrekturen zurückzuführen sind, vieles nur erstreckt, anderes abgewälzt wird, und dass gleichzeitig neue, noch nicht beschlossene Vorhaben von grosser finanzieller Tragweite – wir werden ein solches Geschäft bereits nächste Woche zu behandeln haben – die künftigen Jahre mit Hunderten von Millionen Franken zusätzlich belasten. Hier fehlt nach meiner Beurteilung tatsächlich nach wie vor die Einsicht in die finanz- und volkswirtschaftlichen Notwendigkeiten. Ich habe indessen nie gesagt und nie geschrieben – das ist der zweite Ausrutscher von Herrn Hubacher –, dass mir, ich zitiere ihn: «... auf dem Altar des Vorortes mindestens noch zwei abgebaute Milliarden fehlen».

Schliesslich eine dritte Bemerkung, und zwar zu den Konsequenzen für das Steuerpaket. Ich weiss, dass es Kreise gibt, denen mit der Verabschiedung des Massnahmenpaketes und des neuen Finanzplanes nun die Zustimmung zur Steuervorlage erleichtert, ja ermöglicht wird. Diese Haltung ist zu respektieren.

Umgekehrt können eben Mängel, je nachdem welchen Masstab man anlegt, sowohl des neuen Finanzplanes als aber insbesondere des Steuerpaketes an sich Grund für ein Nein am 12. Juni 1977 sein. Ich bin sicher nicht auf das Verständnis von Herrn Hubacher angewiesen, darf ihn vielleicht aber doch noch einmal an seine eigenen Hinweise erinnern. Er spricht in der «SP-Information», die ich zitiere, von «den professoralen Mahnern, die vor einer krisenhaften Deflationspolitik warnen und die gerade von sozialdemokratischer Seite nicht leicht gewogen und einfach überhört werden dürfen». Diese professoralen Mahner, Herr Hubacher, fordern aber nicht nur staatliche Impulse über öffentliche Ausgaben, übrigens vor allem für Investitionen, denen auch ich von jeher Priorität eingeräumt habe, sondern sie wenden sich noch geschlossener gegen übersetzte Steuererhöhungen oder überhaupt gegen Steuererhöhungen in der Rezession. Sie nehmen damit eine These auf, die schon vor 20 Jahren eine Studienkommission unter dem Vorsitz unseres verehrten früheren sozialdemokratischen Kollegen und alt Bundesrates Professor Dr. Max Weber aufgestellt hat. Wer somit – wie ich persönlich das tue – heute die «geballte Ladung» von gegen 3 Milliarden Franken mehr Steuern als masslos erachtet, im übrigen aber die Notwendigkeit der Mehrwertsteuer und von massvolleren Steuererhöhungen einsieht, der befindet sich offenbar nicht nur in guter professoraler, sondern in noch besserer sozialdemokratischer Gesellschaft.

Zusammenfassend halte ich dafür, dass wir auch in dieser Phase der finanzpolitischen Auseinandersetzungen uns nicht von Taktik und nicht von Ideologie, sondern von den finanz- und volkswirtschaftlichen Notwendigkeiten leiten lassen sollten. Nur so wird es möglich werden, unsere Volkswirtschaft und damit dann auch den Bundeshaushalt aus dem Schleudern wieder auf festeren Kurs zu bringen.

**M. Soldini:** Le débat d'aujourd'hui me semble constituer l'avant-garde d'une bataille électorale qui se livrera dans quelques semaines et dont le peuple suisse sera l'arbitre. Permettez-moi donc un bref retour en arrière sur l'état de nos finances au cours de ces dernières années car quelques dates importantes ont jalonné l'histoire des déficits de la Confédération.

Rappelons-nous d'abord l'important scrutin du 3 décembre 1972. Les milieux que nous représentons n'avaient pas manqué, alors, de mettre en garde le corps électoral contre les suites qu'aurait pour le pays un traité de libre-échange conclu par nos autorités avec la Communauté économique européenne. Nous écrivions: «Il s'agit d'un engrenage qui étouffera progressivement tout ce qui fait le propre de notre Confédération. La diminution des droits de douane ne présentera aucun avantage pour la grande majorité de notre population; au contraire, elle aura pour effet d'imposer chez nous une taxe à la valeur ajoutée, source d'inflation et de complications administratives tracassières.»

Mais à fin 1972, en pleine euphorie conjoncturelle, il n'était pas bon de jouer au prophète. Négligeant les avertissements de quelques milieux minoritaires, le peuple suisse, berné, accepta largement l'arme à double tranchant que lui offrait le Conseil fédéral. Dès 1974, pourtant, la récession a fait son apparition. Le chômage complet ou partiel s'est installé chez nous. Nos industries d'exportation ont vu, malgré les facilités tarifaires dont elles bénéficiaient, leur activité réduite dans une notable mesure. La démobilitation des tarifs douaniers a engendré pour nos finances publiques une moins-value annuelle de plus d'un milliard de francs, qui s'est répercutée sur le montant des recettes des comptes et budgets fédéraux de 1975, 1976 et 1977; et surtout, le consommateur suisse n'a obtenu aucune amélioration ni dans sa capacité d'achat, ni dans son état de contribuable fédéral, cantonal et communal. En fait, l'accord international de libre-échange s'est révélé inopérant pour la grande majorité du peuple, mais singulièrement dommageable pour l'état des finances fédérales. On peut le dire sans détour: la démobilitation des droits de douane a été, avec la croissance démesurée des dépenses, le détonateur de l'explosion des déficits que nous connaissons aujourd'hui. C'est pourquoi nous nous opposerons à l'introduction de la TVA qui ne manquera pas de donner un nouvel essor à une inflation que l'on s'est efforcé, avec un succès certain – reconnaissons-le – de juguler, au cours de ces derniers mois, dans la foulée de la récession d'ailleurs.

Cette taxe à la valeur ajoutée constitue la pierre angulaire de l'édifice financier et fiscal de la Confédération qui sera soumis à l'approbation du peuple et des cantons le 12 juin prochain. La TVA permettrait la perception de 3 milliards de recettes supplémentaires par an à la charge, pour une bonne part, des consommateurs; mais elle constituera également un poids notable pour l'économie en général, car on doit bien admettre qu'une certaine partie de l'impôt viendra réduire encore la marge de manœuvre des petites et moyennes entreprises. Comme, par ailleurs, l'aménagement de l'impôt fédéral direct se traduira par une perte de 500 millions pour le fisc, on ne pourra compter que sur un supplément de recettes de l'ordre de 2,5 milliards. Le Conseil fédéral affirme qu'une imposition indirecte de cette ampleur est indispensable pour rétablir l'équilibre des finances de la Confédération. Certes, si l'on considère l'explosion, ces dernières années, des déficits de la caisse fédérale, on ne saurait le nier. Et pourtant, en examinant l'évolution des dépenses, le problème se présente quelque peu différemment.

Depuis six ans, les dépenses de la Confédération ont passé de 7765 millions en 1971 à quelque 16 milliards dans le budget de 1977. Or, le 8 décembre 1974, en rejetant déjà les projets financiers de M. Chevallaz, dans un geste de mauvaise humeur, disait-on, le peuple suisse avait expressément approuvé la notion du «frein aux dépenses». Le

8 juin suivant, volant au secours des caisses vides de l'argentier fédéral, le corps électoral acceptait une hausse modérée de l'ICHA et l'augmentation de la taxe sur les carburants, tout en réitérant avec force ses exigences sur la limitation des dépenses du ménage fédéral. Peine perdue puisque ces dernières étaient de 13 540 millions au compte de 1975, de 15 milliards sans les programmes conjoncturels en 1976 et que le budget voté par le Parlement en décembre dernier les a portées à 16 milliards de francs environ.

Les déficits, eux, n'ont fait que s'amplifier, passant de 1,573 milliard dans le compte de 1976 à 1,767 milliard dans le budget de 1977.

D'ailleurs, d'après le plan financier qui nous est soumis, même avec l'introduction de la TVA, les comptes de la Confédération seront encore déficitaires en 1978 et en 1979 pour ne s'équilibrer qu'en 1980, alors que nul ne peut savoir quels seront les effets de la conjoncture à ce moment-là.

Ces données montrent l'extraordinaire escalade des dépenses au cours de l'actuelle décennie. Les recettes, elles, n'ont pas suivi cette évolution et les déficits se sont ainsi constamment accrus. La cause de cette regrettable situation est facile à déceler. Ce Conseil fédéral et ce Parlement n'ont eu ni la volonté ni la force de réduire dans une mesure efficace, les dépenses des dernières années; les débats sur le budget qui ont eu lieu lors de la session de décembre l'ont amplement démontré, et les engagements démesurés dans les domaines de la 9<sup>e</sup> révision de l'AVS, de l'aide aux universités et de la coopération au développement et ce, malgré le vote significatif sur l'IDA du 13 juin dernier, nous vaudront après 1980 des suppléments négatifs s'élevant à plus d'un milliard par année.

Qu'en est-il alors de la diminution des dépenses de 1,7 milliard annoncée par M. Chevallaz lors de la présentation de son plan d'équilibre des finances fédérales? Plusieurs commentateurs ont immédiatement conclu à des économies draconiennes dans le ménage fédéral. En réalité, si réduction il y a, ce n'est pas tant par rapport aux dépenses budgétées de la Confédération que par comparaison avec les prévisions surfaites du plan d'assainissement 1976-1979, plan qui pêchait par optimisme du côté des recettes et par pessimisme du côté des dépenses. Comparées à ce premier plan financier de janvier 1976, les dépenses diminuent donc d'une manière qui paraît spectaculaire mais, face au budget de 1977, elles continuent d'augmenter.

Cette ambiguïté semble procéder d'une double tactique: à ceux qui sont effrayés par l'ampleur des déficits, on montre le plan de 1976, ce qui permet de parler d'assainissement; à ceux qui craignent le démantèlement de l'Etat social, on présente le budget de 1977, ce qui autorise à parler de consolidation; mais une fraction importante de chacun des deux camps ne sera pas convaincue par une telle argumentation. Pour ma part, je constate que d'après la situation actuelle, les dépenses vont encore augmenter; c'est donc que ces dernières, votées régulièrement par le Parlement jusqu'ici étaient considérées comme indispensables, puisque les propositions d'économies linéaires ou sectorielles présentées dans cette enceinte ont été rejetées. Ces décisions témoignaient également de la méconnaissance du fait que les budgets ne correspondaient pas aux possibilités réelles du pays, de même que du fait que, seul de tous les départements fédéraux, le Département politique n'est pas appelé à consentir sa part de sacrifice dans les mesures d'équilibre préconisées par le Conseil fédéral. Je n'ai donc pas confiance dans des décisions qui introduisent immédiatement des hausses d'impôts importantes pour les couches les plus modestes de la population, alors que les mesures réelles d'économie sont repoussées de plusieurs années. Pour toutes les raisons que je viens d'évoquer ici, mes amis et moi-même n'apporterons pas notre soutien au nouveau plan financier du Conseil fédéral.



**Welter:** Das Ziel des Finanzplanes ist es, bis zum Jahre 1980 eine ausgeglichene Rechnung herbeizuführen. Um das zu erreichen, ist es unerlässlich, dass dem Bund neue Einnahmen zugeführt werden, mit anderen Worten heisst das: Nur wenn das Finanzpaket am 12. Juni in der Volksabstimmung angenommen wird, ist es überhaupt möglich, den Bundeshaushalt bis Ende dieses Jahrzehnts wieder ins Gleichgewicht zu bringen. Unter diesem Aspekt sind also sowohl der Finanzplan als auch die Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes zu betrachten. Dass die Beschaffung von Mehreinnahmen für den Staat unumgänglich ist, geht unter anderem auch mit aller Deutlichkeit aus dem Wirtschaftsbericht der OECD vom März 1976 hervor.

Ich zitiere aus diesem Bericht: «Auf mittlere Sicht ist eine Sanierung der Bundesfinanzen wohl unumgänglich. Dieses Problem wurde bereits in den OECD-Wirtschaftsberichten der Vorjahre behandelt, doch sei hier gleichwohl noch einmal auf die unabdingbare Notwendigkeit hingewiesen, mittelfristig Massnahmen zu einer dauerhaften Steigerung der Steuereinnahmen zu ergreifen. Hieran führt kein Weg vorbei, wenn die Finanzpolitik nicht nur zur Nachfragesteuerung, sondern auch zur Förderung der unerlässlichen gemeinnützigen Investitionen dienen soll.» Dieses Ziel der ausgeglichenen Rechnung kann uns aber nicht davon abhalten, die Vollbeschäftigung anzustreben, d. h. uns anzustrengen, die 17 500 Arbeitslosen wieder in den Arbeitsprozess zurückzuführen. Da auch in den öffentlichen Haushalten an allen Ecken und Enden gespart werden muss, scheiden sie als Auffangbecken für Personen, die im privaten Bereich ihren Arbeitsplatz verloren haben, weitgehend aus. Jedenfalls dürfen wir uns nicht mit dem Argument zufriedengeben, wir hätten eine gut ausgebaute Arbeitslosenversicherung. Jene Mitbürger, die arbeiten möchten und gezwungen sind, untätig zu bleiben, beginnen an unserem Staat zu zweifeln. Ich sage das, weil ich einen gewissen Einblick habe in die Verhältnisse bei den kaufmännischen und Büroberufen, die die grösste Gruppe von Arbeitslosen stellen, wobei es vor allem ältere Angestellte sind, die, selbst wenn sie gut qualifiziert sind, grösste Mühe haben, wieder einen Arbeitsplatz zu finden. Ich bin deshalb froh, dass Bundesrat Brugger Anfang dieser Woche erklärte, dass ein viertes Investitionsprogramm gewissermassen auf Abruf vorhanden ist. Besondere Aufmerksamkeit sollte in diesem Zusammenhang auch der Bekämpfung der Jugendarbeitslosigkeit gewidmet werden.

Als Mitglied der forstlichen Gruppe der eidgenössischen Räte habe ich den Auftrag, hier einzuflechten, dass in der Forstwirtschaft, sofern für diesen Sektor die nötigen Investitionskredite bewilligt werden, noch eine grössere Zahl von Arbeitskräften eingesetzt werden könnte. Es sind in unseren Wäldern, vor allem in den höher gelegenen Gebieten, noch umfassende, arbeitsintensive Massnahmen zu treffen, die sich auf die Dauer für unser Land als sehr nützlich erweisen werden. Es bleibt eine Tatsache, dass die Forstwirtschaft zu den sichersten Arbeitgebern unserer Volkswirtschaft zählt. Eigenartig – um nicht zu sagen unverständlich – scheint mir die Bemerkung des Bundesrates auf Seite 14 der Botschaft, wonach für das Bundespersonal keine Reallohnverbesserungen vorgesehen sind und auch nur ein mässiger Teuerungsausgleich eingerechnet ist. Ein Minimum wäre es gewesen, einen Vorbehalt im Hinblick auf die wirtschaftliche Entwicklung des Landes und die angestrebte Erholung der Bundesfinanzen anzubringen.

Nachdem bei den Leistungen an die Krankenkassen ganz erhebliche Abbaumassnahmen vorgesehen sind, müssen Sie sich nicht wundern, wenn von unserer Seite bei den Militärausgaben zwar nicht Abbaumassnahmen, aber eine Plafonierung auf dem Stand des Budgets von 1977 vorgeschlagen werden wird. Das würde bedeuten, dass für die Jahre 1978 und 1979 3162 Millionen Franken für das EMD zur Verfügung stünden. Dass unser Vorschlag vom EMD zurückgewiesen wird, ist verständlich, dass nun aber deswegen von gewisser Seite unsere grundsätzliche Befürwortung der Landesverteidigung in Zweifel gezogen wird,

ist gelinde gesagt unfair. Vielleicht mag diese für uns unverständliche Reaktion darauf zurückzuführen sein, dass man etwas konsterniert über die Tatsache ist, dass in der Öffentlichkeit auf die Frage, wo gespart werden soll, in erster Linie das Militärdepartement angepeilt worden ist.

Nun zum Sparpaket: Wie dieses Sparpaket ausserhalb des Parlamentes aufgefasst wird, möchte ich Ihnen anhand der Stellungnahme der Vereinigung schweizerischer Angestelltenverbände bekanntgeben. Ich zitiere: «Die VSA stellt fest, dass wesentliche Punkte der Vorlage keine echten Einsparungen bringen, sondern nur Abwälzungen auf die Kantone, Gemeinden und vor allem auch auf die Bürger beinhalten. So sollten z. B. die Einsparungen bei der Krankenversicherung 150 bzw. 260 Millionen Franken ausmachen. Dabei steht heute schon fest, dass mit der Einfrierung der Bundesbeiträge das erhoffte Ziel einer Eindämmung der Kostenexplosion in diesem Sektor nicht erreicht werden kann. Nach wie vor vertritt die VSA den Standpunkt, dass der Bund in der gegenwärtigen Rezession die Aufgabe hat, durch Investitionen und andere arbeitsfördernde Massnahmen der Wirtschaft Impulse zu geben. Die Zurückhaltung beim Konsum und bei den privatwirtschaftlichen Investitionen darf nicht noch dadurch verstärkt werden, dass durch die Ueberwälzung von Bundesbeiträgen auf die Arbeitnehmer und Konsumenten die private Kaufkraft geschmälert wird. Die VSA widersetzt sich offenkundigen Tendenzen und warnt vor Versuchen, künftig die Finanzen des Bundes vor allem durch den Abbau seiner sozialen Verpflichtungen verbessern zu wollen. Dies würde den sozialen Frieden in unserem Lande ernsthaft belasten.»

Sie werden begreifen, dass es auch mir schwerfällt, den Sparmassnahmen beizupflichten, und wenn ich trotzdem für Eintreten auf die Vorlage stimmen werde, so vor allem – ich gebe das offen zu – im Hinblick auf die Abstimmung vom 12. Juni 1977. Es gilt meines Erachtens sorgfältig zu überlegen, wie wir das Terrain für diese Abstimmung vorbereiten. Ich wiederhole: Die Herbeiführung des Gleichgewichtes im Bundeshaushalt ist vernünftigerweise nur möglich, wenn wir die Mittel erhalten, die uns das Steuerpaket bringen muss. Dieses Ziel müssen wir im Auge behalten. Eine Politik der leeren Kassen würde zweifellos den sozialen Frieden gefährden. Wohin das führt, zeigen genügend Beispiele im näheren und weiteren Ausland. Meine Zustimmung zu den Sparmassnahmen kann mich aber nicht davon entbinden, gewisse Bedenken und Vorbehalte anzubringen. Bedenken habe ich wegen der Kürzung der Beiträge an die Strafvollzugs- und Erziehungsanstalten. Wir wissen nur zu genau, dass in unserem Lande vor allem auf diesem Sektor zum Teil noch unbefriedigende Verhältnisse bestehen. Es fehlt seit langem eine geschlossene Anstalt für Jugendliche, die straffällig geworden sind; es fehlen vielerorts spezielle Anstalten für drogenbeschädigte Menschen. Ich befürchte deshalb, dass Sparmassnahmen auf diesem Gebiet uns, wenn wir an die Zukunft dieser Mitbürger denken, eher teuer zu stehen kommen werden.

Nun zur Kürzung der Beiträge an die Krankenkassen. Beim Budget 1977 habe ich mich gegen den Abbau von 30 Millionen gewehrt und schliesslich auch noch gegen den Abbau von 15 Millionen, die nach den Verhandlungen im Ständerat noch strittig waren. Beim Sparpaket geht es aber nun um 150 bzw. 260 Millionen. Sie werden verstehen, dass ich grosse Mühe habe, mich mit diesem Teil des Sparpaketes zu befreunden, auch wenn das Konkordat der Krankenkassen sich damit einverstanden erklärt. Die Krankenkassen behelfen sich damit, dass sie die Prämien erhöhen. Ich zitiere aus dem Briefe des Konkordates: «Die Mehrkosten müssen durch die zehnpromzentige Mehrprämie der Frauen und die Solidaritätsbeiträge der Männer finanziert werden.» Ich bin mir aber bewusst, dass gegen das stetige Anwachsen der Arztkosten, der Spitalkosten und der Kosten der Arzneien dringliche Massnahmen unumgänglich sind. Auch das Giesskannenprinzip bei der Gewährung von Bundesbeiträgen betrachte ich als unbefriedigend. Ich hoffe, dass die Motion der Finanzkommission

den richtigen Weg weist, um aus der Sackgasse herauszukommen. Noch dieses Jahr erwartet die Finanzkommission vom Bundesrat eine Vorlage über die Teilrevision des KUVG. Vom Bundesrat wird ferner verlangt, dass er die bereits bestehenden Vorschriften mit der nötigen Strenge handhabt; das gleiche wird von den Kantonen erwartet. Hoffentlich hat der Bericht, der von der Finanzkommission über die Einkommensverhältnisse der Medizinalpersonen und die Entwicklung der Medikamentenpreise verlangt wird, eine prophylaktische Wirkung.

Nun noch ein paar Worte zur Herabsetzung der Beitragsansätze für Bauten, welche der Berufsbildung dienen. Hier geht es in erster Linie um die Beiträge an den Bau von Turnhallen und Sportanlagen für die Berufsschüler. Für alle Jugendlichen, welche die Mittelschule besuchen können, ist der Turnunterricht eine Selbstverständlichkeit. Anders verhält es sich bei den Lehrlingen. Auch bei ihnen sind Haltungsschäden – leider oft als Folgen der Bewegungsarmut – vorhanden. Also sollten sie aus sozialmedizinischen Gründen die Möglichkeit haben oder sogar dazu angehalten werden, unter kundiger Leitung den Turnunterricht zu besuchen.

Oeffentlicher Verkehr: Diese Sparmassnahmen erwecken ebenfalls gewisse Bedenken. Einerseits, weil sie offensichtlich dem Bericht der GVK vorgreifen und andererseits, weil sie, bessere Belehrung vorbehalten, dem im Schaufenster zwar gepriesenen Primat des öffentlichen Verkehrs einfach entgegenlaufen. Wenn ich mich trotz allem für das Sparpaket entschieden habe, so spielt die Erinnerung an die Abstimmung vom 4. Dezember 1974 eine gewisse Rolle. Ich habe nicht vergessen, dass damals als einzige der vier Vorlagen jene, welche die Erschwerung von Ausgabenbeschlüssen vorsah, die sogenannte Ausgabenbremse, von Volk und Ständen mit sehr grossem Mehr angenommen worden ist. Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten.

**M. Carobblo:** Comme nous le savons tous – on l'a déjà dit mais il n'est pas inutile de le répéter – nous sommes en train de décider un frein ultérieur aux dépenses publiques, dans le cadre d'une crise grave qui touche durement les travailleurs, les petites et moyennes entreprises, les régions les moins favorisées. Pour calmer l'opinion publique, on souligne comme élément positif important un chômage et un taux d'inflation très faibles. Mais la réalité est beaucoup moins rose. Depuis 1974, la réduction des places de travail est de l'ordre de 370 000 ce qui donne un taux de chômage effectif de plus de 10 pour cent bien plus élevé que dans les autres pays industriels. Les prévisions pour 1977 ne sont pas meilleures. Je crois ne pas me tromper beaucoup en prévoyant environ 50 000 postes de travail en moins. Dans ce cas, combien de Suisses seront touchés? Peut-être plus de 5000. Ces chiffres devraient nous faire réfléchir. Le record en matière de taux d'inflation est un résultat qui ne peut et de loin compenser le record en matière de chômage. Pour nous, moins de chômage et un taux d'inflation un peu plus élevé, est sans doute une solution préférable du point de vue de l'ensemble des travailleurs. Or c'est justement une politique inverse qui, une fois de plus, nous est proposée. En effet, les caractéristiques du nouveau plan financier et des mesures pour équilibrer les finances fédérales sont en fait un coup de frein ultérieur aux dépenses d'intérêt collectif. En d'autres termes, on nous propose un plan qui aggrave la récession, donc déflationniste, lorsque nous aurions besoin d'un programme de relance. Il s'agit d'un choix grave et dangereux. Au lieu de rebrousser chemin, le Conseil fédéral accélère la marche dans la mauvaise direction. Sa responsabilité dans l'aggravation de la crise en est d'autant plus grande. La comparaison de cette politique économique avec celle des pays de l'OCDE, telle la Norvège et la Suède qui ont, par contre, augmenté la dépense publique pour faire face au chômage, fait mieux ressortir le paradoxe. Si à cela, on ajoute le fait que, jusqu'ici, la politique économique du gouvernement a été peu efficace, tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif, notre critique

ne peut être que plus sévère. Il suffit de se référer à l'opération «achat des Skyguards». On a passé une commande de 350 millions qui a servi à améliorer la situation économique, notamment chez Bührlé qui était peut-être l'entreprise suisse qui en avait le moins besoin. En effet, son chiffre d'affaires consolidé a augmenté en 1976 de plus de 20 pour cent, son dividende est passé de 12 à 14 pour cent et ses investissements ont augmenté de 25 pour cent.

Lorsque nous avons voté ces crédits-là, le Conseil fédéral avait prétendu qu'il s'agissait de contribuer à lutter contre les difficultés d'emploi chez Bührlé. Toutes ces raisons, s'ajoutant à celles développées par M. Muret, nous renforcent dans notre décision de nous opposer aux nouvelles mesures et de proposer des solutions alternatives, que l'on peut ainsi résumer: Nous sommes pour réaliser l'équilibre des comptes sur une longue période, surtout par une accélération du rythme des recettes à travers l'accroissement de l'impôt direct. Il y a encore une bonne marge dans ce sens. Mais cela à condition que l'argent des impôts ne soit pas employé pour financer l'accroissement de la production de biens dont l'utilité est nulle sinon négative. Nous parlons ici des dépenses militaires, dans la mesure où elles dépassent ce qui est nécessaire pour une guerre de résistance. C'est du reste dans ce sens que va la motion que j'ai présentée: elle tend à stabiliser les dépenses pour la défense nationale pour les années 1978 à 1980, à 3 milliards par an. Nous sommes donc favorables à une augmentation de la part de la dépense gouvernementale dans le produit national brut, dans le sens d'une augmentation de la consommation collective par rapport à la consommation totale. Or cela est important au moment où des besoins collectifs énormes restent encore insatisfaits. En outre, un tel accroissement permet de lutter contre des déséquilibres sociaux entre classes et régions que la crise contribue à augmenter. N'oublions pas pour finir que tout laisse croire que la récession actuelle s'accompagne d'une tendance à long terme au fléchissement des investissements privés! Voilà une raison de plus d'intensifier la présence du secteur public dans l'économie. A court terme, tout cela implique nécessairement que l'on renonce à réaliser l'équilibre budgétaire, pour augmenter la dette publique en vue de garantir une rapide relance. On peut se demander si une telle politique doit être réalisée par la voie du plan financier ou par un nouveau programme de relance. Si l'on considère le risque accru d'aggravation du chômage, il faut sans aucun doute sortir ce dernier du tiroir, mais il ne faut pas non plus oublier que les effets d'un programme de relance prennent pas mal de temps à s'exercer, comme l'a prouvé l'expérience passée. Pour obtenir des résultats immédiats, la méthode qui est à portée de main consiste à ne pas freiner ultérieurement les dépenses d'intérêt collectif telles que celles concernant les assurances sociales, l'école, la recherche, les transports publics, la construction de logements à caractère social et à ne pas appliquer immédiatement l'augmentation des impôts indirects par l'introduction de la TVA.

C'est pourquoi, il apparaît clairement que le problème de la relance doit être posé dans le contexte du plan financier et des mesures pour équilibrer les finances fédérales. Enfin, à l'objection que l'augmentation de la dette publique risque de relancer l'inflation, nous répondons que la marge à disposition en Suisse est encore grande. En effet, les emprunts de la Confédération, de l'ordre de 2 milliards, en 1976, ont été sans effet sur le taux d'intérêt actuel. Pour 1978 et 1979, les déficits prévus ne sont pas supérieures à ceux de 1976. Mais, nous le répétons, la politique visant à procurer de l'emploi est, pour nous, prioritaire en ce moment. Nous repoussons aussi l'argumentation selon laquelle il faut démocratiquement tenir compte du fait que le peuple demande des réductions des dépenses de l'Etat. La forme la plus heureuse de démocratie n'est pas celle où le gouvernement s'adapte spontanément aux idées du peuple. Celui-ci peut être parfois victime de préjugés qui sont entretenus justement par l'absence d'un

effort d'analyse et d'éducation. S'il y a confusion entre les critères de gestion des ménages et de l'Etat, s'il y a méconnaissance des effets économiques des dépenses de l'Etat, il importe que le gouvernement, au lieu de se soumettre aux préjugés, cherche à les dissiper; à moins que – et c'est là la vérité pour finir – pour le gouvernement, les partis bourgeois et le patronat, les préjugés populaires ne correspondent parfaitement à leurs intérêts. Cela nous amène à conclure finalement qu'il y a corrélation, peu importe si elle correspond ou non à une volonté consciente, avec l'intérêt des groupes patronaux plus conservateurs qui voient d'un bon œil le chômage puisqu'il permet de comprimer les salaires, de rétablir la discipline capitaliste dans les postes de travail et la politique du Conseil fédéral. Dans ce cadre, si nous n'avons pas de difficultés à comprendre l'appui des partis bourgeois aux nouvelles mesures gouvernementales, plus étonnante nous apparaît la position des sociaux-démocrates. Nous pouvons comprendre leurs difficultés de parti de gouvernement. Mais quand, depuis quelques années, on se voit confronté avec une politique de réduction systématique des dépenses publiques d'intérêt collectif, à la charge exclusive ou presque des travailleurs, qu'on réalise en agitant l'épouvantail de la droite qui réclame des réductions plus massives, il nous semble dangereux de continuer, avec ou sans enthousiasme, à soutenir une telle politique en la votant. Il ne suffit plus de faire des propositions marginales, il faut s'opposer. Je m'adresse ici au camarade Hubacher qui, selon la *Tribune de Genève*, aurait accepté les nouvelles mesures seulement avec résignation. L'analyse qu'il vient de faire de la situation n'est pas très éloignée de la nôtre. Mais, il en tire, au nom du réalisme politique, une conclusion inverse. Il dit très franchement qu'il s'agit de faire passer la TVA. Nous nous demandons toutefois si le réalisme politique doit être poussé jusqu'au point d'admettre une attaque systématique contre l'emploi, la situation des travailleurs. Il a rappelé encore la situation italienne et celle du Parti communiste italien. Mais il oublie que la situation, du point de vue des rapports de force politiques et du point de vue économique et sociale, est bien différente. En Suisse, la gauche représente à peine 25 pour cent du corps électoral et la situation économique et financière permet bien d'autres solutions. Dans ces conditions, la politique du monde mal finit par être simplement une politique de renonciation constante aux droits de l'ensemble des travailleurs.

Je m'adresse donc pour finir aux camarades sociaux-démocrates, aux camarades de ce qu'on appelle la gauche socialiste qui – paraît-il – se sont opposés aux nouvelles propositions, afin de leur demander de réagir en s'opposant, comme le demande du reste le camarade Schmid-St-Gall, à l'entrée en matière et, si cette proposition n'est pas acceptée, d'appuyer ma motion visant à plafonner les dépenses militaires à 3 milliards.

**Jaeger:** Wenn man hier den Exponenten der Regierungsparteien aufmerksam zugehört hat, so hat man doch eine seltene Einmütigkeit feststellen können, eine Einmütigkeit, die beinahe an ein Familienfest erinnert, das auch durch einzelne Wenn und Aber, einzelne Wermutstropfen, nicht stark gestört worden ist. Ich wünschte mir nur, dass diese Einmütigkeit auch in anderen Fragen – als es hier um Reformen ging – so gewesen wäre, z. B. im Zusammenhang mit der Verabschiedung des Konjunkturartikels. Ich denke an den Bildungsartikel und an andere wichtige Vorhaben, die hier nicht auf eine solche Einmütigkeit gestossen sind. Ich glaube, es ist falsch, wenn man diesen Finanzplan isoliert betrachtet. Es ist meines Erachtens gut gewesen, dass heute doch eine grundsätzliche Aussprache über die finanzpolitische Marschrichtung in der Schweiz gehalten worden ist, denn es wird sicher auch von denjenigen, die jetzt diese Vorlage befürworten, nicht bestritten, dass die Vorlage im Kontext mit dem gesamten finanzpolitischen Leidensweg, den wir hinter uns haben, betrachtet werden muss.

Wir müssen uns doch fragen: Wie ist es überhaupt dazu gekommen, dass wir heute solche Beschlüsse fassen müssen, dass wir etwas tun müssen, was von vielen als politisch richtig eingestuft wird, aber auch von vielen, die das gleiche sagen, als ökonomisch zum mindesten problematisch oder fragwürdig beurteilt wird? Man ist fast geneigt zu sagen, es handle sich hier um eine Art Schicksalsroman, nur ist das Happy-end noch nicht in Sicht. Viele von uns hoffen auf ein solches Happy-end, aber wenige glauben daran. Es geht ja nicht darum, ob wir – wie dies im Zusammenhang mit diesem Finanzpaket auch gesagt worden ist – Monetaristen oder Fiskalisten sind. Denn das, was wir in der Schweiz seit Ende der sechziger Jahre machen, kann meines Erachtens nicht einmal ein eingefleischter Monetarist in jedem Teil unterschreiben. Die Monetaristen verlangen – wie Sie sicher wissen – ja lediglich Budgetgleichgewicht. Was wir hier aber produzieren, ist seit mehreren Jahren eine prozyklische Finanzpolitik, vielleicht ausgenommen die beiden Jahre 1975 und 1976. Das ist es, was die Ökonomen kritisieren. Bereits im Jahre 1969 hat es begonnen. Schon damals hatten wir erstmals ein Budget, das nicht konjunkturgerecht war, das damals, in einer Phase des Aufschwungs, expansiv gewirkt hat. Dann ging es weiter: Wir hatten im Jahre 1971 bereits ein erstes Defizit in der Höhe von 293 Millionen Franken, und das zu einer Zeit, als wir einer ausgeprägten Hochkonjunktur entgegen segelten, als wir sowohl auf der privaten Konsumnachfrageseite wie auch bei den privaten Investitionen enorme Wachstumsraten zu verzeichnen hatten. Damals gingen wir hin und pflöpften auf diese private Nachfrage noch eine stark explodierende öffentliche Nachfrage auf. Das Resultat war eine Inflationsrate, an die wir uns heute noch mit Schauern erinnern. Diese Defizite sind angewachsen. Auf der anderen Seite sind die Einnahmen – das war der Grund für die Defizite – dem Ausgabenboom nicht gefolgt. Obschon wir um die Konsequenzen der Zollaussfälle der sechziger Jahre wussten, haben wir uns nicht zu einer Reform unseres Steuersystems durchringen können.

Die Schere zwischen Ausgaben und Einnahmen öffnete sich im konjunkturpolitisch falschen Zeitpunkt, und – was noch schlimmer ist – es bestanden nicht nur diese inflationsfördernden Wirkungen in jenen Jahren, sondern damals haben wir die Einbahnstrasse beschritten, auf der wir heute marschieren. Unter dem Druck dieser strukturellen Budgetungleichgewichte jener Jahre müssen wir heute in einem falschen Zeitpunkt ein falsches Verhalten wählen. Wir werden sozusagen zu diesem falschen Verhalten gezwungen.

Ich begrüße, dass wir das Steuersystem ändern durch die Einführung der Mehrwertsteuer. Die Frage ist nur: Kommt diese Aenderung des Systems nicht in einem falschen Zeitpunkt? Ich habe das damals schon bei der Behandlung der Mehrwertsteuer gesagt: Sind wir nicht zu spät? Ich frage mich heute auch, ob es wirklich so ganz utopisch gewesen wäre, wenn man in Betracht gezogen hätte, für einmal auf starre Sätze in der Verfassung zu verzichten und eine konjunkturvariable Regelung zu treffen. Ich gebe zu, dass die Erwartungen vor einem Jahr noch etwas anders waren in bezug auf die wirtschaftliche Entwicklung. Ich muss mich aber heute angesichts der gegenwärtigen Aussichten fragen, ob eine Mehrbelastung der Wirtschaft und des Konsumenten allein im Jahre 1978 in der Höhe von etwa 1,4 Milliarden Franken konjunkturgerecht ist. Ich denke da nicht an den Inflationsstoss, der allenfalls dadurch entstehen könnte. Ich denke vielmehr an das Konsumverhalten, das Investitionsverhalten, das durch eine solche Steuererhöhung im gegenwärtigen Zeitpunkt bestimmt negativ beeinflusst wird.

Nachdem man nicht nur eingesehen hat, dass die Einführung der Mehrwertsteuer im gegenwärtigen Zeitpunkt problematisch ist in bezug auf die Belastung, die sie bringt, sondern man auch gemerkt hat, dass die politische Machbarkeit und Durchsetzbarkeit – ich denke da an die Volksabstimmung vom 12. Juni – doch nicht so ganz einfach ist,

wie man sich das vielerorts erhofft, ist man hingegangen und hat, sozusagen als politische Konzession – man spricht von einem Zucker, den man dem Stimmbürger geben möchte –, dieses Finanzsarpaket offeriert. Ich bin durchaus nicht mit allem einverstanden, was in diesem Finanzsarpaket vorgeschlagen wird; andererseits möchte ich auch nicht in einzelnen Punkten hier Kritik üben. Aber ich meine, dass es einfach falsch ist, im gegenwärtigen Zeitpunkt, wenn man schon einen konjunkturpolitischen Fehler macht, zu diesem Fehler einen zweiten hinzuzugesellen. Ich denke, wie mein Kollege Schmid, auch an die Arbeitsplätze. Herr Auer hat gesagt, man würde ja nur weniger Wachstum wünschen und planen; aber wenn ich an die Multiplikator-theoretischen Kenntnisse zurückdenke, die ich auch einmal hatte, so geht es ja mit darum, dass eben auch die Zuwachsraten, wenn sie kleiner werden, bereits einen negativen Einkommenseffekt haben, dass wir eben so lange einen negativen Einkommenseffekt haben und so lange Arbeitsplätze aufs Spiel setzen, als nicht von der privaten Nachfrage und von der Exportnachfrage her Impulse kommen. Und die scheinen im gegenwärtigen Moment einfach nicht ausreichend zu sein.

Dazu kommt noch etwas anderes. Wir müssen uns neben diesen kumulierten Folgen (Steuererhöhungen, Ausgabenreduktion oder Wachstumsreduktion) auch die psychologische Wirkung ins Auge fassen. Wenn wir hier von der Nationaltugend Sparen sprechen, dann müssen wir uns doch bewusst sein, dass die Sparpropaganda auch psychologisch negative Wirkungen im Volke auslösen könnte. Es ist meines Erachtens verfehlt, wenn im gegenwärtigen Zeitpunkt zu sehr an das Sparideal appelliert wird. Ich weiss, man wird uns nach den Alternativen fragen; aber ich bin etwas enttäuscht von der Antwort des Bundesrates von Anfang dieser Woche mit Bezug auf das Investitionsprogramm. Ich meine, dort wäre die Möglichkeit gegeben, Nachfrageausfälle zu kompensieren, und zwar in einer Art und Weise, dass dadurch wirklich auch multiplikatorische Einkommenswirkungen verursacht werden. Wenn man dann von der Schuldenpolitik spricht, muss man meines Erachtens auch aufpassen, wenn man sagt: Wir sind an der Grenze unserer Verschuldung angelangt. Es wurde bereits ausgeführt, dass diese Grenzen nicht in Prozentzahlen festgelegt werden können, sondern die Grenzen werden durch die Verfassung des Kapitalmarktes, durch die monetäre Synchronisierung, die monetäre Begleitung von Investitionsprogrammen usw. gesetzt. Das Ganze ist eine Frage des Masses, und mir scheint, dass es falsch ist, wenn man hier mit den Professoren pauschal zu Gericht geht. Es hat sicher einige etwas weniger glückliche Aeusserungen gegeben; aber andererseits muss man sich auch mit diesen Argumenten differenziert auseinandersetzen. Es ist gefährlich, wenn wir als Politiker die Ratschläge der Ökonomen abschlagen und dann Jahre später als gleiche Politiker den Ökonomen vorwerfen, ihre Ratschläge seien untauglich gewesen, weil sie an der politischen Realisierbarkeit gescheitert seien.

Aufgrund all dieser Ueberlegungen kann ich diesem Paket leider nicht zustimmen. Und wenn ich vielleicht der einzige bin, der Herrn Kollega Schmid hilft, so möchte ich ihn, weil ich von meinen Argumenten überzeugt bin, unterstützen, und ich weise darauf hin, dass auch an der Hochschule St. Gallen verschiedene Stimmen zum Worte kommen. Denken Sie daran, dass es neben Herrn Professor Schmid auch noch Herrn Professor Letsch gibt.

**Waldner:** Eine der beiden Botschaften des Bundesrates nennt sich «Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes», und in den Erläuterungen dazu wird betont, dass diese Vorlage die bundesstaatliche Neuverteilung der Ausgaben nicht präjudiziere, aber doch in die richtige Richtung ziele. Es ist also in der Botschaft nicht vom Sparen die Rede, sondern richtigerweise nur von einer Sanierung des Bundeshaushaltes und von einer Neuverteilung der Ausgaben. Ganz anders aber tönte es in der vorbereitenden Kommission unseres Rates, tönte es in der Presse,

tönte es hier an diesem Pult und tönt es im Volk. Man spricht und schreibt vom Sparen; Sparen, das ist immer und überall sehr populär. Das bürgerliche Sparkomitee nennt sich denn auch «Aktionskomitee für einen sparsamen Bundeshaushalt». Die vorgeschlagenen bundesrätlichen Massnahmen werden als «Sarpaket» bezeichnet, und – allerdings mit einem Fragezeichen – wird nach dem «Sparwillen» des Parlaments gefragt.

Im Blick auf die Abstimmung über das Steuerpaket vom 12. Juni wird mit diesem volkstümlichen Verständnis für das Sparen versucht, dem Stimmbürger einzureden, dass der Bund nicht nur neue Steuern verlangen wolle, sondern auch bereit sei, Millionen von Franken im Bundeshaushalt zu sparen. Wie sieht nun aber die Sache tatsächlich aus? Unsere Sparkollegen vergleichen den Bundeshaushalt gerne mit Sparübungen in der privaten Wirtschaft. Kollege Auer hat das, wie so oft, mit würzigen und guten Sprüchen getan. So lustig ist das Problem aber ganz und gar nicht. Wie wird denn eine private Gesellschaft, die in den roten Zahlen steckt und überschuldet ist, saniert? Dort ist das Rezept sehr einfach. Ich habe das bereits bei der Behandlung einer früheren Sparvorlage an diesem Pulte gesagt. Zuerst werden Arbeitskräfte auf die Strasse gestellt, dann wird ein gerichtlicher Nachlassvertrag angestrebt, und wenn alles nichts «pattet», wird der Konkurs angemeldet. Die kantonalen Amtsblätter waren in den letzten Monaten wieder gefüllt mit solchen Sparübungen. Die Leidtragenden dieser Sanierungen sind immer die arbeitslos gewordenen Arbeitnehmer und die Gläubiger der sanierten Firma. Soll vielleicht auch der Bund seine finanziellen Sorgen auf diese Art und Weise los werden? Von einem Aderlass bei den Gläubigern des Bundes spricht zwar niemand, dagegen vertritt bekanntlich Kollege Schwarzenbach die Meinung, dass mit der Entlassung von 25 000 öffentlichen Angestellten der Bund, die Kantone und die Gemeinden alle finanziellen Sorgen los würden. Ein sehr extremer Sanierungsvorschlag, den – so meine ich – Kollege Schwarzenbach, der ja nach mir hier sprechen wird, sicher nicht ernsthaft vertreten wird!

Bundesrat und Mehrheit der Vorberatenden Kommission haben eine einfachere Lösung gefunden. Man propagiert einen sogenannten sparsamen Bundeshaushalt und überträgt in Tat und Wahrheit einfach bisherige staatliche Aufgaben und Ausgaben auf die Schultern des einzelnen Bürgers, und zwar – was das wichtigste ist – ohne die wirtschaftliche und finanzielle Leistungsfähigkeit des einzelnen Bürgers zu berücksichtigen. Ueber den fragwürdigen Abbau der Bundesausgaben in den Zeiten einer Rezession hat sich hier Kollege Schmid kompetent geäussert. Ich verzichte, dazu meine Meinung zu sagen, obwohl ich die falsche Wirtschaftspolitik der dreissiger Krisenjahre als junger, gerade aus der Lehre entlassener Mensch – junge Menschen sind bekanntlich auch heute am härtesten von Arbeitslosigkeit betroffen – miterlebt habe. Was mich beschäftigt, sind die Folgen der Uebertragung von staatlichen Leistungen auf die Schultern des einzelnen Bürgers. Wir wissen, dass im Zuge der Inflation eine massive Neuverteilung der Vermögen stattgefunden hat. Die Reichen sind reicher, die Armen sind ärmer geworden. Mit den sogenannten Sparmassnahmen des Bundes und der vorgeschlagenen Erhöhung der indirekten Steuern folgt nun noch eine nicht absehbare grosse Umverteilung der Einkommen, Milliarden von Franken, die bisher die Gemeinschaft unseres Volkes solidarisch über die Bundesausgaben aufgebracht hat, werden mit den vorgeschlagenen Massnahmen und dem Steuerpaket auf den einzelnen Bürger abgeladen. Ich habe es schon betont: ohne Rücksicht auf dessen finanzielle Leistungsfähigkeit. Es werden Bundesbeiträge abgebaut bei den Kantonen, den Gemeinden, den Bahnen, den Krankenkassen usw. – ein Abbau, der dazu führt, dass diese Subventionsempfänger ihrerseits – denn sie stecken ja auch in den roten Zahlen – den einzelnen Bürger mit zusätzlichen Abgaben belasten müssen. Bei dieser Sparübung ist vor allem die Ueberwälzung von bisher zentral und solidarisch gedeckten Kosten im Sektor

des öffentlichen Verkehrs stossend und nicht akzeptierbar. Betroffen werden hier die wirtschaftlich schwächsten Regionen unseres Landes und deren Bewohner. Ich werde in der Detailberatung näher auf dieses Problem eingehen. Das eindrucklichste Beispiel für die Verlagerung der Lasten auf den einzelnen Bürger ist der Abbau der Bundesbeiträge an die Krankenkassen. Die Folgen sind heute schon bekannt, wir haben es von Kollega Welter gehört: massive Erhöhung der Versicherungsprämien und Abbau der Versicherungsleistungen. Sowohl die Versicherungsprämien als auch der Abbau der Versicherungsleistungen nehmen bekanntlich keine Rücksicht auf die materielle Leistungsfähigkeit der Versicherten und des kranken Mitmenschen. Der Abbau der Bundesleistungen an die Krankenkassen trifft also die Familie mit Kindern und den armen und kranken Mitbürger am härtesten. Es wird so weit kommen, dass ein Familienvater auf eine ausreichende Krankenversicherung verzichten muss, nachdem eine vierköpfige Familie heute schon jährliche Versicherungsprämien von gegen 2000 Franken aufzubringen hat. Eine zusätzliche Mehrbelastung ist einfach in vielen Fällen nicht mehr möglich. Das Steuerpaket, das hier nicht zur Diskussion steht, bringt mit der Erhöhung der indirekten Steuern zusätzlich eine weitere Belastung der wirtschaftlich Schwächsten. Ich weiss, dass es in Fachkreisen umstritten ist, wer eigentlich diese Steuern bezahlt, weil sie ja im Lebenskostenindex berücksichtigt werden. Nun haben wir aber eine Rezession mit über 20 000 Arbeitslosen, eine Zahl, die noch ständig ansteigt, wir haben Tausende von Kurzarbeitern, und wir haben wahrscheinlich Zehntausende von Arbeitnehmern, die auf den Teuerungsausgleich ganz oder teilweise verzichten müssen. Wir haben weiter die Rentner, alles Mitbürger, denen die Berücksichtigung der zukünftigen Mehrwertsteuer im Index nichts zurückbringt. Jede Buchhaltung besteht bekanntlich aus Aufwand und Ertrag. Die Bundesbuchhaltung kürzt nun ihre Aufwandseite um Hunderte von Millionen, Millionen, die in anderen Buchhaltungen auf der Ertragsseite fehlen, sofern sie nicht beim einzelnen Bürger geholt werden. Und sie werden sicher und zum grössten Teil auch dort geholt. Wenn nun hier dauernd vom Sparen die Rede ist, stellt sich für mich die einfache Frage: Hat man eigentlich auch schon einmal untersucht und geprüft, wohin diese vielen Millionen fliessen, wo sie schliesslich als Ertrag hängen bleiben und dort auf die hohe Kante gelegt werden können? Ein Oekonomie, Politologe und Zukunftsforscher hat in der «Schweizerischen Aertzzeitung» zu Recht die Frage gestellt: Wohin treibt unser Gesundheitswesen? Es wird darin von der Notwendigkeit einer Kontrolle der Arztrechnungen gesprochen, nachdem angeblich 15 Prozent aller Aerzte in Rechnungstellung übermarchen. Noch deutlicher und schärfer wurde die «Schweizer Illustrierte» vor wenigen Wochen, als sie unter anderem schrieb: «Es gibt sie nach wie vor, die Haie im weissen Kittel, die Aerzte, die nur an den Profit denken: Jahresumsatz mit den Kassenpatienten 800 000 Franken; Rausschmiss aus der Aertzegesellschaft, weil Krankenkassen betrogen; Maxihonorar für Minileistung.» Wie wäre es, wenn man einmal diese privaten Kreise zum Sparen anhalten würde? Ist der Bundesrat gewillt, auch auf diesem Sektor der massiven privaten Aufwandsteigerung energisch durchzugreifen? Liegt es vielleicht nicht auch an der überbordenden Werbung, wo ebenfalls Milliarden von Franken aufgewendet werden, um den Konsumenten einzureden, dass ihm vieles fehlt an Geld, Gut und eben auch an Gesundheit. Nachdem in der Kommission einige wichtige Aenderungsanträge leider abgelehnt worden sind, hoffe ich auf ein besseres Schlussergebnis in unserem Rate. In dieser Hoffnung stimme ich, wenn auch ohne Begeisterung, mit der Mehrheit meiner Fraktion für Eintreten.

**Schwarzenbach:** Finanzen sind der bestimmende Faktor jeder Politik; gesunde Finanzen als Zeichen einer massvollen, zielgerichteten, überlegten Staatsführung; zerrüttete Finanzen als Vorboten von Spannungen, Regierungskrisen

und Revolution: John Law, der erste Assignatendrucker. Unter seinen Händen wandelte sich Gold zu Papier, mit dem man die Bürger betrog. Aus vermeintlichem Papiergeld wurden wertlose Wechsel. Die Gründe der französischen Revolution – lesen Sie Carlyle, lesen Sie Michelet – waren in der königlichen Staatskasse zu suchen, in einem verschwenderischen Staatshaushalt, dessen Schulden weder das Papiergeld zu verdecken noch die aus dem verarmten französischen Volk erpressten Steuern zu decken vermochten.

Die Weichen der Weltpolitik werden nicht in den Kabinetten, der Regierung, sondern in den Machtmonopolen der Finanz gestellt. Das Federal Reserve Board sicherte die Weltherrschaft des Dollar, Bretton Woods manipulierte die Währung der sogenannten freien westlichen Welt. Der gigantische Machtkampf ums Gold, heute ausgetragen zwischen den rivalisierenden Rockefellers und Rothschilds, rüttelt heute auch an den Beständen unserer nationalen Währungsreserven. Es gibt keine souveräne schweizerische Finanzpolitik mehr. Floating und freie Wechselkurse sind fachmännische Umschreibungen des Reagierensmüssens auf einen von einem oder mehreren finanziellen Weltmarktzentren ausgeübten Druck. Was der Schweizerfranken in Zukunft wert sein wird, wird nicht in Bern, sondern auf lange Sicht ausserhalb unserer Grenzen entschieden. Daher wäre es richtiger, von Dependenz statt von Interdependenz zu reden.

Wo wir aber noch frei sind, völlig frei, das ist in der künftigen Verwendung der uns zur Verfügung stehenden Mittel. Die Sanierung unseres Staatshaushaltes setzt nicht nur pragmatisches Können, sondern in erster Linie grundsätzliches Denken voraus. Mit dem vorliegenden Kompromiss der Bundesratsparteien, mit dem politischen Akt des Zusammenraufens auf eine kurzfristige Lösung kann man vielleicht da und dort hoffen, sich über die tückische Klippe des kommenden 12. Juni hinwegzuretten. Der Sturm aber und der hohe Wellengang dauern fort und werden unser Staatsschiff früher oder später an der nächsten oder übernächsten Klippe scheitern lassen.

Die neue Regelung der Finanzen setzt eines voraus, worüber Volk, Parlament und Behörden sich unter dem Druck der Situation zu wenig oder keine Gedanken machen. Eine kurze, aber ernste Pause der Besinnung, wie denn die Schweiz sich in Zukunft entwickeln soll, unsere kleine, aber liebenswerte Schweiz, die wir – so hoffe ich – doch alle nicht nur einfach am Leben erhalten wollen, sondern in einem Leben von Würde, Kraft und Gesundheit, als eine sich selbst bestimmende Persönlichkeit und darüber hinaus als ein wertvolles und nützliches Glied in der europäischen Völkergemeinschaft.

Besinnung auf die Zukunft der Schweiz, der unser Finanzhaushalt zu dienen hat, heisst im jetzigen Zeitpunkt ganz einfach die Weichen stellen. Drei Wege stehen offen: der Kurs zum sozialistischen Wohlfahrtsstaat, in dem der Bürger seine individuelle Freiheit der materiellen Sicherheit unterstellt; die Rückkehr zum liberalen Staat, in dem der Grundsatz der Subsidiarität gilt und in dem der Bürger weitgehend für sich selbst, für das Wohl der Mitbürger und damit indirekt für den Staat verantwortlich ist; oder der dritte Weg, weder sozialistisch noch liberalistisch, der – wie mir scheint – dem ursprünglichen eidgenössischen Gedanken am nächsten kommt: eine gesunde Aufgabenteilung, bei der sich der Bürger aus freiem Willen einsichtig zeigt, zwischen Eigennutz und Gemeinwohl zu unterscheiden und dem Staat nur solche Aufgaben zu überbürden, die die Kräfte des einzelnen wirklich überschreiten.

Es sollte uns doch nachdenklich stimmen, wenn bei der heutigen Bereinigung des Staatshaushaltes 36 Subventionsgesetze gelöscht werden müssen. Ein derart drastischer Eingriff in eine seit Jahren bestehende Ordnung darf doch niemals als eine nur zeitbedingte schmerzliche Improvisation vorgenommen werden, sondern setzt grundsätzliche Überlegungen nach dem einzuschlagenden Weg voraus.

Der erste Weg zum Wohlfahrtsstaat entspringt ideologischen Leitbildern, die schweizerischem Wesen fremd sind. Im neuen Entwurf einer schweizerischen Bundesverfassung ist der – merkwürdigerweise auch unserem jetzigen Bundespräsidenten nicht fremde – Begriff «Sozialstaat Schweiz» verankert, in dem für Privatinitiative und Privateigentum nur noch ein sehr beschränkter Raum eingeräumt bleibt. Entscheiden wir uns für dieses Leitbild, so müssen wir uns im klaren sein, dass die vorgeschlagene Finanzplanung weder befriedigen noch genügen kann, sondern als provisorisches Flickwerk all jenen vorkommen muss, die nach dem Wohlfahrtsstaatsparadies Ausschau halten. Nicht minder gefährlich aber ist der zweite Weg des sogenannten Liberalismus. Er wäre es nicht – meiner Ansicht nach –, er wäre sogar beglückend, wenn er noch vom gleichen freiheitlichen Idealismus getragen wäre, wie ihn etwa ein Wilhelm Röpke neu zu beleben versuchte. Aber der heutige Liberalismus – ich meine nicht die Partei, sondern die Ideologie –, rein auf wirtschaftlichen Nutzen ausgerichtet, muss mehr und mehr mit dem Begriff Internationalismus verkoppelt werden. Wirtschaftliche Motive bestimmen unsere Innen- und Aussenpolitik im höchsten Masse. Es sind die gleichen, die den staatlichen Dirigismus zwar verbal bekämpfen, aber gleichzeitig flehentlich die Hände nach dem Staat als Träger ihrer möglichen Risiken ausstrecken, die zwar den roten Wohlfahrts- und Versorgungsstaat ablehnen, aber die staatliche Intervention zur Förderung ihrer wirtschaftlichen Sonderwohlfahrt unbedingt fordern. Beide der vorgezeichneten Wege fordern vom Staat Unmögliches und zwingen daher den Bürger, der Zentralgewalt finanzielle Verpflichtungen zu überbürden, die diese ihrerseits verpflichten, rücksichtslos die Mittel zu beschaffen, die zur Befriedigung dieser vielseitigen Ansprüche notwendig sind.

Es bleibt der dritte als einziger möglicher Weg, der der öffentlichen Hand eine Entlastung von ihrer Verpflichtung bringt und ihr das überlaut von allen Seiten geforderte Sparen überhaupt erst ermöglicht: dem Staat nur noch solche Aufgaben zu überbürden, die die Kräfte der einzelnen übersteigen und sich auf allen politischen und gesellschaftlichen Ebenen wieder zu bescheiden und mit dem Möglichen zu begnügen. Es handelt sich nicht darum, den Gürtel enger zu schnallen, sondern sowohl private wie wirtschaftliche und soziale Ansprüche auf ein normales Mass zurückzuschrauben und dabei nicht nur das eigene Wohlbefinden, sondern auch das des Mitmenschen als Massstab im Auge zu behalten.

Das ist unser republikanischer Weg, für den wir uns entschieden haben. Freigebig gegenüber dem Staat, wo es sich um Aufgaben der Erhaltung unserer Unabhängigkeit und der materiellen Hilfe an wirklich Bedürftige handelt, verschlossen aber gegenüber allen ungerechtfertigten Ansprüchen Dritter, deren Pflicht es wäre, sich aus eigener Kraft zu erhalten. Ich danke Ihnen.

**Rüegg:** Die Zustimmung der Finanzkommission zu den Anträgen des Bundesrates darf nicht darüber hinwegtäuschen, dass die Meinungen über den Wert dieser Uebung stark auseinandergehen. Denjenigen Ratsmitgliedern, die der Ueberzeugung sind, dass es richtig und notwendig ist, den Haushalt des Bundes dem verlangsamen Wachstum der Wirtschaft anzupassen, stehen jene gegenüber, die der ständig steigende Anteil der Staatsquote am Sozialprodukt nicht im geringsten beeindruckt. Sie erklären offen, dass sie diesem Sparpaket nur zustimmen, um mitzuhelfen, günstige Voraussetzungen zu schaffen für die Abstimmung vom 12. Juni. Herr Hubacher hat von Entlastungs-offensive gesprochen, um dem Volk den grossen Opfergang zu ersparen. Diese bedeutenden Nuancen muss man berücksichtigen bei der Beurteilung der für die Zukunft entscheidenden Frage, ob eine Mehrheit dieses Rates über den Willen verfügt, eine Tendenzwende im Sinne der Abflachung der Zuwachsraten der Bundesausgaben herbeizuführen, eine Mehrheit, die auch bereit ist, diesen Willen im rauen politischen Alltag durchzusetzen. Ist dies

nicht der Fall, so bleiben die Motionen der beiden Kammern und die Vorschläge der Regierung Alibiübungen mit sehr beschränktem Wert.

Der Finanzplan ist ja nur eine Gegenüberstellung von Einnahmen und Ausgaben unter bestimmten Voraussetzungen; im vorliegenden Falle sind die Voraussetzungen die, dass diese Sparübung gelingt, dass das Steuerpaket die Volksabstimmung passiert und dass das Sozialprodukt in der Grössenordnung von etwa 4% wächst. Es sind also recht optimistische Randbedingungen, welche der Lösung dieser komplexen Gleichung zugrunde liegen. Entscheidend dafür, dass der Finanzplan nicht lediglich ein Stück Papier bleibt, wird das Verhalten von Regierung und Parlament bei den Budgetberatungen der nächsten Jahre sein. Dass diese unverbindliche Absichtserklärung gekoppelt ist mit einem Massnahmenpaket, das 36 Gesetzesänderungen vorsieht, und dass die Regierung bereit ist, auch im eigenen Verantwortungsbereich zu üppig gewachsene Schosse zu stützen, ist immerhin ein erfreulicher Anfang. Ich sage bewusst Anfang, weil ich überzeugt bin, dass bei einem weiteren Durchforsten der Gesetze und Verordnungen und bei einer weiteren Straffung des Verwaltungsapparates Mehreinsparungen durchaus möglich sind. Ich bedaure, dass der Bundesrat die in seinem Kompetenzbereich liegenden Massnahmen nicht schon früher getroffen hat. Noch bei der letzten Budgetdebatte wurde erklärt, eine weitere Reduktion des Ausgabenwachstums sei nicht möglich, und nun sehen wir, dass mehr als zwei Drittel der Reduktionen in die Kompetenz der Regierung fallen. Auch wenn das kurzfristige Umdenken des Bundesrates zu begrüssen ist, so lassen die korrigierten Schätzungen und Annahmen doch ein gewisses Unbehagen zurück, es könnte sich lediglich um Budgetkosmetik im Vorfeld der Abstimmung handeln.

Der überarbeitete Finanzplan zeigt übrigens, dass wir mit der Gesundung der Bundesfinanzen, auch wenn die optimistischen Erwartungen in Erfüllung gehen, keineswegs über den Berg sind. Ganze 50 Millionen Ueberschüsse in den Jahren 1980 und 1981 bei Haushalten von über 18 Milliarden weisen doch eindeutig darauf hin, dass dem finanzpolitischen Spielraum sehr enge Grenzen gesetzt sind. Wenn Regierung und Parlament nicht strenge Disziplin üben, werden wir bald wieder vor der Frage stehen, entweder die Steuern erhöhen zu müssen oder uns stärker zu verschulden. Was das Volk von uns erwartet, hat die Volksabstimmung über die Ausgabenbremse eindeutig gezeigt. Es ist deshalb geradezu absurd, dem Aktionskomitee für einen sparsamen Bundeshaushalt vorzuwerfen, seine Forderung, den Ausgabenzuwachs abzuflachen, laufe auf eine Kriegserklärung an die Arbeitnehmerschaft hinaus, wie dies in der christlichen Gewerkschaftszeitung zu lesen war. Jeder der sehen will, wird erkennen, dass das Problem, vor dem wir heute stehen, nicht durch Steuererhöhungen allein gelöst werden kann.

Man sollte auch mit leichtfertigkeit in die Diskussion geworfenen Behauptungen, wir seien noch lange nicht am oberen Pfand der Staatsverschuldung angelangt, oder der Anteil des Staates am Sozialprodukt sei immer noch sehr bescheiden, etwas vorsichtiger sein. Sicher können wir uns in Krisenzeiten eine noch stärkere Verschuldung des Staates leisten. Sie ist aber nur dann sinnvoll, wenn sie der Gesundung der Wirtschaft dient, d. h. wenn die Gelder für Strukturanpassung verwendet werden und nicht einfach durch Erhöhung sämtlicher Ausgabenposten in den Bundeshaushalt hineingewurstelt werden. Es trifft auch zu, dass es viele Länder gibt, die Staatsquoten aufweisen, die gemessen am Sozialprodukt bedeutend höher liegen als in der Schweiz. Dass wir uns aber mit Riesenschritten in Richtung mehr Staat bewegen, hat uns in der Finanzkommission Herr Bundesrat Chevallaz anhand interessanter Graphiken gezeigt. Nach diesen Unterlagen ergibt sich, dass wir bei der Entwicklung der Fiskaleinnahmen in Prozenten des Bruttosozialproduktes im Zeitraum von 1965 bis 1974 mit einer Zuwachsrate von 25 Prozent hinter Holland mit 29 Prozent mit Belgien im zweiten Rang aller OECD-

Staaten stehen. Deutschland, unser Haupthandelspartner, weist nur eine Zuwachsrate von 15 Prozent auf. Weitere Kennzahlen bestätigen diesen Trend in Richtung mehr Staat. Trotz meiner kritischen Haltung gebe ich dem Sparpaket, wie es uns nun vorliegt, eine gute Note. Ich anerkenne, dass der Bundesrat und insbesondere der Herr Finanzminister die Sparmotion des Parlaments ernst genommen haben. Der Plan, der vorliegt, ist ausgewogen und verdient das Prädikat «vernünftig», und alle Kritik, die von Deflation und Demontage spricht, ist meines Erachtens fehl am Platz. Das hat sogar Herr Hubacher diesem Sparpaket attestieren müssen. Ich meine deshalb, dass wir den Versuch wagen sollten, zu vernünftigen Massen zurückzukehren und gleichzeitig die Mehrwertsteuer einzuführen, also für Spar- und Finanzpaket einzustehen. Ich glaube aber auch, dass wir peinlich darüber wachen müssen, dass wir nicht in den alten Schlendrian zurückfallen. In diesem Sinne hat das Aktionskomitee für einen sparsamen Bundeshaushalt seine Aufgabe verstanden, und es wird sein wachsameres Auge auch weiterhin auf den Bundeshaushalt werfen, ob dies einzelnen Gruppen in den Kram passt oder nicht.

**Diethelm:** Jeder Arbeit gebührt Anerkennung, selbst dann, wenn für eine Arbeit in einzelnen Nuancen nicht durchwegs Beifall gespendet werden kann. Ich möchte in diesem Sinne dem Bundesrat und dem Finanz- und Zolldepartement ein Kompliment machen, dass sie dem Auftrag des Parlaments rasch gefolgt sind und den Finanzplan rechtzeitig vorgelegt haben.

Zum Ergebnis mache ich kurz folgende Bemerkungen: Bei den Einnahmen wurde bei der Mehrwertsteuer nach meinem Dafürhalten eine vorsichtige Schätzung vorgenommen. Insbesondere dürften die eingesetzten Zahlen dann zu niedrig sein, wenn während der Planungsperiode ein spürbarer Konjunkturanstieg zu verzeichnen wäre. Natürlich wäre es erfreulich, wenn es dadurch möglich würde, einen Teil der in den letzten Jahren aufgelaufenen Schulden des Bundes zu tilgen. Die Ausgaben sind meines Erachtens realistisch geplant, vielleicht in einzelnen Bereichen sogar etwas zu hoch. Die Ausgangslage für die Ausgabenschätzungen war auch nicht besonders klar. Erst der günstigere Rechnungsabschluss 1976 (günstiger als erwartet) lässt vermuten, dass im vorliegenden Finanzplan bei den Ausgaben einige Reserven vorhanden sind, die zu einer Verbesserung der Haushaltlage des Bundes führen könnten. Trotz diesen Hinweisen nehme ich zustimmend vom Ergebnis des Finanzplanes Kenntnis.

Zum Sparpaket, mit dem ein Beitrag zur Sanierung der Bundesfinanzen geleistet werden soll, mache ich folgende grundsätzliche Bemerkungen: Die Einsparungen beim Bundeshaushalt bringen Mehrbelastungen für die Kantone und Gemeinden. Sie erschweren es den Kantonen und Gemeinden, konjunkturpolitisch dringend notwendige Investitionen zu finanzieren. Sie führen zu einer Verschlechterung der Finanzlage in den Gliedstaaten und gefährden dort Arbeitsplätze. Die wiederholten Gesetzesänderungen mit den entsprechenden Auswirkungen im Transferbereich zulasten der Kantone erschweren oder verunmöglichen eine seriöse Finanz- und Investitionsplanung im kantonalen Bereich. Damit erwächst einer straffen Haushaltführung auf der unteren Stufe ein beträchtlicher Mehraufwand und eine unerfreuliche Verunsicherung.

Auch auf kantonaler Ebene werden durch diese Anträge und Beschlüsse Gesetzesänderungen nötig, und überall dort, wo das obligatorische Gesetzesreferendum eingeführt ist, wird das zu schwierigen Problemen führen. Es kann aber auch in vielen Kantonen, Städten und Gemeinden nichts schaden, die Ausgaben in einzelnen Bereichen vermehrt unter Kontrolle zu bringen. Priorität haben nach wie vor die Investitionen. Es ist unerlässlich, hier immer einsatzbereit am Schalthebel zu sein, wenn es die konjunkturpolitische Lage erfordert. Für die Zukunft empfehle ich dem Bundesrat, noch eine engere und intensivere Zusammenarbeit mit den Kantonen zu pflegen. Ich beja-

he und unterstütze das Bemühen um einen ausgeglichenen Finanzhaushalt des Bundes.

Trotz meiner positiven Haltung möchte ich mit Nachdruck einige Vorbehalte zu den Detailanträgen des Bundesrates wiederholen, die ich bereits an der Regierungspräsidentenkonferenz angemeldet habe. Es wird nicht überraschen, wenn ich die Kürzungsanträge beim öffentlichen Verkehr, insbesondere dort, wo es die Privatbahnkantone einseitig trifft, kritisiere. Ohne im Rahmen der Eintretensdebatte in die Details der bundesrätlichen Anträge in diesem Bereich zu dringen, sage ich deutlich, dass damit die Eigenwirtschaftlichkeit von Unternehmungen des öffentlichen Verkehrs für alle Zeiten unerreichbar bleibt, und dass die Bedienung der peripheren Gebiete unseres Landes und der Bergregionen beeinträchtigt wird, was zu zusätzlichen Erschwernissen in der wirtschaftlichen Entwicklung dieser benachteiligten Gegenden führen wird.

Ebenso energische Vorbehalte gegenüber den bundesrätlichen Anträgen mache ich zum Viehabsatzgesetz. Hier werden die wirtschaftsschwachen Kantone mehr belastet als bisher, indem sie sich zusätzlich an den Verwertungsverlusten bei Ausmerzaktionen und neu auch bei Entlastungskäufen beteiligen sollen. Warum auch diese einseitige Belastung der Bergkantone im landwirtschaftlichen Bereich? Die Flachlandkantone haben an die Anbauprämien des Bundes für den Futtergetreideanbau, für die Zuckerrüben und die Ueberpreise an das Brotgetreide keine Leistungen zu erbringen. Sie haben auch an die Kosten der Uebererschussverwertung der Milch bzw. an die daraus entstehenden Verluste nichts zu bezahlen. Im Berggebiet sind für die Landwirtschaft die Ausweichmöglichkeiten – wir haben das bei der Behandlung der Milchkontingentierung mehrfach gehört – gering. Es dominiert vornehmlich die viehwirtschaftliche Produktion. Bei Absatzschwierigkeiten sind Entlastungskäufe und Ausmerzaktionen unvermeidlich. Die stärkere finanzielle Beteiligung der wirtschaftsschwachen Kantone in diesen Bereichen finde ich nicht gerecht.

Es genügt meines Erachtens, dass die gleichen Kantone noch in verschiedenen anderen Gebieten für geringere Bundessubventionen ausgleichend wirken müssen, so vor allem bei Wildbachverbauungen, bei Lawinverbauungen, bei Aufforstungen und Wegebauten und dergleichen.

An der Konferenz des Bundesrates mit den Regierungspräsidenten und Finanzdirektoren zeigten die Kantonsvertreter sehr viel Verständnis für die Sparmassnahmen des Bundes, machten aber vor allem in hier von mir aufgezeigten Detailanträgen energische Vorbehalte. Einwände wurden auch erhoben zu den Vorschlägen des Bundesrates zu Artikel 3a des Postverkehrsgesetzes und zur Uebergangsbestimmung betreffend rückwirkende Inkraftsetzung von Artikel 4 Absatz 1 des Bundesbeschlusses über die Finanzierung des Nationalstrassenbaues. Und ich bin der Kommission sehr dankbar, dass sie hier in diesen beiden Punkten Aenderungen beantragt.

Abgesehen von diesen Einwänden und vom Unbehagen, namentlich von der Ungewissheit über die Aenderungen, die in der Kompetenz des Bundesrates liegen und deren Auswirkungen auf die kantonalen Haushalte nicht vor 1978 bekannt sind, betrachte ich das Sparpaket als einigermaßen ausgewogen. Ich empfehle daher, auf die Behandlung einzutreten.

**Seiler:** Ich bin bereit, vom Finanzplan in zustimmendem Sinne Kenntnis zu nehmen und auch auf das Sparpaket einzutreten. Allerdings möchte ich sowohl zum Finanzplan als auch zum Sparpaket einige Vorbehalte anbringen.

Der Finanzplan 1978–1980 samt Perspektiven für den Bundeshaushalt 1981 ist gemäss Botschaft konsequent auf das Ziel ausgerichtet, den Bundeshaushalt bis Ende der laufenden Legislaturperiode wieder in ein dauerndes Gleichgewicht zu bringen. Und weiter ist zu lesen, dass die Wiederherstellung des Haushaltgleichgewichtes gar oberstes Ziel der längerfristigen Politik sein soll. Hier frage ich, ob wir mit einer solchen absoluten imperativen Zielsetzung nicht an den wirtschaftlichen Realitäten vorbeischauchen.

Laufen wir damit nicht Gefahr, falsche Prioritäten zu setzen und den Budgetausgleich praktisch als Selbstzweck zu betreiben? Ich meine immer noch, dass die Priorität – neben der Bekämpfung der Teuerung – der Vollbeschäftigung gehört. Hier warten uns in den nächsten Monaten recht schwierige Probleme. Wenn man den Prognosen glauben will, sollen im laufenden Jahr weitere 60 000 Arbeitsplätze verloren gehen, und bei solch trüben Aussichten ist es sicher falsch, den Budgetausgleich als oberstes Ziel zu bezeichnen. Ich bin im Gegenteil der Auffassung, dass die Vollbeschäftigung und damit der soziale Frieden den Vorrang vor einem erzwungenen Gleichgewicht des Haushaltes haben. Allerdings hat uns Bundesrat Brugger vorgestern doch beruhigt mit seiner Antwort auf die Interpellation von Frau Uchtenhagen. Er hat dabei ein viertes Arbeitsbeschaffungsprogramm nicht gerade in Aussicht gestellt, aber doch gesagt, es liege in der Schublade. Der Bundesrat hätte jedoch zurzeit keinen Anlass, es in Gang zu setzen, da die Zahl der Arbeitslosen zurzeit nur etwa 17 000 betrage. Die Reizschwelle für die Zahl der Arbeitslosen liege bei 30 000 oder bei 50 000. Und da glaube ich, dass mit dieser Zahl Arbeitslosen die Reizschwelle bei weitem überschritten ist.

Nun gestatten Sie mir in meiner Eigenschaft als Präsident des christlich organisierten Bundespersonals ein paar Worte zu den Ausführungen des Bundesrates über die Personalbezüge. Danach soll der Personalstopp weitergeführt werden; es seien keine Realloohnerhöhungen vorgesehen und nur ein mässiger Teuerungsausgleich eingerechnet. Bis heute, Herr Bundesrat, haben wir in echter Sozialpartnerschaft die Anstellungsbedingungen des Bundespersonal mit dem Bundesrat ausgehandelt, und die bei diesen Verhandlungen erzielten Kompromisse fanden in der Regel auch die Zustimmung des Parlamentes. Alle zusammen – Bundesrat, Parlament und Gewerkschaften – haben damit einen wertvollen Beitrag zur Erhaltung des sozialen Friedens geleistet, und ich kann mir nicht vorstellen – es wäre wohl auch kaum zu verantworten –, dass das in Zukunft anders sein sollte. Das Bundespersonal soll auch in Zukunft am allgemeinen wirtschaftlichen Fortschritt teilhaben. Da es aber nicht möglich ist, eine längerfristige Wirtschaftsprognose zu stellen, erwarte ich vom Bundesrat die Zusicherung, dass trotz einschränkender Zielvorgabe im Finanzplan im Bedarfsfall der notwendige Spielraum für Massnahmen im Personalsektor gewahrt bleibt und die bisherige bewährte Praxis weitergeführt wird.

Nun noch zwei, drei Worte zum Sparpaket; ich beschränke mich auf den Abschnitt Verkehr, der hier ja schon mehrmals angesprochen worden ist. Der Verkehr ist immer ein Spiegelbild der Wirtschaft. Geht es der Wirtschaft gut, ist auch die Nachfrage nach Verkehrsleistungen entsprechend, und umgekehrt. Der Verkehr ist aber, volkswirtschaftlich gesehen, auch immer ein Aufwandfaktor. Der Bundesrat stellt nun in seiner Botschaft fest, dass die Aufwendungen in diesem Aufgabengebiet in den letzten Jahren sehr stark gewachsen seien. Nach den Gründen für diese Tatsache sucht man in der Botschaft allerdings vergebens. Ich muss daher annehmen, dass der Bundesrat dieser wichtigen Frage nicht nachgegangen ist. So ist es denn auch nicht erstaunlich, dass uns Massnahmen vorgeschlagen werden, die überhaupt keinen Beitrag leisten, um das bestehende Malaise in der Verkehrswirtschaft und in der Verkehrspolitik zu bekämpfen oder gar zu bewältigen. Auch die Aufwendungen für den Verkehr werden damit nicht kleiner. Sie werden nur auf eine untere Stufe abgewälzt. Die vorgeschlagenen Massnahmen belasten vor allem die ohnehin meist notleidenden Privatbahnen. Ihre Ertragslage wird zusätzlich verschlechtert, vor allem dann, wenn man von den Bahnen erwartet, dass sie sich von einem Markt zurückziehen sollten. Dadurch werden vor allem die Privatbahnkantone und -gemeinden in unzumutbarem Ausmass mehrbelastet. Herr Diethelm hat vorhin darauf hingewiesen. Zudem ist der versprochene Finanzausgleich ebenfalls noch undurchsichtig. Mit der Verlagerung von Verkehrsausgaben werden ebenfalls keine Ver-

kehrprobleme gelöst. Zudem sind die Auswirkungen der einzelnen vorgeschlagenen Massnahmen bei weitem nicht bekannt. Im weiteren finde ich es stossend, und ich kann daher diesen Massnahmen auf dem Verkehrssektor nicht zustimmen, dass noch rasch vor Abschluss der Arbeiten der Gesamtverkehrskommission Bestimmungen ins ordentliche Recht übergeführt werden sollen, die eindeutig den öffentlichen Verkehr benachteiligen.

Mit diesen Einschränkungen bin ich für Eintreten auf das Sparpaket, und ich bitte Sie, den Anträgen der Minderheit in bezug auf die Verkehrsprobleme zuzustimmen.

**Stich:** Nach den verschiedenen Diskussionen, die heute hier geführt worden sind, muss ich mich eigentlich fast fragen, ob es erlaubt sei, den Gottesdienst der Bundesratsparteien zu stören. Trotzdem scheint es mir, dass einige Bemerkungen sowohl zum Finanzplan als auch zum Sparpaket zu machen sind.

Sicher ist es nicht einfach, einen Finanzplan aufzustellen, mindestens so schwierig ist es aber auch, den Finanzplan zu begutachten, wenn man die Detailangaben, die dazu geführt haben, nicht kennt. Ich habe mir bei den Einnahmen verschiedene Überlegungen gemacht und auch versucht, verschiedenes zu rechnen; ich komme zum Schluss, dass man im ganzen bei der Mehrwertsteuer zu tief geschätzt hat, dass also der Ertrag voraussichtlich doch wesentlich höher ist; er ist ja auch tatsächlich früher höher geschätzt worden. Es gibt dafür verschiedene Überlegungen... Auf der einen Seite ist die Mehrwertsteuer eine reine Konsumsteuer. Der Vorsteuerabzug wird gerade heute, da die Investitionen ja sehr stagnieren, nicht allzu gross sein. Das ist auch ein Hinweis, dass man nicht ohne weiteres mit dem Verhalten bei der Warenumsatzsteuer vergleichen darf. Es kommt dann allerdings dazu, dass vielleicht gerade in einem Aufschwung, wenn eben mehr investiert wird, wenn der Vorsteuerabzug grösser wird, dann eventuell weniger Einnahmen aus der Mehrwertsteuer fließen.

Auf der Ausgabenseite bin ich vollends überzeugt davon, dass man hier eine zu starke Steigerung angenommen hat. Man kann auch hier verschiedene Überlegungen anstellen. Es hat mich eigentlich erstaunt, dass man heute nie vom Rechnungsabschluss des Bundes im Jahre 1976 gesprochen hat. Tatsache ist aber doch, dass im letzten Jahr die Ausgaben immerhin um mehr als 900 Millionen Franken tiefer sind, als sie effektiv budgetiert waren, mit den Nachtragskrediten, mit dem Arbeitsbeschaffungsprogramm. Aehnliche Situationen finden wir auch in den Kantonen, wo die Ergebnisse auch wesentlich besser ausgefallen sind, als sie budgetiert waren. Man muss sich doch bewusst sein, dass wir heute in einer vollends anderen wirtschaftlichen Lage stehen als in den letzten fünf Jahren, sowohl hinsichtlich der Teuerung, aber auch in bezug auf die tatsächlichen Investitionen. Man muss sich doch klar sein darüber, dass in den letzten Jahren auch die öffentliche Hand sehr viel geleistet hat in bezug auf Infrastrukturaufgaben. Verschiedene Probleme sind nun wirklich gelöst und kommen nicht wieder neu in den nächsten Jahren. Von diesem Gesichtspunkt aus muss man annehmen, dass ohne besondere, zusätzliche Anstrengungen eben die Ausgaben sich wieder normalisieren können. Gerade in dieser Hinsicht ist es ja interessant, wenn man vorher von der Ausgabenbremse gesprochen hat, dass man diese Ausgabenbremse, die ja beim Volk so gut angenommen worden ist, nie angewendet hat. Das zeigt doch eigentlich, dass offenbar dieses Parlament sich seiner Verantwortung bewusst war, dass man sorgfältig gewesen ist bei den Ausgaben, dass man also kein Geld verschleudert hat. Denn sonst hätte man sicher davon Gebrauch machen müssen.

Eine zweite Bemerkung zum Finanzplan: Im Finanzplan steht auf Seite 11: «Die Wiederherstellung des Haushaltsgleichgewichtes muss trotz dieser Schwierigkeiten oberstes Ziel unserer längerfristigen Politik bleiben.» Dann der



Schlussatz: «Der neue Finanzplan ist denn auch vom festen Willen getragen, den Haushalt bis Ende dieses Jahrzehnts wieder ins Gleichgewicht zu bringen.»

Diese beiden Sätze sind nicht akzeptabel. Der Ausgleich des Budgets ist nicht das oberste Ziel der Eidgenossenschaft, sondern wenn wir heute in dieser wirtschaftlichen Lage eine Zielsetzung haben müssen, dann muss es die sein, die Beschäftigung so gut wie möglich zu erhalten. Das ist das oberste Ziel und nichts anderes. Deshalb sind diese beiden Sätze schlicht und einfach falsch und nicht akzeptabel.

Nun, muss man sich gerade in diesem Zusammenhang doch auch fragen: Welche Auswirkungen haben das Sparpaket und der Finanzplan? Es wäre verhängnisvoll anzunehmen, es gehe im Moment nur gerade um diese Kürzungen, die im Sparplan angeführt sind mit den entsprechenden Kürzungen. Es heisst deutlich, dass z. B. der Bundesrat die Schweizerischen Bundesbahnen in ihrem Defizit sehr stark plafonieren wolle, dass man also bis in zwei Jahren das jährliche Defizit von 700 Millionen auf 500 Millionen Franken reduzieren wolle. Man kann sich fragen: Wie kann die SBB das erreichen? Wenn man daran denkt, dass man andererseits die Transportverpflichtung für Stückgut aufheben und damit nach Angabe in der Botschaft 30 Millionen Franken einsparen will, dann ist ganz klar, dass diese 30 Millionen Franken nur zu erzielen sind durch einen Personalabbau. Das bedeutet also mit anderen Worten, dass man allein in diesem Bereich mindestens den Personalbestand um 1000 Personen reduzieren will. Ich weiss, dass der Bundesrat sagen wird: Wir werden niemanden entlassen; das sind normale Mutationen, Pensionierungen, Todesfälle usw. Ich glaube das dem Bundesrat. Aber Tatsache bleibt, dass hier mindestens 1000 – ich sage ausdrücklich: mindestens 1000 – Personen eingespart und mindestens 1000 Arbeitsplätze vernichtet werden. Wenn man vom Defizit von 200 Millionen ausgeht, also von der Reduktion, dann muss man annehmen, dass es wahrscheinlich doch etwa 1000 bis 2000 Personen sind, die allein bei der SBB nicht mehr beschäftigt werden können. Das gleiche gilt dann automatisch auch bei den Privatbahnen. Wenn Sie von der SBB-Rechnung, von der Budgetreduktion ausgehen, dann werden Sie doch sehen, dass mindestens 150 Millionen Franken auf die Investitionen entfallen, dass also die SBB weniger investieren kann pro Jahr. Geht man davon aus, dass Sie die Belastungen, die auf die Kantone übertragen werden – es sind ja nicht Einsparungen, sondern Verschiebungen der Belastung, vor allem auf die Kantone –, diese zusätzlichen Kosten vor allem dadurch einsparen, dass sie weniger investieren, so muss man sich darüber klar sein, dass man im ganzen eine Reduktion der Investitionen von 200 bis 300 Millionen Franken pro Jahr hat. Hier ist auch selbstverständlich, dass, wenn Sie mit einem Multiplikator von 4 rechnen, dann die Auswirkungen auch auf das Bruttosozialprodukt ganz erheblich sind.

Nun kann Herr Allgöwer mir vielleicht auch sagen, ich hätte die dreissiger Jahre ja nicht erlebt. Meine erste Erinnerung an die Wirtschaft ist die, dass der Vater arbeitslos war. Ich glaube, Hans Schmid hat in dieser Hinsicht aus der Geschichte etwas gelernt. Herr Allgöwer hat wahrscheinlich nichts gelernt und alles vergessen. Es ist doch peinlich, wenn man heute feststellen muss, dass man im Grunde genommen die einfachsten ökonomischen Gesichtspunkte vernachlässigt, nur um einer gewissen Psychose des Sparens nachzukommen, einer Psychose des 12. oder 13. Juni, wie sie nun offensichtlich hier ausgebrochen ist. Aber langfristig können wir nicht anders als feststellen, dass durch diese Übung eben doch auch Arbeitsplätze vernichtet werden. Wir werden also hier die gleiche Politik treiben, wie sie die Privatwirtschaft treiben muss, wenn sie existieren will. Aber Aufgabe des Staates wäre es, einen Ausgleich zu schaffen.

Aus diesen Ueberlegungen kann ich diesem Programm nicht zustimmen.

**Fischer-Bern:** Ich möchte Ihnen beantragen, diesem Massnahmenpaket des Bundesrates vollumfänglich zuzustimmen und keinerlei Abstriche daran zu akzeptieren. Wir müssen uns darüber klar sein, dass damit nicht nur die Motion der eidgenössischen Räte vom Dezember des letzten Jahres befolgt wird, sondern vor allem auch der Auftrag, den uns Volk und Stände im Jahre 1974 und 1975 mit der überwältigenden Annahme der sogenannten Sparbremse gegeben haben.

Die Konsequenzen dieses Massnahmenpakets werden gering sein. Erstens weil ein wesentlicher Teil davon, Einsparungen oder Subventionseinschränkungen, bereits realisiert ist und damit nicht neu eine Reduktion der Bundesausgaben zur Folge haben wird. Zweitens weil die Einsparungen kompensiert werden durch die neuen Ausgaben, die, wie der Herr Kommissionsreferent deutscher Zunge gesagt hat, bevorstehen, nämlich die riesige Ausgabe für die AHV von 600 Millionen Franken, also ungefähr gleich viel wie durch diese Subventionsreduktion eingespart werden soll. Dazu kommen die vielen Millionen für die Hochschulförderung und für die Entwicklungshilfe. (Sie wissen, dass bei der Entwicklungshilfe nach dem verwerfenden Volksentscheid über die 200 Millionen an die IDA der Bundesrat nicht nur sofort 300 Millionen neu vorgeschlagen hat, sondern Sie stellen fest, wenn Sie den Finanzplan ansehen, dass darin eine Vergrösserung der Beiträge an die Entwicklungshilfe um etwa 100 Millionen Franken in zwei Jahren vorgesehen ist.) Dazu kommen all die kleineren Dinge, die zurückgestellt worden sind: Technorama usw. Es ist also nicht so, dass wir hier einer Deflation entgegengehen, und diejenigen in diesem Saal, die heute morgen aus so-disant konjunkturpolitischen Gründen gegen diese Tendenzen auf Vornahme gewisser Einsparungen gesprochen haben, haben in die Luft geschossen. Ich möchte Ihnen sagen, was viel deflatorischer wirkt – das richtet sich an die Herren Sozialdemokraten und an die Professoren aus St. Gallen, die sich hier geäussert haben – in diesem Land, das wird die Steuererhöhung um netto 2,5 Milliarden sein, wenn man das Steuerprogramm am 12. Juni akzeptiert.

Ich bin also der Meinung, man solle dieses Massnahmenpaket unverändert übernehmen. Es wird niemandem ernstlich weh tun, es ist, wie bereits gesagt worden ist, lediglich geeignet, die wildesten Schosse an diesem üppig wuchernden Baum der Bundesfinanzen abzuschneiden.

Was den Finanzplan anbelangt, so ist er begrüssenswert. Ich stelle vor allem fest, dass er eine ganz andere Einstellung offenbart als der Finanzplan, den wir vor genau einem Jahr hier in diesem Hause im Zusammenhang mit dem Regierungsprogramm behandelt haben. Es zeigt sich erst heute, wie unhaltbar, ich möchte sogar sagen wie unverantwortbar jener Finanzplan aus dem Jahre 1976 gewesen ist. Sie müssen sich aber darüber klar sein, dass durch diesen Finanzplan keine Wunder geschehen werden. Erstens bringt er lediglich eine gewisse Reduktion der Ausgabensteigerungen, nicht eine Reduktion der Ausgaben mit sich. Ich nenne Ihnen ein einziges Beispiel, das für alle anderen spricht, nämlich die Frage des Bundesbeschlusses über den Nationalfonds. Sie können nachsehen, da werden Erhöhungen von jährlich 10 Millionen Franken auch bei Annahme dieses Bundesbeschlusses, der ja zu Einsparungen führen soll, stattfinden. Es wird lediglich eine kleinere Ausgabensteigerung, anstatt 16 Millionen Franken eine solche von 10 Millionen Franken, entstehen. Dazu kommt, dass dieser Finanzplan ja nicht verbindlich ist. Er ist rechtlich nicht verbindlich und die politische Verbindlichkeit – da kann man einige Fragezeichen setzen, wir kennen uns ja alle. Wir können uns erinnern – es ist heute bereits gesagt worden –, wie rasch man wieder Gas gegeben hat, nachdem nach dem verwerfenden Volksentscheid vom Dezember 1974, die Sparbremse im Januar 1975 gezogen worden ist. Ich traue uns also nicht. Diesbezüglich wäre nur noch folgendes zu sagen: In der Finanzkommission war es direkt erfrischend, wie die Sozialdemo-

kraten aus ihrem Herzen keine Mördergrube gemacht haben. Wir haben es auch heute morgen gehört. Herr Hubacher hat klar und deutlich erklärt, es gehe darum, dem 12. Juni etwas Wind in die Segel zu geben. Das heisst doch auf gut deutsch, dass man nicht sparen will. Das haben übrigens seine Kollegen aus der gleichen Partei auch wiederholt. Man will nicht sparen, sondern man will einfach auf den 12. Juni hin dem Volkswillen – der nota bene auch in den Kreisen, die die Herren Sozialdemokraten hier vertreten, vorhanden ist – dem Volkswillen nach Einsparungen formell etwas Rechnung tragen. Ich möchte hier nicht über meine bürgerlichen Kolleginnen und Kollegen etwas Böses sagen, sondern lediglich feststellen, dass es erfreulich ist, wie seit dem Dezember 1976, also innert drei Monaten, die Einstellung gegenüber der Notwendigkeit, dass der Bund Einsparungen vornehmen muss, offenbar geändert hat.

Nach meiner Auffassung müssen wir jetzt diese Operation durchführen, und zwar vollumfänglich; ob sie für den 12. Juni eine andere Ausgangsbasis schaffen wird, ist aber meines Erachtens ausserordentlich fraglich. Denn die «Einsparungen», in Anführungszeichen, die wir jetzt vornehmen, sind zu bescheiden. Sie werden kompensiert durch neue Ausgaben, die ja ein Mehrfaches dessen ausmachen, was wir jetzt abstreichen, und gleichzeitig stehen wir vor einem Finanzplan, der, obwohl unverbindlich, sehr erfreulich ist, ich sage das noch einmal. Ich möchte meinerseits Herrn Bundesrat Chevallaz, mit dem ich sonst nicht viel Erfreuliches zu besprechen habe (Heiterkeit), danken, auch für die Intensität, mit der er diese Vorlage in der Finanzkommission vertreten hat. Aber ob beim Bundesrat und beim Parlament ein echter Gesinnungswandel eingetreten ist gegenüber der Zeit, wo wir den Finanzplan 1976 behandelt haben, oder gegenüber der Budgetdebatte 1976, wo wir uns über die gleichen Dinge unterhalten haben wie heute – da setze ich ein Fragezeichen. Wir werden dann sehen, ob das Schweizer Volk diese Sparaktion *in extremis* wirklich als glaubwürdig betrachtet.

**Egli-Winterthur:** Sie werden vielleicht erstaunt sein, dass ich den Minderheitsantrag auf Nichteintreten unterstütze. Bevor ich darauf näher eintrete, möchte ich doch ein Bild aus der Jugendzeit, das mir heute morgen in den Sinn kam, voranstellen. Das Bild stellt eine Maus dar, die gebannt auf eine Schlange schaut und wartet, bis sie verschluckt wird. Etwa gleich kommt mir die Debatte vor, nur heisst die Schlange 12. Juni und Abstimmung über das Finanzpaket. Jedermann glaubt jetzt, mit dem Sparprogramm sei das Finanzpaket gerettet. Ich bin nicht ganz überzeugt davon, und wenn man mit den Leuten diskutiert, stellt man fest – obwohl diese Grundhaltung falsch ist –: Wenn jetzt Hunderte von Millionen gespart werden können, damit wir dem Finanzprogramm zustimmen, dann können nachher nochmals Hunderte von Millionen gespart werden. Ich möchte die Gründe, die die Herren Schmid und Stich vorbrachten, nicht wiederholen, sondern mich lediglich auf einige Aspekte beschränken. Festzustellen ist jedoch, dass bei den vorgeschlagenen Kürzungen Arbeitsplätze gefährdet werden, so z. B. durch die Schweizerischen Bundesbahnen. Wenn sie infolge der vorgeschlagenen Budgetkürzungen respektive den aufoktroierten Defizitkürzungen Waggonbestellungen sistieren, Lokomotivbestellungen hinausschieben, so bedeutet das nichts anderes als eine direkte Gefährdung der Arbeitsplätze. Die übrigen Punkte hat Herr Stich bereits aufgeführt. Auch bei weiteren Kürzungsmassnahmen ist dasselbe festzustellen. Diese Sparmassnahmen werden gesamtschweizerisch Tausende von Arbeitsplätzen gefährden, und es ist fast boshaft anzunehmen, dass das einem Teil des Parlaments und dem Bundesrat heute nicht mehr soviel Bauchweh macht wie noch vor einem Jahr, weil die Arbeitslosenkasse nicht mehr durch die öffentliche Hand finanziert wird, sondern durch die Arbeitgeber und Arbeitnehmer selber. Wenn die Professoren beschenkt werden, möchte ich lediglich darauf hinweisen, dass Professor Küng, der sicher keiner der

Professoren ist, die linksextreme Tendenzen haben, am letzten Montag in einem Vortrag darauf hingewiesen hat, dass die genau gleichen Fehler gemacht werden wie in den dreissiger Jahren. Aber auch bei den Sozialleistungen wird gekürzt, speziell bei den Krankenkassen. Bereits die jetzige Summe ist gekürzt. Wir hatten für 1975 und 1976 je eine Kürzung von 10 Prozent beschlossen. 1977 beträgt diese bereits 11,5 Prozent. Der Bundesrat schreibt dagegen selbst, dass eine Abflachung der Kosten noch nicht erfolge. Die Krankenkassenausgaben seien von 1975 auf 1976 um 24 Prozent gestiegen; im Jahre 1976 werden sie voraussichtlich um weitere 7 Prozent steigen. 1978 will der Bund auf Kosten der Versicherten 150 Millionen und 1979 260 Millionen sparen. Das ist ein eindeutiger Abbau der Sozialleistungen und nicht nur eine Plafonierung. Man könnte auch bei dieser Gelegenheit dem Bundesrat Phantasielosigkeit vorwerfen. Er beschränkt wohl die Subventionen der Krankenkassen, sorgt aber nicht dafür, dass auch die Ausgaben in dieser Richtung gestoppt werden. Auch die Motion der Finanzkommission hat, wenn überhaupt, nur eine psychologische Wirkung. Den Kantonen ist es z. B. nicht möglich, aufgrund der Steuerunterlagen die effektiven Einkommen der Aerzte zu erfassen. Denken wir hier nur an die Aerzte, die einen Teil ihrer Forderungen per Mandat verlangen oder Einzahlungsscheine an ausserkantonale Banken den Rechnungen beilegen. Vom Bareinzug nicht zu sprechen. Hier könnte nur eine genaue Ueberwachung der Aerzte, wie sie eigentlich Artikel 23 des Kranken- und Unfallversicherungsgesetzes verlangt, Abhilfe schaffen. Die Beispiele sind nicht aus der Luft gegriffen; wenn sie sogar in der Aerzte-Zeitung veröffentlicht werden, dann lässt das tief blicken. Von einem eigentlichen Giesskannensystem bei den Krankenkassen kann auch keine Rede sein. Die Bundesbeiträge werden vorwiegend für die Verbilligung der Frauenprämien verwendet.

Wäre dies nicht der Fall, so wäre ein Lastenausgleich bei einer vom Gesetz vorgeschriebenen maximalen Prämien-differenz von 10 Prozent zwischen Männern und Frauen nicht mehr möglich. Es würden sich zwangsläufig günstigere Männerkassen und prämiemässig recht ungünstige Frauenkassen bilden. Selbst bei der vorgesehenen Reduktion der Bundesbeiträge wird eine jährliche Prämien-erhöhung von mindestens 10 Prozent notwendig sein. Und das ausgerechnet dann, wenn die Arbeiterschaft nicht einmal mehr den vollen Teuerungsausgleich in einzelnen Betrieben erhält, geschweige denn Reallohnverbesserungen. Mit allen Mitteln sollte der Bund versuchen, die Kosten im Gesundheitswesen in den Griff zu bekommen. Wohl werden im Moment überall mit schönen Worten die Probleme aufgezeigt, doch wird es dabei bleiben. Die einzelnen Kostenverursacher werden kaum angesprochen. Die dramatische Kostenentwicklung im Gesundheitswesen zeigt sich z. B. darin, dass die Arztkosten viel mehr stiegen als der Landesindex der Konsumentenpreise. Bei den Arzneimitteln ist der Anstieg noch höher. Die chemische Industrie – und Herr Auer könnte hier Verbindung spielen – könnte einiges zur Verbilligung der Kosten im Gesundheitswesen beitragen. Es wäre interessant zu vernehmen, wie der Bundesrat gedenkt, diese Kostenentwicklung in den Griff zu bekommen. Aus den bereits von den Vorrednern erwähnten Gründen werde ich also gegen Eintreten stimmen und, wenn Sie Eintreten beschliessen, den Antrag Grobet unterstützen.

**M. Chavanne:** La situation de la Suisse peut se résumer en quelques phrases: premièrement, récession économique, très peu de chômeurs mais perte de plus de 300 000 postes de travail. Deuxièmement: une monnaie très forte qui assure des bénéfices importants – d'après ce que nous lisons dans les journaux – à tous les circuits qui s'occupent uniquement de finances (banques, assurances, etc.), mais qui fait peser un danger permanent sur l'éventuelle reprise de nos exportations. Ces deux faits doivent être considérés en même temps. Selon ce que dit toute la

presse, nous avons réussi à éviter l'inflation. Evidemment que si avec une monnaie aussi solide on n'arrivait pas à un tel résultat, ce serait terrible, parce qu'enfin l'inflation et le prix de l'argent interviennent dans nos possibilités d'exportation. Nous avons donc maintenu une inflation très faible, ce qui est heureux, mais au prix d'un argent certainement surévalué, qui ne sert en fait, encore une fois, que les jeux financiers.

Nous voyons une opposition – je dirai – assez nette dans les deux cas: d'abord des avantages immédiats financiers en raison du petit nombre de chômeurs à payer et d'une faible inflation, mais d'autre part la disparition de 300 000 postes de travail.

Or on ne se rend pas compte, actuellement, de cette situation: l'homme, le chômeur, le travailleur, occupe très peu de place. On entend certains dire que les retraités de telle ou telle administration centrale ne devront pas être remplacés mais on ne songe pas que demain – c'est ce que nous devons craindre – ce seront les jeunes, simplement, qui ne seront pas engagés. Nous aurons alors un chômage comme celui – on a pu le lire ce matin – en France où la moitié des chômeurs ont moins de 25 ans! Ces faits semblent ne pas apparaître: le chômage, nous n'en avons pas! Est-on pourtant certains de continuer à ne pas en avoir et d'arriver à une situation aussi terrible que celle que je viens de citer et qui touche actuellement toute l'Europe occidentale?

Ce sont donc des données extrêmement importantes qui devraient être prises en considération lorsqu'on exprime ce désir de déflation, d'économie à tout prix, espèce de joie de voir la Confédération se serrer la ceinture – entre nous soit dit, nous ne le faisons pas spécialement dans cette assemblée, mais ce sont plutôt les travailleurs modestes – si tout ce qui est prévu dans ce plan devait arriver.

Autre exemple de difficulté que nous connaissons bien actuellement: il y a quelques semaines, M. Brugger répondait assez violemment à l'un de nos collègues – qui n'est pas un socialiste fervent d'ailleurs – en lui rappelant que les professeurs s'opposaient à certaines formes de relance et cela avait semblé être l'essentiel dans la discussion. Aujourd'hui, il se trouve que certaines personnes, aucunement susceptibles d'être cataloguées socialistes, les trois professeurs suisses alémaniques – je vous signale en passant que le professeur de Genève n'était pas d'accord avec eux – ces trois professeurs donc disent maintenant le contraire et avec la même force on conteste leur point de vue. Ils n'y ont, en effet, pas été avec le dos de la cuillère, ils ont parlé de catastrophe, ils ont taxé d'infiniment regrettable, d'extrêmement dangereuse, la situation qui veut que l'unique but visé ici soit à peu près l'équilibre des finances. Ils l'ont dit, ils l'ont répété et nous savons, depuis la grande crise de 1930, que ce n'est pas, comme le faisait Hoover, en diminuant les dépenses d'Etat que l'on peut relancer une économie, mais bien comme le faisait Roosevelt, en relançant la consommation intérieure et par conséquent aussi l'exportation.

Dans le débat que nous avons eu ce matin, qui a raison? Est-ce que la Suisse court un danger extrême en voulant à tout prix équilibrer ses finances? Ne devrions-nous pas relancer d'une façon très raisonnable – je ne dis pas de relancer des industries qui marchent bien – mais ne pourrions-nous pas faire en sorte d'obtenir une relance réelle, éventuellement et probablement basée sur l'emprunt – même si on doit l'imaginer non pas à 3¾ pour cent, mais à 4 pour cent, ce qui faciliterait peut-être le placement.

Encore une fois, lorsqu'on supprime des places de travail, qu'on le veuille ou non, on crée du chômage, ce qui de toute façon nuit à l'économie de notre pays.

On voit dans le plan comment les dépenses vont être réparties en 1979. La défense nationale, +7,2 pour cent en une année qui a bénéficié au plus haut point de la relance au moment même où on diminuait les dépenses sociales. Beaucoup de gens disent que ce n'était pas un démantèlement social, je voudrais bien savoir alors comment on

appelle ce qu'on fait depuis quelques années? Croyez-vous d'ailleurs que tout va se passer aussi facilement? Exemple: actuellement l'assurance-maladie, pour laquelle on a refusé un financement raisonnable, proportionnel aux salaires: nous allons pour cette assurance vers des dépenses qui deviennent insupportables aux familles ayant deux enfants. L'assurance AVS, bien sûr, on la renvoie aux calendes grecques – je crois d'ailleurs que c'était prévu dès le départ. Quant au deuxième pilier il est bien difficile à édifier avec son plafond de cotisation et sa capitalisation. Est-on sûr qu'avec 2,4 pour cent d'augmentation de la prévoyance sociale, en 1979, le peuple sera aussi heureux qu'on veut bien le prétendre en affirmant qu'il ne veut qu'une chose, des économies de la Confédération.

Les communications, les chemins de fer privés ou les CFF – on les a cités – restent encore, qu'on le veuille ou non, nécessaires à la vie économique de notre pays pour faire vivre des vallées isolées ou, sur les grandes lignes, pour permettre aux personnes qui ne possèdent pas d'automobile – et l'on sait combien nous coûte ce moyen de transport – de se déplacer dans des conditions normales. Un pour cent, est-on bien sûr que c'est là quelque chose de raisonnable dans l'économie d'un pays vouée en partie au tourisme et où de nombreuses personnes encore maintenant et fort heureusement n'ont pas de voiture? Pour ce qui est de l'enseignement – 4,2 pour cent – j'ai déjà eu l'occasion de dire ici la stupéfaction avec laquelle j'ai vu, lorsque la forte récession est apparue, la diminution des réserves de la recherche scientifique. Dans n'importe quel pays raisonnable – je crois – on s'efforce de les rendre ces recherches plus productives. Mais dans un pays qui n'a aucune richesse naturelle, comment peut-on commencer par réduire la recherche scientifique? Quant à l'agriculture, nous sommes dans des chiffres beaucoup moins importants. Mais le – 7,2 pour cent de 1979, par exemple, du militaire sera certainement discuté.

Cette volonté générale de dire qu'il n'y a de salut que par l'équilibre financier sans emprunt important nouveau, ce refus même de prendre en considération ce que disent les professeurs ou des experts de l'OCDE, je pense que c'est une raison pour certains socialistes de voter la motion Schmid en disant que ces affaires doivent être réétudiées complètement et qu'il y a des décisions dangereuses pour l'économie nationale suisse.

**Biel:** Es ist schön, als letzter Redner zu diesem Problem Stellung zu nehmen, zumal ich ja nicht zu dem erlauchten Kreis jener gehöre, die dabei waren, als man scheinbar das Schicksal dieser Vorlagen entschieden hat. Es gibt immerhin einige Dinge in diesem Gesamtzusammenhang aus finanzpolitischer Sicht zu überlegen.

Doch zuerst noch einige Worte zur konjunkturpolitischen Situation. Ich habe sehr oft die Worte «Deflation», «deflationär» gehört. Deflation ist ein monetäres Phänomen. Wenn die monetären Bedingungen nicht gegeben sind, kann es keine Deflation geben. Solange wir eine Geldmengenpolitik betreiben, die ausreichend ist, die reichlich bemessen ist, auch im Zuwachs, ist es unsinnig, überhaupt von Deflation zu sprechen.

Etwas anderes ist die Wirkung des Staatshaushaltes, der öffentlichen Ausgaben auf die volkswirtschaftliche Nachfrage. Kollege Jaeger hat versucht, hier etwas differenzierter vorzugehen und auf einige Dinge hinzuweisen. Er hat zu Recht gesagt: Auch wenn die Ausgaben zunehmen, aber mit einer abnehmenden Rate, kann es sein, dass ein bremsender Einfluss ausgeübt wird. Es kann sein, aber es muss nicht. Es ist aber auch möglich – weil wir ja im Finanzplan längerfristige Überlegungen antreffen –, dass es sogar erwünscht ist, dass 1979 oder 1980 ein bremsender Einfluss vom Bundeshaushalt ausgeübt wird. In diesem Zusammenhang dürfen Sie nie vergessen, dass die Höhe des Defizites an sich nicht aussagekräftig ist. Beispielsweise 1969 hatten wir kein Defizit im Bundeshaushalt, wir hatten sogar einen Ueberschuss. Dennoch ist vom damaligen

Bundeshaushalt ein expansiver Effekt auf die Volkswirtschaft ausgegangen. Es kommt sehr darauf an, welche Ausgaben wie zunehmen gegenüber dem Vorjahr. Das ist das Entscheidende. Ich glaube nun, nachdem wir – das ist auch ein Unterschied zu den dreissiger Jahren – eine andere monetäre Politik betreiben und der Wille vorhanden ist und die Möglichkeiten da sind, jederzeit mit einem Zusatzprogramm anzutreten, die Bedingungen also sehr differenziert zu werten sind.

Doch nun zum Finanzplan. Der Bundesrat hat die Motion des Parlaments ausgeführt. Heute morgen habe ich viel davon gehört, dass wir jetzt die Bundesfinanzen in den Griff nehmen. Das glauben Sie selbst nicht. Auf dem Papier haben wir sie in den Griff genommen, aber ob wir sie in der Wirklichkeit in Griff nehmen, wage ich zu bezweifeln, zumal wir mit dem Finanzplan Dinge verteilen, über die wir noch gar nicht verfügen. Das müssen wir einmal sehen.

Ich werfe nun dem Finanzplan etwas anderes vor. Ich bin nicht sicher, ob wirklich hinter diesen einzelnen Posten Prioritätsüberlegungen stehen. Der Bundesrat sagt uns das. Aber wir können das als Parlamentarier nicht nachvollziehen. Möglicherweise hat man sich in gewissen Amtsstuben Prioritätsüberlegungen gemacht. Aber sicher sehen Sie das aus dem Finanzplan nicht. Ich zeige Ihnen nur ein manifestes Beispiel: die Landwirtschaftsausgaben. Letzte Woche haben wir im Saal Massnahmen diskutiert, die dazu führen sollen, dass wir die Verwertungsausgaben für Ueberschüsse reduzieren. Dennoch nehmen die Landwirtschaftsausgaben frisch-fröhlich zu, nach Finanzplan auf über 1,6 Milliarden Franken. Da kann man doch nicht sagen: dahinter stehen Prioritätsüberlegungen. So steht es mit verschiedenen Positionen.

Eigentlich müssten wir die Sachüberlegungen kennen, die der Bundesrat angestellt hat, sofern er das überhaupt gemacht hat, was ich bezweifle, beim Zusammenstellen des Finanzplanes. Oder hat man doch nur versucht, nach Möglichkeit die Ausgabenentwicklung etwas zu steuern und hat das Bremsen der Ausgaben verteilt, wie es so geht, überall, wo man eine kleine Möglichkeit gefunden hat. Ich glaube, diese Beurteilung dürfte eigentlich zutreffen.

Was positiv ist auf lange Sicht, ist zumindest der Wille, das weitere Anwachsen der Staatsquote, des Anteils der öffentlichen Haushalte am Sozialprodukt, zu stabilisieren; denn auf die Dauer müssen wir uns im klaren sein – und das zeigen uns alle ausländischen Erfahrungen –: Wenn der Anteil des Staates gewisse Grenzen sprengt und vor allem, wenn er zu rasch anwächst, hat das langfristig auf die Leistungsfähigkeit der Wirtschaft negative Auswirkungen. Das ist ganz klar. Dieser Wille zumindest, diese sogenannte Staatsquote zu stabilisieren, auch er gehört in die längerfristige Ueberlegung, die wir anstellen müssen.

Nun noch ein Letztes: Wir gehen vor im Bereich der Ueberweisungen. Wir haben in der Kommission darüber diskutiert, ob es nicht angezeigt wäre, in diesem weiten Bereich, der über die Bundesbeiträge nach der sachlichen Gliederung hinausgeht, einmal Ordnung zu schaffen, beispielsweise durch ein Subventionsgesetz, das nicht nur die Kriterien festhält, nach denen Subventionen gewährt werden sollen, sondern das auch Möglichkeiten gibt, um gewisse Automatismen der Subventionserhöhungen zu bremsen. Wir wissen, dass im Ständerat eine Motion von Ständerat Muheim vorliegt, die zumindest in einem Teil die gleichen Absichten verfolgt. Wir werden einmal zusehen, wie der Bundesrat auf diese Motion reagiert und was er dazu sagt, und werden uns vorbehalten, gelegentlich darauf zurückzukommen.

Zusammenfassend: Planen im eigentlichen Sinn, wie ich Finanzplanung verstehe, das haben wir noch nicht gemacht. Wir haben einige Ansätze dazu gezeigt, global, aber im übrigen hat man doch in verschiedenen wichtigen Bereichen den Fatalismus weiterlaufen lassen und hat nur punktuell korrigiert. Entscheidend ist nun, was wir künftig tun, und entscheidend ist auch, wie die Gesamtentwicklung

geht. Es kann durchaus sein, dass sogar das Bremsen der Ausgaben viel zu gering ist, sollte unsere Wirtschaft in zwei Jahren vielleicht, oder drei, wieder in einen Aufstiegtrend hinein geraten. Es könnte aber auch sein, dass wir ganz kräftige Konjunkturmassnahmen betreiben müssen. Das bleibt offen, das ist heute nicht beantwortbar. Und wir werden dafür sorgen müssen, dass wir manövrierfähig bleiben.

*Hier wird die Beratung abgebrochen  
ici, le débat est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 13.00 Uhr  
La séance est levée à 13 heures*

## **Bundeshaushalt. Ausgleich**

### **Finances fédérales. Equilibre**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1977
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	08
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.010
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	16.03.1977 - 08:00
Date	
Data	
Seite	177-204
Page	
Pagina	
Ref. No	20 005 518

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.  
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.  
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

**Neunte Sitzung – Neuvième séance****Mittwoch, 16. März 1977, Nachmittag****Mercredi 16 mars 1977, après-midi**

15.30 h

Vorsitz – Présidence: Herr Wyer

77.009

**Finanzplan 1978–1980****Plan financier 1978–1980**

77.010

**Bundeshaushalt. Ausgleich****Finances fédérales. Equilibre**

Siehe Seite 177 hiervor — Voir page 177 ci-devant

M. Richter, rapporteur: Le débat général d'entrée en matière reflète pour l'ensemble les arguments débattus en commission.

Nous remercions les porte-parole des groupes politiques d'avoir confirmé à cette tribune les positions antérieures; voilà qui clarifie le débat: d'une part, le front uni et large, un large éventail du Parlement, accepte l'entrée en matière, approuve la politique du Conseil fédéral et soutiendra tout à l'heure ses propositions; d'autre part, nous décelons deux accents contestataires: une contestation que nous qualifierions de traditionnelle, celle du parti du travail – et une autre, celle de M. Carobbio qui affiche une position plus autonome, une contestation d'opportunisme ou de vigilance politique, comme vous le voudrez!

Les représentants du parti du travail critiquent notre système, notre politique. C'est leur droit, nous vivons ici en démocratie et nous en sommes heureux. Nous sommes aussi heureux qu'ils puissent s'exprimer librement. Cependant nous aurions apprécié d'entendre de leur part un plaidoyer, solidement étayé, en faveur de solutions de rechange crédibles et réalistes. Nous constatons qu'ils préfèrent se cantonner dans le camp des critiques. Dommage! Nous regrettons aussi que les observations désabusées de M. Soldini ne soient accompagnées d'aucune proposition, d'aucun remède, même homéopathique. Tout cela nous paraît, hélas! négatif.

En revanche, l'école de Saint-Gall, avec les professeurs Schmid et Jaeger, auxquels se sont associés quelques adeptes, a pris une position nette, franche, une position d'opposition, claire, et a bien affiché les solutions de rechange qu'elle préconise. Vous le savez, la commission, dans sa large majorité, ne partage pas leur point de vue. Les raisons ont été évoquées par divers orateurs lors du débat général; laissons plutôt au chef du Département des finances le soin d'apporter à ce propos également la réplique du gouvernement.

M. Schmid s'appuie aussi sur l'article 121, 3e alinéa, de la constitution pour refuser l'entrée en matière, s'en prenant à une prétendue absence d'unité de matières. Le message, en page 9 – et c'est l'avis des juristes de la couronne – précise clairement que toutes les mesures préconisées forment un ensemble cohérent, axé vers un même but: économiser. Il est dès lors absolument normal que le Conseil fédéral ait décidé de nous soumettre un seul et unique projet de loi en lieu et place de 36 arrêtés différents offrant chacun séparément la possibilité d'exercer le droit de référendum.

Nous ferons encore remarquer à M. Schmid qu'il se trompe sur la portée de l'article 121, 3e alinéa, de la constitution. Cet article vise les révisions de la constitution, terrain où l'on est très strict, il est vrai, sur le respect de l'unité de la matière. Mais ici nous sommes sur le terrain d'une modification de loi; par conséquent, nous vous invitons à ne pas retenir l'argument de M. Schmid, selon lequel la loi qui nous est proposée ne serait pas conforme à l'article 121, 3e alinéa, de la constitution. D'autre part, M. Schmid a établi un parallèle entre les mesures d'aujourd'hui et les mesures prises en 1930 et il redoute l'effet déflationniste du plan financier actuel. Permettez, monsieur Schmid, que nous répliquions sur ce point.

En 1931, la Confédération a réduit de 20 pour cent ses dépenses d'une année à l'autre et de 1930 à 1934, la croissance ne fut que de 0,7 pour cent par an en moyenne, soit 2,8 pour cent pour ces quatre années. Dans le nouveau plan financier, les dépenses de la Confédération ne seront pas réduites par rapport à la situation actuelle mais leur croissance ramenée à 4 pour cent l'an contre 12,8 pour cent entre 1970 et 1976. N'oublions pas, non plus, que l'an dernier, les dépenses ont augmenté de près de 18 pour cent. Aucune comparaison donc, avec les années 30 n'est, en l'espèce, valable.

S'agissant des dépenses militaires, votre commission a eu l'occasion de s'en entretenir longuement avec le chef du Département militaire fédéral et ses collaborateurs directs. Nous rappelons ici que le plan financier du 9 février 1977, par rapport à celui du 28 janvier 1976, présente, pour 1978, des réductions de dépenses de l'ordre de 218 millions et de 165 millions pour 1979. Le plan d'armement pour les années 1975 à 1979 comprend le programme du maintien d'emplois ainsi que le crédit de 250 millions de francs pour le nouvel avion de combat, crédit qu'il importerait d'amortir durant la période des investissements de 1980 à 1984. N'oubliez pas les multiples occasions de travail que créent les investissements du Département militaire fédéral, dépenses indispensables, hélas! et qui ne pourraient être plafonnées aveuglément dans le contexte incertain d'aujourd'hui.

Nous pourrions encore formuler ici de nombreuses remarques que suggèrent les observations de plusieurs orateurs. Nous y renonçons. Vous connaissez les conclusions de votre commission. Nous vous demandons simplement de vous y tenir et de vous y tenir fermement. Nous vous rappelons que l'entrée en matière a été votée par votre commission par 22 voix contre 1 et deux abstentions. Nous nous permettons d'insister encore une fois, pour que vous vous en teniez aux propositions du Conseil fédéral et à celles de la majorité, solutions réalistes qui permettront d'atteindre l'assainissement des finances fédérales, un assainissement qui, en définitive, profitera à chacun et sera certainement moins douloureux que les expédients auxquels on pourrait bien, sans cela, être contraints de recourir un jour.

**Eisenring, Berichterstatter:** Die Eintretensdebatte hat im Prinzip nichts gebracht, was nicht schon in der erweiterten Finanzkommission zur Sprache gekommen wäre. Optisch mögen sich gewisse Akzentverschiebungen ergeben, da hier gegenüber der erweiterten Finanzkommission, auf deren Solidarität hingewiesen worden ist, doch einige punktuelle Abweichungen festzustellen sind. Es mag dies darauf zurückzuführen sein, dass auf dem Wege der «Bereinigung» persönlicher oder interessengelagerter Unzufriedenheiten noch etwas Dampf abgelassen werden musste. Das Wesentliche wird sein, dass sich die Kreise nun wieder schliessen. Wir geben offen zu, und das ist auch wiederholt unterstrichen worden: Wir stehen in Gottes Namen vor dem 12. Juni, ob man das nun wahrhaben will oder nicht. Ohne die Abstimmungsvorlage vom 12. Juni hätte der Bundesrat kaum mit dieser Speditivität der Finanzvorlage-Motion Folge gegeben.

Zu den Nichteintretensanträgen wäre einiges zu sagen. Generell, weil sich das auch auf einige andere Voten be-

zieht, möchte ich mit allem Nachdruck nochmals auf den offenbar von einigen nicht gelesenen und nicht studierten Text der seinerzeitigen Motion hinweisen. Dort heisst es ausdrücklich, dass bis 1980 ein ausgeglichener Finanzhaushalt herbeizuführen sei, ausgenommen besondere Arbeitsbeschaffungsprogramme. Damit fällt natürlich die ganze Argumentation der Herren Schmid und Muret in sich zusammen. Denn sie führen für ihren Nichteintretensantrag das Argument ins Feld, dass in einer Zeit der Rezession nicht die gleichen Fehler gemacht werden sollten wie in den dreissiger Jahren. Von Arbeitsbeschaffungsprogrammen wie heute aber hat man damals nichts gehört. Ich rufe Ihnen in Erinnerung, dass 1931 das Bundesbudget um 20 Prozent gekürzt und in den folgenden vier Jahren um ungefähr 5 Prozent wieder aufgestockt worden ist. Heute stehen wir vor einer anderen Situation. Das Wachstum der Bundesausgaben geht – leider, möchte ich sagen – sodann weiter, und zwar wird es auch weitergehen, wenn sich die Konjunktur erholen sollte. Denn ein antizyklisches Verhalten des Bundes wird sehr wahrscheinlich auch in einer veränderten wirtschaftlichen Situation, so wenig wie in den guten Jahren der Vergangenheit, nicht zu erwarten sein.

Man hat auf diese und jene professoralen Stimmen – auch Professoren haben hier gesprochen – hingewiesen. Es tauchen zudem immer neue Finanzexperten in der schweizerischen Landschaft auf. Bald sind es Monetaristen, bald Fiskalisten. Jeder zählt sich einer Schule zu. Aber von Professoren, die mit dem realen politischen Raum in der Schweiz umzugehen verstehen, habe ich bisher wenig gehört. Wenn man bössartig sein wollte, könnte man aufgrund der heutigen professoralen Debatte sagen: Man sollte einmal bei den Betriebskosten gewisser Universitäten etwa zwei Drittel kürzen!

Ich halte am Antrag, wie er auch aus den Kommissionsberatungen hervorgegangen ist, fest. Das Paket, das uns der Bundesrat unterbreitet hat und das von der Kommission grossmehrheitlich gutgeheissen worden ist, ist verschnürt. Wir können nicht den Karren aus dem Geleise springen lassen, ohne damit nicht gleichzeitig die letzten sicheren Voraussetzungen für einen wahren Scherbenhaufen am 12. Juni zu schaffen. Vorbehalte in bezug auf die Berechtigung oder die Nichtberechtigung, die Vertretbarkeit oder die Nichtvertretbarkeit einiger Abstriche können angebracht werden und sind auch angebracht worden. Sie werden ihren gebührenden Platz im amtlichen Protokoll finden und finden müssen.

Zu beachten ist erneut, weil ständig von einem «Abbau» von Bundesleistungen gesprochen wird, dass, von punktuellen Ausnahmen der Verlagerung Bund/Kantone oder Bund/öffentlicher oder privater Verkehr abgesehen, seitens des Bundes keine Kürzungen in bezug auf die bisherigen Ausgaben eintreten. In bezug auf den letzten Finanzplan von 1976 ergeben sich für die Jahre ab 1978 Erstrekkungen. Das ist etwas ganz anderes als echte Abstriche. Man darf auch nicht global behaupten, man hätte ohne Rücksicht auf die Konjunkturlage Abstriche vorgenommen. Das Konjunkturförderungsprogramm bleibt ausdrücklich – auch nach der Motion – vorbehalten.

Ich möchte Sie bitten, aus dem immerhin bis jetzt in Erscheinung getretenen Konsens, aber auch aus der Führungsaufgabe, die dem Parlament zukommt und worauf Herr Weber-Aldorf hingewiesen hat, nicht in letzter Minute auszuscheren. Herr Hubacher hat eine bemerkenswerte Feststellung getroffen, die dahin geht, dass der Bundesrat aus dem Falschen noch das Beste und das politisch Mögliche gemacht habe. Ich möchte das unterstreichen, allerdings mit dem Vorbehalt, dass nicht der Bundesrat allein das Falsche gemacht hat. Vielleicht hat der Bundesrat schon Falsches vorgeschlagen; wir haben dann aber aus dem Falschen sehr oft noch das noch viel Falschere gemacht! Hier liegt heute die besondere Verantwortung des Parlaments. Ich bitte Sie daher, die Nichteintretensanträge abzuweisen und die Detailberatung aufzunehmen.

**M. Chevallaz**, conseiller fédéral: Je tiens tout d'abord à remercier messieurs les rapporteurs et messieurs les orateurs pour leurs interventions, dans l'ensemble positives et constructives. Sans doute, certains considèrent-ils cet exercice de modération comme un strict minimum politique aussi bien qu'économique; d'autre, par contre, estiment que le maximum est dépassé et mettent en cause l'opportunité conjoncturelle de notre plan.

La vérité est sans doute entre les deux. Elle est peut-être politiquement amère, ainsi l'est-elle pour M. Hubacher, mais elle est aussi, comme il l'a reconnu loyalement, hélas inévitable.

Le plan financier, on l'a relevé, ne comporte pas de contrainte légale. Les circonstances conjoncturelles, la situation internationale, les facteurs imprévisibles de crise ou, au contraire, de forte reprise, assortis d'inflation, pourraient, lors de l'élaboration des budgets, nous contraindre à l'infléchir, à le modifier soit dans le sens d'une plus grande rigueur en cas de défaillance des recettes ou en cas de reprise de l'inflation; à le compléter de crédits de réanimation économique en cas de dépression accentuée.

Certains ont taxé d'optimistes nos évaluations d'avenir. Les hypothèses de croissance, 4 pour cent l'an, soit 2,5 pour cent de hausse des prix et 1,5 pour cent d'augmentation réelle, doivent être considérées comme modestes par rapport aux chiffres avancés par nos voisins et par l'OCDE. Ils ne sont pas pour autant infaillibles, bien entendu. Mais tel qu'il est – ces réserves étant faites – le plan financier est, en même temps que la conséquence de la motion émanant de la volonté du Parlement, l'expression de la claire et ferme volonté du gouvernement que la croissance des dépenses se limite au rythme de la progression du produit national, comme aussi de la volonté de mettre fin à la série des déficits croissants où nous nous complaisons depuis 1971. Il dépendra du Parlement de nous y suivre en approuvant la modification du système des subventions d'abord et, par la suite, en votant les budgets et en modérant les projets qui lui seront soumis ou dont il prendra l'initiative. Quelques-uns d'entre vous ont marqué du scepticisme quant à l'avenir de ce plan. Il dépend de la modération du Conseil fédéral, sans doute, mais aussi de la vôtre au niveau des décisions qui sont à votre portée, de les réfuter. Et vous vous infligeriez un blâme à vous-mêmes en ne croyant pas en ce plan que vous avez voulu.

Cette modération dans les dépenses correspond sans doute aussi à la volonté populaire, comme l'a relevé votre collègue Rüegg tout à l'heure. A deux reprises, en décembre 1974 puis en juin 1975, à l'unanimité des cantons et à une majorité des deux tiers puis des trois quarts des votants, le peuple suisse a approuvé l'institution d'un frein aux dépenses, frein sans doute moins important, moins intéressant et moins efficace dans son mécanisme, que représentatif de l'expression d'une volonté de limiter les engagements publics. Depuis lors, qu'on le veuille ou non, plusieurs votations cantonales ont confirmé cette volonté. Cela peut déplaire, cela peut être contraire parfois à la doctrine des professeurs d'économie, mais nous sommes dans un régime de démocratie directe et nous ne pouvons pas l'ignorer.

Enfin, si la clarté des mandats donnés par le Parlement et par le peuple n'était pas suffisante, la réflexion politique, l'expérience économique et le bon sens nous contraignent à agir assez tôt en modération de l'extension du budget, pour ne pas devoir affronter plus tard en catastrophe des difficultés redoutables. La détérioration des finances publiques, comme l'inflation, prend vite, au-delà d'un certain seuil, une accélération impossible à maîtriser. Nous en avons sous les yeux des exemples convaincants.

Et nous avons quelque peu péché en la matière. De 1970 à 1974, les dépenses fédérales croissaient de 14 pour cent l'an pour une inflation moyenne de 8 pour cent et pour une croissance réelle de la productivité de 3 pour cent. En 1976, pour les raisons conjoncturelles que vous connais-

sez, nous avons augmenté les dépenses de la Confédération d'un trait de plus de 16 pour cent. On ne saurait maintenir cette accélération sans mettre en cause la capacité de concurrence de l'économie, qui paye tout de même finalement la facture, c'est-à-dire sans courir le risque de l'insolvabilité de l'économie et de l'Etat. Les plus beaux barèmes sociaux que nous aurions établis ne prévaudraient pas contre l'inflation. La sécurité sociale que nous entendons consolider dépend moins de promesses agréables à l'oreille et au cœur que de la fermeté dans la gestion des finances de l'Etat, de l'équilibre du budget, de la stabilité de la monnaie et des prix. Toutes choses complémentaires dans la durée, la détérioration de l'une faisant rapidement tache d'huile sur les autres. Et je donne acte sur ce point particulier, à défaut d'approuver souvent sa politique, à M. Schwarzenbach, de ses réflexions historiques sur la désintégration des finances de l'Ancien régime, préparatrices de la Révolution.

La correction en modération de la planification a porté d'abord sur les recettes, je tiens à le souligner. Une nouvelle évaluation des rendements fiscaux, plus réaliste, plus prudente, tenant compte de la dépression enregistrée dans les recettes de 1976 et des nouvelles prévisions économiques moins triomphales, les exceptions et les allègements que vous avez apportés au paquet fiscal, l'introduction de la TVA étalée sur deux ans au lieu de se faire en une année, tout cela a réduit et étalé l'augmentation de la fiscalité générale.

Cela signifie, nous devons y songer en prévision de la votation de juin prochain, que le taux de croissance des recettes, qui devait être de 27 pour cent pour l'année 1978, par rapport à l'année précédente, puis de 3 pour cent l'année suivante avant de reprendre sa vitesse de croisière, sera limité à 13 pour cent pour l'année 1978 et à 8 pour cent pour 1979. C'est donc un seuil plus facile à franchir, moins lourd à assumer pour les contribuables et pour l'économie. D'autre part, la modération des budgets cantonaux pour 1977, les moindres déficits enregistrés aux comptes des cantons pour 1976 ne rendent pas probable, pour 1978 et 1979, une augmentation générale de la fiscalité cantonale.

Mais l'effort de modération qui nous occupe aujourd'hui est plus particulièrement celui qui s'exerce sur les dépenses. Il faut insister ici sur le terme de modération. Certes, il y a eu réduction par rapport aux prévisions du plan élaboré en janvier 1976, mais non par rapport au budget 1977, puisque les dépenses marqueront encore une augmentation de 2,2 milliards en trois ans. Encore devons-nous constater que ce budget, base de départ de 1977, constitue déjà un socle élevé puisque le budget de cette année est identique, pratiquement, à l'exercice de 1976, et qu'il est donc gros encore de certains éléments de l'exercice de relance. Il ne s'agit pas de démontage. M. Hubacher l'a d'ailleurs souligné très clairement et très fermement tout à l'heure et cela avec une grande objectivité. Ce n'est point là la steppe aride – remarquez que je ne la situe pas, Monsieur Muret – évoquée par M. Muret, ni le paysage de désolation romantique que brossait M. Chavanne dans son éloquence lyrique, en jouant d'ailleurs avec nos chiffres comme un prestidigitateur qui ferait sortir d'un chapeau tour à tour un lapin, la taxe à la valeur ajoutée ou le président de la Confédération.

M. le professeur Schmid nous reproche de suivre l'exemple des années 30. M. le rapporteur de langue française, tout à l'heure, a fort clairement démontré qu'il n'y avait aucune commune mesure entre cet exercice de freinage de l'augmentation des dépenses et les exercices de réduction pratiqués généralement à cette époque de la crise d'avant-guerre. Nous proposons, nous, simplement une modération de la croissance et la correction de certains automatismes dans la progression de ces dépenses. Nous étudierons avec intérêt la proposition de M. Biel qui va dans le sens de la motion de M. le député au Conseil des Etats Muheim, concernant le régime des subventions.

Il s'agit donc encore une fois non pas de démontage mais bien au contraire de consolidation du budget à un niveau qui est en soi substantiel, par un coup de frein à la croissance au rythme de l'évolution économique. Il est vrai que l'exercice n'est pas linéaire, qu'il n'est pas identiquement réparti. Ici, nous avons marqué par un plafonnement, par une réduction, peut-être même par la suppression d'une subvention, une volonté de rationaliser, de tailler dans l'inefficace et dans l'inutile. Ailleurs, au contraire, nous avons accentué la dépense ou prévu de l'accroître, dans la mesure où celle-ci s'avère utile, rationnelle, socialement efficace et qu'elle accroît judicieusement la péréquation. Ainsi en est-il par exemple des dépenses sociales: sans entrer dans le détail, il y a un plafonnement à 870 millions, puis une réduction de 400 millions dès 1980 des subventions à l'assurance-maladie. Ce coup d'arrêt dans une croissance de 15 pour cent par an depuis 1970 signifie une indispensable volonté de réforme par une répartition plus équitable des subventions, par une intervention précise et concertée visant – comme le dit d'ailleurs excellemment la motion de votre commission – à freiner l'augmentation des frais en matière de coûts médicaux, pharmaceutiques, hospitaliers, d'en vérifier et d'en contrôler le fonctionnement, de lutter contre une surconsommation médicale et contre la surexpansion hospitalière, enfin par l'examen de nouvelles possibilités de financement.

Sans le coup de frein apporté à la croissance de la subvention fédérale, il n'y aurait pas eu de contrainte à une réforme que les milieux des caisses-maladies réclament comme urgente et indispensable. Le robinet fédéral, largement ouvert, serait un encouragement à l'immobilisme et je regrette de voir des esprits ouverts, comme M. Chavanne par exemple, donner des gages à l'immobilisme plutôt qu'à la volonté de réforme. Mais si la Confédération plafonne, puis réduit la subvention à l'assurance-maladie, elle accroît en revanche substantiellement, de près d'un milliard en quatre ans, son apport à l'assurance-vieillesse et à l'assurance-invalidité, selon les normes de la neuvième révision que vous aurez à examiner bientôt, pour autant d'ailleurs que la votation du 12 juin soit favorable, bien que le Conseil fédéral soit conscient là aussi de la nécessité de modérer la progression des charges et de tailler quelques branches gourmandes.

Le même raisonnement pourrait être appliqué aux transports en commun. Il n'était pas possible d'assister passivement à la montée massive des interventions fédérales. Là encore, la modération des interventions de la Confédération doit être un stimulant à réorganiser et une contribution par avance à la mise en œuvre d'une conception globale des transports.

Les subventions à l'agriculture et à la consommation ne sont pas pénalisées puisqu'elles croissent de près de 6 pour cent pour 1978 et 1979, de 4 pour cent sur l'ensemble des quatre années considérées. Si quelques subventions ont disparu ou sont appelées à disparaître dans les régions de montagne, telle la contribution au transport de la farine, du bétail et à l'assurance du bétail, en revanche l'aide à l'amélioration du logement, la contribution aux investissements – même si le délai de constitution du fonds est prolongé de deux ans – seront accrues et les subsides agricoles à la surface pour les montagnards seront introduits, si vous le voulez, à partir de 1979.

Je dois malheureusement contester les comparaisons de M. Hanspeter Fischer sur l'aide à l'agriculture helvétique et celle dont bénéficient nos voisins. Tout d'abord l'effectif des agriculteurs suisses est notablement plus bas en pourcentage de la population que celui des Français, des Italiens ou des Danois. Ensuite, la comparaison des prix est, je dois le dire, très nettement à l'avantage des paysans suisses. Nous payons le blé, pour les deux qualités supérieures – comparaison de qualité égale d'ailleurs – 94 francs le quintal; dans la Communauté européenne, les prix s'échelonnent entre 39 et 57 francs. Le lait est à 75 centimes; dans la Communauté économique, de 43 à 63



centimes. Quant à la viande, le prix est dans notre pays de 520 pour 300 à 444 chez nos voisins. Or chez nous, disons-le encore, les coûts de production sont actuellement modérés par la limitation des prix à l'importation et par la très faible inflation. Enfin, les budgets agricoles qui comprennent dans tous les pays une part de subventions à la consommation s'inscrivaient de la manière suivante: en 1976 ou en 1977 – l'année d'ailleurs importe peu, elles sont à peu près semblables – pour la Confédération, à 10 pour cent du budget; pour l'Autriche, la République fédérale d'Allemagne, la Suède, la France, entre 2,6 et 6 pour cent du budget. En pourcentage du produit national brut, nous arrivons à 11 pour mille; en République fédérale, à 5 pour mille, en Autriche à 8 pour mille.

Nous ne regrettons pas ces dépenses en faveur de l'agriculture, ce sont des dépenses de solidarité, ce sont des dépenses conformes à notre volonté d'indépendance – comme le sont nos dépenses militaires. Mais il faut considérer qu'un effort substantiel est fait.

M. Cantieni s'inquiète des problèmes de péréquation. Je lui répondrai très sommairement ici vu le peu de temps dont nous disposons, en disant que la péréquation a fait ces vingt dernières années des progrès substantiels. En 1960, les cantons faibles recevaient de la Confédération moins de 25 pour cent de leurs ressources; actuellement, ils atteignent 35 pour cent en moyenne. Le plan financier et l'amendement des trente-six lois peuvent, ici ou là, nous le reconnaissons, réduire telle ou telle subvention, mais ils ne modifient pas le caractère différentiel de leur répartition. Ce plan prévoit même l'augmentation de la péréquation, tout d'abord – j'ai cité tout à l'heure les subsides à la surface dans les régions d'altitude; on pourrait citer encore l'augmentation de la répartition, au titre des parts cantonales, de l'impôt fédéral direct; enfin, nous envisageons une révision des conditions de la péréquation fondée sur une appréciation plus précise et plus valable des ressources réelles des cantons.

On a évoqué ici – M. Hubacher et M. Seiler l'ont fait – le problème du personnel. Je tiens ici à reconnaître la compréhension du personnel fédéral ces deux dernières années dans la situation financière de la Confédération, comme d'ailleurs je crois que nous pouvons en Suisse considérer d'une manière positive l'attitude des salariés dans le cadre de la situation générale de l'économie. Sur le plan fédéral, il n'y a pas eu de valorisation des salaires – pas eu non plus d'abrogation du treizième mois, nous ne tenons pas à le faire. Vous avez décidé vous-même, et nous l'appliquons, une adaptation semestrielle et sans effet rétroactif. Le Conseil fédéral entend s'en tenir, concernant la réadaptation, aux dispositions que vous avez votées l'an dernier avec l'adhésion des représentants du personnel et l'appliquer. Nous avons prévu, alors que nos prévisions tablent sur une augmentation des prix de deux à deux et demi pour cent par année, 3,3 pour cent en moyenne d'augmentation des salaires du personnel. Le salaire réel doit être ainsi garanti. Quant à son augmentation, il va bien sans dire que nous serons tributaire de l'évolution générale de l'économie. Une politique de démobilitation salariale serait à la fois contraire aux engagements que nous avons pris, elle serait injuste, elle serait économiquement erronée.

Nous n'avons pas, dit M. Bonnard, – que M. Biel reprend d'ailleurs – marqué suffisamment les priorités et les choix. Je crois que M. Bonnard a lui-même réfuté cet argument en ce sens que – comme il l'a relevé – ce sont les chiffres et non pas les dissertations des séminaires de sciences politiques qui marquent les accents des priorités. M. Bonnard, au surplus, sera bien d'accord avec nous que le gouvernement ne peut pas opérer, étant donné la tâche qu'il a, d'une manière drastique et spectaculaire où les contrastes seraient fortement marqués. Il nous faut tenir compte de conceptions profondément différentes, d'accents politiques marqués fort diversement dans une direction ou dans une autre. Notre gouvernement de consensus – et je me félicite

qu'il le soit – doit forcément composer comme doivent composer – je me félicite qu'ils l'aient fait à quelques flèches près – les partis portant la responsabilité du gouvernement.

Les gouvernements cantonaux ont donné, le 4 février dernier, leur adhésion générale à notre programme financier en modération des dépenses et en recettes nouvelles. Certes, certains des aspects de nos mesures touchent les uns ici, les autres là mais on a reconnu, d'une manière générale, que ces mesures se justifient par l'assainissement des finances fédérales et qu'elles sont, pour les cantons, préférables à celles qu'il faudrait prendre en cas de rejet de la réforme fiscale en juin prochain. Après coup, sans doute, et nous nous y attendions, quelques pleurs sectoriels ont été versés mais les gouvernements cantonaux doivent comprendre et, pour la plupart, ils comprennent qu'on ne peut en même temps revendiquer une plus grande souveraineté, un plus clair partage des tâches et se lamenter aussitôt que la Confédération s'efforce à modérer ses interventions. Ce n'est, il est vrai, jamais au bon endroit.

Nous avons entendu en décembre dernier, avec une certaine sympathie d'ailleurs, les inquiétudes du représentant du canton des Grisons, que nous avons en particulière affection, quant aux charges que ferait peser sur lui le budget 1977 de la Confédération, modéré comme vous le savez. Or, nous avons appris depuis lors que la charge supplémentaire – selon la déclaration du chef du Département des finances au Grand Conseil – provoquée par ces mesures restrictives de la Confédération ne dépasserait pas un effet de 1 800 000 francs sur un budget de 700 millions. Les amendements que nous vous proposons aux lois portant subventions, dont la majorité sont d'ailleurs en vigueur depuis 1975, ne vont certainement pas mettre les cantons sur la paille ni les contraindre à des majorations d'impôts extraordinaires.

On a beaucoup parlé des investissements. Une première remarque: Nous ne suivons pas, en tous les points, les économistes qui confèrent aux seules dépenses d'investissement en travaux et en commandes l'effet de régulation conjoncturel. Nous estimons, quant à nous, que les dépenses de consommation de l'Etat, le volume des salaires, le volume des rentes sociales, constituent aussi des éléments de relance ou de modération conjoncturelle, parallèles aux dépenses d'investissement proprement dites. Nous n'en relevons pas moins, si l'on veut discuter «investissement», que les dépenses d'investissement de la Confédération, y compris les commandes intérieures de matériel militaire, seront de l'ordre de 3 milliards 400 millions pour 1978, de 3 milliards 500 millions pour 1979, en croissance, encore une fois, par rapport aux 3 milliards 370 millions de 1977, année pourtant – je le répète – qui était grosse et qui est grosse encore d'une partie des investissements de relance votés l'année dernière.

L'objection juridique faite par M. le professeur Schmid, concernant l'unité de la matière, a été excellemment réfutée par le président de votre commission. D'autre part, elle l'était déjà dans le message. Je n'insiste donc pas. Cela m'amène, pour conclure, à l'argument – que je considère comme l'argument principal – de la contre-indication d'un exercice de modération des dépenses en un moment de tassement économique, donc aux arguments développés en commission par M. le professeur Schmid et dans la presse par quelques autres professeurs d'économie. Il conviendrait donc, sommairement, plutôt de réduire les impôts et d'augmenter les dépenses.

Je ne veux pas reprocher aux professeurs de donner des leçons ni aux économistes d'avoir des idées et si ces idées étaient toujours conformes aux propositions du gouvernement, on douterait sans doute de leur indépendance d'esprit et de leur originalité. Si nous étions résignés à subir, si ce n'est à accroître nos déficits, vingt justes d'entre les professeurs se seraient sans doute levés du haut de leur chaire pour dénoncer notre aberration et notre

fondamentale ignorance des conséquences, à terme inflationniste, de l'endettement public. Je ne veux donc pas m'engager dans une vaste dissertation de séminaire sur les thèses et sur les chapelles, entre professeurs ordinaires et professeurs extraordinaires, entre John Maynard Keynes et l'interprétation laxiste qu'on donne de sa doctrine, d'une part, et d'autre part, dans les solutions de rigueur d'un Milton Friedman pour lequel les dépenses publiques sont toujours excessives.

Entre les deux brillantes démonstrations contradictoires je me sens plus près de suivre le bon sens de la ménagère helvétique et je dirais à M. Stich que ce bon sens n'est pas nécessairement de la psychose.

Mon collègue M. Brugger a démontré lundi l'inactualité et l'inopportunité dans les circonstances présentes d'un exercice de relance générale, alors que les trois programmes de 1976 n'ont pas encore déployé tous leurs effets et que notre économie – sans être triomphale – ne se porte pas plus mal, au contraire, que l'an dernier à pareille date. Je ne reviendrai donc pas longuement sur la situation conjoncturelle de notre pays. Nos trois actions de relance ont atténué la chute et continuent d'ailleurs d'atténuer la chute notamment dans l'industrie du bâtiment, mais elles ne pouvaient et nous ne pourrions pas ramener l'industrie de la construction à l'expansion malsaine des années 1970, construire des maisons vides à côté des 100 000 appartements sans locataires ou dans d'autres domaines, inventer de nouveaux gadgets routiers, percer de nouveaux tunnels ou sous prétexte de relance, ajouter des lignes de nouveaux wagons vides à ceux qui sommeillent déjà dans les gares de triage.

Le gouvernement est conscient de la fragilité de notre économie. Nous devons donc être attentifs à maintenir le volume du budget comme un élément de régulation conjoncturelle et nous pourrions le faire d'autant mieux que les finances seront assainies et les déficits stoppés. Mais nous ne saurions ranimer, artificiellement, un rythme de surexpansion dont nous avons imprudemment battu les records. Ce n'est certes pas le moment d'engager une nouvelle opération de relance intérieure de grand style et de jouer du déficit public, ce qui aurait un résultat certain, une relance spectaculaire de l'inflation et un sérieux coup d'arrêt à nos exportations ainsi renchériées.

L'expérience a été vécue, ces dernières années, et la leçon a, je crois, été tirée par les gouvernements d'Europe ou la plupart d'entre eux et par ceux notamment qui l'ont le plus amplement et plus ampletement que nous pratiquée. Voici deux ans, les experts, économistes de l'OCDE, célébraient les louanges de la relance considérable engagée par le gouvernement suédois, en augmentations des dépenses publiques, en hausses de salaires pour stimuler la consommation intérieure. On peut aujourd'hui, à deux ans de distance, douter quelque peu de l'efficacité du remède. Les exportations suédoises se portent mal, beaucoup plus mal que les nôtres, la hausse des prix intérieurs créant aux industries des coûts handicapant la capacité de concurrence. La balance des paiements est déficitaire par quelque 11 milliards de couronnes. Le chômage s'est accru, l'inflation est actuellement de 10 pour cent. Le gouvernement réagit en portant la taxe à la valeur ajoutée de 16 à 18 pour cent, en même temps qu'il augmente de 75 pour cent l'impôt sur les voitures, qu'il introduit un impôt sur l'énergie et qu'il augmente les cotisations sociales des employeurs.

En République fédérale allemande, où quelques réserves d'engagement anticyclique avaient été prudemment constituées, l'opération de relance 1975 a légèrement modéré l'impôt et accru les dépenses de 16 pour cent (ampleur de notre augmentation des dépenses de 1976). Certes, en République fédérale allemande l'inflation reste modérée, les exportations marquent une reprise, mais le chômage subsiste, affectant plus d'un million de travailleurs, malgré le retour de plusieurs centaines de mille travailleurs étrangers dans leur pays. En dépit des appels à une relance de

grand style venant ou des professeurs comme chez nous, ou des Américains, le gouvernement Schmid – un autre Schmid – limite les interventions d'animation pour les années prochaines à 3 milliards de Deutsche Mark par an au lieu des 25 milliards de 1975, modère la croissance des dépenses fédérales au-dessous du rythme de progression du produit national brut, veut augmenter la taxe à la valeur ajoutée de 11 à 13 pour cent et rétablir, plus progressivement que nous, je le veux bien, l'équilibre du budget.

Je voudrais enfin opposer aux professeurs néo-keynésiens, d'ailleurs contestés par tous les fervents monétaristes, le jugement d'un socialiste aux prises avec les réalités du pouvoir et de l'économie; le Premier Ministre James Callaghan: «Nous avons pris l'habitude – dit-il – de penser que l'on peut se dégager de la récession et accroître l'emploi en réduisant les impôts et en stimulant la dépense publique. Je vous dis en toute franchise que cette possibilité a cessé d'exister et que, si elle a jamais existé, elle n'a jamais conduit qu'à injecter de plus hautes doses d'inflation dans l'économie, avec, pour l'étape suivante, un chômage plus abondant. Telle est l'histoire de ces dernières années.»

Je ne saurais mieux dire.

Sur le plan politique, le plan de modération des dépenses est, sans doute, une condition essentielle à l'approbation de la réforme fiscale majorant l'impôt indirect, introduisant la TVA et réduisant l'impôt direct des revenus petits et moyens.

Sur le plan économique, le plan de modération des dépenses, la limitation de la croissance des subventions, l'assainissement des finances fédérales formant un tout, constituent des éléments indispensables à la lutte contre l'inflation, par là à la consolidation de l'acquis social et à l'accomplissement des tâches de la Confédération.

Nous vous demandons d'entrer en matière et, avec votre commission, de suivre les propositions du Conseil fédéral.

**Präsident:** Damit haben wir den ersten Teil dieser Debatte abgeschlossen, d.h. die gemeinsame Eintretensberatung über das Bundesgesetz zum Ausgleich des Bundeshaushaltes und den Finanzplan. Wir schreiten zur Behandlung dieser beiden Gegenstände, und zwar zuerst zum Bundesgesetz über Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes; anschliessend werden wir den Finanzplan und die Motion Carobbio behandeln.

Es liegen folgende Nichteintretensanträge vor: Zum Bundesgesetz über die Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes haben wir auf der Fahne den Nichteintretensantrag des Herrn Schmid-St. Gallen sowie jenen des Herrn Muret. Ueber die beiden weiteren Nichteintretensanträge des Herrn Muret zum Bundesbeschluss über Beiträge an den Nationalfonds und zum Bundesbeschluss betreffend Eisenbahntarife werden wir bei der Behandlung dieser Beschlüsse entscheiden.

#### Abstimmung – Vote

Bundesbeschluss über Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes.

Für den Eintretensantrag der Mehrheit 118 Stimmen  
Für den Nichteintretensantrag Schmid/Muret 18 Stimmen

#### Uebersicht über die Beratungsweise

77.010 Bundeshaushalt. Ausgleich

a. Titel und Ingress	Ziffern der Vorlage		
b. Block 3 (EJPD, EMD, EFZD, EVD)			
1. Verwaltung und Rechtspflege	111	121	131
2. Landesverteidigung	211		
(3. Unterricht und Forschung)			
33 Berufsbildung	331		
(4. Kultur und Sport)			
43 Turnen und Sport	431		
(5. Gesundheitswesen)			
55 Tierseuchenbekämpfung	551		

(6. Soziale Wohlfahrt)				
62 Wohnbauförderung	621	622		
7. Regionalpolitik	711			
9. Landwirtschaft	911	921	922	931
	941	942	951	961
10. Konsumsubventionen	10.11	10.21	10.22	
c. Block 1 (EDI)				
(3. Unterricht und Forschung)				
Primarschulen. Stipendien	311	321	322	
Bundesbeschluss Nationalfonds (S. 25)				
(4. Kultur und Sport)				
Denkmäler, Natur- und Heimatschutz	411	421		
(5. Gesundheitswesen)				
Tuberkulose, Rheuma, Lebensmittel, Gifte	511	521	531	541
(6. Soziale Wohlfahrt)				
61 Krankenversicherung	611			
11. Forstwirtschaft, Gewässer	11.11	11.12	11.21	
d. Block 2 (Verkehr, Strassen, VED/EDI)				
8. Verkehr	811	812	813	
81 Oeffentlicher Verkehr	814	815		
Bundesbeschluss Eisenbahntarife (S. 27)				
82 Strassen	821	822	823	824
e. Uebergangsbestimmungen, Schlussbestimmung (GesamtAbstimmung)				
77.009 Finanzplan 1978-1980				
<i>Déroulement de la discussion</i>				
77.010 Finances fédérales. Equilibre				
a. Titre et préambule	Chiffres du projet			
b. Volet 3 (DFJP, DMF, DFFD, DFEP)				
1. Administration et justice	111	121	131	
2. Défense nationale	211			
(3. Enseignement et recherche)				
33 Formation professionnelle	331			
(4. Culture et sport)				
43 Gymnastique et sport	431			
(5. Santé publique)				
55 Lutte contre les épizooties	551			
(6. Sécurité sociale)				
62 Aide à la construction de logements	621	622		
7. Politique régionale	711			
9. Agriculture	911	921	922	931
	941	942	951	961
10. Subventions à la consommation	10.11	10.21	10.22	
c. Volet 1 (DFI)				
(3. Enseignements et recherche)				
Ecole primaire. Bourses d'étude	311	321	322	
Arr. féd. «Fonds national» (p. 24)				
(4. Culture et sport)				
Monuments historiques, protection de la nature et du paysage	411	421		
(5. Santé publique)				
Tuberculose, maladies, rhumatismales	511	521	531	541
denrées alimentaires, toxiques	541			
(6. Sécurité sociale)				
61 Assurance-maladie	611			
11. Sylviculture, cours d'eau	11.11	11.12	11.21	
d. Volet 2 (Transports, routes, DFTCE/DFI)				
8. Transports	811	812	813	
81 Transports publics	814	815		
AF tarifs de chemins de fer (p. 25)				
82 Routes	821	822	823	824
e. Dispositions transitoires, disp. finale (vote sur l'ensemble)				
77.009 Plan financier 1978-1980				

77.010 Bundeshaushalt. Ausgleich

Finances fédérales. Equilibre

A

**Bundesgesetz über Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes****Loi fédérale instituant des mesures propres à équilibrer les finances fédérales****Titel und Ingress***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Titre et préambule***Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Ziff. I, Ingress***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Ch. I, préambule***Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Block 3 – Volet 3**

**Präsident:** Ueber sämtliche Gegenstände von Block 3 orientieren die Berichterstatter der Subkommission, die Herren Brosi und Schlaeppy.

**Brosi, Berichterstatter:** In den Beratungen der Subkommission 3 haben sich drei politische Schwerpunkte gezeigt: Bei den Zivilschutzbauten, bei der Förderung des Wohnungsbaues und bei der Landwirtschaft, einschliesslich Zuckerwirtschaft. Ich möchte mich in den einleitenden Worten zur Detailberatung auf diese drei Gebiete beschränken.

Das geltende Bundesgesetz vom 4. Oktober 1963 über die baulichen Massnahmen im Zivilschutz sieht Bundesbeiträge an die von den Hauseigentümern zu erstellenden Personenschutzräume im Rahmen von 25 bis 35 Prozent der zivilschutzbedingten Mehrkosten vor. Kanton und Gemeinde haben zusammen mindestens 35 bis 45 Prozent auszurichten. Neu soll dieser Beitragsrahmen auf 10 bis 20 Prozent für den Bund, bzw. 30 bis 40 Prozent für Kanton und Gemeinde reduziert werden. Diese Massnahme ist bereits im Voranschlag 1977 berücksichtigt. Daraus ergibt sich eine jährliche Einsparung von rund 10 Millionen Franken für die Bundeskasse. Die Kommission hat diesem Antrag zugestimmt. Ueberdies hat sie geprüft, ob eventuell eine gänzliche Streichung vorgenommen werden könnte. Dabei kamen wir einmütig zum Schluss, dass eine reduzierte Beitragsleistung angesichts der grossen Bedeutung der Zivilschutzmassnahmen im Rahmen der Gesamtverteidigung richtig ist. Der Antrag steht in Uebereinstimmung mit dem Vorschlag der ständerätlichen Kommission für die hängige Revision des erwähnten Gesetzes.

Auf dem Gebiet der Wohnbauförderung sollen im wesentlichen die jährlichen Kapitalzinszuschüsse zeitlich begrenzt und in der Höhe abgestuft werden. Nach dem Bundesbeschluss von 1958 sind 12 460 Wohnungen verbilligt worden; aufgrund des Bundesgesetzes von 1965 wurden 40 345 verbilligte Wohnungen erstellt, davon ein Drittel Alters- und Invalidenwohnungen. Nach bisherigem Recht darf die Bundeshilfe höchstens für die Dauer von 20 Jahren zugesichert werden. Voraussetzung ist, dass der Kanton eine

doppelt so hohe Leistung erbringt. Infolge der seit Erstellung der Wohnungen gemäss Bundesbeschluss 1958 eingetretenen Teuerung sowie der in der gleichen Zeit erfolgten Einkommenserhöhungen können die betreffenden Wohnungen heute auch ohne Bundeshilfe als mietzinsgünstig bezeichnet werden. Bei Einstellung der Bundes- und Kantonshilfe nach acht Jahren ergeben sich Mietzinssteigerungen von etwa 25 bis 30 Prozent oder rund 800 bis 1500 Franken pro Jahr. Im Vergleich zu den Verhältnissen auf dem allgemeinen Wohnungsmarkt erscheint diese Regelung als gerechtfertigt.

Die differenzierte Begrenzung der Bundeshilfe nach dem Bundesgesetz von 1965 ergibt, je nach Erstellungsjahr der Wohnungen, einen Mietzinsanstieg von 12 bis 15 Prozent, was noch als zumutbar erscheint. In beiden Fällen werden die Alters- und Invalidenwohnungen nicht betroffen. Ueberdies sollen Härtefälle vermieden werden, indem das Verhältnis Miete/Einkommen 1 : 5 gewahrt wird.

Die Kommission hat auch die Frage geprüft, ob diese Aenderung gegen den Grundsatz von Treu und Glauben verstosse. Ich verweise in diesem Zusammenhang auf Artikel 12 des Bundesbeschlusses von 1958, wo ausdrücklich festgehalten ist:

«Sind die für die Zusicherung der Bundeshilfe massgebenden Voraussetzungen und Bedingungen nicht mehr erfüllt, oder wird eine Wohnung, für die Bundeshilfe im Sinne dieses Beschlusses gewährt wurde, ihrem Zweck entfremdet, so ist die weitere Ausrichtung von Bundeshilfe ganz oder teilweise einzustellen.»

Die rechtlichen Bedenken, die vorgebracht wurden, schießen uns nicht stichhaltig zu sein, und die Neuregelung kann unseres Erachtens getroffen werden. Die Kommission beantragt deshalb Zustimmung und Ablehnung des Streichungsantrages Carobbio.

Im Bereich der Landwirtschaft hat die Kommission ebenfalls den vorgeschlagenen Beitragskürzungen zugestimmt, obwohl eine Anzahl Förderungsmassnahmen, insbesondere zugunsten des Berggebietes, nicht bloss gekürzt, sondern z. T. gänzlich aufgehoben werden sollen, wie z. B. die Beitragsleistung an Maschinenanschaffungen, an die Transportkosten für Vieh, an die genossenschaftlichen Viehversicherungen und andere. Ein Teil der vorgeschlagenen Kürzungen im viehwirtschaftlichen Sektor bezieht sich auf zuchtfördernde Massnahmen, die im Sinne einer Qualitätsverbesserung vorgenommen werden sollen, und hier glaubt die Kommission, dass das eine Aufgabe ist, die von Bund und Kantonen wie bis anhin gemeinsam zu tragen sei. Es ist dann eine Ermessensfrage, wie stark die Kantone belastet werden können.

Etwas mehr Mühe machte uns in der Kommission der neue Vorschlag, wonach bei den eingetretenen Verlusten bei Entlastungskäufen die Kantone künftighin mitfinanzieren sollen, und zwar weil es sich hier offensichtlich um eine grundsätzliche Frage handelt; sie ist in der Eintretensdebatte von einzelnen Kollegen auch angeführt worden. Hier bestehen meines Erachtens zu Recht gewisse Bedenken. Wir möchten anerkennen, dass es finanzpolitisch nicht von Bedeutung ist, aber von der grundsätzlichen Seite her gesehen doch nicht übersehen werden sollte.

In der Zuckerwirtschaft geht es um die Herabsetzung des sogenannten Vorwegbeitrages von 20 Millionen bisher auf 10 Millionen, gemäss bundesrätlichem Antrag für die Zukunft. Dafür soll die Konsumabgabe auf Importzucker von bisher Fr. 1.– auf Fr. 1.50 pro 100 kg erhöht werden. In diesem Zusammenhang hat die Kommission die Frage geprüft, ob nicht ebenso die Produzenten an dieser Finanzierung sich beteiligen sollten. Die bisherige Regelung ist so vorgesehen, dass 6 Rappen je 100 kg Zuckerrüben durch den Produzenten mitzutragen sind. Ein Minderheitsantrag liegt vor, wonach auf 7,5 Rappen zu gehen sei, wobei der Vorwegbeitrag sogar auf 8 Millionen zu senken wäre.

Die Kommission hat mit 20 : 8 Stimmen beschlossen, Ihnen zu beantragen, dass die Regelung des Bundesrates den Vorzug verdient. Man möchte den Produzenten im jetzigen

Zeitpunkt nicht stärker belasten. Wie wir wissen, hat der Schweizerische Bauernverband Preisbegehren gestellt. Es ist offenkundig, dass die Aussichten, wonach der Bundesrat diesen Preisbegehren voll entsprechen könnte, sehr gering sind. Es wäre wohl etwas hart und kaum verständlich, wenn anstelle einer Preisverbesserung eine stärkere Belastung von Seiten des Bundes verfügt würde.

Zu den einzelnen Anträgen, die ausgeteilt worden sind, wird Stellung zu nehmen sein, sobald sie begründet worden sind. Ich beantrage Ihnen namens der Kommission im Sinne der Anträge des Bundesrates zu beschliessen.

**M. Schlaeppy, rapporteur:** La sous-commission a examiné attentivement toute une série de points qui appellent les remarques suivantes: pourquoi 37, pourquoi pas 40, pourquoi pas 30, pourquoi pas 50? Je crois qu'il importe de faire ce raisonnement, tant il est vrai que chacun des arrêtés ou chacune des lois qu'on propose de modifier mérite une attention spéciale, selon le secteur qu'il ou qu'elle recouvre. Il n'y a pas de raison alors de ne pas biffer quelques-uns de ces 37 points, pas de raison non plus d'en ajouter d'autres; c'est pourquoi nous sommes amenés finalement à examiner le projet comme un ensemble, comme un tout. Pourquoi aussi 40 pour cent ou 60 pour cent, au lieu de 50 ou 70 pour cent, pourquoi 60 ou 70 pour cent au lieu de 70 ou 80 pour cent? Aucune étude vraiment sérieuse et approfondie n'a été faite pour déterminer si la proportion des parts prises par la Confédération jusqu'ici était normalement équilibrée par rapport à celle des cantons ou des tiers, ou si, au contraire, les nouvelles bases qui sont proposées maintenant sont plus adéquates.

Cette question reste en suspens; pour l'instant, il s'agit de réaliser des économies; c'est le but de l'opération; il faut diversifier ces économies, tout en les sériant convenablement.

Une série de points touche l'administration et la justice, le domaine des établissements pénitentiaires par exemple, garanties politiques et de police, utilisation des cartes nationales; il s'agit là de problèmes relativement peu importants. Nous verrons si vous intervenez, mais il ne me paraît pas qu'il soit utile de nous arrêter longtemps sur ces points.

En ce qui concerne les constructions de la protection civile, en revanche, on peut se demander – et là la discussion a été assez animée – si l'obligation faite aux communes et aux privés de réaliser des abris, par exemple, ou de se procurer des matériels, n'oblige pas la Confédération à assumer l'essentiel de la charge financière. La question a été posée et il semble que le sacrifice demandé soit acceptable aujourd'hui.

Dans le domaine de la formation professionnelle, il s'agit essentiellement de subventions à des constructions; il faut coordonner cet article avec celui qui traite des constructions d'autres secteurs que celui de la formation professionnelle dans l'agriculture.

Un point important a retenu l'attention de la commission, c'est celui de l'aide à la construction de logements. Nous sommes ici en face de deux problèmes: un arrêté de 1958 et une loi de 1965. Selon l'arrêté de 1958, 12 400 logements ont bénéficié de l'aide fédérale et il est prévu de raccourcir le temps nécessaire pour la suppression des subventions accordées dans ce secteur. Il s'agit de la suppression pure et simple de l'aide en ce qui concerne l'arrêté de 1958 et pour la loi de 1965, au contraire, de raccourcir la durée et le montant des subventions. Cette loi porte sur 40 345 logements, dont 13 412 destinés à des personnes âgées ou à des invalides. La proposition qui est faite est de réduire de 50 pour cent la subvention fédérale après huit ans, de 25 pour cent une nouvelle fois après onze ans et, enfin, de la supprimer après quatorze ans. Dans tous les cas, il faut que cette aide fédérale ait été octroyée durant une période de huit ans.

Un correctif est apporté à cette mesure en ce sens que les cas de rigueur seront évités puisqu'il est prévu que l'intéressé – le locataire – ne devra jamais consacrer plus de 20 pour cent de son revenu à son loyer. Cette mesure s'est heurtée à beaucoup de résistance dans la commission; elle a tout de même été acceptée par la majorité.

Dans le domaine de l'agriculture, toute une série de mesures sont proposées. Elles concernent notamment les subventions pour l'acquisition de machines en régions de montagne. Le problème de ces régions de montagne a été longuement évoqué. Il a été expliqué qu'en définitive celui qui profite le plus de la subvention fédérale c'est peut-être le marchand de machines plutôt que l'agriculteur lui-même. En tout état de cause, les agriculteurs avec qui nous avons pu nous entretenir admettent que cette mesure est acceptable.

Les logements pour les domestiques: il ne s'agit là plus guère que d'un souvenir, tant il est vrai que le principe même du domestique logé dans la ferme tel qu'on le concevait, n'est plus guère admis. On admet plutôt qu'il dispose d'un revenu brut, comme tout autre travailleur, et qu'il se loge lui-même.

Pour l'économie animale, c'est un peu plus délicat. Il s'agit de favoriser l'écoulement des produits, notamment du bétail de rente; la discussion a été animée à ce propos également. On a fini par admettre que le sacrifice demandé doit être compensé par le biais d'autres mesures plus globales qui doivent contenir le principe de l'aide à l'amélioration du bétail plutôt que celui admis jusqu'ici.

Les autres questions n'ont pas retenu longuement l'attention de la commission, si ce n'est le problème de la transformation de la betterave. Les 20 millions qui étaient consacrés jusqu'à ce jour à couvrir les déficits des deux raffineries, plus les 10 millions qui s'ajoutent ensuite en cas de déficit, sont ramenés à 10 millions, respectivement à 8 selon la proposition de la commission, la Confédération proposant, en deuxième étape, 10 millions.

Après ces prestations, il est question de prélever sur les importations, pour chaque million de déficit enregistré par la Confédération, 1 fr. 50 au lieu d'un franc par 100 kilos. Sur ce point, des propositions ont été faites, tendant à dire que l'agriculteur, le producteur de betteraves qui, jusqu'ici, était frappé à raison de 6 francs par tonne pour la couverture du déficit, devrait l'être dans la même proportion que le consommateur. Il y a là une certaine logique sur le fond, mais en réalité ce serait une erreur que de toucher là encore le revenu de l'agriculteur, alors que, d'une manière générale, on tend à stabiliser ce revenu, et il est admis qu'il doit être convenable. Cependant, la commission a adopté une proposition visant à augmenter la part couverte par le producteur lui-même en même temps que la contribution demandée au consommateur. C'est donc une opération de parallélisme qu'a effectuée la commission, qui est contestée par le Conseil fédéral et, naturellement, par les intéressés.

Tels sont les commentaires que nous avons jugé utile de faire. Nous les limiterons là, quitte à revenir au cours de la discussion, au gré des propositions qui seront présentées.

111

#### **Bundesgesetz über Bundesbeiträge an Strafvollzugs- und Erziehungsanstalten**

**Loi fédérale sur les subventions de la Confédération aux établissements servant à l'exécution des peines et mesures et aux maisons d'éducation**

**Art. 1 Abs. 2 premier Satz, Abs. 3 premier Satz, Abs. 4 und 5**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 1 al. 2 1re phrase, al. 3 1re phrase, al. 4 et 5**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

121

#### **Bundesgesetz über die politischen und polizeilichen Garantien zugunsten der Eidgenossenschaft**

**Loi fédérale sur les garanties politiques et de police en faveur de la Confédération**

**Art. 10**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Antrag Dürr*

*Abs. 2*

Streichen

**Art. 10**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Proposition Dürr*

*Al. 2*

Biffer

**Dürr:** Es ist mir wirklich ein aufrichtiges Anliegen, die Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes zu unterstützen. Wir müssen dem Schweizerbürger sagen können, dass Bundesrat und Parlament gewillt sind, zu sparen. Wer aber wagt es zu verbieten, eigenständige Überlegungen anzustellen? Ich möchte mich kurz zu den meinigen äussern.

Ich anerkenne eine Reihe von echten und augenfälligen Sparmassnahmen, selbst solche, die einzelne Mitbürger direkt oder indirekt treffen, verzichte aber darauf, sie einzeln zu erwähnen. Vor allem möchte ich dem Bundesrat ausdrücklich danken, dass er im Finanzplan 1978-1980 die Landwirtschaft wohlwollend und massvoll behandelt. Im Gegensatz zu Herrn Biel bin ich der Ansicht, dass er hier Prioritätsüberlegungen angestellt hat.

Ein wesentlicher Teil der Sparübung ist die Verlagerung der Ausgaben auf andere, auf Bundesglieder, Kantone und Gemeinden. Auch hier darf grundsätzlich nichts eingewendet werden, denn allzu viel an Gesellschaftsaufgaben wurde während der Boomzeit dem Bund überbunden. Ich finde es aber ausgesprochen gewagt, ohne klare Zielvorstellung der Aufgabenteilung – gewissermassen konzeptionslos – eine Aenderung des Systems kurzfristig, ja fast blitzartig zu wählen. So haben in Zukunft die Land- und Gebirgskantone unverhältnismässig die Zeche zu bezahlen, die durch dieses Sparpaket auf sie abgewälzt wird. Bei ihnen wird die Ueberwälzung in Kumulation zum Ausdruck kommen. Ich denke dabei an Natur- und Heimatschutz, Kantonsbeiträge an die Defizite der Bahnen, Bildung der Eisenbahntarife für Berufs- und Schulverkehr, Defizite der Reisepost, Kosten des Nationalstrassenbaus, Viehwirtschaftsbeiträge und auch Gewässerkorrektung und Wildbachverbauung. Ein kleiner Teil dieser Massnahmen trifft beispielsweise die reichen Kantone Basel-Stadt oder Zug. Wo bleibt da die Ausgleichsfunktion unseres Vaters Staat?

Nun gibt es aber unechte Einsparungen. Damit komme ich zu meinem Antrag. Vermutlich hat die Finanzkommission diesen Betrag übersehen. In der Botschaft will der Bundesrat mit einigen wenigen Sätzen weis machen, dass eine Eigenversicherung der Gebäude des Bundes gegen Brand und Elementarschäden Einsparungen von rund 4 Millionen erbringe. Beweise oder nähere Begründungen sind keine

angeboten. Es bleibt bei dieser Aussage. Der Vorschlag des Bundesrates übersieht völlig, dass auch in scheinbar bestens geschützten Objekten mit wirklich kleiner Brandgefahr grosse Schäden entstehen können. Der Brand im Wasserwerk Zürich am letzten Wochenende dürfte ein Musterbeispiel dafür sein. Der Trend zu Grossschäden macht auch vor dem Bund nicht halt.

Die Brände im Hauptbahnhof Zürich, im Bahnhof Luzern und in der Telefonzentrale Hottingen sind offenbar schnell vergessen worden und vermutlich in der Berechnung des Bundes nicht oder unvollständig enthalten. In meinem Heimatkanton St. Gallen hat der Bund 1445 Gebäude mit 501 263 Millionen Franken Neuwert; er bezahlt im Jahre 1977 389 475 Franken Prämie. Die mittlere Prämie pro 1000 Franken Gebäudekapital beträgt demnach inklusive den erhöhten Risiken – Explosionsgefahr bei Sprengstoff- und Munitionsdepots usw. – 75,7 Rappen, eine sicher konkurrenzlose Offerte. Dazu kommt, dass Brandverhütung und Brandbekämpfung etwas kosten. Die Feuerwehren der Gemeinden werden von der Brandversicherungsanstalt finanziell massgeblich unterstützt. Ist der Bund so egoistisch und will diese Dienstleistung beitragslos beanspruchen? Oder muss die Ortsfeuerwehr beim Brande eines Bundesgebäudes nicht ausrücken?

Es entsteht aber nach meinem Dafürhalten auch ein nicht zu übersehendes Rechtsproblem, das sich beim Miteigentum bzw. Stockwerkeigentum ergibt, und da spreche ich die Rechtsanwälte und die Juristen unseres Parlamentes an. Es handelt sich z. T. um sehr grosse Objekte, wie beispielsweise im Kanton St. Gallen die Fernsehbauten der PTT auf dem Sântis oder die diversen Gemeindehäuser mit Postlokalen. Wenn der Bund auch bei diesen z. T. sehr kompliziert aufgebauten Eigentumsgemeinschaften mit seinem Anteil aus der Versicherungspflicht entlassen werden müsste, würde das unbedingt eine Revision der Bestimmung im ZGB über das Miteigentum und das Stockwerkeigentum auslösen. Ich glaube, daran hat der Bundesrat wohl nicht gedacht.

Die überwiegende Anzahl der kantonalen Gebäudeversicherungen sind so alt wie unser Bundesstaat und ermöglichen dank des Monopols ihren Versicherten, alle Gebäude zu einer tragbaren Prämie gegen Brand- und Elementarschäden zu schützen. Eine Entlassung der Bundesgebäude würde alle Anstalten treffen, vorwiegend aber jene, die ein unberechenbar hohes Elementarschadenrisiko mit vielen Bauten über 1000 m ü. M. aufweisen. Das sind die Gebirgskantone, und diese trifft es wieder: Appenzell Ausserrrhoden, St. Gallen, Glarus, Luzern, Graubünden, Nidwalden und Bern. Ist es wünschenswert, dass auch in diesen Kantonen nach jeder Naturkatastrophe private und öffentliche Hilfsaktionen für geschädigte Gebäudebesitzer durchgeführt werden müssen? Solche gewachsene und bewährte Strukturen sollten nicht verändert werden. Lassen wir dieses Sozialwerk, das bis jetzt glänzend funktioniert hat, weiterhin spielen. Die vom Bundesrat berechnete Prämienersparung von 4 Millionen, deren Details noch genauer zu überprüfen wären und an die ich nun einfach nicht glaube, steht in keinem Verhältnis zum staatspolitischen Schaden, der damit angerichtet würde.

Ich bitte Sie, meinen Antrag auf Streichung des Artikels 10 Absatz 2 zu unterstützen.

**Brosi, Berichterstatter:** Ich muss Sie bitten, diesen Antrag abzulehnen.

Es geht hier grundsätzlich um die Beseitigung einer störenden Ungleichheit. Herr Kollega Dürr hat vergessen zu sagen, dass die Bundesbetriebe SBB und PTT schon bisher gemäss geltender gesetzlicher Ordnung von der Versicherungspflicht ausgenommen sind. Es ist nicht einzusehen, warum dann der Bund selber hier nicht auch nach dem Prinzip der Eigenversicherung verfahren soll. Ich meine, da dürfen wir doch ähnliche Ueberlegungen anstellen wie bei der Steuerpflicht. Es kommt niemandem in den

Sinn, dass die Kantone den Bund besteuern sollten, oder der Bund umgekehrt die Gemeinden und die Kantone die Gemeinden besteuern können. Es ist eine ähnliche Ueberlegung, und die muss doch einleuchten.

Ich möchte Sie bitten, die Konsequenzen zu ziehen und die Klarstellung vorzunehmen, wie bei der Steuerpflicht hier auch bei der Versicherungspflicht.

**M. Schlaeppy, rapporteur:** Il s'agit ici d'une harmonisation, d'une égalisation avec les PTT et les CFF, qui sont déjà exonérés de l'obligation de s'assurer.

Il convient de souligner que, sur le plan cantonal, l'assurance contre l'incendie est garantie par le canton et que s'il survenait un sinistre de la gravité de celui que notre collègue Dürr a signalé, le canton, qui garantit en quelque sorte la stabilité de l'assurance-incendie, pourrait être placé devant des difficultés aussi considérables que la Confédération elle-même si elle assume ses propres risques.

Enfin, il faut faire un parallèle entre cette obligation de payer des impôts, de collectivité à collectivité, qui n'a guère de sens, et l'ampleur des affaires fédérales, qui permet l'autocouverture du risque.

**M. Chevallaz, conseiller fédéral:** Il y a non seulement une différence de régime, puisqu'on applique aux PTT et aux CFF la franchise d'assurance alors que la Confédération y est soumise, mais encore, comme les régimes diffèrent selon les cantons, elle n'est pas soumise à l'assurance dans tous les cantons.

Nous voulons donc simplifier l'opération et faire en sorte que la Confédération soit traitée comme le sont les CFF et les PTT. C'est une question d'égalité de traitement et de rationalisation, mais c'est aussi une question d'intérêt.

Le système de l'auto-assurance, c'est-à-dire de l'assurance propre, que nous proposons, nous coûtera un peu moins cher que le système ambigu actuellement en vigueur. Nous payons au cours d'une année moyenne quelque 5 millions de primes d'assurance et nous touchons, toujours pendant une année moyenne, des différentes assurances un million d'indemnités pour des dépôts. Dans ces conditions, le système de l'assurance propre que nous vous recommandons est plus simple et meilleur marché.

**Präsident:** Ich stelle fest, dass Absatz 1 von Artikel 10 unbestritten ist.

Herr Dürr beantragt, Absatz 2 von Artikel 10 zu streichen. Kommission und Bundesrat beantragen, diesen Absatz aufrecht zu erhalten.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag Dürr	15 Stimmen
Dagegen	81 Stimmen

131

**Bundesgesetz über die Erstellung neuer Landeskarten**  
**Loi fédérale concernant**  
**l'établissement de nouvelles cartes nationales**

**Art. 2 Abs. 2**

*Antrag der Kommission*  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 2 al. 2**

*Proposition de la commission*  
Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

211

**Bundesgesetz über die baulichen Massnahmen im Zivilschutz**  
**Loi fédérale sur les constructions de protection civile**

**Art. 6 Abs. 1***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 6 al. 1***Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

331

**Bundesgesetz über die Berufsbildung**  
**Loi fédérale sur la formation professionnelle**

**Art. 48 Abs. 4***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Anträge Carobbio*

311

BG Unterstützung der öffentlichen Primarschule

Art. 3

Streichen (= beibehalten des geltenden Textes)

331

BG Berufsbildung

Art. 48 Abs. 4

Streichen (= beibehalten des geltenden Textes)

621

BB Sozialer Wohnungsbau

Art. 5 Abs. 2

Streichen (= beibehalten des geltenden Textes)

A bis: Einstellung der Bundeshilfe (neu)

Art. 9a und 9c

Streichen

622

BG Förderung des Wohnungsbaus

Art. 7 Abs. 3

Streichen (= beibehalten des geltenden Textes)

Art. 12a und 12c

Streichen

**Art. 48 al. 4***Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Propositions Carobbio*

311

Loi fédérale subventionnant l'école primaire publique

Art. 3

Biffer (= maintien du texte actuel)

331

LF Formation professionnelle

Art. 48 al. 4

Biffer (= maintien du texte actuel)

621

AF Construction de logements à caractère social

Art. 5 al. 2

Biffer (= maintien du texte actuel)

A bis: Suspension de l'aide fédérale (nouveau)

Art. 9a et 9c

Biffer

622

LF Construction de logements

Art. 7 al. 3

Biffer (= maintien du texte actuel)

Art. 12a et 12c

Biffer

**Präsident:** Hier liegt ein Antrag Carobbio vor. Herr Carobbio wird gleichzeitig seine sämtlichen Anträge begründen.

**M. Carobbio:** Je motiverai conjointement les propositions relatives à la loi fédérale subventionnant l'école primaire publique et à la loi fédérale sur la formation professionnelle, que j'ai l'honneur de vous présenter au nom du groupe du Parti du travail et du Parti socialiste autonome, cela afin de ne pas reprendre une deuxième fois la parole. Ces propositions, qui visent à biffer celles du Conseil fédéral, s'inscrivent dans le cadre de notre opposition à la compression des dépenses d'intérêt collectif, que j'ai motivée dans mon intervention d'entrée en matière. Il en va du reste de même de nos autres propositions concernant la loi sur la construction de logements à caractère social et de toutes les autres propositions de notre groupe.

Je relève en passant que nous aurions pu présenter beaucoup d'autres amendements analogues à propos du «paquet» du Conseil fédéral, toutes ses propositions s'inscrivant dans la même ligne.

Nous ne voulons pas nous étendre, bien que nous eussions beaucoup de choses à dire, par exemple à propos de la réduction des subventions aux établissements pénitentiaires et aux maisons d'éducation, quand partout dans le pays se pose le problème de l'amélioration des conditions de vie dans les pénitenciers, ou sur la réduction proposée et votée en matière de protection civile, qui se traduit en pratique par une augmentation de loyer pour les locataires.

Que dire aussi, au chapitre de l'encouragement à la gymnastique et des sports, de la thèse selon laquelle «seuls les adolescents de santé délicate auraient droit à l'avenir à l'examen médical gratuit» et non plus, comme précédemment, tous les participants aux cours de «Jeunesse et sport»? Façon bien étrange de concevoir l'examen médical! On pourrait demander au Conseil fédéral de nous indiquer quels critères il entend adopter pour définir avant l'examen médical quels sont les adolescents de santé délicate.

Mais passons outre... Malgré ces réserves, notre groupe s'est limité à proposer des amendements sur les points principaux en faisant des choix prioritaires.

Un de ces points concerne le chapitre de l'enseignement et de la recherche.

Il convient de dire – et là je me rallie aux brillantes considérations de M. Chavanne ce matin – qu'il est assez curieux que, dans une période de crise, l'on propose des réductions à ce chapitre, quand la logique voudrait le contraire. En effet, il est évident qu'une réduction dans le secteur de la recherche de l'ordre de 9 millions se traduira en pratique par un ralentissement de cette recherche et par du chômage chez les chercheurs.

En ce qui concerne les autres propositions de réduire les subventions aux écoles primaires et professionnelles et aux bourses d'études, le résultat sera double: un transfert des obligations aux cantons et une réduction des possibilités de développement du secteur scolaire.

Prenons l'exemple de la réduction de la subvention pour les écoles primaires, de 4 francs à 1 franc. Cette réduction signifie une diminution des moyens à disposition dans les cantons pour le domaine scolaire, et ce, au moment où il connaît déjà d'autres difficultés, à cause des restrictions financières des cantons et des communes. Au lieu de promouvoir une politique inverse en augmentant les subventions pour les écoles, on les réduit.

Mon propos sera semblable en ce qui concerne la réduction des subventions pour la construction destinée à la

formation professionnelle. Il est notoire que s'il est un secteur qui nécessite une politique moderne et avancée, c'est bien celui de la formation professionnelle. Quel est le choix du Conseil fédéral? Proposer une nouvelle loi – insuffisante – sur la formation professionnelle et réduire l'aide à la construction d'écoles professionnelles. Façon bien étrange de développer une politique en faveur de la jeunesse!

Telles sont brièvement les raisons pour lesquelles nous repoussons les propositions du Conseil fédéral et nous suggérons de maintenir la situation actuelle. Nous appuyons aussi les autres propositions contraires au nouvel arrêté tendant à modifier le régime des bourses d'études et les propositions contraires au nouvel arrêté sur les subventions du fonds national suisse de la recherche.

**Brosi, Berichterstatter:** Sie haben der Botschaft entnehmen können, dass es sich hier im wesentlichen um eine Angleichung der Beiträge für Bauten der allgemeinen Berufsbildung an die Beiträge für Bauten der landwirtschaftlichen Berufsbildung geht. Bei der landwirtschaftlichen Berufsbildung beträgt der Ansatz jetzt schon 25 bis 40 Prozent. Es ist nicht einzusehen, warum die allgemeine Berufsbildung besser gestellt werden soll. Zudem ist zu bemerken, dass in den letzten 15 Jahren eine recht intensive Bautätigkeit in diesem Sektor stattgefunden hat. Man darf wohl sagen – wie das auch aus der Botschaft zu entnehmen ist –, dass die meisten Bauvorhaben realisiert sind. Wir möchten Sie bitten, den Antrag Carobbio abzulehnen und dem Antrag des Bundesrates und der Kommission zu folgen.

**M. Chevallaz, conseiller fédéral:** Je constate une fois de plus que l'on parle de diminutions. Il s'agit en fait des diminutions par rapport au plan de 1976 mais dans l'ensemble nos contributions sont en augmentation. Si l'on prend le cas de la formation professionnelle, on s'aperçoit que l'on atteint en 1979 un niveau de 351 millions par rapport à 333 millions cette année et à 311 millions en 1976. Il y a donc une augmentation et une augmentation substantielle. La modération du taux des subventions permet de les répartir différemment, plus largement et plus équitablement. Il ne s'agit pas du tout d'un exercice de démolition mais bien de modération.

**Präsident:** Wir stimmen ab über den Antrag Carobbio zu Ziffer 331. Herr Carobbio beantragt, Artikel 48 Absatz 4 zu streichen. Kommission und Bundesrat beantragen, den Antrag Carobbio abzulehnen.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	79 Stimmen
Für den Antrag Carobbio	11 Stimmen

431

### Bundesgesetz über die Förderung von Turnen und Sport

#### Loi fédérale encourageant la gymnastique et les sports

Art. 4 Abs. 2, 3 und 4, Art. 9 Abs. 4 und 5, Art. 12 Abs. 2

#### Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### Antrag Dafflon

Streichen

Art. 4 al. 2, 3 et 4, art. 9 al. 4 et 5, art. 12 al. 2

#### Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

#### Proposition Dafflon

Biffer

**M. Dafflon:** Le Parti du travail et le Parti socialiste autonome vous proposent de biffer le chiffre 431, articles 4, 9 et 12.

L'aide accordée aujourd'hui aux sports et à la gymnastique est une goutte d'eau dans l'océan que représente le budget du Conseil fédéral. Or, cette aide est déjà nettement insuffisante, je dirais presque, pour un pays comme le nôtre, quasi inexistante. Réduire cette aide revient à augmenter les difficultés rencontrées par les responsables des différentes disciplines sportives. A chaque fois qu'une enquête est faite parmi les nouvelles recrues dans l'ensemble des écoles de recrues de notre pays, il est toujours démontré dans les rapports qui suivent ces enquêtes, que l'on a constaté de nombreuses déformations physiques chez les jeunes gens appelés à suivre les écoles de recrues. Or, très souvent selon les spécialistes, il suffirait que les jeunes fassent du sport pour éviter ces déformations physiques. Lorsque ces rapports paraissent, mais seulement à ce moment, chacun s'accorde à déclarer qu'il faudrait intervenir, qu'il faudrait faire quelque chose. Or aujourd'hui, c'est le contraire qui nous est proposé! Je rappellerai pour mémoire les classiques déclarations faites par les hommes politiques que nous sommes tous ici, lors des discours que nous avons l'occasion de prononcer dans une année, en faveur de la jeunesse. Il est important de se souvenir aujourd'hui de ces discours et de prendre aujourd'hui la résolution de mettre en pratique toutes ces paroles prononcées au cours de l'année, à savoir ne pas diminuer cette aide que je considère – et les spécialistes avec moi – comme insuffisante. Soyons-en conscients: il y va de l'avenir de notre jeunesse, il y va de l'avenir du sport, de sa pratique, de sa popularisation. Il faudrait que chacun en soit conscient, que chacun se détermine, au moment qui nous est proposé aujourd'hui, à maintenir cette aide qui est absolument indispensable. C'est ce que vous propose le groupe du Parti du travail et du Parti socialiste autonome lorsqu'il vous suggère de biffer ce passage. Je le répète, il ne s'agit pas de sommes considérables mais elles sont indispensables à la pratique du sport dans notre pays.

**Meyer Hans-Rudolf:** Ich möchte persönlich und im Namen des Schweizerischen Landesverbandes für Leibesübungen einer gewissen Beunruhigung über die vorgesehenen Sparmassnahmen des Bundes im Bereiche des Sports Ausdruck geben. Einen Streichungsantrag halte ich allerdings nicht für richtig, weil ich weiss, dass die vorgeschlagenen Gesetzesänderungen als Gesamtheit konzipiert sind und Abänderungsanträge wenig Aussicht auf Erfolg haben. Aber ich darf trotzdem einige Bemerkungen zum Thema Sportförderung anbringen, weil ich einerseits hoffen darf, dass auch unter dem neuen Finanzplan früher ausgesprochene Zusagen Geltung behalten, und weil ich andererseits durch meine parlamentarische Arbeit für den Sport die Legitimation zu haben glaube, vor einer verhängnisvollen Entwicklung warnen zu dürfen. Ich darf an mein im Jahre 1964 – also vor 13 Jahren – im Nationalrat eingereichtes und überwiesenes Postulat erinnern, das nach dem Misserfolg der Schweizer an den Olympischen Winterspielen von Innsbruck zu einer neuen Aufgabenverteilung zwischen Bund und Schweizerischem Landesverband für Leibesübungen geführt hat. Ich war im Jahre 1970 Präsident des schweizerischen Aktionskomitees, das sich für die Annahme des neuen Verfassungsartikels über Turnen und Sport einsetzte, und schliesslich durfte ich Ihre Kommission leiten, die 1971 das Bundesgesetz über Turnen und Sport vorberaten hat. Mit der Annahme des Verfassungsartikels und des Bundesgesetzes kam unseres Erachtens der klare Wille von Parlament, Volk und Ständen zum Ausdruck, durch vermehrte Bundeshilfe den Sport zu fördern. Diese Erwartungen sind auch wirklich erfüllt worden. Es geht



heute nun darum, die Bedeutung des Sportes für die Gesunderhaltung unseres Volkes weiterhin zu erkennen und uns auch bewusst zu sein, dass der Breitensport ohne Unterstützung durch den Staat seine jetzt aufgebaute Struktur kaum aufrechterhalten kann.

Zu den vorgesehenen Kürzungen im Sportbereich möchte ich folgendes festhalten. Werden die bereits in die Wege geleiteten Kürzungen berücksichtigt, welche ins ordentliche Recht übergeführt werden sollen, und rechnet man die zusätzlich vorgesehenen Kürzungen dazu, so gelangt man, mit Prognosen bis 1982, zu einem Abbau der finanziellen Förderungsmaßnahmen des Bundes in einem Ausmass von rund 10 Millionen Franken. Verglichen mit den internationalen Anstrengungen stimmen in unserem Land die Relationen ohnehin schlecht. Nur müsste man sich angesichts weiterer Kürzungen ernstlich fragen, ob nicht die gesamte Sportpolitik des Bundes in Frage gestellt ist. Wir müssen in einem solchen Falle eingehend die internationale Entwicklung und unsere Präsenz überprüfen. In diesem Zusammenhang stellt sich auch die Frage, ob die Eidgenössische Turn- und Sportkommission, in welcher der Schweizerische Landesverband für Leibesübungen vertreten ist und mit der er eng zusammenarbeitet, noch ihre Aufgabe als beratendes Organ des Bundes erfüllen kann.

Zu den zwei konkreten Kürzungsanträgen ist folgendes zu sagen. 1. Die Kürzungen beim Schulturnen und bei «Jugend und Sport»: Die vorgesehenen Kürzungen treffen vor allem die Schule. Der freiwillige Schulsport, der wertvolle Impulse zu vermitteln vermochte, wird zweifellos in seinem erfreulichen Aufschwung gebremst werden, vor allem aber treffen die Kürzungen in «Jugend und Sport» die Schulen, insbesondere die Schulsportlager. Die Kürzungen bei den Transportvergünstigungen haben bereits im Jahre 1976 eine rückläufige Bewegung zur Folge gehabt. Um ab 1978 die geforderten 2 Millionen Franken einzusparen, wird der Organisationsbeitrag für Schullager gestrichen werden müssen. Diese Entwicklung ist an sich bedauerlich.

2. Der zweite Kürzungsantrag betrifft die Neuregelung der Bundesbeiträge für Sportanlagen. Ich möchte hier daran erinnern, wie sehr sich unsere Kommission vor sechs Jahren bemüht hat, hier eine gute gesetzliche Formulierung zu finden. Es war bis heute trotz bescheidenen Aufwendungen durch die Bundesbeiträge möglich, den Bau von Sportanlagen ökonomisch und funktionell zu steuern. Mit der Streichung der Beiträge fällt diese wichtige und landesweit sich auswirkende Steuerungsfunktion dahin. Unangenehm berührt in diesem Zusammenhang, dass verschiedene Kantone entsprechende, sich auf das Bundesgesetz abstützende Nebenerlasse geschaffen haben, die jetzt hinfällig werden. Dankbar anerkenne ich allerdings, dass das Bundesgesetz immerhin noch eine dispositive Regelung enthält, die dem Bund auch in Zukunft ermöglichen wird, besonders wichtige nationale und regionale Projekte zu unterstützen.

Ich möchte hier die Anregung machen, dass für derartige Projekte künftig gewisse Minimalbeiträge im Budget vorgesehen werden, und mit Nachdruck beantrage ich, dass das Gesuchpaket des Jahres 1976 der Bundesbeiträge für Sportanlagen, das die Eidgenössische Turn- und Sportkommission noch im Dezember 1976 verabschiedet hat, in vollem Umfang zur Auszahlung gelangt. Dabei ist zu beachten, dass in den Zusicherungen der Anteil von rund 4 Millionen enthalten ist, der letztes Jahr zusätzlich im Rahmen des Arbeitsbeschaffungsprogramms zugesprochen wurde. Für den Fall, dass ein weiteres Arbeitsbeschaffungsprogramm aufgelegt werden sollte, bitte ich, finanzielle Mittel für den Bau von Sportanlagen in einem solchen Programm aufzunehmen. Im Sektor Sportanlagen besteht bekanntlich noch ein grosser Nachholbedarf. Bei allem Verständnis für die Finanzlage des Bundes wollte ich Ihnen diese Überlegungen doch unterbreiten. Es muss doch unser Anliegen sein, dass die bisher erfreuliche Entwicklung des Sports in der Schweiz nicht entscheidend gehemmt wird.

**Brosi, Berichterstatter:** Ich möchte Herrn Kollega Meyer auf alle Fälle danken für sein Verständnis für die heutige Aufgabe, die wir zu erfüllen haben. Ich stelle fest, dass es sich um Kürzungsmassnahmen handelt, die bereits seit Dezember 1975 in Rechtskraft sind, damals auf dem Dringlichkeitsweg erlassen worden sind und heute ins ordentliche Recht übergeführt werden sollen. Selbstverständlich ist auch diese Kürzung zu bedauern, da schliesse ich mich an. Trotzdem muss ich Sie bitten, dem Antrag des Bundesrates und der Kommission zu folgen. Auch von der sporttreibenden Schweiz müssen wir eine Anstrengung erwarten, und ich zweifle keinen Moment daran, dass auch das sportfreudige Volk hier mitmacht. Ich bitte Sie deshalb, den Antrag Dafflon abzulehnen.

**M. Schlaeppy, rapporteur:** La loi sur l'aide à la gymnastique et au sport date du 17 mars 1972 et aujourd'hui déjà il en faut diminuer singulièrement l'effet. C'est fort regrettable. En fait l'exercice qui vous est proposé ici n'est rien d'autre que la consécration de ce qui a été accepté déjà en 1975. Il ne s'agit pas de raccourcir encore l'effort fait cette année-là. J'ai demandé au début pourquoi trente-sept décrets ou lois avaient été modifiés, il pourrait y en avoir davantage, il pourrait y en avoir moins! La majorité de la commission constate que le Conseil fédéral nous dit que les demandes jusqu'ici n'ont pas toutes pu être acceptées, faute de fonds, qu'il aurait fallu un montant de l'ordre de 40 millions par année pour y faire face, que l'on n'est pas allé jusque-là, bien au contraire, et que l'on veut stopper l'effort fait sans en rajouter.

La majorité de la commission estime que ceci doit être traité dans le paquet, c'est en effet fort regrettable, mais on n'arrive pas toujours à donner satisfaction à tout le monde. Personnellement je regrette infiniment cette mesure.

**M. Chevallaz, conseiller fédéral:** Il est clair que les arguments du brigadier Hans-Rudolf Meyer, rejoignant ceux de M. Dafflon pourraient toucher des cœurs sensibles. Nous voudrions volontiers pouvoir davantage consacrer à la formation sportive de notre peuple. Les dispositions que nous vous demandons de ratifier sont déjà pratiquement en usage depuis deux ans, le sport a continué de se développer quand même, car il reste encore de l'initiative privée, de l'initiative des communes et de l'initiative des cantons. Nous sommes en train de faire un exercice qui n'est pas agréable, qui est un exercice de fermeté. L'ancien brigadier ou le brigadier actuel – puisqu'il est encore en fonction jusqu'à la fin de l'année – devrait savoir qu'on ne conduit aucune opération sans un minimum de fermeté. Je vous propose de rejeter la proposition Dafflon.

**Präsident:** Wir bereinigen Ziffer 431. Herr Dafflon beantragt, die Artikel 4, 9 und 12 zu streichen. Kommission und Bundesrat beantragen Aufrechterhaltung.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Mehrheit  
Für den Antrag Dafflon

102 Stimmen  
12 Stimmen

551

**Tierseuchengesetz**

**Loi fédérale sur les épizooties**

**Art. 38 Abs. 1 bis 3, Art. 39 zweiter Satz, Art. 40 zweiter Satz**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 38 al. 1 à 3, art. 39 deuxième phrase, art. 40 deuxième phrase**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

621

**Bundesbeschluss über die Massnahmen zur Förderung des sozialen Wohnungsbaus****Arrêté fédéral concernant l'encouragement à la construction de logements à caractère social**

622

**Bundesgesetz über Massnahmen zur Förderung des Wohnungsbaues****Loi fédérale concernant l'encouragement à la construction de logements**

Ziff. 621

Art. 5 Abs. 2, Art. 9a, 9b, 9c, 9d

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Carobbio

Art. 5 Abs. 2, Art. 9a und 9c

Streichen

Ch. 621

Art. 5 al. 2, art. 9a, 9b, 9c, 9d

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Carobbio

Art. 5 al. 2, art. 9a et 9c

Biffer

Ziff. 622

Art. 7 Abs. 3, Art. 12a, 12b, 12c, 12d

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Carobbio

Art. 7 Abs. 3, Art. 12a und 12c

Streichen

Ch. 622

Art. 7 al. 3, art. 12a, 12b, 12c, 12d

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Carobbio

Art. 7 al. 3, art. 12a et 12c

Biffer

**Präsident:** Herr Carobbio hat seine Streichungsanträge bereits begründet.

**Zehnder:** Ich habe zu diesen beiden Anträgen des Bundesrates noch eine Frage, und zwar im Zusammenhang mit den Anschlussgesetzen in den Kantonen. Die Bundesgesetze von 1958 und 1965 setzen ja voraus, dass der Bund nur Beiträge leistet, sofern die Kantone und die Gemeinden ebenfalls Beiträge leisten. Hier besteht nun eine Unklarheit. Was geschieht, wenn der Bund seine Beiträge streicht? Streichen dann auch der Kanton und die Gemeinde ihrerseits die Beiträge? Das sieht man nicht. Ich kann mir vorstellen, dass wir ja nicht ins Kantonsrecht eingreifen können, dass aber, nachdem der Bund seinerzeit bestimmt hat, dass eine Gegenleistung der Gemeinden und Kantone miteinbezogen wird, sich jetzt die Kantone und die Gemeinden auf den Standpunkt stellen könnten: wenn schon der Bund diese Subventionen wegstreicht, dann zahlen auch wir nicht mehr. Das würde dann heissen, dass also im Grunde genommen Verbilligungen zwischen 25 und 30 Prozent auf diesen Mietzinsen wegfallen würden. Herr Brosi hat in seinem Votum erklärt,

dass Mietzinserhöhungen von 12 bis 15 Prozent zumutbar seien. Wenn ich mir nun aber ausrechne, dass für die Wohnungen (es betrifft 42 Wohnungen einer Genossenschaft, die ich verwalte, die dem Gesetz von 1958 unterstellt sind und jetzt keine Subventionen mehr erhalten würden) ein Mietzinsaufschlag von 25 bis 30 Prozent fällig wird, dann muss ich hier erklären: Es ist schon etwas zuviel zugemutet, praktisch von einem Tag auf den anderen eine Mietzinserhöhung in diesem Ausmass. Wenn ich es in Franken anschau, dann muss ich Ihnen sagen, dass es z. B. eine 3-Zimmer-Wohnung trifft, die gegenwärtig 450 Franken Mietzins kostet und deren Subvention 85 Franken beträgt. Der Mieter müsste «auf einen Klapf» 85 Franken mehr bezahlen. Bei einer 5-Zimmer-Wohnung, die gegenwärtig mit 674 Franken Mietzins belastet ist, beträgt die Subvention 135 Franken. Man mutet ihm also zu, dass hier dieser Aufschlag sofort übernommen wird. Ich gebe zu, dass in dieser Vorlage aufgrund der Erklärungen die Härte etwas gemildert wird durch die Richtlinie (Beschluss der Kommission), dass die Streichung der Subvention nicht in Kraft treten soll, sofern der Mietzins über 20 Prozent oder einen Fünftel des Einkommens hinauswächst. Aber trotzdem finde ich diesen Subventionsentzug sehr hart. Ich könnte ihn noch verstehen bei jenen Wohnungen, die noch unter das Gesetz von 1958 fallen; aber ich kann es nicht mehr begreifen bei den Wohnungen, die unter das Gesetz von 1965 fallen. Und warum: 1965 bis 1968/69 hatten wir noch einigermaßen normale Baupreise; aber jene Bauten, die in den Jahren 1970 bis 1973 erstellt worden sind, sind ungeheuer teuer, und dort haben wir trotz Subventionen Mietzinse, die nicht mehr konkurrenzfähig sind im freien Wohnungsmarkt. Und zwar aus den einfachen Ueberlegungen, weil wir ja die Kapitalzinsen aufbringen und aufgrund des Gesetzes auch die Abschreibungen in jeder Situation vornehmen müssen. Wir sind nicht in der Lage, wenn es, wie heute, die Situation erfordern würde, einfach auf die Abschreibungen zu verzichten, wie dies in privaten Kreisen möglich ist. Wir haben also die Volle Belastung, und das ergibt eine Situation, in der die Mietzinse dieser Bauten nicht mehr konkurrenzfähig sind. Sie würden es jetzt erst recht nicht mehr sein, wenn diese Subventionen wegfallen. Eine andere Gruppe von Bauten, die ich betreue, wurde 1971 erstellt, und bei diesen Bauten kommen in zwei Jahren bereits die Subventionsstreichungen zum Tragen. Dort machen 50 Prozent Kürzung ungefähr das aus, was bei den Bauten von 1958 100 Prozent ergibt. Ich bitte den Herrn Bundesrat, mir auf meine Frage Auskunft zu geben, wie es mit den Kantons- und Gemeindebeiträgen steht, und auf der anderen Seite bitte ich Sie, zum mindesten die Subventionsstreichung im Gesetz 1965 nicht vorzunehmen.

**M. Carobbio:** Je serai bref estimant que le sens de nos propositions est clair, surtout après l'intervention du collègue qui m'a précédé. Nous vous demandons de repousser les propositions du Conseil fédéral concernant la réduction de l'aide à la construction de logements à caractère social – réduction qui permettrait une économie de cinq millions en 1978, puis progressivement de 20 millions vers 1980. Cette économie signifie simplement le transfert sur les épaules des locataires d'une somme beaucoup plus élevée, compte tenu du fait que la réduction des subventions de la Confédération risque vraisemblablement d'entraîner des réductions, pratiquement du même ordre, de la part des cantons et des communes. Cette diminution correspondrait concrètement à une hausse des loyers de l'ordre de 15 à 20 pour cent. Le Conseil fédéral juge, quant à lui, une telle hausse supportable. Permettez-moi d'être d'un avis contraire.

Malgré les quelque 80 000 appartements vides, la situation sur le marché des loyers est encore difficile, spécialement dans les grandes agglomérations et dans les villes moyennes, surtout pour les loyers modérés qui sont ceux que visent les propositions de réduction de l'aide aux logements, en discussion. Bien que nous ayons beaucoup de

réserves à formuler sur le mode de subventionnement à la construction des logements à caractère social qui, en pratique, se borne à garantir, grâce à l'argent de la collectivité, les profits des sociétés immobilières, nous sommes de l'avis qu'il n'y a aucune raison pour freiner cette aide.

La construction de logements à caractère social, surtout de la part de coopératives de locataires, ou de la part de collectivités publiques, telles que les communes ou les cantons ou les caisses de prévoyance, mérite d'être soutenue, cela d'autant plus que les mesures en matière de protection des locataires, adoptées en décembre dernier, sont loin de satisfaire les revendications des locataires.

De plus, il faut dire que l'aide à la construction de logements à caractère social, dans une période de crise, aurait deux résultats positifs: favoriser la construction de logements à prix modérés, ce qui aurait des effets bénéfiques sur le niveau des loyers; fournir un soutien important à l'industrie du bâtiment qui rencontre de grosses difficultés.

Voilà, pour conclure, brièvement, une série d'arguments qui militent en faveur du maintien du statu quo dans le secteur du logement à caractère social.

**Bundesrat Brugger:** Es geht um die beiden Bundesbeschlüsse über die Förderung des Wohnungsbaues; der eine ist vom 31. Januar 1958, der andere vom 19. März 1965. Beide Erlasse haben die gleiche Förderungsmethode, indem man eine Bundeshilfe für maximal 20 Jahre zusichert, wobei diese Hilfe in einem finanziellen Beitrag besteht, und zwar in Form eines Beitrages an die Kapitalverzinsung bis zu  $\frac{2}{3}$  Prozent der zulässigen Gesamtinvestitionen; bei Alterswohnungen und kinderreichen Familien konnte sogar bis auf 1 Prozent gegangen werden. In allen Fällen ist eine gleich grosse Leistung des Kantons Voraussetzung. Ein Teil der Kantone hat das voll übernommen, ein anderer Teil der Kantone hat einen Teil seiner Eigenleistung auf die Gemeinden abgewälzt.

Bei der Beurteilung der Massnahmen muss man berücksichtigen, dass diese Wohnungen zum grösseren Teil noch in einem Zeitpunkt erstellt worden sind, wo der Baukostenindex relativ tief war. Die Vorlage des Bundesrates enthält zwei Schutzventile: erstens einmal, dass diese Zuschüsse auch nach dieser Modifikation mindestens acht Jahre lang voll gewährt werden müssen, und zweitens, dass auch den Härtefällen Rechnung getragen werden soll. Was verstehen wir unter Härtefällen? Solche sind gegeben, wenn der neue Wohnungszins nicht mehr 12 Prozent, 15 Prozent, 17 Prozent oder 19 Prozent des Reineinkommens ausmacht, sondern mehr als 20 Prozent. Dieser Abbau wird also sistiert oder reduziert, falls nachgewiesen werden kann, dass durch die Erhöhung des Mietzinses das Verhältnis 1:5, das man bei allen diesen Wohnbauaktionen als das oberste Verhältnis bezeichnet hat, überschritten würde. Ich glaube, das ist eine sehr wesentliche Sicherung, und das gilt auch für die vorhin gestellte Frage, was nun geschehe auf Seite der Kantone und der Gemeinden. Selbstverständlich sind die Kantone und Gemeinden frei, ob sie nachziehen wollen oder nicht. Sie können also ihre Leistung auch einstellen oder teilweise darauf verzichten. Aber für diese Anwendung der Härteklause! gilt natürlich die gesamte Erhöhung; da wird auch der Verzicht auf die Leistung der Gemeinde berücksichtigt. Hier besteht also – möchte ich sagen – ein absoluter Schutz.

Beim zweiten Gesetz handelt es sich um Wohnungen, die jüngeren Datums sind; hier sind weitere Sicherungen eingebaut, so dass volle acht Jahre lang die vollen Zuschüsse gewährt werden, nach acht Jahren ein Abbau von 50 Prozent stattfinden soll, und nach elf Jahren ein Abbau um 75 Prozent. Erst nach 14 Jahren wird die Einstellung der Bundeshilfe in absoluter Form vollzogen. Ich mache Sie darauf aufmerksam, dass das, was wir hier tun, natürlich durch die wirtschaftliche Entwicklung voll gerechtfertigt ist. Man sitzt in relativ billigen Wohnungen; deren Mietzins ist festgefroren; die Bundeshilfe ist gleich hoch geblieben, wäh-

rend in der Zwischenzeit selbstverständlich die Einkommen wesentlich angestiegen sind. Und ich möchte sagen: Diese Massnahme lässt sich von der Sache her durchaus rechtfertigen; sie lässt sich auch rechtfertigen, weil wir heute feststellen, dass Mieter in solchen Wohnungen wegen ihres höheren Einkommens hinauskomplimentiert werden müssen, weil ja auch ein Einkommensplafond für die Benützung solcher Wohnungen Gültigkeit hat. Ginge man nicht so vor, würde eine Zweckentfremdung dieser Wohnungen eintreten. Im Grunde genommen ist das, was wir heute vorschlagen, die Praxis, wie wir sie im heute geltenden Wohnbauförderungsgesetz haben, die von seiten des Parlaments vor einigen Jahren sehr nachdrücklich verlangt worden ist, dass nämlich auch die Hilfe des Bundes Rücksicht zu nehmen habe auf die wirtschaftliche Entwicklung, auf die Lohnentwicklung, auf die Entwicklung der Inflation; andernfalls stelle sich eine Verzerrung der Verhältnisse ein, so dass auf einmal Leute in diesen Sozialwohnungen sässen, die diese Hilfe aufgrund der aktuellen wirtschaftlichen Lage gar nicht mehr nötig hätten.

Von der Sache her ist das also durchaus gerechtfertigt. Ich gebe allerdings zu, dass es eine Härte bedeutet, weil man sich auf diese Bundeshilfe für 20 Jahre verlassen hat. Wir müssen aber noch vieles tun, was hart ist. Ich mache Sie immerhin darauf aufmerksam, dass wir mit dieser Massnahme bereits 1978 5 Millionen Franken einsparen können und dass sich diese Einsparungen bis in 10 Jahren auf rund 20 Millionen Franken jährlich erhöhen. Es handelt sich hier also um eine wesentliche, substantielle Massnahme zum Ausgleich des Bundeshaushaltes.

**Präsident:** Wir stimmen ab über die Ziffer 621 (Bundesbeschluss vom 31. Januar 1958 über Massnahmen zur Förderung des sozialen Wohnungsbaus). Herr Carobbio will den bisherigen Artikel 5 Absatz 2 beibehalten. Bei den neuen Artikeln akzeptiert er die Artikel 9 b und 9 d, beantragt aber, die Artikel 9 a und 9 c zu streichen. Kommission und Bundesrat lehnen den Antrag Carobbio ab.

#### Abstimmung – Vote

621

Für den Antrag der Kommission	91 Stimmen
Für den Antrag Carobbio	16 Stimmen

**Präsident:** Wir bereinigen den Antrag Carobbio zur Ziffer 622, Bundesgesetz vom 19. März 1965 über Massnahmen zur Förderung des Wohnungsbaues. Hier beantragt Herr Carobbio, die neuen Artikel 12 a und 12 c zu streichen. Die Artikel 12 b und 12 d sind unbestritten. Kommission und Bundesrat lehnen den Antrag Carobbio ab.

#### Abstimmung – Vote

622

Für den Antrag der Kommission	82 Stimmen
Für den Antrag Carobbio	20 Stimmen

711

#### Bundesgesetz über Investitionshilfe für Berggebiete

#### Loi fédérale sur l'aide en matière d'investissements dans les régions de montagne

#### Art. 29 Abs. 1 und 2

##### Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### Art. 29 al. 1 et 2

##### Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

**911 und 921****Landwirtschaftsgesetz  
Loi sur l'agriculture****Art. 15 d***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 41***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***922****Bundesgesetz betreffend die Einzelanschaffung landwirtschaftlicher Maschinen im Berggebiet  
Loi fédérale sur l'acquisition individuelle de machines agricoles en régions de montagne***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates (Aufhebung)

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral (abrogation)

*Angenommen – Adopté***931****Landwirtschaftsgesetz  
Loi sur l'agriculture****Art. 93***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Präsident:** Der Antrag lautet, Artikel 93 aufzuheben.*Angenommen – Adopté***941****Bundesgesetz über die Förderung des Absatzes von Zucht- und Nutzvieh, von Pferden und von Schafwolle  
Loi fédérale tendant à faciliter la vente des bestiaux d'élevage et de rente, des chevaux, ainsi que de la laine****Art. 2 Abs. 3, Art. 3 Abs. 3bis, Art. 4 Abs. 2bis, Art. 9***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Anträge Risi-Schwyz**Art. 2 Abs. 3*

... der Kantone 60 bis 90 Prozent der ausgerichteten Beiträge.

*Art. 4 Abs. 2bis*

Hauptantrag: Streichen (= beibehalten des geltenden Textes)

Eventualantrag: ... Aufwendungen mit 10 bis 40 Prozent ...

**Art. 2 al. 3, art. 3 al. 3bis, art. 4 al. 2bis, art. 9***Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Propositions Risi-Schwyz**Art. 2 al. 3*

... des cantons, 60 à 90 pour cent des subventions versées.

*Art. 4 al. 2bis (nouveau)*

Proposition principale: Biffer (= maintenir le texte actuel)

Proposition subsidiaire: ... entre 10 et 40 pour cent ...

**Präsident:** Zu dieser Ziffer liegt ein Antrag Risi vor. Herr Risi hat das Wort zur Begründung.

**Risi-Schwyz:** Der Artikel 1 des Bundesgesetzes vom 15. Juni 1962 über die Förderung des Absatzes von Zucht- und Nutzvieh, von Pferden und von Schurwolle schreibt vor: «Der Bund trifft nach Massgabe der folgenden Bestimmungen Massnahmen, um den Absatz von Zucht- und Nutztieren aus dem Berggebiet zu sichern, den Stand der Zucht zu heben und die Arbeitsteilung zwischen Berggebiet und Talgebiet in der Tierzucht und -haltung zu fördern, mit dem Ziel, für Zucht- und Nutztiere guter Qualität im allgemeinen produktionskostendeckende Preise im Sinne des Landwirtschaftsgesetzes vom 3. Oktober 1951 zu erreichen.» Es geht hier grundsätzlich um die Frage eines Einkommensabbaus bzw. der Einkommenssicherung für die Berglandwirtschaft sowie um die Frage der Belastbarkeit der finanzschwachen Kantone. Beim Artikel 4 ist der Grundsatzentscheid zu fällen, ob die betreffenden Aufwendungen weiterhin vom Bund zu tragen sind oder ob sie z. T. auf die Kantone abgeschoben werden sollen. In der Diskussion wird öfter die Frage aufgeworfen, ob diese Kürzungen insgesamt das Einkommen der Berggebiete tangieren oder nicht. Ich glaube, dieser ganze Katalog von Subventionskürzungen hat eindeutig Massnahmen zum Gegenstand, die auf die Berglandwirtschaft ausgerichtet sind. Im Zusammenhang mit dem Milchwirtschaftsbeschluss ist wiederholt darauf hingewiesen worden, dass die Einkommensfrage der Berggebiete im Viehabsatzgesetz verankert bleiben sollte. Nun wird in Artikel 2 Absatz 3 beantragt, die Vergütungen des Bundes an die Ausmeraktionen auf 60 bis 80 Prozent der von den Kantonen ausgerichteten Beiträge zu reduzieren. Bis anhin betrug dieser Subventionssatz 70 bis 90 Prozent. Ich opponiere dem nicht, möchte aber eine grössere Bandbreite postulieren, damit für bestimmte Berggebiete bis auf 90 Prozent gegangen werden kann.

Die Auswirkung wird finanziell nicht bedeutend sein; ich komme am Schluss darauf zurück.

Als wichtig erscheint mir Artikel 4 Absatz 2bis (neu), wo der Bund die Grundsatzfrage aufwirft, ob die Entlastungskäufe (die einerseits bei Absatzschwierigkeiten den Markt entlasten sollen, andererseits den Bauern der Berggebiete ein einigermaßen rechtes Einkommen zu sichern haben) auf die Kantone überwältigt werden dürfen. Ich halte fest, dass laut Landwirtschaftsgesetz die Einkommenspolitik Aufgabe des Bundes ist. Ich frage Sie: Wären Sie gewillt, auf dem milchwirtschaftlichen oder dem pflanzenbaulichen Sektor eine andere Lösung zu akzeptieren, als sie ausgerechnet hier postuliert wird? Es geht also um den Grundsatz, ob die Kantone prozentual an diesen Verlusten der Entlastungskäufe beteiligt werden sollen.

Grundsätzlich möchte ich Ihnen meinen Hauptantrag beliebt machen; ich habe aber in einem Eventualantrag die Türe offengelassen für einen Ansatz von 10 bis 40 Prozent.

Zur Belastung der Kantone: Die Bundesbeiträge für Entlastungskäufe haben in den letzten vier Jahren zwischen 1,5 und 2,4 Millionen Franken pro Jahr betragen. (Das sind die Bundesbeiträge ohne Kantonsbeteiligung.) Bei den Ausmerzaktionen beträgt die Belastung der Bergkantone (die durch eine zehnprozentige Verschärfung eintreten würde) rund 700 000 Franken. Sofern Sie meinem Vorschlag zustimmen, würde die ganze Aktion ungefähr einen Aufwand von 3,5 Millionen Franken erfordern, die der Bund weiterhin zu übernehmen hätte. Im Zusammenhang mit der milchwirtschaftlichen Situation und der Milchkontingentierung erhebt sich die Frage, ob diese Berggebiete einerseits im Einkommen geschmälert werden sollen durch den Wegfall verschiedener Subventionen, bzw. ob andererseits die finanzielle Belastbarkeit dieser Gebirgskantone es ermöglichen, weiterhin diese Subventionen zu gewähren, die jetzt vom Bund auf den Kanton verschoben werden sollen. Persönlich habe ich grösste Bedenken, dass im Zusammenhang mit dem Milchwirtschaftsbeschluss praktisch keine Massnahmen vorgesehen sind – weder auf dem Fleisch- noch auf dem Viehabsatzsektor –, durch die den kommenden Schwierigkeiten Rechnung getragen würde. Schon heute wage ich die Behauptung, dass wir auf diesen beiden Gebieten, besonders aber beim Viehabsatz, in den nächsten Jahren eine katastrophale Situation erleben werden. Die Gründe dafür sind schon mehrmals angeführt worden. Ich will nichts wiederholen. Ich füge lediglich bei: Bei Philippi sehen wir uns wieder.

**Diethelm:** Es sind nicht – das möchte ich vorwegnehmen – die finanziellen Auswirkungen, die mich in diesem Punkt bewegen haben, hieher zu kommen, sondern es ist ein Unrecht, das meines Erachtens den Viehproduzenten im Berggebiet gegenüber begangen wird. Schon in der Eintretensdebatte habe ich betont, diese zusätzliche Belastung der Bergkantone sei ungerecht. Nach den Berechnungen und Schätzungen der Abteilung Landwirtschaft wurden 1975 für die landwirtschaftliche Produktion rund 1 Milliarde Franken aufgewendet; davon im Flachland für die Milchverwertung 560 Millionen Franken, im Berggebiet rund 85 Millionen; für die Anbauprämien für Futtergetreide: Im Talgebiet 60 Millionen, im Berggebiet 15 Millionen Franken. Bei den Ueberpreisen auf Inlandgetreide betragen die Aufwendungen im Flachland 118,9 Millionen Franken, im Berggebiet 10,7 Millionen; für die Kartoffelverwertung: Im Flachland 28,6 Millionen Franken, im Berggebiet 4 Millionen Franken; für Zuckerrüben, Raps, Tabak, Weinbau, Aprikosen usw.: Im Talgebiet 66,5 Millionen Franken, im Berggebiet: 0. Insgesamt haben wir ein Verhältnis von 1 : 7 zugunsten des Talgebietes. Niemand hat bis jetzt vorgeschlagen, dass auch die z. T. finanzstarken Flachlandkantone an die Produktionskosten und die Verwertungsverluste (die der Bund auf den verschiedenen soeben genannten Sektoren trägt) Beiträge leisten sollten. Ausgerechnet die Bergkantone, die wirtschaftlich ohnehin keine starke Basis haben, sollen nun vermehrt für diese Aktionen herangezogen werden.

Es ist meines Erachtens auch paradox, dass die vorberatende Kommission für die Beratung des Landwirtschaftsgesetzes den Landwirtschaftsbericht, den Milchwirtschaftsbeschluss sowie eine Vorlage über eine Ergänzung des Viehabsatzgesetzes vor sich hat, wo der Bundesrat keine Kürzung der Bundesleistungen vorschlägt; die Vorlage ist noch nicht beraten. Dadurch hat der Bundesrat doch die Berechtigung und die Notwendigkeit der Ausrichtung ungekürzter Bundesbeiträge eindeutig bejaht.

Wenn die Viehzüchter im Berggebiet wegen der sich aufdrängenden Massnahmen des Bundes – ich erwähne das Stichwort Milchkontingentierung – einen Teil ihrer Absatzmärkte verlieren, darf man doch nicht die wirtschaftlich schwachen Bergkantone noch zusätzlich zur Finanzierung von Verwertungsverlusten heranziehen. Gegen die einseitige Benachteiligung dieser Kantone mit vorwiegend viehwirtschaftlicher Produktion wende ich mich entschieden. Ich bitte Sie daher, dem Antrag Risi zuzustimmen.

**Nef:** Ich möchte meine beiden Vorredner, Herrn Diethelm und Herrn Risi, noch etwas sekundieren. Dabei möchte ich ausdrücklich sagen: Es geht mir nicht darum, nun das Berggebiet aus der ganzen Sparübung ausnehmen zu wollen. Aber ich glaube, die Rechte sollte wissen, was die Linke tut. Im Hinblick auf die kommende Gesetzgebung über den Viehabsatz finde ich es einfach komisch, dass man hier eine Sparmassnahme postuliert und in der Gesetzgebung bereits wieder etwas anderes vorsieht. Das passt nicht gut zusammen.

Ich möchte Sie bitten, vor allem dem Antrag Risi über den Absatz 4 (Entlastungskäufe) stattzugeben. Dabei möchte ich auch eine Frage an Herrn Bundesrat Brugger richten. Die Entlastungskäufe waren bis jetzt ausschliesslich Sache des Bundes. Die Kantone waren hier nicht beteiligt, im Gegensatz zu den Ausmerzaktionen. Ich frage Herrn Bundesrat Brugger: Ist mit diesem Einbruch in bisher reine Bundesachen vorgesehen, künftig auch bei der Kartoffelverwertung, Raps- oder Milchverwertung den gleichen Einbruch vorzunehmen? Wenn das so wäre, müssten wir uns doch mit aller Vehemenz gegen diese Art, bisheriges Recht aufzulösen, zur Wehr setzen. Ich möchte Sie bitten, hier keinen Einbruch vorzunehmen. Er ist ja finanziell fast eine Bagatelle. Aber er bedeutet uns doch sehr viel. Ich möchte auch noch etwas sagen: Es ist nicht ganz das gleiche, ob man in einem grossen Kanton, verglichen mit einer grossen Schafherde, zwei Schafe wegnimmt, oder einem Bergkanton, der vielleicht über ein halbes Dutzend von Schafen verfügt, auch eins wegnimmt. Diesen Unterschied sollte man sehen. Ich bitte Sie, den Antrag Risi zu unterstützen.

**Müller-Zürich:** Ich gehöre nicht zum landwirtschaftlichen Klub und komme erst noch aus einem Flachlandkanton. Wir haben aber gehört, dass es sich bei diesen Subventionen um äusserst bescheidene Beträge handelt, die praktisch im Endresultat überhaupt nicht ins Gewicht fallen. Dagegen, scheint es mir, sind sie psychologisch von sehr grosser Bedeutung. Wir haben ja nicht nur gerade in der Diskussion der Entwicklungshilfe immer wieder seitens des Bundesrates gehört, dass er die Berginvestitionshilfe und die Hilfe an die Berglandwirtschaft nicht vernachlässigen wolle. Wenn er sich heute unter dem Druck der Finanzlage gezwungen zu sehen glaubt, dennoch Abstriche von solch kleinem Ausmass, aber von psychologisch so grosser Bedeutung vorzunehmen, so begibt er sich in eine Widersprüchlichkeit. Wir dürfen vor allem abstimmungstaktisch nicht übersehen, dass wir mindestens acht Bergkantone mit diesem Abstrich gegen uns und gegen diese Vorlage aufbringen. Das scheint mir doch recht gewagt im Hinblick auf den Zusammenhang mit der Mehrwertsteuer, denn die Mehrwertsteuer ist ja ein Verfassungsartikel. Wenn wir hier allein schon das Ständemehr gefährden mit acht Kantonen, die die Mehrwertsteuer verwerten, so ist die ganze Übung, die wir jetzt durchgehen, vergeblich. Das wurde ja heute bereits in der Eingangsdebatte ausdrücklich dargelegt, dass wir am Schluss – es wurde, glaube ich, von sozialdemokratischer Seite erklärt – hier diese Kürzungen vornehmen, aber dann die Mehrwertsteuer nicht hereinbringen. Das sollte ja eigentlich nicht sein. Ich gebe Ihnen das zu bedenken. Aus diesem Grunde möchte ich Ihnen beliebt machen, die Anträge von Herrn Risi zu unterstützen.

**Brosi, Berichterstatter:** Wir müssen hier unterscheiden zwischen diesen beiden Anträgen, Artikel 2 Absatz 3, wo es um die zuchtfördernden und um die qualitätsverbessernden Massnahmen im Berggebiet geht, und den Artikel 4 Absatz 2bis (neu), wo eben etwas grundsätzlich Neues in die ganze Konzeption der Absatzförderung hineinkommt, nämlich die Mitbeteiligung der Kantone. Bei der Bewertung möchte ich sagen: Die Kommission hat sich Mühe gegeben, auch in diesem Bereich zu einem gerechten Schluss zu kommen. Sie werden verstehen, wenn ich für mich persönlich erkläre, dass mein Herz durchaus für

den Antragsteller schlägt. Ich bin mir aber ebenso klar, dass wir die Entscheide nicht nur mit dem Herzen treffen dürfen, sondern dass da der Kopf mitreden muss. Und mein Kopf sagt mir mit aller Deutlichkeit, dass es nicht gerechtfertigt wäre, hier in einem Punkt einen Einbruch vorzunehmen, weil wir uns ja klar sind, dass so und so viele weitere Herzenswünsche unerfüllt bleiben müssen.

Aus diesen Ueberlegungen und mit schwerem Herzen möchte ich Sie bitten, bei der Vorlage des Bundesrates und der Kommission zu bleiben. Ich gestatte mir einzig den Hinweis, dass diese Prinzipfrage, die Herr Risi und insbesondere nun auch Herr Kollega Diethelm und Herr Nef anvisiert haben, gerade im Zusammenhang mit der Revision des Viehabsatzgesetzes, das wir ja im Juni zu beraten haben werden, noch gründlich vertieft werden sollte. Auch zuhanden des Ständerates möchte ich diese Bitte anfügen. Es geht wirklich nicht um finanzielle Probleme, denn ob hier im günstigsten Falle überhaupt kein Aufwand vorhanden ist, wenn nämlich keine Entlastungskäufe durchgeführt werden müssen, oder im schlimmsten Fall, wenn die Absatzlage sehr prekär ist, es einige hunderttausend Franken sind, darüber brauchen wir kaum zu streiten. Diese Prinzipfrage empfehle ich also einer weiteren Beratung, möchte Sie aber im Namen der Kommission bitten, heute bei den Anträgen des Bundesrates zu bleiben.

**M. Schlaeppy**, rapporteur: Voilà de nouveau un de ces sujets extrêmement délicats où quelqu'un aimerait recevoir ce dont on va le priver. Ce n'est pas le dernier de ce genre.

La commission a longuement examiné la question soulevée par les préopinants. Il serait en effet souhaitable que l'économie de montagne puisse continuer à bénéficier, de la part de la Confédération, du geste qui est prévu par la loi, sans que la charge en soit reportée sur les cantons.

Il est évidemment difficile, pour plusieurs d'entre nous, de nous mettre entièrement dans la peau des paysans de montagne et de dire si le sacrifice est véritablement insupportable ou s'il est plutôt psychologique. Il y a une bonne part de psychologie, certainement. Pour mon compte, j'ai soutenu quand même la majorité de la commission, considérant que de tous côtés, un geste doit être fait.

En l'espèce, il s'agit notamment d'une innovation sous la forme de l'introduction de l'article 4, alinéa 2bis, en ce sens que la mise en valeur du bétail doit être soutenue par le canton dans une proportion plus forte que jusqu'ici. J'ai essayé de comprendre le mécanisme. J'ai interrogé des agriculteurs de la région du Jura que je connais bien. Certains d'entre vous me diront peut-être que le Jura n'est pas comparable aux Préalpes ou aux Alpes, je veux bien l'admettre, mais j'ai consulté aussi un chef de département de l'agriculture et on m'a fait comprendre qu'il y avait eu quelques abus dans ce domaine. On a introduit notamment, dans ces actions spéciales de prise en charge, des génisses qui normalement devaient «partir» dans le canal de la boucherie ou même dans le canal de l'élevage, ce qui fait qu'à la limite de la mesure qui nous est proposée, il est dit aux cantons: «Vous êtes plus proches des faits, par conséquent faites vous-mêmes un certain travail d'approche et d'élimination en prenant en charge une part de la dépense.» Ce faisant, il n'en coûtera pas beaucoup plus; cela serait supportable en tout cas.

Voilà pourquoi, finalement, la commission s'est ralliée à la proposition du Conseil fédéral; je pense qu'il faut en faire autant.

**Bundesrat Brugger**: Die Landwirtschaft hat hier in diesem Saal viele Befürworter und Leute, die ihr Ihre Unterstützung leihen. Das freut mich meistens – hier allerdings etwas weniger. Die Landwirtschaft hat aber auch im Bundesrat viele Freunde. Es darf doch allgemein festgestellt werden, bei gesamthafter Betrachtung des Sparpaketes, dass die Landwirtschaft keineswegs benachteiligt ist, dass wir vor

allem auch Sorge dafür getragen haben, dass keine direkten Einkommenseinbrüche in der Landwirtschaft entstehen können. Es gibt sogar Stimmen, die von einer bevorzugten Behandlung der Landwirtschaft sprechen.

Wenn Sie die Finanzplanung studiert haben, so werden Sie sehen, dass trotz gewisser Abstriche die Leistungen des Bundes zugunsten der Landwirtschaft auch in Zukunft ein eher überdurchschnittliches Wachstum aufweisen: 1977 plus 4,7 Prozent, 1978 plus 4,6 Prozent, 1979 plus 5,6 Prozent. Zu berücksichtigen ist ferner, dass von 1979 an die Einführung von Flächenbeiträgen im Berggebiet vorgesehen ist, sofern wir hierfür die Finanzierung finden können.

Unsere Politik auf dem Landwirtschaftssektor geht in der Richtung, dass wir wohl vermehrt als in der Vergangenheit bei unserem Subventionswesen Schwerpunkte schaffen müssen, dass wir dort fördern müssen, wo die Effizienz offensichtlich, wo sie gross ist, und dass wir umgekehrt marginale Subventionen einsparen sollten. Das ist eine Forderung, die zu vielen Malen auch in diesem Saal erhoben worden ist.

In diese Politik der Kürzungen hinein gehen der Verzicht auf die Frachtbeiträge bei Viehtransporten und der Verzicht auf Beiträge an die Viehverversicherung, die – wenn ich das richtig verstanden habe – unbestritten geblieben sind.

Was den Viehabsatz betrifft: Auch hier hat der Bundesrat keineswegs die Absicht, seine Hilfeleistung zu kürzen. Er möchte aber hier seine Hilfe ebenfalls konzentrieren, weil auch er weiss, dass aufgrund der Milchkontingentierung die Förderung des Viehabsatzes wohl eine Priorität erhalten wird. Denn wir können ja nicht einfach die Schwierigkeiten von einem Produktionssektor in den anderen verlagern. Aus diesem Grund sind wiederum in der Finanzplanung für die Förderung des Viehabsatzes für 1978 44 Millionen, anstelle von 40 Millionen für das Jahr 1977, vorgesehen; für 1979 sind 47 Millionen vorgesehen. Es geht also nicht um einen Abbau der Leistungen des Bundes in diesem Bereich.

Nun ist es einfach falsch, zu glauben, dass es sich hier nur um arme Bergkantone handle. Von diesen Subventionen profitieren nämlich 15 Kantone; beispielsweise auch der Kanton Zürich hat ein Berggebiet, wo diese Massnahme wirksam wird. Da scheint es mir doch absolut folgerichtig zu sein, dass wir den unteren Ansatz des Subventionsrahmens etwas senken – anstatt 70 nur 60 Prozent –, in der Meinung, dass finanzstarke Kantone durchaus in der Lage sind, etwas mehr zu tragen. Oben geht der Bund nach heutiger Ordnung bis auf 90 Prozent. Wir schlagen Ihnen jetzt als obersten Rahmen 80 Prozent vor. Warum dies? Wenn der Bund allzu grosse Subventionen ausrichtet und die finanzielle Hauptlast bei einer Massnahme trägt, dann ist die Gefahr des Missbrauchs gegeben. Wenn wir 80 Prozent vorgesehen haben, dann aus dieser Erfahrung heraus. Dadurch, dass sich die Kantone, auch die finanzschwachen, wenigstens ein bisschen finanziell mitbeteiligen, scheint uns für die Zukunft bessere Gewähr geboten zu sein, dass diese Massnahmen auch in allen Teilen korrekt durchgeführt werden. Denn mit Kreisschreiben und anderen «Hirtenbriefen» haben wir in den vergangenen Jahren nicht das erreicht, was wir hätten erreichen sollen. Das Portemonnaie ist auch im innerstaatlichen Verkehr ein sehr gewichtiger Körperteil.

Nun sagt man, das sei ein Systemeintritt – wie wenn wir nicht eine ganze Menge von Subventionsparten in der Landwirtschaft hätten, wo die Kantone schon längstens mitbeteiligt sind, z. B. auf weiten Gebieten der landwirtschaftlichen Berufsbildung, bei den landwirtschaftlichen Berufsschulbauten, bei der Betriebsberatung und noch bei anderen Dingen, oder im ganzen weiten Gebiet des Meliorations- und Siedlungswesens, das ja die grösste Subventionspartie ist, die wir kennen. Ein derart «systemwidriger» Einbruch in die Aufgabenteilung ist das also auch wieder nicht.

Jetzt möchte ich Sie noch bitten, auch die Proportionen zu sehen. Die Belastung der Kantone wird voraussichtlich

höchstens 2 oder 3 Millionen umfassen. Das verteilt sich auf 15 Kantone. Man sollte also auch hier die Proportionen sehen. Ich habe im Gespräch mit Vertretern der Kantone für diese Massnahme durchaus Verständnis gefunden. Man soll jetzt nicht sagen, Herr Nationalrat Müller, die 7 Millionen, die wir mit diesen vier Massnahmen einsparen, seien eine Bagatelle. Erstens ist es keine Bagatelle; unser ganzes Sparpaket beruht auf Bagatellen, wenn Sie so wollen – aber bis zum Schluss gibt es dann doch ein paar hundert Millionen. Zweitens glaube ich auch, dass das durchaus erträglich ist. Das Wichtigste ist aber wohl weniger das Finanzpolitische als der Umstand, dass bei einer Hilfe des Bundes, bei der dieser 40, in Zukunft bis 47 Millionen Franken aufwendet, auch die Kantone, aus ihrer Verantwortung heraus, einen kleinen Beitrag leisten können. Es ist ein sehr gemässigter Beitrag, den wir von ihnen einfordern möchten.

**Präsident:** Wir bereinigen die Anträge Risi über die Förderung des Viehabsatzes.

Die erste Abstimmung betrifft Artikel 2 Absatz 3. Bundesrat und Kommission beantragen bei den Vergütungen des Bundes 60 bis 80 Prozent; Herr Risi beantragt 60 bis 90 Prozent.

*Abstimmung – Vote*

Art. 2 Abs. 3

Für den Antrag der Kommission	86 Stimmen
Für den Antrag Risi-Schwyz	28 Stimmen

**Präsident:** Wir bereinigen den Antrag Risi zu Artikel 4 Absatz 2bis, Verwertungsverluste. Ich stelle zuerst den Antrag Bundesrat und Kommission – 20 bis 40 Prozent – dem Antrag Risi – 10 bis 40 Prozent – gegenüber. Das Resultat werde ich dem Streichungsantrag gegenüberstellen.

*Abstimmung Vote*

*Eventuell – Eventuellement:*

Für den Antrag der Kommission	85 Stimmen
Für den Eventualantrag Risi-Schwyz	29 Stimmen

*Definitiv – Définitivement:*

Für den Antrag der Kommission	90 Stimmen
Für den Hauptantrag Risi-Schwyz	28 Stimmen

942

**Landwirtschaftsgesetz**

**Loi sur l'agriculture**

**Art. 58**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

951

**Bundesbeschluss über vorübergehende Massnahmen zugunsten des Rebbaus**

**Arrêté fédéral instituant des mesures temporaires en faveur de la viticulture**

**Art. 2**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

961

**Bundesgesetz über Investitionskredite und Betriebshilfe in der Landwirtschaft**

**Loi fédérale sur les crédits d'investissements dans l'agriculture et l'aide aux exploitations paysannes**

**Art. 10 Abs. 1 Buchst. e, Art. 17bis**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 10 al. 1 let. e, art. 17bis**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

10.11

**Bundesgesetz über die Brotgetreideversorgung des Landes (Getreidegesetz)**

**Loi fédérale sur l'approvisionnement du pays en blé (Loi sur le blé)**

**Art. 37**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

10.21

**Bundesbeschluss über die inländische Zuckerwirtschaft**

**Arrêté fédéral sur l'économie sucrière indigène**

10.22

**Uebergangsbestimmung – Disposition transitoire**

**Art. 10 Abs. 1 Buchst. b und Abs. 2 und Uebergangsbestimmung**

*Antrag der Kommission*

*Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Minderheit*

(Biel, Allgöwer)

*Abs. 1 Buchst. b*

durch eine Vorwegleistung des Bundes, die für beide Fabriken insgesamt 8 Millionen Franken jährlich nicht übersteigen darf.

*Abs. 2*

... und ein Kostenbeitrag der Produzenten von 7,5 Rappen je 100 kg Zuckerrüben zu erheben.

*Antrag Röthlin*

*Art. 10 Abs. 2*

... eine Abgabe auf eingeführten Zucker von Fr. 1.75 je 100 kg Zucker ...

**Art. 10 al. 1 let. b et al. 2 et disposition transitoire**

*Proposition de la commission*

*Majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Minorité*

(Biel, Allgöwer)

*Al. 1 let. b*

Par une contribution initiale de la Confédération qui ne doit pas excéder annuellement la somme de 8 millions de francs au total pour les deux sucreries.

*Al. 2*

... et une contribution des producteurs de 7,5 centimes par quintal de betteraves sucrières.

*Proposition Röthlin**Art. 10 al. 2*

... une taxe sur les importations de sucre de 1 fr. 75 par 100 kg ...

**Biel**, Berichterstatter der Minderheit: Wir haben es wieder einmal mit dem Zuckerbeschluss zu tun. Zuerst eine Bemerkung zum Titel «Konsumsubventionen». Unter diesem Titel werden hier Massnahmen angeführt, die dazu führen, dass ein Produkt verteuert wird, und so etwas nennt man «Konsumsubventionen». Ich halte in diesem Zusammenhang diesen Titel für unzulässig. Sie müssen dabei erst noch berücksichtigen, dass wir uns hier mit einem Produkt auseinandersetzen, für das zwar offiziell Weltmarktpreise in der Schweiz gelten, für das aber die Weltmarktpreise um recht hohe Grenzabgaben, alles in allem rund 35 Franken, verteuert werden.

Doch was ich kritisiere, ist nicht nur der Titel und ist nicht nur der Inhalt, sondern auch die Darstellung. Wer den Mechanismus unserer Zuckerwirtschaft nicht kennt, wird nämlich durch die Botschaft irreführt. Er merkt nicht, was hier gespielt wird. Ich glaube nun doch, zumindest der Bundesrat wäre dazu aufgerufen gewesen, offen darzulegen, was er beabsichtigt. Beim Mechanismus der Zuckerverwirtschaftung ist entscheidend, welche Annahmen man macht. Der Bundesrat geht davon aus, dass der Zuckerverbrauch in der Schweiz rund 250 000 Tonnen beträgt. Nun wissen wir, dass dieser Verbrauch ausserordentlich stark schwankt. Dafür ist die Lagerpolitik verantwortlich, und die Lagerpolitik wiederum hat mit den stark schwankenden Weltmarktpreisen zu tun. Es kann durchaus sein, dass der sogenannte schweizerische Verbrauch wieder stark ansteigt.

Eine zweite Annahme – diese kann der Bundesrat schon etwas genauer angeben – betrifft die Zuckerrübenproduktion, weil er ja bekanntlich die Grössenordnung festlegt. Der Bundesrat geht im Augenblick von 625 000 Tonnen Zuckerrüben aus. Theoretisch kann er bis zu 700 000 Tonnen annehmen. Falls der Weltmarktpreis, korrigiert um die hohen Grenzabgaben, unter die Gestehungskosten des einheimischen Zuckers fällt, setzt der Mechanismus der Verlustdeckung ein. Der Bund schießt nach geltender Ordnung vorerst einmal 20 Millionen Franken ein. Wenn das nicht reicht, hat er die Möglichkeit, weitere 10 Millionen Franken (maximal) einzuschliessen. Allerdings erhebt er dann eine Abgabe von 1 Franken pro 100 kg für jede Million, die er zusätzlich einschiesst. Diese Abgabe belastet den Konsum. Gleichzeitig werden auch die Rübenpflanzler zur Verlustdeckung beigezogen, für jede Million Franken an zusätzlichem Bundesbeitrag zahlen die Rübenpflanzler eine Abgabe von 6 Rappen pro 100 kg Rüben. Alles in allem zahlt also heute der Konsument im schlimmsten Fall 25 Millionen Franken, die Produzenten 3,75 Millionen Franken, und der Bund zahlt seine 30 Millionen Franken. Neuerdings möchte nun der Bundesrat seinen sogenannten Vorwegbeitrag, den er zuerst einschiesst, um 10 Millionen Franken kürzen. Das hat zur Folge, dass die Zusatzdeckung mit der Konsumabgabe früher einsetzt. Die Konsumenten werden also stärker belastet. Zweitens: Der Bundesrat schlägt als Ersatz eine Abgabe von neu Fr. 1.50 vor, bisher Fr. 1.–. Die Rübenpflanzler dagegen werden nicht zusätzlich belastet. Einzig auch ihre Verlustbeteiligung setzt etwas früher ein. Nun haben wir sehr viel von

der Lastenverteilung gesprochen, von der Symmetrie; es müssten alle dran. Immerhin darf gerade dieses Beispiel zeigen, dass wieder einmal die Landwirtschaft übermässig mit Samthandschuhen angefasst wird – im Unterschied zu den Konsumenten. Die Lastenverteilung wird also sehr stark einseitig zulasten der Konsumenten vorgenommen; denn diese zahlen mindestens 50 Prozent mehr als bisher.

Und das, was der Bundesrat verheimlicht in dieser Angelegenheit: Durch die Sparübung spart er nicht nur bei sich, sondern er verschafft sich noch zusätzliche Einnahmen. Er hat nämlich statt bisher fast 59 Millionen Franken neu über 61 Millionen Franken für die Zuckerwirtschaft zur Verfügung. Es ist ganz klar, wozu er diese Reserve braucht: um den Rübenpreis zu erhöhen oder die Anbaufläche auszudehnen. Wenn man wirklich davon ausgehen kann, dass der Zuckerkonsum noch mehr ansteigt, nimmt der Spielraum des Bundes für die Zuckerwirtschaft tendenziell noch eher zu.

Wir haben Ihnen nun folgenden Antrag gestellt, der die zusätzlichen Lasten etwas gleichmässiger verteilt, obwohl auch bei ihm die Konsumenten wesentlich stärker zusätzlich belastet werden als die Rübenpflanzler. Aber im Unterschied zum Antrag des Bundesrates ist bei unserem Antrag eine zusätzliche Einsparung für die Bundeskasse vorhanden. Der Bund soll also künftig nach unserem Antrag nur noch acht Millionen und nicht zehn Millionen als Vorwegbeitrag einschliessen, bevor der zusätzliche Mechanismus in Gang kommt. Der Beitrag der Konsumenten soll, wie es der Bundesrat vorsieht, von einem Franken auf Fr. 1.50 erhöht werden. Der Beitrag der Rübenpflanzler wird um 25 Prozent von 6 Rappen auf 7,5 Rappen erhöht. Ich glaube, dass das durchaus tragbar ist und sich auch mit der Symmetrie verträgt. Seinerzeit hatte ja der Bundesrat sogar 8 Rappen Beteiligung der Rübenpflanzler beantragt. Man kann heute also nicht kommen, es sei nicht tragbar. Der Bundesrat hat aber damals auf die Lage der Bundesfinanzen hingewiesen. Das Parlament hatte einen anderen Entscheid gefällt – wie Sie sich erinnern –, und jetzt versucht der Bundesrat, das zu korrigieren. Wir möchten ihm im Sinne der Bundesfinanzen helfen, aber wir möchten ihm wirklich so helfen, dass das zu Buche schlägt für die Einsparungen und dass die Belastungen etwas gleichmässiger sind.

Kollege Röthlin hat nun einen anderen Antrag gestellt. Er möchte alles so lassen, wie es der Bundesrat vorsieht, jedoch die Belastung des Konsums auf Fr. 1.75 erhöhen. Damit wird natürlich nicht nur der Konsument wesentlich stärker betroffen; auch der Spielraum für die Zuckerwirtschaft wird wesentlich ausgedehnt – um mehr als sechs Millionen Franken. Einem solchen Antrag könnte ich nie zustimmen.

Erinnern Sie sich daran, dass die Zuckerverordnung, so wie sie sich präsentiert, doch in harten politischen Kämpfen erarbeitet worden ist! Die Grundlage einer zusätzlichen Konsumabgabe musste in einem harten Referendums-kampf erstritten werden. Ich glaube, auch diesen Dingen sollten Sie Ihre Aufmerksamkeit schenken.

So oder so handelt es sich – das wird Herr Bundesrat Brugger wie immer sagen, wenn er zugunsten der Landwirtschaft so etwas macht – um einen kleinen Artikel; aber er hat ja vorhin auch zugegeben, das ganze Sparpaket setze sich aus zahlreichen kleinen Artikeln zusammen, und das ergibt ja dann die Summe. Bei den Agrarausgaben und bei den Konsumbelastungen ist es auch so; sie summieren sich aus zahlreichen Einzelartikeln und ergeben dann das Gesamte.

Nach unserem Antrag, der übrigens in der Kommission von Kollege Auer im Sinne eines Kompromisses gestellt worden ist, helfen Sie der Bundeskasse noch zu zusätzlichen Einsparungen. Das liegt also durchaus im Sinne des gesamten Paketes.

**Röthlin**: Wenn wir die Botschaft vom November 1973 über die inländische Zuckerwirtschaft konsultieren, stellen wir dort unter anderem folgende Zielsetzungen fest: der Zuk-



ker soll preisgünstig sein, und der Bund soll möglichst gering belastet werden. Wohl aus diesem Grunde hat damals das Parlament die Vorwegleistung für die Zuckerwirtschaft von 30 auf 20 Millionen reduziert. Heute wird vorgeschlagen, diese 20 Millionen auf 10 Millionen zu reduzieren, indem die Abgabe auf eingeführtem Zucker von Fr. 1.– auf Fr. 1.50 erhöht werden soll. Sie sehen dann in der Botschaft auf Seite 60: «Für die nächsten Jahre ist indessen mit weiterhin beträchtlichen Verlusten der Zuckerfabriken und damit der Erhebung einer Importabgabe zu rechnen.» Aufgrund dieser Prognose stelle ich meinen Antrag, nicht nur auf Fr. 1.50 pro 100 kg importierten Zucker zu gehen, sondern auf Fr. 1.75. Wenn meine Rechnung stimmt, erbringt dies dem Bund Einsparungen von etwa 5 Millionen Franken. Herr Bundesrat Brugger hat letzte Woche schon gesagt, dass die heutige Ordnung der Zuckerwirtschaft in Frage gestellt sei und bemerkte dabei, ob ein Mischpreis nicht viel gescheiter wäre. Daraus ergibt sich als Schlussfolgerung, dass die ganze Zuckerwirtschaft eigentlich selbsttragend sein sollte. Das wäre ein wunderbares Geschenk und wirklich sehr süß. Wir können feststellen, dass der zuckerverarbeitenden Industrie, dass dem Handel und dem Konsumenten doch zugemutet werden darf, diese wenigen Rappen oder Bruchteile von Rappen pro Kilogramm Zucker für eine gesicherte Zuckerversorgung aufzubringen. Ich möchte noch beifügen: Je nach Entscheid über den Antrag Biel und meinen Antrag muss die Vorwegleistung gemäss Absatz 1b modifiziert werden. Ich möchte anvisieren, dass für die nächste Revision oder Erneuerung des Bundesbeschlusses über die inländische Zuckerwirtschaft ab Ende September 1979 die Bundeskasse möglichst wenig oder überhaupt nicht mehr belastet wird. Aus dieser Konsequenz heraus, Herr Kollege Biel, muss ich Ihren Antrag ebenfalls unterstützen. Ich bin also nicht gegen Ihren Antrag, den der Minderheit. Ihr Antrag ist berechtigt, denn auch die Produzenten sollen entsprechend mehr belastet werden.

Zusammenfassend: Mein Antrag bringt eine zusätzliche Einsparung von ungefähr 5 Millionen Franken für die Bundeskasse; umgelegt auf die ungefähr 240 000 Tonnen importierten Zucker ist das wirklich eine Bagatelle, und es wäre schade, wenn man noch lange darüber diskutieren würde; diese 5 Millionen sind verhältnismässig wenig. Ich möchte sagen: Es ist kein Riesenzuckerstock, nur ein kleines Zückerchen für unsere Herren Bundesräte Brugger und Chevallaz. Ich hoffe, dass Sie diesen Vorschlag akzeptieren werden. Ich danke Ihnen.

**Oehen:** Ich hatte am letzten Donnerstag gegen Ende unserer Sitzung Gelegenheit, meine Motion zu begründen, die ich im Zusammenhang mit der Zuckerwirtschaft einreichte. Diese Motion wurde seinerzeit durch die Budgetdebatte ausgelöst, als wir krampfhaft nach Möglichkeiten suchten, unser Budget zu entlasten. Bekanntlich haben wir für das laufende Jahr 40 Millionen Subventionen für den Zuckerkonsum in unserem Budget. Bei der Begründung, die ich Ihnen letzten Donnerstag vortragen durfte, wies ich vor allem darauf hin, dass auch aus volksgesundheitlichen Gründen der Zuckerkonsum durchaus belastet werden dürfe, und ich sagte Ihnen vor allem, dass es volksgesundheitlich wirklich sinnlos sei, ausgerechnet dann, wenn durch günstige Weltmarktpreise der Konsumentenpreis schon an sich tief ist in diesem Lande, noch Millionen hineinzuwürgen. Herr Biel hat damals die Motion bekämpft und auch das Postulat – der Bundesrat wäre ja bereit gewesen, die Motion in Form eines Postulates entgegenzunehmen –; er hat behauptet, es hätte nichts zu tun mit Volksgesundheit, wenn man auf der Suche nach Entlastung der Bundeskasse auch diese Argumente mitberücksichtigt.

Zu dieser ersten Behauptung gestatte ich mir vom leider hier abwesenden Fraktionskollegen von Herrn Biel, von Herrn Meinrad Schär, eine kleine Notiz, die er mir extra noch auf den Tisch gelegt hat, zu zitieren. Er sagt dort: «Zucker darf teurer werden, der Konsumrückgang ist

volksgesundheitlich wünschenswert.» Er hat in einem ausführlichen Dokument die Grundlagen für diese Aussage festgehalten. Wenn sich jemand dafür interessiert, kann er das bei mir einsehen. Es hat also durchaus etwas mit Volksgesundheit zu tun, wenn man auf der Suche nach Einsparungen die Subventionen beim Zucker abbaut. Zum zweiten bin ich heute ausserordentlich erstaunt über die Argumente von Herrn Kollega Biel, dem es plötzlich nicht mehr so wohl zu sein scheint, wenn die Bundeskasse durch eine Neuregelung etwas profitiert. Hier muss ich Ihnen einfach sagen, der Sie in all den Jahren für Sparsamkeit plädiert haben – zu Recht übrigens –, dass ich Sie nicht mehr begreife. Ist es denn nicht vernünftig, auf einem solchen Sektor, wo man nicht nur die Konsumenten vielleicht belastet, sondern ihnen im Endeffekt sogar einen Dienst erweist, weil man sie zu einer vernünftigeren Verwendung dieses Genussmittels veranlasst, Geld einzusparen? Ich glaube, dass die Ausführungen, die Herr Kollega Röhlin soeben hier gemacht hat, Ihre Untersützung unbedingt verdienen, und ich bitte Sie deshalb, die Anträge von Herrn Biel abzulehnen und dem Antrag von Herrn Röhlin zuzustimmen.

**Brosi,** Berichterstatter der Mehrheit: Die Zuckerwirtschaft ist auch in der Kommission recht eingehend behandelt worden. Die Einwendungen, die Herr Kollega Biel jetzt vorgebracht hat, wurden geprüft. Unser Eindruck war der, dass man sich hier doch wohl hüten muss, nur gewisse fiskalpolitische Überlegungen anzustellen oder Konsumenteninteressen im Auge zu behalten. Ich glaube, die ganze Zuckerphilosophie, die dahinter steckt, ist doch etwas weiträumiger, als das in den gefallenen Voten zum Ausdruck kam. Insbesondere möchte ich auf den Artikel 1 des geltenden Zuckerbeschlusses verweisen, wo als Grundsatz doch immerhin die Rede von der Erhaltung einer Ackerfläche ist, welche die Anpassung der inländischen landwirtschaftlichen Produktion an die Absatzmöglichkeiten erleichtert, eine vielseitige landwirtschaftliche Erzeugung erlaubt und bei Störung der Zufuhr vom Ausland die rechtzeitige Ausdehnung des Ackerbaues ermöglicht. Ausserdem fördert der Bund im Interesse einer vermehrten Sicherung der Landesversorgung mit Zucker den Anbau von bis zu 14 000 Hektaren Zuckerrüben. Diese Überlegungen sind alle mitzubehaltenden, und das ist jetzt – meine ich – bei den gestellten Anträgen etwas zu kurz gekommen. Ich möchte Sie einfach bitten, jetzt nicht einseitig und nur fiskalpolitisch oder konsumentenfreundlich überlegend zu entscheiden.

Die Kommission ist bei Prüfung des Antrages der Minderheit zum Schlusse gekommen, dass der Vorschlag des Bundesrates vorzuziehen sei, d. h., dass man sich mit einem Vorwegbeitrag von 10 Millionen Franken begnügen und den Produzentenbeitrag bei 6 Rappen je 100 Kilogramm Zuckerrüben belassen sollte.

Nun zum Zusatzantrag Röhlin. Er ist als ein Ergänzungs- und Zusatzantrag zum Minderheitsantrag zu verstehen. Dazu möchte ich einfach darauf hinweisen, dass hier natürlich die Empfindlichkeiten in Richtung Konsumenten noch stärker betroffen werden. Aus diesen Gründen bitte ich Sie, dem Antrag des Bundesrates und der Kommissionmehrheit zu folgen und den Minderheitsantrag und den Antrag Röhlin abzulehnen.

**M. Schlaeppy,** rapporteur de la majorité: Nous nous trouvons de nouveau placés ici devant un problème extrêmement délicat qui représente une sorte de lutte entre les consommateurs et les producteurs. Pourtant la discussion qui s'est déroulée a été approfondie au sein de la commission et des chiffres nous ont été présentés, selon lesquels la Confédération disposait jusqu'ici de 59 millions pour 625 000 tonnes de betteraves produites et 250 000 tonnes de sucre importé. La proposition de la Confédération est de moduler la composante des prix en ramenant à 10 millions la prestation de la Confédération qui était de 20 millions, et de compenser cette perte par une augmen-

tation d'un franc à 1 fr. 50 par 100 kilos, à la charge du consommateur, ce qui donne pour la Confédération 61 millions contre 59. On opère donc un transfert de la charge de la Confédération au consommateur, ce qui a fait dire – vous avez entendu les interpellateurs – qu'il devrait y avoir parité pour supporter la charge, entre le producteur et le consommateur.

M. Auer a fait au sein de la commission une proposition un peu différente de celle de M. Biel, et donnait le chiffre de 60 millions contre 61 millions; 57 millions selon la proposition de M. Biel qui taxait à 1 fr. 30 au lieu de 1 fr. 50 par 100 kilos et par million dépensé par la Confédération.

Ainsi le débat s'est situé autour de cette production qui doit être au fond substituée à la production laitière; des arguments ont été avancés sur le fait, par exemple, que la production de sucre indigène a été un régulateur de prix dans les années 1973/1974, au moment où les prix ont flambé. Or, on peut rétorquer à cela que le contraire peut aussi se produire.

En fait, pénaliser la production de la betterave serait une erreur au moment où il faut absorber des vagues de lait. Il faudrait donc suivre la proposition de la majorité de la commission, pour ne pas toucher au revenu de l'agriculture. Cela serait logique. Voilà ce que je suis chargé de vous dire au nom de la majorité de la commission.

Certains pensent que l'effort demandé au consommateur devrait être complété par un effort de la part du producteur. Tout le problème du prix de la journée agricole est posé dans ce débat. La commission vous demande de suivre le Conseil fédéral.

**Bundesrat Brugger:** Ich gebe in dem einen Punkt Herrn Nationalrat Biel recht, dass diese Massnahme nicht unter den Titel «Konsumsubventionen» gehört, mindestens nicht im engeren Sinne; aber auch Sie werden zugeben, dass unsere Zuckerordnung konsumentenfreundlich ist, und zwar deshalb, weil der schweizerische Konsument gewissermassen ein verbrieftes Anrecht darauf hat, dass ihm die Weltmarktpreise zukommen, ganz gleichgültig, wie die Produktionskosten im eigenen Lande sind. Die Weltmarktpreise können gewaltig schwanken. Wir hatten vor noch nicht langer Zeit Zuckerpreise von Fr. 5.– und mehr je Kilogramm. Das war für unsere Zuckerfabriken günstig. Dann machen sie Reingewinne und können Reserven anlegen. Zurzeit liegt der Zuckerpreis unter einem Franken. Da kommen wir mit unserer Produktion nicht mehr nach. Das ist auch selbstverständlich; denn die Produktionsverhältnisse, aber auch die Lohn- und die sozialen Verhältnisse sind in den anderen zuckerproduzierenden Ländern meistens etwas anders als bei uns. In diesem Fall machen die Zuckerfabriken Defizite. Wenn Sie über Reserven aus früheren Zeiten verfügen, sind zuerst die Reserven anzugreifen, und wenn die Reserven verbraucht sind, muss jemand das Defizit decken. Das Defizit wird gedeckt durch den Staat, den Konsumenten und den Produzenten. Der Staat übernimmt nach geltendem Recht einen Vorwegbeitrag von 20 Millionen Franken. Ausserdem hat er das Recht, weitere 10 Millionen Franken zuzuschiesse, je nach der Situation, aber unter der Bedingung, dass pro Million zusätzlicher Bundeshilfe auch der Konsument einen Rappen je Kilogramm und der Produzent 6 Rappen je Doppelzentner Rohrüben an das Defizit bezahlen. Da im Maximum 10 Millionen Franken zusätzlich ausgerichtet werden können, kann der Zucker für den Konsumenten im ungünstigsten Fall 10 Rappen teurer werden. Das trifft aber nur zu, wenn der Weltmarktpreis sehr tief liegt.

Die Neuordnung wäre nun die, dass wir nicht mehr einen Vorwegbeitrag des Bundes von 20 Millionen, sondern nur noch einen solchen von 10 Millionen Franken hätten. Dadurch kann der Bund 10 Millionen Franken einsparen. Es handelt sich hier somit um eine echte Sparübung. Der Bund wird aber auch in Zukunft – es ist dies notwendig, weil die Weltmarktpreise schwanken – bis maximal 10 Mil-

lionen Franken hinzufügen können, unter der Voraussetzung, dass der Konsument und der Produzent ihren entsprechenden Beitrag leisten. Wenn wir nun den Konsumentenbeitrag bei dieser Kürzungsübung des Bundes belassen wie bisher, dann hat das automatisch zur Folge, dass der Gesamtbetrag, der dem Bundesrat für die Abdeckung dieser Defizite zur Verfügung steht, entsprechend kleiner wird. Das hat die direkte Konsequenz, dass damit die Anbaufläche für Zuckerrüben reduziert werden muss, weil wir nicht mehr die gleiche Menge subventionieren können. Die Verluste werden kleiner sein, wenn wir weniger auf eigenem Grund und Boden produzieren. Man kann sich nun fragen: Ist es richtig, die Anbaufläche der Zuckerrüben in einem Moment zu reduzieren, wo wir auf dem Fleisch- und Milchsektor eine Ueberproduktion haben, wo alle Produktionsprogramme der Landwirtschaft in Richtung einer Vermehrung des Ackerbaus laufen? Ich glaube, das wäre eine Zickzackpolitik, die abzulehnen ist. Dann müssen wir eben diese 10 Millionen Franken irgendwo hereinholen. Der Vorschlag des Bundesrates und Ihrer Kommission lautet nun, dass der Konsument anstatt einen Rappen je Kilogramm, falls eine Zusatzfinanzierung notwendig ist, 1,5 Rappen je Kilogramm zu bezahlen hat. Im ungünstigsten Fall, d. h. wenn der Zuckerpreis auf 70 oder 80 Rappen sinkt, könnte das für den Konsumenten bedeuten, dass er anstatt 10 Rappen 15 Rappen hinzuzulegen hätte. Das wäre meines Erachtens tragbar, und das wird übrigens von Herrn Biel auch nicht bekämpft. Herr Röhlin möchte indessen noch weiter gehen. Er möchte auf 1,75 Rappen je Kilogramm gehen. Auch das wäre selbstverständlich kein Unglück. Ich muss Herrn Röhlin jedoch entgegenhalten: Wir haben eine Zuckerordnung, die politisch umstritten war, so dass wir jetzt auch hier Mass halten sollten. Der Antrag Röhlin, den der Antragsteller als Sparübung ansieht, nützt uns übrigens nichts. Auf der einen Seite gäbe man uns etwa 5 Millionen Franken mehr Mittel in die Hand, und es bestünde für uns die Möglichkeit, die Anbaufläche zu vergrössern; auf der anderen Seite müsste man dann aber auch den Vorwegbeitrag des Bundes nochmals kürzen. Ich bitte Sie, das nicht zu tun. Wir sollten die Zuckerordnung nicht denaturieren, um so weniger, als ja bis in etwa 2 Jahren ohnehin eine neue Zuckerordnung auf die Beine gestellt werden muss.

Damit komme ich zum Antrag von Herrn Biel. Seine Argumentation hat eine gewisse Logik für sich. Herr Biel sagt: Wenn der Konsument mehr belastet wird, soll auch der Produzent mehr belastet werden. Der Produzent zahlt jetzt 6 Rappen je 100 Kilogramm Zuckerrüben. Herr Biel möchte diesen Anteil auf 7,5 Rappen erhöhen. Das ist kein unsinniger Antrag, doch hat er einen Haken: Die Produktionskosten für Zuckerrüben sind seit der letzten Preiserhöhung angestiegen. Auf meinem Tisch liegen Forderungen für eine Erhöhung des Zuckerrübenpreises auf den 1. Mai 1977. Wir werden voraussichtlich – ich kann dem Entscheid des Bundesrates nicht vorgreifen – diese Forderungen, auch wenn sie kostenmässig begründet sind, nicht oder auf jeden Fall nicht voll honorieren können. Da fragt es sich nun, ob es in einer solchen Situation richtig ist, auf der anderen Seite den Produzenten zusätzlich zu belasten. Das würde die Argumente der Gegenseite zu unseren Ungunsten verstärken. Mit Rücksicht auf diesen Umstand erachte ich auch den Antrag Biel als ungeschickt.

Mit dem Antrag des Bundesrates ist es uns möglich, eine Zuckerrübenproduktion von 625 000 bis 650 000 Tonnen zu verkraften. Das ist etwas mehr als letztes Jahr, und das ist uns ausserordentlich willkommen in einem Zeitpunkt, wo wir die Milchkontingentierung einführen und wo wir fairerweise gewisse Ausweichmöglichkeiten schaffen sollten. Ich bitte Sie somit, die beiden Anträge Röhlin und Biel abzulehnen.

**Präsident:** In Artikel 10 Absatz 1 Buchstabe b, Vorwegleistung des Bundes, beantragt die Kommissionsmehrheit 10 Millionen, die Minderheit 8 Millionen.

**Abstimmung – Vote**

Für den Antrag der Mehrheit	121 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	9 Stimmen

**Präsident:** Bei Absatz 2, Kostenbeitrag der Produzenten, beantragen Kommissionsmehrheit und Bundesrat 6 Rappen, die Minderheit 7,5 Rappen je 100 Kilogramm.

**Abstimmung – Vote**

Für den Antrag der Mehrheit	120 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	9 Stimmen

**Präsident:** Bei Absatz 2, Abgabe auf eingeführtem Zucker, beantragen Kommission und Bundesrat Fr. 1.50 je 100 Kilogramm, Herr Röthlin beantragt hier auf Fr. 1.75 je 100 Kilogramm zu gehen.

**Abstimmung – Vote**

Für den Antrag der Kommission	105 Stimmen
Für den Antrag Röthlin	23 Stimmen

**Block 1 – Volet 1**

**Präsident:** Einführende Erläuterungen gibt Herr Trottmann.

**Trottmann, Berichterstatter:** Bei den Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes hatte die Gruppe 1 der erweiterten Finanzkommission vorberatend zu den Geschäften Unterricht und Forschung, Kultur, Gesundheitswesen, soziale Wohlfahrt sowie Forstwirtschaft und Gewässerschutz Stellung zu nehmen. Sowohl in der Gruppensitzung als auch innerhalb der Gesamtkommission war sichtbar, dass mit der Kürzung der Bundesbeiträge einerseits bei den Primarschulen und den Stipendien, andererseits bei den Krankenkassen wichtige Aenderungen an den bestehenden Gesetzen vorgeschlagen sind. Wie aber bereits dargelegt wurde, können Abstriche im Bundeshaushalt nur über Kürzungen bei den vielfachen Verpflichtungen verwirklicht werden. Es mag dies im Einzelfall schmerzliche Konsequenzen oder scheinbar geringfügige Auswirkungen haben. Bei der Addition aller Massnahmen zählen aber auch kleine Beträge, so dass schliesslich das zu verwirklichende Endziel entscheiden muss. Die Mehrheitsbeschlüsse der erweiterten Finanzkommission sind daher in dieser Sicht zu werten.

Die im Bereich von Unterricht und Forschung zu ändernden Gesetze betreffen die Bundesbeiträge an die öffentlichen Primarschulen, eine Reduktion der Bundesbeiträge an die Aufwendungen der Kantone zugunsten der Stipendien und die Weiterführung der Reduktion des Bundesbeitrages zugunsten des Schweizerischen Nationalfonds.

Die Bundesbeiträge an die öffentlichen Primarschulen sind verfassungsmässig verankert und unterteilen sich in einen Grundbeitrag pro Kind im Alter von 7 bis 15 Jahren, einen Sonderzuschlag für die Bergkantone und einen Sprachzuschlag für die Schulkinder in den Kantonen Tessin und Graubünden. Die einzige Aenderung betrifft nun den Grundbeitrag, der von Fr. 4.– pro Kind auf Fr. 1.– reduziert werden soll. Die aus dieser Kürzung resultierende jährliche Einsparung beträgt rund 3 Millionen Franken. Ein Antrag, den Grundbeitrag gänzlich zu streichen, wurde von der Kommission mit 12:6 Stimmen – bei einigen Enthaltungen – abgelehnt.

Bei den Aufwendungen zugunsten der Stipendien werden heute Bundesbeiträge von 25 Prozent an finanzstarke, 45 Prozent an mittelstarke und 65 Prozent an finanzschwache Kantone gewährt. Die Kantone entscheiden jedoch über die Höhe der Stipendien, wobei in den finanzstarken Kantonen im Einzelfall vermehrt und höhere Stipendien ausge-

richtet werden, als dies bei den finanzschwachen Kantonen möglich ist.

Der Bundesrat beantragt, die Höchstsätze für die Bundesbeiträge an die Kantone um je 5 Prozent zurückzunehmen, so dass die Aufwendungen der Kantone für die Stipendien künftig noch zwischen 20 und 60 Prozent subventioniert würden. Der Antrag Grobet, der diese Kürzung ablehnt und die Bundesbeiträge zugunsten der Stipendien auf 25 bis 65 Prozent belassen will, wurde in der Kommission mit 19:9 Stimmen verworfen.

Die Beiträge an die Stiftung Schweizerischer Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung in den Jahren 1975 bis 1979 sollen für 1978/79 – wie in den Vorjahren – um je 6 Millionen Franken gekürzt werden. Mit den Einsparungen von rund 5 Millionen Franken bei den Stipendien betragen daher die Beitragskürzungen im Bereich von Unterricht und Forschung jährlich rund 14 Millionen Franken, was nach Auffassung der Kommissionsmehrheit tragbar ist. Im Bereich der Kultur, also bei Denkmalpflege sowie Natur- und Heimatschutz sollen die Höchstsätze bei den Subventionen um je 10 Prozent reduziert werden. Gesamthaft gesehen geht es hier um geringfügige Beträge, die aber im Einzelfall recht schmerzlich wirken können. Auch ist daran zu denken, dass es sich bei der Denkmalpflege um arbeitsintensive Massnahmen handeln kann, die den hier spezialisierten Berufsgruppen eine willkommene Beschäftigungsmöglichkeit sichern. Daher wurden im Rahmen der Konjunkturbeschlüsse die Bundeskredite für derartige Aufgaben erhöht. Gegenwärtig liegen beim Bund rund 1000 Gesuche zur Subventionierung von Vorhaben der Denkmalpflege vor, von denen 250 Projekte durchführungsfähig bearbeitet sind. Die Kommission ist mit der Kürzung der Subventionssätze bei Denkmalpflege sowie Natur- und Heimatschutz einverstanden. Sie ersucht jedoch den Bundesrat, die Subventionierung arbeitsintensiver Projekte zu bevorzugen, um allenfalls nachteilige Auswirkungen auf die Beschäftigungs- und Arbeitsmarktlage nach bester Möglichkeit abwenden zu können. In beiden Bereichen zusammen betragen die Einsparungen nach den Angaben der Botschaft 1,5 bis 2,5 Millionen Franken pro Jahr.

Beim Gesundheitswesen sollen die bereits geltenden Sparbeschlüsse des Parlaments im Bereich der Tuberkulosebekämpfung und der Rheumabekämpfung weitergeführt werden. Im Sinne der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen wird beantragt, die Bundesaufwendungen zugunsten der kantonalen Aufwendungen bei der Lebensmittelkontrolle und der Giftkontrolle zu reduzieren bzw. zu streichen. Bei allen vier vorgeschlagenen Gesetzesänderungen lassen sich gesamthaft Einsparungen von rund 10 Millionen Franken verwirklichen.

Die bedeutungsvollste Sparmassnahme wird bei der sozialen Wohlfahrt vorgeschlagen, wo die Bundesbeiträge zugunsten der Krankenkassen auf den Auszahlungen der Jahre 1976/77 stabilisiert werden sollen. Gegenüber den gesetzlichen Subventionen gemäss den Krankenpflegekosten des Vorjahres von 35 Prozent bei den Frauen, 30 Prozent bei den Kindern und 10 Prozent bei den Männern soll die Bundessubvention für 1978 um 150 und für 1979 um 260 Millionen Franken reduziert werden. Ein derartiger Eingriff in den Finanzhaushalt der Krankenkassen hat unweigerliche Auswirkungen auf die Prämiengestaltung und muss über Beitragserhöhungen ausgeglichen werden. Damit dreht sich die Spirale der Teuerung und die vermehrten Prämienkosten treffen, wie das auch in der Eintretensdebatte dargelegt worden ist, insbesondere die Familien und die alleinstehenden Frauen. Von den gegenwärtigen Subventionen zugunsten der Krankenkassen entfallen rund zwei Drittel oder annähernd 600 Millionen auf die Krankenpflegekosten der Frauen. Daher kann eine derart massive Kürzung der Bundesbeiträge keinesfalls ohne begleitende Massnahmen und entscheidende Sparanstrengungen im Bereiche der ärztlichen Medizin und den Kosten der Spitäler hingenommen werden. Die im Finanzplan zudem pro-

gnostizierte weitere Kürzung der Bundesbeiträge ab dem Jahre 1980 kann nur diskutiert werden, wenn die Teilrevision des KUVG erfolgreich und sowohl für Kassen wie den Bund akzeptabel ausgefallen ist. Die Kommission beantragt daher mit 23:0 Stimmen, bei einigen Enthaltungen, den Bundesrat über eine Motion zu beauftragen, die Teilrevision des KUVG noch im laufenden Jahre auszulösen und die Tarifgestaltung der Aerzte und Spitäler auf die Wirtschaftlichkeit zu prüfen. Weiter soll auch eine Erhebung durchgeführt werden, um die Ursachen der Kostenexplosion im Gesundheitswesen zu erfassen. Nachdem hier einige Anträge vorliegen, wird bei der Detailberatung noch näher zu orientieren sein.

Im letzten Bereich haben wir zu den Subventionskürzungen im Bereich der Forstwirtschaft und den Gewässerkorrekturen Stellung zu nehmen. Wenn Kürzungen bei den Bundessubventionen unerlässlich sind, kann man auch in diesem Bereich nicht alles beim geltenden Recht belassen. Es ist daher vorgesehen, die geltenden Subventionsansätze zurückzunehmen, wodurch gesamthaft rund 15 Millionen Franken eingespart werden. Die Kommission war sich klar, dass alle diese Subventionskürzungen letztlich keine echten Einsparungen darstellen. Vielmehr muss der bisherige Subventionsempfänger den nicht mehr vom Bund gedeckten Kostenanteil selber tragen oder im Falle der Kantone an den nächsten Partner weitergeben. Einsparungen können aber realisiert werden, wenn der auf die höchste Spitze getriebene Perfektionismus künftig auf ein vernünftiges Mass reduziert wird und die Träger der Aufgaben die Verantwortung erkennen und auch mit den öffentlichen Mitteln sparsam haushalten.

In diesem Sinne beantrage ich Ihnen, auf die vorgeschlagenen Gesetzesänderungen, die im Zuständigkeitsbereich des Departements des Innern liegen, einzutreten.

**M. Thévoz, rapporteur:** La sous-commission I a examiné des modifications de textes législatifs relevant tous du Département fédéral de l'intérieur. Elle a, à la majorité, suivi sur tous les points les propositions d'économie présentées par le Conseil fédéral.

Ces propositions concernent douze lois et arrêtés et entraîneront, si elles sont adoptées, des améliorations de 185 millions de francs en 1978 et 298 millions en 1979, par rapport au plan financier du 28 janvier 1976. Nous tenons à préciser que les chiffres cités n'ont pas une valeur absolue mais représentent des ordres de grandeur qui pourront être quelque peu modifiés en plus ou en moins dans la mise en pratique des décisions que nous prendrons. Ces modifications ne représentent, rappelons-le, qu'une partie des mesures de compression prises depuis l'établissement du dernier plan financier. La plupart d'entre elles portent, à l'exception des subsides à l'assurance-maladie, sur des montants relativement modestes. Elles ont souvent le caractère de remise en ordre d'habitudes prises, et les conséquences en paraissent bien supportables pour les personnes et les autorités concernées.

Voici maintenant la liste des actes législatifs sur lesquels ont porté nos travaux:

Enseignement et recherche. Ecoles primaires publiques. Modification de la loi du 19 juin 1953 concernant son subventionnement.

Il s'agit de ramener de quatre francs à 1 franc par enfant âgé de sept à quinze ans la subvention de base prévue à l'article 3, mais ceci sans porter atteinte au supplément linguistique, ni au supplément de montagne tel qu'il est pratiqué aujourd'hui. Economie annuelle prévue: 3 millions de francs.

Bourses d'études. La loi du 19 mars 1965 autorise la Confédération à verser aux cantons des subsides allant de 25 à 65 pour cent, selon leur capacité financière. Nous vous proposons de ramener ces taux entre 20 à 60 pour cent, permettant ainsi à la Confédération de réaliser une économie de quelque 5 millions de francs. Une minorité de la com-

mission s'y oppose et nous y reviendrons lors de la discussion de détail.

Fonds national suisse. Nous vous proposons de modifier l'arrêté fédéral du 1er octobre 1974, fixant le mode de subventionnement dudit Fonds pour les années 1975 à 1979, en limitant les montants accordés à 139 millions au lieu de 142 millions de francs en 1978 et à 146 millions au lieu de 152 en 1979. L'amélioration réalisée sera ainsi de 3 millions l'an prochain et de 6 millions en 1979.

Culture et sports. Conservation des monuments historiques. Il s'agit de modifier l'arrêté fédéral du 14 mars 1958 concernant l'encouragement à la conservation de ces monuments, encouragement qui prévoit des subventions allant jusqu'à 60 pour cent des frais. Avec le Conseil fédéral, nous vous proposons de ramener ce montant à 50 pour cent, correspondant à une économie annuelle de quelque 500 000 francs.

Protection de la nature. La loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage autorise le versement de subventions s'élevant à 50 pour cent au plus et, à la majorité, nous vous proposons de ramener ce taux à 40 pour cent, réduisant ainsi de 1 million de francs les dépenses de la Confédération.

Santé publique. Lutte contre la tuberculose et lutte contre les maladies rhumatismales. Dans les deux cas, il ne s'agit nullement d'affaiblir la lutte visant à protéger notre peuple de ces redoutables maladies, mais bien plutôt d'alléger quelque peu l'effort financier visant à encourager la modernisation et l'équipement de préventorijs ou l'aménagement de cliniques thermales, étant donné qu'on dispose aujourd'hui en suffisance d'installations médicales appropriées. On peut donc, sans inconvénient, supprimer les subventions pour la construction d'installations similaires et réaliser ainsi une économie de 6 millions de francs par an.

Contrôle des denrées alimentaires. L'effort fait ces dernières années dans ce but a porté ses fruits de telle sorte que l'on peut sans risque réduire de 50 à 30 pour cent le montant des subsides versés aux cantons. Economie réalisée: de 700 000 à 1 million de francs par an.

Commerce des toxiques. La loi sur les toxiques du 21 mars 1969 autorise le versement aux cantons de subventions allant de 30 à 50 pour cent des dépenses occasionnées par l'exécution de la loi. Ces subventions ne répondant plus à une véritable nécessité, la commission, suivant en cela les recommandations du Conseil fédéral, vous propose de les supprimer. Il en résultera une modeste économie d'environ 500 000 francs par an.

Prévoyance sociale. Assurance-maladie. Ce poste important a retenu longuement l'attention de la commission. Il importe de rappeler que le développement des assurances sociales a connu ces dernières années un essor considérable, qui a entraîné un très fort accroissement des dépenses de la Confédération. En vertu de la loi du 13 juin 1911 sur l'assurance en cas de maladie et d'accident, les subsides de la Confédération aux caisses-maladie sont déterminés par les coûts des soins médicaux et pharmaceutiques, si bien qu'ils augmentent au même rythme que les coûts de la santé publique. En 1964, ces subsides s'élevaient à 135 millions de francs environ; pour 1977, 868,5 millions ont été portés au budget à cet effet. Bien que les subventions aient été réduites de 10 pour cent en 1975 et en 1976, puis de 11,5 pour cent en 1977, les sommes versées par la Confédération à l'assurance-maladie ne cessent d'augmenter. Depuis 1960, elles ont progressé quatre fois plus vite que le produit national brut. Si l'on n'y prend garde, ces dépenses ne tarderaient pas à devenir insupportables pour la Confédération. C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral nous propose que les subsides par assuré soient fixés au taux de 1976 et que les autres subsides soient limités à la somme totale allouée en 1976 pour les catégories que cela concerne; il propose également la suppression du subside au titre de l'indemnité journalière.

La commission vous propose d'accepter ces modifications qui se traduiront par une économie de 150 millions de francs en 1978 et de 260 millions de francs en 1979.

Nous estimons cependant que ces mesures ne seront pas, à elles seuls, de nature à freiner durablement la progression des coûts de la santé publique, particulièrement en ce qui concerne les soins médicaux et pharmaceutiques. C'est la raison pour laquelle nous vous proposerons, lors de la discussion de détail, d'adopter la motion de la commission qui figure en page 28 du dépliant.

Sylviculture et correction des eaux. Police des forêts. Le Conseil fédéral nous propose de modifier la loi fédérale du 11 octobre 1902 sur la police des forêts et l'arrêté fédéral du 21 décembre 1956 concernant la reconstitution des forêts atteintes par le chancre du châtaignier. Ces modifications visent à accorder d'une manière plus sélective des contributions visant à encourager les reboisements, les constructions de chemins de dévestiture et la reconstitution de forêts de châtaigniers. Il en résultera une économie de 10 millions par an et nous vous proposons, là aussi, de suivre le Conseil fédéral.

Correction des cours d'eau. C'est le dernier objet traité par la sous-commission I. La loi fédérale sur la police des eaux du 22 juin 1877, il s'agit donc d'une loi centenaire, précise que les subventions fédérales ne doivent pas excéder, en règle générale, le 50 pour cent des frais de correction. Le Conseil fédéral nous propose de ramener ce taux à 45 pour cent, ce qui se traduira par une économie annuelle de quelque 5 millions de francs.

Nous aurons le loisir de revenir dans la discussion de détail sur tel ou tel des points soulevés par les propositions minoritaires mais, en conclusion, je vous propose d'entrer en matière et d'adopter les diverses modifications proposées par le Conseil fédéral.

311

### **Bundesgesetz betreffend die Unterstützung der öffentlichen Primarschule**

#### **Loi fédérale subventionnant l'école primaire publique**

##### **Art. 3**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Antrag Carobbio*

Streichen

##### **Art. 3**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Proposition Carobbio*

Biffer

**Präsident:** Hier liegt ein Antrag Carobbio vor, der von den Berichterstatlern abgelehnt wird.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Kommission

93 Stimmen

Für den Antrag Carobbio

6 Stimmen

321

### **Bundesgesetz über die Gewährung von Beiträgen an die Aufwendung der Kantone für Stipendien**

#### **Loi fédérale sur l'allocation de subventions pour les dépenses des cantons en faveur des bourses d'études**

322

#### **Uebergangsbestimmung – Disposition transitoire**

##### **Art. 7 Abs. 2 zweiter Satz, und Uebergangsbestimmung**

*Antrag der Kommission*

*Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Minderheit*

(Grobet, Hubacher, Müller-Bern, Schlaeppy, Schmid-St. Gallen, Stich, Uchtenhagen, Waldner, Welter)

Streichen (= beibehalten des geltenden Textes)

##### **Art. 7 al. 2 deuxième phrase, et disposition transitoire**

*Proposition de la commission*

*Majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Minorité*

(Grobet, Hubacher, Müller-Berne, Schläppy, Schmid-Saint-Gall, Stich, Uchtenhagen, Waldner, Welter)

Biffer (= maintenir le texte actuel)

**Präsident:** Herr Grobet begründet den Minderheitsantrag.

M. Grobet, rapporteur de la minorité: Notre président, Helmut Hubacher, a expliqué ce matin les raisons pour lesquelles le groupe socialiste, dans sa majorité, ne s'opposait pas à l'entrée en matière sur les mesures pour équilibrer les finances fédérales. Ces mesures ne nous enthousiasment pas mais nous pensons que certaines compressions peuvent être envisagées dans les dépenses futures de la Confédération. Nous ne pouvons, toutefois, souscrire à toutes les propositions qui sont faites par le Conseil fédéral et nous pensons qu'il est du devoir de l'Assemblée fédérale d'examiner chacune des propositions faites et de renoncer à des mesures qui auraient un effet trop préjudiciable, plus spécialement dans le domaine social.

Le Conseil fédéral a dit et répété que les mesures proposées ne remettaient pas en cause l'acquis social mais au contraire visaient à le consolider. Or, force nous est de constater que certaines mesures touchent l'acquis social et certains des secteurs où l'aide des pouvoirs publics est le plus nécessaire. Un de ces domaines est celui des bourses d'étude où le Conseil fédéral propose de diminuer de 5 pour cent le taux de subventionnement de ces bourses en le fixant de 20 à 60 pour cent au lieu de 25 à 65 pour cent. Quelle sera l'économie pour les finances fédérales? Environ 5 millions de francs si l'on se réfère au message du Conseil fédéral du 9 février 1977. Cette économie est dérisoire mais elle risque d'avoir un effet particulièrement négatif sur les bourses d'étude et il n'est nullement certain que la différence soit prise en charge par les cantons, notamment ceux de faible capacité financière. Or, s'il y a un domaine social où l'aide de la Confédération doit être maintenue – et je devrais même dire intensifiée – c'est celui des bourses d'étude car la part des étudiants provenant des classes modestes de la population est particulièrement faible dans nos écoles supérieures. Elle a été estimée à environ 8 pour cent du total des étudiants bien que la Suisse, dans ce domaine comme dans d'autres, ne dispose pas de statistiques précises. Il reste donc encore beaucoup à faire pour que la démocratisation des études devienne une réalité dans notre pays,

pour que l'égalité des chances en matière d'éducation voie le jour.

Bien que notre pays comme je viens de le dire ne soit pas friand de statistique, il est notoire que nous sommes considérablement en retard par rapport aux autres pays européens en ce qui concerne l'accès aux études des jeunes venant des classes les moins favorisées de la population. C'est la raison pour laquelle je vous invite à renoncer à modifier la loi du 19 mars 1965 sur les bourses d'étude.

**Trottmann**, Berichterstatter der Mehrheit: Der Antrag ist bereits in der Kommission gestellt worden. Die Kommission hat mit 19 : 9 Stimmen dem Vorschlag des Bundesrates zugestimmt.

Nach dem Bundesgesetz über die Gewährung von Beiträgen an die Aufwendungen der Kantone für Stipendien werden heute 25 Prozent der Aufwendungen bei finanzstarken Kantonen, 65 Prozent bei finanzschwachen Kantonen durch den Bund ersetzt. Dabei legt der Bund gewisse Mindestnormen fest. Stipendien, die diese Mindestnormen, wie das in Artikel 7 des geltendes Gesetzes enthalten ist, nicht erreichen, werden bei der Bemessung des Beitrages in vollem Umfange berücksichtigt. Es ist also so, dass die finanzschwachen Kantone gewöhnlich geringere, finanzstarke Kantone höhere Stipendien gewähren. Nun geht es hier darum, wie wir das bereits dargelegt haben, die Ansätze um 5 Prozent zurückzunehmen: statt 25 bis 65 Prozent auf 20 bis 60 Prozent. Wenn wir schon eine Sparübung durchführen müssen, so ist das eben auch ein Objekt, bei dem diese Sparübung angewendet wird.

Ich beantrage Ihnen deshalb, den Antrag des Kollegen Grobet abzulehnen.

**M. Thévoz**, rapporteur de la majorité: La proposition minoritaire présentée par M. Grobet a déjà fait l'objet d'une discussion en séance de commission plénière et cette proposition a été rejetée par 19 voix contre 9. De quoi s'agit-il? La subvention fédérale actuelle qui s'élève à 5 millions de francs par an ne couvre qu'une part infime des dépenses des cantons pour leurs écoles primaires, de telle manière que le Conseil fédéral aurait pu, semble-t-il, supprimer purement et simplement ce franc symbolique que nous vous proposons de maintenir.

Le Conseil fédéral propose néanmoins de maintenir cette subvention sous une forme réduite pour tenir compte d'une part, de la situation particulière des cantons de montagne et d'autre part, du problème des minorités linguistiques des cantons des Grisons et du Tessin. C'est la raison pour laquelle nous vous prions de suivre la proposition du Conseil fédéral qui permettra de réaliser une économie annuelle non négligeable de quelque 3 millions de francs.

**M. Chevallaz**, conseiller fédéral: Je dirai quelques mots sur ce problème des bourses et sur l'amendement de M. Grobet. En 1974, les subsides s'élevaient à 33 millions et en 1976, à 43 millions, la progression a donc été considérable en deux ans. Nous proposons de revenir à 41 millions en 1978 et à 42 millions en 1979; il s'agit donc d'une réduction minime si l'on considère l'énorme effort qui a été accompli depuis une dizaine d'années dans ce domaine. La réduction des taux permettra, je le présume en tout cas, à un plus grand nombre de boursiers d'avoir droit à cette subvention de la Confédération.

Je vous propose donc de rejeter la proposition de M. Grobet.

**Präsident**: Herr Grobet beantragt Streichung des neuen Artikels 7 Absatz 2 zweiter Satz. Kommission und Bundesrat lehnen den Antrag Grobet ab.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Mehrheit 73 Stimmen  
Für den Antrag der Minderheit 33 Stimmen

**B**

**Bundesbeschluss über die Beiträge an die Stiftung «Schweizerischer Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung» in den Jahren 1975–1979**

**Arrêté fédéral subventionnant la fondation «Fonds national suisse de la recherche scientifique» pour les années 1975 à 1979**

*Antrag der Kommission*

Eintreten

*Antrag Muret*

Nichteintreten

*Proposition de la commission*

Entrer en matière

*Proposition Muret*

Ne pas entrer en matière

**Präsident**: Hier liegt ein Nichteintretensantrag Muret vor. Herr Muret hat bereits in seinem Eintretensvotum die Begründung gegeben.

**Trottmann**, Berichterstatter: Die Kommission ist mit der Weiterführung der Kürzung der Beiträge um je 6 Millionen Franken pro Jahr einverstanden.

**M. Muret**: C'est très simple, j'ai l'air d'un imbécile mais ce n'est pas la première fois et je ne suis pas le seul! Mais j'ai considéré que notre proposition de non-entrée en matière sur l'arrêté concernant le fonds de recherche scientifique correspondait à une proposition de rejet. Alors, s'il n'en est pas ainsi, je maintiens cette proposition de non-entrée en matière et je vous serais certainement reconnaissant de l'accepter à une énorme majorité!

*Abstimmung – Vote*

Für den Eintretensantrag der Kommission 89 Stimmen  
Für den Antrag Muret (Nichteintreten) 16 Stimmen

**Titel und Ingress**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Titre et préambule**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

**Ziff. I und II**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Ch. I et II**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlusentwurfes 94 Stimmen  
Dagegen 18 Stimmen

## A

**Bundesgesetz über Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes****Loi fédérale instituant des mesures pour équilibrer les finances fédérales**

411

**Bundesbeschluss betreffend die Förderung der Denkmalpflege****Arrêté fédéral concernant l'encouragement de la conservation des monuments historiques****Art. 1 Abs. 1***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 1 al. 1***Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

421

**Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz****Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage****Art. 13 Abs. 1 erster Satz***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Antrag Schaffer***Abs. 1**

... Beiträge bis höchstens 40 Prozent gewährt. Für besonders schwer finanzierbare schützenswerte Objekte kann der Bundesbeitrag ausnahmsweise bis auf 50 Prozent der Kosten erhöht werden.

**Art. 13 al. 1 première phrase***Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Proposition Schaffer***Al. 1**

La Confédération... des subventions allant jusqu'à 40 pour cent... dignes de protection. Pour les objets dignes de protection et particulièrement difficiles à financer, la subvention peut exceptionnellement être portée jusqu'à 50 pour cent des frais.

**Schaffer:** Bei meinem Antrag geht es nicht darum, einen höheren Kredit herauszuholen, sondern im Rahmen des jeweils im Voranschlag bewilligten Kredites die Möglichkeit zu schaffen, in seltenen Ausnahmen mit der nötigen Flexibilität besonders krasse Härtefälle zu berücksichtigen.

Wie ich festgestellt habe, stand bereits ein ähnlicher, aber weniger straff formulierter Antrag auch in der Finanzkommission zur Diskussion, mochte aber nicht ganz durchzudringen. Im vorliegenden Bundesgesetz findet man für die Beitragssätze häufig die Ausdrücke «in der Regel», «Vermeidung von Härtefällen», «in Ausnahmefällen» usw. Ich sah davon ab, den Begriff des «Härtefalles» in meinen Antrag aufzunehmen, weil mir diese Umschreibung zu vage und zu weitläufig ist. Auch der Subventionsgeber muss, wenn er bedrängt wird, sich auf einengende, klare Formulierungen abstützen können. – Die Begründung in aller Kürze:

Die zu erhaltenden schützenswerten Landschaften, Ortsbilder, Natur- und Kulturdenkmäler sind nicht absolut gleichmässig auf unser Land und damit auf die Kantone verteilt. Dadurch entstehen auch unterschiedliche Lasten. Finanzschwache Kantone können überfordert werden, wenn sich die Erhaltung schützenswerter Objekte aufdrängt und dringlich ist. Es sollte nicht vorkommen müssen, dass wegen Finanzierungsschwierigkeiten einzelne Objekte nicht erhalten oder verbessert werden können, es sei denn wegen der generellen Kreditlimite. Besondere Fälle entstehen vor allem, wenn Gebäudeeigentümer, vielfach ohne ihr eigenes Dazutun, angehalten werden, bei Umbauten und Renovationen in unter Heimatschutz stehenden Ortschaften oder bei Einzelobjekten ihre Häuser besser ins Orts- oder Landschaftsbild einzupassen, und deswegen bedeutende Mehrkosten entstehen. Es geht dabei also nicht um Einzel-, sondern um Gemeinschaftsinteressen. Mit der von mir gewählten Formulierung für besonders schwer finanzierbare schützenswerte Objekte dürften eine large Praxis und ein Missbrauch ausgeschlossen sein. Da mein aus der Praxis abgeleiteter Antrag einem wirklichen Bedürfnis entspricht, bitte ich Sie um Zustimmung.

**Trottmann, Berichterstatter:** Wie Kollega Schaffer ausgeführt hat, war in der Kommission ein ähnlicher Antrag von Kollege Grobet gestellt worden, der ebenfalls ausnahmsweise die Bundesbeiträge mit dem bisherigen Ansatz von 50 Prozent gewähren wollte. Dieser Antrag wurde in der Kommission mit 17 : 10 Stimmen abgelehnt. In Artikel 13 des Gesetzes heisst es: «Diese (Beiträge) werden nur bewilligt, wenn sich auch der Kanton in angemessener Weise an den Kosten beteiligt. Der Beitragssatz richtet sich nach der Bedeutung des zu schützenden Objektes, der Höhe der Kosten und der Finanzkraft des Kantons.» Es ist also keinesfalls so, dass bisher in jedem Falle Subventionen bis 50 Prozent gewährt wurden, so dass die Rücknahme des Subventionssatzes von 50 auf 40 Prozent im Rahmen einer Sparaktion durchaus einer realen Gegebenheit entspricht. Man kann sagen, es sei eine geringfügige Sache, sie sei bedeutungslos; aber wir müssen – das ist meine Auffassung – auch in dieser Sache konsequent sein, und ich beantrage Ihnen, den Antrag Schaffer abzulehnen.

**M. Thévoz, rapporteur:** Il s'agit bien de la protection de la nature et de la sauvegarde du patrimoine national dont nous discutons maintenant. En commission, M. Grobet avait déjà fait une proposition similaire à celle de Schaffer et ladite proposition a été repoussée par 17 voix contre 10. Nous estimons en effet que, dans ce secteur aussi, le Conseil fédéral peut effectuer quelques économies et mettre quelques frais de plus à la charge de ceux qui ont la responsabilité directe et la protection de la nature et de la sauvegarde du patrimoine national. En diminuant de 10 pour cent le taux des subventions, nous serons conséquents avec nous-mêmes puisque nous adopterons la même solution que celle que nous avons choisie pour le chapitre précédent (conservation des monuments historiques). Nous avons adopté là aussi, tacitement, une diminution de 10 pour cent du taux des subventions.

En conclusion, au nom de la majorité de la commission, je vous propose de repousser la proposition de M. Schaffer.

**M. Chevallaz, conseiller fédéral:** Ces subventions ont passé de 1973 à 1977, de 2,3 millions à 8,5 millions; elles ont donc été multipliées à peu près par quatre; c'est une progression exceptionnellement généreuse. La Confédération a ainsi donné le branle à tout un mouvement: particuliers, communes et cantons sont maintenant «motivés» et engagés sur la bonne voie. La Confédération peut donc atténuer légèrement son aide en ramenant le taux maximum de 50 à 40 pour cent. La réduction sera minime; il s'agit d'une réduction par rapport à 1977, mais par rapport à 1976, nous serons en croissance de 600 000 francs pour 1978 et de 1 600 000 francs pour 1979. Ce n'est encore une fois pas un «démontage», mais une simple modération. M. Schaffer

demande de la flexibilité; il me semble qu'entre 0 et 40 pour cent il y en a déjà une belle réserve.  
Je vous propose de repousser sa proposition.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Kommission 75 Stimmen  
Für den Antrag Schaffer 37 Stimmen

511

**Bundesgesetz betreffend Massnahmen gegen die Tuberkulose**  
**Loi fédérale sur la lutte contre la tuberculose**

**Art. 14 Abs. 1 Buchst. b, e, f und g**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 14 al. 1 let. b, e, f et g**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

521

**Bundesgesetz über Bundesbeiträge an die Bekämpfung der rheumatischen Krankheiten**  
**Loi fédérale concernant l'allocation de subventions pour la lutte contre les maladies rhumatismales**

**Art. 4 Abs. 1 Buchst. b, Art. 5 Buchst. b**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 4 al. 1 let. b, art. 5 let. b**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

531

**Bundesgesetz betreffend den Verkehr mit Lebensmitteln und Gebrauchsgegenständen**  
**Loi fédérale sur le commerce des denrées alimentaires et de divers objets usuels**

**Art. 10 erster Satz**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 10 première phrase**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

541

**Bundesgesetz über den Verkehr mit Giften (Giftgesetz)**  
**Loi fédérale sur le commerce des toxiques (Loi sur les toxiques)**

**Art. 21 Abs. 3**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 21 al. 3**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

611

**Bundesgesetz über die Kranken- und Unfallversicherung**  
**Loi fédérale sur l'assurance en cas de maladie et d'accidents**

**Art. 35 Abs. 1 Buchst. b, Art. 38bis**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Antrag Grobet*

*Art. 38bis (neu)*

*Ingress*

Die Bundesbeiträge dürfen von 1978 an um nicht mehr als jährlich 4 Prozent erhöht werden, beginnend

*Buchst. a*

für die Beiträge nach den Artikeln 35 und 38 Absatz 1 bei den für 1977 massgebenden Kopfbeiträgen;

*Buchst. b*

für die Beiträge nach den Artikeln 36 und 37 bei den für das Jahr 1977 ausgerichteten Gesamtsummen der einzelnen Beitragsarten. (Rest des Buchstabens streichen)

*Antrag Forel*

Streichen

**Art. 35 al. 1 let. b, art. 38bis**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Proposition Grobet*

*Art. 38bis (nouveau)*

*Préambule*

Les subsides alloués dès 1978 ne devront pas être majorés de plus de 4 pour cent par an par rapport à ceux de l'année précédente en prenant comme base de calcul:

*Let. a*

Pour les subsides prévus aux articles 35 et 38, 1er alinéa, les subsides alloués pour l'année 1977;

*Let. b*

Pour les subsides prévus aux articles 36 et 37, les sommes totales allouées pour 1977 dans les différentes catégories de ces subsides. (Biffer le reste de la lettre)

*Proposition Forel*

Biffer

**M. Grobet:** Lors de l'examen des mesures pour équilibrer les finances fédérales, notre groupe a déclaré qu'il était prêt à rechercher un consensus pour autant que les efforts en matière de compression soient équitablement répartis. Or, force est de constater que ce n'est pas le cas. En effet, toute une série de mesures sont proposées dans les domaines les plus divers et plus particulièrement dans le domaine social, alors que la seule mesure proposée dans l'important domaine militaire, qui représente environ 20 pour cent des dépenses fédérales, l'est paradoxalement dans celui de la protection civile.

Etant donné que le Conseil fédéral ne proposait aucune modification légale dans le domaine de la défense militaire, les membres socialistes de la commission du Conseil national chargés d'examiner le message du Conseil



fédéral sur les mesures pour équilibrer les finances fédérales et le plan financier de la Confédération pour les années 1978 à 1980, ont proposé, à l'occasion de l'examen de ce plan financier, une motion ayant la teneur suivante:

«Le Conseil fédéral est chargé de stabiliser les dépenses militaires des années 1978 et 1979 au niveau de budget 1977, soit 3,162 milliards. Afin d'éviter des effets indésirables sur la situation de l'emploi, le Conseil fédéral est prié de mieux tenir compte de l'industrie suisse à l'avenir, en lui donnant la préférence lors de l'acquisition de matériel.»

Cette motion nous paraissait d'autant plus justifiée que les dépenses militaires, même si elles représentent une part moins importante dans les dépenses fédérales, ont considérablement augmenté ces dernières années, puisqu'elles ont passé de 1,9 milliard environ en 1969 à 3,3 milliards environ dans le budget de 1976, soit une augmentation de 1,4 milliard en 10 ans. Ces dépenses vont encore augmenter en 1978 et 1979. Si l'on se réfère au plan financier de la Confédération puisqu'elles vont passer à 3 milliards 457 millions en 1979, accusant ainsi une augmentation de 9,2 pour cent pour les deux prochaines années, augmentation supérieure à 4 pour cent par année, comme celle prévue par le Conseil fédéral dans sa planification financière pour les autres secteurs de la Confédération. La part des dépenses militaires fédérales n'a fait du reste qu'augmenter depuis 1973, passant de 1,90 pour cent en 1973 à 2,25 pour cent en 1976 du produit national brut.

Selon une récente enquête d'opinion publique effectuée par l'Association suisse de recherche sociale appliquée, rendue publique par l'Agence télégraphique suisse à la fin du mois de février, le secteur dans lequel des économies sont souhaitées en premier lieu est celui de la défense nationale. Suivent les routes nationales et la fonction publique. Dès lors, le groupe socialiste estime que l'on ne saurait fixer un plafond à un domaine aussi important que celui de l'assurance-maladie si l'on n'en fait pas de même pour les dépenses militaires.

Le projet de motion déposé devant la commission des finances et concernant les dépenses militaires ayant été refusé, nous proposons aujourd'hui, au nom du groupe socialiste, de modifier la proposition du Conseil fédéral visant à fixer un plafond pour les subventions aux caisses-maladie. Certes, la commission a accepté par ailleurs une motion qui avait été présentée également par notre groupe et demandant un frein aux dépenses dans le domaine de la santé. Nous espérons que cette motion sera acceptée par le Conseil national et qu'elle aura des effets sur l'explosion extraordinaire des frais médicaux qui a eu lieu ces dernières années, mais nous n'avons aucune garantie à ce sujet.

Nous avons tous reçu une lettre émanant du Concordat des caisses-maladie suisses attirant notre attention sur les conséquences draconiennes qu'entraînera la réduction des subsides aux caisses-maladie et l'augmentation considérable des cotisations à laquelle il faut s'attendre. Dans le cadre de l'effort général de compression ou plutôt de limitation du développement des dépenses de la Confédération, nous sommes prêts à admettre que la croissance des subventions aux caisses-maladie soit limitée. Mais pourquoi est-ce que l'assurance-maladie subirait des mesures plus draconiennes que d'autres secteurs? Je tiens à rappeler que le Conseil fédéral a établi sa planification financière en fonction d'une croissance des dépenses correspondant à la croissance prévue du produit national brut pour ces prochaines années et qui a été estimée à 4 pour cent par année. Les dépenses de la Confédération selon le nouveau plan financier croîtront d'un peu moins de 4 pour cent l'an en moyenne, soit une croissance légèrement en retrait par rapport à celle prévue pour le produit national brut, pour reprendre les termes de l'exposé introductif fait par M. le conseiller fédéral Chevallaz devant la commission des finances. Or, les subventions en faveur des caisses-maladie ne suivront pas cette évolution puis-

qu'il est prévu qu'elles seront bloquées pour 1978 et 1979, avant d'envisager de les diminuer lorsqu'un nouveau mode de cotisation aux caisses-maladie aura pu être adopté.

Bien que le texte de la proposition du Conseil fédéral ne soit pas très clair, puisqu'il dit que les subsides aux caisses-maladie seront maintenus au niveau de ceux de l'année 1976, M. le conseiller fédéral Chevallaz vient de me confirmer que c'est bien le montant qui figurait au budget de la Confédération pour l'année 1977 au titre des subventions aux caisses-maladie, soit 868 500 000 francs, qui sera retenu dans la planification financière pour les années 1978 et 1979. En conséquence, c'est ce montant, c'est-à-dire celui qui figure au budget 1977, que le Conseil fédéral vous propose de maintenir pour les années 1978 et 1979.

Je le répète, le groupe socialiste ne voit pas les raisons pour lesquelles les dépenses sociales et en particulier les subventions aux caisses-maladie ne suivraient pas le taux de progression qui a été retenu par le Conseil fédéral pour les dépenses de la Confédération, soit 4 pour cent par année. C'est pourquoi, au nom du groupe socialiste, je présente une proposition de modification de l'article 38bis nouveau visant à ce que les subsides alloués dès 1978 ne doivent pas être majorés de plus de 4 pour cent par an par rapport à ceux de l'année précédente, en prenant comme base de calcul les subventions portées au budget de la Confédération pour l'année 1977. Je précise bien que, selon notre proposition, les subventions ne devront pas être majorées de plus de 4 pour cent par année. Nous proposons donc non pas d'augmenter automatiquement ces subventions de 4 pour cent pour chacune des années 1978 et 1979, mais de fixer un plafond afin que ces subventions ne soient pas bloquées. Voilà le sens de notre proposition qui, nous l'espérons, recevra un accueil favorable de votre part.

**M. Forel:** Vous me permettez, comme le président vient de m'y autoriser, de traiter en une seule intervention les deux propositions que nous vous avons soumises. La première traite d'un sujet relativement mineur quant à la somme de subside supprimé, soit 6 millions, mais elle revêt une indiscutable importance sociale.

D'après ce que nous savons, la Fédération des caisses-maladie ne s'est pas opposée bien fermement à cette réduction. Nous ne sommes pas ici pour défendre les caisses mutuelles. D'ailleurs, elles ne nous ont pas mandaté pour le faire. Par contre, notre rôle de médecin est bien de défendre les mutualistes et particulièrement les mutualistes malades. Du fait de l'introduction de la franchise d'un montant minimum de 30 francs par trimestre, à réserver en cas de consultation d'un spécialiste - nous l'avons déjà dit, mais nous tenons à le répéter - les malades chroniques sont déjà pénalisés d'une augmentation annuelle de cent francs au minimum. Jusqu'ici, dans une certaine mesure, les femmes, les invalides partiels, par exemple, grâce à l'indemnité journalière minimale prévue par l'article 35, 1er alinéa, lettre b, soit quelque deux francs par jour, arrivaient, en cas d'incapacité de travail de deux ou trois semaines, à couvrir et la franchise et la participation de 10 pour cent aux frais de guérison. Si cet article est supprimé, les caisses-maladie n'y perdront rien puisque cela sera autant qu'elles n'auront pas à verser aux assurés. En revanche, ces derniers seront de nouveau pénalisés. Donc, une fois de plus, ce sont les malades et surtout les malades chroniques qui vont faire les frais de l'opération. A notre avis, cette mesure n'est pas de nature à contribuer au rétablissement de l'équilibre des finances fédérales; c'est une mesure d'inéquité à l'égard des malades. Nous vous demandons donc de maintenir cet article tel qu'il figure dans le texte de la LAMA.

Quant à l'article 38bis nouveau, rarement l'expression «mettre la charrue devant les bœufs» ne s'est aussi bien appliquée que dans le cas de la proposition visant à fixer les subsides aux frais de guérison au niveau des dépen-

ses de l'année 1977 pour les années à venir. En effet, en matière de frais d'hospitalisation, la Suisse ne fait pas exception par rapport aux autres pays du monde. Ces frais, qui sont de loin les plus élevés par malade, doublent dans tous les pays tous les six ou huit ans. Au lieu de prendre des mesures cohérentes, d'analyser les moyens par lesquels il est possible de mieux gérer et de rationaliser l'hospitalisation, on veut ignorer ces problèmes vitaux en supprimant des subsides, en économisant 150 millions en 1978 et 260 millions en 1979, sans donner aucune espèce de solution pratique afin que les malades continuent à être soignés comme ils doivent l'être, sans être écrasés par des cotisations déjà énormes. Je vous cite, à titre d'exemple pour le canton du Vaud, le fait que les personnes âgées qui sont obligées d'être assurées aux caisses-maladie dès 60 ans paient des cotisations qui atteignent 180 francs par mois.

L'explosion des frais de guérison est essentiellement due à la hausse des frais hospitaliers qui augmente assez exactement deux fois plus vite que les frais médicaux et pharmaceutiques. Parmi les motifs essentiels de ces augmentations se trouve certainement le vieillissement de la population. Le problème gériatrique est bien loin d'être résolu chez nous. Si la Suisse est, à notre avis, largement équipée – pour ne pas dire dans certaines régions suréquipée – en établissements hospitaliers, elle est totalement sous-équipée en ce qui concerne les invalides, les malades chroniques, les convalescents et les personnes âgées dépendantes. Si aujourd'hui les frais hospitaliers s'élèvent souvent à 200 francs, 300 francs et plus par jour dans des hôpitaux de zone ou de district, il est évident que les frais journaliers de maisons de convalescence ou pour malades chroniques seraient de deux tiers inférieurs. Le moins que l'on pouvait attendre du Conseil fédéral était des propositions d'investissements ou des subsides pour de tels établissements afin de diminuer les frais d'exploitation des hôpitaux du type A, tout en contrôlant mieux leur gestion et en créant des plans hospitaliers cantonaux ayant force de loi.

Venons-en aux frais pharmaceutiques. Sait-on dans ce Conseil que la propagande pharmaceutique auprès des médecins seuls représente environ 10 000 francs par an et par médecin? Est-il admissible que la production pharmaceutique, mises à part les recherches importantes qu'elle fait, surpasse ses prix de vente de façon souvent scandaleuse? Est-il nécessaire d'évoquer l'affaire du Valium en Angleterre par exemple? Mais pas un mot dans les propositions fédérales d'équilibrer les finances pour faire diminuer les fabuleux bénéfices de ces industries que les malades paient.

Quelques mots encore sur les tarifs médicaux. Là non plus, pas une allusion à ce sujet qui semble être absolument tabou. Si dans leur très grande majorité, les médecins suisses sont raisonnables dans leurs prétentions d'honoraires, il y a, hélas, un certain nombre de praticiens qui abusent manifestement de leur situation. Quelques centaines de médecins gagnent environ trois fois plus qu'un conseiller fédéral, et nous en connaissons qui admettent un gain brut d'un million et plus par année. Est-ce parce qu'ils sont financièrement si puissants qu'ils sont intouchables?

Un de nos confrères nous disait qu'il n'y a pas de profession où il est plus facile de tricher financièrement. C'est, hélas, vrai et cela aussi contribue à l'explosion des frais de guérison.

En outre, les prochaines années verront un nombre considérable de nouveaux médecins qui vont s'établir. Eux aussi voudront leur place au soleil et participeront donc à l'augmentation des frais médicaux par malade. En diminuant de façon aussi aveugle les subsides aux malades, cela va inmanquablement surcharger les caisses-maladie déjà déficitaires, lesquelles seront, bien entendu, obligées de se retourner contre les cotisants. Qu'on le veuille ou non, l'article 38*b*/s nouveau est une mesure déflationniste

qui, en fait, va augmenter le coût de la vie sous forme d'une hausse de cotisations des assurés.

Un dernier mot sur la motion du Conseil national en faveur d'un frein aux dépenses dans le domaine de la santé. Nous la voterons, cette motion, faute de mieux car elle est comme l'enfer, pavée de bonnes intentions. Mais nous insistons là-dessus: avant de limiter les subventions aux malades il faudrait non seulement accélérer la révision partielle de la LAMA mais surtout la transformer profondément, fondamentalement. C'est pour tous ces motifs que nous reprenons l'expression que nous avions formulée au début de cet exposé: On a mis la charrue devant les bœufs. Ce sont ces raisons qui nous engagent à vous proposer de refuser l'article 38*b*/s nouveau.

**M. Gautier:** M. Bonnard a dit ce matin que notre groupe voterait toutes les mesures d'économies proposées par le Conseil fédéral. Il votera donc aussi les modifications de la loi sur l'assurance-maladie et accidents visant à bloquer pour deux ans les subventions fédérales aux caisses-maladie.

Comme en décembre dernier j'avais plaidé pour le maintien dans le budget 1977 des subventions en question, je me sens obligé de dire ici les raisons qui me poussent maintenant à voter cette mesure. Il est vrai que ce blocage des subventions va poser de sérieux problèmes aux caisses-maladie. Il est exact qu'étant donné le système aussi absurde qu'archaïque de cotisations que connaît cette branche des assurances sociales, le poids de cette nouvelle charge va retomber de manière très peu sociale sur les cotisants et en particulier sur les familles nombreuses. Mais il faut aussi voir plus loin. Que deviendrait l'assurance-maladie en cas de refus, le 12 juin, de ce que l'on a appelé le «paquet financier»? Je suis persuadé que le sort des assurés ne serait certes pas très enviable. Or, le vote du 12 juin dépend en partie de nos décisions de ces jours. On l'a déjà dit, seule la démonstration de notre volonté d'économies pourra convaincre les électeurs d'accepter de nouvelles charges fiscales. Il est donc nécessaire, là aussi, d'accepter un moindre mal pour en éviter un pire, comme le disait ce matin notre collègue Hubacher.

Si nous suivions la proposition Forel, qui coûterait environ quelque 400 millions en deux ans, ou même la proposition Grobet qui en coûterait 100 dans la même période, nous ferions certes preuve de générosité à court terme, mais nous prendrions un risque considérable pour l'avenir des finances des caisses-maladie. Cela est si vrai que le concordat des caisses-maladie suisses l'a parfaitement compris et courageusement admis. Dans la lettre que M. Grobet signalait tout à l'heure et que le concordat nous a adressée le 14 mars, celui-ci dit: «Nous vous prions de vous rallier aux propositions du Conseil fédéral et de votre commission des finances élargie concernant les subsides fédéraux aux caisses-maladie prévus par les mesures tendant à équilibrer les finances fédérales et de renoncer à toute réduction supplémentaire de ces subsides.» Il est évident qu'il n'est pas question de réduction supplémentaire, mais nous pouvons suivre le Conseil fédéral, même si c'est sans gaité de cœur.

Cela dit, que se passera-t-il dès 1980? Là, j'avoue éprouver quelque inquiétude. En principe, la révision de la LAMA actuellement à l'étude, doit résoudre le problème. La motion que nous propose la commission des finances demande d'accélérer ce processus. Tout cela est bel et bon mais je ne suis en aucune manière persuadé qu'il suffira de cette révision partielle pour résoudre les difficultés de financement de la sécurité-maladie. Pour y parvenir, il faudra une refonte totale du système et de la loi sur l'assurance-maladie et accidents. Il ne suffira pas d'injecter quelques centaines de millions par un hypothétique pour cent de salaire, ce ne sera qu'un palliatif très provisoire. Il faudra d'une part revoir totalement le système des cotisations, peut-être introduire des contributions en pour cent

de salaire, mais il faut surtout freiner l'explosion des coûts. Cela n'est pas facile, beaucoup s'y sont déjà essayé chez nous et ailleurs car le problème n'est pas purement helvétique. On peut économiser dans le secteur hospitalier, on peut aussi économiser dans la médecine ambulatoire, notre collègue Forel l'a dit tout à l'heure. Il est vrai que l'augmentation exagérée du nombre de médecins qui nous menace est un important facteur de renchérissement et qu'elle n'aidera pas à diminuer les coûts. Il est cependant possible de freiner les coûts en revenant à une médecine plus humaine et moins technique. Qu'on me comprenne bien: il n'est pas question de renoncer aux progrès de la technique médicale mais de les employer avec discernement. Mais pour atteindre cet objectif, il faudrait que la loi sur l'assurance-maladie, que ses tarifs, n'encouragent plus la pure technique mais revalorisent l'acte intellectuel, le contact entre malade et médecin.

Je m'excuse de m'être apparemment éloigné du sujet des subventions aux caisses-maladie mais je suis au cœur de celui de la motion que nous propose la commission des finances. Je voterai cette motion mais en la comprenant dans le sens quelque peu élargi que je viens d'exposer.

En conclusion, je vous invite à repousser les propositions Forel et Grobet, à accepter les propositions du Conseil fédéral et ultérieurement la motion de la commission en espérant que le Conseil fédéral voudra bien tenir compte des quelques remarques que je viens de faire quant à la révision de la loi sur l'assurance-maladie.

*Hier wird die Beratung abgebrochen  
Ici, le débat est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 20.15 Uhr  
La séance est levée à 20 h 15*

## Zehnte Sitzung – Dixième séance

**Donnerstag, 17. März 1977, Vormittag**

**Jeudi 17 mars 1977, matin**

8.00 h

*Vorsitz – Présidence: Herr Wyer*

---

77.009

**Finanzplan 1978–1980**

**Plan financier 1978–1980**

77.010

**Bundeshaushalt. Ausgleich**

**Finances fédérales. Equilibre**

Siehe Seite 205 hiervor — Voir page 205 ci-devant

### A

**Bundesgesetz über Massnahmen zum  
Ausgleich des Bundeshaushaltes**

**Loi fédérale instituant des mesures  
pour équilibrer les finances fédérales**

611

**Bundesgesetz über die Kranken- und  
Unfallversicherung**

**Loi fédérale sur l'assurance en cas  
de maladie et d'accidents**

*Fortsetzung – Suite*

Siehe Seite 231 hiervor — Voir page 231 ci-devant

**Schwarzenbach:** Es stehen die Beiträge an die Kranken- und Unfallversicherung zur Diskussion. Zwei praktizierende Aerzte haben bereits zu uns gesprochen. Vom einen – Herrn Forel – weiss ich, dass er eine clientèle hat, die auf dieses Gesetz ausdrücklich angewiesen und ausgerichtet ist, eine clientèle, die er als Arzt liebevoll und sorgfältig betreut. Auch Herr Gautier ist praktizierender Arzt. Die beiden sind aber zu ganz verschiedenen Standpunkten gelangt. Herr Forel stellte einen Antrag auf Streichung, aus den Erfahrungen seiner Praxis heraus, dass man mit Kranken nicht umgeht wie mit irgend etwas kontingentiertem, bei dem man sparen kann. Vor der Abstimmung über die Ueberfremdungsinitiative hat man mir vorgeworfen, der Mensch sei keine Ware, man könne ihn nicht kontingentieren; das möchte ich hier nun wiederholen: Auch Kranke sind keine Ware und können ebenfalls nicht kontingentiert werden.

Wir haben überall schmerzliche Eingriffe vornehmen müssen, die sehr viele Kosten verursachten. Wie ich aber schon gestern darzulegen versuchte, wäre es eigentlich eher unsere – und auch meine – Zielsetzung, nur das dem Staat zu überbürden, wozu er verpflichtet ist, dem einzelnen Bürger aber zu übertragen, was er selber leisten kann. Die Kranken- und Unfallversicherung gehört zu einem Kapitel, bei dem viele Einzelne eben nicht mehr leisten können, und bei denen, angesichts der heutigen Kosten, eine allfällige Erkrankung zu einem zusätzlichen Un-

## **Bundeshaushalt. Ausgleich**

### **Finances fédérales. Equilibre**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1977
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	09
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.010
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	16.03.1977 - 15:30
Date	
Data	
Seite	205-234
Page	
Pagina	
Ref. No	20 005 520

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

de salaire, mais il faut surtout freiner l'explosion des coûts. Cela n'est pas facile, beaucoup s'y sont déjà essayé chez nous et ailleurs car le problème n'est pas purement helvétique. On peut économiser dans le secteur hospitalier, on peut aussi économiser dans la médecine ambulatoire, notre collègue Forel l'a dit tout à l'heure. Il est vrai que l'augmentation exagérée du nombre de médecins qui nous menace est un important facteur de renchérissement et qu'elle n'aidera pas à diminuer les coûts. Il est cependant possible de freiner les coûts en revenant à une médecine plus humaine et moins technique. Qu'on me comprenne bien: il n'est pas question de renoncer aux progrès de la technique médicale mais de les employer avec discernement. Mais pour atteindre cet objectif, il faudrait que la loi sur l'assurance-maladie, que ses tarifs, n'encouragent plus la pure technique mais revalorisent l'acte intellectuel, le contact entre malade et médecin.

Je m'excuse de m'être apparemment éloigné du sujet des subventions aux caisses-maladie mais je suis au cœur de celui de la motion que nous propose la commission des finances. Je voterai cette motion mais en la comprenant dans le sens quelque peu élargi que je viens d'exposer.

En conclusion, je vous invite à repousser les propositions Forel et Grobet, à accepter les propositions du Conseil fédéral et ultérieurement la motion de la commission en espérant que le Conseil fédéral voudra bien tenir compte des quelques remarques que je viens de faire quant à la révision de la loi sur l'assurance-maladie.

*Hier wird die Beratung abgebrochen  
Ici, le débat est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 20.15 Uhr  
La séance est levée à 20 h 15*

## Zehnte Sitzung – Dixième séance

**Donnerstag, 17. März 1977, Vormittag**

**Jeudi 17 mars 1977, matin**

8.00 h

*Vorsitz – Présidence: Herr Wyer*

---

77.009

**Finanzplan 1978–1980**

**Plan financier 1978–1980**

77.010

**Bundeshaushalt. Ausgleich**

**Finances fédérales. Equilibre**

Siehe Seite 205 hiervor — Voir page 205 ci-devant

### A

**Bundesgesetz über Massnahmen zum  
Ausgleich des Bundeshaushaltes**

**Loi fédérale instituant des mesures  
pour équilibrer les finances fédérales**

611

**Bundesgesetz über die Kranken- und  
Unfallversicherung**

**Loi fédérale sur l'assurance en cas  
de maladie et d'accidents**

*Fortsetzung – Suite*

Siehe Seite 231 hiervor — Voir page 231 ci-devant

**Schwarzenbach:** Es stehen die Beiträge an die Kranken- und Unfallversicherung zur Diskussion. Zwei praktizierende Aerzte haben bereits zu uns gesprochen. Vom einen – Herrn Forel – weiss ich, dass er eine clientèle hat, die auf dieses Gesetz ausdrücklich angewiesen und ausgerichtet ist, eine clientèle, die er als Arzt liebevoll und sorgfältig betreut. Auch Herr Gautier ist praktizierender Arzt. Die beiden sind aber zu ganz verschiedenen Standpunkten gelangt. Herr Forel stellte einen Antrag auf Streichung, aus den Erfahrungen seiner Praxis heraus, dass man mit Kranken nicht umgeht wie mit irgend etwas kontingentiertem, bei dem man sparen kann. Vor der Abstimmung über die Ueberfremdungsinitiative hat man mir vorgeworfen, der Mensch sei keine Ware, man könne ihn nicht kontingentieren; das möchte ich hier nun wiederholen: Auch Kranke sind keine Ware und können ebenfalls nicht kontingentiert werden.

Wir haben überall schmerzliche Eingriffe vornehmen müssen, die sehr viele Kosten verursachten. Wie ich aber schon gestern darzulegen versuchte, wäre es eigentlich eher unsere – und auch meine – Zielsetzung, nur das dem Staat zu überbürden, wozu er verpflichtet ist, dem einzelnen Bürger aber zu übertragen, was er selber leisten kann. Die Kranken- und Unfallversicherung gehört zu einem Kapitel, bei dem viele Einzelne eben nicht mehr leisten können, und bei denen, angesichts der heutigen Kosten, eine allfällige Erkrankung zu einem zusätzlichen Un-

glück werden kann. Wenn heute einer erkrankt und ins Spital eingeliefert werden muss, kann es für ihn unter Umständen direkt dramatisch werden, weil er einfach nicht weiss, wie er das bezahlen soll. Die wenigsten kommen in eine Privatabteilung. Man bezahlt heute in einer Privatabteilung mehr als im teuersten Grand Hotel. Aber auch in der Allgemeinen Abteilung bezahlt einer noch übertrieben viel. Darum bin ich einfach der Ansicht, hier werde am falschen Ort gespart; es tut mir leid, das sagen zu müssen.

Ich habe es genauso merkwürdig gefunden, dass der Bund ausgerechnet bei der AHV diese 600 Millionen Franken auf die Bürger überwälzte und dann stolz erklärte, er habe nun gespart; er hat einfach die 600 Millionen auf die Bürger überwälzt. Nun tut er dasselbe bei der Krankenversicherung, und zwar in einem Augenblick, da wir wissen, dass das KUVG in zwei Jahren revidiert werden soll. Da sollte man doch bis zu dieser Revision zuwarten und sie nicht heute durch eine derartige Plafonierung präjudizieren. Ich halte das für keine ehrliche Methode, heute etwas zu entscheiden, was zur kommenden Revision des KUVG als fait accompli beiträgt.

Persönlich werde ich also aus den genannten Gründen den Antrag Grobet unterstützen; aber auch noch aus einem weiteren Grund, den ich doch auch erwähnen möchte: Ich sehe nicht ein, dass diese Sparübung an unserem Volk durchexerziert werden soll – ob es nun dieses oder andere Kapitel betreffe –, während im Politischen Departement (auf das ich ein besonderes Auge geworfen habe) überhaupt keine Sparübung gemacht wird. Ich bin legitimiert, diesen Vorwurf zu erheben. Ich habe bei der letzten Finanzdebatte beantragt, wenigstens bei der Entwicklungshilfe 100 Millionen Franken einzusparen, damit diese égalité gewahrt sei. Es wurde aber nicht gespart; im Gegenteil, man hat mehr ausgegeben. Solange man im Politischen Departement nicht spart, sehe ich wirklich nicht ein, warum die Sparübung an unseren kranken und alten Leuten durchgeführt werden soll. Ich unterstütze also den Antrag Grobet und würde mich freuen, wenn das auch weitere Ratsmitglieder tun. Ich danke Ihnen.

**Trottmann, Berichterstatter:** Der vorgeschlagene Artikel 38bis (neu) ist eine Uebergangsbestimmung für das KUVG, der die Bundesbeiträge zugunsten der Krankenversicherung ab 1978 auf den Beiträgen stabilisiert, wie sie für 1976 gewährt wurden. Herr Forel beantragt, diesen Artikel zu streichen. Das hätte zur Folge, dass für das Jahr 1978 150 Millionen und ab 1979 260 Millionen aus dem Massnahmenpaket zur Stabilisierung des Bundeshaushaltes entfallen würden. Der Antrag des Herrn Grobet möchte die Beiträge weiter jährlich um höchstens 4 Prozent ansteigen lassen. Wie das Bundesamt errechnete, hätte dies für die Jahre 1978/79 rund 100 Millionen Franken an Mehraufwendungen zur Folge. Die Massnahmen zur Stabilisierung des Bundeshaushaltes würden also um diese 100 Millionen Franken verringert. Wir müssen die ganze Frage auch aus dieser Sicht beurteilen. So schmerzlich die ganze Übung bei der Kürzung der Bundesbeiträge an die Krankenkassen ist, die ja nachher logischerweise über höhere Beiträge ausgeglichen werden müssen, gilt es, die Zielsetzung des Massnahmenpaketes nicht zu vergessen. Daher beantrage ich Ihnen, die Anträge Forel und Grobet abzulehnen.

Die Kommission schlägt Ihnen eine Motion vor, mit der die Kostendämpfung im Gesundheitswesen praktisch verwirklicht werden soll. Ich glaube nicht, dass diese Motion einer näheren Begründung bedarf; sie ist in ihrer Zielsetzung klar, und ich bitte Sie, diese Motion an den Bundesrat zu überweisen.

**M. Thévoz, rapporteur:** Le frein à la progression des dépenses que le Conseil fédéral, suivi en cela par la majorité de la commission, nous propose d'instaurer dans le domaine de la santé publique, est vivement combattu par M. Grobet et cela, dit-il, pour un motif essentiel: il n'admet pas une limitation de notre effort dans le domaine de la

santé publique aussi longtemps que nous n'adopterons pas la même politique en matière de défense nationale.

En fait, M. Grobet compare deux choses qui ne sont pas comparables. La santé publique, l'assurance-maladie ne sont pas du ressort exclusif de l'Etat. Elles concernent chacun d'entre nous, dans la mesure de notre volonté et de nos moyens. Bien sûr, l'Etat doit intervenir pour coordonner, encourager et aussi atténuer les injustices inhérentes à la nature humaine, ainsi que pour donner à chacun un minimum de sécurité en la matière. Du reste, il n'est nullement question dans nos propositions de diminuer les prestations de la Confédération au chapitre de la sécurité sociale. Il s'agit en fait – et M. Grobet le sait bien – de freiner une progression inquiétante qui, si l'on n'y prend garde, deviendrait rapidement incontrôlée. Je vous rappelle que les propositions du Conseil fédéral tendent à une économie par rapport au dernier plan financier de 150 millions de francs pour 1978 et 260 millions de francs pour 1979. Si nous acceptons les propositions de M. Grobet, c'est donc dans ces limites et dans cet ordre de grandeur que le budget de la Confédération serait aggravé.

J'en reviens à la seconde argumentation de M. Grobet. La défense nationale, elle, est une des tâches essentielles et primordiales de la Confédération et aucun transfert de compétences n'est ni concevable, ni possible en la matière. Nous voulons, sans discussion possible, que notre pays soit assuré et gardé contre les périls extérieurs. C'est aussi l'une des conditions essentielles de notre sécurité sociale, de notre progrès social, et les chiffres relatifs concernant ces deux domaines essentiels, si importants pour notre pays, sont tout de même révélateurs de l'effort principal que nous avons consenti ces dernières années.

En matière de défense nationale, la progression des dépenses selon le plan financier sera de 1978 à 1979 de 9,2 pour cent et la progression des dépenses en matière de prévoyance sociale sera, elle, de 12 pour cent. D'autre part, la part au budget de la défense nationale qui était de 37,3 pour cent en 1960 n'est plus que de 20,8 pour cent en 1975 alors que pour la prévoyance sociale cette part qui était de 12,5 pour cent en 1960 a progressé à 18,9 pour cent en 1975. En chiffres abolus, la défense nationale a progressé de trois fois et la prévoyance sociale de huit fois durant ces quinze dernières années. Dire donc que la prévoyance sociale est à la traîne, et en quelque sorte la victime de notre défense militaire, de notre effort militaire, ne correspond pas à la réalité. L'objectivité nous oblige à rejeter cette affirmation et c'est donc la conscience à l'aise que nous pouvons et devons repousser la proposition Grobet et adopter les propositions du Conseil fédéral et de la commission.

**M. Chevallaz, conseiller fédéral:** Ce qui m'étonne un peu, dans la proposition de M. Grobet, c'est au fond qu'elle n'est pas présentée comme valable en soi mais surtout comme une sorte d'opération de repréailles. A entendre le député genevois, le groupe socialiste aurait admis le plafonnement des subventions à l'assurance-maladie si l'on avait plafonné ou réduit quelque peu la croissance des dépenses militaires.

Ce raisonnement me paraît terriblement discutable; il pourrait donner lieu à de singuliers marchandages, à un amendement réduisant les subventions de l'AVS parce qu'on a réduit la subvention au vaccin de la tuberculose bovine, etc., etc. Je ne crois pas que ce soit un argument très sérieux que de jouer les repréailles et, sans exagérer le terme, le «règlement de compte» dans le choix de nos options.

Vous aurez tout à l'heure l'occasion de débattre un peu du budget militaire; je serai donc bref à son propos d'autant que M. Thévoz vient de faire une très bonne réfutation à ce propos. Je relèverai tout de même que, si la part du budget militaire au produit national brut s'accroît depuis 1974 de deux ou trois dixièmes de points pour atteindre, au lieu de 1,8, 2,1 pour cent en 1977, ce n'est pas à cause

de l'augmentation du volume des dépenses militaires mais c'est la faute du produit national brut qui, lui, ne progresse plus; il a même reculé en 1975. Ce budget militaire atteignait près de 3 pour cent il y a une quinzaine d'années; il est en proportion nettement plus faible que celui des pays de l'OTAN, plus faible d'une manière sensible que celui de la Suède, neutre comme nous.

Je rappellerai que les dépenses pour la sécurité sociale et la santé publique ont été, pour la Confédération, multipliées par huit, le budget militaire par trois depuis 1960, je rappellerai également qu'aux trois niveaux de la commune, du canton et de la Confédération, ces mêmes dépenses sociales et sanitaires représentaient – c'est le chiffre de 1974 mais il donne un ordre de grandeur – environ 8,5 milliards contre 3,1 milliards aux dépenses militaires; c'est-à-dire respectivement pour les dépenses sociales et sanitaires 5,8 pour cent du produit national brut et 1,8 à 2 pour cent pour le budget militaire.

Je souligne enfin que notre plan financier prévoit une croissance moyenne des dépenses fédérales au titre de la prévoyance sociale de 6 pour cent par année pour 1978 et 1979, donc supérieure à la moyenne d'environ 4 pour cent que nous nous sommes donnée pour objectif et une augmentation globale de 350 millions. Le budget de la défense nationale est, lui, augmenté de 4½ pour cent par année en moyenne et de moins de 300 millions.

Il est donc complètement erroné de dire que la prévoyance sociale est sacrifiée à la défense nationale. Il n'y a d'ailleurs pas contradiction entre ces deux éléments: l'un et l'autre font partie des tâches essentielles de la Confédération.

Il est vrai alors, au sein de notre politique sociale où nous vous proposons de marquer fortement l'accent sur l'assurance-vieillesse et l'assurance-invalidité, que les subventions à l'assurance-maladie doivent être bloquées selon nos propositions pour les deux années prochaines.

Quelle est la justification de ce plafonnement? Vous connaissez l'explosion des coûts en matière d'assurance-maladie, ce n'est pas un terme exagéré; de 1973 à 1974, une augmentation de 18 pour cent; de 1974 à 1975: 17 pour cent, soit une accélération – on peut le dire – deux fois plus forte que celle des prix. Or, la subvention fédérale croît ou devrait croître proportionnellement à ces coûts. Cela explique que nous ayons réagi, et que vous ayez réagi avec nous, en décidant une première réduction de la subvention de 10 pour cent en 1975 et 1976, une nouvelle réduction au budget 1977. Aujourd'hui nous vous proposons de plafonner la dépense en 1978 et 1979 au montant de 1977, soit à 868 millions.

Ce choc nous paraît nécessaire. Il doit provoquer une réforme substantielle, concertée avec les caisses-maladie. Par lettre du 25 février dernier, le comité directeur du Concordat des caisses-maladie suisses, qui s'est entretenu du problème avec mon collègue Hurlimann, chef Département de l'intérieur, a d'ailleurs déclaré approuver ce plafonnement, dans l'idée et dans la volonté que ce coup d'arrêt doit susciter d'ici 1980 une profonde modification du système dont nous sommes en train, avec les caisses, de perdre le contrôle.

La mesure provisoire que nous proposons rendra d'abord les milieux intéressés, des médecins aux hôpitaux, en passant par la pharmacie, attentifs à la nécessité et à la nécessité immédiate de faire fonctionner les freins et de se concerter pour une politique de la santé qui soit supportable pour l'Etat, pour les caisses-maladie et, plus encore, pour les cotisants, notamment pour les cotisants à ressources modestes et chargés de famille.

Laisser progresser allègrement nos subventions de 15, 17, 18, 20 pour cent par année en fonction du système existant actuellement serait nous résigner à une politique digne du tonneau des Danaïdes et cela ne nous contraindrait nullement à une réforme indispensable et urgente. En resserrant le robinet, nous nous contraignons nous-mêmes et nous contraignons les autres aussi à réparer le fond du tonneau. En laissant le robinet grand ouvert

comme le propose M. Forel, nous ne contraignons pas l'ensemble des intéressés à s'entendre pour une réforme valable.

Cette réforme, la révision de la loi sur l'assurance-maladie, nous nous obligeons, et vous avec nous, à la mener à chef rapidement, de sorte qu'elle puisse entrer en vigueur en 1980. Cette réforme est réclamée par la motion de votre commission, que le Conseil fédéral accepte, mais en en élargissant la conception, comme l'ont demandé hier les docteurs Gautier et Forel. Il s'agit en effet de définir une économie de la santé publique, une politique médicale et hospitalière, des plans hospitaliers à concevoir tenant compte de l'efficacité médicale sans doute, mais aussi de la possibilité d'en assumer les frais. Réforme allant l'encontre d'un certain perfectionnisme, de certains abus corporatifs, que M. Forel a évoqués hier avec éloquence et précision, à l'encontre d'une insouciance trop grande en ce qui concerne les charges publiques et individuelles. Réforme encore à l'encontre d'une certaine surconsommation et d'une certaine surexpansion hospitalière, dans le sens désiré par comité directeur du Concordat.

Cette réforme prendra également en considération une répartition sociale plus équitable de la subvention par la correction du système, qu'on a qualifiée hier – c'était encore les médecins qui parlaient – d'archaïque, ainsi que par l'adaptation des tarifs.

Enfin, cette réforme devra sans doute envisager un financement complémentaire prenant partiellement la relève de la subvention fédérale et dont l'ordre de grandeur serait de quelque 400 millions de francs à partir de 1980. Nous en débattons avec les caisses, avec les organisations corporatives et avec les cantons.

Vous aurez, dès la fin de cette année, je l'espère, à connaître de nos propositions et à en décider. Dès lors, le plafonnement que nous vous proposons prend une valeur de contrainte pour nous et pour tous les partenaires à l'assurance-maladie, contrainte à une réforme indispensable et urgente. Les deux propositions qui nous sont faites atténueraient ou supprimeraient cet effet de contrainte, cette obligation de réformer. Ces deux propositions ont d'ailleurs des conséquences financières. Si celle de M. Forel devait être adoptée, ce serait la course sans frein proportionnelle automatiquement à une explosion des prix non contrôlés. Elle coûterait à la Confédération pour 1978 et 1979 150, puis 250 millions, selon les évaluations. La proposition de M. Grobet aurait des effets plus modestes. Elle coûterait néanmoins à la Confédération 35 millions en 1978 et 70 millions en 1979. Le Conseil fédéral vous invite donc à rejeter ces deux propositions et à vous rallier à celle de votre commission.

#### *Abstimmung – Vote*

##### *Art. 35 Abs. 1 Buchst. b*

Für den Antrag der Kommission	102 Stimmen
Für den Streichungsantrag Forel	29 Stimmen

**Präsident:** Kommission und Bundesrat schlagen in Art. 38bis eine Plafonierung vor. Herr Grobet lehnt eine Plafonierung ab und schlägt eine Begrenzung des Wachstums der Bundesbeiträge vor. Demgegenüber schlägt auch hier Herr Forel die Streichung vor.

#### *Abstimmung – Vote*

##### *Eventuell – Eventuellement*

Für den Antrag der Kommission	99 Stimmen
Für den Antrag Grobet	44 Stimmen

#### *Definitiv – Définitivement:*

Für den Antrag der Kommission	100 Stimmen
Für den Antrag Forel	29 Stimmen

#### **Motion der Kommission**

##### *Titel*

Kostendämpfung im Gesundheitswesen

**Ingress**

Im Zusammenhang mit der ab 1978 vorgesehenen Plafo- nierung der Bundesbeiträge an die Krankenpflegeversi- cherung gemäss Artikel 38bis KUVG wird der Bundesrat beauftragt:

**Ziff. 1**

Die Vorarbeiten für die Teilrevision des KUVG so voranzu- treiben, dass die entsprechende Botschaft noch dieses Jahr den eidgenössischen Räten unterbreitet werden kann.

**Ziff. 2**

Unverzüglich verstärkt auf die Eindämmung der Kosten der Krankenpflegeversicherung hinzuwirken, indem er

**Buchst. a**

der Vorschrift vor Artikel 23 KUVG über die Wirtschaftlich- keit der Behandlung (Bekämpfung der «surconsommation médicale») vermehrt Nachachtung verschafft;

**Buchst. b**

die Kantonsregierungen ersucht, bei der Genehmigung von Tarifverträgen und der Festsetzung von Taxen gemäss den Artikeln 22 bis 22quater KUVG, die Tarife und Taxen nicht nur auf ihre Gesetzmässigkeit und Billigkeit, sondern auch auf ihre wirtschaftliche Tragbarkeit zu prüfen;

**Buchst. c**

die Kantonsregierungen ersucht, vor der Festsetzung von Tarifen für Heilanstalten oder der Genehmigung entspre- chender Verträge, diese dem Bundesamt für Sozialversi- cherung zur Begutachtung vorzulegen, wenn damit eine über die allgemeine Lohnentwicklung hinausgehende Er- höhung verbunden ist.

**Ziff. 3**

Einen Bericht zu erstatten über die Entwicklung der Ein- kommensverhältnisse der Medizinalpersonen und der Me- dikamentenpreise sowie ihren Zusammenhang mit den Ko- stensteigerungen im Gesundheitswesen.

**Motion de la commission****Titre**

Frein aux dépenses dans le domaine de la santé

**Préambule**

Le Conseil fédéral est invité, en relation avec le plafonne- ment des subsides fédéraux à l'assurance des soins médi- co-pharmaceutiques prévu à l'article 38bis LAMA,

**Ch. 1**

A accélérer les travaux préparatoires de la révision par- tielle de la LAMA de façon que le message s'y rapportant puisse être soumis cette année encore aux Chambres fé- dérales.

**Ch. 2**

A intervenir immédiatement dans une plus forte mesure pour que l'augmentation des frais de l'assurance des soins médico-pharmaceutiques soit freinée, et cela

**Let. a**

En faisant en sorte qu'une plus grande importance soit attribuée à la disposition de l'article 23 LAMA relatif aux traitements économiques (lutte contre la surconsommation médicale);

**Let. b**

En priant les gouvernements cantonaux, lors de la procé- dure d'approbation des tarifs conventionnels et de la fixa- tion des taxes prévues aux articles 22 à 22quater LAMA, d'examiner, non seulement si les taxes prévues sont con- formes à la loi et à l'équité, mais aussi si elles sont sup- portables du point de vue économique;

**Let. c**

En priant les gouvernements cantonaux de demander l'avis de l'Office fédéral des assurances sociales au sujet des tarifs hospitaliers avant de les fixer ou d'approuver les conventions qui les fixent si ces tarifs entraînent et aug- mentation dépassant l'évolution générale des salaires.

**Ch. 3**

A établir un rapport sur l'évolution des revenus des per- sonnes exerçant une activité dans le domaine médical et sur celle des prix des médicaments, ainsi que sur leurs relations avec les augmentations de frais dans le domaine de la santé.

**Präsident:** Der Bundesrat nimmt die Motion der Kommiss- ion entgegen. Wird sie aus der Mitte des Rates be- kämpft? Das ist nicht der Fall; die Motion ist überwiesen.

**11.11****Bundesgesetz betreffend die eidgenössische Oberaufsicht über die Forstpolizei****Loi fédérale concernant la haute surveillance de la Confé- dération sur la police des forêts**

**Art. 37ter, Art. 42 Abs. 1, Art. 42bis, Art. 42ter, Art. 42quater**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 37ter, art. 42 al. 1, art. 42bis, art. 42ter, art. 42quater**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Rippstein:** Die finanzpolitische Lage des Bundes zwingt auch die Waldwirtschaft, Kürzungsmassnahmen in Kauf zu nehmen und sich gemäss Botschaft mit 10 Millionen Fran- ken Bundesleistungen weniger abzufinden. Weniger Bun- desmittel bedingen höhere Leistungen der Kantone und wesentlich höhere Restkosten für die Waldbesitzer. Damit ist die Finanzierung zahlreicher baureifer und dringender Förderungsprojekte im Forstwesen nicht nur in Frage ge- stellt, sondern gerade in den besonders förderungs- und schutzbedürftigen Gebieten verunmöglicht. Rückschläge, ja sogar eine länger andauernde Gefährdung der in den letzten Jahren vorangetriebenen Walderschliessungen und Waldverbesserungen, vor allem in den wirtschaftlich wenig interessanten Rand- und Extremgebieten, werden unvermeidlich sein. Jedenfalls muss den auftretenden Schäden durch gezielte Massnahmen begegnet werden. Naturein- wirkungen wie Lawinen, Sturm, Hochwasser und Wald- brände richten sich nicht nach den Bundesfinanzen. Bei gekürzten Bundesleistungen stellt sich die Frage: Kann der Waldbesitzer durch mehr Eigenleistungen den Ausfall der Bundesmittel ausgleichen?

Dazu folgendes: Die betriebswirtschaftlichen Untersuchun- gen der forstwirtschaftlichen Zentralstelle der Schweiz zei- gen, dass die Ertragslage der Forstbetriebe in allen Regio- nen schmaler und schmaler wird und die Mehrzahl der Betriebe in ausgewiesenen Defiziten steckt. Zusätzliche Mittel für die Walderschliessungen und Waldverbesserun- gen aus den Forstbetrieben sind auch in Zukunft wenig wahrscheinlich, weil die Kostensteigerung bei den Wald- bauarbeiten ununterbrochen weitergeht. Der Verkauf und der Erlös des inländischen Rohholzes sind in erhöhtem Masse auslandabhängig. Die Handelsliberalisierung hat zu erhöhten Risiken geführt. An die Forstbesitzer, an die Forstbetriebe und an den Wald werden von seiten der Oef- fentlichkeit laufend erhöhte Anforderungen gestellt, ohne entsprechende Abgeltung. Diese Sachlage hat eine attrak- tive Förderungspolitik des Bundes notwendig gemacht. Der Bericht für eine Gesamtkonzeption der Wald- und Holz- wirtschaftspolitik fordert eine Verstärkung dieser Förde-



rungsmassnahmen. Diese Situation zwingt die Waldwirtschaft zu folgender Feststellung:

Erstens: Im Interesse des Ganzen verzichtet die Waldwirtschaft ihrerseits darauf, die starken Beitragskürzungen an das Forstwesen aus dem Finanzpaket herauszulösen und zu bekämpfen. Sie fordert jedoch, dass im Falle von direkten Schädigungen und Gefährdungen gezielte Massnahmen getroffen werden.

Zweitens: In einem allfällig weiteren Konjunkturförderungsprogramm des Bundes ist den forstlichen Investitionen mit ihrer dezentralisierten und arbeitsintensiven Bauförderung gebührend Rechnung zu tragen.

Drittens: Trotz vorübergehenden Beitragskürzungen dürfen die Anstrengungen zur Verbesserung des Waldes nicht nachlassen. Infolge Unterlassung dringender Pflegearbeiten müssen erfahrungsgemäss in einem späteren Zeitpunkt wesentlich mehr Mittel zur Schadenbehebung aufgewendet werden, als wenn vorbeugend gehandelt worden wäre. Es ist deshalb unerlässlich, in der Finanzplanung des Bundes mittelfristig wieder zusätzliche Mittel für das Forstwesen vorzusehen.

Ich bitte Sie, Herr Bundesrat, diesen Begehren für die spätere Zukunft Rechnung zu tragen.

**Grünig:** Ich möchte an die Ausführungen von Kollege Rippstein anschliessen. Die Waldfläche im Berggebiet beträgt rund 760 000 Hektaren; das sind 75 Prozent des gesamten schweizerischen Waldareals. Die Nutzung beträgt in diesen Problemgebieten gegenwärtig rund 2 Millionen Kubikmeter Holz. Diese bedeutende Menge sollte jedoch aus waldbaulichen Ueberlegungen, wegen der Ueberalterung usw., auf etwas über 3 Millionen Kubikmeter pro Jahr erhöht werden. Dies ist nur möglich, wenn die Wälder zugänglich gemacht werden, was Investitionen bedingt. Diese Investitionen können aber nicht allein von den Waldeigentümern geleistet werden, da die Reinerträge aus dem Holzverkauf nicht dazu ausreichen. Die eine Million Kubikmeter Holz, die zusätzlich genutzt werden könnte, ergäbe eine zusätzliche Einnahme in den Gebirgsgebieten von über 100 Millionen Franken pro Jahr, und dies mit einem Multiplikatoreffekt von etwa 3 bis 3,5; d. h. durch die zusätzliche Nutzung in den Gebirgswäldern würden 300 bis 350 Millionen Franken jährlich in die Gebirgskantone fließen. Davon würden die Gebirgskantone viel mehr profitieren, als allgemein angenommen wird.

Eine weitere Bemerkung: Die Subventionen, die das Oberforstinspektorat ausrichten kann, fliessen zu 85 Prozent in unsere Gebirgsgebieten und besitzen ebenfalls einen erheblichen Multiplikatoreffekt, wie das schon Herr Kollege Rippstein dargelegt hat. Sie befruchten nicht zuletzt kleine, bodenständige Gewerbebetriebe. Durch relativ bescheidene Bundessubventionen kann deshalb den Gebirgstälern wirksam und dauernd geholfen werden, ja es ist sogar möglich, zahlreiche neue Arbeitsplätze zu schaffen.

Schliesslich: Die forstlichen Subventionen sind produktive Subventionen und haben mit einer simplen Umverteilung nichts zu tun. Darf ich deshalb den Bundesrat ersuchen, diesen Ueberlegungen in einem künftigen Finanzplan Rechnung zu tragen? Die Sorge um unseren Wald hat sich noch immer segensreich ausgewirkt.

*Angenommen – Adopté*

#### 11.12

#### **Bundesbeschluss über die Beteiligung des Bundes an der Wiederherstellung der vom Kastanienrindenkrebs befallenen Wälder**

**Arrêté fédéral concernant la participation de la Confédération à la reconstitution des forêts atteintes par le chancre de l'écorce du châtaignier**

#### **Art. 2 Abs. 1**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### **Art. 2 al. 1**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

#### 11.21

#### **Bundesgesetz über die Wasserbaupolizei**

#### **Loi fédérale sur la police des eaux**

#### **Art. 9 Abs. 3**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### **Art. 9 al. 3**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

**Präsident:** Damit ist der Block 1 durchberaten.

Wir gehen über zum Block 2. Die einleitenden Erläuterungen gibt Herr Stich.

#### **Block 2 – Volet 2**

**Stich, Berichterstatter:** Im Bereich des Verkehrs geht es vorerst einmal darum, bisherige Kürzungen von Subventionen ins ordentliche Recht überzuführen. Das gilt für Artikel 51, welcher die Abgeltung gemeinwirtschaftlicher Leistungen für den Berufs- und Schülerverkehr regelt, aber auch für Artikel 60 Absatz 2 (Bundesbeiträge an technische Verbesserungen), Artikel 60 Absatz 3 (Umstellungen) und Artikel 60 Absatz 4 (Aufrechterhaltung des Betriebes).

Obwohl auch dazu in der Kommission Anträge auf Ablehnung gestellt worden sind, sind sie doch mit relativ starken Mehrheiten abgelehnt worden.

Neben der Verankerung dieser bisherigen Subventionskürzungen werden mit dieser Vorlage gerade im Bereich des öffentlichen Verkehrs die Weichen total neu gestellt, und man kann sich wirklich fragen, ob es für eine solche grundsätzliche Auseinandersetzung nicht mehr und vor allem aussagekräftigere Unterlagen braucht, da hier Entscheidungen getroffen werden, die nicht mehr rückgängig gemacht werden können. In der Kommission ist deshalb auch die Frage aufgeworfen worden, ob hier nicht in unzulässiger Weise die Gesamtverkehrskonzeption präjudiziert werde. Vom Bundesrat wird dies zwar bestritten, doch sind der Kommission keine offiziellen Papiere zu diesem Konzept übergeben worden.

Ein Stichwort des neuen Konzepts heisst wohl Regionalisierung. Grundsätzlich ist sicher zu befürworten, wenn in einer Region die Verwaltungen verschiedener öffentlicher Verkehrsunternehmungen zusammengelegt werden und der Benutzer vor allem auch von einem Tarifverbund profitieren könnte. Diese Zielsetzung ist aber nur indirekt anvisiert, indem z. B. in Artikel 60 Absatz 5 des Eisenbahngesetzes neu vorgesehen wird, dass die Beiträge der Kantone für vorwiegend regionale Linien erhöht werden können, und zwar gemäss den Artikeln 56 und 58 (Beiträge an technische Verbesserungen und Beiträge für die Aufrechterhaltung des Betriebes). Abgesehen davon, dass wohl mit Ausnahme der Bern-Lötschberg-Simplon-Bahn praktisch alle anderen Privatbahnen unter den Begriff der vorwiegend regionalen Bedeutung fallen, können mit dieser Kompetenz die in den Absätzen 2 und 4 vorgesehenen Beiträge der Kantone weiter erhöht werden, und zwar bis zu 100 Prozent.

Man kann diese Massnahme als Beginn einer neuen Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen sehen. Bedeutender ist jedoch die Feststellung, dass der Bund mit dieser Massnahme einen starken Druck auf allfällige Umstellungen ausüben kann. In der gleichen Richtung zielt auch die Aenderung des Bundesgesetzes über die Schweizerischen Bundesbahnen, wonach neu Dritte zu Beiträgen herangezogen werden können an Investitionen oder Leistungen, wenn sie entsprechende Begehren stellen. Hier stellt sich vor allem auch die Frage, ob die Kantone zu Leistungen herangezogen werden können, wenn sie z. B. an einer Fahrplankonferenz Begehren auf Führen bestimmter Züge stellen. In diesem Fall hätten die Bundesbahnen sehr weitgehende Möglichkeiten, indem sie nur noch wenige Züge in den Fahrplan aufnehmen und für alle weiteren Züge zusätzliche Leistungen geltend machen könnten.

Eine vollständig neue Regelung wird hinsichtlich der Reisepost gesucht, indem auch hier Kantone und Dritte zu neuen Leistungen herangezogen werden sollen. Nach dem neuen Artikel 3a des Postverkehrsgesetzes soll der Betrieb von Postautolinien, die dem allgemeinen Verkehr dienen, von Leistungen der Kantone an Investitionen und Betriebsdefizite abhängig gemacht werden. Die Kommissionsmehrheit beantragt Ihnen, diesen Artikel zu streichen, da auch die Rechtsgrundlage als problematisch erscheint, obwohl sie von der Justizabteilung bejaht wird.

Im ganzen gesehen werden die Kantone durch diese vorgesehenen Massnahmen möglicherweise erheblich finanziell belastet.

Einen wesentlichen Stein des Anstosses bildet die Aufhebung der Transportpflicht für Stückgut. Ein entsprechender Streichungsantrag wurde in der Kommission zwar schliesslich mit 12 : 15 Stimmen verworfen. Hier ist, wie Sie gesehen haben, ein Fehler in der Fahne enthalten, weil es ein Minderheitsantrag ist. Zwar befördern die Bahnen heute nur noch 8 bis 9 Prozent des gesamten Stückgutverkehrs, was bei den SBB nach der Vollkostenrechnung ein Defizit von jährlich 216 Millionen Franken verursacht. Dabei fehlt unseres Erachtens aber doch auch eine Rechnung, die Auskunft gibt, was passiert, wenn der Stückgutverkehr wegfällt. Wenig schlüssig sind auch die zitierten Zahlen, ist die starke Abnahme zwischen 1970 und 1975 doch auf eine entsprechende Verdrängungspolitik der Schweizerischen Bundesbahnen selbst zurückzuführen. Die SBB wollen zwar pro 1978 15 und pro 1979 30 Millionen Franken einsparen bei Wegfall der Beförderungspflicht, der Transportpflicht, was aber nur möglich ist, wenn ein entsprechender Personalabbau vorgenommen werden kann, denn Investitionen fallen wohl keine weg. Fraglich bleibt aber, ob auf diese Art überhaupt eine sinnvolle Arbeitsteilung zwischen Bahn und Strasse gefunden werden kann, denn die Erfahrung hat in den letzten Jahren doch eindeutig gezeigt, dass mit dem Stückgutverkehr auch der Wagenladungsverkehr verschwunden ist. Auch wenn der Lastwagen für die Flächenbedienung sicher zweckmässiger ist, muss doch die Frage ernsthaft geprüft werden, ob nicht durch eine flexiblere Preispolitik hier mehr zu erreichen ist.

Aehnlich problematisch scheint uns auch die Aenderung des Bundesratsbeschlusses über die Bildung der Eisenbahntarife. Unbestritten ist die Schaffung von streckenunabhängigen Tarifkilometern. Fraglich bleibt aber Artikel 12 Absätze 1 und 2, wo neu Mindestpreise für den Berufs- und Schülerverkehr vorgesehen werden. Diese Aenderung geht von der Annahme aus, durch eine Mehrbelastung der Pendler könne der Zersiedlung entgegengewirkt werden. Vermutlich spielen hier aber andere Überlegungen für die Wahl eines vom Arbeitsort verschiedenen Wohnortes eine entscheidendere Rolle, nämlich die Mietzinse, der grössere Wohnkomfort, die Ruhe auf dem Lande. Möglicherweise wird durch diesen Entscheid deshalb nicht die Zersiedlung gestoppt und die Bahnen durch die Pendler saniert, sondern wieder einmal die Abwanderung auf die Strasse gefördert. Wer hier recht hat, welche Annahme

richtig ist, das wissen wir nicht; das werden Sie auch entscheiden müssen.

Beim Strassenverkehr erachtet die Kommission den Wegfall des A-fonds-perdu-Betrages von 150 Millionen Franken an den Nationalstrassenbau im heutigen Zeitpunkt als durchaus vertretbar und akzeptiert auch eine flexiblere Teilung des Anteils des Strassendienstes am Reinertrag der Treibstoffzölle. Die Kommission ist auch mit der Nichtberücksichtigung von Liegenschaftssteuern, Handänderungssteuern usw. bei der Berechnung des Bundesanteiles einverstanden, lehnt aber eindeutig und mit grosser Mehrheit eine rückwirkende Inkraftsetzung auf 1968 ab; sie möchte sie erst auf 1. Januar 1977 in Kraft setzen.

Neu aufgenommen worden ist beim Schlüssel der Verteilung der Beiträge an die Kosten der Motorfahrzeuge offenen Strassen und der Mittel für den Finanzausgleich ein zusätzliches Kriterium, nämlich die steuerliche Belastung des Schwerverkehrs. Dieser Antrag ist aufgenommen worden aufgrund der Feststellung, dass der Schwerverkehr die durch ihn verursachten Kosten nach der Kategorienrechnung bei weitem nicht deckt. Damit soll der Bund einen stärkeren Druck auf die Kantone ausüben können zur Anpassung der entsprechenden Motorfahrzeugsteuern.

In der Kommission selbst sind dann noch zwei Motionen zur Diskussion gestanden. Die eine Motion hat eine Abgabe verlangt für die Benützung der Autobahnen. Sie ist mit 8 : 10 Stimmen abgelehnt worden. Sie hat also nicht einfach eine Vignette befürwortet, sondern sowohl eine Vignette als auch eine stärkere Belastung des Schwerverkehrs. Die andere Motion wollte eine Ausdehnung des Nachfahrverbotes von 20.00 bis 06.00 Uhr. Auch sie ist mit 8 : 10 Stimmen abgelehnt worden. Die beiden Motionen werden wieder eingereicht werden und zu einem späteren Zeitpunkt zur Diskussion stehen.

Die Kommissionsmehrheit bittet Sie, ihren Anträgen zuzustimmen.

M. Mugny, rapporteur: Nous abordons maintenant le chapitre «Transports et communications», page 11 du dépliant en français.

La sous-commission qui s'est occupée de ce problème a fait d'abord les remarques suivantes: il ne faut pas nuire à la qualité des transports publics. Les dispositions que nous prenons doivent avoir ce souci en priorité; ensuite il faut harmoniser ces dispositions et ces mesures avec les objectifs de la conception générale des transports; de plus, éviter de simplement transférer des charges et des tâches aux cantons et communes. Enfin, si possible, nous devons arriver à diminuer le déficit des Chemins de fer fédéraux.

Les dispositions que nous mettons maintenant en discussion vont intégrer dans le droit ordinaire des réductions de subventions introduites en 1975 et encore en vigueur aujourd'hui. En revanche, d'autres dispositions sont nouvelles, en particulier la proposition de supprimer l'obligation pour le transport de détail (Stückgutverkehr).

Quelques remarques sont à faire concernant les décisions de la commission. A l'article 51, alinéas 2, 3 et 4, la réduction linéaire de 10 pour cent de l'indemnisation aux chemins de fer privés, sur la base des frais de transport des travailleurs et des écoliers, ramènera cette participation de la Confédération de 19 fr. 30 à 17 fr. 35, avec une économie de 4 millions pour la Confédération. La proposition de minorité a été présentée à la commission, elle a été refusée par 18 voix contre 7. Qui paiera cette différence? Ce seront les usagers eux-mêmes ou les cantons qui peut-être mettront une partie de cette nouvelle charge à la charge des communes.

A l'article 60, il s'agit de la participation des cantons aux améliorations techniques. Cette participation existe déjà en fait, mais elle variait jusqu'en 1974 de 30 à 70 pour cent, exceptionnellement ramenée à 15 pour cent quand les cantons étaient de trop faible capacité financière. Dé-

sormais, elle atteindra entre 40 et 90 pour cent d'où une économie pour la Confédération de 15 millions.

Dans la loi du 11 mars 1948, sur les transports par chemins de fer et par bateaux, on propose un article 7a (nouveau) qui prévoit précisément la suppression pour les CFF de l'obligation d'accepter les transports de détail. Une minorité de votre commission proposera de maintenir cette obligation. Pourquoi cette modification? C'est que ce transport occasionne aux Chemins de fer fédéraux un excédent de dépenses annuels estimé de 200 à 216 millions. Il est évident que la suppression de cette disposition ne va pas ramener le déficit de la Confédération de 700 à 500 millions, c'est-à-dire provoquer une économie aussi importante chez les Chemins de fer fédéraux. En revanche, il n'est pas normal, nous semble-t-il, d'imposer aux CFF des obligations qui leur coûtent aussi cher alors que déjà maintenant ils ne transportent plus que le 8 pour cent de l'ensemble des transports de détail. Désormais, ils passeront des conventions avec les transporteurs privés et ils se chargeront surtout des transports à longue distance. Rappelons encore que les chemins de fer privés avaient quelque souci à ce sujet parce que pour eux, ce mode de transport est souvent rémunérateur, les CFF prenant à leur charge la totalité des frais accessoires. Il nous paraît tout de même que dans ces conditions la proposition du Conseil fédéral est sage.

A l'article 3, 3e alinéa (nouveau), de la loi sur les Chemins de fer fédéraux, des tiers particulièrement intéressés à des investissements et qui les réclament devront participer à leur couverture et à celle de certaines prestations. Là aussi, des dispositions existent déjà et, par exemple, si je ne fais erreur, la ligne et la gare des CFF entre l'aéroport de Kloten et Zurich sont subventionnées en partie par le canton et la ville de Zurich. Cependant, il s'agit aujourd'hui d'admettre une disposition légale qui permette aux chemins de fer de faire participer soit des cantons et des communes, soit des groupements de communes, ou encore des entreprises ou des associations économiques à certains investissements. Votre commission estime que cette disposition est sage et l'a acceptée à l'unanimité.

Loi sur le service des postes. L'article 3a (nouveau) a été refusé par 14 voix contre 10. Nous estimons en effet qu'il n'est pas normal actuellement de mettre à la charge des cantons les 15 millions d'économie que les PTT réaliseraient. Cette somme ne peut modifier le budget de la Confédération puisque les PTT ont fait 160 millions de bénéfice en 1978. Il est vrai qu'ils ont encore à son égard une dette de 300 millions qui sont des déficits reportés. Il faudra, nous l'espérons, amortir cette dette au cours des prochaines années. D'autre part, si ce problème doit être revu, c'est dans le cadre de la politique générale des transports et non pas dans celui d'une disposition qui touche uniquement l'aspect financier et qui imposerait cette charge en particulier à certains cantons seulement, notamment sur leur territoire.

Quant à la suppression pour les routes nationales de la contribution de 150 millions, il n'y a pas de problème, elle est acceptée sans discussion. Avec la proposition de Mme Uchtenhagen, nous avons adopté l'article 15 nouveau, qui demande aux cantons de régler l'imposition du trafic lourd d'une manière un peu plus objective que jusqu'à maintenant.

En ce qui concerne les passages à niveau, il n'y a pas non plus de problème. Cependant, une seule question encore, à savoir la rétroactivité qui était prévue pour la disposition concernant la prise en considération de l'impôt sur les gains immobiliers. Le Conseil fédéral proposait que cette disposition entre en vigueur avec effet rétroactif au 1er janvier 1968. Or vous savez qu'on n'aime pas beaucoup ces effets rétroactifs et dans ce cas votre commission, à l'unanimité, propose que la date fixée soit le 1er janvier 1977. En effet, cette question n'a pas été réglée à l'entière satisfaction sur le plan du droit, jusqu'à maintenant; et les cantons qui devraient rembourser à la Confédération entre 60 et 70 millions ne l'ont pas fait pour le moment. Dans les

conditions actuelles, ce serait évidemment leur imposer des charges supplémentaires qui ne nous paraissent pas opportunes. En revanche, pour l'avenir ces dispositions seront applicables.

Enfin quelques motions ont été repoussées, nous aurons probablement l'occasion d'en discuter dans le cadre de la discussion de détail. Votre commission vous propose donc d'accepter les propositions telles qu'elles figurent sur le dépliant mis à votre disposition.

**Frau Spiess:** Seit gestern nachmittag beschäftigen sich viele von uns damit, ja zu sagen zu Dingen, zu denen wir eigentlich lieber nein sagen möchten. Aber wir haben es gestern gehört, wir sollen dem Verstand, dem politischen Willen folgen, und nicht dem Herzen. Daran halte ich mich auch, ich werde also keinen Antrag stellen, ich denke nicht daran. Aber wenn wir schon in diese sauren Äpfel beißen müssen, dann wollen wir diese Äpfel wenigstens nicht an einer übel schmeckenden Sauce angerichtet finden. Was meinen Zorn erregt, sind einige Sätze auf Seite 42 der Botschaft. Hier heisst es: «Mit kostengerechteren Preisen für Pendlerabonnemente soll neben der Entlastung des Bundeshaushaltes längerfristig auch ein siedlungspolitisches Ziel erreicht werden, denn durch Fahrzeitverkürzung bei übermässig tiefen Preisen wird die Entmischung Wohnort-Arbeitsort gefördert. Die Bevölkerung der Innenstädte geht zurück; die Vororte und Aussengemeinden werden zu Schlafstätten. Zur Verhinderung dieser Entwicklung können auch wirklichkeitsnähere Pendlerfahrpreise ihren Teil beisteuern.» Herr Stich hat sanft und liebevoll kurz darauf hingewiesen, dass das nicht stimmt. Ich möchte es ein bisschen gepfeffert tun: Sie wissen alle genau, dass das Unsinn ist, was hier steht. Kein Mensch wird deswegen aus einer Stadt wegziehen, weil er auf die Preise der Pendlerabonnemente sieht. Er wird wegziehen, weil ihm die Luft nicht mehr passt, weil sein ehemals friedliches Wohnquartier in ein Lärmquartier verwandelt worden ist, weil er – und das betrifft vor allem die jungen Familien – für seine Kinder keinen Platz mehr hat in den viel zu kleinen Wohnungen: darum zieht er aufs Land. Und wenn er nun aufs Land zieht, so wird er dort keineswegs das billige oder weniger billige Pendlerabonnement nehmen, im Gegenteil, je teurer es ist, desto eher wird er auf das Auto umsteigen. Nun, ich bin keineswegs ein Feind des Autos, ich weiss, wie nützlich und auch nötig ein Auto sein kann für den Verkehr über Land; aber gerade im Nahverkehr sollten wir mehr und mehr das Auto ausschalten können, das wäre gute Siedlungspolitik, mit der wir unsere Städte wieder wohnlicher machen können. Ich kann mir eigentlich kaum vorstellen, dass unsere gescheiterten Bundesräte diesen Satz aufmerksam durchgelesen und auch noch genehmigt haben. Ich glaube, irgend jemand in der Verwaltung wollte das Zeug à tout prix irgendwie genehm machen und hat sich diese – entschuldigen Sie – dumme Begründung einfallen lassen. Damit möchte ich Sie bitten, in Zukunft auch die Nebenbemerkungen aufmerksam zu lesen und sich zu weigern, solche Sachen entgegenzunehmen. (Beifall)

**M. de Chastonay:** La série des mesures proposées par le Conseil fédéral pour équilibrer les finances de la Confédération d'ici la fin de la législature touchent le domaine des transports. Je me réfère à ce sujet au dépliant, soit aux chiffres 811 à 815. En ce domaine, les économies préconisées signifient, pour diverses entreprises, l'abandon d'une politique qui s'efforçait de compenser le traitement inégal, par la Confédération, des régions desservies par les PTT ou par les CFF, d'une part, et par les entreprises concessionnaires d'autre part. Le message du 9 février 1977 de l'exécutif fédéral n'affirme, et je le regrette, rien de concret au sujet des conséquences que ces mesures comporteront pour les régions économiquement moins développées et en marge des grands réseaux. Or, c'est précisément dans le domaine des transports que l'on peut consta-

ter que ces mesures pourraient avoir des effets secondaires politiques dangereux pour les régions du pays peu ou mal desservies par le faisceau des voies de communication. Comme jusqu'à maintenant, on s'est refusé à prendre des mesures globales en faveur des transports publics en ne voulant pas anticiper sur les résultats des travaux relatifs à la conception globale des transports, on s'étonne quelque peu de lire à la page 37 du message, texte français, qu'il a été tenu compte des travaux entrepris à propos de cette conception globale «dans la mesure où les propositions faites figureront, selon toute vraisemblance, dans cette étude d'ensemble qui est encore loin d'être terminée». Je puis dès lors me poser la question que le rapporteur Stich s'est posée: Ne préjuge-t-on pas déjà trop et par avance de la conception globale des transports?

Dans le domaine plus concret des économies proposées dans les divers textes légaux intéressant les transports et sans vouloir verser, monsieur le Chef du Département fédéral des finances, trop de larmes sectorielles en la matière, nous nous permettons de poser diverses questions à M. le conseiller fédéral Ritschard.

Tout d'abord la réduction de l'indemnisation – modification de l'article 51 de la loi sur les chemins de fer. L'indemnisation n'est pas une subvention mais un dédommagement au sens du droit public. Quid, dès lors, du droit légal de ces entreprises à ces indemnités? D'autre part, en réduisant l'indemnisation ne court-on pas le risque de voir les déficits augmenter à l'image de la charge financière qui sera tout naturellement transposée sur les cantons et sur les communes? Enfin, si l'on considère que ces entreprises concessionnaires desservent les régions peu peuplées du pays où la densité du trafic est basse, ne risque-t-on pas de créer une grave entorse au principe non écrit mais toujours appliqué par le Conseil fédéral de l'égalité de traitement entre toutes les organisations responsables des transports?

On nous propose ensuite l'abaissement des contributions fédérales au titre des améliorations techniques – article 60, 2e alinéa, de la loi sur les chemins de fer – ainsi que la réduction de l'aide de la Confédération au maintien de l'exploitation – article 60 de dite loi, alinéa 4. Par ces mesures, la Confédération transmet généreusement une partie de ses charges aux cantons et éventuellement aux communes. Les cantons principalement desservis ne seront-ils pas automatiquement plus fortement chargés que les autres sur le plan financier? La question se pose et reste ouverte.

On nous propose encore la différenciation des contributions aux investissements et à la couverture du déficit selon l'importance des lignes, suivant l'article 60, cinquième alinéa, de la loi sur les chemins de fer. Cette mesure nous paraît d'une application fort difficile. En effet, comment déterminer les économies annuelles exactes sans savoir clairement, au préalable, ce qu'il faut entendre par ligne régionale? La majorité des entreprises de transports concessionnaires est établie, on le sait, dans le domaine régional. Faut-il en déduire qu'elles seront toutes touchées par cette mesure et que l'on a pour objectif d'engendrer une modification fondamentale de la politique des transports? Ici aussi la question reste ouverte.

Autre proposition, la fixation d'un taux de couverture minimum pour le transport des travailleurs et des écoliers – modification de l'article 12 de l'arrêté sur la formation des tarifs CFF. Cette mesure qui est préconisée ici consiste à porter le prix de l'abonnement mensuel pour le libre parcours en deuxième classe à 14 fois la valeur du prix du billet aller et retour correspondant. Il nous paraît que les arguments développés, à propos de cette économie, notamment dans le message et par les rapporteurs de la commission sont peu convaincants. On ignore complètement l'alternative du véhicule privé et il est illusoire de penser, exercer ainsi une influence décisive sur la politi-

que d'urbanisation. Dans beaucoup de régions, particulièrement dans celles qui sont éloignées des agglomérations, la situation du marché ne permet guère d'ajuster encore les tarifs pour les travailleurs et les écoliers.

On nous propose ensuite la suppression de l'obligation de transporter et d'établir des tarifs en matière d'envois de détail – article 7 de la loi sur les transports par chemins de fer et par bateaux. En n'acceptant le transport des envois de détail que pour autant que cela soit rentable, en supprimant l'obligation de transporter dans ce domaine, le Conseil fédéral propose une mesure qui, si elle peut paraître justifiée par rapport au principe d'une saine économie de gestion, nous paraît devoir ouvrir une brèche très sérieuse dans le concept, dans le principe même des transports publics. Cette mesure semble vouloir remettre en question la garantie des prestations de transports. D'autre part la suppression de l'obligation de transporter et d'établir des tarifs intervient au moment même où les milieux intéressés viennent de commencer à réunir, pour les traiter, tous les éléments de base de ce vaste et complexe problème qui, dans le message, n'est traité que du point de vue des Chemins de fer fédéraux. N'est-ce pas, Messieurs les Conseillers fédéraux, mettre quelque peu la charrue devant les bœufs? Nous craignons fort que, par la suppression proposée de l'obligation de transporter et d'établir des tarifs, les chemins de fer privés risquent de perdre un vaste volume du trafic des envois de détail, alors que les Chemins de fer fédéraux poursuivront la sélection à l'acceptation et par les prix jusqu'à la réduction du trafic des envois de détail à un trafic groupé entre les centres. Cela, et c'est peut-être là l'aspect grave de la question, peut signifier une hausse des prix de transport des centres vers les régions rurales, plus les régions sont éloignées, plus elles se trouvent désavantagées. Cela étant, on peut se demander si les économies et les réductions proposées dans les interventions financières de la Confédération, de par les conséquences indirectes qu'elles comportent inévitablement sur le plan des principes généraux, ne sont pas à même d'amener avec elles la désintégration complète de la réglementation tarifaire en des régions défavorisées du pays qui doivent précisément pouvoir compter sur une stabilité des tarifs en la matière.

Dès lors je me pose la question de savoir s'il est vraiment opportun de décider maintenant les suppressions proposées de l'article 7, littéra a, de la loi sur les transports par chemins de fer et par bateaux, avant même que les Chemins de fer fédéraux aient présenté leurs propositions quant à la restructuration du trafic des envois de détail.

Messieurs les Conseillers fédéraux, j'aimerais être convaincu de la réelle pureté des intentions du Conseil fédéral en la matière et au sujet du maintien de la qualité des transports et communications dont on a fait état tout à l'heure à cette tribune. Je remercie d'ores et déjà M. le chef du Département des transports et des communications pour les réponses et les apaisements qu'il donnera, puisqu'ils concernent avant tout les soucis et préoccupations que le train nécessaire d'économies peut procurer à des régions du pays dont les mauvaises voies de communication et la relative précarité des moyens de transports ne contribuent guère à leur développement et surtout à leur épanouissement économique.

811

#### Eisenbahngesetz – Loi fédérale sur les chemins de fer

**Art. 51 Abs. 2 und 3 dritter Satz und Schlussbestimmung.  
Abs. 4 zweiter Satz, Art. 60 Abs. 2 bis 8**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Anträge Meier Werner*

Art. 51 Abs. 2 und 3 dritter Satz und Abs. 4 zweiter Satz  
Streichen (= bisheriger Text)

Art. 60 Abs. 2, 4 und 5

Streichen (= bisheriger Text)

*Antrag Muret*

Streichen (= beibehalten des geltenden Textes)

**Art. 51 al. 2 et 3 troisième phrase et disposition finale, al. 4 deuxième phrase, art. 60 al. 2 à 8**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Propositions Meier Werner*

Art. 51 al. 2 et 3 troisième phrase, et al. 4 deuxième phrase

Biffer (= texte actuel)

Art. 60 al. 2, 4 et 5

Biffer (= texte actuel)

*Proposition Muret*

Biffer (= maintenir le texte actuel)

**Meier Werner:** Gestatten Sie mir einige allgemeine Bemerkungen zur Einleitung. Ich habe gestern unter sanftem, aber wohl motiviertem Druck unseres Herrn Ratspräsidenten auf eine Wortmeldung in der Eintretensdebatte verzichtet. Nun möchte ich doch einige Gedanken grundsätzlicher Art noch zum Ausdruck bringen.

Was mich beschäftigt bei diesem Block «Öffentlicher Verkehr» und mir zu ersten Bedenken Anlass gibt, ist die Tatsache, dass mit den Vorschlägen des Bundesrates – es ist hier an diesem Pult bereits angedeutet und gesagt worden – in einzelnen Bereichen auf dem Weg über Sparmassnahmen eigentliche Strukturveränderungen in die Wege geleitet werden. Das trifft zu beim öffentlichen Verkehr; denn hier gehen eindeutig die Sparmassnahmen, die Abbauvorschläge, beträchtlich über das hinaus, was man normalerweise unter dem Begriff Sparen verstehen kann. In den Regierungsrichtlinien hat der Bundesrat wiederholt gerade in den letzten Jahren angesichts des explosiven Anwachsens des individuellen Motorverkehrs und der dadurch verursachten Umweltschäden der Förderung des öffentlichen Verkehrs vorrangige Priorität eingeräumt. Der Bund hat – das sei hier offen zugegeben – in dieser Hinsicht finanziell ja auch einiges getan. Um so beunruhigender ist es nun, sehen zu müssen, dass der Bundesrat jetzt, wo aus den eben genannten Gründen die Förderung des öffentlichen Verkehrs ein noch dringlicheres Gebot geworden ist, von seinen bisherigen Prioritätserklärungen abweicht. Gewiss, ich räume ein, dass die Bahndefizite bedenkeneregende Ausmasse angenommen haben. Ich stelle hier als Vertreter des Personals fest: Auch das Bahnpersonal, das sich – ich unterstreiche dies – traditionsgemäss durch besondere Betriebstreue und Betriebsverbundenheit auszeichnet und sich im Kundendienst engagiert, dieses Personal leidet ganz ausserordentlich unter der gegebenen Situation. Vor allem aber leidet dieses Personal – das möchte ich zu Händen der hier anwesenden Herren Bundesräte festhalten – unter der nun eingetretenen und durch die bundesrätlichen Anträge massiv gesteigerten Verunsicherung über das weitere Schicksal unserer doch so gut ausgebauten, von ausländischer Energie unabhängigen Bahnen, die einen Infrastrukturwert von vielen Milliarden Franken repräsentieren. Es hat in der Tat wenig oder nichts mehr mit ernsthafter Förderung des öffentlichen Verkehrs im Sinne dieser erwähnten Regierungserklärungen durch den Bund zu tun, wenn bisherige Bundesleistungen unter verschiedenen Gesetzestiteln teilweise auf die ebenfalls defizitären Kantone abgeschoben werden

sollen, mit dem wohl unvermeidlich damit verbundenen Risiko, dass die Schiene gegenüber der unentwegt weiter expandierenden Strasse noch mehr ins Hintertreffen gerät. Es steht hier völlig ausser Diskussion, dass wir ein leistungsfähiges Strassennetz nötig haben. Es sollte aber ein besonderes Anliegen unserer Regierung sein, die Strasse, besonders auch aus energie- und umweltpolitischen Gründen, nach Möglichkeit zu entlasten und für eine bessere Ausnutzung des vorhandenen Leistungsangebots der Schiene zu sorgen. Aber die bundesrätlichen Vorschläge bewirken in ihrer Tendenz, gewollt oder ungewollt, letztlich doch das Gegenteil. Die Reduktion der Abgeltung im Schüler- und Berufsverkehr, die Erhöhung dieser Abonnementstarife, der Abbau der Bundesleistungen für technische Sanierungen und Aufrechterhaltung von Betrieben, die zusätzliche Benachteiligung von Linien mit regionaler Bedeutung und schliesslich die Aufhebung der Transportpflicht im Stückgutverkehr, das alles sind Vorschläge, die in einem krassen Widerspruch zu der angeblich prioritären Förderung des öffentlichen Verkehrs stehen.

Nun lassen Sie mich zum Artikel 51, zum Antrag des Bundesrates kurz einige Ausführungen machen. Es soll also die bereits beschlossene und in Kraft befindliche zehnprozentige Kürzung der Abgeltungsleistungen für den Schüler- und Berufsverkehr ab 1978 ins ordentliche Recht übergeführt werden (Einsparung: 4 Millionen). Ich stelle fest, dass diese Abgeltungsleistung keine Subvention ist, sondern es handelt sich dabei um einen Rechtsanspruch. Das System der Abgeltung gemeinwirtschaftlicher Leistungen ist vor einigen Jahren revidiert und auf einen völlig neuen Boden gestellt worden. Ich unterstreiche: In minutiöser Gründlichkeit wurden dabei alle Faktoren erfasst, aus welchen ein Anspruch auf Abgeltung abgeleitet werden kann. Dazu gehören – wie in Absatz 1 des Artikels 51 ausgeführt ist – der Berufs- und Schülerverkehr, der Verkehrsmarkt und die Verkehrswegeinvestitionen. Das alles wird da berücksichtigt. Eine Kürzung dieser Abgeltungsleistungen – es betrifft hier den Berufs- und Schülerverkehr – ist nach meinem Dafürhalten eine Rechtswidrigkeit, die nicht weitergeführt und insbesondere nicht ins ordentliche Recht übergeführt werden darf.

Materiell trifft die Massnahme alle jene Privatbahnen, die – sei es in der Agglomeration selber, in ländlichen Gebieten oder als Verbindung zwischen diesen unterschiedlichen Landesteilen – in dieser Verkehrssparte wichtige Funktionen erfüllen, sehr hart. Sie bewirkt für diese Unternehmen einen Ertragsausfall, was schliesslich auf eine Mehrbelastung der Kantone hinausläuft, also effektiv keine echte Sparmassnahme darstellt. Es kommt dazu, dass die ebenfalls vorgeschlagene Festsetzung eines Mindestdeckungsgrades für den Berufs- und Schülerverkehr eine Verteuerung dieser Abonnements um durchschnittlich 13 Prozent zur Folge haben würde. Eine derartige Erhöhung müsste zwangsweise zu einer Abwanderung – wie hier bereits gesagt worden ist – auf die Strasse führen, also ein eigentlicher *circulus vitiosus*, eine doppelte Benachteiligung dieser Unternehmungen und der von diesen Massnahmen betroffenen Bevölkerung.

Ich unterstütze das, was Frau Spiess hier soeben ausgeführt hat, und ich danke ihr für ihre sowohl offenen wie vor allem auch mutigen Worte im Blick auf die Funktion und Bedeutung des Pendlerverkehrs, die nun in der Botschaft in einer auch für mich unverständlichen Weise heruntergespielt worden sind.

Der Bundesratsantrag zum Artikel 51 bedeutet, dass wir einen verkehrspolitisch bedenklichen Weg einschlagen. Ich bitte Sie, meinem Streichungsantrag zuzustimmen und den bisherigen Gesetzestext in Kraft zu lassen.

**M. Muret:** Je voudrais préciser tout d'abord ceci: quand j'ai déposé mes deux propositions visant à biffer les modifications introduites sous chiffres 811 et 813, j'ignorais tout à fait que notre collègue M. Meier avait déjà fait les mêmes ou presque. En effet ses propositions ont été dis-

tribuées après les miennes bien qu'ayant été déposées avant. Je ne peux donc que me référer à l'intervention qu'il vient de faire et ce, avec d'autant plus de satisfaction, qu'en tant que président de la SEV, M. Meier Werner est un spécialiste de la question, ce qui est très loin d'être mon cas.

Mais il suffit, même à un profane, de jeter un coup d'œil sur le plan financier du Conseil fédéral pour comprendre que ce qu'il amorce et implique de toute évidence, c'est un dangereux tournant en matière de politique des transports publics.

On retrouve dans le procédé ainsi utilisé une méthode qui est inadmissible mais qui devient une habitude gouvernementale. Hier, c'était au titre de la relance qu'on faisait cadeau à l'empire Bührle de 300 millions pour fabriquer de nouvelles fusées et on prenait ainsi, en fait, une décision de fond qui relevait du Département militaire. Aujourd'hui, on saisi l'occasion du plan financier pour introduire aux CFF, par la bande, des changements qui mettent en cause leur fonction même et leur avenir.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. En imposant des charges accrues aux cantons et aux communes – et ce n'est qu'un début –, en faisant dépendre de l'augmentation de leur contribution les prestations de base des CFF, en obligeant ainsi les mêmes cantons et communes à couvrir, toujours davantage, les déficits de lignes moins ou peu rentables ou même à les entretenir à leurs frais, en supprimant le transport des envois de détail, en autorisant des tarifs différenciés, ce qui signifie des hausses de tarifs, selon les conditions de certaines lignes, etc., il va de soi qu'on aboutit, automatiquement, tôt ou tard, à réduire à un minimum le rôle indispensable des CFF et à démanteler leurs services.

Il va de soi que les premières victimes de cette politique, de cette orientation qui est inconcevable, seront les régions et les usagers des zones situées à l'écart des principales lignes. Nul doute qu'on n'aille au-devant de la suppression d'une série de lignes secondaires, avec toutes les conséquences que cela impliquera pour la vie régionale.

Il va de soi, enfin, qu'on marche ainsi vers la mise à l'écart, vers l'abandon progressif du rail, pour concentrer l'essentiel du trafic sur les transports par route, par une route aujourd'hui déjà surchargée, et en contribuant au surplus, du même coup, à l'aggravation de la pollution.

Pour mener cette politique qui est aberrante, on brandit des notions de rentabilité et de coût minimum, de prix réalistes, etc. On va jusqu'à préconiser la soumission des CFF aux impératifs de la concurrence pour les contraindre à devenir compétitifs. Et le message fédéral s'offre même le ridicule de justifier une hausse de 13 pour cent sur les abonnements de travailleurs et d'écolier en affirmant sans rire qu'elle contribuera à freiner l'exode des populations urbaines vers les banlieues-dortoirs! On a beau ne pas adorer le Conseil fédéral, on ne peut se défendre à son endroit d'un sentiment d'affliction devant une telle indigence...

En fait, il ne s'agit de rien d'autre que de prétextes à une offensive déterminée contre la qualité de régie nationale et de services publics des CFF. Et ce n'est pas là un slogan. Cette offensive a déjà commencé. Elle se déploie en ce moment avec virulence dans le canton de Vaud en y provoquant du reste une irritation légitime et une opposition quasi-unanime de l'opinion. Car c'est très clairement dans le cadre de cette politique que les experts de l'Office fédéral des transports se sont récemment prononcés pour la suppression pure et simple de trois lignes secondaires du canton et pour leur remplacement par des services routiers. Il s'agit de trois chemins de fer de montagne qui jouent – il n'est pas besoin d'organigramme pour s'en rendre compte – un rôle déterminant, un rôle irremplaçable dans toute la vie sociale, professionnelle, économique, touristique, etc., des régions qu'ils desservent. Je n'insiste pas, notre collègue M. Delamuraz ayant déposé

sur ce sujet une interpellation signée par toute la délégation vaudoise et dont on souhaite qu'elle puisse être développée au plus vite.

Mais ce n'est pas tout. Lors de la dernière session du parlement vaudois, on a appris que les CFF se proposent, en outre, de fermer tout simplement sept gares, petites et moyennes, dans les environs de Lausanne et dans le Jura, sept gares qui sont, bien entendu, secondaires, mais dont il saute aux yeux que les services sont d'importance tant pour les voyageurs que sur le plan du transport de marchandises.

Ainsi s'applique, d'ores et déjà, la politique désastreuse de démantèlement des CFF que légaliseraient, qu'officialiseraient les modifications de lois qui figurent dans le plan financier. Nous ne pouvons que nous y opposer avec la plus grande énergie et nous vous demandons de biffer purement et simplement les dispositions qui s'y rapportent, comme l'a demandé M. Meier, pour ce qui concerne le chiffre 811, comme nous le demandons aussi pour le chiffre 813 (qui rappelle d'ailleurs Arsène Lupin...!). Ce n'est pas pour épargner 160 millions en deux ans, c'est-à-dire un demi-millième de l'ensemble du budget fédéral annuel que nous avons le droit d'engager et de compromettre l'avenir même des CFF.

**Eng:** Gestatten Sie mir noch zwei, drei Bemerkungen zu den Artikeln 51 und 60 des Eisenbahngesetzes, zu diesen Artikeln, die jetzt gerade zur Diskussion stehen. Wie Sie sich erinnern, ist in der Wintersession 1972, also vor etwas über vier Jahren, Artikel 51 vollständig neu revidiert worden. Dieser Artikel handelt von der Abgeltung der gemeinwirtschaftlichen Leistungen. Zur gleichen Zeit wurde auch Artikel 95 des Eisenbahngesetzes revidiert, indem die Abgeltung auf die konzessionierten Strassentransportdienste ausgedehnt wurde. Sie wissen auch, dass die Abgeltung – Herr Meier hat es wiederum bestätigt und Ihnen in Erinnerung gerufen – keine Subvention ist, sondern einen öffentlich-rechtlichen Anspruch darstellt, also einen gesetzlichen Anspruch, der auf den Grundpflichten der Eisenbahnen und der konzessionierten Strassentransportdienste beruht: die Betriebspflicht einerseits, dann die Beförderungspflicht, die Fahrplanpflicht und schliesslich die Tarifpflicht.

Die Abgeltung hat insbesondere für die Randgebiete ausserordentlich grosse Bedeutung – für die Randgebiete, die schwach bevölkert sind und meistens auch topographische Schwierigkeiten haben, für die Randgebiete, die einer Strukturpolitik und eines Entwicklungskonzeptes bedürfen. Die Abgeltung diente ehemals der Harmonisierung mit den Bundesbahnen. Man wollte die Gebiete, die nicht im Privileg einer SBB-Linie standen und stehen, etwas besser stellen und besser an die Bundesbahngebiete anpassen. Gleichzeitig wollte man eine Harmonisierung zwischen Bahn und Strasse zustande bringen. Ehemals – im Jahre 1972 – wurde die Abgeltung der Privatbahnen und der konzessionierten Strassentransportdienste auf der Grundlage der Abgeltung an die SBB von 100 Millionen Franken beschlossen. Nun beziehen die SBB einen Abgeltungsbetrag von 195 Millionen Franken. Man müsste also die sehr differenzierten Berechnungszahlen von 1972 in Artikel 51 verdoppeln; beispielsweise sollten in Absatz 2 für den Berufs- und Schülerverkehr statt Fr. 17.35 rund Fr. 34.– vorgesehen werden. Der Antrag des Bundesrates geht aber in eine andere Richtung: Er will nicht verdoppeln, vielmehr wesentlich ermässigen. Herr Meier hat es Ihnen gesagt, dass das nicht eine finanzielle Frage ist, sondern in erster Linie eine strukturelle. Es ist eine strukturelle Aenderung im ganzen Konzept der Privatbahnen damit verbunden. Sie entspricht der Harmonisierung mit den Bundesbahnen nicht. Es betrifft – wie Sie selber wissen – die Randgebiete, und es widerspricht den Grundsätzen des öffentlichen Verkehrs ganz allgemein. Das die Bemerkungen zu Artikel 51.

Noch grössere Bedenken herrschen in den betroffenen Kreisen dagegen in bezug auf Artikel 60, und zwar nicht in erster Linie in bezug auf die Absätze 2, 3 und 4 (die Absätze, die die Kantonsbeiträge regeln), sondern hauptsächlich in bezug auf Absatz 5. Was die Kantonsbeiträge betrifft, gehen die betroffenen Kreise davon aus, dass die Kantone sich selbst wehren sollten und auch hätten wehren können. Sie haben ehemals bei der Zusatzbotschaft zum Voranschlag 1977 dieser Kürzung zugestimmt, um ihre Kantonsanteile an den Bundeseinnahmen zu retten, und sie müssen sich nun selbst zur Wehr setzen. Die Bedenken der betroffenen Kreise betreffen aber – Herr de Chastonay hat darauf hingewiesen – die Regionalisierung und damit die Regionalpolitik des Bundes. Es heisst im Gesetzentwurf lediglich «von vorwiegend regionaler Bedeutung». In der Botschaft steht überhaupt nichts darüber. Man weiss nun nicht, woran man ist. Praktisch alle Privatbahnen und sicher alle konzessionierten Strassentransportdienste sind regional.

Wir befürchten nun, dass ausgerechnet die kleinen und kleinsten Strassentransportdienste hier Haare lassen müssen, die kleinsten Transportdienste, welche die Subregionen und die Berggebiete bedienen oder in die Bergtäler fahren. Das wäre nun eine falsche Strukturpolitik, das würde jedem Entwicklungskonzept, das mit viel Bundesgeldern erarbeitet wird, widersprechen.

Nun die Folgerungen: An sich dürfte Herr Meier die Folgerung richtig ziehen; man darf auf keinen Fall eine Dauerlösung in der Aenderung der Artikel 51 und 60 sehen. Aber wir sind in einer Zwangslage. Wir müssen sparen. Auch die öffentlichen Transportdienste müssen sich dem Sparappell unterziehen. Herr Meier verhindert wohl die Dauerlösung, bringt aber keine Sparanstrengung. Meine ursprüngliche Absicht war, Ihnen vorzuschlagen, diese beiden Gesetzesrevisionen auf drei Jahre zu befristen. Ich habe dann nachträglich gesehen, dass es wenig elegant wäre, inmitten von 36 Gesetzen, ausgerechnet nur eines zu befristen.

Das gleiche Ziel hoffe ich zu erreichen durch Bitten an den Bundesrat. Die Bitte betrifft einmal die Abgeltung. Ich glaube, wir dürfen erwarten, dass das Departement, respektive das zuständige Amt neue Kriterien erarbeitet mit Bezug auf die Abgeltung, eine bessere Differenzierung möglicherweise durch Transportkostenrechnungen, die nun sicher vorhanden sind (vor vier Jahren waren sie ja noch nicht genügend), und dann auch eine Erarbeitung von Kriterien für die Harmonisierung zwischen Strasse und Bahn.

Die weitere Bitte betrifft die regionalen Transportdienste. Ich bin davon überzeugt, dass wir schon heute Auskunft erhalten können, was unter regionalem Transportdienst verstanden wird, was beabsichtigt ist, welche Kriterien zur Anwendung kommen, wie gross die Region ist, ob auf die Transportleistungen abgestellt wird. Die Hauptfrage, die wichtigste Frage ist: Beabsichtigt der Bundesrat seine Hilfe durch die Einführung des Absatzes 5 von Artikel 60 für den Regionalverkehr zurückzuziehen und die Sub- und kleinen Regionen sich selbst zu überlassen? Ich bitte Sie, Herr Bundesrat, meine Fragen zu beantworten.

**M. Meizoz:** Plusieurs de nos collègues ont déjà dit à cette tribune ce qu'ils pensent des propositions du Conseil fédéral. Je voudrais à mon tour exposer les raisons pour lesquelles il me paraît souhaitable de dire non à ces propositions et nécessaire de souscrire à celles qui ont été présentées par MM. Meier et Muret.

Je voudrais tout d'abord noter que les mesures proposées dans le domaine des transports sont celles qui ont suscité le plus de réserves lors du débat d'entrée en matière. Cela s'explique par le fait que la nouvelle législation se traduira par un traitement différencié sur le plan des tarifs de certaines catégories d'usagers de chemins de fer – les travailleurs, les apprentis, les écoliers – et, on l'a vu tout à l'heure, la hausse des tarifs qui pourrait en résulter serait

de l'ordre de 13 pour cent. Cela m'amène à poser à M. le conseiller fédéral Ritschard les questions suivantes.

Dans le contexte actuel, est-il pensable que les chemins de fer fédéraux puissent décréter une hausse de tarifs de 13 pour cent? Si le Conseil fédéral estime qu'une telle politique est possible, il me plairait de savoir à partir de quelle date ces hausses de tarif pourraient entrer en vigueur.

Ensuite, selon le Conseil fédéral, l'économie pouvant résulter de cette mesure serait de l'ordre de quatre millions. On parle, dans le message, d'économie brute. Il m'intéresserait de connaître le montant de l'économie nette car, la nuance est très importante, il s'agit de savoir si le jeu en vaut la chandelle.

Les mesures que nous sommes appelés à prendre en ce qui concerne les transports pourraient être de nature à entraîner beaucoup de citoyens de notre pays à voter contre l'introduction de la TVA. On s'applique à faire voter un train d'économies pour préparer l'opinion publique, pour la mettre en condition. J'ai bien peur, pour ce qui me concerne, que nous n'allions trop loin et qu'en définitive, le résultat ne soit pas celui que nous espérons.

Les dispositions que nous sommes appelés à prendre en matière d'investissement et d'exploitation et qui ont pour but de faire supporter une part plus importante de leurs coûts par des tiers, les cantons et les communes, porteront un coup très dur à la péréquation entre les cantons ou entre régions riches et moins riches, péréquation que les Chemins de fer fédéraux et les PTT ont jusqu'ici parfaitement réalisée. La réaction des cantons face à ces propositions est compréhensible et normale. Les réserves très nettes que certains cantons ont formulées ne sauraient être assimilées, comme l'a dit hier M. le Conseiller fédéral Chevallaz, à des pleurs sectoriels car, à mon avis, les cantons ont placé le débat sur un autre plan, dans une autre perspective. La réalité c'est qu'à l'avenir, les régions économiquement défavorisées ou à faible densité de population seront les victimes des décisions qui empêcheront de satisfaire pleinement aux exigences de la solidarité confédérale.

Enfin, dernière remarque, la conception globale des transports n'est pas encore connue. On en a beaucoup parlé aujourd'hui; on en a beaucoup parlé par le passé; sans doute on en parlera encore beaucoup, parce que cette conception globale des transports se fait attendre et que, jusqu'au moment de la publication du rapport final, certaines décisions irréversibles auront été prises qui, en définitive, ne pourront pas s'inscrire dans le cadre de cette conception globale. Je me demande, dans ces conditions, s'il est sage de vouloir à tout prix anticiper et improviser des mesures qui, en définitive, je l'ai déjà dit, peuvent être en contradiction avec la conception des transports; du moins on peut le craindre.

Je note en passant que, selon M. le rapporteur de la commission du Conseil national qui a traité cet objet n'a pas obtenu tous les renseignements voulus sur l'état actuel des études relatives à la conception globale des transports et je regrette que nous soyons ainsi amenés à prendre des décisions en l'absence de données qui auraient été fort utiles pour notre information.

Les mesures préconisées – je l'ai déjà dit – ont un caractère irréversible. C'est pour cette raison que je vous invite à dire non à une politique qui peut être le prélude à un démantèlement à long terme des Chemins de fer fédéraux. On n'amorce pas la transformation structurelle de nos Chemins de fer fédéraux à la hâte et sous la pression des événements. Cette transformation doit être opérée dans la sérénité, à la lumière de données complètes et sérieuses et non pas de données fragmentaires ou parcellaires. Je vous invite à souscrire aux propositions de MM. Meier et Muret.

**Stich, Berichterstatter:** In Artikel 51 geht es noch nicht um die Billettpreise für Pendler und die Bestimmungskosten, sondern es geht um die Abgeltung der gemeinwirtschaftli-

chen Leistungen. Praktisch möchte der Bundesrat hier die Kürzungen, wie sie seit 1975 vorgenommen worden sind, weiterführen, ins ordentliche Recht überführen. Dies bedeutet, dass man ungefähr 4 Millionen brutto einsparen kann. Eine wirkliche Einsparung entsteht nur bei Bahnunternehmungen, die noch rentieren, bei den anderen wird einfach das Defizit grösser mit der Folge, dass dann das Defizit gedeckt werden muss bzw. die Kantone das Defizit decken müssen. Die Kommission beantragt Ihnen Ablehnung der Anträge.

**M. Mugny, rapporteur:** Je crois qu'il faut replacer le débat sur son véritable terrain. Nous discutons en ce moment l'article 51, qui a trait uniquement à l'aide aux chemins de fer privés et ne concerne pas du tout les tarifs des CFF. La modification du régime de l'indemnisation des entreprises de transports privées se fera au détriment non pas des voyageurs, mais des cantons. Ce sont ces derniers qui seront appelés à couvrir la différence.

De même, l'article 60 concerne la participation des cantons à la couverture des dépenses d'exploitation et d'investissement des entreprises ferroviaires concessionnaires privées. Ce sont ces deux articles qui sont en discussion maintenant.

On a longuement parlé de l'augmentation du prix des abonnements des apprentis et des travailleurs, augmentation fixée à 13 pour cent. Cette question est traitée à la page 97 de l'annexe du message (texte français), c'est-à-dire par l'arrêté du Conseil fédéral sur la formation des tarifs des Chemins de fer fédéraux.

Ceux qui entendent contester cette augmentation doivent donc attendre, pour le faire, que cet arrêté soit mis en discussion. Encore une fois, la question des tarifs des abonnements pour travailleurs et apprentis n'est pas en cause ici.

Il convient donc de limiter la discussion à ces deux articles, afin que le Conseil ne repousse pas des dispositions qui ne sont pas du tout tranchées par les propositions présentées par les députés qui sont intervenus dans ce débat.

**Bundesrat Ritschard:** Ich könnte mich freuen über soviel Wohlwollen gegenüber dem öffentlichen Verkehr. Sie haben nun eine veritable Eintretensdebatte geführt, und damit nicht der Eindruck entsteht, wir hätten da einfach mit einer Stricknadel in diesen Verkehrsausgaben herumgestochert und dann dort, wo diese Nadel zufällig steckengeblieben ist, gestrichen, muss ich doch die Linie, die wir einzuschlagen versuchten, etwas darlegen. Sie wissen, dass von den 5,7 Milliarden Bundesbeiträgen, die im Vorschlag für das laufende Jahr enthalten sind, 1,2 Milliarden, also fast ein Fünftel, auf die Beiträge an die Eisenbahnen entfallen. Diese Beiträge haben sich gegenüber dem Jahre 1976 um 600 Millionen, d.h. um 96,5 Prozent erhöht. Das sind sehr eindrückliche Zahlen. Man muss sich unter diesen Umständen nicht wundern, dass der kürzende Rotstift bei diesen Kosten besonders lange verweilte, als man dieses von Ihnen geforderte Sparpaket im Bundesrat behandeln musste. Denn die vielen helfenden Hände, die uns da im öffentlichen Verkehr entgegen gestreckt werden, sind nämlich alle leer. Sie geben uns nichts, sie wollen alle eher etwas, und der Bund selber hätte sehr viel nötig.

Wir hatten den Auftrag, durch Ihre Motionen vor allem im Transferbereich zu kürzen. Mein Departement hat aus zwei Gründen den ihm auferlegten Sparanteil weniger mit linearen Kürzungen als mit substantiellen, mit qualitativen aufzubringen versucht. Es wäre bei uns – das ist der erste Grund – kaum möglich gewesen, alles über einen Subventionsabbau zu machen. Das hätte uns gezwungen, einzelne Aufgaben praktisch aufzugeben oder so zu beschränken, dass dann unhaltbare Verzerrungen entstanden wären. Zweitens hätte das lineare Vorgehen vor allem die schwächeren Kantone getroffen; sie erhalten die höchsten Bundesbeiträge, also verlieren sie auch am meisten. Das ist

der Grund, weshalb wir nach qualitativen Möglichkeiten gesucht haben und auch suchen müssen, um diese Sparziele zu erreichen. Qualitativ bedeutet hier: Jetzt schon verzerrte oder überholte Strukturen des Verkehrs zu bereinigen versuchen, soweit die entsprechenden Ziele bereits erarbeitet sind und von der Gesamtverkehrskonzeption unterstützt werden oder die Arbeiten an der Konzeption nicht stören können.

Sie wissen, dass ich seit der Uebnahme dieses Departements unter einem wachsenden politischen Druck stand, einem Druck, endlich Vernunft anzunehmen und – ungeachtet der Kommission Hürlimann – zu handeln, und zwar dringend, sofort, wenn möglich bis gestern. Diesem Druck habe ich bisher widerstanden. Ich möchte nicht zu jenen gehören, die nur Geduld haben, weil ihnen sonst nichts in den Sinn kommt; Geduld wird nämlich erst wertvoll, wenn sie Mühe bereitet.

Von meiner Sekretärin habe ich aus den Protokollen der letzten zwei Jahre herausziehen lassen, was in diesem Saale zur Gesamtverkehrskonzeption gesagt worden ist. Daraus könnte ich einige Herren zitieren; man wird aber bekanntlich nicht nur älter, sondern auch klüger; so will ich das nicht tun; denn es ist immer etwas unfair. Aber einige von Ihnen, die hier jetzt im anderen Sinne gesprochen haben, haben mich bei der Behandlung der vergangenen Rechnungen und Voranschläge der SBB ziemlich unwirsch aufgefordert, endlich aufzuhören mit der Kommission Hürlimann, ich solle sie beiseite schieben, diese Studien beenden lassen und endlich handeln. Alles, was hier auf diesen Seiten rot angestrichen ist, sind solche ziemlich unwirsche Aeusserungen. Es gibt auch einige grüne Stellen; die sind von mir! (Heiterkeit)

Allen diesen Vorwürfen, die ich verstehen konnte – ich war selbst gelegentlich ungeduldig –, habe ich widerstanden. Heute aber zeigen sich erste Ergebnisse der Gesamtverkehrskonzeption; heute können wir in diesem Zusammenhang und in Uebereinstimmung mit den Zielen der Gesamtverkehrskonzeption handeln. Ihr Kollege Hürlimann hat gewünscht, mit seinem Ausschuss die von meinem Departement vorgeschlagenen Massnahmen sehr gründlich zu überprüfen. Er will zu dieser Sache hier nicht sprechen. Es scheint mir richtig, dass er das nicht tut. Aber er erklärt in einem Brief, den ich hier nicht zitieren will, dass alle diese vorgeschlagenen Massnahmen weder der Gesamtverkehrskonzeption zuwiderlaufen, noch sie in irgend einer ungünstigen Weise präjudizieren. Herr Hürlimann sagt mit allem Nachdruck, dass im Gegenteil alle Anträge durchaus auf der Linie der Gesamtverkehrskonzeption liegen.

Die Arbeiten der Gesamtverkehrskommission stehen im letzten Jahr. Die aufgewendete Mühe findet allmählich ihren Lohn, die Marschrichtung zeichnet sich ab. Wir können heute endlich auf einigen Gebieten zu handeln beginnen. So gewinnen wir Zeit, vor allem gewinnen wir aber Geld. Jetzt heisst es aber auf einmal: Halt, bitte warten, bis die Kommission Hürlimann «in die Wehen kommt».

Mit diesen Anträgen suchen wir Qualität in verschiedener Richtung. Wesentlicher Ausgangspunkt jeder Gesamtverkehrskonzeption muss eine Gliederung der Aufgaben sein, die der föderalistischen Gliederung unseres Landes entspricht. Der Bund erfüllt die national wichtigen Aufgaben allein. Die regionalen und lokalen Aufgaben muss er – das wird ein Fernziel sein – mehr und mehr den Kantonen und Gemeinden zu überlassen versuchen. Das hat nicht nur finanzielle, sondern auch staatspolitische Bedeutung. Wenn ich die Stimmung in unserem Lande richtig einschätze, besteht das missmutige Gefühl, der Bund regiere heute in alles und jedes hinein. Dieser Bund ist bekanntlich so verschämt, dass er meistens nur als der Nehmende und selten als der Gebende erscheint. Die AHV z.B. kommt nicht direkt aus der Bundeskasse, sondern von der Ausgleichskasse; kein Bauer erhält seine Subvention und schreibt Dankbriefe an den Finanzminister. Seine Subventionen bekommt er von der Ackerbaustelle ausbezahlt. Der



Bund gleicht hier dem berühmten Veilchen, das im Verborgenen blüht. Das sollte man sich vor Augen halten.

Vieles von diesem Missmut staut sich deshalb auf, weil der Bund immer nur nehmen und befehlen muss, und zwar auf Gebieten, die an sich in den Regionen und Kantonen viel besser betreut werden könnten. Das macht diesen Bund denn auch so unpopulär. Ein Teil des Missbehagens gegenüber dem Bund – davon bin ich absolut überzeugt – ist ohne Zweifel auch deshalb vorhanden, weil dieser Bund zwar an vielen mehr oder weniger wichtigen Aufgaben beteiligt ist, aber eben nur zum Teil. Dadurch ist er «weder Fisch noch Vogel». Auch im Verkehr – das hat eben mit der Konzeption zu tun – herrscht in keiner Weise eine klare Aufgabenhierarchie. Es ist sicher eine Bundesaufgabe, die Hauptlinien zu betreiben. Aber selbst hier wird es kritisch, wenn man die Eisenbahnkarte betrachtet. Die BLS ist ohne Zweifel eine Hauptlinie, aber sie ist eine Privatbahn, die dem Kanton Bern gehört, wie Sie wissen. Die Bern-Neuenburg-Linie hat internationalen Charakter, ist also ohne Zweifel eine Hauptlinie. Aber ihre grossen Defizite muss z. T. der Kanton Bern berappen.

Vollends verwirrend wird es bei den Nebenstrecken und den Autolinien. Da fragt man sich automatisch, wie bei diesen vielen regionalen Verkehrsunternehmungen der Zentralstaat Massschneiderei betreiben könne. Er macht hier seine Konfektion und erzeugt dadurch Missmut, weil sich der Bürger als der Geschobene und Diktierte vorfindet. Er kann nicht mitbestimmen, wie das gerade auf dem Gebiete des Verkehrs möglich sein sollte.

Ich bin nicht etwa der Meinung, dass sich der Bund beim Verkehr finanziell drücken sollte; aber es sind Flurbereinigungen und klare Verantwortlichkeiten nun vollends nötig geworden. Wenn uns diese Flurbereinigungen gesetzgebend nicht gelingen, können wir jede einigermaßen annehmbare Gesamtverkehrskonzeption ruhig vergessen; dann ist es wirklich schade um die 15 Millionen Franken, die uns diese Konzeption bisher gekostet hat. Dann hat das wirklich keinen Sinn. Ich unterstreiche sehr: Mit unseren qualitativen Massnahmen wollen wir Voraussetzungen schaffen für eine Gesamtverkehrskonzeption. Wir wollen den Boden vorbereiten, auf dem eine Gesamtverkehrskonzeption aufgebaut wird. Gleichzeitig entlasten wir damit den Bundeshaushalt, zu dem zweifellos auch die PTT gehören. Mit den Herren von der PTT, die gestern in den Wandelhallen herumspazierten und gegen die Anträge des Bundesrates weibelten, werde ich noch deutlich unter vier Augen reden. Die PTT sind kein Staat im Staat; sie sind ein Teil unseres Verkehrsunternehmens. Sie haben sich den Beschlüssen des Parlaments und des Bundesrates zu unterziehen. Die PTT sind ein vielseitiges und interessantes Gebilde, das ist richtig. Aber auch bei einem guten Geschäftsgang ist es mit keiner Logik verbunden, wenn der an sich kleine Sektor «öffentlicher Verkehr», den die PTT betreiben, völlig anders behandelt wird als der gesamte übrige öffentliche Verkehr. Oder halten Sie es wirklich für fundiert, dass die Defizite der PTT-Autolinien von den Telefonabonnenten beglichen werden, aber jene von konzessionierten Autolinien vielleicht drei Kilometer neben vom Bund und den Gemeinden getragen werden? Diese unterschiedlichen Deckungen verunmöglichen einen vernünftigen und rationellen Verbundbetrieb. Es geht hier nicht um Strafaktionen, es geht im Gegenteil um vernünftige Massnahmen, die viele Ungleichheiten beseitigen. Der Kanton Freiburg beispielsweise hat ganz wenige PTT-Linien; es gibt andere, reichere Kantone, welche mehrere haben. Ich bitte Sie zu bedenken, dass sich die Verkehrsstruktur in den letzten 30 Jahren sehr grundlegend gewandelt hat, für mein Empfinden nicht zu ihrem Vorteil. Aber meine Gefühle sind ja nicht massgebend. Es gibt in diesem Land 2 Millionen Autos, davon etwa 60 000 Lastwagen, und es gibt 900 Kilometer Autobahnen. Als die Bahnen entstanden und man die heute gültigen Gesetze über den öffentlichen Verkehr geschaffen hat, gab es wenig Autos und noch keine Autobahnen. Die Verkehrsstruktur hat sich also verändert. Man kann diese Veränderung einfach igno-

rieren; ich habe grosse Zweifel, ob das richtig wäre. Frau Spiess hat giftige Pfeile abgeschossen. Die Antwort auf das, was sie gesagt hat, wäre ein abendfüllendes Thema. Wir werden uns darüber bei der Behandlung des Berichtes über die Gesamtverkehrskonzeption unterhalten. In München, wo man die Verhältnisse mit den unseren vergleichen kann, hat man das durchexerziert – nicht zum Vorteil von München. Deshalb kam diese Meinung in den Vorschlag; sie ist schon in der Kommission ausserordentlich hart bestritten worden. Uebrigens kann ich nur wiederholen, was die Referenten bereits gesagt haben: In Artikel 51 ist nur das weitergeführt, was schon 1975 weitergeführt wurde, nämlich eine zehnpromtente Kürzung. Bei Artikel 56 wird diese Massnahme, die dort vorgeschlagen wird, ins ordentliche Recht übergeführt, weil sie schon für das laufende Jahr gilt. Das gleiche gilt auch für Artikel 60. Beim neuen Absatz 5 bestehen Vorstellungen, die selbstverständlich mit dem Betroffenen noch besprochen werden; ich sage das den Herren Eng und de Chastonay. Ich bitte Sie, den Anträgen des Bundesrates zuzustimmen.

**Präsident:** Die Herren Muret und Meier beantragen, die Fassung von Kommission und Bundesrat zu streichen.

#### Abstimmung – Vote

Art. 51 Abs. 2, 3 dritter Satz und 4 zweiter Satz

Für den Antrag der Kommission	81 Stimmen
Für den Streichungsantrag Meier	60 Stimmen

**Meier Werner:** Der Artikel 60 enthält einzelne Bestimmungen aus dem Eisenbahngesetz. Ich möchte hier vor allem einmal auf die Bedeutung des Artikels 56 des Eisenbahngesetzes – das ist also Artikel 60 Absatz 2 – hinweisen: Hilfe für technische Verbesserungen. Der Bund kann nach diesen Bestimmungen den konzessionierten Bahnunternehmungen für die Erstellung und Ergänzung von Anlagen und Einrichtungen und für die Erhöhung der Sicherheit des Verkehrs von Bahn und Strasse Beiträge geben. Auch hier: Man hat den Bundesbeitrag zulasten der Kantone bereits gekürzt, und das soll nun ins ordentliche Recht übergeführt werden (Einsparung 9 Millionen Franken). 9 Millionen sind immerhin 9 Millionen, und ich begreife die hier anwesenden Bundesräte, dass sie jetzt aufgrund der Sparmotion für ihre Bundeskasse schauen. Aber dieses Sparen bei den technischen Verbesserungen im Verkehr betrifft, wie gesagt, nicht nur die Bahn, sondern auch die Strasse, nämlich die Beseitigung von Niveauübergängen; das ist ein klassisches Beispiel für Sparen am falschen Ort, am falschen Objekt; denn zweifellos besteht die Gefahr, dass die Kantone wegen der auch bei ihnen vorhandenen Finanzproblemen für diese wünschbaren und notwendigen technischen Verbesserungen entsprechend weniger Mittel aufwenden können. Damit wird eine Aufgabe, der erste Priorität zukommen sollte, gefährdet, nämlich die Erhöhung der Sicherheit des Verkehrs auf Bahnen und Strassen. Ich rufe in diesem Zusammenhang einen Fall in Erinnerung. Der Yverdon-Ste-Croix-Bahn fehlte bisher eine technische Sicherung (elektrischer Streckenblock) für den Zugverkehr. Das Beitragsgesuch, das dieses Bahnunternehmen unter dem Titel «Hilfeleistung für technische Verbesserungen» eingereicht hatte, erfuhr eine gewisse Verzögerung, wurde aber dann vom Amt für Verkehr bewilligt. Das ist erfreulich. Diese technische Verbesserung ist aber leider zu spät gekommen, denn vor rund Jahresfrist, am 14. Februar 1976, ereignete sich bei einer Zugskreuzung auf dieser technisch nicht gesicherten Strecke, bei der Station Essert, ein schreckliches Bahnunglück: 7 Tote, 53 Verletzte, mehrere davon schwer invalid. Das ist die traurige Bilanz dieses Unglücks. Vor einem Jahr ging ein Ruf durch unsere Presse nach besserer Sicherung von Anlagen des öffentlichen Verkehrs. Dieser Ruf richtete sich nicht in erster Linie an das Bahnunternehmen Yverdon-Ste-Croix und auch nicht in erster Linie an den Kanton, sondern an den Bund als oberste Aufsichtsbehörde. Nun stelle ich die Frage: Soll auf diesem wichtigen Gebiet

die «Bremse» noch mehr angezogen werden, will man noch weitere Unfallrisiken eingehen? Das Gegenteil sollte vernünftigerweise getan werden. Die erwähnten Menschenopfer sollten uns allen eine Mahnung sein. Wir tragen als Parlament nicht nur die Verantwortung für die Bundesfinanzen, sondern auch in Fragen, wo es um Menschenleben geht. Ich hoffe daher, dass Sie meinen Antrag auf Streichung der Absätze 2, 4 und 5 des Artikels 60 zum Eisenbahngesetz unterstützen und damit die ungeschmälerete Ausrichtung der betreffenden Beiträge sicherstellen. Auch in bezug auf den Artikel 58 des Eisenbahngesetzes (Aufrechterhaltung des Betriebes) ergibt sich eine gleiche Situation. Man will durch eine Kürzung von Bundesleistungen zulasten der Kantone eine Einsparung von 15 Millionen Franken erzielen. Ich wende mich auch gegen diese Massnahme, die sich gegen die Aufrechterhaltung des Betriebes notleidender Privatbahnen richtet, weil es sich auch hier im Endeffekt um eine zumindest indirekte Beeinträchtigung von Interessen des öffentlichen Verkehrs handelt. Im Artikel 58 des Eisenbahngesetzes sind die Voraussetzungen zur Gewährung der Bundeshilfe sehr genau umschrieben. Die Bahnunternehmungen haben nachzuweisen, dass ihre Einnahmen nicht ausreichen, um die Ausgaben zu decken. Es wird auch sehr genau umschrieben, was unter Ausgaben zu verstehen ist. Die Bestimmung wird, unter Durchführung von Kontrollen, sehr genau angewendet. Tatsache ist, dass bei unseren Privatbahnen die Rationalisierung oft bis an die Grenzen dessen getrieben wird, was mit einem befriedigenden Funktionieren eines öffentlichen Dienstleistungsbetriebes überhaupt noch vereinbar ist.

Ich weise im weiteren darauf hin, dass sich das Eisenbahngesetz von 1957, um das es sich da handelt, äusserst wohltuend auf die Privatbahnen ausgewirkt hat. Die Kantone hatten in der Zeit vor 1957 ihre Privatbahnlasten weitgehend selber zu tragen. Das führte dazu, dass mancher Bahnbetrieb bis nahe an die Grenze der Verlotterung geriet. Erst das neue Eisenbahngesetz mit der zentralen Bundeshilfe schuf die Voraussetzung für wirksamere Massnahmen und für eine gerechtere Behandlung der verschiedenen Landesgegenden. Es bleibt aber noch einiges zu tun, wenn unsere Privatbahnen weiterhin ihre Aufgaben im Dienste der Bevölkerung erfüllen und mit der Zeit Schritt halten wollen. Deshalb ist es mir unverständlich, dass sich der Bund nun eines Teils seiner bisherigen fruchtbaren Leistungen entledigen will, und dies zulasten der Kantone. Mit anderen Worten: Man will die bereits laufenden Kürzungen legalisieren.

Absolut unverständlich ist mir Artikel 60 Absatz 5, über den hier bereits gesprochen worden ist. Es wird nicht genau umschrieben, was man unter dem Begriff «vorwiegend regionale Bedeutung» versteht. Auch in der Botschaft findet man darüber keine nähere Definition. Der Bund möchte unter diesem Titel einfach weitere 2 Millionen Franken einsparen. Mir scheint ein derartiger Druck auf Linien des öffentlichen Verkehrs von regionaler Bedeutung, Linien in Gebieten, die besonders förderungsbedürftig und förderungswürdig sind, unverständlich, dies namentlich auch im Hinblick auf die Landesplanung, von der immer wieder gesprochen wird. Ich bitte Sie somit, meinem Antrag auf Streichung der Absätze 2, 4 und 5 des Artikels 60 des Eisenbahngesetzes zuzustimmen.

**Ammann-St. Gallen:** Zu den Anträgen des Ratskollegen Werner Meier, die Artikel 60 EG Absätze 2 und 4 betreffen, äussere ich mich wie folgt:

Nochmals sei festgehalten, dass damit lediglich die Aenderung des Eisenbahngesetzes verhindert würde. Die mit dem Budget 1977 beschlossenen Ueberwälzungen auf Gemeinden und Kantone blieben dagegen weiterhin in Kraft. Niemand würde uns allenfalls daran hindern, diese Massnahmen bei der Beratung der Budgets 1978, 1979 und 1980 zu verlängern. Damit wäre frankenmässig die Entlastung des Bundes sichergestellt, die Gesamtverkehrskonzeption aber noch nicht präjudiziert. Je nach späterer Lösungsva-

riante könnte dann die Aenderung oder die Ergänzung des Eisenbahngesetzes so oder anders an die Hand genommen werden.

Noch einige Worte zu Artikel 60 Absatz 5 des Eisenbahngesetzes. Handelte es sich bei den vorerwähnten Absätzen nur um die Ueberführung einer befristeten Massnahme ins ordentliche Recht, so wird hier recht eigentlich ein neues verkehrspolitisches Element eingeführt. Welche Privatbahnen sind nun wohl Bahnen von vorwiegend regionaler Bedeutung? Doch wohl alle! Allein die Götter und das EAV wissen offenbar, was unter diesem unklaren Begriff zu verstehen ist. Ich habe es läuten gehört, dass in der Ostschweiz etwa die Trogenerbahn unter diesen Passus fallen könnte, eine Bahn, die Vorortsbahn und Bergbahn zugleich ist. – Diese Bahn wurde in letzter Zeit umfassend modernisiert und führte im Juni 1975 den Taktfahrplan ein. Mehrleistungen von 34 Prozent und ein gestiegener Personalaufwand von 15 Prozent stehen einer Mehrfrequenz von 16 Prozent gegenüber. Nach den approximativen Zahlen des Jahres 1976 konnten die Einnahmen um 12 Prozent gesteigert und das Defizit von 1,008 Millionen Franken um 144 000 Franken gesenkt werden. Soll nun eine solche Bahn, die ihre Aufgaben voll erfüllt, die zum Umsteigen auf den öffentlichen Verkehr einlädt, für ihre guten Leistungen gewissermassen im Nachhinein bestraft werden? Das widerspricht doch völlig dem Ziel des Eisenbahngesetzes, nämlich einer Angleichung zwischen den sogenannten SBB- und den Privatbahnkantonen. Eine solche Bestimmung dürfte jedenfalls nur nach eingehender Diskussion im Rahmen des Gesamtverkehrskonzeptes ins Eisenbahngesetz aufgenommen werden.

Ich empfehle Ihnen daher Zustimmung zu den Anträgen des Ratskollegen Werner Meier, insbesondere aber beim gefährlichen «Gummiabsatz» 5, mit dem wir ganz gewiss die Katze im Sack kaufen würden!

**Stich, Berichterstatter:** In Absatz 2 des Artikels 60 geht es um die technischen Verbesserungen. Hier ist die Kürzung 1977 zum erstenmal vorgenommen worden, besteht also bereits.

Im Artikel 4, wo es um die Aufrechterhaltung des Betriebes bzw. um die Beiträge geht, hat man die Kürzung bereits seit 1975.

Neu ist tatsächlich Absatz 5, der den Bund ermächtigen würde, diese Beiträge, die Beitragsätze der Kantone, die wir in den vorhergehenden Absätzen neu festlegen, noch einmal zu revidieren und sie unter Umständen auch bis zu 100 Prozent auszudehnen. Der Bund hätte also die Möglichkeit, die gesamten Kosten für technische Verbesserungen, für die Aufrechterhaltung des Betriebes, vollständig auf die Kantone abzuwälzen. Hier muss man sich immerhin doch fragen, ob nun nicht ein neues Ungleichgewicht entsteht zwischen diesen Gebieten, die durch die SBB bedient werden, und den anderen, die durch Privatbahnen erschlossen werden.

Die Kommission hat zu diesen Anträgen ebenfalls Stellung genommen. Sie hat sie abgelehnt. Die Kommission bittet Sie, dasselbe zu tun.

**M. Mugny, rapporteur:** A l'article 60, alinéas 2 et 4, il s'agit d'intégrer dans la législation ordinaire les dispositions déjà en vigueur, que nous avions prises en 1975. En revanche, l'alinéa 5 est nouveau. Il s'agit ici de faire une certaine distinction entre le trafic d'intérêt national et le trafic d'intérêt régional. Quels seront les critères à adopter, comment déterminer le trafic d'intérêt régional? Cela me paraît extrêmement difficile. Cet alinéa 5 nouveau prêterait incontestablement à discussion dans l'application concrète qui en résulteraient seront prises en charge et payées par les cantons et les communes, mais cela pourrait atteindre un à deux millions par année en sorte qu'il y a là un problème incontestablement délicat à résoudre.

**Bundesrat Ritschard:** Die Sparmassnahmen dürften grundsätzlich keinen Einfluss haben auf die Installation von Si-

cherungsmassnahmen, Streckenblöcken und dergleichen. Sie werden immer in erster Priorität sichergestellt und auch gefördert. Ich kann nur wiederholen, was die Herren Kommissionsreferenten gesagt haben: Artikel 60 Absatz 4 ist schon seit 1975 in Kraft und wird einfach weitergeführt, wobei die ganz finanzschwachen Kantone, wie Graubünden und die beiden Appenzell, weiterhin 85 Prozent Bundesbeiträge erhalten. In Artikel 60 Absatz 5 geht es darum, für die notwendige Regionalisierung – Ich werde darüber dann noch etwas sagen – gleich lange Spiesse zu schaffen. Deshalb ist diese Bestimmung notwendig.

#### Abstimmung – Vote

##### Art. 60 Abs. 2

Für den Antrag der Kommission	67 Stimmen
Für den Streichungsantrag Meier	49 Stimmen

##### Art. 60 Abs. 4

Für den Antrag der Kommission	69 Stimmen
Für den Streichungsantrag Meier	47 Stimmen

##### Art. 60 Abs. 5

Für den Antrag der Kommission	66 Stimmen
Für den Streichungsantrag Meier	48 Stimmen

812

### Bundesgesetz über Transport auf Eisenbahnen und Schifffahrt Loi fédérale sur les transports par chemin de fer et par bateaux

#### Art. 7a

##### Antrag der Kommission

##### Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

##### Minderheit

(Waldner, Cantieni, Grobet, Hubacher, Müller-Bern, Schlaeppy, Schmid-St. Gallen, Stich, Trottmann, Uchtenhagen, Welter)

Streichen

#### Art. 7a

##### Proposition de la commission

##### Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

##### Minorité

(Waldner, Cantieni, Grobet, Hubacher, Müller-Berne, Schlaeppy, Schmid-St. Gall, Stich, Trottmann, Uchtenhagen, Welter)

Biffer

**Präsident:** Auf Seite 12 der Fahne liegt ein offensichtlicher Fehler vor. Der Streichungsantrag wird von der Minderheit beantragt und nicht von der Kommission. Herr Waldner begründet den Minderheitsantrag.

**Waldner,** Berichterstatter der Minderheit: Die sozialdemokratische Fraktion empfiehlt unserem Rat einstimmig, meinem Antrag, der, wie Sie gehört haben, auf der Fahne als einstimmiger Mehrheitsantrag figuriert, zuzustimmen, d. h. die Verpflichtung der Bahnen zur Förderung von Stückgutsendungen im Gesetz zu belassen. Wir wenden uns entschieden dagegen, dass im Rahmen der geplanten Sparmassnahmen eine Verkehrspolitik eingeleitet wird, die bei den konzessionierten Transportunternehmungen zu einer Abkehr von der bisherigen bewährten Politik führt. Man hat es bisher zu Recht abgelehnt, irgendwelche Massnahmen zu treffen, welche allfällige Entscheide der Kommission für eine Gesamtverkehrskonzeption vorwegnehmen.

Heute will man nun mit einer reinen Finanzvorlage im Bereiche des Verkehrs strukturelle Änderungen vornehmen, die gefährliche staats- und verkehrspolitische Folgen aufweisen. Dieser Hinweis gilt sowohl für die Aufhebung der Verpflichtung zur Beförderung des Stückgutes durch die Bahnen, als auch für die Beteiligung der Kantone und Gemeinden am Betriebsdefizit der Reisepost der PTT. Beide Massnahmen treffen in erster Linie und am härtesten unsere wirtschaftlich schwachen Gebiete, d. h. die Bergkantone und deren Bewohner.

Nun zum neuen Artikel 7a im Eisenbahngesetz. Ueber dessen Notwendigkeit stehen sich die Meinungen der SBB und der Privatbahnen diametral gegenüber. Die Bundesbahnen machen geltend, dass für sie der Stückguttransport ein Defizitgeschäft ist und dass diese Transporte im Grunde genommen ganz auf die Strasse verlegt werden sollten. Allenfalls sind die SBB noch bereit, diesen Transport auf längere Distanzen zwischen einzelnen Schwerpunkten zu übernehmen und die Bedienung der unrentablen Flächenverteilung den Lastwagen und den Privatbahnen zu überlassen. Die SBB hoffen, mit einer solchen Massnahme ihr jährliches Stückgutdefizit von über 200 Millionen Franken zum Verschwinden zu bringen. Die Abgeltung für den Stückguttransport soll dem Bund angeblich eine Entlastung von 15 bis 30 Millionen Franken pro Jahr bringen. Ganz gegenteilig argumentieren die Privatbahnen, die immerhin heute rund 50 Prozent unseres Landes bedienen, wovon der grösste Teil auf ländliche Gebiete abseits der grossen Agglomerationen entfällt. Mit unseren Sonderaktionen für abgelegene Gebiete, d. h. mit unseren Förderungsmassnahmen für die Berggebiete, steht die Aufhebung der öffentlichen Verkehrsbedienung peripherer Gebiete in einem krassen Gegensatz. Die SBB haben bis heute noch keine konkreten Vorstellungen über die Neuordnung des Stückgutverkehrs vorgelegt. Wenn sich aber die SBB über ihr zukünftiges Stückgutkonzept noch nicht schlüssig sind, so hängt die Einsparungsmöglichkeit von 15 bis 30 Millionen für den Bund in der Luft. Verkehrsfachleute vertreten die Meinung, dass bei einem Kosten- und Ertragsausfall – wenn das Stückgut von den SBB nicht mehr transportiert wird – die Rechnung Null für Null aufgehen wird, wobei der Verlust für die Abgeltung von rund 130 Millionen Franken für den Stückgutverkehr nicht einmal eingerechnet ist. Die Privatbahnen, als sehr interessierte Mitbeteiligte am Bahnstückverkehr, präsentieren eine ganz andere Stückgutrechnung als die SBB. Ihre Stückgutrechnung wies im Jahre 1975 einen Ertragsüberschuss von über 29 Millionen Franken aus. Als Zusatzleistung zum ohnehin erbrachten Basisangebot an Personenverkehrsleistungen ist der Stückgutverkehr bei den Privatbahnen eigentlicher Mitläuferverkehr, der keine nennenswerten Mehrkosten verursacht, dagegen namhafte Zusatzträge abwirft. Bei Wegfall des Stückgutverkehrs würden die Defizite der Privatbahnen gesamthaft gegenüber den heutigen Zahlen um mindestens 40 bis 50 Prozent zunehmen. Die Kantone müssten also über erhöhte Defizitdeckungsbeiträge an die Privatbahnen höhere Aufwendungen verkraften. Oder ist der Bund bereit, sofern er sich Vorteile für die SBB verspricht, den benachteiligten Privatbahnen eine Besitzstandgarantie zu geben? Die in der Botschaft erwähnten 2 Prozent Bahntonnage für Gewerbe, Detailhandel, Landwirtschaft und Haushalte in schlecht erschlossenen Gebieten betreffen nur den Versand. Beim Empfang von Stückgutsendungen beträgt die entsprechende Bahntonnage dagegen 20 Prozent. Wenn in peripheren Gebieten die Versender und Empfänger von Stückgut ihre Daseinsvorsorge ohne öffentliche Verkehrsbedienung überhaupt als gesichert betrachten können, so müssen sie zumindest mit preislichen und servicemässigen Nachteilen rechnen. Auch der Lastwagen wird, wenn einmal ohne Konkurrenz, abgelegene Gebiete nur zu höheren als den heutigen Preisen versorgen. Bei Sammeltransporten wird die Beförderung der Güter massiv verzögert. Alles in allem müssen wir bei einer Aufhebung der Beförderungs- und Tarifpflicht der Bahnen mit einer starken Verteuerung der

Transporte von den Zentren in die ländlichen Gebiete rechnen. Die Begründungen der Kommissionsmehrheit für die vorgeschlagene Gesetzesänderung sind vage Versprechungen, Versprechungen, die nach der Abschaffung der Transportpflicht für den Stückgutverkehr für die Bahnen nicht verbindlich sind und deshalb auch nicht erfüllt werden müssen. Der neue, Ihnen vorgeschlagene Gesetzestext ist nur negativ. Ich masse mir nicht an, ein Verkehrsfachmann zu sein, der das Problem Stückgutverkehr besser kennt als die Mitglieder der Kommissionsmehrheit. Ich vertrete hier nur die Meinung fachkundiger Eisenbahner, die mich überdies haben wissen lassen, dass es den SBB durchaus möglich wäre, auch unter dem Zwang der Beförderungspflicht, für den Stückgutverkehr eine neue und kostensparende Lösung zu finden.

Ich fasse zusammen. Der vorgeschlagene neue Artikel 7a im Eisenbahngesetz ist vom verkehrs- und strukturpolitischen Standpunkt aus abzulehnen. Die öffentliche Verkehrsleistung wird damit ausgehöhlt. Die peripheren Gebiete, insbesondere die Berggebiete, werden stark benachteiligt. Nur ein Beispiel: Die Rhätische Bahn würde einen zusätzlichen und dauernden jährlichen Verlust von über 6 Millionen Franken erleiden. Die Daseinsvorsorge in unseren wirtschaftlich schwachen Gebieten wird gefährdet, und es fehlt der Ueberblick über die verkehrs- und strukturpolitischen Auswirkungen, wenn die Beförderungspflicht für das Stückgut bei den Bahnen aufgehoben werden sollte. Welche Ironie! Die SBB schreiben heute auf ihre Güterwagen: «Für die Güter die Bahn – Pour vos marchandises le rail – Per le merci la ferrovia.»

Ich bitte Sie, dem Minderheitsantrag zuzustimmen.

**Ammann-St. Gallen:** Mit einem neuen Artikel 7a beantragt der Bundesrat die Aufhebung der Beförderungs- und Tarifpflicht für die Eisenbahnen. Eine starke Minderheit der Kommission empfiehlt uns jedoch die Streichung dieses Zusatzes.

Richtigerweise wurde bereits festgestellt, dass es dabei um keine Sparmassnahme, sondern vielmehr um die Vornahme eines gesamtverkehrspolitischen Entscheides geht. Es ist deshalb nicht die Schuld des Rates, wenn nun inmitten einer Spardebatte des langen und des breiten über Verkehrsprobleme diskutiert werden muss...

In bewegten Worten schildert uns die Botschaft den Rückgang des Bahnstückgutes wie ein Naturereignis, das fast schicksalhaft über uns gekommen ist. In Wirklichkeit war es aber wohl eher ein Abstossen dieser unerwünschten Verkehrssparte über den Preis und über verschiedene Lenkungsmaßnahmen. Ich hatte seinerzeit Gelegenheit, die ganze Entwicklung an vorderster Front mitzuerfolgen. Trotzdem möchte ich mich hier auf die Feststellung beschränken, dass es bei den wiederholten, am Markte kaum realisierbaren Tarifierhöhungen gerade am Güterschalter oft recht unromantisch zu- und herging.

Damals war Hochkonjunktur. Die Bahnen kämpften bei einem gewaltigen Nachholbedarf an Investitionen gegen Kapazitätsengpässe und Personalmangel! Es war deshalb wohl naheliegend, den knappen Transportraum für besonders lukrative Transporte (d. h. Wagenladungen) zu reservieren. Dies geschah – wie erwähnt – hauptsächlich über das Mittel der Tarifierhöhung. Innert acht Jahren wurde mit sieben Tarifierpassungen beim Stückgut eine durchschnittliche kumulative Verteuerung um 138,3 Prozent erreicht. Wir kennen das Resultat: eine starke Abwanderung dieser Transporte auf die Strasse, was wohl mit ein Grund war, für die unerwünscht grosse Aufblähung der Kapazität dieses Sektors.

Nun befinden wir uns seit bald drei Jahren in einer ganz anderen Lage. Wir erleben die schwerste Rezession der Nachkriegszeit. Die Transportmengen sind zusammengeschrumpft. Um das verbliebene Transportgut tobt ein ruinöser Preiskampf, der nun vor allem die Bahnen in ihrer Existenz bedroht. Wichtig ist in diesem Zusammenhang das Wissen um die unbestreitbaren Wettbewerbsvorteile des Strassentransportgewerbes. Ich verweise hier nur auf

die grosszügige Chauffeurverordnung und die weitgehende Mitfinanzierung der erforderlichen Strassen-Infrastruktur durch die bald zwei Millionen PW-Fahrer, während die umweltfreundliche Bahn für ihren Verkehrsweg selber aufkommen muss...

Kürzlich sind auch die jüngsten Zahlen über die Kostendeckung im Strassenverkehr bekanntgeworden. Selbst nach der günstigsten Rechnungsmethode, der sogenannten Kapitalrechnung, hat sich der Eigenwirtschaftlichkeitsgrad der Strasse von 136 Prozent im Jahre 1964 auf 95 Prozent im Jahre 1974 verschlechtert. Im Jahre 1985 schliesslich wird der Strassenverkehr seine Kosten nur noch zu 75 Prozent decken. Wollte man gar nach einzelnen Fahrzeugkategorien unterscheiden, so figurieren im Jahre 1983 die LKW mit 66 Prozent, die Sattelschlepper mit 36 Prozent sowie die schweren Anhänger mit 6 Prozent am Schluss der Liste.

Können wir es nun – in Kenntnis dieser Zahlen – zulassen, dass wenige Monate vor Abschluss der Arbeiten an einem schweizerischen Gesamtverkehrskonzept die dann zu treffenden verkehrspolitischen Entscheide unter den heutigen Sachzwängen in unheilvoller Weise präjudiziert werden?

Obwohl die fetten Jahre nun für einige Zeit vorbei sind, obwohl man überall umdenkt, sich um vermehrten Kundendienst bemüht, hält die Spitze der Bundesbahnen und damit auch der Bundesrat an der Stückgutpolitik der Hochkonjunktur fest. Wir finden diese Haltung schlechthin unverstänlich, gefährdet sie doch in fahrlässiger Weise Tausende von sicheren Arbeitsplätzen. Ohne dass die nötigen gesamtverkehrspolitischen Entscheide gefallen sind, hofft man, die Preisgabe der Präsenz in der Fläche mit wesensgerechtem Wagenladungsverkehr kompensieren zu können. Das ist bei der erwähnten Wettbewerbsverzerrung und der heutigen Konjunkturlage ganz einfach eine Illusion! Aus den jüngsten Ausführungen von Herrn Dr. Max Rüegg, Präsident der Projektgruppe Stückgut, geht klar hervor, dass man jegliche staatliche Lenkungsmaßnahme (Verkehrsteilung) als eine Störung des Marktmechanismus ablehnt und dass eine Abtauschmenge von Stückgut im Nahbereich bis zu 50 km als zu bescheiden betrachtet wird. Es schiene uns nun doch an der Zeit, dass man zuständigemorts von diesen Äusserungen Kenntnis nähme. – Nur im Wissen um die Resultate der Kommission für die Gesamtverkehrskonzeption sowie der ergänzenden Berichte der Projektgruppe Stückgut und der SBB-Generaldirektion, die ebenfalls noch nicht vorliegen, könnten die eidgenössischen Räte einen solch folgenschweren Entscheid über die Zukunft unserer Bahnen treffen. Auch eine sogenannte Wegfallkostenrechnung, wie sie die Privatbahnen vorlegen können, wurde von den Bundesbahnen bisher nicht erstellt. – Bei der Beurteilung der Stückgutfrage darf schliesslich auch der sogenannte Aquisitionswert solcher Transporte für die Bahn nicht übersehen werden. Auch private Unternehmer sind oft gezwungen, zwischendurch wenig rentable Aufträge zu übernehmen, nur um bei gewissen Kunden «im Geschäft» zu bleiben. Der gewiegte Gastwirt wird nicht nur ein Entrecôte auf seine Speisekarte setzen, er wird auch Schnitzel mit Pommes-frites zu einem günstigen Preis anbieten. Genauso bietet sich die Chance beim Stückgut zum Gewinn der interessanten Wagenladung. Entscheidend ist, dass die Gesamtrechnung aufgeht. Wenn es uns gelingt, die Wettbewerbsverzerrung Schiene/Strasse beim wesensgerechten Verkehr, bei den Wagenladungen, zu beseitigen, dann ist auch das Stückgut eine tragbare Last. Viele Klein- und Mittelbetriebe haben sodann bis heute auf die Anschaffung eines eigenen Nutzfahrzeuges verzichtet. Eine Aufhebung des Stückgutverkehrs der Bahnen würde vielfach zum auslösenden Moment der Anschaffung eines solchen Fahrzeuges, das dann in der Folge die Betriebsrechnung solcher Unternehmen oft schwer belastet.

Ein weiteres Problem sind die sogenannten hängenbleibenden Kosten. Vielfach ist nicht bekannt, dass besonders auf mittleren und kleineren Bahnhöfen sowie bei Privat-

bahnen die Beamten für verschiedenste Verrichtungen eingesetzt werden. So z. B. für die Zugabfertigung, den Schalterdienst, den Gepäckumlad, den Rangierdienst, den Unterhalt an Sicherungsanlagen sowie für Reinigung und Pflege von Plätzen und Hochbauten. Allein durch die Aufhebung des Stückgutverkehrs lässt sich deshalb vielerorts keine einzige Stelle einsparen. Die Leute wären dann einfach zeitweise unterbeschäftigt. Wir sehen daraus, wie schwierig es ist, festzustellen, welche Kosten nun dem Stückgut wirklich angelastet werden können. Deshalb bezeichnen die Privatbahnen den Stückgutverkehr zu Recht als reinen Mitläuferverkehr, der bei gleichem Personalbestand willkommene Nebeneinnahmen erbringt. Dasselbe gilt übrigens auch für die SBB-Nebenlinien. – Die Folgen eines einseitigen Vorgehens der SBB in der Stückgutfrage wären für die Privatbahnen übrigens äusserst gravierend. Es wird mit einem zusätzlichen Verlust von rund 30 Millionen Franken gerechnet, der grösstenteils wiederum durch den Bund zu tragen wäre! Ein kleinerer Teil entfiel auf die Gemeinden und Kantone.

Die Daseinsvorsorge wird in der Botschaft mit einem einzigen Satz vom Tische gewischt. Als Mitglied des Rates für Gesamtverteidigung fühle ich mich verpflichtet, auch hiezu noch eine Bemerkung zu machen. Kürzlich wurden wir von Herrn Divisionär Weidenmann über die militärpolitische Lage in Europa orientiert. Er wies nachdrücklich auf die wachsende Bedeutung der nichtmilitärischen Mittel politischer, wirtschaftlicher und psychologischer Art in den internationalen Auseinandersetzungen hin. – Sie wissen, was ich damit meine. Was nützt uns die beste Rüstung für einen konventionellen Krieg, wenn wir dereinst durch Methoden der indirekten Kriegführung und Erpressung in die Knie gezwungen werden? Die Oelkrise von 1973 gab uns da einen noch harmlosen Denkmittel. Noch besitzen wir einen grossen Trumpf: das zu fast 100 Prozent elektrifizierte Schienennetz! – Ich zitiere in diesem Zusammenhang aus der Broschüre über unsere Sicherheitspolitik – herausgegeben vom Bundesrat am 9. Juni 1975 – nur zwei Sätze: «Zur wirtschaftlichen Landesverteidigung gehört im weiteren auch die Bewältigung technischer Probleme, wie sie die Energieversorgung, das Transportwesen oder die Wasserversorgung stellen. Die verantwortlichen Stellen gewährleisten die Transporte und bemühen sich u. a. um die Aufrechterhaltung des Post-, Fernmelde- und Eisenbahnverkehrs. Alle diese Mittel werden zur Gesamtverteidigung zusammengefasst und koordiniert zum Einsatz gebracht.» – Meines Erachtens berührt dies auch Artikel 31bis Absatz 3 Buchstabe e der Bundesverfassung über die vorsorglichen Massnahmen für Kriegszeiten: Ich vertrete die Ansicht, dass die vorgeschlagene Aenderung des Transportgesetzes dieser Verfassungsbestimmung widerspricht.

Ein letzter Punkt: Sofern die Schliessung einer Station wirklich begründet ist, stellt das bestehende Transportgesetz kein Hindernis dar. Ich zitiere aus einer Tageszeitung vom 10. März 1977: «Die Station Hüttlingen/Mettendorf im Kanton Thurgau wird mit dem Segen der Regierung unbediente Haltestelle. Diese Massnahme geschieht aus Rationalisierungsgründen und im Einverständnis mit den betroffenen Gemeinden. Ernsthafte Bedenken äusserten die Gemeindebehörden hingegen in bezug auf den Wegfall des Wagenladungs- und Stückgutverkehrs. Die SBB können jedoch wegen zu grossen Investitionen die Aufrechterhaltung des Gütertransportes nicht gewährleisten.» – So und ähnlich rauscht es nun seit dem 1. Januar 1975 durchschnittlich alle zwölf Wochen im schweizerischen Blätterwald... Wichtig scheint mir aber, dass unter der heutigen Regelung die Verkehrsinteressenten und die betroffenen Gemeinden ein Mitspracherecht besitzen. Beim Wegfall der gesetzlichen Grundlage würde auch dieses Recht zur Vernehmlassung dahinfliegen. Ähnlich liegen die Dinge im Tarifsektor. Auch hier waren trotz Behandlung in der kommerziellen Konferenz der Verkehrsinteressenten – wie erwähnt – sieben Tarifierhöhungen binnen acht Jahren nebst weiteren Massnahmen möglich. Sofern also nicht einfach

der Weg des geringsten Widerstandes gesucht wird, müsste man doch zugeben, dass der nötige Spielraum für die Unternehmungsführung der SBB heute schon besteht.

Ich fasse zusammen: Die vorgeschlagene Aufhebung der Beförderungs- und Tarifpflicht für den Stückgutverkehr unserer Eisenbahnen wird in finanzieller Hinsicht keineswegs das erwartete Resultat zeitigen, stellt eine verhängnisvolle Präjudizierung der bevorstehenden Gesamtverkehrskonzeption dar, gefährdet damit Tausende von sicheren Arbeitsplätzen, ist vom Standpunkt der kriegswirtschaftlichen Daseinsvorsorge aus verantwortungslos, und – wie die praktischen Beispiele gerade aus den letzten Jahren zeigen – auch völlig unnötig. Ich bitte Sie deshalb, in diesem Falle der Kommissionsminderheit zuzustimmen.

**Sigrist:** Auch ich war einer derjenigen, der gefordert hat, und zwar dringend gefordert hat, dass die SBB jetzt endlich beginnen müssen, wirtschaftlich zu denken und zu handeln. In der SBB-Kommission, hier im Rat, in der Presse, überall hat man Bundesrat Ritschard tatsächlich dringend aufgefordert, so wie er es auch heute geschildert hat, endlich etwas Mutiges zu tun, heisse Eisen anzufassen, heute und nicht erst in ein oder zwei Jahren, und dies immer mit dem Hinweis auf die Resultate der Gesamtverkehrskonzeption.

Eine dieser sich aufräuhenden Massnahmen, von der wir wissen, dass sie in der Gesamtkonzeption enthalten sein wird, ist diese Aufhebung der Transportpflicht für Stückgüter. Jetzt schlägt der Bundesrat erste Schritte vor, und jetzt ist es auch wieder nicht recht. Man hat gesagt, die SBB seien selber schuld, dass sie das Stückgutgeschäft verloren hätten; sie hätten die Kunden vor Jahren von sich gestossen. Das mag sein, aber das kann uns jetzt nicht mehr kümmern. Wir haben nicht zurück, sondern vorwärts zu schauen. Tatsache ist einfach, dass die 10 Prozent Stückgüter, die der SBB noch geblieben sind, unverhältnismässige Kosten verursachen, wenn sie à tout prix transportiert werden müssen. Man bringt den SBB nur noch die Güter, die man nicht billiger anderweitig transportieren kann. Die Schuppenwärter müssen da sein, ob zehn oder hundert Güter zum Bahnhof gebracht werden. Dieser Zustand ist einfach unhaltbar. Die Massnahme ist hart, aber unerlässlich. Es werden tatsächlich auch Arbeitsplätze abgebaut werden. Kann man aber einfach Arbeitsplätze beibehalten, die nicht mehr ausgelastet sind? Im übrigen hat der Bundesrat versprochen, dass der Abbau nicht durch Kündigungen, sondern durch natürlichen Abgang, der nicht mehr ersetzt wird, erfolgen soll. Die Einsparung wird auch nicht sofort die Deckung des jetzigen Stückgutdefizites erbringen. Das ist ganz klar. Dieses Defizit wird aber stufenweise entsprechend dem neuen Stückguttransportkonzept abgebaut. Es ist auch nicht geplant, überhaupt kein Stückgut mehr zu transportieren, aber für Art und Weg sollen die Kosten entscheidend sein. Die SBB wollen das tun, was jeder private Betrieb tut und tun muss, und was wir auch von den SBB fordern. Irgendeine Notlage wird nicht entstehen. Die Güter werden weiterhin und nicht teurer transportiert, und die SBB sind von einer Last befreit, die untragbar geworden ist. Ein gewisser Ausfall für die Privatbahnen wird nicht zu vermeiden sein. Kann man aber den defizitären SBB – mit einem Verlust von 700 Millionen, bald von 1 Milliarde, wenn man nichts dagegen tut – weiter zumuten, im Interesse der Privatbahnen defizitäre Transporte auszuführen? Ich glaube nein. Gestatten wir doch den SBB heute, ihren Weg zum wirtschaftlichen Handeln zu beschreiten. Stimmen Sie bitte dem Antrag des Bundesrates zu.

**Schürch:** Ich komme nicht als Verkehrsfachmann hierher. Die Herren Meier und Ammann haben da Vorträge gehalten, die Ihnen eigentlich die ganze Problematik sehr deutlich gezeigt haben. Ich komme aber, Herr Bundesrat Ritschard, als Angehöriger eines jener Privatbahnkantone hierher, von denen Sie in der Botschaft so nett geschrie-

ben haben, es werde sich kaum vermeiden lassen, dass sie zwangsläufig stärker belastet werden.

Es ist eigentlich erstaunlich, dass ausser Herrn Meier bisher ich der erste bin, der als Steuerzahler eines solchen benachteiligten Privatbahnkantons hier das Wort ergreift. Das muss doch einmal gesagt werden. Es geht mir um folgendes: Ich habe auch gelernt, wie Frau Spiess, ja zu sagen, wo ich nein denke. Und ich habe nicht die Absicht, Anträge zu stellen, sondern eine Frage. Meine Frage lautet wie folgt: Nachdem die Anträge von Herrn Meier abgelehnt wurden – ich bin sitzengeblieben –, möchte ich nun wissen zum Transportgesetz Artikel 7 Buchstabe a: Kann man uns sagen, wie die Bundesbahnen ihre Freiheit bezüglich Stückgutverkehr nutzen werden? Die Auswirkungen einer totalen Aufhebung des Stückgutverkehrs auf die Privatbahnen hat man Ihnen dargelegt. Wir kennen sie. Sie wären katastrophal. Die Privatbahnen sind nicht nur als Empfänger von Stückgut, sondern natürlich auch als Versender von Stückgut an einer Zusammenarbeit mit den Bundesbahnen im sogenannten direkten Verkehr interessiert. Man kann also inskünftig, wenn das Konzept durchgeführt wird, z. B. – ich nenne ein solches, das mir naheliegt – auf der SZB, die ja eine Art Lieblingskind von Herrn Bundesrat Ritschard ist – von Jegenstorf nicht mehr nach Münsingen transportieren, sondern man muss auf die Strasse ausweichen. Selbstverständlich wird man nicht in Bern auf die Strasse gehen, wo man umladen müsste, sondern man wird schon von Jegenstorf auf der Strasse wegfahren. Mit anderen Worten: Der ohnehin überlastete Durchgangsverkehr durch die Agglomeration Bern wird noch massiv verstärkt.

Ich möchte also wissen, wie die SBB ihr Konzept eigentlich ausgestalten wollen und ob die befürchteten Wirkungen für die Privatbahnen tatsächlich eintreten werden.

Wir hören – aber es fehlt uns ein wenig der Glaube –, dass man von den SBB aus versuchen werde, den Stückguttransport auf längere Distanzen zwischen regionalen Schwerpunkten durchzuführen und – wie man sagt – die Bedienung der Fläche dann Sache des Lastwagens und der Privatbahnen sein zu lassen. Sie können sich vorstellen, dass das Wort «Privatbahnen» hier ruhig ausgeklammert werden könnte, denn vermutlich wird niemand mehr von regionalen Schwerpunkten her auf Privatbahnen umladen.

In der Botschaft haben wir vernommen, dass der Tarifannäherungsbeschluss modifiziert werden solle. Sie erinnern sich an die heroischen Kämpfe, die wir hier vor etwa einem Jahr durchgeführt haben; ich war damals auch ein Befürworter einer Verschiebung dieser Massnahme, weil sie nach meiner Meinung nicht durchdacht war. Ich bin durchaus auch der Meinung, dass eine wohlüberlegte Lösung im Sinne einer Verhinderung von Missbräuchen bei diesen Tarifannäherungsleistungen des Bundes dringend ist. Aber ich möchte doch wissen: Was gedenken Sie eigentlich zu tun? Gedenken Sie auch hier die Privatbahnen, die dem Agglomerationsverkehr dienen und Bahnen des allgemeinen Verkehrs sind, wieder zu benachteiligen? Glauben Sie nicht auch, dass eine gute Verkehrsbedienung der Agglomerationen leider nicht mehr nur eine Gemeinde- oder eine Regionsaufgabe, sondern eine nationale Aufgabe geworden ist, weil diverse Agglomerationen diese Aufgabe allein gar nicht mehr lösen können?

Auf die Antworten auf meine Fragen bin ich gespannt, denn sie werden für mich wichtig sein, um zu entscheiden, ob ich nicht doch der Minderheit zustimmen soll.

**Meier Werner:** Kurz einige Akzente zu diesem Problem. Ich nehme dabei Bezug auf die Aeusserungen von Herrn Bundesrat Ritschard zur Gesamtverkehrskonzeption und zur Aufhebung der Transportpflicht beim Stückgut, die in den bisherigen Rahmen der GVK passen soll und vom Ausschuss genehmigt worden sein soll. Dazu setze ich ein grosses Fragezeichen. Wenn der Ausschuss der GVK berechtigt sein sollte, einen derart schwerwiegenden und

tiefgreifenden Einbruch in unsere Verkehrspolitik einfach gutzuheissen und zu empfehlen, muss ich mich wirklich fragen, weshalb wir denn weiterhin eine 60köpfige Kommission mit all den damit verbundenen Kosten an der Arbeit lassen. Es würde dann nämlich genügen, nur diesen Ausschuss wirken zu lassen; der Rest könnte – kostensparend – zu Hause bleiben. Nach meiner Meinung handelt es sich hier tatsächlich um eine schwerwiegende Präjudizierung der noch ausstehenden Empfehlungen der Gesamtverkehrskommission.

Ein Wort zu Herrn Sigrüst: Er sagte, der Stückgutverkehr betrage bei der Bahn noch 10 Prozent. Das ist nicht richtig. Ich will Sie nicht mit vielen Zahlen quälen, sondern einfach feststellen, dass manche diese Details gar nicht wissen können. Es handelt sich heute um 10 Prozent der Tonnage; aber in bezug auf die Tonnenkilometer ist der Stückguttransport bei der Bahn heute noch ein wichtigerer Faktor, als Sie annehmen, nämlich 21,6 Prozent. Auf weitere Distanzen ist also die Bahn beim Stückgutverkehr noch relativ stark im Einsatz.

Wenn Sie vorschlagen, Dienststellen zu schliessen und Personal abzubauen, ist dazu zu sagen: Das kann man sicher da oder dort tun und in dieser Richtung einiges rationalisieren; irgendwo aber sind auch dem Grenzen gesetzt. Wir müssen auch daran denken, was passiert – Kollege Ammann hat das in seinem sehr guten Votum deutlich klargelegt –, wenn im Nahen Osten wieder Spannungen oder Konflikte entstehen sollten. Das ist ein Hexenkessel. Dann kann es wieder eine Oelkrise geben. Dann würden Sie aber keine Güterdienststellen mehr haben und auf den Strassenverkehr angewiesen sein, der dann über kein Oel mehr verfügt. Es gilt also auch hier, Vorsorge in kriegswirtschaftlicher Hinsicht zu betreiben, wie wir das bei den Militärausgaben und in der Landwirtschaftspolitik tun und tun müssen. Das ist völlig klar.

Kollege Schürch hat auf einen sehr wichtigen Punkt hingewiesen; ich danke ihm dafür. Es ist ein Drama, was sich hier abspielt, indem nämlich die beiden Komponenten bei der Eisenbahn, die SBB und die Privatbahnen, in dieser Frage völlig auseinandergefallen sind. Dem sieht man einfach zu, statt zu koordinieren und zu versuchen, eine gewisse Harmonisierung der Meinungen zwischen SBB und Privatbahnen zu erreichen. Für die Privatbahnen wäre eine Aufhebung der Transportpflicht tatsächlich eine Katastrophe, wie das Kollege Schürch dargelegt hat.

Ich komme zum Schluss: Ich kann es wirklich nicht verstehen, dass der Bundesrat nun der Meinung ist, wir müssten dem Artikel 7 des Transportgesetzes vom Mai 1948 noch einen Artikel 7a beifügen, worin steht, die Transportpflicht sei aufgehoben. Dabei lautet der Artikel 7 Absatz 2 des gleichen Gesetzes, der Bundesrat bestimme, unter welchen Voraussetzungen betrieblicher Natur die Beförderungspflicht der Bahn – Stückgutverkehr – eingeschränkt werden könne. Der Bundesrat kann also irgendwelche organisatorischen Massnahmen im Stückgutverkehr im Sinne der Fragestellung des Kollegen Schürch – Welches ist eigentlich das Konzept der SBB? – schon nach dem geltenden Gesetz vornehmen, ohne dass dieser Zusatz beigefügt zu werden braucht. Er kann diese Pflicht lockern und das alles flexibler gestalten. Deshalb brauchen wir den vorgeschlagenen Artikel 7a, der die Transportpflicht total aufheben will, nicht. Das wäre falsch und zudem ein Einbruch in die Verkehrspolitik, eine Vorwegnahme und Präjudizierung der noch ausstehenden Empfehlungen der GVK. Ich bitte Sie, diesen Artikel 7a zu streichen.

**Alder:** Bis jetzt glaubte ich auch, dass die Bahnen dazu da seien, um Transporte auszuführen. Wenn uns nun hier vorgeschlagen wird, dass man die Transportpflicht für Stückgut tel quel aufheben soll, betrachte ich das als eine schlichte Zumutung, einmal an die Bevölkerung, die schliesslich nicht darauf angewiesen sein soll, sich Lastwagen zu suchen, wenn sie einen kleinen Transport, einen kleinen Stückguttransport – sagen wir – vom Waadtland

ins St. Gallerland oder vom Baselbiet in die Innerschweiz durchführen möchte. Eine Zumutung zweitens ist dieser Antrag auch deshalb, weil er – wie das bereits gewisse Vorredner zu Recht betont haben – einen Teilaspekt aus einem erst noch unfertigen Gesamtkonzept herausbricht, ein Gesamtkonzept notabene, von dem ich bisher glaubte, dass wir uns hier in diesem Saal nach den üblichen parlamentarischen Regeln und Usanzen darüber unterhalten können. Offenbar ist das nicht die Meinung, offenbar will man uns erklären: Wenn die GVK oder gar deren Ausschuss etwas befunden hat, dann haben wir das zu akzeptieren. Mit anderen Worten: Die Rolle des Parlaments hat in diesem gesamten Kontext ausgespielt. Wir können einfach nur noch akzeptieren, was in der GVK gesagt und beschlossen wird, und damit Ende. Ich betrachte auch das als eine Zumutung ans Parlament und kann mich deshalb nicht damit einverstanden erklären. Ich habe durchaus Verständnis für die finanziellen Probleme der Bahnen und damit auch Verständnis für die Probleme, welche sich in bezug auf die Bundesfinanzen in diesem Rahmen stellen.

Mit einer Streichung *tel quel* der Transportpflicht für Stückgut, wie sie hier vorgesehen ist, sind diese Probleme aber keinesfalls zu lösen. Man muss hier die Lösung beispielsweise in einer flexiblen Tarifgestaltung finden. Man muss ein vernünftiges Verteilungskonzept erarbeiten usw., Dinge, die die Bahn aufgrund der geltenden Regelung ohne weiteres tun kann.

Wenn man schlicht und einfach die Transportpflicht aufhebt, dann geht das rechtlich auch einfach zu weit. Herr Meier hat mit Recht auf Absatz 2 dieses Artikels 7 hingewiesen, der dem Bundesrat ohne weiteres die Möglichkeit gibt, in gewissem Umfange die Beförderungspflicht unter besonderen Voraussetzungen einzuschränken. Es gibt auch noch einen Artikel 5 in diesem Gesetz, der den Bundesrat ebenfalls zusätzlich ermächtigt, bei aussergewöhnlichen Verhältnissen vorübergehende Abweichungen von diesem Gesetz zu bewilligen. Der Bundesrat hat die Kompetenz, wenn es notwendig ist, im Interesse der Bundesfinanzen in einer bestimmten Richtung Massnahmen zu treffen, z. B. im Sinne einer Einschränkung des Stückgutverkehrs – ich betone: einer Einschränkung. Eine zusätzliche gesetzliche Bestimmung hier einzufügen, das ist – Entschuldigung – Gesetzgebung aus dem Handgelenk. Ich habe den Eindruck, man hat das Transportgesetz nicht einmal studiert, bevor man diesen Antrag gestellt hat. Ich schliesse mich voll und ganz dem Antrag der Minderheit an.

**Oehen:** Herr Kollega Stich hat laut einer Pressenotiz – ich habe es nicht selber gehört – den Ausdruck geprägt, wir würden hier «einen Gottesdienst zelebrieren». Dieser Gottesdienst läuft – wenn man nach den bisherigen Ergebnissen schaut – streng nach den vorgesehenen Zeremonien ab, wie es die Herren Zeremonienmeister der Regierungsparteien offenbar vorbereitet haben. Ich weiss es zu schätzen, dass derartige Vorlagen sorgfältig vorbereitet werden. Aber ich frage Sie: Sind wir denn hier wirklich verpflichtet, nur noch – ich möchte sagen – Staffage zu bilden in dieser Debatte und einfach alles zu akzeptieren, was an Zeremonien vorbereitet wurde? Ich meine, wenn man uns nicht mehr zugesteht, die Details hier zu prüfen, fundierte Referate zur Kenntnis zu nehmen und nach diesen Referaten zu entscheiden, dann brauchen wir wirklich nicht so lange um die Fragen zu kämpfen. Ich bitte Sie – und deswegen bin ich hierher gekommen –, ich bitte Sie sehr, die Ausführungen, die hier mit Kompetenz vorgetragen wurden, sorgfältig zu überlegen. Wenn Sie das tun, dann werden Sie mir zugeben müssen, dass es eine Verleugnung aller Bekenntnisse zu einer umweltgerechten Verkehrspolitik wäre, wenn wir diesen Vorschlag hier annähmen und nicht den Minderheitsantrag akzeptieren würden. Ich bitte Sie deshalb: Durchbrechen Sie die Zeremonie, stören Sie den Gottesdienst und stimmen Sie der Minderheit zu.

**Diethelm:** Gestatten Sie mir vorerst eine Vorbemerkung. Wir machen nun mit diesen Entscheiden, die wir heute beim öffentlichen Verkehr getroffen haben, das Gegenteil dessen, was wir seit 20 Jahren in diesem Rat für dringend notwendig hielten, nämlich die peripheren Gebiete, die Bergregionen unseres Landes zu erschliessen, damit sie sich wirtschaftlich erholen können. Nun möchte ich zu diesem konkreten Punkt «Stückgutverkehr» aus der Sicht eines Privatbahnkantons und aus der Sicht einer mir nahestehenden Bahn doch ganz kurz auf die Folgen hinweisen, wenn wir dem Antrag des Bundesrates folgen. Bei der Schweizerischen Südostbahn haben sie Stückguteinnahmen im Jahre 1975 1,6 Millionen Franken ausgemacht. Das sind 50,4 Prozent des Güterverkehrs oder 19,5 Prozent der gesamten Verkehrseinnahmen, ein Fünftel der gesamten Verkehrseinnahmen! Die Aufhebung der Beförderungs- und Tarifpflicht für Stückgut würde bedeuten: über 1 Million Franken weniger Ertrag. Und gleichzeitig wird die Daseinsversorgung unserer Täler in Frage gestellt. Der anvisierte Ersatz des Stückgutes durch Schnellgut mit um 40 Prozent erhöhtem Tarif dürfte bei der Bedienung dieser abgelegenen Empfänger zu einer untragbaren Kostenexplosion führen, weil ja meistens noch die Camionnage berappt werden muss. Die Südostbahn kann bei einem Wegfall des Stückgutverkehrs keine Einsparungen erzielen, weil diese Verkehrsart Mitläuferumsatz ist und vom bestehenden Personal, das bei den Dienststellen auch für andere Arbeiten benötigt wird, bewältigt werden kann. Es würden vielmehr wesentlich höhere Defizite entstehen, an denen sowohl der Bund wie die beteiligten Kantone vermehrt mittragen müssten. Ich bitte Sie, dem Minderheitsantrag zuzustimmen.

**Stich, Berichterstatter der Mehrheit:** Die Diskussion um diese Fragen steht in einem eindrücklichen Missverhältnis zu den Seiten- oder Zeilenzahlen, die in der Botschaft zu diesem Problem geschrieben worden sind. Nachdem die Stückgutfrage schon seit einiger Zeit eine gewisse Rolle spielt, hätte man sich ausrechnen können, dass darüber fundiertere Auskünfte gegeben werden sollten. Es ist uns auch klar, Herr Bundesrat Ritschard, dass es in der Schweiz jetzt 2 Millionen Autos und 900 km Autobahnen gibt. Wir sind uns aber ebenfalls bewusst, dass im Jahre 1980 beispielsweise der Gotthardstrassentunnel eröffnet wird. Wenn Sie nun den öffentlichen Verkehr effektiv reduzieren, so heisst das noch nicht, dass Sie damit auch die Probleme der Zukunft bewältigt haben, denn es ist keineswegs ausgewiesen, was z. B. bei den Bahnen passiert, wenn man eine Wegfallrechnung präsentierte. Mir scheint, wir sollten doch über ein Minimum an Unterlagen verfügen, wenn eine so wichtige Frage zur Diskussion steht.

Ich weise im weiteren darauf hin, dass die Frage des Stückgutkonzepts durch die SBB noch nicht dargelegt worden ist. Man weiss nicht, was die Bahnen überhaupt wollen. Auf der einen Seite will man von der Transportpflicht entbunden sein, auf der anderen Seite erklärt man, dass man trotzdem Stückgut befördern wolle, aber nur auf den wichtigen Strecken. In einem anderen Zusammenhang steht in der Botschaft hinsichtlich der flexiblen Tarifpolitik, dass man sich dort anpassen müsse, wo Nationalstrassen bestehen, um konkurrenzfähig zu sein. Damit möchte ich sagen, dass sehr, sehr viele Fragen noch offenstehen. Die Beförderung des Stückgutes ist nicht nur eine bahntechnische Frage, sondern auch eine Frage des allgemeinen Interesses. Ich erinnere Sie daran, dass ich dazu vor einigen Jahren eine Interpellation eingereicht habe, als die SBB ein Konzept mit 6 Knotenpunkten unterbreiteten, an denen noch Stückgut angenommen werden sollte. Damals gab mir Herr Bundesrat Ritschard weitgehend recht. Nun kommen die SBB auf diese Angelegenheit zurück und setzen 80 Knotenpunkte fest. In der Kommission sprach man dagegen von 150 Knotenpunkten. Was das für Knotenpunkte sind, wie dieses Konzept tatsächlich funktionieren und wie die Rechnung aussehen wird, wissen wir in-

dessen nicht. Persönlich scheint mir, dass eine solche Frage nicht entschieden werden sollte mit der Begründung, dass man im nächsten Jahr 15 Millionen und im übernächsten Jahr 30 Millionen Franken einsparen könne, Einsparungen, die im Grunde genommen nur auf Personalreduktionen hinauslaufen. Wir stellen auch im Finanzplan fest, dass für den Strassenbau in den Jahren 1978 und 1979 noch Zuwachsraten vorhanden sind, während der Anteil bei den Bahnen zurückgeht.

Ich gebe zu, dass man mit Lastwagen besser eine Flächenverteilung vornehmen kann als mit der Bahn. Dazu bedarf es aber meines Erachtens keiner Aufhebung der Transportpflicht. Eine Aufhebung der Transportpflicht würde einseitig den Strassenverkehr begünstigen und den öffentlichen Verkehr benachteiligen. Das ist es nicht, was wir zurzeit brauchen.

Die Kommission hat sich mit 15 : 12 Stimmen für den Antrag des Bundesrates ausgesprochen. Persönlich werde ich mit der Minderheit stimmen.

**M. Mugny**, rapporteur de la majorité: Il paraissait tout d'abord que cet article ne devrait pas susciter trop de débats et en tout cas pas de débats trop passionnés. On s'est rendu compte cependant, au sein de la commission et maintenant ici, que de nombreux intérêts sont en cause; des intérêts légitimes, surtout ceux d'entreprises privées de transport. Notre collègue, M. Diethelm, s'en est fait l'écho et c'est vrai qu'il y a là un problème.

Je crois qu'il faut le ramener à sa juste mesure et, comme on le dit très souvent, «remettre l'église au milieu du village». De quoi s'agit-il?

Cette obligation des chemins de fer de transporter tous les colis de détail remonte à l'époque où ces chemins de fer avaient quasiment un monopole des transports. Il était par conséquent normal, et le message le rappelle, de protéger les clients contre les risques que ce monopole pouvait entraîner pour eux. Il fallait donc instituer l'obligation et, en contrepartie, fixer les tarifs.

Les conditions sont totalement différentes aujourd'hui. Il n'y a plus du tout de monopole puisque les chemins de fer ne transportent plus que 8 à 9 pour cent de ces colis de détail. La situation est donc totalement changée et, en plus, les chemins de fer transportent en général, comme c'est le cas dans ces situations, les marchandises les moins intéressantes; c'est dire que les entreprises privées prennent en charge les colis qui peuvent être plus intéressants au point de vue financier, et laissent aux chemins de fer la part du trafic qui est financièrement la moins intéressante. Voilà pour le premier point.

Le second point, c'est que les chemins de fer font du déficit, 700 millions vous le savez; on veut tâcher de le réduire. Il faut donc leur donner le moyen de le faire. Plus on leur impose d'obligations, moins ils auront de possibilités d'assainir leur situation. Or, il semble bien que dans ce cas, il s'agit de l'un des secteurs où, précisément, il y a le moins de désavantages en supprimant l'obligation.

La troisième remarque, c'est que l'on ne supprime pas les transports de détail; on supprime l'obligation des transports. Par conséquent, les transports continueront, les chemins de fer et les chemins de fer privés continueront d'assumer ces transports de détail; ils pourront simplement fixer des conditions différentes. Mais il est bien évident – le message le rappelle – que cette mesure ne sera introduite que progressivement. On ne peut pas, d'un jour à l'autre, supprimer cette obligation. Il faudra voir comment les choses se déroulent, il faudra faire des expériences, tenir compte des conditions locales, des conditions économiques aussi. Il faudra voir comment on peut remplacer l'obligation que les chemins de fer ont prise par le biais d'autres moyens de transport. Une démarche est en route; elle commence aujourd'hui et mettra du temps à se réaliser complètement. Voilà pourquoi il n'y aura pas de difficultés s'agissant du personnel; il y aura, bien sûr, des réductions de personnel mais qui se feront également

progressivement, mais pas de renvois. Les économies, vous le voyez, seront aussi progressives. On parle de 15 millions en 1978, 30 millions éventuellement en 1979, mais on n'est pas encore aux 216 millions qui représentent le coût actuel de cette opération pour les chemins de fer.

Pour les chemins de fer privés, il est clair qu'ils auront encore la possibilité d'assumer tous les transports qu'ils souhaitent entreprendre. Personne ne va les gêner; on les soulage simplement d'une obligation générale.

Voilà pourquoi il apparaît, à votre commission en tout cas, que la disposition qui nous est présentée est dans la logique de la situation; elle évite aux chemins de fer des charges qu'ils ne peuvent plus assumer, sans pour autant être une entrave générale dans le trafic des marchandises de notre petit pays. Progressivement, la situation pourrait par conséquent évoluer, sans heurts et sans difficultés. Voilà pourquoi, au nom de la commission, nous vous proposons d'accepter la proposition du Conseil fédéral.

**Bundesrat Ritschard**: Ich will versuchen, auch etwas zu dieser Sache beizutragen, die, wie mir scheint, zu einer Glaubenssache geworden ist. Ich habe die Fragen, die hier zur Diskussion stehen, schon mit meinen Freunden vom Eisenbahnerverband besprochen, indem ich an einer Sitzung der Geschäftsleitung des Eisenbahnerverbandes teilgenommen habe. Es lag mir nämlich daran, mich gegenüber diesen Problemen etwas besser ins Bild zu setzen.

Ich weise auf die Fakten hin. Der Stückgutverkehr macht jetzt, gesamthaft gesehen – man muss hier etwas differenzieren, Herr Werner Meier hat das richtig bemerkt –, noch 9 Prozent der Einnahmen aus. Diese 9 Prozent resultieren vorwiegend aus Stückgütern, die über weite Distanzen transportiert werden. Im Fernverkehr über 100 km machen die Tarifkilometer 31 Prozent aus, im Verkehr von 51 bis 100 km 18 Prozent. Ich nehme an, diese Zahlen, die mir bekanntgegeben worden sind, stimmen. Die Kostendeckung im Stückgutverkehr – das schreibt mir die Generaldirektion der SBB – beträgt noch 51 Prozent. Sie ist in den letzten Jahren ständig gesunken. Noch 1960 wies der Stückgutverkehr einen Kostendeckungsgrad von 64 Prozent aus. Die Generaldirektion der SBB kommt dann zum Schluss, dass die Defizite im Stückgutverkehr etwas über 200 Millionen Franken ausmachten, also etwas mehr als einen Drittel des Gesamtdefizits der Schweizerischen Bundesbahnen. Es gibt die berühmten Missbräuche – vielleicht sind es Paradebeispiele, die mir genannt werden. Eines davon ist jenes eines Zürcher Fabrikanten von Farbe, der mit seinem Lastwagen mit 200 bis 300 Farbkübeln nach Zollikofen fährt, dort diese Farbkübel der SBB übergibt, und diese muss sie von Zollikofen aus zu ganz kleinen Distanzen, mit entsprechenden Preisen natürlich, auf 40 verschiedene Stationen verteilen. Ich kann Ihnen nicht viele solcher Beispiele aufzählen; aber es mag für viele dienen.

Weiteres Faktum: Seit 1973 ist dieses Stückgutproblem durch Leute, die die Sache natürlich viel besser kennen als ich – nicht besser als Sie, aber besser als ich! (Heiterkeit) –, in dicken Bänden ausführlich behandelt worden. Ich habe diese Berichte natürlich nicht auswendig gelernt. Diese Leute kommen zum Schluss, dass das, was wir Ihnen vorschlagen, richtig ist. Es soll der Gerechtigkeit halber beigefügt werden, dass die Vertreter des Eisenbahnerverbandes in dieser Kommission (sie haben natürlich mitgewirkt) mit den Schlüssen dieser Experten nicht einverstanden sind.

Es gibt ein weiteres Faktum: Man sollte solche Dinge nicht immer etwas demagogisch verwenden. Mit der Aufhebung der Transportpflicht ist natürlich nicht eine Abschaffung des Stückgutverkehrs beabsichtigt. Ich muss das Herrn Alder sehr deutlich sagen, der immer solche Dinge in die Welt setzt, die da so halb wahr oder halb falsch sind. Der Stückgutverkehr wird nicht einfach weggestossen und nicht mehr übernommen. Die SBB sollen die Möglichkeit



haben, für ihn marktgerechte – oder kostendeckende, wenn Sie wollen – Preise zu erhalten. Sie sollen vielleicht diesem Farbfabrikanten aus Zürich, der mit seinem Auto auf der Autobahn nach Zollikofen fährt und diese Kübel dort in den Schopf hineinstellt, sagen können: «Mein Lieber, wenn Du das willst, so kostet das eben so und so viel.» Das soll gemacht werden. Die Sache soll also marktgerecht gestaltet werden. Herr Stich wollte diese Antwort auch haben. Es geht nicht um die Abschaffung, sondern um marktgerechtere Konditionen.

Man kann in diesen Gutachten natürlich vieles lesen, das man dann Mühe hat zu verstehen, wenn man die Sache nicht zu genau kennt. Es gibt aber ein anderes Faktum (Otto Stich lässt es auch nicht gelten): Heute ist die Situation so. Ich habe schon von den 900 km Autobahnen gesprochen, die wir haben. Sie können in einer sehr kurzen Zeit von Zürich nach Bern und umgekehrt fahren; Sie können andere Destinationen schnell erreichen. Das wissen Sie alles. Diese Autobahnen mit einer gewissen Ueberkapazität an Lastwagen haben natürlich dazu geführt, dass das Stückgut, das ja meistens zu einem Haus oder einer Fabrik transportiert werden muss, zunehmend auf den Lastwagen abgewandert ist. Warum? Wenn es per Bahnstückgut transportiert wird, muss es vom Versender mit dem Auto oder mit dem Leiterwägeli oder was immer auf den Bahnhof gebracht werden. Dort wird es umgeladen. Es geht in den Güterschopf, und von dort kommt es in den Güterwagen. Dann wird es wegspeidiert mit der Eisenbahn. Vielleicht muss dieser Wagen irgendwo **manövriert** werden. Dann kommt er an, und wieder muss dieses Stückgut aus dem Eisenbahnwagen ausgeladen und in den Güterschopf gestellt werden. Der Stationsgehilfe telefoniert dem Empfänger: «Sie haben da eine Kiste Wein; holen Sie sie ab, sonst bringen wir sie.» Dann fährt man mit dem Auto zum Bahnhof und holt das ab. Das ist der Weg des Stückgutes, wenn es nicht gerade im Container in grossen Mengen oder ganzen Wagenladungen verschickt wird. Jedermann muss einsehen, dass diese vielen Manipulationen, die da nötig und unvermeidlich sind beim Eisenbahntransport, einfach teurer sind als die Fahrt mit einem Lieferwagen von Zürich nach Bern oder irgendwo hin. Das Auto ist bei der Verteilung in die Fläche eben billiger. Die Bahn kann heute – so sagt man mir – praktisch nur noch Sendungen befördern, die ein sehr schlechtes Aufwand/Ertrags-Verhältnis aufweisen. Die SBB und auch die Experten glauben, dass diesem Missverhältnis nur noch beizukommen ist, wenn die beiden Pflichten wie vorgeschlagen eben aufgehoben werden.

Die Auswirkungen: Ich verstehe die Bedenken, die geäussert werden, und will sie in keiner Weise negieren. Ich gebe ehrlich zu, dass ich hier Dinge weitergebe, die mir andere gesagt haben, die etwas davon verstehen. Den Endzustand wird man ohnehin natürlich erst nach mehrjähriger Frist erreichen. Erstens wird kein Personal entlassen. Das kann ich ausdrücklich erklären; das ist die Meinung des Bundesrates. Zweitens muss natürlich der bestehende Apparat heute mit diesem Stückgut umstrukturiert werden, und der Markt muss sich auch seiner neuen Situation anpassen. Otto Stich operiert immer mit verschiedenen Zahlen, die in der Vergangenheit gegeben worden seien. Vorgesehen ist, dass die SBB langfristig Stückgut nur noch in einem neuen Schnellgutssystem transportieren werden. Es wird drei Basisbahnhöfe geben: Bern, Däniken und Zürich, die dreimal täglich mit direkten Wagen und Blockzügen bedient werden. Von dieser Basis aus wird dann Stückgut, Schnellgut auf 150 Bahnstationen des ganzen Landes verteilt. Dort wird dieses Stückgut durch die Privatbahnen übernommen, die etwas Bedenken haben gegen dieses neue Stückgutssystem. Jeder Bahnhof, bei dem eine Privatbahn wegfährt, gehört zu diesen 150 Stationen. Dort wird neben den Privatbahnen auch das freie Lastwagengewerbe stehen, und hier wird dann das Stückgut – das so viel schneller und offenbar auch viel rationeller transportierte Stückgut – zur Verteilung in die Fläche übergeben. Ich

kann es nicht behaupten, dass dieses Rezept völlig fertig sein kann. Man wird das sicher mit den Privatbahnen, dem Lastwagengewerbe und den Camionneuren besprechen müssen. Aber eine wichtige Voraussetzung – das schreiben mir die SBB, die weiss Gott zu ihrem Betrieb sehen, in einem langen Bericht – für mehr unternehmerische Freiheiten für die SBB ist die Aufhebung der Pflichten, wie sie verlangt wird.

Herr Alder, was Sie wünschen, steht im Artikel 7: «Der Bundesrat bestimmt, unter welchen Voraussetzungen betrieblicher Natur die Beförderungspflicht eingeschränkt werden kann.» Die Einschränkungen sind bekannt geworden. Das ist bis jetzt so gehandhabt worden, dass das wirklich nur für ganz besondere Ausnahmefälle und auch für befristete Ausnahmefälle angewendet wurde, niemals für generelle Regelungen. Das wäre auch unredlich, wenn man das über diesen Absatz in generelle Regelungen überführen würde.

Ich bin Herrn Nationalrat Schürch noch eine Antwort schuldig. Mit dem neuen Tarifannäherungsbeschluss – am Montag hat ihn der Bundesrat verabschiedet, wir arbeiten jetzt noch am Bericht, es gibt noch einiges zu rektifizieren –, der an alle interessierten Stellen zur Vernehmlassung geht, sollen die bekannten Missbräuche, von denen ich hier schon einmal gesprochen habe, beseitigt werden. Was die Vernehmlassung dann bringt, wird sich zeigen. Das letzte Wort wird das Parlament haben. Ich werde dann im Zusammenhang mit der PTT noch etwas sagen müssen, etwas, das aufgrund der Verkehrskonzeption als notwendig erachtet wird, nämlich die Regionalisierung der Verkehrsbetriebe. Ich werde in diesem Zusammenhang Herrn Schürch antworten. Ich bitte Sie, den Anträgen des Bundesrates zuzustimmen, weil sie ohne jeden Zweifel – ohne dass soziale Härten entstehen; diese dürfen nicht entstehen – doch einige Einsparungen bringen.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	71 Stimmen
Für den Streichungsantrag der Minderheit	70 Stimmen

#### 813

### Bundesgesetz über die Schweizerischen Bundesbahnen Loi fédérale sur les chemins de fer

#### Art. 3 Abs. 3

##### Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

##### Antrag Meier Werner

... Absatz 2 nicht zu erbringen vermögen, können Dritte, die daran in ausserordentlichem Masse interessiert sind . . . . . angemessen beteiligt werden.

##### Antrag Muret

Streichen (= beibehalten des geltenden Textes)

#### Art. 3 al. 3

##### Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

##### Proposition Meier Werner

Lorsque les Chemins de fer fédéraux ne sont pas en mesure, dans les limites du 2e alinéa, d'assurer certains investissements et de fournir certaines prestations, il pourra incomber aux tiers qui y sont tout particulièrement intéressés et qui les réclament d'y participer dans une juste mesure.

##### Proposition Muret

Biffer (= Maintenir le texte actuel)

**Meier Werner:** Ich entschuldige mich dafür, dass ich schon wieder vor Ihnen stehe, aber das ist nicht meine Schuld, sondern die des Bundesrates, der diese Summierung von Eisenbahnsparmassnahmen vorsieht.

Beim SBB-Gesetz Artikel 3 Absatz 3 (neu) möchte ich nur eine Aenderung im Sinne der Umwandlung von einer Soll- in eine Kann-Bestimmung. Es ist in der Botschaft gesagt, dass die SBB jetzt schon an gewissen Objekten Dritte, die diese Objekte fordern, finanziell mittragen lässt. Das ist eine laufende Praxis: Flughafenbahn Zürich usw. Aber ich glaube, diese imperative Form, in der hier die Beteiligung Dritter an SBB-Anlageninvestitionen vorgesehen ist, geht einfach zu weit. Sie könnte in ihrer Endkonsequenz zu sehr merkwürdigen Zuständen führen. Deshalb möchte ich Ihnen beantragen, diese Bestimmung ihrem Sinne nach zu belassen, sie aber eben umzuändern in eine Kann-Bestimmung, so dass sie also lauten würde: «An Investitionen und Leistungen, welche die Bundesbahnen im Rahmen von Absatz 2 nicht zu erbringen vermögen, können Dritte, die daran in ausserordentlichem Masse interessiert sind und entsprechende Begehren stellen, angemessen beteiligt werden.» Ich bitte Sie, diesem Antrag – Umwandlung in eine Kann-Bestimmung –, welcher der bisherigen Praxis entspricht, zuzustimmen.

**Präsident:** Herr Muret hat seinen Streichungsantrag bereits begründet.

**Stich, Berichterstatter:** Hier geht es um zwei Aenderungen. Auf der einen Seite müssen keine Begehren gestellt werden, damit die SBB die Betroffenen beteiligen könnte, und auf der anderen Seite ist es eine Kann-Vorschrift. Die Differenz ist nicht sehr gross. Sie haben zu entscheiden.

**Bundesrat Ritschard:** Ich glaube, der Antrag des Bundesrates ist nicht ohne Bedeutung. Ich würde sagen, wenn er nur mittragen lassen «kann», dann werden die SBB gelegentlich Schwierigkeiten haben, die Beiträge zu erhalten, die eingezogen werden müssen. Die vorgesehene Regelung wird jetzt schon gehandhabt, ohne gesetzliche Grundlage übrigens. Der Kanton Zürich bezahlt an den Flughafenanschluss etwas; an die S-Bahn hätte er auch bezahlen müssen. Auch wenn irgendwo ein Bahnhof gebaut wird, trägt die betreffende Stadt aus städtebaulichen Gründen in der Regel etwas bei. Denken Sie an die Stadt Bern, welche für den Ausbau ihres Bahnhofes sehr grosse Opfer gebracht hat. Ich würde glauben, dass dort, wo die SBB Bauten erstellen, an denen sie nicht allein interessiert sind, jener, der mitinteressiert ist, verpflichtet werden kann und soll, auch seinen Beitrag zu leisten. Aus diesem Grunde würde ich das Gesetz so, wie es vorgeschlagen wird, belassen und den Antrag Meier ablehnen.

**Präsident:** Herr Muret beantragt, den Artikel 3 Absatz 3 zu streichen. Es stehen sich zuerst die Fassung von Kommission und Bundesrat und die Fassung Meier gegenüber. Das Resultat wird dem Streichungsantrag Muret gegenübergestellt.

#### Abstimmung – Vote

##### Eventuell – Eventuellement:

Für den Antrag der Kommission	78 Stimmen
Für den Antrag Meier Werner	41 Stimmen

##### Definitiv – Définitivement:

Für den Antrag der Kommission	77 Stimmen
Für den Antrag Muret	21 Stimmen

**Alder:** Ich finde es nicht in Ordnung, dass mir Herr Bundesrat Ritschard vorwirft, ich würde an dieser Stelle immer Unwahres oder halb wahre Dinge erzählen. Ich verwahre mich gegen diesen Vorwurf; er ist nicht berechtigt.

814

#### Postverkehrsgesetz

#### Loi fédérale sur le Service des postes

#### Art. 3a

##### Antrag der Kommission

##### Mehrheit

##### Streichen

##### Minderheit

(Allgöwer, Auer, Baumann, Biel, Duboule, Eisenring, Fischer-Bern, Rüegg)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### Art. 3a

##### Proposition de la commission

##### Majorité

##### Biffer

##### Minorité

(Allgöwer, Auer, Baumann, Biel, Duboule, Eisenring, Fischer-Berne, Rüegg)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Allgöwer, Berichterstatter der Minderheit:** Ich hoffe nicht, dass sich nach der SBB-Schlacht noch eine Reisepost-Schlacht entwickelt. Noch vor einigen Jahren waren die PTT eine Fiskalquelle. Als dann die Ergebnisse immer schlechter wurden, hat man diese Fiskalpflicht von ihnen genommen. Hingegen hat man den PTT bis heute einerseits die Last der Zeitungstransporttaxen überlassen und andererseits die Last der Reiseposten. Das heisst mit anderen Worten: Die PTT müssen praktisch, obwohl sie keine Fiskalpflicht haben, ungefähr 250 Millionen Franken an Bundessubventionen aufbringen.

Das Zweite: Die Kantone haben erfahrungsgemäss schlaue Regierungen. Sie benutzen den Bund gerne als Fiskalquelle, damit sie nicht gezwungen sind, ihre eigenen Bürger um Erhöhung der Steuern zu bitten. Sie versuchen deshalb, aus dem Bund herauszubringen, was nur irgendwie herausgebracht werden kann. So sind sie zum Beispiel bereit, jene Carreise-Routen zu übernehmen, die rentieren. Aber bei den Routen, die nicht rentieren, setzt man gerne den Bund oder die PTT ein.

Herr Bundesrat Ritschard hat vorhin davon gesprochen, dass geplant ist, im Sinne einer guten Verkehrsanierung Regionalisierungen durchzuführen. Das heisst, man will für alle Verkehrsträger die gleichen Bedingungen schaffen und die Routen nicht nur durch den Bund finanzieren lassen, sondern bei allen die gleichen Massstäbe anwenden. Man finanziert also die Routen teils durch den Bund, teils durch die Kantone oder die interessierten Gemeinden. Es ist richtig, dass wir hier eine Rechtsgleichheit erreichen. Seit 1972 werden Autobus- und Trolleybusverkehr, die konzessionspflichtig sind, bereits von den Kantonen mitfinanziert. Neue Linien wurden vom Bund nur noch dann übernommen, wenn sich auch die Kantone daran beteiligen.

Wenn heute einzelne Postlinien noch nach dem alten System betrieben werden, dann ergibt sich daraus eine Belastung der Post und damit eine Privilegierung von gewissen Linien, was auf die Dauer nicht geduldet werden kann. Nun hat eine Linie, bei der Kanton und die Gemeinde nichts zu sagen haben, den Nachteil, dass der Bund sie ohne weiteres aufheben kann. Der Bund hat hier die Entscheidungsfreiheit. Ich glaube, es ist richtig, dass man bei allen Linien Gemeinden und Kantone mitbeteiligt und sie mitsprechen lässt. Sie können dann bestimmen, wie die Linie läuft, wie man die Tarifgestaltung durchführt usw., vor allem ob man die Linie weiterführen oder aufheben will. Nun wird behauptet, dass die PTT eigentlich diese Subventionen erbringen könnten, aber man vergisst, dass die PTT immer noch in den Schulden stecken. Sie haben zwar im vergangenen Jahr 160 Millionen Franken heraus-

wirtschaften können, aber sie haben immer noch etwa 270 Millionen Schulden. Diese sollen nach ihrem Finanzplan abgetragen werden, sofern die Wirtschaft nicht grössere Einbussen erleidet und sofern wir die niedrige Teuerungsrate von heute beibehalten können. Wenn wir seinerzeit vom Finanzplan der PTT Kenntnis genommen haben, der darauf hinzielt, auf 1980/81 einen ausgeglichenen Stand zu erreichen, dann ist er immer noch belastet durch die Zeitungstransporttaxe und durch den Reiseverkehr. Es wäre meiner Ansicht nach richtig, dass man hier nun auch klare Verhältnisse schafft. Man hat leider nicht den Mut, einen Verfassungsartikel zugunsten der Zeitungen zu lancieren.

Ich glaube, dass es nun an der Zeit ist, diese Gelegenheit zu benutzen, hier Klarheit zu schaffen. Der Bundesrat schlägt Ihnen vor, nun ähnliche Regelungen zu treffen wie bei den Bahnen. Es handelt sich nicht darum, gemeinwirtschaftliche Leistungen abzubauen; aber die PTT sollen nicht mehr wie bisher verpflichtet sein, Reiserouten zu unterhalten, die keineswegs rentieren und die vom Bund allein getragen werden müssen. Bei neuen Routen ist das wie gesagt nicht mehr möglich. Deshalb möchte ich Ihnen empfehlen, dem Vorschlag des Bundesrates zuzustimmen. Er ergibt eine jährliche Einsparung von schätzungsweise 20 bis 30 Millionen, auf längere Sicht natürlich mehr. Damit wird in keiner Weise irgendein Gebiet benachteiligt. Es ist auf die Dauer richtig, dass diejenigen Gebiete, denen die Reisepostorganisation einen Dienst leistet, in irgendeiner Weise beteiligt sind. Ich bitte Sie deshalb, dem Antrag des Bundesrates zuzustimmen.

**Baumann:** Gestatten Sie mir auch einige Ausführungen zum Minderheitsantrag. Der Artikel 3a (neu) bezweckt eine Harmonisierung der Finanzierungsgrundlagen der PTT. Schon in der Kommission sind Bedenken angemeldet worden. Man bezeichnete das Vorgehen als verfassungswidrig, als regionalpolitisch unerwünscht, als betriebswirtschaftlich fragwürdig und befürchtete, man würde dem Entscheid der Gesamtverkehrskonzeption vorgreifen.

Die Verfassungsmässigkeit ist von der Justizabteilung bejaht worden. Die Rechtsabteilung der PTT findet, die Verfassungsmässigkeit sei umstritten.

Gleichzeitig stellt sie jedoch fest, Artikel 36 der Bundesverfassung gestatte die Auslegung, dass die Kantone vom Mittragen der Defizite von Postautolinien nicht ausgeschlossen werden. Das heisst: Artikel 3a (neu) darf nicht als rechtsungleich angesprochen werden. Aus dieser Darstellung ergibt sich, dass die Juristen nicht immer einig sind. Die Justizabteilung betrachten wir im vorliegenden Fall als neutrale Stelle und vom Problem nicht direkt angesprochen.

Die regionalpolitischen Gesichtspunkte müssen in die Betrachtungsweise einbezogen werden. Man darf aber mit aller Deutlichkeit feststellen, dass die vielfältigen Systeme zu stossenden Ungleichheiten führen. Die Förderung der Regionalisierung gestattet einen rationellen Betrieb durch einen besseren Einsatz von Personal und Rollmaterial. In der Zielsetzung sollen nun die PTT, die Konzessionäre und die Privatbahnen in den regionalen Linien gleich behandelt werden. Nachdem die Möglichkeit geschaffen wird, Kantone an den SBB-Leistungen zu beteiligen, werden die PTT-Linien voll zulasten des Bundes fallen. Ferner müssen wir bestrebt sein, die PTT-Rechnung zu verbessern, und es sollen Rückwirkungen auf die Bundeskasse verhindert werden.

In bezug auf die Gesamtkonzeption hat Herr Bundesrat Ritschard bereits Ausführungen gemacht, und die Zielsetzungen werden diesbezüglich in keiner Weise präjudiziert. Wenn wir auf die Gesamtverkehrskonzeption warten müssen, wären die Vorteile der Regionalisierung nicht unmittelbar auszunützen. Aus diesen Überlegungen empfehle ich Ihnen, dem Bundesrat und der Minderheit zuzustimmen. Ich danke Ihnen.

**Waldner:** Nach dem Entscheid über den Stückgutverkehr scheint es, dass vor allem unsere wirtschaftlich schwa-

chen Gebiete und deren Bewohner die Sparmassnahmen im Bereiche des Verkehrs tragen müssen. Die Industriezentren werden von den Bundesbahnen bedient. Es sind die ländlichen und die Bergregionen, die entweder durch Privatbahnen oder durch die Reisepost der PTT Anschluss an die industriellen Gebiete gefunden haben. Man hat kürzlich im Fernsehen miterleben können, wie dankbar die 200-Seelen-Gemeinde Tschierschen ist, die durch die Reisepost der PTT mit Chur verbunden ist. Nun soll also nach Meinung des Bundesrates und einer Kommissionsminderheit – wenn ich richtig orientiert bin, alles Kollegen, die nicht täglich oder überhaupt nicht auf das Postauto angewiesen sind – das Postverkehrsgesetz in dem Sinne geändert werden, dass die Kantone und damit auch deren Gemeinden, die zur Hauptsache durch das Postauto erschlossen sind, zu finanziellen Leistungen an die Betriebskosten herangezogen werden. Die geplante Aenderung wirkt nach meiner Auffassung verschiedene Fragen auf, und zwar finanzpolitischer, verkehrspolitischer und – ich sage: wahrscheinlich, weil ich nicht Jurist bin – rechtlicher Natur.

**Finanzpolitisch:** Die PTT, zu der auch die Reisepost gehört, haben im vergangenen Jahr einen Ueberschuss von 160 Millionen Franken erwirtschaftet. Es ist meines Erachtens wenig sinnvoll, heute und für die nahe Zukunft – die PTT hoffen nämlich, auch in den nächsten Jahren Ueberschüsse zu machen – die ohnehin schon finanziell stark strapazierten Kantone am Defizit der Reisepost zu beteiligen, die ihrerseits ohne Zweifel einen Teil dieser zusätzlichen Lasten auf die von der Reisepost bedienten Gemeinden abwälzen würden. Es ist auch zu bedenken, dass Kantonsbeiträge in nächster Zeit ohnehin nicht direkt in die Bundeskasse fliessen werden. Es besteht nämlich ein augenfälliger Unterschied zwischen den Bahnen und den PTT-Betrieben. Die Defizite der Bahnen werden jährlich von der Bundeskasse übernommen und belasten diese somit direkt. Demgegenüber müssen die PTT-Betriebe ihre Defizite selber abtragen. Nach Abzug der 160 Millionen Franken Ueberschuss aus dem letzten Jahre beträgt der Rückstand aus den vergangenen Jahren noch 270 Millionen Franken. Es wird ohne Zweifel noch einige Jahre dauern, bis diese Schuld, die übrigens verzinst wird, vollständig zurückbezahlt sein wird. Eine Ablieferung von PTT-Erträgen an die Bundeskasse wird aber erst dann wieder in Frage kommen. Ich frage: Besteht hier wirklich eine finanzpolitische Dringlichkeit, heute etwas zu tun?

**Verkehrspolitisch:** Bis Ende dieses Jahres will die Kommission für die Gesamtverkehrskonzeption ihren Bericht vorlegen. Bei diesem Fahrplan scheint es unserer Fraktion weder sinnvoll noch zweckmässig zu sein, die vorgesehene Aenderung mit allen ihren verkehrspolitischen Auswirkungen sozusagen in der letzten Minute und im Rahmen von dringlichen Sparmassnahmen vorwegzunehmen, um so mehr als die Angelegenheit – wie schon aus finanzpolitischer Sicht dargelegt – nicht derart dringlich ist. Wir alle wissen, dass jedermann nach einer Gesamtverkehrskonzeption ruft. Im Moment, wo nun die Kommission des Kollegen Hürlimann vor dem Abschluss ihrer Arbeiten steht, soll und darf nicht ein einzelnes Stück herausgebrochen werden. Wie ich bereits beim Stückgutverkehr gesagt habe, ist es unrichtig, Fragen von solch grosser verkehrspolitischer Tragweite mit einem Massnahmenpaket zum Ausgleich des Bundeshaushaltes lösen zu wollen. Ich denke dabei auch an die Regionalisierung öffentlicher Verkehrsbetriebe in grösserem Umfange, wie das in der Botschaft am Rande anvisiert wird.

Schliesslich fragen wir uns ernstlich, ob eine Beteiligung der Kantone rechtlich überhaupt zulässig ist. Nach Artikel 36 der Bundesverfassung sind die PTT-Betriebe – und dazu gehört selbstverständlich auch die Reisepost – ausschliesslich Bundessache. Unseres Erachtens haben die Kantone somit nicht für diesen Bundesbetrieb aufzukommen. Die Klärung dieser rechtlichen Frage überlasse ich allerdings gerne unseren Kronjuristen im Rate.

Unsere Fraktion ist in erster Linie gegen die geplante Beteiligung der Kantone und damit auch der betroffenen Gemeinden, weil von dieser Massnahme wiederum die wirtschaftlich schwachen Gebiete unseres Landes am meisten betroffen werden. Die sozialdemokratische Fraktion stimmt der Kommissionsmehrheit und damit der Streichung von Artikel 3a (neu) zu.

**Stich**, Berichterstatter der Mehrheit: Bei diesem Artikel geht es um eine politisch heikle Frage. Das Postregal ist – historisch gesehen – von den Kantonen an den Bund abgetreten worden. Nun verlangt man von den Kantonen, sich an einem Bereich der Post, der defizitär arbeitet, zu beteiligen. Möglicherweise werden dann die Kantone gelegentlich einmal im Sinne der Gleichstellung vorstellig werden mit der Forderung, sich auch an anderen Bereichen zu beteiligen, die mit Ertrag arbeiten. Es ist ja nicht sehr nett, wenn man nur an Verlusten beteiligt wird. – Das ist der Hintergrund.

Die Kommissionsmehrheit hat sich gegen diesen Artikel entschieden, in der Meinung, dass dadurch die finanzschwachen Kantone relativ stark getroffen würden. Grundsätzlich wäre an sich eine Regionalisierung, ein Zusammenschluss aller sicher erstrebenswert. Er müsste aber in einem umfassenden Konzept erreicht werden. Deshalb beantragt die Kommissionsmehrheit, diesen Artikel zu streichen.

**M. Mugny**, rapporteur de la majorité: Le message dont nous discutons actuellement a pour titre: «L'équilibre des finances fédérales». Or la disposition qui nous occupe présentement n'a rien à voir avec les finances fédérales ou pour être plus explicite, quel que soit le résultat du vote sur cette disposition, les finances fédérales auront exactement les mêmes revenus à la fin de l'année. Il s'agit ici uniquement du transfert, sur le dos des cantons et des communes, d'une charge qu'assument jusqu'à maintenant les PTT. Que ce transfert soit nécessaire, on peut certes en discuter, mais en tout cas il n'est nul besoin de le faire maintenant. Les PTT – je vous le rappelle – réalisent encore des bénéfices et heureusement! 160 millions en 1976, probablement à peu près autant, nous le souhaitons, en 1977. Pourquoi donc, dans ces conditions, alors que les finances des cantons et des communes sont en difficulté, voulez-vous transférer les charges d'une entreprise qui fait des bénéfices sur des cantons et des communes qui, eux, n'en font pas. Il nous paraît donc qu'il n'y a en tout cas aucune urgence en la matière.

Il est vrai que les PTT ont encore une dette vis-à-vis de la Confédération: une dette de 300 millions qui sont les déficits accumulés des années antérieures. On amortira progressivement ces déficits mais – encore une fois – il n'y a pas de raison pour que ce soit les cantons et les communes qui y contribuent.

Telle est la raison pour laquelle votre commission vous propose de ratifier sa décision et de ne pas accepter cet article qui reporterait à nouveau des charges sur les cantons et les communes.

Bundesrat **Ritschard**: Es ist nicht etwa so, dass hier einseitig arme Regionen stärker belastet werden sollen. Das PTT-Autonetz ist im Mittelland dichter als in den Bergregionen. Dazu spielt hier natürlich der Finanzausgleich. Nach Einführungsgesetzen ginge es hier sehr extrem von 15–90 Prozent; Zürich beispielsweise würde 90 Prozent, Graubünden 15 Prozent bezahlen.

Ich habe schon vorhin angetönt: Es geht um das Problem der Regionalisierung. Man müsste den Verkehr besser regionalisieren können, um auch der Bevölkerung eine vermehrte Mitsprache zu geben und sie an diesen Verkehrsmitteln mehr zu interessieren. Es ginge also um den Zusammenschluss aller Verkehrsbetriebe in den verschiedenen Regionen, die gebildet wurden und über die man Karten und entsprechende Pläne besitzt. Der Betrieb würde we-

sentlich rationalisiert, der Einsatz von Personal könnte koordiniert werden; die Infrastruktur und das Wagenmaterial würden besser ausgelastet. Man könnte für jedes der verschiedenen Verkehrsmittel die gleichen Tarife ansetzen, die Fahrpläne besser aufeinander abstimmen. Der Betrieb würde rationeller, und die Attraktivität des öffentlichen Verkehrs – es geht ja um nichts anderes – würde gehoben. Es ist in keiner Weise etwa vorgesehen, dass die PTT ihren Autobetrieb aufgeben müssten. Es wäre natürlich unsinnig, die hervorragende Infrastruktur der PTT hier irgendwie zu tangieren.

Aber man kann diese Regionalisierung heute nicht durchführen, weil die Verkehrsmittel ganz unterschiedlichen Regimen unterstehen. Im Prinzip deckt bei den PTT-Autolinien der Bund die Defizite, das sind etwa 40 Millionen Franken im Jahr. Es gibt aber Ausnahmen; gewisse PTT-Linien werden von Kantonen und Gemeinden mitgetragen. Hier stellt sich übrigens ein Problem: Wenn dieser Antrag abgelehnt werden sollte, müssten wir wahrscheinlich auch das in Wiedererwägung ziehen. Das ist also die eine Gruppe; die andere wird von den konzessionierten Linien gebildet. Hier müssen die Kantone mitbezahlen. Auch bei den Privatbahnen bezahlen die Kantone einen Anteil. Ferner haben wir die Bundesbahnen, wo die Kantone nichts beitragen. Es ist also eine sehr grosse Vielfalt, die jede Zusammenarbeit, jede Regionalisierung und jede gemeinsame Unterstellung einfach unmöglich macht. Das ist natürlich auch ein wesentlicher Bestandteil innerhalb der Gesamtverkehrskonzeption. Wir glauben, dass wir das mit dem vorgeschlagenen Beschluss ermöglichen sollten.

**Präsident**: Wir stimmen ab über Artikel 3a, Postverkehrsgesetz. Die Kommissionsmehrheit beantragt Streichung, die Kommissionsminderheit beantragt Zustimmung zur Fassung des Bundesrates.

#### Abstimmung – Vote

Für den Streichungsantrag der Mehrheit	88 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	49 Stimmen

#### 815

#### Inkrafttreten der Gesetze gemäss den Ziffern 811–814

#### Entrée en vigueur des lois selon les chiffres 811–814

#### Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

#### Angenommen – Adopté

#### C

#### Bundesbeschluss über die Genehmigung der Aenderung des Bundesratsbeschlusses über die Bildung der Eisenbahntarife

#### Arrêté fédéral approuvant la modification de l'arrêté du Conseil fédéral sur la formation des tarifs des chemins de fer

#### Antrag der Kommission

Eintreten

#### Antrag Muret

Nichteintreten

**Antrag Bratschi**

Rückweisung an den Bundesrat  
(mit dem Auftrag, die Frage nach Vorlage der Gesamtverkehrskonzeption neu zu überprüfen.)

**Proposition de la commission**

Entrer en matière

**Proposition Muret**

Ne pas entrer en matière

**Proposition Bratschi**

Renvoi au Conseil fédéral

(en l'invitant à reconsidérer le problème, une fois définie la conception globale des transports.)

**Präsident:** Herr Muret hat seinen Nichteintretensantrag bereits begründet. Herr Bratschi begründet seinen Rückweisionsantrag.

**Bratschi:** Als letzter Streiter in dieser Schlacht für den öffentlichen Verkehr versuche ich noch etwas zu retten und hoffe, das Sprichwort werde auf mich nicht zutreffen: Den Letzten beissen die Hunde. Ich bitte Sie, mich noch kurz anzuhören, weil es um etwas sehr Wichtiges geht, nämlich den Tarifbildungsbeschluss. Es geht hier um den Mindest-Kostendeckungsgrad für den Berufs- und Schülerverkehr. Das ist diejenige Sparmassnahme beim öffentlichen Verkehr, die auf Jahre hinaus die geringsten Auswirkungen finanzieller Art zeitigt. Es geht nämlich um 10 Millionen Franken pro Jahr. Im Vergleich zu den übrigen Ausgaben des Bundes in Milliardenhöhe kann man also von einem finanziellen «Federgewicht» sprechen. Um so schwerwiegender aber sind die Folgen dieses Beschlusses, falls er angenommen werden sollte. Ausgerechnet der Berufs- und Schülerverkehr soll um 13 Prozent – andere sprechen von 16 Prozent – verteuert werden. Damit trifft man eine Kategorie, die ein Verkehrsmittel unbedingt benutzen muss, um den täglichen Pflichten nachzukommen. Für diese Kategorie der beruflichen Pendler und Schüler gibt es kein Ausweichen, höchstens jenes, das mehr als fragwürdig ist, nämlich das Ausweichen auf die Strasse. Haben wir nicht schon genug Mopeds auf der Strasse? Haben wir nicht schon genug Autobenutzer, die als Pendler unsere Strassen verstopfen und dazu alle Wohnquartiere «verparkieren»? Also verschärft man mit dieser Fiskal-massnahme einfach die Probleme des Vororts- und Nahverkehrs in unverantwortlicher Weise. Anstatt dass der Bund – wie im Ausland beispielsweise – die Städte hierin entlastet, mutet er ihnen mit den vorgesehenen Massnahmen den Bau eines noch grösseren Strassenverkehrsnetzes mit noch mehr Verkehrsanlagen, mit Verkehrssignalen und vermehrten Parkplätzen zu. Das, obwohl der Bund die grossen Benzinzolleinnahmen – das muss auch einmal gesagt sein – mit den Kantonen zusammen für den Strassenbau beansprucht und die Städte ihrerseits das Nachsehen haben und den letzten Quadratmeter ihrer Gemeindestrassen selber berappen müssen. Kommt dazu, dass die vom Bundesrat angeführten Begründungen für seine Massnahmen leider nicht stichhaltig sind. Das Beispiel mit der Verdoppelung des Defizits der Solothurn-Zollikofen-Bern-Bahn ist sehr schlecht gewählt. Diese Bahn – die SZB – hat erstens seit 1973 ausserordentlich hohe Abschreibungen zu bezahlen wegen der sehr grossen Investitionen. Diese Abschreibungen haben sich von 2,4 auf 4,5 Millionen pro Jahr erhöht. Im weiteren haben die Personalkosten bei dieser Bahn stark zugenommen, nicht zuletzt deswegen, weil sie das Personal der VBW – der Bern-Worb-Bahnen – übernommen hat. Die Personalausgaben sind von 7,9 auf 11 Millionen geklettert.

Dazu hat sich der Kostendeckungsgrad dieser Bahn seit 1970 in keiner Weise verschlechtert, betrug doch der Koeffizient im Jahre 1970 130 und 1975 137; er ist praktisch gleichgeblieben. Also sind die Schlussfolgerungen des Bundesrates nicht richtig. Die Verdoppelung des Defizits

bei der SZB hat andere Gründe, oder – um mit den Worten von Bundesrat Ritschard zu sprechen –: Herr Bundesrat, Ihre Argumentation ist halb richtig und halb falsch bei der SZB.

Was das andere anbetrifft, hat Frau Spiess ja schon sehr gut zugestochen. Die Behauptung des Bundesrates ist einfach unzutreffend, durch die Tarifierhöhung im Berufs- und Schülerverkehr könne erreicht werden, dass sich die Innenstädte nicht weiter entvölkern. Es wird in diesem Saale doch wohl niemand glauben wollen, mit rund 10 Millionen Franken Erhöhung bei den Tarifen des Berufs- und Schülerverkehrs könne man eine siedlungspolitische Wirkung erzielen. Hiefür sind die Bodenpreise der Städte und damit die Mietzinse in den Städten doch viel zu hoch. Der Rückgang der Kernstädte wird deshalb weitergehen, mit der einzigen Folge, dass sich – wie eingangs erwähnt – die Strassen noch mehr mit motorisierten Pendlern der Agglomeration füllen werden. Noch einmal: Abwanderung der Pendler von der Bahn auf die Strasse, das ist die Folge einer Tarifierhöhung im Berufs- und Schülerverkehr. Dass schliesslich bei einer Abwanderung auf die Strasse die Einnahmen der Bahnen nicht zunehmen, sondern das Gegenteil der Fall ist, liegt auf der Hand.

Warum beantrage ich dem Rat eine Rückweisung und nicht eine Streichung oder Ablehnung dieses Bundesbeschlusses? Einfach deshalb, weil in wenigen Monaten die Gesamtverkehrskonzeption erscheinen und diskutiert werden soll. Wenn Herr Nationalrat Hürlimann als Präsident der Kommission – es ist schade, dass er jetzt nicht im Saale ist – heute die Meinung hat, dass dieser Beschluss keinen Einfluss ausübe auf die Gesamtverkehrskonzeption, ist das seine Sache. Er darf diese Meinung haben; aber ob wir sie in diesem Rat dann teilen bezüglich Nahverkehr in den Städten, ist eine ganz andere Frage.

Ich glaube deshalb, man sollte warten, bis wir wissen, was uns dieser neue Generalverkehrsplan bringt und uns dann entschliessen, was wir auf diesem Tarifsektor vornehmen wollen. Der Bundesbeschluss kann uns dann immer noch vom Bundesrat unterbreitet werden. Wahrscheinlich genügt dann eine Beschränkung auf Artikel 6 des Bundesratsbeschlusses, weil damit die SBB die Möglichkeit auch beim Berufs- und Schülerverkehr erhalten würden, die Tarifkilometer nach kommerziellen Gesichtspunkten festzusetzen, statt wie bisher nach Effektivkilometern. Die starre Regelung mit dem 14fachen Preis nach Artikel 12 Absätze 1 und 2 würde damit hinfällig.

Wie Sie sehen, ist der Beschluss heute weder von der Sache her, wegen Fehlens der Gesamtverkehrskonzeption, noch in gesetzgeberischer Hinsicht wegen der Frage, ob überhaupt eine Aenderung des Artikels 12 nötig ist, reif für den Entscheid des Parlamentes. Er ist finanziell gesehen ein Federgewicht, und es würde sich vielleicht doch gut machen, wenn in einer Hinsicht wenigstens dem öffentlichen Verkehr ein Entgegenkommen gezeigt würde. Das wäre hier bei der Befolgung meines Antrages der Fall. Darf ich Sie bitten, meinem Antrag zuzustimmen?

**Bundesrat Ritschard:** Ich habe nicht viel beizufügen. Sie haben in der Botschaft gesehen, dass dieser Berufs- und Schülerverkehr jetzt die Kosten zu 40 Prozent deckt. Er würde etwas erhöht, wobei man differenzieren würde, indem man die Schüler weniger stark belastet. Fast jeder zweite Reisende – es steht im Bericht – ist ein Pendler, und alle Pendler zusammen bringen der SBB etwa einen Zehntel aller Einnahmen. Einer Unternehmung, die heute 750 Millionen Defizit macht, fällt es eben ausserordentlich schwer, über die Tarife Sozialpolitik zu betreiben. Wir hätten geglaubt, dass es auch vom Markt her zu vertreten wäre, hier eine kleine Erhöhung vornehmen zu können.

**Abstimmung – Vote**

Für den Eintretensantrag der Kommission	75 Stimmen
Für den Nichteintretensantrag Muret	35 Stimmen
Für den Antrag der Kommission	65 Stimmen
Für den Antrag Bratschi (Rückweisung)	56 Stimmen

**Titel und Ingress***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Titre et préambule***Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 1 und 2***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 1 et 2***Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlussentwurfes

Dagegen

77 Stimmen

49 Stimmen

**A****Bundesgesetz über Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes****Loi fédérale instituant des mesures pour équilibrer les finances fédérales**

Fortsetzung von Seite 257 hiervor

Suite de la page 257 ci-devant

**821****Bundesbeschluss über die Finanzierung der Nationalstrassen****Arrêté fédéral concernant le financement des routes nationales****Art. 2***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***822****Bundesbeschluss über die Verwendung des für den Strassenbau bestimmten Anteils am Treibstoffzollertrag****Arrêté fédéral concernant l'emploi de la part du produit des droits d'entrée sur les carburants destinée aux constructions routières****Art. 1, Art. 4 Abs. 1, Art. 9 Abs. 1 und 3, Art. 15 bis 17 Uebergangsbestimmungen und Inkrafttreten (Ziff. 824)***Antrag der Kommission**Art. 15 Abs. 1 Buchst. d*

der steuerlichen Belastung des Schwerverkehrs durch die Kantone.

**Uebergangsbestimmungen und Inkrafttreten (Ziff. 824)****Abs. 3**

Der geänderte Artikel 4 Absatz 1 tritt rückwirkend auf den 1. Januar 1977 in Kraft

*Für den Rest: Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates***Art. 1, art. 4 al. 1, art. 9 al. 1 et 3, art. 15 à 17****Dispositions transitoires et entrée en vigueur (ch. 824)***Proposition de la commission**Art. 15 al. 1 let. d*

De l'imposition des poids lourds par les cantons

*Dispositions transitoires et entrée en vigueur (ch. 824)***Al. 3**

L'article 4, 1er alinéa, modifié, prend effet le 1er janvier 1977

*Pour le reste: Adhérer au projet du Conseil fédéral**Angenommen – Adopté***823****Bundesbeschluss über Beiträge an die Aufhebung oder Sicherung von Niveauübergängen****Arrêté fédéral concernant des contributions aux frais de suppression de passages à niveau ou l'adoption de mesures de sécurité****Art. 3***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Ziff. II****Uebergangsbestimmungen****Ziff. III****Referendum und Inkrafttreten***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Ch. II****Dispositions transitoires****Ch. III****Référendum et entrée en vigueur***Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Gesetzentwurfes

Dagegen

81 Stimmen

15 Stimmen

*Hier wird die Beratung abgebrochen  
Ici le débat est interrompu**Schluss der Sitzung um 12.30 Uhr**La séance est levée à 12 h 30*

## **Bundeshaushalt. Ausgleich**

### **Finances fédérales. Equilibre**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1977
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.010
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	17.03.1977 - 08:00
Date	
Data	
Seite	234-259
Page	
Pagina	
Ref. No	20 005 522

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.  
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.  
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

**Art. 1 à 3***Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlussentwurfes	124 Stimmen
Dagegen	2 Stimmen

**Bundesbeschluss über die Neuordnung des Staatsvertragsreferendums****(Erwahrung des Abstimmungsergebnisses vom 13. März 1977)****Arrêté fédéral Référendum en matière de traités Internationaux****(Validation du résultat de la votation populaire du 13 mars 1977)****Titel und Ingress***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Titre et préambule***Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 1 bis 3***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 1 à 3***Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlussentwurfes	119 Stimmen (Einstimmigkeit)
------------------------------------	---------------------------------

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

77.010

**Motion des Ständerates.****Kostendämpfung im Gesundheitswesen****Motion du Conseil des Etats.****Frein aux dépenses dans le domaine de la santé**

Siehe Seite 236 hiervor — Voir page 236 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 3. Mai 1977

Décision du Conseil des Etats du 3 mai 1977

**Differenzen – Divergences***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

**M. Richter, rapporteur:** Le Conseil des Etats, vous l'avez appris, a accepté, sans modification, l'ensemble de nos

propositions s'agissant des dispositions prises dans le cadre de modifications législatives pour assurer l'équilibre des finances fédérales. Cela est remarquable puisque, même sur des points où nous étions divergents, le Conseil des Etats s'est rallié aux propositions de la majorité de ce Conseil.

Une nuance cependant subsiste – on ne peut même pas parler de divergence – s'agissant de la motion que vous avez adoptée et par laquelle vous avez invité le Conseil fédéral à accélérer les travaux préparatoires de la revision partielle de la LAMA, de façon que le message s'y rapportant puisse être soumis, comme vous l'avez décidé, cette année encore aux Chambres fédérales. Plus nuancé, plus prudent – les mois passant rapidement – le Conseil des Etats a jugé préférable non pas d'exiger ce rapport «cette année encore», mais «dans les plus brefs délais». C'est une prolongation qui est sans doute réaliste et qui, dans le temps, d'après les déclarations que nous avons entendues du porte-parole du gouvernement au Conseil des Etats, ne saurait dépasser quelques mois.

Votre commission a examiné ce problème hier; à l'unanimité, elle vous propose de vous ranger à la solution du Conseil des Etats.

**Eisenring, Berichterstatter:** Die ständerätliche Debatte hat unsere Beschlüsse generell bestätigt. Mit anderen Worten: Es hat sich endlich auch im Ständerat eine Mehrheit gebildet, die sich auf der Sparlinie bewegt. Ich möchte im Hinblick auf den 12. Juni und nachher wünschen, dass diese Politik fortgesetzt werde. Eine Differenz in bezug auf die 35 verschiedenen Beschlüsse haben wir nicht zu behandeln, weil keine entstanden ist.

Dagegen ist in bezug auf die Motion über das KUVG eine Differenz entstanden, weil wir seinerzeit in der Motion erklärten, der Bundesrat habe die Revisionsvorlage bis Ende des laufenden Jahres zu unterbreiten. Schon in unserer Kommission war die Frage aufgetaucht, ob dieser Termin eingehalten werden könne. Der Bundesrat war nicht in der Lage, in der ständerätlichen Kommission eine entsprechende Erklärung abzugeben. Daher wurde die Formulierung «bis Ende dieses Jahres» abgeändert auf «innert kürzester Frist».

Die Finanzkommission beantragt Ihnen, dieser Modifikation zuzustimmen. Der Bundesrat hat die Motion in der Fassung des Ständerates bereits im Ständerat entgegengenommen. Ich danke Ihnen.

**Präsident:** Die Kommission beantragt Zustimmung zur ständerätlichen Fassung der Motion. Ein anderer Antrag wird nicht gestellt; Sie haben in diesem Sinne beschlossen.

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

76.060

**Ziviler Ersatzdienst (BV Art. 18)****Service civil de remplacement (cst. art. 18)**

Siehe Jahrgang 1976, Seite 1099 — Voir année 1976, page 1099

Beschluss des Ständerates vom 15. Dezember 1976

Décision du Conseil des Etats du 15 décembre 1976

**Differenzen – Divergences****Art. 18 Abs. 5***Antrag der Kommission*



## **Motion des Ständerates. Kostendämpfung im Gesundheitswesen**

## **Motion du Conseil des Etats. Frein aux dépenses dans le domaine de la santé**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1977
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Maisession
Session	Session de mai
Sessione	Sessione di maggio
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	03
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.010
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	04.05.1977 - 08:00
Date	
Data	
Seite	513-513
Page	
Pagina	
Ref. No	20 005 694

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

**Schlussabstimmung – Vote final**

Für Annahme des Beschlussentwurfes 78 Stimmen  
Dagegen 51 Stimmen

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

---

77.010

**Bundeshaushalt. Ausgleich  
Finances fédérales. Equilibre****A****Bundesgesetz über Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes****Loi fédérale instituant des mesures propres à équilibrer les finances fédérales**

Siehe Seite 260 hiervor — Voir page 260 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 3. Mai 1977  
Décision du Conseil des Etats du 3 mai 1977

**Schlussabstimmung – Vote final**

Für Annahme des Gesetzentwurfes 109 Stimmen  
Dagegen 19 Stimmen

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

---

**Präsident:** Wir sind damit am Schluss unserer ausserordentlichen Session angelangt.

Ich danke Ihnen allen im Rat für Ihre aktive Mitarbeit und für das Verständnis, das Sie der neuen Präsidentin in diesen ersten Tagen entgegengebracht haben. Ich danke ganz besonders auch unserem Vizepräsidenten, Herrn Bussey, der immer wieder bereit war, mich hier auf dem Präsidentenstuhl zu vertreten. Ich danke unserem Generalsekretär, Herrn Pfister, und seinem Mitarbeiterstab. Sie haben wesentlich dazu beigetragen, dass die Geschäfte gut abgewickelt werden konnten. Ich danke auch den Uebersetzerinnen und Uebersetzern, den Stenografen und Weibern und allen dienstbaren Geistern in diesem Haus. Ich danke den Vertretern von Presse, Radio und Fernsehen. Ich hoffe, dass ich viele von Ihnen heute nachmittag in Schwyz wieder treffen werde.

Ich möchte Sie daran erinnern, dass wir uns zur ordentlichen Junisession am 6. Juni um 15.30 Uhr wieder treffen. Bis dahin sage ich Ihnen auf Wiedersehen. (Beifall)

*Schluss der Sitzung und Session um 10.35 Uhr*

*La séance et la session sont closes à 10 h 35*

## **Bundeshaushalt. Ausgleich**

### **Finances fédérales. Equilibre**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1977
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Maisession
Session	Session de mai
Sessione	Sessione di maggio
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.010
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	05.05.1977 - 08:00
Date	
Data	
Seite	552-552
Page	
Pagina	
Ref. No	20 005 712

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.  
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.  
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

77.010

**Bundshaushalt. Ausgleich**  
**Finances fédérales. Equilibre**

77.009

**Finanzplan 1978–1980**  
**Plan financier 1978–1980**

Bericht des Bundesrates zum Finanzplan  
vom 9. Februar 1977 (BBl I, 890)

Botschafts- und Beschlussentwurf zum Finanzhaushalt  
vom 9. Februar 1977 (BBl I, 789)

Rapport du Conseil fédéral sur le plan financier  
du 9 février 1977 (FF I, 908)

Message et projet d'arrêté sur les finances fédérales  
du 9 février 1977 (FF I, 803)

(Beschlüsse des Nationalrates vom 17. und 21. März 1977)

(Décisions du Conseil national du 17 et 21 mars 1977)

*Antrag der Kommission*

Eintreten auf den Gesetzentwurf und Kenntnisnahme vom Bericht über den Finanzplan

*Proposition de la commission*

Passer à la discussion des articles de la loi et prendre acte du rapport sur le plan financier

**Präsident:** Zu Ihrer Orientierung teile ich Ihnen mit, dass der Herr Kommissionsreferent in seiner Eintretensrede diese beiden Geschäfte gemeinsam behandeln wird, und ich bitte Sie, nachher in der ganzen Eintretensdebatte sich zu beiden Geschäften zu äussern, damit mit Schluss der Eintretensdebatte das Geschäft Finanzplan als verabschiedet gelten kann.

**Reimann, Berichterstatter:** Der Finanzplan des Bundesrates für die Jahre 1978 bis 1980 mit den Perspektiven für 1981 vom 9. Februar 1977, wie er uns vorliegt, basiert auf zwei Voraussetzungen:

1. Begrenzung des Ausgabenvolumens auf das Mass des voraussichtlichen Wachstums des Bruttosozialproduktes;
2. Mehreinnahmen aufgrund der Mehrwertsteuervorlage vom 12. Juni 1977.

Heute haben wir uns in diesem Rat mit den gesetzgeberischen Konsequenzen des neuen Finanzplanes hinsichtlich der Begrenzung des Ausgabenwachstums zu befassen. Es steht die Aenderung von 37 Erlassen mit Einsparungen von 500 Millionen im Jahr 1978 und rund 600 Millionen im Jahre 1979 zur Diskussion. Dabei ist zu bemerken, dass ohne förmliche Gesetzesänderungen, d. h. durch Massnahmen im Kompetenzbereich des Bundesrates, wie Erstrekungen, verschärfte Selektionen usw., weitere Einsparungen von 1,2 Milliarden im Jahre 1978 und 1,9 Milliarden für 1979 gegenüber dem früheren Finanzplan vorgesehen sind.

Als wichtige Rahmenbedingungen des neuen Finanzplanes und damit der Finanzpolitik des Bundes der nächsten Jahre sind folgende zu nennen: Die Substanz wirklich wichtiger Aufgaben soll nicht abgebaut, sondern in einem gemässigten, den wirtschaftlichen Gegebenheiten angepassten Tempo weiter ausgebaut werden. Das übermässige Ausgabenwachstum soll in allen Bereichen, aber nicht linear gedrosselt werden. Die angestrebte Neuverteilung der Aufgaben soll nicht präjudiziert werden. Die Investitionen sollen gesamthaft und in ihrem realen Wert nicht gekürzt werden. Und schlussendlich: keine Schwächung des Finanzausgleichs, d. h. die Drosselung der Ausgaben soll in ihrer Gesamtheit nicht auf Kosten der wirtschaftlich schwächeren Regionen und Bevölkerungsschichten zu standekommen. Soweit die Richtlinien für diesen Plan.

Unter den im Finanzplan für die Jahre 1978 bis 1980 auf den Seiten 50 und 51 der Vorlagen neu erwähnten Vorhaben sind u. a. auch die seinerzeit zurückgestellten Vorlagen Technorama Winterthur und das Rechtsvergleichende Institut in Lausanne wieder anzutreffen. Eine Reihe von Massnahmen dieses Sparpaketes hat keine direkten Auswirkungen auf die Kantonshaushalte. Die Kürzung oder der Wegfall von Betriebsbeiträgen trifft die Kantone nur dort direkt, wo es sich um kantonale Aufgaben handelt. Vielfach geht es aber dabei um kleinere Beträge. Bei den Beiträgen für den öffentlichen Verkehr werden dagegen die Privatabkantone stärker belastet, wobei aber der Finanzausgleich für die finanzschwachen Kantone wieder einen Ausgleich schaffen wird. Indirekt könnte sich auch die Plafonierung der Bundesbeiträge an die Krankenkassen auf das Gesundheitswesen der Kantone auswirken. Hier geht es um eine angesichts der Entwicklung unaufschiebbar und vom Bundesrat auch bereits eingeleitete Totalrevision, wozu mit dieser Vorlage ein wichtiger Vorentscheid getroffen wird. In diesem Sinne unterstützt unsere Kommission auch die diesbezügliche Motion des Nationalrates, wobei allerdings von uns für die dem Bundesrat zu gewährende Frist zur Vorbereitung der neuen Vorlage eine etwas praktikablere und realistischere Formulierung vorgesehen wird. Wir werden darauf noch zurückkommen. Die Dringlichkeit aber in der Sache selbst steht auch für uns ausserhalb jeden Zweifels.

Die Zustimmung zur Vorlage dürfte in einigen Zweigen der Verwaltung personelle Entlastungen zur Folge haben. Gesamthaft wird aber kaum mit einer Reduktion des Bundespersonals gerechnet werden können, da beim herrschenden Personalstopp in einem Bereich frei werdende Arbeitskräfte in andere, durch neuere Aufgaben überlastete Bereiche verschoben werden müssen.

Die erweiterte Finanzkommission Ihres Rates hat den Finanzplan und das Massnahmenpaket an ihrer Sitzung vom 29. März in Bern im Beisein von Herrn Bundesrat Chevalaz bzw. auch der anderen Departementsvorsteher beraten. Die unerwartet disziplinierte Behandlung des Geschäftes im Nationalrat hat die Arbeit unserer Kommission sehr vereinfacht. Mit Ausnahme von zwei geringfügigen Aenderungen, auf die wir in der Detailberatung noch zurückkommen werden, beantragen wir Ihnen auf der ganzen Linie, den Beschlüssen des Nationalrates zu folgen.

Entgegen der Auffassung des Komitees zum Schutze der Bundesfinanzen wurde in unserer Kommission auch von gewerblich orientierter Seite deutlich zum Ausdruck gebracht, dass der vorgeschlagene Abbau der Ausgaben sicher verantwortet werden kann, da kaum wesentliche deflatorische Wirkungen zu befürchten seien, dass aber ein weiterer Abbau von 1 oder 1,5 Milliarden Franken zu kritischen Konsequenzen auch in Teilen von Gewerbe und Wirtschaft führen könnte. Naturgemäss konnte in der Kommission die Frage nach dem Anteil von Teuerung und realem Wachstum an der vorgesehenen mittleren Ausgabenwachstumsrate von 4 Prozent nicht gültig und abschliessend beantwortet werden. Der Bundesrat rechnet mit 2 bis 3 Prozent Teuerung und 1 bis 2 Prozent realem Wachstum pro Jahr. Kaum jemand unter uns wird sich aber darüber Illusionen machen, dass der vom Bundesrat geplante Mechanismus zur Erreichung des Gleichgewichts der Bundesfinanzen nicht nur vom Ausgang der Abstimmung vom 12. Juni, sondern auch von einer ganzen Reihe internationaler und von uns kaum beeinflussbarer Faktoren in Frage gestellt werden kann. Unsere Kommission teilt die Auffassung des Bundesrates, wonach das vierte Arbeitsbeschaffungsprogramm wohl vorbereitet, aber bei der gegenwärtigen wirtschaftlichen Situation mit den unumgänglichen strukturellen und marktconformen Anpassungen in grossen Teilen der Wirtschaft noch nicht zum Einsatz gebracht werden soll.

Die grosse Mehrheit der Kommission ist mit dem Bundesrat auch der Meinung, dass die eingeleitete Ausgaben-drosselung keineswegs eine taktische Operation zur Verbesserung der Atmosphäre vom 12. Juni, sondern vielmehr

eine längerfristige, staatspolitisch notwendige Massnahme darstellt. Wollen wir unsere Glaubwürdigkeit nicht verlieren, muss diese Konzeption von Bundesrat und Parlament durch dick und dünn und über die nächsten Wahlen hinweg durchgezogen werden.

In diesem Zusammenhang kann ich mich allerdings einer Zwischenbemerkung nicht enthalten. Von Freunden und Gegnern dieser Sparübung und des Finanzpaketes wird immer wieder betont, dass für sie weder eine weitere Aufstockung noch ein Abbau des Realwertes der AHV-Renten zur Diskussion stehe. Warum wird dann aber – so frage ich – von den erwähnten Gegnern die Vorlage zur 9. AHV-Revision, wo bekanntlich keine Rentenerhöhungen vorgeschlagen werden, sondern nur eine praktikable Lösung für den Mechanismus der Teuerungsanpassung gesucht wird, als Paradebeispiel für die angebliche Ausgabenfreudigkeit der Mehrheit des Parlaments angeführt? Man sollte sich in dieser heutigen Situation möglichst hüten, mit solchen Aussagen Mißtrauen zu säen in einer Zeit, wo es wirklich schon aus anderen Gründen schwer genug hält, die Zustimmung des Volkes und der Stände zu einer Neuordnung der Bundesfinanzen zu finden. Was allen Entscheidenden und Ausführenden in Bund, Kanton und Gemeinden in den nächsten Jahren weniger an Franken zur Verfügung steht, das werden und müssen sie notwendigerweise durch eine veränderte geistige Einstellung zu den Franken der Steuerzahler kompensieren. Das gilt für die Einfachheit, für die Funktionsbezogenheit aller Investitionen und aller Ausgaben, die gemacht werden müssen.

Zum Schlusse möchte ich Herrn Bundesrat Chevallaz und dem gesamten Bundesrat wie auch den beteiligten Mitarbeitern den ausdrücklichen Dank für die faire Erfüllung der Forderungen der Sparmotion vom Dezember 1976 zum Ausdruck bringen. Noch nie habe ich in meiner langen Zugehörigkeit zum Parlament in einer Finanzsparaktion eine solche Geschlossenheit von Bundesrat und Parlament erlebt, wie bei diesem doch für viele mit Opfern verbundenen Sparpaket.

Namens der einstimmigen Kommission beantrage ich Ihnen, auf die Beratung des Bundesgesetzes einzutreten und vom vorgelegten Finanzplan zustimmend Kenntnis zu nehmen.

**Bürgi:** Es ist gewiss nicht der Zeitpunkt für langatmige Reden. Die Diskussion über das Sparen ist in der Öffentlichkeit ja voll angelaufen. Man kann dabei feststellen, dass das Sparpaket, das wir jetzt beraten, bereits «chose acquise» ist. Wir haben demzufolge – das wissen wir alle – keinen grossen Spielraum. Wir müssen dieses Paket genehmigen, so wie es bereits der Nationalrat getan hat. Es geht schliesslich auch um den Vollzug einer Motion, die doch wesentlich durch den Ständerat geprägt wurde.

In den bisherigen Auseinandersetzungen über die Bundesfinanzordnung, denen ich beiwohnen konnte, bin ich zwei wesentlichen Fragen begegnet, zu denen ich mich kurz äussern möchte. Es ist einmal das Ausmass des Sparens. Das ist offenkundig ein zentrales politisches Problem. Ausserhalb der abgeschirmten Delegiertenversammlungen der Parteien wird darüber häufig recht emotionell – ja ich möchte einen Schritt weitergehen und sagen – bis ausserordentlich gereizt debattiert. Selbstverständlich sind im Transferbereich weitere Abstriche möglich. Aber dann muss man sich doch eindeutig Rechenschaft ablegen über die damit verbundenen nachteiligen Folgen. Ich verweise beispielsweise auf verminderte Investitionsaufwendungen der Eidgenossenschaft in verschiedenen Bereichen. Das gibt ohne Zweifel einen Beitrag zu einer Verschlechterung der wirtschaftlichen Lage, vor allem zu einer Weiterführung der Rezession in der Bauwirtschaft im weiteren Sinn. Und wenn wir im Transferbereich zu grosse Abstriche vornehmen, verschieben wir die Probleme einfach auf die Ebene der Kantone und der Gemeinden.

Ich bin einigermassen beunruhigt über den geringen Stand der Information über diese Zusammenhänge, wie er heute in der Öffentlichkeit festzustellen ist. Ich sehe die

Notwendigkeit, dass diese Alternativen in den nächsten Wochen noch deutlicher herausgearbeitet werden müssen. Das kann nicht mehr der Chef des Eidgenössischen Finanzdepartements tun, sondern diese Anstrengung muss in den Kantonen unternommen werden. Ich sehe da eine ausserordentlich dankbare Aufgabe, vor allem für die kantonalen Finanzdirektoren.

Die zweite Frage, die ich kurz anschnitten möchte, ist diejenige des Finanzplanes. Beinahe überall wird jetzt hervorgehoben, er sei unverbindlich und der Bürger hätte nicht die geringste Gewähr dafür, dass die darin festgelegten Absichten nachher auch verwirklicht werden. Das gipfelt jeweils in der Frage an den Redner, der das Finanzpaket zu vertreten hat: Welche Garantien sind Sie in der Lage anzubieten, dass dieser Finanzplan tatsächlich auch Wirklichkeit wird? Da muss man darauf hinweisen, dass der Finanzplan natürlich von Jahr zu Jahr bei den Budgets und bei den konkreten Vorlagen durchgehalten werden muss. Ich möchte in diesem Zusammenhang ein ganz deutliches Bekenntnis zum Ziel des ausgeglichenen Haushaltes ablegen. Wenn wir Schwierigkeiten haben, dieses Ziel zu erreichen, möchte ich in diesem Zusammenhang auf ein Instrument hinweisen, über das wir seit Mitte 1975 in den Übergangsbestimmungen der Bundesverfassung verfügen: nämlich die Ausgabenbremse. Ich bin der Meinung, dass diese gegebenenfalls ohne Zögern angewendet werden muss, um die Zielsetzung des ausgeglichenen Haushaltes zu verwirklichen. Diese Ausgabenbremse sollte in den Diskussionen der kommenden Wochen noch deutlicher hervorgehoben werden; dies als Garantie für jene Bürger, die zurzeit noch mit sich selbst um das Vertrauen zu Bundesrat und Parlament ringen.

Mit diesen Ausführungen möchte ich mich für Eintreten auf beide Vorlagen aussprechen.

**M. Donzé:** L'année dernière, au moment de la discussion sur le paquet financier, nous avons déjà parlé «économies». J'avais fait quelques considérations sur les raisons de notre adhésion au paquet financier mais j'avais fait aussi des réserves et, aujourd'hui, je maintiens l'essentiel de ces considérations.

En effet, au cours de l'examen par les Chambres de l'objet 76.024 – c'est-à-dire la modification constitutionnelle en ce qui concerne les nouvelles mesures fiscales – ont été présentés quelques amendements qui ne nous étaient pas très sympathiques, en particulier la modification du taux maximum, comme aussi certains amendements dans le domaine de l'harmonisation fiscale. Pourtant, l'essentiel des nouvelles dispositions permettra ce que nous recherchons vraiment: un assainissement réel des finances fédérales et un équilibre de la charge fiscale directe supportable pour les classes les plus défavorisées de la population. Vous vous rappelez que les Chambres, au moment de l'acceptation de ces projets, ont de surcroît voté une motion sur les économies, que j'avais d'ailleurs assez largement combattue, et, faisant suite à celle-ci, c'est maintenant vraiment essentiellement de cela qu'il s'agit. En l'occurrence, je répète que s'il ne s'agissait uniquement que d'économies, il me serait bien difficile d'accepter l'entrée en matière mais, comme l'a précisé le président du Parti socialiste suisse au Conseil national, «ces économies qu'on nous propose s'intègrent dans un climat politique dont il est difficile aujourd'hui de changer le cours». Aussi afin que les finances fédérales puissent être assainies sans de lourdes et impitoyables économies qui suivraient un «non» le 12 juin, nous acceptons l'entrée en matière. Personnellement, je dois dire que c'est un peu du bout des lèvres.

En effet, si l'équilibre des finances fédérales est souhaitable à long terme, la question reste vraiment posée de savoir comment et à quel moment il convient de le réaliser. Pour répondre à ceci, il est nécessaire de considérer la situation économique actuelle dans son ensemble. La politique financière ne se réduit pas à un pur exercice comptable, elle entraîne des conséquences économiques.

Or, selon le rapport 1977 de la Commission fédérale de recherches économiques, «les activités économiques demeureront cette année environ au niveau de l'an dernier, donc celui du début des années 70. On s'attend donc à une nouvelle baisse de l'emploi du fait qu'en de telles circonstances, les investissements se limitent essentiellement au renouvellement des installations, pour pouvoir produire à moindre frais et améliorer la qualité des produits». Par ailleurs, les experts de l'OCDE, considérant la stabilité des prix et le surplus considérable de notre balance des paiements, ont conclu qu'une politique de relance plus dynamique devait être mise en œuvre, de manière à ce que la conjoncture intérieure de la Suisse soit ranimée et à ce que les importations augmentent plus rapidement. Les experts de l'OCDE pensent que ni le risque d'inflation, ni un problème de balance des paiements – inexistant à leurs yeux – n'empêchent notre pays d'injecter davantage de fonds publics au titre de la relance.

En Suisse, les dépenses publiques demeurent relativement modestes dans le produit national brut – moins de 30 pour cent – alors que, dans les pays voisins, cette proportion varie entre 35 et 48 pour cent. De plus, l'endettement des pouvoirs publics n'est que temporairement gonflé du fait de la récession. L'Etat dispose donc encore d'une marge de manœuvre appréciable en matière de financement de la relance économique.

Dès lors, les critiques émises par les professeurs d'université à l'endroit de ces mesures d'économie ne sont pas sans fondement. Il est permis en effet de s'étonner que les autorités fédérales proposent des restrictions budgétaires au moment précis où notre économie aurait besoin d'être relancée.

C'est pourquoi je me permets de rappeler avec détermination que le «oui» des socialistes à l'entrée en matière s'appuie aussi sur le consensus intervenu entre les partis gouvernementaux pour mettre en œuvre un quatrième plan de relance au moment opportun. Les explications fournies par M. le conseiller fédéral Brugger à ce sujet, au cours de la dernière session de printemps, ont démontré que cet accord est fondé sur des bases solides.

Lors du débat d'entrée en matière sur le paquet financier en décembre 1976, je disais que nous sommes en faveur des économies, contre le gaspillage, contre toute bureaucratie inutile. Encore une fois, je précise qu'il est normal de tout faire pour éviter les dépenses inutiles. Dans ce sens, une partie des mesures proposées tendent à supprimer certaines facilités, certaines anomalies dans les dispositions légales.

Les charges transférées au niveau cantonal et communal restent minimales et en présence du risque de déflation qui ne manquerait pas de nous frapper – je parle ici des cantons – si le paquet financier était refusé, les cantons ont été conduits après une procédure de consultation à s'accommoder d'une manière générale du projet fédéral.

Certes, il n'est pas touché à la sécurité sociale proprement dite et le Conseil fédéral en faisant accepter la neuvième révision de l'assurance-vieillesse et survivants, consolide pour les années à venir cette entreprise de solidarité nationale. Certes aussi, il nous est annoncé que la LAMA sera prochainement révisée. Il n'en reste pas moins vrai, alors qu'il est prévu un développement vraisemblable de 4 pour cent du produit national brut, que les subventions à l'assurance-maladie sont bloquées au niveau de 1976. Nous ne pouvons qu'espérer très vivement que le message concernant la révision de la LAMA et permettant un nouvel équilibre quant au financement soit déposé prochainement. Dans ce sens, je prie instamment le Conseil de suivre sa commission et d'approuver la motion déposée par mes collègues socialistes en séance de commission du Conseil national et acceptée en mars par ce Conseil.

Voilà le côté positif. Malheureusement, dans le même temps, on commence à toucher à des dispositions qui nous sont chères. Ces dispositions ont conduit au cours

des temps à une redistribution des moyens en faveur des plus défavorisés. C'est le cas, dans le domaine de la culture et de la recherche. C'est aussi le cas – et là d'autant plus fortement que ces projets nous touchent – dans le domaine des transports. Ces transferts au niveau des transports publics conduiraient, s'ils étaient acceptés, à l'abandon d'un certain nombre de principes de solidarité à l'égard des régions et aussi à l'égard de certaines couches sociales économiquement faibles. Ils modifient même l'esprit qui avait conduit à la fixation des principes de la loi fédérale sur les transports par chemin de fer. C'est pourquoi j'ai préparé des amendements – et je sais que je ne suis pas le seul – dans ce domaine, en vue de l'examen de détail.

Si j'ai insisté sur la relance de l'économie, c'est parce que pour nous, socialistes, le plein emploi est un objectif prioritaire. Si j'ai insisté enfin sur les dispositions concernant les transports en commun, c'est parce qu'avec les dispositions sur la politique sociale, elles représentent pour nous un acquis considérable dans le domaine de la solidarité: solidarité entre riches et pauvres mais aussi entre régions riches et régions plus défavorisées.

Ces réflexions étant faites, je suis pour l'entrée en matière sur les deux objets.

**Herzog:** Auch ich bin für Eintreten. Der Bundesrat ist der Sparmotion der Räte nachgekommen und will das Gleichgewicht im Bundeshaushalt so rasch als möglich herbeiführen. Die Vorlage bildet die Ausgangslage zu einem tiefgreifenden Steuervorhaben, welche die Finanzlage des Bundes für die nächste Zukunft auf festem Boden sichern soll. Bei einem Ja zur Vorlage will ich aber mit dem Stimmbürger die Gewissheit haben, dass die geplanten Mehreinnahmen von 2,5 Milliarden Franken nicht einfach wieder zu expansiver Ausgabenwirtschaft verführen und im «Dschungel» der Subventionsverpflichtungen verschwinden. In Diskussionen mit dem Stimmbürger sind das immer die ersten Einwände. Aus diesem Grunde ist der Stimmbürger gegenüber der Vorlage vom 12. Juni auch sehr skeptisch eingestellt. Es braucht alle Beweise und Bemühungen eines ausgabenfreudigen Bundesrates und Parlaments, das Steuer fest in die Hände zu nehmen, um wirklich ernsthaft zu sparen. Ausgabendisziplin ist strikte und auf ganzer Linie einzuhalten. Mit dieser Finanzvorlage bekennt sich der Bundesrat entschieden zur Ansicht, dass sich die Eidgenossenschaft keine Finanzpolitik mehr leisten darf, die den Schuldenberg weiterhin anwachsen lässt! Im vorgelegten Finanzplan kommt auch die Zielsetzung, dass sich die Ausgabenpolitik nach den Einnahmen zu richten habe, deutlich zum Ausdruck. Dieses Ziel hat jeder geregelte Haushalt. Es muss erste Forderung auch im Bundeshaushalt werden.

Der revidierte Finanzplan 1978–1980 sieht bis zum Jahr 1979 die ausgeglichene Rechnung im Bundeshaushalt vor. Diese Annahme kann aber nur unter günstigsten Voraussetzungen realisiert werden. Es braucht das angenommene jährliche Wirtschaftswachstum und das Ja zum Steuerpaket am 12. Juni.

Mit der Vorlage ist es dem Bundesrat gelungen, deutliche Schritte in Richtung einer Verflachung des Ausgabenwachstums einzuleiten. Die Analyse des Finanzplanes lässt auch erkennen, dass die Sparanstrengungen echte und glaubhafte sind. Es handelt sich auch nicht nur um kurzfristige Massnahmen. Die uns zur Entscheidung vorgelegten Ausgabenkürzungen in den abzuändernden 36 Gesetzesvorlagen bilden, finanzpolitisch, ein Ganzes. Es wäre darum auch verhängnisvoll, würden wir uns in der Debatte in Einzelheiten und Kleinigkeiten verlieren. Es käme zur Schlacht um kleine Positionen. Die Kürzungen treffen alle Kreise. Eine gewisse Opfersymmetrie ist vorhanden. Von einem Abbau der Staatsaufgaben oder von einer Demontage der Sozialleistungen ist nicht die Rede. Was in Aussicht steht, ist die Einhaltung einer Konsolidierungsphase des in übereiltem Tempo Erreichten. Der Staat wird in Zukunft nicht mehr die gleichen Leistungen erbringen kön-

nen wie in den Jahren der Hochkonjunktur. Es geht um die Wiedererlangung des Gleichschrittes mit dem Wirtschaftswachstum. Wir betrachten den neuen Finanzplan aber auch als Mittel zum weiteren Durchforsten der Bundesgesetzgebung. Heute müssen wir es bedauern, dass der Bundesrat damit nicht schon früher begonnen hat.

Trotz verschiedener Komponenten der Unsicherheit stellt der Finanzplan 1978–1980 die Weichen für die künftige Haushaltspolitik des Bundes. Er gibt auch bindende Grundlagen für die Aufstellung der kommenden Budgets. Er rückt eine dauerhafte Sanierung des Bundeshaushaltes in den Bereich des Möglichen.

Entscheidend ist auch unsere Einstellung. Entscheidend für echte Lösungen unserer heutigen schwierigen Finanzprobleme ist eine Finanzgesinnung, die sich vermehrt nach volkswirtschaftlichen Möglichkeiten und Grenzen der Staatstätigkeit orientiert. Der beste Garant des sozialen Friedens und einer ausgewogenen Sozialpolitik ist eine gesunde Wirtschaft und sind Staatsfinanzen, die auf festem und solidem Fundament basieren, einem Fundament, das auch auf die Dauer hält. Diese Versprechen müssen wir mit unseren heutigen Vorlagen gewährleisten. Wir wollen nicht die einseitige Fiskalpolitik, sondern die ausgewogene, volkswirtschaftlich fundierte Finanz- und Steuerpolitik.

Die Sparanstrengungen treffen auch die Landwirtschaft. Wenn die Landwirtschaft ihre Aufgabe innerhalb der schweizerischen Wirtschaft erfüllen soll – ich denke an die Versorgung des Landes in Normalzeiten, Vorsorge in Zeiten gestörter Zufuhren, Landschaftsschutz, Landschaftspflege usw. –, so ist sie auf gesunde Bundesfinanzen angewiesen. Die Neuordnung des Finanz- und Steuerrechts des Bundes will diesen ausgeglichenen Finanzhaushalt. Daran hat auch die Landwirtschaft grösstes Interesse am Ja am 12. Juni.

Geeint und geschlossen müssen wir der Vorlage zustimmen! Ich bin für Eintreten.

**Hofmann:** Der enge sachliche und zeitliche Konnex zwischen den beiden Vorlagen und der Abstimmung vom 12. Juni ist evident. Die Massnahmen sind ja die Folge der dem Bundesrat auferlegten Motion. Bei der Abstimmung spielt die Ueberzeugung in breiten Kreisen des Volkes eine entscheidende Rolle, ob es Bundesrat und Parlament mit dem Sparen tatsächlich ernst sei. An uns, dem Ständerat, liegt es heute, diese Glaubwürdigkeit zu beweisen und zu verstärken durch Annahme des Massnahmenpaketes ohne viele Wenn und Aber, durch Bejahung des Finanzplanes mit der klaren Zielsetzung einer ausgeglichenen Rechnung bis 1980.

Der Bundesrat hat mit den vorgeschlagenen Massnahmen in der kurzen ihm zur Verfügung gestandenen Zeit etwa das gebracht, was von ihm erwartet werden durfte. Entgegen den eher mühsamen Vorsparübungen in den Jahren 1973 bis 1975 ist er sich seiner Führungsaufgabe auf diesem Gebiet wieder bewusst geworden. Seine Vorschläge bringen zwar keine grundsätzlichen Remeduren, was in der Zeit nicht erwartet werden konnte, aber immerhin angemessene rasch realisierbare Korrekturen.

Die CVP-Gruppe unseres Rates wird den vom Bundesrat vorgeschlagenen, vom Nationalrat beschlossenen Massnahmen praktisch unverändert zustimmen. Sie bejaht auch den Finanzplan, im Bewusstsein, dass dessen Realisierung vom Ausgang der Volksabstimmung vom 12. Juni abhängt und selbst bei positivem Ausgang noch Ungewissheiten enthält: Werden die prognostizierten Einnahmen auch erreicht werden? Wird es gelingen, die Ausgaben in den Griff zu bekommen? usw.

Die Parolen für die Zukunft werden weiterhin lauten: Anpassung der Ausgaben an die Einnahmen und nicht umgekehrt; das Wachstum hat sich an die Entwicklung des Bruttosozialproduktes zu halten; der Ausweg über weitere Steuererhöhungen ist kaum mehr begehbar; die direkten Steuern des Bundes haben die oberste Grenze dessen erreicht, was ihm zugestanden werden kann, ohne das

vornehmliche Steuersubstrat der Kantone und Gemeinden untragbar auszuhöhlen. Die Mehrwertsteuer mit einem Maximalansatz von 10 Prozent wird in der Bundesverfassung verankert sein. Wir stimmten bewusst einem solchen Ansatz zu, um das Defizit beheben zu können. Eine Erhöhung in Zukunft wird aber nur erschwert über eine Bundesverfassungsrevision erreichbar sein. Ob man es gerne hört oder nicht gerne hört: Sparen wird weiterhin das Motto bleiben, wobei man gelegentlich noch dazu kommen muss, dass die in den letzten Jahren rund verdoppelte Staatsschuld auch wieder einmal abgebaut werden muss. Mit einer raschen baldigen Rückkehr zur Zeit der Euphorie kann also nicht gerechnet werden. Ich glaube, das ist klar den Bürgern zu sagen, die noch unentschieden sind. Es ist Bundesrat und Parlament ernst, es geht nicht im alten Stil weiter, wir dürfen nicht rasch wieder mit zusätzlichen Steuererhöhungen rechnen.

Ich bin für Eintreten.

**Honegger:** Der neue Finanzplan 1978–1980 und die vorgeschlagenen Gesetzesänderungen dienen mit dem Finanzpaket, über das wir ja bekanntlich am 12. Juni abzustimmen haben, nur dem einen Ziel, Ordnung in den Bundesfinanzhaushalt zu bringen. Ich glaube, wir werden uns damit abfinden müssen, dass die begangenen Sünden sich nicht mehr mit Wachstum verdecken lassen und dass viele noch so berechnete Wünsche unerfüllt bleiben werden und dass der Kampf um den verbleibenden Bundeskuchen sicher erbitterter geführt werden wird als bisher. Es gilt also, die Mittel effizient und wirtschaftlich verantwortbar einzusetzen, und Hauptziel für die nächsten paar Jahre muss nun sein, das Defizit im Bundeshaushalt endgültig zum Verschwinden zu bringen. Dazu dient nun die Sparbotschaft und der neue Finanzplan. Sinngemäss soll das Ausgabenwachstum jenem der Wirtschaft angepasst werden. Der Herr Kommissionspräsident und auch einige andere Votanten haben meines Erachtens zu Recht darauf hingewiesen, dass in den Diskussionen über das Finanzpaket vom 12. Juni immer wieder der Einwand gehört wird, diese mit der Sparübung verbundene gezielte und straffere Ausgabenpolitik habe vorwiegend abstimmungstaktischen Inhalt, Bundesrat und Parlament würden nach gewonnener Schlacht am 12. Juni wieder in den alten Schlendrian zurückfallen. Es ist sicher nicht ganz einfach, gegen diese Unterstellung anzutreten, weil wir den versprochenen Sparwillen für die nächsten Jahre nicht bereits heute in verbindliche Beschlüsse kleiden können. Wir Parlamentarier sollten uns aber deshalb besonders anstrengen, um beim Stimmbürger die etwas angeschlagene Glaubwürdigkeit des Bundesrates und des Parlaments wieder zu stärken.

Der Bundesrat wie auch unser Parlament haben sicher den Ernst unserer Bundesfinanzen und die Dringlichkeit der Drosselung des Ausgabenwachstums erkannt. Ich teile die Meinung, wie sie soeben Herr Hofmann dargelegt hat. Ich bin auch davon überzeugt, dass unsere Haltung zu dem von unserem Rat selbst veranlassten Sparpaket und die von uns selbst verlangte Neuüberprüfung des Finanzplanes einer echten Gesinnungswandlung entspricht und das Parlament entsprechend auch gewillt ist, diese Ausgabendynamik der Boomjahre auch nach einem positiven Ausgang am 12. Juni endgültig aufzugeben und sich glaubhaft zu engagieren, die vor dem 12. Juni eingegangenen Versprechungen auch einzuhalten. Ich hoffe, dass der Stimmbürger der ehrlichen Absicht seiner Vertreter im Parlament nun Glauben schenkt und auch dem Bundesrat vertraut, dass der nun mit dem neuen Finanzplan und mit dem Sparpaket eingeschlagene Weg zum Ausgleich des Bundeshaushaltes konsequent beschritten wird. Ich glaube, das vorliegende Sparpaket ist nur ein erster Schritt in dieser Richtung.

Ich bitte um Eintreten und Zustimmung zum Sparpaket.

**Muheim:** Ich bin für Eintreten, weil ich den Grundsatz «Sparen und Steuern» für richtig halte. Dass wir für das

Steuerpaket eintreten, haben wir hier im Rat und durch den Einsatz für den Juni bewiesen. Dass wir das Sparen, im vernünftig verstandenen Sinne natürlich, als ebenso wichtig betrachten, zeigt sich daran, dass wir dem Bundesrat attestieren, dass die Arbeit, die hier vorgelegt wird, eine gute Gesamtnote verdient. Die vorgeschlagenen Mittel sind alle sin allem genommen für das uns gesetzte Ziel tauglich.

Darf ich auf einige Punkte hinweisen, die im Verlaufe der nächsten Jahre im Zuge der Anwendung der heutigen Beschlüsse und im Zuge der Durchführung des Finanzplanes gelöst werden müssen? Ich glaube, wir werden nie aus den Augen lassen dürfen, dass der Bundesfinanzhaushalt ja nur ein Teil der öffentlichen Haushalte – es sind etwa 35 Prozent – ist. Wer auf Bundesebene die Sache richtig beurteilen will, hat die gesamten Haushalte zu betrachten und gelangt dabei zur Feststellung, dass der Staatshaushalt (Gemeinde, Kanton und Bund) immerhin 28 Prozent des Bruttosozialproduktes beanspruchen. Hinzu kommen die Sozialversicherungen, die Leistungen der öffentlichen Anstalten und Betriebe. Es ist in der Schweiz bereits soweit, dass wir die Marge von 45 Prozent «Engagement öffentliche Hand» am Bruttosozialprodukt überschritten haben. Das sind Zahlen, die uns vor Augen bleiben müssen, wenn wir die Auffassung vertreten, dass «Staat» für heute und noch für einige Zeit die nicht mehr überschreitbare Grösse erreicht hat. Vergessen wir nicht, dass auch die Verschuldung nicht unbeachtlich ist. Vergleiche mit ausländischen Staaten zeigen, dass die Bundesrepublik 17 Prozent des Bruttosozialproduktes als Verschuldung aufweist, dass Frankreich 14 Prozent und Japan 10 Prozent – das sind immerhin wichtige Handelsländer, die uns im Weltmarkt herausfordern – aufweisen. Die Schweiz aber kommt (Bund, Kantone und Gemeinden zusammen) auf eine öffentliche Verschuldung von 27 Prozent. Das sind zudem Zahlen, die einige Jahre zurückliegen: 1972 (OECD-Statistik). Ausgehend von einer umfassenden Politik, glaube ich die folgenden Probleme als wichtig zu erkennen: Die schwachen Glieder unseres Landes, seien es die schwächeren Mitbürger oder die schwächeren Regionen und Kantone, werden durch die hier vorliegenden Massnahmen nicht leicht betroffen. Ich stimme trotzdem zu, glaube aber, dass wir wieder zu Grundsätzen zurückkehren müssen, die darin gipfeln, dass der Schwache Ausgleich erhalten soll und der Starke es mit seiner eigenen Leistung und mit seinen eigenen Mitteln bewältigen soll.

Diese heutige Sozialpolitik individueller, aber auch kollektiver Art bedarf einer Ueberprüfung. Ich glaube vor allem, dass reine Prozentrechnungen im Subventionswesen ungenügend sind. Letztlich entscheidet ja, wie schwer der dem Subventionsempfänger verbleibende Betrag für ihn wiegt und was z. B. diese Restsumme oder Eigenleistung pro Kopf der Bevölkerung, beispielsweise für einen Kanton, bedeutet. Sie kennen die Situation bei der Nationalstrasse für meinen Kanton in einer ganz extremen Situation, wo nur 3 Prozent Eigenleistung eine Belastung pro Kopf von mehr als dem Doppelten des schweizerischen Durchschnittes darstellt.

Darf ich ein zweites anfügen, den sogenannten Transferbereich: Wir tun sehr oft so, als ob die zwei Drittel, also die etwa 10 Milliarden Transferbereich, nur die Kantone berühren. Dem ist nicht so. Wenn Sie die Positionen analysieren, stellen Sie fest, dass von den 10 Milliarden rund 2,3 Milliarden «Uebertragungen an Bundesbetriebe und Sozialversicherungen» sind. Sie stellen ferner fest, dass 2,8 Milliarden «Uebertragungen an Dritte», an Nichtkantone, sind, und lediglich 5 Milliarden sind Uebertragungen an öffentliche Haushalte, d. h. an Kantone in Form von Kantonsanteilen an Bundessteuern und an laufenden Ausgaben sowie Investitionsbeiträge. Ich meine, in einer finanzpolitischen Diskussion sollte man diese Gesichtspunkte nicht ausser acht lassen.

Ein Nächstes: Ich stehe auch heute wieder zur Ueberzeugung, dass der ordentliche Haushalt, den wir im Finanzplan anvisieren, ausgeglichen sein muss. Der ordentliche

Haushalt soll uns Gelegenheit geben, für ausserordentliche Massnahmen bereit zu sein. In diesem Sinne bin ich der Ueberzeugung, dass z. B. für Arbeitsbeschaffung volkswirtschaftliche Reserven vorhanden sein müssen, so dass Arbeitsbeschaffungsmassnahmen auch über Verschuldung finanziert werden können. Ich denke aber auch an ausserordentliche Massnahmen, beispielsweise für Hochschulen oder für den Verkehr oder für die Forschung. Aber dies sollen eben ausserordentliche, im Einzelfall durch Parlament und gegebenenfalls durch das Volk zu entscheidende ausgewogene Massnahmen sein. Der ordentliche Haushalt ist nur als ausgeglichener akzeptabel. Deshalb findet die Finanzplanung meine Zustimmung.

Darf ich abschliessend das Problem Konsum- und Investitionsausgaben noch kurz beleuchten: Die beiden – Sie finden die Zahlen in den Statistiken und im Finanzplan in den verschiedenen Tabellen – Ausgabengruppen haben eine sehr verschiedene Funktion auf unsere Wirtschaft. Man könnte sie so zusammenfassen: Konsumausgaben dienen dem Wohlstand der Gegenwart, Investitionsausgaben der öffentlichen Hand dienen der Wohlfahrt der Zukunft, d. h. der nächsten Generation. Ich meine, dass mit einem Anteil von zwischen 15 und 20 Prozent unseres Bundeshaushaltes für Investitionen die absolut unterste Grenze erreicht ist. Ich bin sogar überzeugt, dass ein modernes Staatswesen mehr tun sollte für Investitionen, eben im Sinne der Schaffung einer gesunden Grundlage für die Zukunft, sei es in Form einer qualitativ besseren Welt, sei es in Form der Forschung und damit der zukünftigen Leistungs- und der Ertragsfähigkeit unserer Volkswirtschaft.

Ich glaube daher, Eintreten und Durchstehen bedeutet für uns alle weiterhin eine enorme Anstrengung. Es darf keine Versteinerung dieser einmal gegebenen Grössen geben, sondern eine flexible Anpassung an möglicherweise veränderte Verhältnisse in den nächsten Jahren. Der Globalplafonds ist so hoch anzusetzen, dass er mit den Einnahmen übereinstimmt.

**Hefti:** Ich bin für Eintreten und für Zustimmung zur Vorlage.

Gestatten Sie mir aber noch einige Bemerkungen zu den Ausführungen in der Botschaft Nr. 77/009:

Dort wird auf Seite 7 bis 9 ausgeführt, die gegenüber den Annahmen im Finanzplan vom Januar 1976 schlechtere Entwicklung habe sich vor allem deshalb ergeben, weil sich aufgrund der wirtschaftlichen Situation die Einnahmenprognosen als zu optimistisch erwiesen. Dass der Bundesrat hier zu optimistisch sei, darauf ist aber schon anlässlich der Beratung dieses Planes in der Frühjahrs-session 1976 hingewiesen worden. Der damalige Bundespräsident hat dies in seinem Schlussvotum im Ständerat nicht mehr in Abrede gestellt. Ich verstehe deshalb nicht, warum hier die Verfasser der Botschaft eine Begründung vorbringen, die schon vor mehr als einem Jahr überholt und hinfällig war.

Für die Frage, ob die heutige Vorlage genüge, stellt der der Bundesrat vor allem auf das Ausmass der Reduktion des Ausgabenwachstums gegenüber dem eben erwähnten Finanzplan vom Januar 1976 ab. Diese Differenz allein ist aber noch nicht genügend aussagefähig. Seit dem Inkrafttreten unseres Bundesstaates gibt es wohl nur wenige Fälle, da der Bundesrat derart an den Erfordernissen der Stunde vorbeigesprochen und vorbeigehandelt hat, wie mit dem Finanzplan 1976 und den entsprechenden Regierungsrichtlinien. Vielleicht will sich der Bundesrat mit den Wünschen der grossen Parteien entschuldigen. Meines Erachtens muss aber eine Exekutive stets über den Partelen stehen.

Die Massnahmen, die uns heute der Bundesrat vorschlägt, sind in weiten Teilen, wenigstens in den Kommissionen, schon anlässlich der Beratung der Budgets für 1977 und 1976 empfohlen worden. Warum hat sich damals der Bundesrat so vehement dagegen gesträubt? Wären unsere heutigen Probleme nicht wesentlich einfacher, wenn der



Bundesrat schon früher zu einem vernünftigeren Kurs zurückgefunden hätte? Der Bundesrat spricht gegenwärtig gerne vom «fonctionnement de l'Etat». Zu diesem Funktioniieren gehört aber auch, dass sich der Bundesrat der Maxime des «Gouverner c'est prévoir» verpflichtet fühlt. Nachdem es leider so lange gebraucht hat, bis sich der Bundesrat endlich zum längstens Naheliegenden aufruffte, können wohl doch noch einige Zweifel verbleiben, wie weit dies heute aus Einsicht und Ueberzeugung oder mehr nur im Hinblick auf den 12. Juni geschieht. Volksabstimmungen gehen vorüber.

Sodann möchte ich erwähnen, dass auch die dem vorliegenden Finanzplan zugrunde liegenden Annahmen optimistisch sind. Diesbezüglich verweise ich auf die Ausführungen auf Seite 21 der Botschaft Nr. 77/009. Vor allem ein erneuter inflationärer Trend würde den heutigen Finanzplan erschüttern. Ich befürworte die Mehrwertsteuer, habe aber noch nie erfahren können, ob Massnahmen vorbereitet sind, dass sie nicht automatisch über den Index wieder einen Teuerungsschub auslösen wird, womit wir mit den heutigen Problemen auf nochmals ungünstigerem Niveau bald wieder erneut uns herumzuschlagen hätten.

Zu den Bemerkungen unseres Herrn Kommissionspräsidenten zur AHV: Selbstverständlich ist die Höhe der Renten zu wahren, und auch eine Anpassungsmöglichkeit ist richtig. Aber ob man neu Sachleistungen der öffentlichen Hand einführen soll, deren Bedürfnis zum mindesten unabgeklärt und deren Kosten vorderhand noch unübersehbar sind, das darf man sich doch fragen.

Abschliessend noch eine Bemerkung zum Transferbereich. In der Öffentlichkeit ist man sich oft zuwenig bewusst, dass es sich hier vielfach um die Unterstützung der Kantone bei Aufgaben handelt, die ihnen von Bundes wegen vorgeschrieben sind. Würde bei der Durchführung dieser Aufgaben den Kantonen vom Bunde her etwas mehr Spielraum belassen, so käme das den Bundes- und Kantonsfinanzen zugute und das Resultat, d. h. die Erfüllung dieser Aufgaben, wäre zum mindesten kaum schlechter als bisher. Ich glaube, dass ich mich hierin mit Herrn Bundesrat Chevallaz einig wissen darf.

**M. Grosjean:** Saint Thomas d'Aquin, bien avant que l'on eût inventé la notion du «Produit national brut», disait qu'il faut à l'homme un minimum de bien-être pour pratiquer la vertu. Ainsi des Etats. Encore faut-il donner aux collectivités publiques les moyens financiers pour pratiquer cette vertu.

En parallèle, il faut rappeler une autre vérité: un Etat, comme un particulier, ne peut dépenser plus qu'il ne gagne. Pendant des années, la Confédération a oublié cette élémentaire sagesse. Sans beaucoup se préoccuper des lendemains, on s'est montré généreux. On a promis. On a démantelé un cordon douanier, ce qui entraînait une diminution des taxes douanières. On a légiféré dans un climat d'euphorie. Aujourd'hui, il faut payer. Et, ne nous trompons pas, mes chers collègues, les réactions du peuple sont sévères.

Des contacts nombreux que j'ai eus au sujet du rééquilibre des finances fédérales, il ressort ce leitmotiv: de nouveaux impôts, peut-être. Mais à la condition expresse que la Confédération se montre désormais plus économe. Dans le peuple, on ne croit pas à cet Etat-providence capable de s'occuper de tout et de tous. L'Etat doit désormais être plus sélectif dans ses interventions.

Concernant les dirigeants, en particulier les parlementaires, les jugements que l'on porte sur eux ne sont pas tendres. On nous reproche de trop souvent pratiquer la surenchère, fille de la démagogie. Je le dis, parce que depuis un certain temps, dans l'attitude appliquée du scribe égyptien, nous continuons à faire des lois qui sont, avec la même persévérance, rejetées par le peuple au pilon de l'histoire. N'oublions pas les leçons que nous devons tirer des aventures vécues, avec l'article conjoncturel, l'article culturel, la participation, l'aménagement du territoire, l'assurance-maladie, et j'en passe.

Si nous voulons désormais bénéficier de davantage de crédit, nous sommes condamnés à une politique financière réaliste. Je suis étonné d'entendre encore, de nos jours, des voix qui reprochent au Parlement de faire des économies. Qui ose prétendre qu'en modifiant quelque peu, en époussetant ici ou là, nous arriverons à faire suffisamment d'économies pour reprendre la confiance du peuple?

Il faut donc repenser notre politique générale. Quelle doit être cette politique? Pour les uns, la Confédération dépense trop, intervient à tort et à travers, au gré des impulsions et des modes électorales. Ce qui gêne dans ces propos simplistes, c'est qu'on ne précise jamais les chapitres importants qui permettraient d'équilibrer ou d'améliorer sérieusement le budget. Les exemples qu'on nous donne relèvent souvent du détail et de la bagatelle.

Pour les autres au contraire, l'Etat doit être et continuer à être la mère nourricière de tous et de tout. Parler de frein aux dépenses est sacrilège. Je crois qu'il faut savoir raison garder. Il n'est pas possible d'imaginer un train de dépenses de la Confédération basé sur les seuls secteurs que l'on connaissait voici quelques décennies, à savoir la défense, la monnaie et la justice. L'Etat moderne, et M. Chevallaz l'a rappelé à plusieurs reprises, doit être conçu comme un facteur essentiel de régulation économique, de sécurité individuelle, de source d'enseignement et de culture.

Mais s'il ne faut pas démonter notre Etat, il faut aussi, avec la même force, refuser l'extension inconsidérée des tâches de la Confédération. Car on peut tuer notre système social de deux manières: priver de ressources financières nos divers secteurs essentiels d'intervention; mais aussi écraser les personnes physiques et morales de charges insupportables et créer chez le citoyen contribuable le sentiment d'un gouffre sans fond. On est proche de ce seuil, aujourd'hui, dans l'esprit de la population.

Les deux méthodes sont détestables. Elles sont éprouvées pour leur effet destructif. C'est pourquoi nous devons dire haut et fort que nous voulons consolider l'acquis. Mais avec la même force, nous devons affirmer que nous refusons et que nous refuserons la course à de nouvelles dépenses somptuaires. Tout progrès ne signifie pas forcément explosion de dépenses.

Ce juste équilibre se retrouve dans la politique du Conseil fédéral. Et si j'ai un vœu à faire, Monsieur le conseiller fédéral Chevallaz, c'est que l'on veuille bien vous suivre, que ce soit dans le Collège fédéral, que ce soit au Parlement, dans la fermeté dont vous avez fait montre. Tout impôt est impopulaire et la taxe à la valeur ajoutée n'échappe pas à cette règle, il faut en convenir. Mais je préfère l'impopularité à l'attitude de Gribouille qui exige de la Confédération sans lui donner les moyens nécessaires. Il faut, c'est vrai, plus de courage électoral pour l'affirmer que pour promettre le pain et les jeux. Je suis pour l'entrée en matière.

**M. Reverdin:** Tout esprit lucide est forcé de constater qu'il nous faut renoncer à beaucoup de choses que nous avions pensé pouvoir nous octroyer aux frais de la Confédération, à une époque où nous nous croyions beaucoup plus riches que nous n'étions. D'où les projets sur lesquels nous délibérons.

L'acceptation de ces projets ne doit pas être une manœuvre tactique destinée à obtenir un «oui» du peuple et des cantons le 12 juin. Il s'agit de tout autre chose: il s'agit d'un changement durable dans le rythme de croissance des dépenses publiques. L'enjeu c'est, on l'a dit et redit, le maintien de l'acquis social. Si l'équilibre des finances de la Confédération n'est pas rétabli, il n'y aura plus que de la «monnaie de singe» pour honorer les engagements pris envers les personnes qui ont le plus besoin des prestations sociales de la Confédération.

Le moment est venu, pour celle-ci, de remettre l'attelage de ses finances, qui n'a que trop galopé – fouaillé qu'il était par nous tous – au trot d'abord, puis au pas. Les

engagements que nous prenons sont graves et solennels. Si nous ne nous y tenions pas, nous tromperions le peuple, et notre bonne foi serait prise en défaut; nous agirions selon la maxime: «Passato il pericolo, gabbato il santo». Cela doit être dit solennellement. En effet, qui analyse la genèse des textes que nous allons modifier pour alléger la charge de la Confédération constate que pour bon nombre d'entre eux, si le Parlement n'avait pas fait de surenchère, s'il n'avait pas augmenté les taux et le montant des subventions, en d'autres termes s'il s'en était tenu aux propositions réalistes du Conseil fédéral, nous nous serions moins follement aventurés dans la voie démoralisante de l'explosion des dépenses publiques, des déficits et de l'accroissement continu de charges fiscales qui, ne vous en déplaise, mon cher collègue Donzé, ne nous valent plus l'envie de nos voisins. Il faut en effet, pour calculer le pourcentage de la charge, tenir compte des cotisations que nous versons aux assurances sociales, cotisations qui, ailleurs, font partie de la charge fiscale.

Ce qui nous est proposé forme un tout. Je me refuse à trier les propositions selon qu'elles me plaisent ou me déplaisent. J'accepte l'ensemble des mesures pour équilibrer les finances fédérales, parce que cet ensemble est cohérent. J'approuve le plan financier pour les années 1978 à 1980. J'espère que, par leur vote du 12 juin, le peuple et les cantons, en rendront la mise en application possible, sinon je ne sais trop vers quoi nous irions, sinon vers de graves tensions économiques, sociales et politiques. Je suis donc pour l'entrée en matière.

**Präsident:** Nachdem aus dem Kreise der Kommission keine Wortmeldungen mehr vorliegen, ist die Eintretensdebatte zu den beiden Geschäften auch für die übrigen Mitglieder des Rates offen.

**Helmann:** Gestatten Sie mir, dass ich eingangs feststelle, dass 42 Mitglieder unseres Rates durch eine Verständigung des Bundesrates mit den Bundesratsparteien in ihrer Wortabgabe gebunden sind. Ich glaube, feststellen zu dürfen, dass das kleine Engagement, das in den bisherigen Voten mit Ausnahme der Voten Hefti und Grosjean zum Ausdruck kam, auch darauf zurückzuführen ist. Ich habe dafür Verständnis. Ich hätte es allerdings begrüsst, wenn sich die Voten etwas detaillierter mit dem Inhalt des Finanzplanes beschäftigt hätten, statt nur mit der allgemeinen Linie. Ich verkenne nicht, dass das Finanzdepartement offenbar während Tagen und vielleicht während Wochen sich alle Mühe gegeben hat, um uns einen weiteren Finanzplan zu unterbreiten. Herausgeschaut hat ein neuer Finanzplan, der uns beweist, dass wir nur eine Finanzpolitik von Tag zu Tag machen können. Die Zahlen sogenannten Pläne häufen sich zu Bergen. Eine Strukturänderung in den Bundesausgaben vermag ich aber in diesem Plan nicht zu erkennen. Die Ausgaben steigen von 1976, die gemäss Rechnung 15,88 Milliarden Franken betragen auf 16,725 Milliarden im Jahre 1978 und noch einmal auf 17,384 Milliarden 1979. Das ist der Inhalt des Finanzplanes. Gegenüber dem Pflästerchen nach der Verwerfung der Vorlage 1974 ist die heutige Vorlage ein etwas grösseres Pfläster. Eine dauerhafte Sanierung der Bundesfinanzordnung wird mit diesem Finanzplan leider nicht erreicht. 1973 versprach uns der Bundesrat mit der Einführung der Mehrwertsteuer die neue Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen zu unterbreiten. Bundesrat und alle Fraktionen sprechen seit Jahren davon. Ich bin einverstanden: Davon zu sprechen ist eine geringere Anstrengung als zu handeln. Ebenso unbestritten ist seit Jahren die Notwendigkeit der Schaffung einer Prioritätsordnung für die Bundesaufgaben und -ausgaben. Der heutige Finanzplan macht nicht einmal einen Versuch dazu, sondern er spricht nur von vordringlichen Ausgaben. Ich habe schon lange eingesehen, dass die für das Funktionieren der Konkordanzregierung nötige Kompromisswirtschaft auch diese Aufgabe unlösbar macht. Bundesrat und Bundesversammlung wissen, dass die Subventionswirtschaft in unserem

Volk unter starkem Beschuss liegt. Wir sind im Begriffe, einige Gesetzesänderungen zu beschliessen. Die Subventionswirtschaft bleibt aber in ihrem sachlichen Bereich grundsätzlich unangetastet. Von 1974 bis 1978, d. h. in vier Jahren, sollen die Bundesbeiträge nach dem Finanzplan um nahezu 50 Prozent auf 5,779 Milliarden Franken steigen. Also keinerlei Anstrengung zur Neuüberdenkung der ganzen Situation, sondern lediglich ein Finanzplanspiel. Das Finanzdepartement hat uns im Juni 1976 einen Bericht über die Lage des Bundesfinanzhaushaltes vorgelegt. Als Therapie – gross geschrieben in dicken Lettern – gegen die Ausgabenentwicklung wurden folgende Punkte genannt:

Punkt 1: Ballast abwerfen, Abmagerungskur.

Punkt 2: Konzentration der Kräfte, weg vom Giesskannensystem.

Punkt 3: Wirkungsgrad erhöhen. Wirtschaftlichere Lösungen.

Dieses Therapieprogramm zeigt, dass man im Finanzdepartement wüsste, wo ansetzen. Offensichtlich aber darf es den Hobel nicht ansetzen. Ich habe schon vor vielen Jahren in diesem Rat erklärt, dass Subventionen in der Hochkonjunktur abgebaut werden sollten. Sie haben aber entsprechende Anträge immer abgelehnt. Das Gegenteil ist nun eingetreten. 1978 erreichen die Subventionen planmässig – das ist kein Wortspiel, sondern gemäss Finanzplan – 34,6 Prozent der Gesamtausgaben des Bundes. Es kann doch kein Lichtblick sein, dass uns der Finanzplan 1977 bis 1981 einen Abbau dieser Subventionen auf 29,5 Prozent verheisst. Im Jahre 1936 wurden die Subventionen mit einem Finanzprogramm um 40 Prozent reduziert und dieser Grundsatz wurde bis 1958 beibehalten. Das müssen tapferere Leute gewesen sein. Darf ich an die Kommission Stocker erinnern. Sie erklärte, der Abbau von Subventionen sei nicht eine Frage des Könnens, sondern des Willens. Das Uebel liegt offensichtlich dort, dass die Subventionsempfänger, die im Parlament hervorragend vertreten sind, nicht wollen. Der Bundesrat verspricht im Finanzplan 1977 sogar neue Bundesbeiträge. Ich vermisste im Finanzplan noch eine Bemerkung über Bemühungen zur Rationalisierung der Bundesverwaltung. Mit dem Personalstopp ist offenbar alles geschehen, was geschehen darf. Aber Personalstopp heisst nicht Rationalisierung, sondern Zementierung eines bestehenden Zustandes, wobei man dann diesem Zustand noch jede Aenderungsmöglichkeit nimmt. Als der Landesring seine Initiative auf Steuerharmonisierung dem Volke vorlegte, hiess es vom Bundesrat, er habe eine viel bessere Lösung bereit. Seine Schublade gab aber nur Steuererhöhungen her und sein Einverständnis, Kantonsanteile zu erhöhen.

Der Bundesrat setzt meines Erachtens dieser Politik noch die Krone auf. In seiner Antwort auf die Anfrage von Nationalrat Letsch nach der Bedeutung des von beiden Räten im Steuerbeschluss beigefügten Artikels über die Notwendigkeit der Ausschöpfung der Finanzkraft der Kantone, um am Finanzausgleich entsprechend teilnehmen zu können, erklärt er, diese Bedeutung sei gleich null, das sei bis heute schon so gemacht worden, und es sei sicherlich nicht zu erwarten, dass der Bundesrat gestützt auf diese Bedeutung irgendwelche materielle Steuerforderungen an die Kantone stellen werde.

Parteiprominenz von Bundesratsparteien liess vernehmen, es müsse Geld vorhanden sein für allfällige Arbeitsbeschaffungsmassnahmen; darum sei am 12. Juni ja zu stimmen. Darf ich darauf aufmerksam machen, dass das Finanzprogramm keinerlei Mittel vorsieht, um Arbeitsbeschaffungsmassnahmen zu finanzieren. Wir werden somit mit und ohne Ja am 12. Juni notwendige Arbeitsbeschaffungsmassnahmen auf dem Kreditweg zu finanzieren haben. Ich bin – wie Sie wissen – mit einem solchen Vorgehen einverstanden, ich empfehle es sogar. Eine weitere Verschuldung des Bundes ist zur Bekämpfung einer allfälligen Arbeitslosigkeit meines Erachtens vertretbar.

Die grosse Schwäche des Finanzplanes liegt darin, dass er wenig echte Einsparungen gegenüber den Rechnungsergebnissen von 1975 und 1976 zeigt, sondern Einsparungen vornimmt mit Korrekturen an einem unverbindlichen Finanzplan 1976. Das Spiel enthält nur einen Trumpf und zwar die Mehrwertsteuer von 10 Prozent. Die Kollegen, die hin und wieder einen Jass klopfen, wissen wie wenig das ist, nur einen Trumpf in der Hand zu haben.

Nach reiflicher Ueberlegung kann ich angesichts eines solchen Finanzprogrammes das Paket vom 12. Juni nicht unterstützen. Der Finanzplan selber, die vom Bundesrat übernommene Verpflichtung, neue Aufgaben zu finanzieren ohne zu wissen, ob das Geld vorhanden ist, und die weiteren Begehren die seitens der sozialdemokratischen Partei und der Landwirtschaft bereits angemeldet sind, lassen erkennen, dass die Erhöhung der Mehrwertsteuer bereits 1978 wieder aktuell wird. Die dannzumalige Begründung, die wir erhalten werden, ist heute schon bekannt: Sachzwänge! Mit Sachzwängen haben wir uns in den letzten Jahren in die heutige missliche Finanzlage des Bundes hineinkomplimentieren lassen. So geht es meines Erachtens nicht! Die Wirtschaft muss die Steuern zuerst verdienen, bevor sie diese zahlen kann. Man darf nicht alle Wirtschaftszweige mit den Gewinnen der Grossbanken vergleichen. Die Theorie, der Staat solle in der Rezession möglichst viel Geld ausgeben, stimmt dann, wenn der Staat dieses Geld nicht beim Bürger zuerst holen muss, sondern wenn er in einer Hochkonjunktur Reserven anlegen konnte. Ueber den Wirkungsgrad hinsichtlich der Ankerbelung der Wirtschaft durch einen Steuerfranken oder Konsumentenfranken brauche ich mich hier in unserem Kreis nicht auszulassen.

Ein Wort noch zu den «Reaktionären», die am 12. Juni nein sagen. Bundesräte und Prominente der Bundesratsparteien versäumen keine Gelegenheit, zu drohen was alles passiert, wenn das Steuerpaket abgelehnt wird. Am billigsten sind die Drohungen: Gefährdung der AHV und weiterer Sozialeinrichtungen. Ich frage mich: Entspringen diese Drohungen mangelnder Phantasie für Prioritäten oder einer bewussten Führung des Stimmbürgers zum Ja. Die Antwort möchte ich Ihnen überlassen. Auf jeden Fall, es wäre auch bei einem Nein am 12. Juni keinesfalls zwingend, die Sozialeinrichtungen abzubauen. Wir haben noch andere Möglichkeiten. Ich gebe Ihnen eine Alternative bekannt, die ich Ihnen für den Fall, dass am 12. Juni doch ein Nein herauskommt, für einen neuen Finanzplan vorschlage.

Erstens einmal tatsächliche Prioritäten für die Ausgaben setzen. Zweitens die Mehrwertsteuer von 10 auf 8,5 Prozent herabsetzen. Das gibt Mindereinnahmen von 1,2 Milliarden Franken. Drittens die Subventionen auf der Höhe gemäss Voranschlag 1976 ohne Arbeitsbeschaffungsmassnahmen, das heisst auf 4,634 Milliarden plafonieren. Die Einsparung gegenüber dem Finanzplan wäre 1145 Millionen. Viertens Verzicht auf die Erhöhung der Kantonsanteile, was dem Bund ebenfalls 100 Millionen Franken spart. Beide Posten zusammen geben eine Minderausgabe von 1,245 Milliarden; d. h. also die Mindereinnahme durch Herabsetzung der Mehrwertsteuer wäre gedeckt. Fünftens Verzicht auf einige der neu vorgesehenen Ausgaben wie zum Beispiel auf die Ausgabenperle der Schaffung eines Rechtsvergleichenden Institutes. Sechstens Finanzierung der neu vorgesehenen Flächenbeiträge für die Berglandwirtschaft über bestimmte Importe; Vorschläge habe ich unterbreitet. Siebtens die bundeseligen Sozialwerke bleiben unberührt.

Es ist erstaunlich, dass, wenn man sich das näher ansieht, die Herabsetzung der Subventionen nicht so schwerwiegend wäre. Ich erinnere wieder einmal daran, dass die Investitionen, an die der Bund Subventionen bezahlt, heute billiger zu tätigen sind. Das SBB-Defizit wird ebenfalls niedriger sein als 1976. Die 100 Millionen, die wir 1976 für Arbeitslosenversicherung ausgegeben haben, brauchen wir nicht mehr auszugeben; wir haben jetzt seit 1. April 1977 Lohnprozente dafür. Voraussetzung für eine längere

Gesundung ist, dass Strukturkorrekturen bei den Bundesausgaben nun auf jeden Fall einsetzen müssen und zwar vor allem im Transferbereich. Der Haushaltsausgleich des Bundes lässt sich ohne jede soziale Demontage und ohne ähnliche Drohungen bewerkstelligen, auch wenn sich das Volk am 12. Juni anders äussern würde als heute die vereinigten Bundesratsparteien. Anträge zum Finanzplan sind keine zu stellen.

Ich habe von den Vorstellungen des Bundesrates und der mit ihm in dieser Sache verbündeten Parteien Kenntnis genommen und diesen Vorschlägen meine eigenen Betrachtungen gegenübergestellt.

Zur Vorlage über Gesetzesänderungen behalte ich mir in der Detailberatung einige Bemerkungen vor.

**M. Chevallaz**, conseiller fédéral: Je tiens à remercier votre commission, son rapporteur et, à une exception près, les membres de votre Conseil de l'appui qu'ils apportent d'une manière générale à notre projet.

Je voudrais vous rappeler d'emblée l'objectif de notre exercice. Après vingt-cinq années de sagesse, durant lesquelles nous avons amorti la dette contractée en 1939-1945, nous sommes entrés, en 1971, dans une série de déficits en chaîne et de déficits croissants. Sans doute nous a-t-il été possible jusqu'ici de trouver sur le marché des capitaux en suffisance et, l'appétit de l'économie privée étant faible, nous avons obtenu ces capitaux à des conditions d'intérêts favorables. Il n'en demeure pas moins que l'endettement, qui va s'accroissant et qui atteindrait, si nous n'y prenons garde, entre 3 et 4 milliards par année au cours des deux ou trois prochaines années, n'est pas une solution. Nous sommes déjà, cantons et communes inclus, M. Muheim le rappelait tout à l'heure, en très bon rang dans le domaine de l'endettement public en Europe, cela même s'il est vrai que nos dépenses publiques sont et resteront, charges sociales comprises, inférieures à celles de l'ensemble de nos voisins européens et si les interventions de l'Etat dans l'économie, en entreprises nationalisées ou en participations économiques, sont nettement plus faibles que ce qu'elles sont dans la plupart des pays de l'Europe industrielle.

Nous sommes d'accord avec ceux qui disent que l'effort fiscal ne saurait pas non plus être la seule solution à nos difficultés, l'unique moyen de redresser la situation. A plusieurs reprises, l'Assemblée fédérale et particulièrement votre Conseil ont insisté sur la nécessité d'une modération des dépenses avant de recourir à des impôts nouveaux et supplémentaires. A deux reprises, M. Bürgi l'a rappelé, en votant à l'unanimité des cantons et aux deux tiers, puis aux trois quarts des voix, l'introduction d'un frein aux dépenses, les citoyens suisses ont manifesté non pas tellement l'approbation d'un moyen technique que la volonté générale d'une modération. Là réside sans doute une condition préalable à l'approbation de ressources nouvelles.

Mais j'insiste sur les termes: nous sommes en face d'un exercice de modération dans le développement des dépenses et non pas de réduction. Une réduction à proprement parler signifierait que la Confédération renonce à des tâches que le peuple et le Parlement lui ont assignées dans le domaine de l'équipement routier et ferroviaire, de la politique agricole, de la sécurité du pays par la défense nationale, de la formation professionnelle et de la recherche, de la protection de l'environnement, de la sécurité sociale, tous domaines dans lesquels nous ne voyons pas de démobilitation possible et sur lesquels se fonde notre indépendance, l'équipement du pays et sa cohésion. Une réduction à proprement parler des dépenses signifierait aussi une diminution du volume des commandes et des travaux en un moment où l'industrie de la construction subit un redimensionnement douloureux.

M. Muheim, tout à l'heure, a souligné l'extrême importance des dépenses d'investissement dans une période conjoncturelle de basse tension. Il a raison, mais je pense que, dans une telle situation, l'ensemble des dépenses des

collectivités publiques est un élément d'animation ou de maintenance, à tout le moins de maintenance économique, y compris les salaires et les rentes sociales que nous distribuons. En réduisant salaires ou rentes sociales de 10 pour cent, nous ferions une politique économique erronée. Ou alors, autre solution, nous transférerions sur les cantons des charges que nous ne pourrions plus assumer nous-mêmes, c'est-à-dire inévitablement soit diminution des possibilités des cantons d'exercer leurs tâches, soit accroissement de l'imposition directe, qui, à 95 pour cent, forme la ressource presque exclusive des cantons et des communes. Même si nous sommes d'accord avec M. Muheim, qui a dit que les transferts, qui représentent actuellement les deux tiers de notre budget alors qu'ils en représentaient le tiers il y a quinze ans, ne sont pas tous des transferts aux cantons, il faut être précis sur ce point et ne pas charger les cantons de toute l'augmentation des charges de la Confédération. Dans ces transferts figurent également des institutions ou des entreprises telles que l'AVS-AI ou les CFF.

Mais si une réduction drastique des dépenses se présentait aujourd'hui comme une erreur économique et comme une injustice sociale, en revanche la croissance de ces dépenses au rythme de rattrapage des années 1960-1974, rythme qui fut notablement plus rapide que celui de la croissance économique, ne serait pas soutenable. Le taux de croissance de 14 pour cent en moyenne que nous avons eu entre 1970 et 1974 pour un produit national qui ne croissait lui-même, inflation comprise, que de 11 pour cent par année, n'est économiquement pas supportable à la longue. C'est pourquoi nous avons limité la croissance des dépenses à 4 pour cent l'an, rythme conforme à celui que des experts ont prévu pour le produit national. On peut ici se demander si nous avons été trop optimistes ou trop pessimistes. Je constate en comparaison que la République fédérale d'Allemagne, dont les conditions économiques ne sont pas très différentes des nôtres, a sauf erreur prévu une croissance de l'ordre de 7 à 8 pour cent par an, avec, il est vrai, une inflation plus forte de 3 à 4 pour cent que celle que nous avons chez nous, à condition bien entendu que les conditions restent les mêmes. Nous ne pouvons pas savoir si, dans une année ou deux, l'économie prendra un nouvel envol – je suis plutôt sceptique à cet égard – ou si, au contraire, la situation de notre économie ne va pas s'aggraver, mais nous avons tout de même plus de raisons d'espérer que de raisons de désespérer.

M. Hefti nous reproche de n'avoir pas effectué l'exercice que nous faisons maintenant au moment où nous préparons le plan des dépenses pour la législature, plan que nous vous avons présenté en janvier de l'année dernière. Je crois qu'il doit reconnaître avec nous que les circonstances se sont considérablement modifiées en une année. Nous étions incontestablement victimes, à la fin de 1975, de prévisions qui étaient encore influencées, chez les économistes eux-mêmes, par l'euphorie assez générale des années antérieures. On s'était habitué à prévoir des croissances annuelles de 10 pour cent. Nous sommes devenus plus sages. Par ailleurs, il s'est produit depuis lors un freinage effectif considérable de l'inflation, qui a fait tomber l'augmentation des prix de 7 pour cent à 1 pour cent en une année. Cette maîtrise de l'inflation a aussi des avantages. Elle nous a sans aucun doute grandement aidés à modérer notre budget pour l'année 1977. Les prévisions pour les années suivantes, notre volonté étant de nous tenir à cette politique de lutte contre l'inflation et de modération de l'augmentation des prix, et les résultats atteints pendant l'année 1976 nous ont permis de prévoir une croissance moins dangereuse. D'autre part, la dépression des recettes que nous avons enregistrée dans certains domaines à la suite du tassement ou redimensionnement, notamment dans le domaine du génie civil et de la construction, nous a conduits à modérer nos prévisions de recettes. Comme vous le savez, notre système fiscal d'impôt sur le chiffre d'affaires, système sectoriel, on

pourrait presque dire boiteux, repose en forte partie sur les investissements de la construction, c'est un des reproches que nous lui faisons; or si le rendement de l'impôt sur le chiffre d'affaires dépend pour 30 pour cent de l'industrie du bâtiment, cette industrie ayant été de beaucoup la plus atteinte dans notre économie, tout naturellement nous avons dû enregistrer une moins-value substantielle.

Je tiens à dire ceci, je le dis à M. Hefti et à M. Reverdin qui ont exprimé l'un et l'autre la crainte d'un exercice factice et limité aux circonstances des idées de juin, il ne s'agit pas ici d'un exercice tactique nécessité par la votation ou selon l'adage italien «Dopo il pericolo si gabba il santo» (Après le danger on se moque du saint), il s'agit là, et avec votre aide, Messieurs les sénateurs – Je le souhaite et j'en suis sûr – d'une volonté de modération qui, après quinze années de rattrapage en soi nécessaires, doit devenir la règle de nos finances. J'espère que sur ce point vous êtes rassurés.

M. Heimann nous reproche de ne pas avoir marqué les priorités. Je me demande si l'on ne fait pas sur ce terme de priorités une certaine rhétorique et si la réalité ne nous impose pas des exercices de moins grande ambition, non pas des exercices d'ampleur stratégique mais des exercices plus pragmatiques, plus nuancés et plus mesurés. Il est à noter d'ailleurs que, pendant les quinze dernières années de cette grande expansion, les priorités ont été très nettement marquées, par exemple les dépenses publiques de la Confédération ont augmenté de 5 pour cent et les dépenses sociales ont augmenté de 8 pour cent; dans ces dépenses sociales, les dépenses de l'assurance-maladie à elles seules ont augmenté, si j'ai bonne mémoire, de 12 pour cent environ.

Je ne pense pas que vous puissiez demander que nous renversions aujourd'hui ces priorités. D'ailleurs, à quelles tâches renoncerait-on? Vous en avez tout à l'heure fait une esquisse, on pourrait évidemment y ajouter d'autres éléments, on pourrait laisser l'agriculture vivre sans aucun soutien pour voir où elle arriverait au bout d'un certain temps. Je serais quant à moi très sceptique sur ce qui resterait de notre agriculture si on la laissait purement et simplement nager dans une économie de marché totalement libre et sans soutien et peut-être même sans protection douanière. Je crois que nous n'arriverions qu'à aggraver sa situation. On pourrait également renvoyer aux cantons des charges comme celles des routes ou de l'assurance-maladie. Là, nous n'arriverions qu'à diminuer les volumes de commandes et de travaux ou à imposer aux cantons des impôts nouveaux. Nous pourrions transférer certaines charges sociales de la Confédération aux cotisations de salaire. Je n'ai pas quant à moi l'impression que transférer toutes les charges sociales directes – AVS, assurance-invalidité ou assurance-maladie – aux cotisations de salaire serait plus favorable aux contribuables que le système de taxe à la valeur ajoutée que nous proposons.

Le budget de la Confédération n'est pas démontable d'une manière spectaculaire. La Confédération ne pourra pas renoncer à ses tâches constitutionnelles qui lui ont été données par le peuple et par le Parlement. Sans doute devra-t-elle modérer ses dépenses; c'est l'exercice que nous vous proposons; mais il faudra bien pour l'essentiel trouver des ressources nouvelles en urgence, en expédients, ce qui ne sera ni plus agréable ni plus équitable ni économiquement plus sensé. Il s'agit là encore, Monsieur Heimann, non pas de menaces que nous proférons à l'égard du peuple suisse, mais d'une simple arithmétique. L'argent ne s'invente pas, d'une manière ou de l'autre, pour remplir nos tâches; il faudra bien le trouver par des cotisations sociales, par des charges sur les cantons ou par des impôts de la Confédération.

Sur le plan conjoncturel, M. Donzà a relevé à juste titre que la politique financière d'un pays n'est pas seulement un exercice de comptable modèle. Nous sommes bien d'accord que le budget public a son impact économique, qu'il peut l'avoir lourdement lorsqu'une réduction effective

de ses prestations accentue la dépression économique. Mais cet impact du budget public est aussi négatif sur l'économie quand l'endettement alourdit le budget public d'intérêts et amortissements, entrave sa mobilité, l'empêche d'intervenir d'une manière efficace dans des moments véritablement dangereux, pèse tôt ou tard sur le taux de l'intérêt et crée ainsi une réserve d'inflation à terme et prépare, par cette inflation, un démontage de l'Etat et de ses institutions sociales. J'estime qu'en la matière l'inflation démolit bien plus sûrement encore qu'une politique de réductions budgétaires.

Quant à l'effet de réanimation et de relance, je relève que cet exercice de modération auquel nous vous demandons de procéder en corrigeant quelque 37 lois, part du budget 1976 et je relève que ce budget 1976 était lui-même en augmentation de 18 pour cent, et les comptes l'ont confirmé, sur le budget 1975. Autrement dit, ce budget de base contenait déjà en budget conjoncturel et même en budget ordinaire une importante action de réanimation conjoncturelle. Cette action se poursuit et se poursuivra. Le budget 1976 et celui de 1977 aux montants identiques étant la base de la planification 1978-1981.

Faut-il aller plus loin, faut-il aujourd'hui nous préparer à entrer tambour battant dans un nouvel exercice de relance? Là j'éprouve quelque scepticisme. Tout d'abord je constate que, sans être brillante – il ne faut pas nous faire d'illusions, nous ne retrouverons pas de longtemps, et peut-être heureusement, les situations de surchauffe des années 1972/1973 –, nous comptons aujourd'hui une situation améliorée par rapport à ce qu'elle était il y a une année: moins de 15 000 chômeurs – nous en avons le double – moins de 5 pour mille de la population active quand la moyenne de l'OCDE est de 5 pour cent. Nous donnons du travail et je souhaite que nous puissions en donner longtemps encore à quelque 600 000 travailleurs étrangers, ce qui est la proportion la plus haute d'Europe. Nos exportations, avec 11 pour cent de croissance réelle l'an dernier et un chiffre record en francs constants, marquent une meilleure reprise que chez la plupart de nos partenaires, tandis que la nette augmentation de nos importations indique un appétit retrouvé. Il me semble que ce n'est pas le moment d'engager une nouvelle opération de relance intérieure de grand style et de jouer du déficit public, ce qui aurait un résultat certain: une relance spectaculaire de l'inflation et par là même un sérieux coup d'arrêt à nos exportations.

D'ailleurs l'expérience a été vécue ces dernières années et il est intéressant de l'étudier. Voici deux ans les experts de l'OCDE n'avaient pas de termes assez élogieux pour l'expérience suédoise: ce pays scandinave engageait un effort de relance considérable sous forme d'augmentation des dépenses publiques, de hausses de salaires pour stimuler la consommation intérieure. Aujourd'hui, nous sommes en face du résultat: les exportations suédoises se portent fort mal, la hausse des prix intérieurs provoque pour les industries des coûts handicapant la capacité de concurrence, la balance des paiements est déficitaire de quelque 11 milliards de couronnes, le chômage s'est aggravé et s'accroît encore, l'inflation est de 10 pour cent. Le gouvernement prévoit de porter la TVA à 20 pour cent; il augmente l'impôt sur les voitures, il envisage l'introduction d'un impôt sur l'énergie et l'augmentation des cotisations sociales des employeurs.

Les conditions ne sont certes jamais tout à fait comparables, d'autres facteurs peuvent jouer, mais la brillante expérience de «déficit spending» de la Suède nous invite à la prudence. Je constate que cette prudence est de règle aussi en République fédérale allemande où quelques réserves d'engagements anticycliques avaient été prudemment constituées en son temps. L'expérience de relance allemande reste, pour l'année en cours et pour les années prochaines, extrêmement modérée malgré un bon million de chômeurs et en dépit des incitations à une relance de grand style venues des Américains, vous le savez, ou

prônées par des professeurs comme chez nous. Le gouvernement de la République fédérale limite les interventions d'animation économique à quelque 4 milliards de DM par an, dont la moitié par la République fédérale elle-même, ce qui fait environ un crédit de 200 millions par année à notre échelle. Cela est extrêmement modeste et ces montants figurent dans notre planification. Ce même gouvernement modère, d'une manière générale, la croissance des dépenses fédérales en les maintenant au-dessous du rythme de progression envisagé pour le produit national brut et s'efforce de rétablir progressivement l'équilibre du budget.

Je vous ai démontré qu'en matière de relance nous n'étions pas restés inactifs, que nous ne le resterions pas. Aux brillants professeurs, aux quelques professeurs qui se sont exprimés dans nos journaux, il faut opposer les considérations d'un socialiste qui est aux prises avec les réalités du pouvoir et de l'économie, à savoir le premier ministre James Callaghan. En janvier dernier, dans une situation qu'il n'a pas créée lui-même, je le veux bien, il a exprimé un avis qui est encore valable aujourd'hui: «Nous avons pris l'habitude de penser que l'on peut se dégager de la récession et accroître l'emploi en réduisant les impôts et en stimulant la dépense publique. Je vous dis en toute franchise que cette possibilité a cessé d'exister et que si elle a jamais existé, elle n'a jamais conduit qu'à injecter de plus hautes doses d'inflation dans l'économie avec, pour l'étape suivante, un chômage encore plus abondant. Telle est, dit M. Callaghan, l'histoire de ces dernières années.» Il en sait davantage que moi, mais je crois que cette réflexion peut être la nôtre.

Je termine: sur le plan économique, le plan de modération des dépenses, la limitation des subventions, l'assainissement des finances fédérales constituent des éléments indispensables de la lutte contre l'inflation et, partant, de la consolidation de l'acquis social et de l'accomplissement des tâches de notre Etat fédéral.

Sur le plan politique, le plan de modération des dépenses est sans doute une condition essentielle de l'approbation de la réforme fiscale introduisant la taxe à la valeur ajoutée et réduisant l'impôt direct des revenus petits et moyens; mais c'est aussi une tâche permanente, qui doit rester la nôtre, sauf en période de crise grave, je l'ai dit.

Nous vous demandons d'entrer en matière et, avec votre commission, de vous rallier aux propositions du Conseil fédéral.

**Präsident:** Bevor wir zur Detailberatung des Geschäftes 77010, «Bundshaushalt, Ausgleich», übergehen, stimmen wir über den Finanzplan ab. Die Kommission beantragt Ihnen, vom Finanzplan zustimmend Kenntnis zu nehmen.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Kommission  
Dagegen

30 Stimmen  
1 Stimme

*Eintreten auf den Gesetzentwurf wird stillschweigend beschlossen*

*Le Conseil passe sans opposition à la discussion du projet de loi*

**A**

**Bundesgesetz über Massnahmen zum Ausgleich des Bundshaushaltes**

**Loi fédérale instituant des mesures propres à équilibrer les finances fédérales**

**Wo nichts anderes einleitend aufgeführt ist, beantragt die Kommission Zustimmung zu den Beschlüssen des Nationalrates**

**Sauf indication contraire, la commission propose d'adhérer aux décisions du Conseil national**

111

**Bundesgesetz über Bundesbeiträge an Strafvollzugs- und Erziehungsanstalten***Loi fédérale sur les subventions de la Confédération aux établissements servant à l'exécution des peines et mesures et aux maisons d'éducation.*

**Herzog, Berichterstatter:** Zum Abschnitt «Strafvollzugs- und Erziehungsanstalten» habe ich folgende Bemerkungen zu machen:

Der Bund leistet Beiträge an den Bau von Erziehungsheimen und Strafanstalten. Zu diesen Beiträgen wird uns die Senkung von 50 auf 40 Prozent beantragt. Entsprechend wird auch der Regelsatz von 70 auf 60 Prozent reduziert. Diese neuen Bestimmungen erlauben eine differenzierte, nach sachlicher Dringlichkeit abgestufte Subventionspolitik des Bundes. Ueberdies wird die Steuerfunktion der Beiträge verstärkt und eine engere Zusammenarbeit zwischen den Kantonen gefördert. Die vorgesehenen Aenderungen dürften für den Bund, in Fortsetzung des 1977 eingeleiteten Subventionsabbaus, jährliche Einsparungen im Umfange von 4 Millionen Franken zur Folge haben. Ich beantrage Ihnen namens der Kommission Zustimmung.

*Angenommen – Adopté*

121

**Bundesgesetz über die politischen und polizeilichen Garantien zugunsten der Eidgenossenschaft***Loi fédérale sur les garanties politiques et de police en faveur de la Confédération*

**Herzog, Berichterstatter:** Die Bundeskasse und alle unter der Verwaltung des Bundes stehenden Fonds sowie diejenigen Liegenschaften, Anstalten und Materialien, die unmittelbar für Bundeszwecke bestimmt sind, dürfen von den Kantonen nicht mit einer direkten Steuer belegt werden. Diese Bestimmung erweist sich bei der Anwendung in mancher Beziehung als unklar. Sie führt immer wieder zu unerspriesslichen Auseinandersetzungen mit Kantonen und Gemeinden. Mit der vorgesehenen Aenderung möchte man die Steuerfreiheit des Bundes allgemeiner fassen und die unklare Beschränkung auf die direkten Steuern fallenlassen. Ich beantrage Zustimmung.

**Egli:** Ich spreche zu Artikel 10 Absatz 2 des Garantiegesetzes. Es geht hier um die Befreiung der bundeseigenen Bauten von den kantonalen Versicherungsobligatorien. Hiezu sind zwei Bemerkungen notwendig:

1. Die Frage des Spareffektes dieser Gesetzesänderung: Dieser ist fragwürdig. Wohl wird der Bund von den Prämien der kantonalen Versicherungsanstalten befreit, andererseits erhält er natürlich auch keine Versicherungsleistungen im Schadenfall. Die Einsparung hängt also vom Schadenverlauf ab. Darf ich Ihnen ein Beispiel aus meinem Kanton zitieren? Im Kanton Luzern hat in den letzten zehn Jahren der Bund 3,8 Millionen Franken Feuerversicherungsprämien bezahlt und in der gleichen Zeit Schadenentschädigungen von 7,6 Millionen bezogen. Würden wir also auf diese Region und auf diesen Zeitraum abstellen, wäre hier kein Spareffekt erzielt worden, sondern es wäre vielmehr eine Mehrausgabe im Betrage von etwa 3 Millionen Franken entstanden. Wir müssen uns also bewusst sein, dass mit dieser Gesetzesänderung der Bund ein Risiko eingeht, das vom Schadenverlauf abhängt. Wir können nur hoffen, dass keine Grossschäden eintreten. In diesem Falle dürfte eine Einsparung eintreten.

2. Es ist aber noch eine Präzisierung zur vorgeschlagenen Gesetzesänderung notwendig, die bereits in der Kommission besprochen worden ist. Sie sehen, dass in Absatz 1, wo von der Besteuerung des Bundes die Rede ist, die Eidgenossenschaft und ihre Anstalten, Betriebe und selbstständigen Stiftungen aufgezählt werden. In Absatz 2

hingegen, wo vom kantonalen Versicherungsobligatorium die Rede ist, wird nur die Eidgenossenschaft als solche erwähnt. Gemäss der der Kommission erteilten Auskunft ist diese Unterscheidung bewusst getroffen worden, da für die Bauten der Betriebe und Anstalten (z. B. PTT, SBB usw.) die Sondergesetzgebungen (z. B. SBB-Gesetz, PTT-Organisationsgesetz usw.) vorgehen. Nach diesen Sondergesetzen sind die eidgenössischen Betriebe und Anstalten bezüglich Mobilien von der Versicherungspflicht befreit, bleiben aber bezüglich Immobilien dem Versicherungsobligatorium der Kantone unterstellt. Es lag mir daran, diese Präzisierung auch im Ratsplenum vorzubringen, damit sie auch hier zur Kenntnis genommen wird.

*Angenommen – Adopté*

131

**Bundesgesetz über die Erstellung neuer Landeskarten***Loi fédérale concernant l'établissement de nouvelles cartes nationales*

**Herzog, Berichterstatter:** Hier möchte der Bund eindeutige Normen über die Gebühren für Kartenausgaben und Reproduktionen aufnehmen. Damit wird nicht eine neue Einnahmenquelle erschlossen, sondern eine seit Jahrzehnten fließende Einnahme einfach gefestigt. Nur so ist sichergestellt, dass nicht Private von sehr aufwendigen Arbeiten der Verwaltung ohne Grund unentgeltlich erheblichen Nutzen ziehen. Die jährlich erhobenen Gebühren betragen im Durchschnitt ungefähr 500 000 Franken. Ich beantrage Zustimmung.

*Angenommen – Adopté*

221

**Bundesgesetz über die baulichen Massnahmen im Zivilschutz***Loi fédérale sur les constructions de protection civile*

**Herzog, Berichterstatter:** Bisher wurden Beiträge des Bundes an die vom Hauseigentümer zu erstellenden Personenschutzräume im Umfang von 25 bis 35 Prozent der zivilschutzbedingten Mehrausgaben geleistet. Kantone und Gemeinden haben zusammen mindestens 35 bis 45 Prozent auszurichten, so dass die Beiträge zusammen bisher 70 Prozent erreichten.

Der Bund sieht nun vor, die Ansätze neu auf 10 bis 20 Prozent und den Mindestanteil des Kantons und der Gemeinde auf 30 bis 40 Prozent anzusetzen. Durch die vorgeschlagene Gesetzesänderung wird die Pflicht zur Erstellung der vorgeschriebenen Schutzbauten nicht berührt. Ich beantrage Zustimmung.

*Angenommen – Adopté*

**Bürgi, Berichterstatter:** Ich habe über alle Massnahmen zu berichten, die das Departement des Innern berühren. Dieses hat sich in ganz besonderem Masse zu einem Transferdepartement entwickelt. Deshalb besteht hier auch ein Schwergewicht von Aenderungen bestehender Erlasse. Es sind insgesamt 17 von 37 Erlassen, die zur Aenderung vorgeschlagen werden. Sie sind von sehr unterschiedlicher materieller und finanzieller Tragweite. Im Interesse der Zeitökonomie werde ich keine Bemerkungen zu den Aenderungen geringerer Tragweite machen. Indessen möchte ich mich zur sozialen Wohlfahrt und zum Nationalstrassenbau äussern.

Des weiteren werde ich mich aussprechen zu den Beiträgen zum Schweizerischen Nationalfonds, weil es sich hier um einen selbständigen Bundesbeschluss handelt. Schliesslich habe ich am Schluss noch einige Bemerkungen zur Motion zur Kostenexplosion im Gesundheitswesen zu machen.

311

**Bundesgesetz betreffend die Unterstützung der öffentlichen Primarschule**

*Loi fédérale subventionnant l'école primaire publique*

Angenommen – Adopté

321

**Bundesgesetz über die Gewährung von Beiträgen an die Aufwendung der Kantone für Stipendien**

*Loi fédérale sur l'allocation de subventions pour les dépenses des cantons en faveur des bourses d'études*

Angenommen – Adopté

B

**Bundesbeschluss über die Beiträge an die «Stiftung Schweizerischer Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung» in den Jahren 1975–1979**

**Arrêté fédéral subventionnant la fondation «Fonds national suisse de la recherche scientifique» pour les années 1975 à 1979**

**Bürgli, Berichterstatter:** Es geht hier nicht um eine Aenderung des Gesetzes, sondern um die eines Bundesbeschlusses. Der Bundesbeschluss stammt aus dem Jahre 1974 und ist bis 1979 befristet. Es wird eine Aenderung des Beitragsansatzes für die Jahre 1978 und 1979, also für die restliche Dauer dieses Bundesbeschlusses beantragt. Daraus ergeben sich Einsparungen für das Jahr 1978 von 3 Millionen und für das Jahr 1979 von 6 Millionen.

Der Bundesbeschluss untersteht nicht dem Referendum. Wenn beide Kammern zustimmen, tritt er am 1. Januar 1978 in Kraft. Ich ersuche Sie um Zustimmung.

Angenommen – Adopté

A

**Bundesgesetz über Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes**

**Loi fédérale instituant des mesures propres à équilibrer les finances fédérales**

*Fortsetzung – Suite*

411

**Bundesbeschluss betreffend die Förderung der Denkmalpflege**

*Arrêté fédéral concernant l'encouragement de la conservation des monuments historiques*

Angenommen – Adopté

421

**Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz**

*Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage*

Angenommen – Adopté

511

**Bundesgesetz betreffend Massnahmen gegen die Tuberkulose**

*Loi fédérale sur la lutte contre la tuberculose*

Angenommen – Adopté

521

**Bundesgesetz über Bundesbeiträge an die Bekämpfung der rheumatischen Krankheiten**

*Loi fédérale concernant l'allocation de subventions pour la lutte contre les maladies rhumatismales*

Angenommen – Adopté

531

**Bundesgesetz betreffend den Verkehr mit Lebensmitteln und Gebrauchsgegenständen**

*Loi fédérale sur le commerce des denrées alimentaires et de divers objets usuels*

Angenommen – Adopté

541

**Bundesgesetz über den Verkehr mit Giften (Giftgesetz)**

*Loi fédérale sur le commerce des toxiques (loi sur les toxiques)*

Angenommen – Adopté

611

**Bundesgesetz über die Kranken- und Unfallversicherung**

*Loi fédérale sur l'assurance en cas de maladie et d'accidents*

**Bürgli, Berichterstatter:** Nun kommen wir zu einem Kapitel, über das ich, wie angekündigt, einige Ausführungen machen möchte. Es geht zunächst um die Krankenversicherung. Die Kostenexplosion im Gesundheitswesen hat auch zu einer Explosion der Bundessubventionen geführt. Seit 1960 ist die Bundessubvention für die Krankenversicherung viermal schneller gewachsen als das Bruttosozialprodukt. In Millionen möchte ich auf folgenden Vergleich hinweisen: 1964 wendete der Bund hier 135 Millionen auf und 1977 werden es 868 Millionen sein. Wenn heute im Volk gefragt wird, wo denn eigentlich das viele Geld hingehet, so kann man darauf hinweisen, dass es sich hier um eine Subvention handelt, die breitesten Kreisen der Bevölkerung in Form von reduzierten Krankenkassentarifen zufließt. Aber wenn wir eine Stabilisierung der Bundesaussgaben herbeiführen wollen, können wir diesen Bereich nicht ausnehmen. Vor allem muss diese enorme Zuwachsrate gebrochen werden. Der Bundesrat beantragt, die Aufwendungen ungefähr auf dem Stand des Budgets 1977 zu stabilisieren. Technisch geht man so vor, dass von den ungekürzten Kopfbeiträgen für das Jahr 1976 ausgegangen wird. In diesem Sinne ist bei Artikel 38 der Buchstabe a zu verstehen. Er betrifft Artikel 35 und 38 des bestehenden Bundesgesetzes über Kranken- und Unfallversicherung aus dem Jahre 1911. Ich werde auch noch über den Buchstaben b referieren, damit Sie gegebenenfalls über die Gesamtheit dieses Artikels diskutieren und beschliessen können. Der Buchstabe b betrifft die Kostenbeteiligung des Bundes an den konkreten Leistungen der Krankenkassen. Die ausbezahlten Gesamtsummen für das Jahr 1976 sollen als Höchstgrenzen festgelegt werden. Steigen die Aufwendungen der Krankenkassen bei diesen Positionen, wird demzufolge der Beitrag des Bundes prozentual abnehmen. Es findet also eine Stabilisierung des Bundesbeitrages in Millionen statt. Diese Stabilisierung der Bundesaufwendungen für die Krankenversicherung führt zu Aufwendungen in der Grössenordnung von 870 bis 890 Millionen Franken. Falls die jetzige Subventionspraxis weitergeführt würde, ergäben sich daraus folgende Mehrausgaben im Bundeshaushalt: Für das Jahr 1978 150 Millionen und für das Jahr 1979 260 Millionen Franken. Das sind die bei Stabilisierung im Bundeshaushalt eingesparten Beträge für 1978 und 1979. Ich ersuche Sie, trotzdem es sich um eine

sozialpolitische Frage von erheblicher Tragweite handelt, um Ihre Zustimmung.

*Angenommen – Adopté*

821

*Bundesbeschluss über die Finanzierung der Nationalstrassen*

*Arrêté fédéral concernant le financement des routes nationales*

**Bürgi**, Berichterstatter: Angesichts der weitschichtigen Interessen, welche der Nationalstrassenbau berührt, sind einige Bemerkungen sicherlich gerechtfertigt. Ich spreche zunächst über den Bundesbeschluss vom 17. März 1972 über die Finanzierung der Nationalstrassen. Hier geht es um die Aufhebung von Artikel 2. Seit 1974 gewährt der Bund einen Beitrag von 150 Millionen aus allgemeinen Bundesmitteln an den Nationalstrassenbau. Das war in gewissem Sinne eine Solidaritätsgeste der Bundeskasse gegenüber den Automobilisten, die den erhöhten zweckgebundenen Treibstoffzollzuschlag zu bezahlen haben. Angesichts der angespannten Lage des Bundeshaushaltes ist es heute unvermeidlich, auf diese Regelung zurückzukommen. Die im Lager der Automobilverbände zunächst feststellbare Unruhe ist heute einem gewissen Verständnis gewichen. Die Verbesserung von 150 Millionen, die zur Diskussion steht, wirkt sich nicht in der Finanzrechnung, sondern in der Gesamtrechnung des Bundes aus; aber sie ist auch hier in hohem Masse erwünscht. Ich empfehle Ihnen demzufolge Zustimmung zum Antrag zu Artikel 2 des erwähnten Bundesbeschlusses.

*Angenommen – Adopté*

822

*Bundesbeschluss über die Verwendung des für den Strassenbau bestimmten Anteils am Treibstoffzollertrag*

*Arrêté fédéral concernant l'emploi de la part du produit des droits d'entrée sur les carburants destinée aux constructions routières*

**Bürgi**, Berichterstatter: Zu Artikel 1: Ich komme zur Position 822. Es geht hier insgesamt um den Einbau von mehr Flexibilität für die Finanzierung des Strassenbaues. In diesem Sinne sollen nur noch zwei Prozentsätze für die Subventionierung des Strassenbaues gelten, nämlich: 65 Prozent für den Ausbau der National- und Hauptstrassen und für die Aufhebung von Niveauübergängen; 35 Prozent an die Kosten der dem Motorfahrzeug geöffneten Strassen und für den Finanzausgleich im Strassenwesen. Dazu folgende Begründung: Bis jetzt konnten die für das Hauptstrassennetz bestimmten Gelder nicht voll ausgegeben werden. In Zukunft ist indessen beabsichtigt, die vorhandenen Mittel für den Strassenbau voll auszuschöpfen. Das wird zu einer verbesserten Berücksichtigung des Nationalstrassenbaues und zu einer gewissen Verminderung der Aufwendungen für das Hauptstrassennetz führen. Diese Verteilung muss indessen nicht für alle Zeiten so geregelt sein. Wenn die wichtigsten Teile des Nationalstrassennetzes vollendet sind, besteht jederzeit die Möglichkeit, die Verteilung der Mittel zwischen National- und Hauptstrassen neu zu überprüfen.

Ich beantrage Ihnen, der vorgeschlagenen Aenderung zuzustimmen.

Zu Artikel 4, Absatz 1: Der Wortlaut ist an und für sich klar, und die vorgeschlagene Regelung ist im Grundsatz seitens der Kantone auch nicht bestritten. Umstritten war indessen die vom Bundesrat vorgeschlagene Rückwirkung bis ins Jahr 1968 zurück. Aufgrund der erhobenen rechtlichen Vorstellungen wird nun auf diese Rückwirkung verzichtet; das wird bei den Uebergangsbestimmungen geregelt. Ich komme nachher darauf zurück.

Ich beantrage Ihnen, Artikel 4, Absatz 1 zu genehmigen.

Bei Artikel 15 geht es um Aenderungsvorschläge gestützt auf bisherige Erfahrungen für die allgemeinen Beiträge für den Finanzausgleich. Es besteht eine Einfügung des Nationalrates; unter c, der Finanzkraft der Kantone, kommt der Absatz d, der die steuerliche Belastung des Schwerverkehrs durch die Kantone betrifft. Es ist eine Einladung an jene Kantone, die den Schwerverkehr bis jetzt ungenügend belastet haben, dies nachzuholen. Die Kommission ist einmütig der Auffassung, es sollte dem Nationalrat in dieser Position zugestimmt werden.

*Angenommen – Adopté*

823

*Bundesbeschluss über Beiträge an die Aufhebung oder Sicherung von Niveauübergängen*

*Arrêté fédéral concernant des contributions aux frais de suppression de passage à niveau ou l'adoption de mesures de sécurité*

*Angenommen – Adopté*

824

*Uebergangsbestimmungen und Inkrafttreten Dispositions transitoires et entrée en vigueur*

**Bürgi**, Berichterstatter: Bei Position 824 besteht noch eine Einfügung des Nationalrates bei Absatz 3. Anstelle des 1. Februar 1968 wird hier der 1. Januar 1977 genannt. Das wäre eben die Vermeidung der rückwirkenden Abschöpfung von Grundstückgewinnen und ähnlichen Abgaben, die den Kantonen zugeflossen sind.

Ich bitte Sie, allen diesen Anträgen Ihre Zustimmung zu geben.

*Angenommen – Adopté*

11.11

*Bundesgesetz betreffend die eidgenössische Oberaufsicht über die Forstpolizei*

*Loi fédérale concernant la haute surveillance de la Confédération sur la police des forêts*

**Bürgi**, Berichterstatter: Sie finden die einschlägigen Bestimmungen auf Seite 20 des deutschen Textes. Ich habe zum ganzen Kapitel Forstpolizei keine Bemerkungen und beantrage Ihnen Zustimmung zu den Vorschlägen des Bundesrates und den Beschlüssen des Nationalrates.

*Angenommen – Adopté*

11.21

*Bundesgesetz über die Wasserbaupolizei*

*Loi fédérale sur la police des eaux*

*Angenommen – Adopté*

333

*Berufsbildung*

*Formation professionnelle*

**M. Reverdin**, rapporteur: Il s'agit du taux de la subvention fédérale pour la construction d'immeubles destinés à la formation professionnelle. La modification qui nous est proposée consiste à ramener de 30/45 pour cent, selon la force des cantons, à 25/40 pour cent le taux de la subvention fédérale. Cela correspond aux propositions initiales que nous avait présentées le Conseil fédéral; mais les Chambres, ici comme dans beaucoup d'autres cas, avaient



fait de la surenchère. L'économie serait de l'ordre de 6 millions.

*Angenommen – Adopté*

555

*Tierseuchenbekämpfung  
Lutte contre les épizooties*

M. Reverdin, rapporteur: La proposition consiste à ramener de 40/50 pour cent à 35/45 pour cent le taux des subventions versées par la Confédération aux cantons pour les frais qu'ils engagent dans la lutte contre les épizooties. L'économie est minime: un demi-million par an.

En outre, sans qu'il y ait lieu pour cela de modifier un texte légal, le Conseil fédéral propose de renoncer jusqu'à nouvel avis à la vaccination générale annuelle de tout le cheptel bovin contre la fièvre aphteuse, qui marque actuellement en Europe un temps d'arrêt.

*Angenommen – Adopté*

662

*Wohnbauförderung  
Aide à la construction de logements*

M. Reverdin, rapporteur: Les deux textes à modifier sont un arrêté fédéral de 1958 concernant l'encouragement à la construction de logements à caractère social et la loi fédérale du 17 mars 1965 concernant l'encouragement à la construction de logements.

Pour que les loyers soient aussi bas que possible, la Confédération prend actuellement à sa charge pendant vingt ans jusqu'à deux tiers des intérêts du capital investi dans les logements à caractère social.

La proposition qui nous est faite consiste à réduire d'une part la durée, d'autre part, progressivement, le taux de la subvention. Pendant les huit premières années, la Confédération prendra à sa charge 100 pour cent, puis 50 pour cent pour les neuvième, dixième et onzième années, 25 pour cent pour les douzième, treizième et quatorzième années, et plus rien du tout dès la quinzième. Cela entraînerait des réductions de dépenses allant de 5 millions cette année à 20 millions en 1980. Des exceptions sont prévues pour les logements destinés à des invalides et à des personnes âgées. Il est également prévu que l'on n'appliquerait pas ces nouveaux taux si la conséquence risquait d'en être que le loyer dépasse 20 pour cent du revenu du locataire. Ces mesures auront évidemment pour conséquence des hausses de loyers que le Conseil fédéral juge supportables.

Egli: Ich möchte zu diesen beiden Änderungen der Wohnbauförderungsgesetze etwas sagen. Es geht hier darum, dass durch eine Gesetzesänderung rechtskräftig zugesicherte Zuschüsse des Bundes abgeändert oder sogar aufgehoben werden können. Wir müssen uns vor Augen halten, dass viele Bauträger – es handelt sich in der Regel um Baugenossenschaften – aufgrund dieser Zusicherungen ihre Baubeschlüsse gefasst, ihre Finanzierung darauf ausgerichtet, und ihre Mietzinse festgesetzt und ihre Mietverträge abgeschlossen haben. Es bestehen daher nach meiner Auffassung ganz ernsthafte rechtsstaatliche Bedenken, wenn solche rechtskräftig zugesicherte Zuschüsse nachträglich abgeändert, d. h. reduziert oder sogar aufgehoben werden. Der bundesrätliche Sprecher in der Kommission hat zwar geltend gemacht, die einschlägigen Bestimmungen enthielten eine sogenannte «Escape»-Klausel, d. h. eine Bestimmung, wonach die Bundesverwaltung diese Zuschüsse neuen Verhältnissen anpassen könnte. Ich habe mir erlaubt, diese Behauptung nachzu-

prüfen, und dabei festgestellt, dass sie leider nicht zutrifft. Weder die beiden Wohnbauförderungsgesetze noch die einzelnen Subventionsverfügungen, mit welchen solche Zuschüsse zugesichert worden sind, enthalten eine solche Klausel. Die rechtsstaatlichen Bedenken bestehen also nach wie vor. Die Folge wird sein, dass die Mietzinse für subventionierte Bauten angehoben werden müssen, wenn diese Bauträger weiterhin bestehen wollen. Eine Mietzinsanpassung wäre möglicherweise den Mietern noch zumutbar; aber in vielen Fällen können diese Baugenossenschaften die Mietzinse gar nicht erhöhen, weil sie sonst nicht mehr konkurrenzfähig sind. Ich muss Ihnen sagen: Es stehen schon einige solche Baugenossenschaften mit staatlichen Zuschüssen in ganz ernsthaften Schwierigkeiten. Ich frage mich: Was passiert, wenn solche Bauträger, solche Baugenossenschaften finanziell zusammenbrechen? Ich stelle keinen Streichungsantrag, möchte aber an diese Stellungnahme die Erwartung knüpfen, dass der Bundesrat in reichem Masse von der Härteklausel Gebrauch macht, die Sie in die beiden Gesetzesänderungen eingebaut haben, wonach auf Härtefälle Rücksicht zu nehmen ist.

Ein Zweites: Es kommt dazu, dass neben diesen Wohnbauförderungen gemäss den beiden Wohnbauförderungsgesetzen von 1958 und 1965 der Bund noch eine interne, für seine eigenen Arbeitnehmer bestimmte Wohnbauförderung betreibt. In den letzten Jahren sind etliche Millionen dafür ausgegeben worden. Diese interne Wohnbauförderung des Bundes ist in der Lage, viel bessere Bedingungen zu offerieren als die Wohnbauförderungen nach den beiden Wohnbauförderungsgesetzen, so z. B. bezüglich Darlehenszinsen und Baurechtszinsen für den Baugrund, und es werden keine Limiten festgelegt für die Einkommensverhältnisse der Mieter. Es gibt bereits konkrete Fälle, wo solche bundeseigene Wohnbauten andere bundesgeförderte Wohnungen ernsthaft konkurrenzieren. Es ist kein schönes Schauspiel mit anzusehen, wie sich zwei Kategorien von bundesgeförderten Bauträgern gegenseitig in Schwierigkeiten bringen, und dazu noch mit ungleichen Spiessen.

Ich knüpfe daher an meine Zustimmung die Erwartung, dass das Finanzdepartement, dem diese Wohnbauförderung für das Bundespersonal untersteht, sich mit dem EVD, welchem die Aufsicht über die Wohnbauförderung gemäss den beiden Gesetzen obliegt, verständigt und seine Wohnbauförderungen für das Bundespersonal mit den Massnahmen des Bundesamtes für Wohnungsbau koordiniert, und dass es auch die Förderungspraxis für die Personalwohnungen den Änderungen der Wohnbauförderungsgesetze ebenfalls anpasst.

M. Chevallaz, conseiller fédéral: Je comprends les préoccupations de M. Egli, je m'efforce d'y répondre de la manière suivante: il faut d'abord considérer qu'une grande partie des bâtiments construits avec l'aide de la Confédération offrent aujourd'hui des conditions de loyer extrêmement favorables par rapport aux constructions de ces toutes dernières années. Ils bénéficient déjà d'une situation exceptionnelle en ce sens qu'ils pratiquaient déjà des prix plus bas à l'époque de leur construction. Compte tenu de l'évolution des loyers pendant ces six dernières années, ils se trouvent maintenant dans une situation très favorable; on peut même dire qu'ils sont favorisés d'une manière presque inéquitable par rapport à l'ensemble des autres locataires.

D'autre part, pour ce qui est des bâtiments construits récemment avec l'aide de la Confédération, un autre élément intervient, à savoir la baisse du taux de l'intérêt hypothécaire qui a tout de même une influence sensible par rapport au moment où ces bâtiments ont été construits. Voilà pour les actions générales.

Quant aux actions pour le personnel de la Confédération: elles ont été extraordinairement réduites ces trois dernières années. Je ne dirai pas qu'elles ont été réduites à

zéro, car il m'arrive encore de signer quelques projets. Il faut encore prévoir la possibilité de loger des douaniers dans une localité où il n'existe pas de logements. Mais on sait que dans la plupart de nos villes les conditions de logement sont actuellement satisfaisantes; il n'est pas justifié d'y construire encore des logements pour nos employés d'une manière importante et massive. D'autre part, dans certains cas, les conditions de prêts ont été révisées. Je pourrais relever, en particulier, que les prêts qui avaient été – je dois le dire – très généreusement consentis, à des taux d'intérêt hors de toute concurrence, extrêmement bas, à de hauts fonctionnaires, ont été maintenant remboursés. La Confédération ne fait plus de cadeaux à des fonctionnaires qui sont en situation aisée. Je me tiens à la disposition de M. Egli pour lui donner des précisions chiffrées sur cette politique, mais je crois que ce que l'on vous propose ici, avec d'ailleurs une «escape clause», doit vous permettre d'adopter cette mesure d'économie. Il n'y aura pas de cas de rigueur, de conséquences antisociales du fait de cette mesure. Disons qu'on rétablit même une équité relative, les loyers subventionnés avec l'aide de la Confédération étant maintenus dans une situation nettement plus avantageuses que celle des logements ordinaires.

**Präsident:** Ich stelle fest, dass Herr Egli weder zur Position 621 noch zur Position 622 einen Abänderungsantrag gestellt hat.

*Angenommen – Adopté*

771

*Investitionshilfe für Berggebiete. Bundesgesetz  
Aide aux investissements dans les régions de montagne.  
Loi*

M. **Reverdin**, rapporteur: Il s'agit là d'une loi récente puisqu'elle date du 28 juin 1974. Le Conseil fédéral, pour ces investissements, avait proposé 400 millions pour cinq ans. Les Chambres ont fait de la surenchère: elles ont voté 500 millions pour six ans. Or, à en juger par les demandes qui ont été présentées, on parviendra à dépenser tout au plus, en cinq ans, 256 millions, soit la moitié de la somme. Cela tient au fait que les requérants et les cantons intéressés ne disposent pas de ressources suffisantes pour couvrir leur part des investissements, et aussi au fait que les projets prêts étaient moins nombreux qu'on ne le prétendait. Dès lors, sans toucher au montant de 500 millions, le Conseil fédéral propose, ce qui est tout à fait réaliste, de le dépenser en huit ans au lieu de six; ainsi le même montant sera dépensé, mais plus lentement.

*Angenommen – Adopté*

991

*Landwirtschaftliche Ausbildung. Landwirtschaftsgesetz  
Loi sur l'agriculture*

M. **Reverdin**, rapporteur: Il y a tout d'abord le problème des bâtiments destinés à la formation professionnelle. Comme pour les bâtiments destinés à la formation professionnelle dans des domaines autres que l'agriculture, le Conseil fédéral nous propose de ramener le taux de subvention de 45 à 40 pour cent, ce qui exige une modification de l'article 15d de la loi sur l'agriculture.

Viennent ensuite une série de modifications d'arrêtés et de lois en rapport avec l'agriculture. Il s'agit d'une part d'un «aggiornamento», en ce sens que certaines mesures en faveur de l'agriculture qui paraissaient efficaces et urgentes à un certain moment le sont devenues moins à la suite de modifications dans la structure même de l'agriculture et de la partie de la population qui s'y voue. Il s'agit d'autre part de rééquilibrer les charges entre la Confédération et les cantons.

Dans son message, le Conseil fédéral dit expressément: «Les revenus agricoles ne sont presque pas touchés par les réductions envisagées.»

*Angenommen – Adopté*

992

*Maschinenanschaffungen im Berggebiet. Landwirtschaftsgesetz*

*Acquisitions de machines dans les régions de montagne.  
Loi sur l'agriculture*

M. **Reverdin**, rapporteur: Il s'agit ici d'abroger l'article 41 de la loi fédérale sur l'agriculture, et d'abroger également une loi fédérale du 4 octobre 1963 sur l'acquisition individuelle de machines agricoles dans les régions de montagne, qui, en fait, ne sont plus appliquées depuis 1975. Il s'agit en d'autres termes de rendre durable la mesure qui avait été prise à titre provisoire. Dans son message, le Conseil fédéral estime que les besoins de rattrapage ont été couverts; il fait remarquer que la possibilité existe d'obtenir des prêts.

*Angenommen – Adopté*

931

*Dienstbotenwohnungen. Landwirtschaftsgesetz  
Logements pour les domestiques. Loi sur l'agriculture*

M. **Reverdin**, rapporteur: Il s'agit des subventions fédérales pour la construction des logements séparés destinés à des domestiques mariés.

La disposition relative au subventionnement se trouve dans la loi sur l'agriculture, à l'article 93. Le Conseil fédéral constate dans son message que le nombre des domestiques de campagne mariés a beaucoup diminué, que la main-d'œuvre a été souvent remplacée par la mécanisation et la rationalisation; preuve en soit que l'on ne dépense, bon ou mal an, au titre de ces subventions qu'environ 200 000 francs. Vous connaissez tous le prix de la construction, de l'aménagement des logements. Vous conviendrez donc qu'avec 200 000 francs on ne construit pas grand-chose. Le Conseil fédéral propose donc d'abroger l'article; il fait remarquer que la possibilité d'obtenir des prêts demeure.

*Angenommen – Adopté*

941

*Bundesgesetz über die Förderung des Absatzes von  
Zucht- und Nutzvieh von Pferden und von Schafwolle  
Loi fédérale tendant à faciliter la vente des bestiaux d'élevage et de rente, des chevaux ainsi que de la laine*

M. **Reverdin**, rapporteur: Il s'agit d'un ensemble de mesures assez complexes, notamment de la suppression de subventions destinées à faciliter le transport du bétail, à encourager le développement d'assurances coopératives. Le sujet est très technique; je ne pense pas que vous souhaitiez que j'entre dans les détails. Les mesures de rationalisation proposées n'ont pas d'importance vitale pour l'agriculture de montagne; du moins est-ce l'avis du Conseil fédéral.

**Vincenz:** Gestatten Sie mir einige Bemerkungen zu diesem «Aggiornamento», und zwar aus der Sicht der Berglandwirtschaft, insbesondere der Viehwirtschaft. Der Bundesrat hat uns in der Kommission erklärt, dass grundsätzlich keine Massnahmen in diesem Sparpaket ergriffen werden sollten, die einen Einkommensausfall in der Landwirtschaft zur Folge hätten. Bei der Prüfung dieser Vorschläge stellen wir fest, dass dies für die Landwirtschaft im Tal zutreffen dürfte, nicht dagegen für die Berglandwirtschaft. Hier

haben wir verschiedene Massnahmen, die direkt oder indirekt einen Abbau des Einkommens der Bergbauern zur Folge haben. Ich nenne – zum Teil hat Herr Kollege Reverdin bereits darauf hingewiesen – die Subventionen an die Mechanisierung, die gestrichen werden sollen, die Beiträge an die Viehversicherung im Berggebiet, die ebenfalls wegfallen sollen, den Abbau der Beiträge an die Ausmerzaktionen von 20 Prozent und den weiteren Abbau der Beiträge des Bundes an die Entlastungskäufe in dem Sinne, dass die Kantone diese 20 Prozent anstelle des Bundes übernehmen sollen. Das geht in recht grosse Summen. Für den Kanton Graubünden werden die zwei Absatzmassnahmen wesentlich mehr als eine Million Franken ausmachen. In der Folge werden wahrscheinlich nicht alle Kantone in der Lage sein, in Zukunft diese sehr notwendigen Massnahmen durchzuführen. Die Milchkontingentierung wird diese noch dringender gestalten, und wenn diese dann nicht im Markt eingesetzt werden kann, dann ist zu erwarten, dass ein Preiszusammenbruch eintritt und damit ein massiver Abbau des Einkommens dieser Landwirte im Berggebiet. Das ist unsere grosse Sorge. Ich stelle keinen Antrag, man solle andere Beschlüsse fassen als was der Bundesrat beantragt. Aber es ist festzustellen, dass wir in der Schweiz nirgends eine Regelung haben, wonach die Kantone Beiträge leisten müssen an den Absatz der Agrarprodukte. Ueberall, wo das erforderlich ist, übernimmt der Bund die volle Kostendeckung. Nur hier bei diesem Zuchtvieh, bei der Viehwirtschaft im Berggebiet sollen die Kantone einspringen. Wir finden, dass das eine unglückliche Lösung ist und eine starke, merkliche Benachteiligung der Bauern im Berggebiet bedeutet. Ich möchte diese Feststellung machen in der Hoffnung, dass dies doch bei nächster Gelegenheit korrigiert wird.

M. **Chevallaz**, conseiller fédéral: Il est vrai que nous supprimons un certain nombre de subventions. Il s'agit de toute une pacotille, de tout un arsenal folklorique de subventions de détail d'une exécution assez compliquée et dont une bonne partie est d'ailleurs déjà supprimée depuis 1975. Il y a peu d'éléments nouveaux supprimés.

Il nous paraît qu'il vaut mieux nous défaire de tout cet arsenal compliqué – sa suppression, si je suis bien informé, représente une diminution de 17 millions par année – pour nous préparer à faire un effort beaucoup plus étendu, beaucoup plus valable et mieux conçu, nous semble-t-il. Il s'agit des subventions à la surface pour les paysans de montagne que nous avons inscrites au programme à partir de l'année 1979 pour un montant de l'ordre de 80 millions par année.

Ce sera à notre avis une aide plus rationnelle et plus importante que ce que nous vous proposons de supprimer aujourd'hui. Il nous paraît qu'on ne pouvait pas cumuler les deux choses et que l'effort d'économie de 17 millions devait être marqué. Si les ressources sont données à la Confédération le 12 juin ou lors d'une votation ultérieure, les subsides à la surface seront garantis pour une somme plus élevée.

J'espère avoir ainsi tranquilisé M. Vincenz.

*Angenommen – Adopté*

951

*Bundesbeschluss über vorübergehende Massnahme zu gunsten des Rebbaus*

*Arrêté fédéral instituant des mesures temporaires en faveur de la viticulture*

M. **Reverdin**, rapporteur: En 1968/1969, nos vignobles produisaient moins de vin que n'étaient disposés à boire les Suisses. En Suisse orientale, notamment, la demande en vins locaux dépassait l'offre. D'où la proposition du Conseil fédéral d'autoriser l'extension du vignoble dans certaines régions et à certaines conditions.

Les choses ont bien changé. Nous avons maintenant des excédents de vin. Il serait dès lors déraisonnable d'étendre le vignoble.

En revanche, la reconstitution des vignobles, c'est-à-dire le remplacement de vieux ceps par de jeunes plants, reste nécessaire.

Le Conseil fédéral propose donc de modifier l'arrêté de 1969 instituant des mesures temporaires en faveur de la viticulture: les subventions pour la création de vignobles sont supprimées et l'octroi de subventions pour la reconstitution de vignobles est réservé aux vignes en forte déclivité. N'en bénéficieront donc que ceux qui cultivent des vignes occupant de fortes pentes, des vignes en terrasses.

L'économie serait de l'ordre de grandeur de 2 millions.

*Angenommen – Adopté*

961

*Bundesgesetz über Investitionskredite und Betriebshilfe in der Landwirtschaft*

*Loi fédérale sur les crédits d'investissements dans l'agriculture et l'aide aux exploitations paysannes*

M. **Reverdin**, rapporteur: Il s'agit ici de mettre de l'ordre sur le plan législatif. Non pas qu'il y ait désordre, mais la situation actuelle est provisoire et ne saurait être tenue pour satisfaisante.

En 1971, encore en pleine euphorie, on a révisé la loi de 1962 sur les crédits d'investissements à l'agriculture et sur l'aide aux exploitations paysannes. On a notamment prévu des aides substantielles pour des investissements non seulement en montagne, mais encore sur le Plateau, en plaine. On a prévu également des crédits d'investissements pour les agriculteurs qui, après avoir vendu ou loué leur domaine, cherchent à se créer une nouvelle existence dans une branche d'activité autre que l'agriculture.

Le Conseil fédéral a pris sur lui de ne mettre en vigueur la première disposition que pour les régions de montagne, et de ne pas mettre du tout en vigueur la seconde, relative aux crédits d'investissements en faveur des agriculteurs qui changent de métier. Il nous demande aujourd'hui de mettre le sceau de la loi, sur ce qu'il a décrété de son propre chef, de manière que ce qui était provisoire devienne durable et conforme à la législation.

**Heimann**: Unser Kollege Reverdin hat diesen Antrag des Bundesrates recht vornehm begründet. Im Grunde genommen geht es um folgendes: Die Bundesversammlung hat einem Gesetz zugestimmt, wonach Meliorationskredite zu gewähren seien im Rahmen eines Gesamtprojektes in Tal- und in Berggebieten. Der Bundesrat hat sich für berechtigt gehalten, auf eine Investitionskredithilfe im Talgebiet zu verzichten. Das Gleiche gilt für Artikel 17bis. Es handelt sich hier um die Hilfe für die Begründung einer ausserlandwirtschaftlichen Existenz. Der Bundesrat hat diesen Artikel 17bis gesetzeswidrig ausser Kraft gesetzt. Sie erinnern sich, dass ich Ihnen seinerzeit eine Motion unterbreitete und fragte, ob sich der Rat das eigentlich gefallen lassen wolle. Zähneknirschend haben Sie dann die Motion abgelehnt und dies auf Antrag des Bundesrates. Nun sollen diese beiden Artikel, und vor allem Artikel 17bis, über die Hintertreppe eliminiert werden. Ich glaube, das ist eine Legiferierung, die nicht den Beifall unseres Rates finden kann. Die Bestimmung, dass der Bundesrat allenfalls eine ausserlandwirtschaftliche Existenzgründung mit einem Investitionskredit unterstützen könnte, wurde seinerzeit als Perle neuer landwirtschaftlicher Politik hingestellt. Sie hat inzwischen nichts gekostet. Sie würde auch inskünftig keine Subventionen kosten, sondern im Maximum allenfalls einen Investitionskredit, der rückzahlbar wäre. Ich glaube, dass es nicht angeht, den einzigen gesetzlich verankerten

Fortschritt, den ich in zehn Jahren Zugehörigkeit zum Parlament in der Landwirtschaftspolitik erlebt habe, auf diese Weise wieder rückgängig zu machen. Ich beantrage Ihnen, Artikel 17bis im Gesetz zu belassen. Noch eine andere Erklärung: Die Botschaft sagt auf Seite 59, dass «die Inkraftsetzung der Bestimmung zur Schaffung einer nichtlandwirtschaftlichen Existenz» «für den Bund jährliche Auslagen von etwa 5 Millionen zur Folge» hätte. Im nächsten Satz heisst es sodann: «Insofern lässt sich sagen, dass ein endgültiger Verzicht auf die Anwendung dieser beiden Bestimmungen» – nämlich Melioration und ausserlandwirtschaftliche Existenz – «dem Bund Einsparungen in der genannten Höhe bringt». Der Bund hat ja nichts ausgegeben und gedenkt nichts auszugeben. Wie kann er da vormachen, dass mit dieser Streichung und Aenderung eine Einsparung von 5 Millionen Franken erfolgt. Ich bitte Sie, meinem Antrag zuzustimmen.

**Präsident:** Lediglich eine Klarstellung an die Adresse unseres Freundes und Kollegen Heimann: Wir befinden uns hier nicht auf der Hintertreppe.

**Knüsel:** Gestatten Sie mir, in Zusammenhang mit der Korrektur des Bundesgesetzes über Investitionskredite und Betriebshilfen zwei Anliegen vorzubringen. Zuerst eine Feststellung. Die Mittel, die der Bund für Investitionskredite an die Landwirtschaft – und dazu zähle ich auch die Betriebshilfedarlehen – als rückzahlbare Darlehen gewährt, haben sich bis dato in ausgezeichnete Weise bewährt. Ich möchte behaupten, dass in vielen Kantonen diese Massnahme nicht nur zu den wirkungsvollsten zählt, sondern ebenso sehr zu jenen strukturverbessernden Massnahmen in der Landwirtschaft mit nachhaltigem Wirkungseffekt, die überdies noch erzieherische Komponenten in sich tragen. Ich glaube, wir von den Kantonen sind an die Adresse des Bundes für die Mittel, die er zur Verfügung gestellt hat, sehr dankbar. Wenn ich nun meinen Kanton betrachte – und daran möchte ich die zwei Anliegen anknüpfen –, so beträgt die gesamte Darlehenssumme in unserem mittleren Kanton die beachtliche Summe von rund 90 Millionen Franken. Für diese 90 Millionen Franken, die alljährlich in Form von Rückzahlungen für neue Investitionen dienen, muss der Kanton an die Adresse des Bundes Garantie leisten. Bis anhin sind diese Rückzahlungen praktisch ohne Mahnungen voll und ganz geleistet worden. Nachdem auch etliche Kantone auf dem Gebiete der landwirtschaftlichen Strukturmassnahmen Finanzierungsschwierigkeiten haben, sind wir bei uns dazu übergegangen, in Form von Betriebsvoranschlägen von langfristigen Betriebsbudgets die Eigenfinanzierungsgrade der Betriebe mit Blick auf die neuen Markt- und Absatzverhältnisse eingehender zu überprüfen. Wir sind dazu gekommen, dass wir die Investitionskredite in Verbindung bringen müssen mit den «à fonds perdu»-Beiträgen. Auf diesem Wege gelingt es uns, mit einem möglichst kleinen Einsatz von «à fonds perdu»-Beiträgen und von Darlehensgewährung ein Optimum, wenn nicht sogar ein Maximum an Sanierungen und an strukturverbessernden Massnahmen durchzubringen. Ich weiss, diese Praxis entspricht in einem Satze nicht ganz genau dem Bundesgesetz. Ich wäre Ihnen aber, Herr Bundesrat, sehr dankbar, wenn man mit Bezug auf die heutigen erschwerten Marktverhältnisse, auch unter Einbezug der Milchkontingentierung, vielleicht diesem Anliegen in Zukunft etwas Rechnung tragen könnte. Das zweite Anliegen: Für die finanzschwachen Kantone mit ausgedehntem Berggebiet – so lautet das zuständige Bundesgesetz – übernimmt der Bund sämtliche Administrativ- und Verwaltungskosten. Bei den finanzschwachen Kantonen ohne ausgedehntem Berggebiet und bei den mittelstarken Kantonen in beiden Klassifizierungen müssen die Kantone die Administrativ- und die anderen Kosten selbst tragen. Wir stellen fest, dass die Landwirte – seien es Landwirte bei Einzelprojekten, seien es Genossenschaften, sei es die Kollektivhilfe – bereit wären, einen ganz

bescheidenen Beitrag an die zusätzlich zu erwartenden Administrativkosten zu übernehmen, weil ich möchte das betonen – heute eine wesentlich erhöhte Dienstleistung erbracht werden muss. (Andere Marktverhältnisse, andere Absatzsituationen.) Die Kantone könnten einen ganz bescheidenen Betrag – ich denke vielleicht an 1 Prozent der gesamtgewährten Investitionshilfe – für die zusätzliche Arbeit und Betreuung dieser Betriebe erheben, um damit auch mit den Buchhaltungskontrollen, mit den Administrativkosten besser fertig zu werden. Wenn Sie, Herr Bundesrat, diese beiden Anliegen zu einer Hilfe, die ich persönlich zu den nachhaltigsten und sinnvollsten zähle, unterstützen könnten, dann wären wir Ihnen sehr, sehr dankbar. Ich glaube, es lohnt sich nicht mit einem separaten Vorstoss dieses Problem in die Arena zu bringen. Aber wenn hier Bund und Kanton in vollständiger Zusammenarbeit das Optimum herausholen könnten, dann wäre dies der Mühe wert. Ich danke Ihnen.

**Vincenz:** Herr Heimann, wir müssen differenzieren: Diese 5 Millionen kann der Bund in erster Linie einsparen, wenn er im Tal keine Baukredite mehr gewährt. Es sind keine direkten Zahlungen an die Landwirtschaft, sondern die Folge dieser Zahlungen in Form von zinslosen Baukrediten an die Tallandwirtschaft. Der Bundesrat beantragt, den Artikel 10 Buchstabe e zu streichen, so dass diese Baukredite dann nurmehr im Berggebiet eingesetzt werden können. Ob das richtig ist oder nicht, müssen Sie entscheiden. Bestimmt bedeuten die Investitionskredite für die Berggebiete eine enorme Hilfe, eine unschätzbare Hilfe. Diesbezüglich möchte ich die Ausführungen von Herrn Kollege Knüsel unterstreichen.

Und nun zur zweiten Bestimmung, die mit Unterstützung unseres Kollegen Heimann damals in das Gesetz aufgenommen wurde (Art. 17bis). Nach Artikel 17bis kann man landwirtschaftliche Investitionskredite für den Aufbau von nichtlandwirtschaftlichen Unternehmungen gewähren. Von dieser Möglichkeit wurde bisher nicht Gebrauch gemacht. Nun müssen Sie grundsätzlich entscheiden, ob Sie auf diesen damaligen Beschluss zurückkommen wollen oder nicht. Nachdem man von dieser Möglichkeit keinen Gebrauch macht, glaube ich, dass eine Streichung richtig wäre. In der heutigen Situation ist es sicher keine Leistung an die Landwirtschaft, sondern höchstens eine Massnahme zur Unterstützung von Leuten, die eben die Landwirtschaft verlassen. Früher wollten gewisse Kreise dies fördern, heute eher weniger und ich glaube persönlich nicht, dass der Bund noch eine Veranlassung hat, die Abwanderung mit Bundesmitteln zu unterstützen.

**Krauchthaler:** In Artikel 10 Buchstabe e stört mich das Wörtchen «gross» bei «grossen Meliorations- und Erschliessungsprojekten». Was ist «gross»? Von der Praxis her – ich stehe nun bald zehn Jahre in dieser Praxis – sehe ich hier grosse Schwierigkeiten, zu unterscheiden was dieses Wort beinhalten kann. Ich möchte Ihnen beliebt machen, dieses zu streichen. Es kostet keinen Rappen mehr, davon bin ich überzeugt. Man kann nur einen ganzen Haufen Zeit einsparen. Ich beantrage einfach, das Wort «grossen» zu streichen. Wir können uns damit viele Schwierigkeiten bei der Durchführung ersparen.

**M. Chevallaz, conseiller fédéral:** Je m'étonne de la position prise par M. Heimann. Pour une fois que le Conseil fédéral est restrictif, prudent et économe dans l'engagement des moyens qu'on lui a permis d'utiliser, voilà que M. Heimann nous condamne alors qu'il se fait ailleurs le champion de l'économie à outrance. Pour une fois que nous décidons de ne pas dépenser tout ce qui nous a été permis, il nous le reproche. Et puis, tout à l'heure, il a défendu une admirable théorie sur les priorités. Le Conseil fédéral a précisément dans la pratique – et aujourd'hui il vous propose de la corriger dans la loi – marqué une priorité, c'est-à-dire le soutien à l'agriculture de montagne

qui, de toute manière, en a de beaucoup le plus large besoin. Pour une fois que nous faisons usage d'une volonté de priorité nettement marquée, voilà encore que vous nous tombez dessus à bras raccourcis! Je pense que la proposition du Conseil fédéral est raisonnable malgré votre avis. Nous avons appliqué ici un principe qui est «celui qui peut le plus peut le moins», que nous l'avons fait sagement. Notons que l'agriculture de plaine n'a pas sollicité ces crédits.

Quant à l'autre disposition qui consiste à subventionner l'agriculteur pour qu'il quitte son domaine, elle peut paraître un peu paradoxale; je ne sais pas si c'est vous qui l'avez inventée ou si elle vient du Conseil fédéral, je n'étais pas très assidu à la discussion lorsque ce problème a été traité. De toute manière, nous devons constater que l'agriculture voit encore disparaître passablement de ses entreprises sans qu'on ait besoin de payer les paysans pour partir plus vite. J'aurais plutôt tendance à croire qu'il nous faut en garder quelques-uns et peut-être même les aider à rester plutôt que de les aider à disparaître. Je vous propose de vous en tenir aux propositions du Conseil fédéral et du Conseil national.

**Präsident:** Wir stellen zunächst fest, dass zu Artikel 10 Absatz 1 Buchstabe e kein anderer Antrag als derjenige der Kommission gestellt ist. Diesem Artikel haben Sie zugestimmt.

Dagegen hat zu Artikel 17bis Herr Kollege Heimann den Antrag gestellt, den Aufhebungsbeschluss zu eliminieren und diesen Artikel in seiner bisherigen Form im Gesetze zu belassen.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	30 Stimmen
Für den Antrag Heimann	4 Stimmen

**Präsident:** Ich schlage Ihnen vor, den Abschnitt EVD noch fertig zu beraten. Nachher wollen wir dann die Beratung dieser Vorlage unterbrechen. Ich bitte die Herren Referenten, sich noch zu Position 10 zu äussern.

#### 10.11

*Transportkosten für Mehl in Berggebieten. Getreidegesetz*  
*Frais de transport de la farine en régions de montagne.*  
*Loi sur le blé*

**M. Reverdin,** rapporteur: L'affaire est de peu d'importance. Il s'agit de la suppression des subventions pour le transport de farine dans les régions de montagne, subventions qui ne sont d'ailleurs plus versées depuis 1975. Le montant en était de l'ordre de grandeur de 100 000 francs par an, répartis entre 10 000 ménages.

**Heimann:** Keine Angst, ich stelle keinen Antrag. Wir sind immer noch bei der Landwirtschaftsdiskussion. Nur eine Bemerkung zu Herrn Vincenz. Er hat sich zweimal geirrt. Er muss die Botschaft auf Seite 59 lesen, wie ich sie zitiert habe, dann wird er Auskunft erhalten. Artikel 17bis wurde vom Bundesrat eingefügt und von mir nur unterstützt. Herr Bundesrat Chevallaz möchte ich sagen: Es handelt sich nicht um eine Subvention, sondern um einen Kredit.

Nun aber doch noch eine Perle in diesem Finanzplan, aber eine für den Sprechenden. Wie oft habe ich in diesem Rate vorgetragen, dass die Subventionen grundsätzlich immer wieder auf ihre Berechtigung hin überprüft werden sollten. Ich habe Ihnen auch schon zeitliche Limitierung von Subventionen vorgeschlagen. Die Anträge wurden immer abgelehnt. Hier zwei Dinge: Auf Seite 60 wird zum Mehlpriest erklärt: «Hiezu kommt, dass der mit der Ausrichtung der Beiträge verbundene Verwaltungsaufwand in krassem Missverhältnis zur Höhe der Beiträge steht. Von den über 10 000 im Jahre 1974 bezugsberechtigten Haushaltungen erhielten 6000 weniger als 10 Franken pro

Jahr.» Das wäre einmal die eine Feststellung, die sich mit meinen vielen Darlegungen deckt.

Auf Seite 62 der Botschaft finden Sie dann noch den wunderschönen Satz: «Es kommt einer Verschleuderung öffentlicher Mittel gleich, wenn der Bund an solche Arbeiten Beiträge bezahlen soll, weil die Kantone sich scheuen, die übersetzten Wildbestände auf ein forstlich tragbares Mass zu reduzieren.» 10 Millionen Franken kann der Bundesrat mit diesem Streichen einsparen! Hier sehen Sie, dass offenbar noch weitere Möglichkeiten vorhanden wären im Sinne meiner vielen Anträge, Einsparungen bei den Subventionen durchzusetzen.

#### Angenommen – Adopté

#### 10.21

*Bundesbeschluss über die inländische Zuckerwirtschaft*  
*Arrêté fédéral sur l'économie sucrière indigène*

**M. Reverdin,** rapporteur: La question est plus complexe. L'arrêté fédéral du 28 juin 1974 sur l'économie sucrière indigène prévoit que la Confédération peut verser des contributions de 20 millions au total pour aider à couvrir les déficits des Sucrieries d'Aarberg et de Frauenfeld. La proposition est faite d'une part de ramener de 20 à 10 millions la contribution de la Confédération à la couverture des déficits, et, pour compenser cette réduction, d'augmenter la taxe sur le sucre importé de 1 franc à 1 fr. 50 par quintal, et cela dès la campagne sucrière 1977/1978. Dans son message, le Conseil fédéral remarque que des pertes considérables se profilent à l'horizon pour les raffineries. Le cours mondial du sucre, qui était très élevé ces dernières années, est tombé. Il s'agit donc de prévoir que des déficits continueront et cette augmentation de la taxe à l'importation sur le sucre doit aider à les couvrir. Cela entraîne une nouvelle rédaction de l'article 10, 1er alinéa, lettre b, et 2e alinéa, lettres a et b, de l'arrêté sur l'économie sucrière.

**Herzog:** Ich stelle hier keinen Antrag. Ich stimme der bünderrätlichen Fassung zu, erlaube mir aber, *pro memoria* hier bei dieser Sparte «Zuckerrübenpreise» eine Bemerkung.

Bekanntlich hat die Schweiz den billigsten Zucker überhaupt. Oft kommt dieser Zucker billig zu Dumpingpreisen franko Schweizer Grenze. Er konkurrenziert damit unsere inländische Produktion. Unsere beiden Zuckerrübenfabriken können natürlich nie zu diesen Zuckerrübenpreisen, wie sie heute zum Beispiel franko Grenze notiert werden, fabrizieren. Die Produktionskosten sind bei uns bedeutend höher, und die Zuckerfabriken brauchen ihre Zuschüsse. Mit höheren Zuschlägen auf Zucker an der Grenze könnte hier der Bund Millionen einsparen. Ich glaube, diese Gedanken müssen wir uns auch wieder einmal machen. Den Konsumenten wären sicher etwas höhere Zuckerpreise zumutbar.

#### Angenommen – Adopté

*Hier wird die Beratung unterbrochen*  
*Ici, le débat est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 19.00 Uhr*  
*La séance est levée à 19 heures*

## **Bundeshaushalt. Ausgleich**

### **Finances fédérales. Equilibre**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1977
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Maisession
Session	Session de mai
Sessione	Sessione di maggio
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	01
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.010
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	02.05.1977 - 15:30
Date	
Data	
Seite	158-175
Page	
Pagina	
Ref. No	20 005 722

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

**Zweite Sitzung – Deuxième séance****Dienstag, 3. Mai 1977, Vormittag****Mardi 3 mai 1977, matin**

8.00 h

*Vorsitz – Présidence: Herr Munz*

77.010

**Bundeshaushalt. Ausgleich  
Finances fédérales. Equilibre****A****Bundesgesetz über Massnahmen zum Ausgleich des Finanzhaushaltes****Loi fédérale instituant des mesures propres à équilibrer les finances fédérales***Fortsetzung – Suite*

Siehe Seite 158 hiervor — Voir page 158 ci-devant

431

*Bundesgesetz über die Förderung von Turnen und Sport  
Loi fédérale encourageant la gymnastique et les sports*

**Herzog, Berichterstatter:** Bei der Förderung des freiwilligen Schulsportes soll – erstens – der Bundesbeitrag an die Leiterkosten gekürzt werden, nicht aber der Entschädigungsanspruch des einzelnen Leiters. Ferner soll die Berechtigung zu einer unentgeltlichen ärztlichen Untersuchung nur noch gesundheitlich gefährdeten und nicht mehr, wie früher, allen Teilnehmern an Jugend und Sport gewährt werden. Damit können voraussichtlich Einsparungen von 2,5 Millionen Franken erzielt werden.

Ferner soll – zweitens – die Subventionierung von Sportstätten nur noch als Kann-Vorschrift beibehalten werden, und zwar für Anlagen von nationaler und regionaler Bedeutung. Durch diese Beschränkung soll ein konzentrierter Einsatz möglich werden. Die Massnahme bringt Einsparungen von voraussichtlich 5 Millionen Franken. Ich beantrage Zustimmung.

*Angenommen – Adopté*

811

*Eisenbahngesetz  
Loi sur les chemins de fer***Art. 51**

**Muheim, Berichterstatter:** Auch im Bereich des öffentlichen Verkehrs will der Bundesrat gewisse Einsparungen vornehmen; er unterbreitet uns deshalb sechs Anträge. Davon finden Sie fünf auf den Seiten 11–13 der Fahne; beim sechsten Antrag geht es um die Genehmigung eines Bundesratsbeschlusses, den Sie auf Seite 26 finden. Darüber hinaus kündigt der Bundesrat an, er werde uns recht bald eine Sonderbotschaft bezüglich der Tarifannäherung präsentieren. Es handelt sich dabei um Leistungen des Staates, um die verschieden hohen Tarife zwischen SBB und privaten Unternehmungen anzugleichen.

Es sind vor allem zwei Bereiche, die zu Diskussion und besonderer Betrachtung Anlass geben müssen, nämlich jene des Transportgesetzes und des Postverkehrsgesetzes. Zunächst beginnen wir aber mit dem Eisenbahngesetz, Seite 11 der Fahne. Bei Artikel 51 handelt es sich um die Abgeltung gemeinwirtschaftlicher Leistungen und unternehmensfremder Lasten. In diesem Zusammenhang soll bezüglich des Berufs- und Schülerverkehrs eine Kompetenzdelegation an den Bundesrat zur Festlegung der Abgeltungssätze stattfinden. Bis heute stand der Normaltarif von Fr. 17.35 je 1000 Abbonnementskilometer im Gesetz selbst; von nun an soll der Bundesrat die Kompetenz erhalten, diese Ansätze festzulegen. In Absatz 3 geht es um einen Prozentrahmen, innerhalb dessen Entschädigungen ausgerichtet werden. Diese Marge soll herabgesetzt werden von heute «mindestens 1,9 und höchstens 4 Prozent» auf «mindestens 1,7 und höchstens 3,6 Prozent». Daraus resultieren die Ihnen bekannten und in der Vorlage genannten Einsparungen.

Bei Absatz 4 tritt eine Aenderung ein im Sinne der Herabsetzung von bisher 1,1 auf «1 Prozent Entschädigung aufgrund der Baukontowerte». Ich glaube, ich kann mir ersparen, die technischen Details beizufügen. Es geht – alles in allem gesprochen – um eine Einsparung, deren Gesamtumfang und nähere Spezifikation Sie in der Botschaft finden.

**M. Morier-Genoud:** Vous me permettez une remarque générale sur les mesures d'économie proposées dans le domaine des transports. J'hésite d'ailleurs à jeter une note discordante dans ce chœur unanime des chœurs des économies ou de l'économie. Mais j'estime que ces mesures sont parmi les plus critiquables, qu'elles touchent les CFF, qu'elles touchent les entreprises concessionnaires de transports ou qu'elles touchent les PTT.

Tout d'abord, il ne faut pas se leurrer de mots: il ne s'agit pas d'économies réelles, il s'agit simplement de transferts sur le dos des cantons et des communes – à eux de se débrouiller, à eux de faire face aux déficits de ces entreprises. Je m'étonne que notre Chambre puisse si aisément envisager une telle politique que je considère comme une politique de facilité. Mais je crains surtout les incidences de telles mesures sur la politique des transports – pour autant que nous ayons une politique des transports.

A cet égard, la position du Conseil fédéral me paraît contradictoire: lorsqu'il s'agit de préconiser des mesures en faveur des transports, le Conseil fédéral nous dit que ces mesures ne peuvent être prises tant que nous n'aurons pas le résultat des travaux de la commission chargée d'élaborer une conception globale des transports; lorsqu'il s'agit de préconiser des mesures d'économie, en page 37 de son message, le Conseil fédéral déclare qu'il a tenu compte des travaux de cette commission, alors que nous ne savons pas même quel est le résultat de ces travaux! C'est une politique qui me paraît peu sérieuse.

S'agissant des mesures propres aux CFF, elles vont toucher les lignes les plus faibles, elles vont affecter les régions les plus défavorisées qui auraient besoin précisément d'une aide. Elles me paraissent donc particulièrement préjudiciables. Il en va de même des mesures touchant les entreprises concessionnaires de transports qui desservent en général des régions peu peuplées où la densité du trafic est faible. Il en va de même encore des mesures visant les lignes postales.

Certes, il faut faire des économies, on nous l'a assez dit. Mais il faut tout de même garder un certain sens du relatif. Je rappelle que le seul renvoi de l'introduction de la TVA, pour autant que ce projet passe devant le peuple et les cantons, ce simple renvoi de trois mois qui résulte de la position adoptée par les Chambres entraînerait une moins-value dans les rentrées fiscales de 800 millions – 800 millions, alors que nous essayons de gratter quelques millions par-ci par-là dans le cadre d'une politique des transports.

Il ne faut pas hésiter à corriger les points de ce programme d'économies qui ne nous paraissent pas satisfaisants. Nous n'avons pas à avaler ce projet les yeux fermés. C'est pourquoi, ne voulant pas présumer de mes forces, je ne vous propose pas le rejet global de toutes ces mesures touchant les transports, mais vous encourage d'ores et déjà à soutenir les amendements qui seront présentés dans ce chapitre.

**Bundesrat Ritschard:** Ich weiss, dass mich ein Teil meiner Fraktionskollegen nicht mehr in seine Gebete einschliesst, seit diese Anträge in bezug auf den öffentlichen Verkehr gestellt worden sind. Herr Morier hat soeben gar von unseriösen Anträgen gesprochen. Ich möchte mir nun schon einige generelle Bemerkungen zu diesem Thema gestatten und zu beweisen versuchen, dass wir da nicht einfach eine Stricknadel in die Verkehrsausgaben gesteckt und dort, wo sie stehen geblieben ist, gestrichen haben. Die Sache hat System.

Sie müssen von der ganzen Problematik ausgehen, von den 5,7 Milliarden Bundesbeiträgen, die im Voranschlag für das laufende Jahr enthalten sind und von denen rund ein Fünftel auf die Eisenbahnen entfallen. Diese Subventionen haben sich von 1976 auf 1977 um 600 Millionen oder fast 97 Prozent erhöht. Deshalb wird es kaum verwundern, dass man angesichts der finanziellen Situation der Eidgenossenschaft prüfen musste, ob hier nicht einiges möglich wäre. Nach den Anträgen Redli soll vor allem im Transferbereich gekürzt werden.

Wir haben in meinem Departement in dieser Zeit, in der – zum Teil über die Festtage – geprüft und versucht werden musste, Kürzungen zu finden, nicht einfach nach linearen Kürzungen gesucht, um unseren Beitrag zu dieser notwendigen Sparübung zu erbringen. Wir haben nach substantiellen, grundsätzlichen und strukturellen Kürzungen Ausschau gehalten. Es wäre gar nicht möglich gewesen, das allein über den Subventionsabbau zu erzielen. Das hätte uns nämlich gezwungen, einzelne Aufgaben praktisch aufzugeben oder so zu beschränken, dass unhaltbare Verzerrungen entstanden wären. Vor allem hätten lineare Kürzungen auf diesem Gebiet die finanzschwachen Kantone stärker getroffen, weil diese bekanntlich – zu Recht – die höchsten Bundesbeiträge erhalten.

Wir haben vielmehr nach qualitativen Möglichkeiten gesucht und suchen müssen, um dieses Sparziel zu erreichen. Qualitativ heisst für uns: Jetzt schon verzerrte und bereits überholte Strukturen des Verkehrs zu bereinigen, vor allem auf jenen Gebieten, wo es die bereits erarbeiteten Ziele der Gesamtverkehrskonzeption – das ist ein wesentlicher Punkt – unterstützt und wo es diese konzeptionellen Arbeiten, die vor ihrem Abschluss stehen, überhaupt nicht stören kann. Ich kann Ihnen bestätigen, dass alles, was wir vorschlagen, in Übereinstimmung mit dem steht, was die Kommission Hürlimann bis jetzt erarbeitet hat und uns bis Ende dieses Jahres vorlegen wird. Sie wissen auch, dass mein Departement, seit ich es übernommen habe, unter wachsendem politischem Druck steht, doch Vernunft anzunehmen und ungeachtet der Gesamtverkehrskonzeption zu handeln. Ich erinnere Sie an die letzte Budgetdebatte. Man hat von mir verlangt, dass man dringend und sofort handeln müsse. Ich habe dem widerstanden. Ich möchte nicht zu jenen gehören, die nur Geduld haben, wenn ihnen sonst nichts anderes in den Sinn kommt. Geduld wird nämlich erst wertvoll, wenn sie Mühe macht. Diese Arbeiten an der Gesamtverkehrskonzeption stehen nun im letzten Halbjahr. Die Mühe bringt allmählich ihren Lohn. Die Marschrichtung zeichnet sich ab. Wir können endlich auf einigen Gebieten zu handeln beginnen, und so gewinnen wir nicht nur Zeit, sondern vor allem auch Geld. Und jetzt heisst es plötzlich: Halt, ruhig, schön warten, bis die Kommission Hürlimann aus den Wehen kommt! Wir können das nicht tun. Wir suchen in drei Richtungen bei diesen Kürzungen Qualität. Ein wesentlicher Ausgangspunkt jeder Konzeption muss es sein, eine Gliederung der Ausgaben zu finden, die der föderalisti-

schen Siedlungsart unseres Landes entspricht. Der Bund erfüllt die national wichtigen Aufgaben allein; die regionalen und kommunalen überlässt er mehr und mehr den Kantonen und Gemeinden. Ich meine, dass dies die staatspolitische Maxime sein müsste. Wenn ich die Stimmung im Lande richtig einschätze, so besteht ein Missbehagen, das Gefühl, dass der Bund in alles und jedes hineinrede. Dieser Bund ist bekanntlich so verschämt, dass er den Eidgenossen nur sehr selten als der Gebende erscheint. Jedermann denkt, wir geben dem Bund immer nur Steuern und bekommen nichts dafür. Für die meisten Leute ist der Bund nicht die Feuerwehr, sondern immer nur die Polizei. Deshalb müssen wir über die Delegation der hautnahen Ausgaben, die dem Bürger nahekommen, den Bürger wieder direkt vor die Verantwortung stellen.

Ein Teil des Missbehagens gegenüber dem Bund ist ohne Zweifel auch deshalb vorhanden, weil er zwar an sehr viel Aufgaben beteiligt ist, aber eben nur zum Teil; deshalb ist er für viele Leute weder Fisch noch Vogel. Man muss immer wieder sagen, und ich muss das wirklich unterstreichen, dass eben im Verkehr, der an sich auf den ersten Blick eine zentralistische Aufgabe sein müsste – ich denke an die SBB –, nur eine sehr unklare Aufgabenhierarchie besteht. Sicher ist es Sache des Bundes, Hauptlinien zu betreiben. Aber schon hier wird es bekanntlich kritisch. Die BLS z. B. ist ohne Zweifel eine Hauptachse, aber sie ist eine Privatbahn. Auch die Bern–Neuenburg-Bahn hat internationalen Charakter, und trotzdem muss der Kanton Bern die Defizite dieser Bahn tragen helfen. Vollends verwirlich ist es auch bei den Nebenstrecken und Autolinien. Man fragt sich ganz automatisch, wie hier bei diesen Regional-Verkehrsbetrieben, wie wir sie in unserem Lande haben, der Zentralstaat noch massschneidern kann. Er macht hier seine Konfektion und erzeugt damit Missmut, weil der Bürger sich als der Geschobene vorkommt, der nicht mitbestimmen kann, wie das bei überblickbaren Verhältnissen noch möglich wäre. Deshalb sind Flurbereinigungen und etwas klarere Verantwortungen wirklich notwendig und fällig. Wenn uns solche Flurbereinigungen nicht auf gesetzgeberischem Wege gelingen, können wir jede einigermassen annehmbare Gesamtverkehrskonzeption ruhig vergessen; dann ist es wirklich schade um die 15 Millionen Franken, die wir bis jetzt in die Kommission Hürlimann und in ihren Stab investiert haben. Wir wollen mit diesen zum grössten Teil qualitativen Massnahmen auf dem Gebiete des Verkehrs Voraussetzungen für eine Gesamtverkehrskonzeption schaffen; wir wollen einen Boden vorbereiten, auf dem eine Gesamtverkehrskonzeption aufgebaut werden kann und gleichzeitig entlasten wir damit auch den Bundeshaushalt, zu dem ohne Zweifel auch die PTT gehören, denn auch hier macht ein guter Rechnungsabschluss wie die Schwalbe noch keinen Sommer. Ich möchte Sie wirklich bitten, doch zu verstehen, dass es einfach nicht möglich war, hier auf dem Gebiete des Verkehrs lineare Abstriche vorzunehmen. Das hätte zu Verzerrungen und Ungerechtigkeiten geführt, die Sie wahrscheinlich nicht hätten akzeptieren können und wollen. Wir mussten es bei der Struktur und den qualitativen Massnahmen versuchen, und wir haben uns bemüht, dabei vor allem auch dafür zu sorgen, dass jene Kantone, die die Hilfe des Bundes auf dem Gebiete des Verkehrs besonders nötig haben, in keiner Weise geschmälert werden. Die Höchstsätze von 85 Prozent für die Rhätischen Bahnen und andere bleiben erhalten.

Unsere Verkehrsstruktur hat sich gewandelt, für mein Empfinden gar nicht überall zu ihrem Vorteil. Aber meine Gefühle sind eben nicht massgebend. Tatsache ist, dass es in diesem Lande gegen 2 Millionen Autos gibt und dass in den letzten zwanzig Jahren 920 Kilometer Autobahnen entstanden sind, und der Ausbau dieser Autobahnen geht weiter. Als man die heutige Verkehrsstruktur geschaffen hat, gab es noch keine Autos und keine Autobahnen, und die Struktur hat sich eben grundlegend verändert. Sie können das bei unseren Massnahmen, und wenn sie auch nur ein Sparpaket betreffen, nicht einfach ignorieren. Ich



möchte Sie bitten, doch unseren Anträgen, die zugegebenermassen weniger Sparübungen sind, sondern notwendigerweise Strukturziele anstreben müssen, Ihre Zustimmung nicht zu versagen; wir haben sie wirklich nötig.

**Präsident:** Ich stelle fest, dass zu Kapitel 811 der Fahne kein anderer Antrag als jener der Kommission gestellt ist. Insbesondere hat Herr Kollege Morier-Genoud keinen Antrag gestellt zu diesem Artikel.

#### Art. 60

**Muheim, Berichterstatter:** Der soeben beschlossene Artikel 51 bezieht sich auf Bundesleistungen an die Unternehmungen, also an die einzelne Gesellschaft. In Artikel 60 jedoch geht es um Beiträge des Bundes an die Kantone, d. h. um die Zahlungen der Kantone mit dem Bund zusammen an bestimmte Leistungen mit der Zielsetzung der «Förderung und Hilfeleistung». So steht es nämlich im Gesetz unter dem siebten Abschnitt. Artikel 60 bringt gegenüber der heutigen Fassung eine wesentlich differenziertere Lösung. Alle haben indessen die Herabsetzung der Bundesleistungen zum Ziel. So ist denn in Absatz 2 mit dem Hinweis auf den Artikel 56 der Bereich der «technischen Verbesserungen der Unternehmungen» angesprochen. Es sollen die bisherigen Kantonsleistungen im Rahmen von 30 bis 70 Prozent auf «35 Prozent mindestens und 80 Prozent höchstens» erhöht werden. Auf der nächstfolgenden Seite der Fahne geht es um die Bereiche des Artikels 57, mit dem Randtitel «Umstellung des Betriebes». Wenn Betriebe umgestellt werden, sind Leistungen der öffentlichen Hand gegeben. Bis heute waren es Zahlungen der Kantone von in der Regel 30 Prozent. Neu gilt eine Abstufung von mindestens 20 Prozent und höchstens 40 Prozent. Sie erkennen auch hier, wie der Bundesrat den Versuch – meines Erachtens den richtigen Versuch – unternommen hat, abzuwägen, welches die sachgerechteste Lösung sei.

In Absatz 4 geht es um Leistungen zur «Aufrechterhaltung des Betriebes». Dort werden die bisherigen Rahmen von 30 bis 70 Prozent auf 40 bis 90 Prozent erhöht. Wenn ich sage «erhöht», dann heisst das eben erhöhte Leistungen der Kantone.

Besonders wichtig ist nun Absatz 6. Dieser Absatz war schon im heutigen Gesetzestext zu finden. Er wird wieder aufgenommen und bestätigt: «In Ausnahmefällen können die Beiträge finanziell besonders schwerbelasteter Kantone bis auf 15 Prozent herabgesetzt werden.» Man belässt also diese Flexibilitätsklausel der besonders belasteten Kantone nach wie vor im Gesetz und ermöglicht damit in Ausnahmefällen, dass die Kantone mit nur 15 Prozent, wie bis heute, belastet werden.

Bei der «Schlussbestimmung» – dazu habe ich noch eine Bemerkung – geht es um die Regelung für das Jahr 1977. Es ist das zu verstehen im Blick auf die jetzt bereits gültigen Lösungen. «Jetzt bereits gültig» heisst jene in den bereits früher erfolgten Sparübungen getroffenen Erhöhungen.

Ich bitte Sie im Namen der Kommission, auch diesem Artikel 60 zuzustimmen.

*Angenommen – Adopté*

812

*Bundesgesetz über den Transport auf Eisenbahnen und Schiffen*

*Loi fédérale sur les transports par chemins de fer et par bateaux*

Art. 7a

*Antrag der Kommission*

*Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Minderheit*

(Donzé, Vincenz)

Streichen

Art. 7a

*Proposition de la commission*

*Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Minorité*

(Donzé, Vincenz)

Biffer

**Muheim, Berichterstatter der Mehrheit:** Es hat sich in der Kommission eine rege Auseinandersetzung über die Frage des Stückgutverkehrs ergeben. Das ist, wie Sie aus der Presse und aus den Verhandlungen des Nationalrates wissen, eine der umstrittensten Fragen des Sparpaketes. Das in Kraft stehende Gesetz erklärt in Artikel 7 ganz allgemein – d. h. für die Eisenbahnen schlechthin, also nicht nur für die SBB –, «dass jede Eisenbahn in den Schranken der Gesetze, des Transportreglementes und der Konzession zur Beförderung verpflichtet ist». Mit dem neuen Artikel 7a will man aus der Gesamtheit der Transportverpflichtungen eine herausnehmen, nämlich die Pflicht zur Beförderung von Stückgutsendungen. Man will – anders ausgedrückt – diese gesetzliche Pflicht aufheben und sie zu einem Fakultativum umgestalten. Es heisst keineswegs – und das sei gleich an die Spitze meiner Ausführungen genommen –, dass mit der Annahme der Gesetzesänderung die Stückgüter nicht mehr transportiert werden. Die Bahnunternehmungen erhalten jedoch die Flexibilität, den Stückgutverkehr so einzurichten, dass sich die bis heute angefallenen (das betrifft namentlich die SBB) schweren Kostenlasten abbauen. Ausgangspunkt ist die Tatsache – Sie finden weitere Details in der Botschaft –, dass – wie Herr Bundesrat Ritschard soeben erklärte – heute nun mal 2 Millionen Fahrzeuge auf unseren Strassen fahren, dass 50 000 Lastwagen Güter transportieren und dass die Bahnen nur noch 9 Prozent des gesamten schweizerischen Stückgutverkehrs bewältigen. Das allein zeigt Ihnen, dass sich eine Aenderung der Transportgewohnheiten eingestellt hat.

Nun geht es um eine Abwägung: Wie weit soll der öffentliche Verkehr, als gesetzlich erzwungener Verkehr in diesem Bereich noch tätig sein? Es geht keineswegs darum, den öffentlichen Verkehr in seiner Bedeutung schlechthin zu «vernützen». Es geht jedoch um eine Anpassung an die gegebenen Situationen. Volkswirtschaftlich wäre es falsch, wenn wir eine Struktur, die sich aus der vergangenen in die heutige Zeit übertragen hat, einfach erhalten wollten. Die öffentliche Hand bezahlt bei den SBB allein etwa 216 Millionen Defizit auf dieser Sparte der Transporte.

Es ergeben sich bei der Würdigung vier Hauptgesichtspunkte: Wir werden einmal die Stellung des Kunden in der Wirtschaft betrachten müssen. Zweitens: Wir haben die Unternehmungen als Träger des Transportwesens in Betracht zu ziehen. Drittens: Wir haben an die Bediensteten zu denken und zweitens an den volkswirtschaftlichen Gesamtzusammenhang.

Ganz kurz zum ersten: Ein Staatswesen und eine Wirtschaft als Ganzes haben sich mit der Frage zu befassen, wie der Kunde seine Güter – im vorliegenden Fall seine Stückgüter – dem Transport übergeben kann. Wir haben zu prüfen, ob es gesichert ist, dass die zugegebenermassen wichtigen Transporte von einem Ort zum anderen tatsächlich ausgeführt werden. Es geht also um die sogenannte Sicherung einer Transportleistung zu Gunsten der Kunden. Schon die Zahl von 9 Prozent Leistung der Bahn als Anteil der Gesamtleistung zeigt, dass dieser Sparte «Stückgut» nicht mehr die gleiche Bedeutung zukommt wie früher. Die letzten Zahlen der SBB zeigen darüber

hinaus, dass auch heute ein konstanter Rückgang im Stückguttransport zu verzeichnen ist. Es kommt dazu, dass je nach Landesgegend und je nach Transportträger die Stückgüter weiterhin auch durch Bahnen transportiert werden dürfen. Wir denken etwa an die besonderen Fälle der Privatbahnen im Berggebiet. Wenn deren Bahnunternehmung weiterhin das Stückgut anzunehmen und deren Transport finanziell tragbar zu gestalten glaubt, ist es deren Sache, dies nach wie vor zu tun. Schlussfolgerung: die Transportbereitschaft scheint nach wie vor gesichert zu sein.

Zweiter Gesichtspunkt: die Transportunternehmungen. Es steht fest, dass, namentlich bei den Bundesbahnen, die Unternehmungen einen erheblichen Defizitanteil, also einen grossen Anteil der roten Zahlen diesem Transportbereich zuzuschreiben haben. Auch wenn wir gesetzgeberisch eine Lockerung einführen, ist damit noch kein einziger Franken erspart. Es braucht den Willen der Unternehmung, diese Möglichkeit dann zu ergreifen. Es braucht die unternehmerische Kunst, die neue Transportfreiheit richtig zu gebrauchen; für die SBB heisst dies, in genauesten Untersuchungen, unter Abwägung aller Gesichtspunkte, ein System einzuführen, bei dem die Kostenseite erheblich verbessert wird. Es ist nicht wahr – wie es weitherum geglaubt wird –, dass von einem Tag auf den anderen die Defizite von etwa 216 Millionen bei den Bundesbahnen verschwinden. Bis zur vollständigen Einführung eines neuen Systems dauert es eine ganz erhebliche Zeit. Das System selbst scheint bei den SBB im Rahmen des Schnellgutkonzeptes gewährleistet zu sein. Man erklärt uns, dass die drei Schnellgutbahnhöfe, die zum Teil fertiggestellt, zum Teil kurz vor Beendigung sind, als Zentren erklärt werden, um dann von dort aus und über diese Zentren 150 weitere kleinere Zentren zu bedienen, so dass die Bahn in gewissem Sinne die Grobverteilung und die längeren Transportdistanzen übernimmt, während die Feinverteilung in der Fläche Sache der Strasse sein wird. Es ist daher zu erwarten, dass wohl Einsparungen erfolgen, dass diese aber zu Beginn vielleicht höchstens in der Grössenordnung von 15 bis 30 Millionen pro Jahr anfallen.

Drittens: Wir haben an unsere Bahnangestellten zu denken. Dies zunächst einmal aus sozialen Gründen, ganz besonders aber, weil dieser Kreis von Mitarbeitern einen ganz ausgeprägten und wertvollen Berufsstolz hat. Es ist zu verschiedensten Malen erklärt worden, dass eine solche Strukturbereinigung der SBB schrittweise aber zügig erfolgt und dass man nicht – ich wiederhole das hier im Ständerat und bitte Herrn Bundesrat Ritschard, das gegebenenfalls auch zu bestätigen – an einen sofortigen und massiven Abbau grosser Teile der hier tätigen Bahnbediensteten denkt. Ist aber einmal die Strukturbereinigung im Sinne eines Konzeptes durchgeführt – in wieviel Jahren kann ich nicht erklären –, dann wird der Bestand an Bahnbediensteten ganz erheblich kleiner sein müssen, als er es heute ist. Sonst würden sich die Einsparung und die unternehmerische Verbesserung gar nicht einstellen. Sie wissen – und das ist meine letzte Bemerkung zu diesem Punkt –, dass bei der SBB zwei Drittel des Jahresaufwandes auf Personalkosten entfallen, so dass von der Kostenseite her mit einer Strukturbereinigung im Stückgutverkehr leider auch eine Reduktion der Zahl der Bediensteten einhergehen muss.

Das Letzte, die volkswirtschaftliche Gesamtrechnung: Es ist im Interesse des ganzen Volkes, wenn Leistungen schlechthin optimalsiert werden und wenn im Gebiet des Transportes im besonderen eben jene Transportmittel eingesetzt werden, die jeweils nach Distanz und Transportgut kostenmässig die günstigsten sind. Daraus ergeben sich zweifelsohne Schlussfolgerungen für den Bundesrat: Es genügt nämlich nicht, uns heute mit diesem Gesetzesartikel eine Strukturbereinigung anzukünden, ohne dass wir im Bereich des Schwerverkehrs ebenfalls und gleichzeitig die kostengerechte Leistung verlangen. Der Schwerverkehr ist, wie Sie wissen, in der sogenannten Kategorien-

rechnung als nicht kostendeckend ausgewiesen. Bei der «Kapitalrechnung» bezahlt der Schwerverkehr nur 57 Prozent der auf ihn entfallenden Kosten. Bei der «Finanzrechnung» sind es sogar nur 36 Prozent, die durch den Schwerverkehr selbst bezahlt werden. Ich glaube deshalb, dass der Bundesrat in kurzem den vollen Kostenausgleich zu beantragen und durchzusetzen haben wird; sonst würden wir heute gesamtwirtschaftlich das Unrichtige tun.

Es scheint mir eine zweite Schlussfolgerung nötig. Sie bezieht sich auf die Regelung des Huckepackverkehrs. Wenn wir auf der einen Seite im Blick auf die Bevölkerung und die Umwelt alle Massnahmen treffen wollen, dann müssen wir auf der anderen Seite auch Transportmöglichkeiten für den Schwerverkehr auf lange Distanzen auf der Schiene anbieten. Huckepack ist eine der Lösungsmöglichkeiten, und ich bin überzeugt, dass der Bundesrat sich zu diesen zwei Schlussfolgerungen ohne Zweifel zu äussern wissen wird. Herr Bundesrat Ritschard möge deshalb die Freundlichkeit haben, hier im Rat den Willen und die Absichten der Regierung in dieser Frage darzulegen.

Ich bitte Sie im Namen der Mehrheit der Kommission, dem Artikel 7a zuzustimmen, wohlwissend, dass dieser Antrag aus dem gesamten Paket der einzige ist, der wesentliche strukturelle Fragen zum Inhalt hat und weit über eine reine Finanzmassnahme hinausgeht. Es geht hier um einen ersten irreversiblen Schritt zu einer Gesamtverkehrslösung.

**M. Donzé, rapporteur de la minorité:** Nonobstant les explications intéressantes et vigoureuses de M. le conseiller fédéral Ritschard et du rapporteur, je vous demande de vous rallier à la proposition de la minorité de la commission visant à biffer cette nouvelle disposition 7a.

Il s'agit d'une question de principe. La suppression de l'obligation de transporter les envois de détail nous apparaît comme une atteinte fondamentale au droit régissant la politique des transports; c'est modifier le sens réel du service public et le message du Conseil fédéral est assez unilatéral à ce sujet. Il passe sous silence le fait que, pour de nombreux chemins de fer privés et précisément pour ceux qui se trouvent dans les plus grandes difficultés, cette possibilité de transporter les envois de détail est importante car elle leur apporte des ressources. On ne dit pas ce qui va se passer exactement: il est possible que ces chemins de fer puissent continuer d'assurer ces transports, mais le message est succint et donne peu d'indications à ce sujet. On ne sait pas comment sera réorganisée la politique des transports de détail ni comment ceux-ci seront effectués à l'avenir.

C'est pourquoi je vous demande de vous rallier à la proposition de la minorité et de biffer la disposition 7a nouvelle.

**Herzog:** Der Transport von Stückgut durch die SBB wird als stark defizitär errechnet. Bei einem heutigen Anteil der SBB am gesamten Stückgutverkehr von nur noch 10 Prozent wird hier ein Defizit von 216 Millionen Franken ausgewiesen. Dieser Betrag macht uns alle sicher stutzig. Nun sind die SBB gewillt, eine neue und bessere Lösung zu schaffen. Angestrebt wird eine Aenderung der Bahn-Stückgut-Struktur mit dem Ziel eines besseren Wirkungsgrades.

Da betreiben die SBB im Rahmen des Finanzpaketes einmal wertvolle Strukturpolitik, und schon regt sich vehement eine Opposition. Der bundesrätliche Vorschlag verdient in heutiger Situation unserer SBB volle Unterstützung. Es ist ein mutiger, unternehmerischer Entscheid. Bei den Defiziten der SBB und der Staatskasse dürfen wir auf diese möglichen Einsparungen von rund 200 Millionen Franken nicht verzichten. Den Privatbahnen bietet sich Gelegenheit zur Anpassung und Abnahme des Stückgutes ab vorgesehenen Verteilerzentren der SBB. Die vorgesehene neue Stückgutstruktur gibt den Bahnen Kapazitäten frei und ermöglicht die marktmässig nötigen Leistungsverbesserungen.

serungen, wie bereits erwähnt wurde, im Wagenladungsverkehr in viel umfangreicherem Masse, als dies unter den heutigen Bedingungen möglich ist.

Verkehrserhebungen im Berggebiet zeigen, dass der Bahnanteil der Versandtonnage nur noch 2 Prozent ausmacht. Per Auto wird heute in diesen Gebieten bereits bis zu 98 Prozent des Stückgutes befördert.

Die Aufhebung der Beförderungs- und Tarifpflicht bringt die Möglichkeit der flexibleren kosten- und konkurrenzorientierten Preisbildung zur Ertragerhaltung und Mehrung in jenen Betrieben, wo noch etwas zu holen ist: im Personen- und Wagenladungsverkehr. Auch kann das Leistungsangebot der SBB dadurch verbessert werden.

Eine solche Neuorientierung des Angebotes auf die Nachfrage ist heute in betriebs- und volkswirtschaftlicher Hinsicht einfach zwingend. Geben wir den SBB Gelegenheit zu aktiver Verkehrspolitik. Mit finanziellen Hilfen auf allen Gebieten heilen wir falsche Strukturen nicht.

Ein Nein zum bundesrätlichen Vorschlag auf Aufhebung der Tarifpflicht im Stückgutverkehr wäre auch aus psychologischer Sicht falsch. Wir können nicht Rationalisierungs- und Sparmassnahmen fordern und dann die ersten Bemühungen in dieser Richtung wieder ablehnen.

Ich beantrage Ihnen Zustimmung zum bundesrätlichen Antrag zu Artikel 7a.

**Honegger:** Verschiedene unter Ihnen haben eine Eingabe des Verbandes schweizerischer konzessionierter Transportunternehmungen erhalten. In diesem Papier wird eine schwarzgemalte Darstellung vorgetragen über die allfälligen Konsequenzen der Aufhebung der Beförderungs- und Tarifpflicht. Es wird das Gespenst eines Notstandes in der Stückgutversorgung an die Wand gemalt und damit eine Behauptung aufgestellt, die soeben auch Herr Donzé wieder aufsuchte: Es handle sich hier um eine sehr einschneidende Massnahme von höchster verkehrs- und strukturpolitischer Tragweite. Gestatten Sie mir, die Proportionen in diesem Sachverhalt wiederherzustellen, aber auch einige Bemerkungen zu diesem Papier der Privatbahnen.

Zunächst etwas Grundsätzliches: Die Beförderungs- und Tarifpflicht wurde in einer längst vergangenen Zeit stipuliert, nämlich in einer Zeit, da die Bahnen faktisch ein Monopol hatten. Heute, in einer Zeit des harten Wettbewerbs mit anderen Transporteuren, aber auch unter dem Zwang der wirtschaftlichen Geschäftsführung, müssen die Bahnen die Personen und Güter zu optimalen Bedingungen zu befördern suchen. Ich darf hier vielleicht auch erwähnen, dass es auch Kreise unter den Privatbahnen gibt, die erkannt haben, dass die Zeit auch am Bahn-Stückgutverkehr nicht spurlos vorübergegangen ist. In der Kommission, die über eine Neukonzeption des Stückgutverkehrs eine sehr wertvolle Arbeit veröffentlicht hat, waren auch Vertreter des Verbandes der konzessionierten Transportunternehmungen dabei. Ich darf feststellen, dass diese Herren in der Kommission den Schlussfolgerungen zustimmten.

Ich darf anschliessen an die Darlegungen des Herrn Kollegen Muheim: Der Verzicht auf die Beförderungspflicht bedeutet keineswegs auch die Aufhebung der öffentlichen Stückgutbedienungen. Dass sich die Privatbahnen für ihren gewinnbringenden Stückgutverkehr zur Wehr setzen, ist ihnen sicher nicht zu verargen. Aber man sollte die Proportionen wahren. Wir stehen heute eigentlich vor der Zwangssituation, durch grundlegende Reformen auch im öffentlichen Verkehr zu sparen. Mit dieser Vorlage greift man diesen Reformen und Vorschlägen der Gesamtverkehrsordnung nicht vor; Herr Bundesrat Ritschard hat das sehr deutlich unterstrichen. Mit dieser Vorlage werden nach meiner Meinung erst die Voraussetzungen dafür geschaffen, überhaupt neue Konzepte im Stückgutverkehr zu verwirklichen.

Im Papier der Privatbahnen wird ins Feld geführt, dass die Privatbahnen im Jahre 1975 aus dem Stückgutverkehr

einen Ertragsüberschuss von 29 Millionen Franken herauswirtschaften konnten. Die SBB hingegen verzeichneten einen Verlust von rund 300 Millionen Franken. Um diese Grössenordnung geht es, um diese rund 40 Prozent des SBB-Defizites. Dass der Transporteur Bahn auf dem gleichen Transportgut als SBB Riesendefizite macht und die Privatbahnen Gewinne einstreichen, ist meines Erachtens ohnehin eine Merkwürdigkeit, in die es gelegentlich auch noch hineinzuleuchten gilt.

Die Behauptung, es handle sich bei der Aufhebung der Beförderungs- und Tarifpflicht um eine sehr einschneidende Massnahme mit strukturpolitischer Tragweite, bedeutet meines Erachtens ebenfalls einen Widerspruch zu den Tatsachen. Ich will die von den Herren Herzog und Muheim unterbreiteten Zahlen nicht wiederholen. Sie zeigten deutlich, dass der Stückgutverkehr bei den SBB, wie auch bei den Privatbahnen, im Verhältnis zum Gesamtverkehr, sehr klein ist. Der Streit dreht sich eigentlich nur um die Versorgungssicherheit der peripheren Gebiete. Das macht nach den in der erwähnten Kommission angestellten Berechnungen ein Tausendstel des schweizerischen Güterverkehrs aus. Man kann doch unmöglich die Güterverkehrsplanung der Zukunft nach diesem Tausendstel ausrichten. Das ist zudem gar nicht nötig, weil nach Meinung der Fachleute das Kernproblem der Versorgung abseits liegender Gebiete nicht dort liegt, wo es immer wieder vermutet wird.

Dazu darf ich zum Schluss vielleicht noch erwähnen: Unter der Beförderungspflicht stellt man sich landläufig eine Verpflichtung des Transporteurs gegenüber dem Kunden im Sinne einer Leistungspflicht vor. Andere behaupten, es handle sich um eine Verpflichtung nur zum Abschluss eines privatrechtlichen Beförderungsvertrages. Wie dem auch sei, diese Pflicht aber galt schon bisher nicht integral, denn den SBB ist in Artikel 3 des SBB-Gesetzes die Einhaltung gesunder betriebswirtschaftlicher Grundsätze zur Pflicht gemacht. Die Bahn kann daher in gewissem Rahmen Grenzen für die Gutannahme mit Bezug auf Gewicht, Mass, Gefährlichkeit usw. vorschreiben. Sie ist also nicht verpflichtet, die Ware dem Kunden an sein Domizil zu schicken.

Diese Feststellung ruft zwangsläufig die Kernfrage, ob die Aufhebung der Beförderungs- und Tarifpflicht der Bahn eine weitere Verschlechterung in der Stückgutbeförderung erbrächte. Ich glaube das Gegenteil. Sie würde den Weg endlich frei machen für eine bessere als die bisherige, halbpatzige Lösung. Herr Muheim hat sie kurz skizziert. Es geht bekanntlich um die Schaffung eines Knotennetzes. Ich glaube, gerade die Privatbahnen könnten in einem solchen Flächenverteilungskonzept durchaus Partner sein.

Ich komme also zum Schluss, dass wir nun den Mut aufbringen sollten, den Verkehr sich rationell und ohne Belastung der öffentlichen Hand mit Hunderten von Millionen organisieren zu lassen. Dass andere Wege zu nichts führen, das zeigt das Debakel im öffentlichen Stückgutverkehr. Ich bitte Sie deshalb um Zustimmung zu den Anträgen des Bundesrates und der Kommission und den Minderheitsantrag Donzé abzulehnen.

**Vincenz:** Ich danke vorerst Herrn Honegger, dass er klar festgestellt hat, dass die SBB ein Interesse hat, aus Kostengründen, aus Defizitgründen, aus strukturellen Gründen, auf den Transport von Stückgütern zu verzichten. Er hat gleichzeitig festgehalten, dass es verständlich sei, dass die Privatbahnen sich dagegen wehren. Ich glaube, damit ist sehr viel gesagt, was wir wissen müssen. Wir leisten hier der SBB einen Dienst und belasten, allerdings frankenmässig nicht so stark, die meisten Privatbahnen.

Ein Zweites: Es sei nicht ganz recht, dass die Privatbahnen diese Transporte mit Gewinn ausführen können und die SBB dagegen Defizite einsacken müsse. Ich glaube, das ist erklärlich, wenn man die Strukturen dieser Unternehmungen miteinander vergleicht. Bei der Privatbahn «läuft» das Stückgut mit. Man braucht nicht eine spezielle Infra-

struktur, man braucht kein zusätzliches Personal für die Transporte. Darum sind sie dort wirtschaftlicher. Das steht einmal fest. Ich habe das bei der Rhätischen Bahn abklären lassen und man hat mir gesagt, dass für diesen Teil des Betriebes Gewinne von 6 bis 8 Millionen kassiert werden können.

Ein Drittes, was uns Sorgen macht, und darum stimme ich für die Minderheit: Die Versorgung der Randgebiete ist nicht so sicher. Es entstehen Lücken, wenn auch die Privatbahn das Stückgut nicht übernehmen kann. Die Koordination in der Kostentragung zwischen SBB und Privatbahn bei der Uebernahme dieser Güter ist nicht geregelt. Sicher entstehen nun zusätzliche Kosten, die die Privatbahn unter Umständen dazu führen, auf diese Transporte zu verzichten. Dann ist die Versorgung der Randgebiete in Frage gestellt. Ich gebe ohne weiteres zu, dass man vom Standpunkt der SBB dieser Streichung zustimmen muss, dass man vom Standpunkt der Privatbahnen aber der Streichung nicht zustimmen kann. Sie müssen entscheiden. Ich danke Ihnen.

**Bundesrat Ritschard:** Ich bin kein Experte, ich war es nie, ich habe das schon einmal gesagt. Ueber dieses Problem besteht ein Expertenbericht, der nicht von Experten schlechthin – ich sage: schlechthin – erstellt worden ist, sondern von Praktikern, von Leuten, die mit dem Autoverkehr, die mit dem Eisenbahnverkehr, die auch mit Privatbahnen – Herr Ständerat Honegger hat es gesagt – zu tun haben, also wirklich von Leuten, die nicht nur abstrakt, sondern die praktisch dachten. Diese Herren, diese Expertenkommission, die von 1973 bis 1976 gearbeitet hat, hat in diesem Bericht eindeutig erhärtet, was hier gesagt worden ist und sie hat auch quantifiziert. Es war damals, Mitte 1976, von 216 Millionen Franken Verlust beim Defizit der SBB die Rede und ich hatte damals, als ich diesen Bericht las, nicht den Eindruck, dass hier Dinge behauptet werden, die sich einfach nicht belegen lassen und die sich nur in Theorie erschöpfen. Hier beim Stückgut hat sich nun die neue Struktur des Verkehrswesens doch ganz eindeutig ausgewirkt. Als ich jung war – es ist schon lange her –, da hat man gelegentlich einem Verwandten einen Korb Kartoffeln geschickt. Mit diesen Kartoffeln ist man mit dem Leiterwagen zur Bahn gegangen, hat den Korb dort aufgegeben, er kam in einen Güterschopf. Vom Güterschopf kam er in den Güterwagen, vom Güterwagen ging er dann weg, möglicherweise wurde er irgendwo umgeladen, in einen anderen Güterwagen. Er kam an eine Zwischenstation, wurde umgeladen in die Privatbahn oder weiss ich wo, und am Bestimmungsort, nach vielleicht zwei oder drei Tagen, einzelne Kartoffeln mögen schon schwarz gewesen sein, bekam man dann die Postanweisung oder später das Telefon von der Empfangsstation, man möchte das Colis abholen, und dann hat man das wieder mit dem Leiterwägeli abgeholt. Das war der Weg eines Stückgutes, eines normalen Colis. Für Grossversender natürlich, die Geleiseanschlüsse hatten und dergleichen, war das anders. Die ganzen Wagenladungen wurden geladen und mit dem Containersystem ist auch alles anders geworden.

Jeder weiss, dass heute kein Mensch mehr einen Sack oder einen Korb Kartoffeln, Aepfel oder was immer es sei, mit der Bahn spedierte. Wenn ich meiner Tante in Bern Aepfel schicke, dann bringe ich sie mit dem Auto, und jeder von Ihnen macht das auch so. Auch jeder der hier für dieses Stückgut in der ganzen Integralität eintritt, der wird das ganz bestimmt auch anders machen. Es sind Autobahnen da, es sind Autostrassen da, es sind 1,8 Millionen Personenwagen da, in denen man kleine Colis transportieren kann. Das musste doch diese Struktur beim Stückguttransport ändern. Es sind ja auch Verzerrungen eingetreten. Ich weiss nicht, ob ich Ihnen die Beispiele schon dargelegt habe. Herr Ständerat Muheim weiss, was hier an Missbräuchen entsteht. Die SBB haben festgestellt, dass eine Farbfabrik aus der Ostschweiz mit ihren Lastwagen voller Farbkübel nach Zollikofen fährt, sie hier zu

einem kleinen Kilometertarif, weil es nur eine kurze Distanz ist, aufgibt, und die SBB und die Privatbahnen von Bern und Umgebung haben dann die Ehre, diese Farbkübel auf 40 verschiedene Stationen zu transportieren. Sie können sich vorstellen, wie kostendeckend das überhaupt noch möglich ist! Wenn man hier kostendeckende Preise erheben könnte, also sich nicht an Tarife und Gewichte halten müsste, dann wäre der Tarif teurer als die Farbe, obschon Farbe auch teuer ist. Hier ist also bestimmt eine Strukturänderung, eine Verzerrung entstanden, die man im Zusammenhang korrigieren muss. Ich bestreite – Herr Muheim hat es gesagt –, dass hier die Privatbahnen zu Schaden kommen werden. Es werden drei Zentren entstehen, und von diesen Zentren aus werden gegen 150 Stationen weiterhin mit Stückgut bedient. Fast alle Stationen, die auch Anfangs- oder Endstation einer Privatbahn sind, werden in diesen 150 Destinationen enthalten sein. Wer also über SBB und Privatbahn Stückgut transportiert, wird das auch in Zukunft tun können.

Ich kann auch bestätigen, was der Kommissionsreferent gesagt hat: Es ist nicht so, dass hier Personal abgebaut werden kann. Dieser grosse Apparat muss umstrukturiert werden. Es gibt auch andere Aufgaben für Stückgutarbeiter. Denken Sie an die Möglichkeit des Passagiergutes, die im Zusammenhang mit den Flughäfenanschlüssen und mit anderen Möglichkeiten doch eine zunehmende Bedeutung erhalten kann. Vom Personalabbau ist hier also nicht die Rede. Dies ist auch in keiner Weise beabsichtigt. Soweit hier Personal nicht mehr nötig ist, wird dieser Abgang auf natürliche Weise erfolgen.

Ich möchte sehr deutlich unterstreichen; Herr Herzog und andere Herren haben es gesagt: Es geht nicht um eine Aufhebung des Stückguttransportes. Das Stückgut wird weiterhin transportiert, aber die SBB sollen marktgerechte Preise erheben dürfen. Ich denke, dass das doch auch für eine öffentliche Unternehmung eine wichtige Sache ist. Es geht nicht um den Berufs- und Schülerabonnementverkehr, wo gewisse soziale Verpflichtungen bestehen. Wer Stückgut transportiert, weil es zu seinem Unternehmen gehört, dem kann man zumuten, dass er auch die effektiven Kosten bezahlt, dass ihn hier nicht der Bund über die Defizite der SBB noch finanziert.

Es geht auch nicht um eine Aufhebung der Transportpflicht. Die SBB sollen weiterhin transportieren müssen, aber sie sollen ihre Tarife gestalten dürfen. Sie sollen diesem Farbproduzenten aus der Ostschweiz, der mit seinen 150 Kübeln auf der Autobahn nach Zollikofen fährt, sagen können: «Gut, mein Lieber, wir machen das, aber das kostet so und so viel!» Das sollen sie tun können. Mir scheint, dass dies nun wirklich nicht eine Massnahme ist, für die es sich lohnt, auf die Barrikaden zu steigen. Mir scheint, dass das eine nahezu selbstverständliche Annahme ist.

Ich bitte Sie wirklich, diesen marktgerechten Möglichkeiten, die für die SBB und selbst für die Privatbahnen einen Ansporn bilden könnten, zuzustimmen.

**Präsident:** Wir stimmen ab. Es liegen zwei Anträge vor: der Antrag der Kommissionsmehrheit auf Zustimmung zum Antrag des Bundesrates und zum Beschluss des Nationalrates, dann der Antrag der Minderheit auf Streichung dieses neuen Artikels 7a.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	26 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	10 Stimmen

813

#### Bundesgesetz über die Schweizerischen Bundesbahnen Loi fédérale sur les Chemins de fer fédéraux

**Muheim, Berichterstatter:** Hier ist unsere Kommission einstimmig und bittet Sie, den neuen Artikel 3 Absatz 3 des

Bundesbahngesetzes anzunehmen. Es geht darum, dass bei Ausführung von bestimmten Arbeiten und Investitionen unserer Staatsbahn direkt interessierte Dritte Beiträge leisten müssen. Bis heute hat man solche Leistungen ausgehandelt. Je nach Stärke des Partners und nach Massgabe der günstigen oder ungünstigen politischen Bedingungen hat man höhere oder kleinere Summen herausgemarkt. Mit diesem Rechtssatz wird eine Rechtsgrundlage geschaffen, die zweifelsohne in der Anwendung allerhand Probleme aufwerfen wird. Persönlich glaube ich, dass es einer ergänzenden Rechtsverordnung bundesrätlicher Stufe bedarf, um hier gewisse detailliertere Normen festzulegen.

Ich bitte Sie um Zustimmung.

*Angenommen – Adopté*

814

*Postverkehrsgesetz*

*Loi fédérale sur le Service des postes*

*Art. 3a*

*Antrag der Kommission*

*Mehrheit*

Nach Entwurf des Bundesrates

*Minderheit*

(Vincenz, Bürgi, Hofmann, Muheim, Stucki)

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Art. 3a*

*Proposition de la commission*

*Majorité*

Selon le projet du Conseil fédéral

*Minorité*

(Vincenz, Bürgi, Hofmann, Muheim, Stucki)

Adhérer à la décision du Conseil national

**Muheim**, Berichterstatter: Dieser Abschnitt ist sehr umstritten. Sie entnehmen das aus den Anträgen der Mehrheit und Minderheit. Durch Stichentscheid unseres geschätzten Kommissionspräsidenten Reimann ist die Mehrheit zugunsten des Bundesrates ausgefallen. Sie werden auf der anderen Seite sehen, dass ich selbst bei der Minderheit bin und es trotzdem nach Wunsch der Kommission übernehme, den Sachverhalt dieses Geschäftes darzulegen. Es ist dann Sache der Sprecher der Mehrheit und Minderheit, diese zu gewichten und mit dem nötigen Nachdruck in dieser oder jener Richtung zu wirken.

Es geht um eine ganz wesentliche Neuerung, die im Grunde genommen zwei Ziele verfolgt: ein finanzpolitisches und eine strukturpolitische Neuordnung, d. h. die Regionalisierung der Reisepostlinien.

Zunächst zum Finanziellen: Sie wissen, dass die Reisepost der PTT eine ganze Reihe von Linien betreibt, in den Bergkantonen sowohl wie in den Flachlandkantonen. Die Linien rentieren sehr unterschiedlich. Es gibt solche, die eher einen Ertrag abwerfen; es gibt andere, die offensichtlich in den roten Zahlen fahren. Trotzdem wird diese Reisepost betrieben; denn sie ist ein Dienst an der Bevölkerung. Daneben existieren auch andere sogenannte konzessionierte Unternehmungen (Private, Gesellschaften oder öffentliche Rechtsträger), die ebenfalls derartige Dienstleistungen anbieten und zum Teil in gleichen und ähnlichen Regionen sozusagen als Konkurrenz auftreten. Es steht nun fest, dass das Nebeneinander solcher Verkehrsträger zu ganz unterschiedlichen Lösungen mit Bezug auf die Tragung der Defizite führt. Bei den privaten Unternehmungen sind es die Unternehmungen selbst und die öffentliche Hand der Region, der Kantone, Gemeinden

usw., bei den PTT sind es die PTT als solche. Anders ausgesprochen: Die Verluste der PTT-Reisepost werden in die Gesamtverluste der PTT eingegliedert. Die Idee des Bundesrates geht dahin, man sollte die Kantone auch hier zur Kasse bitten. Die Kantone sollten für die in ihrem Kantonsgebiet fahrende Reisepost Defizitanteile leisten. Die Defizitanteile sollten, wie Sie das dem Artikel 3a (neu), Randziffer 814, entnehmen können, auf ähnliche Leistungen ausgerichtet sein wie beim Eisenbahnverkehr. Bei technischen Verbesserungen der PTT und bei der Deckung der Betriebsfehlbeträge sollten die Kantone Zahlungen leisten. Damit will der Bundesrat zunächst einmal seine PTT-Rechnung verbessern; auf der anderen Seite will er aber noch ein anderes Ziel anstreben: Er möchte die unter dem Stichwort «Regionalisierung» entwickelte Konzeption ein Schrittchen weiterführen. Es ist zuzugeben, dass das Nebeneinander von Transportkapazitäten ein ungueter Zustand ist und dass in der Regionalisierung ein Fortschritt getan werden muss. Es sollten z. B. die Fahrkarten über verschiedene Transportgesellschaften hinweg zur Ausgabe gelangen können und nicht für jede einzelne separat mit je eigener Streckenberechnung. Dieses hochgesteckte Ziel will heute durch Artikel 3a erreicht werden. Negativ formuliert: Es sollen also einerseits Teile der Defizite der PTT auf die Kantone übertragen werden, und andererseits soll ein hohes verkehrspolitisches Ziel angestrebt werden. Es ist jetzt Sache der Mehrheits- und Minderheitssprecher, die Gewichte aus diesen Ihnen dargelegten Entscheidungsgrundlagen zu verlegen.

**Vincenz**, Berichterstatter der Minderheit: Herr Kollega Muheim hat Ihnen den Sachverhalt dargelegt. Ich verzichte, darauf zurückzukommen. Ich stelle lediglich fest, dass der Bundesrat damit rechnet, dass durch diese Gesetzesänderung 15 bis 20 Millionen Franken eingespart werden können. Der Nationalrat hat die Streichung des neuen Artikels 3a des Postverkehrsgesetzes über die Kostenüberwälzung beschlossen. Eine Minderheit Ihrer Kommission – sie wurde, wie Sie gehört haben, durch Stichentscheid des Präsidenten disqualifiziert – beantragt Ihnen nun ebenfalls die Streichung dieses Artikels, also die Zustimmung zum Nationalrat.

Welches sind die Gründe für diese Ablehnung? Zuerst eine Klarstellung: Wie Sie der Botschaft entnehmen können, gehen die nach Abzug der Kantonsanteile verbleibenden Defizite zulasten der PTT-Betriebe. Die hier zur Diskussion stehenden Einsparungen entlasten somit den Bundeshaushalt nicht direkt, sondern nur indirekt, nämlich über das Ergebnis der PTT-Betriebe.

In der Botschaft wird sodann ausgeführt, dass mit dieser Kostenüberwälzung eine Regionalisierung des öffentlichen Verkehrs angestrebt werden soll. Damit gibt der Bundesrat auch zu, dass es sich hier nicht in erster Linie um eine finanzpolitische Massnahme, sondern eindeutig und primär um eine verkehrspolitische beziehungsweise strukturelle Massnahme handelt. In diesem Schnellverfahren sollen nun Strukturänderungen im öffentlichen Verkehr beschlossen werden, die für die betroffenen Regionen von grösster wirtschaftlicher Bedeutung sein können. Die Vertreter der Minderheit – ich betone das – sind auch der Auffassung, dass Korrekturen im Bereich der Reisepost erforderlich sind; sie vertreten aber die Meinung, dass es hier um grundlegende Fragen geht, die nicht über die Hintertür einer Sparübung zugunsten des Bunkshaushaltes gelöst werden können. Es ist zumindest auch unschön, dass die Direktbeteiligten, die Kantone, keine Möglichkeit hatten, zur Angelegenheit Stellung zu nehmen. Weil es sich hier um eine Massnahme der künftigen Struktur des öffentlichen Verkehrs handelt, wäre diese Kontaktnahme notwendig gewesen.

Diese Mehrbelastung der Kantone muss aber auch als Bestandteil der ganzen Vorlage gewertet werden. Dazu ist einmal zu bemerken, dass die Folgen der vorliegenden Sparmassnahme in den Regionen sehr unterschiedlich spürbar werden. Bestimmt gehören dazu die wirtschaftlich

schwächer entwickelten Regionen und Berufsgruppen. Das wurde einleitend wiederholt auch vom Präsidenten der Finanzkommission festgestellt. Recht viele Kürzungen, die wir zu beschliessen haben, treffen die Bergkantone hart. Allein im Bereich des öffentlichen Verkehrs sollen nicht weniger als acht Gesetzesrevisionen – wir haben soeben einige davon beschlossen – eine Entlastung des Bundes auf Rechnung der Kantone, vor allem der Bergkantone, mit sich bringen, d. h. weniger zum Defizit der SBB beitragen, ein Defizit, das dann diskussionslos vom Bund übernommen werden muss. Diese Kumulierung – darum geht es ja – von Mehrbelastungen hat den Nationalrat veranlasst, von diesen zusätzlichen, über das Postverkehrsgesetz eingeleiteten Mehrausgaben für die betroffenen Kantone Abstand zu nehmen. Der Ständekammer steht es gut an, hier den Bogen ebenfalls nicht zu überspannen.

Eine vierte Bemerkung: Wir erwarten noch in diesem Jahr die Vorschläge für eine Gesamtverkehrskonzeption. Es soll ein «Wunderkind» werden. Nun sind wir der Meinung, dass die jetzt zur Diskussion stehende Strukturbereinigung im Postautoverkehr durch vermehrte Regionalisierung nicht vorgezogen werden darf. Diese Korrekturen sind vielmehr gleichzeitig mit anderen verkehrspolitisch notwendigen Entscheidungen zu beschliessen. Es ist uns nicht verständlich, warum hier mit einem Extra-Postauto gefahren werden soll. Beispiele zeigen zudem, dass regionale Lösungen zum Teil sogar von den PTT selber verhindert werden. Dazu wäre aber keine Gesetzesrevision erforderlich.

Eine grundsätzliche Ueberlegung: Der Bund hat seinerzeit das Postregal von den Kantonen weggenommen. Heute will man die weniger ertragreichen Linien teilweise den Kantonen wieder zurückgeben. Wenn dies notwendig wird, müssen vorerst einzelne verkehrspolitische Grundsätze für diese Zerteilung erarbeitet werden.

Bisher haben wir versucht – auch gestern und heute in diesem Rat –, eine einheitliche Front zugunsten des ganzen Sparpaketes zu bilden. Wenn wir der Mehrheit zustimmen, entsteht eine Differenz zum Nationalrat. Wahrscheinlich kommt dann die Vorlage an den Ständerat zurück. Ich frage Sie, ob dies politisch richtig und mit Blick auf den 12. Juni verantwortbar ist. Ich glaube nicht und bitte Sie deshalb, dem Antrag der Minderheit zuzustimmen.

**Reimann, Berichterstatter der Mehrheit:** Ich danke Herrn Muheim für die relativ loyale Darstellung der Tatbestände, was ich vom Sprecher der Minderheit und seiner Disqualifikationstheorie nicht sagen kann. Ich habe das bestimmte Gefühl, mich bei dieser allgemeinen Tendenz der Zustimmung zum Nationalrat – die bis in den Bundesrat hinein festzustellen ist – mit meinem Stichentscheid zugunsten des bundesrätlichen Antrages leicht in die Nesseln gesetzt zu haben. Trotzdem möchte ich meine Haltung begründen. Für mich sind in der Tat finanzielle und strukturelle Momente massgebend. Ich möchte mit einem Beispiel aus meinem eigenen Kanton kurz darlegen, wie grotesk die Situation, ja wie ungerecht sie sich entwickeln kann. Seit mehreren Jahren sind Bestrebungen im Gange – Sie wissen das –, den öffentlichen Busverkehr zu regionalisieren. Da stellen wir nun einfach fest: Solange der Bund für die Defizite der Reisepost aufkommt, wird die Regionalisierung auf weite Sicht ein Postulat bleiben. Beispiel: die Region Baden. In der Region Baden besteht seit einigen Jahren ein privater regionaler Busverkehr. Die Gemeinden haben die Betriebsdefizite dieser vom privaten Busverkehr bedienten Gemeinden selbst zu tragen. In der gleichen Region sind seit Jahren Verhandlungen zur Uebernahme von PTT-Linien in einem zweiten Umkreis der Region Baden im Gange, also die Regionalisierung. Die betroffenen Gemeinden sind begreiflicherweise nicht an einer solchen Lösung interessiert, obwohl – das ist vielleicht interessant – oder vor allem deshalb, weil die PTT jetzt daran gegangen sind, auf den Fahrplanwechsel 1977 ihre Fahrpläne auf den von ihr betriebenen Linien auf einen starren 20-Minuten-Takt zu ergänzen, genau wie die Busse in der

kleineren Region. Der Unterschied liegt darin, dass die von der PTT bedienten Gemeinden nichts zu bezahlen haben. Es ist ganz klar: Solange sie nichts zu bezahlen haben, haben sie kein Interesse an einer Regionalisierung. Die betreffenden Gemeinden kümmern sich kaum um die Wirtschaftlichkeit des gesamten Regionalverkehrs; sie kümmern sich kaum darum, wie gross die zusätzlichen Defizite der PTT ausfallen; sie fordern die Steigerung des Dienstangebotes, ohne die übrigen wirtschaftlichen Fragen zu berücksichtigen. Dass das Spannungen und Ungerechtigkeiten gibt in einer Region, werden Sie verstehen. Ich gebe zu: Es hat Regionen gegeben, wo die PTT, vielleicht mit Hilfe des Amtes für Verkehr, sich aus diesem Dienstleistungswettbewerb zurückgezogen haben und wo schon unter der heutigen Gesetzgebung die Regionalisierung zustande gekommen ist. Aber das ist ein seltener Fall. Das angeführte Beispiel zeigt drastisch, wie ungerecht und zum Teil unwirtschaftlich die Dinge gehandhabt werden. Das sind Gründe, die für mich trotz der Tendenz auf Zustimmung zum Nationalrat massgebend waren; es waren also finanzielle und strukturelle Ueberlegungen.

**M. Donzé:** Presque tout ce qui pouvait être dit sur le problème l'a été et cela aussi bien en faveur de cette modification qu'à son encontre. Cependant, je voudrais faire une remarque d'ordre général et exprimer le point de vue des cantons, bien que j'appartienne à un canton qui ne sera guère touché par cette modification.

Ça encore, nous trouvons en présence d'une question de principe. Historiquement, la régie des postes a été transférée de la compétence des cantons à celle de la Confédération et, aujourd'hui, on voudrait demander aux premiers de participer aux déficits d'un secteur déterminé des PTT. Ne craint-on pas qu'un jour, des cantons demandent au nom de l'égalité de traitement de participer également aux bénéfices d'autres secteurs des PTT?

Il me semble que la question peut se poser, car les PTT ne sont pas déficitaires comme les CFF, au contraire. Ces dernières années, ils ont enregistré des excédents de recettes, alors même qu'ils ont encore une dette à l'égard de la Confédération. Est-il vraiment nécessaire de transférer de nouvelles charges aux cantons quand ce sont précisément ceux qui sont les plus faibles économiquement parlant qui risquent d'être touchés le plus fortement? Encore une fois, je ne parle pas en faveur de mon canton, mais il me semble que cette disposition n'est pas très juste.

**Herzog:** Ich beantrage Unterstützung des bundesrätlichen Vorschlages und des Mehrheitsbeschlusses unserer Kommission. Der Nationalrat hat die vorgesehene Beteiligung der Kantone am Defizit der PTT-Autolinien abgelehnt, in der Annahme, sie belaste die Bundeskasse nicht, sondern brächte nur Einnahmen für die PTT-Rechnung. Die PTT gehören aber auch zum Bund; sie haben den aufgelaufenen Verlustsaldo noch lange nicht abgetragen. Schliesslich wäre die Bundeskasse für mögliche PTT-Gewinne sehr aufnahmefähig.

Die heutige uneinheitliche Regelung der Kostenverteilung führt zu stossenden Ungerechtigkeiten. In vielen Regionen unseres Landes verkehren Privatbahnen neben konzessionierten Autolinien, neben PTT-Linien. Wir finden oft selbst verschiedene Unternehmer nebeneinander. Eine Unternehmung pro Region könnte den Betrieb wirtschaftlicher führen und damit die Defizitdeckung des Bundes und der PTT-Linien senken. Der öffentliche Verkehr könnte attraktiver gestaltet werden. Solange die Defizitdeckung nicht einheitlich geregelt ist, können keine Umgruppierungen vorgenommen werden. Diese Umgruppierungen oder Regionalisierungen müssen aber kommen, und zwar möglichst bald. Herr Reimann hat Beispiele genannt; es könnten weitere unterbreitet werden, ich will darauf verzichten.

Die vorgeschlagene Beteiligung der Kantone am Defizit der PTT-Autolinien kann unter den heutigen Verhältnissen verantwortet werden. Ich glaube, auch gegenüber den

Bergkantonen lässt sich diese Massnahme verantworten. Das Netz der Linien ist dort im Durchschnitt nicht dichter als im Flachland, und es werden diese Gebiete über den Finanzausgleich bei der Defizitdeckung bis zu 90 Prozent entlastet.

Ich beantrage Zustimmung zum bundesrätlichen Antrag und zum Mehrheitsbeschluss der Vorberatenden Kommission. Massgebend sind für mich ebenfalls finanzielle und strukturelle Ueberlegungen.

**Bürgi:** Ich habe allen bisherigen Sparmassnahmen, auch denjenigen aus dem Verkehrsgebiet, mit Ueberzeugung zugestimmt. Hier muss ich aber einen deutlichen Vorbehalt machen und liess mich deswegen auch bei der Kommissionsminderheit eintragen.

Ich möchte einige kurze Erwägungen anstellen. Zunächst muss ich auf eine gewisse verfassungsrechtliche Fragwürdigkeit hinweisen. Gemäss Artikel 36 Absatz 1 der Bundesverfassung ist das Post- und Telegrafwesen im ganzen Gebiet der Eidgenossenschaft Bundessache. Mit der Uebertragung der damit verbundenen Rechte erhielt der Bund auch einen Auftrag, nämlich den Post-, Telegraf- und Telefondienst einzurichten und zu besorgen. Es kann nicht der Zweck des Postregals sein, dass sich der Bund auf dem Wege der Defizitbeteiligung der Kantone seiner Aufgaben entschlägt. Der Sinn des Postregals besteht gerade darin, die Verkehrserschliessung auch dort zu gewährleisten, wo sie wirtschaftlich nicht interessant ist. Es will mir scheinen, dass diese ganze verfassungsrechtliche Seite in den bisherigen Abklärungen zu kurz gekommen ist.

Dann möchte ich eine finanzpolitische Ueberlegung anstellen. Durch die Defizitbeteiligung werden zwar die Kantone zusätzlich belastet, aber der Bund als solcher wird nicht entlastet. Das ist ja der deutliche Unterschied dieses Antrages, verglichen mit allen anderen Sparmassnahmen. Dort gibt es eine Simultanwirkung in der Bundeskasse. Das ist hier nicht der Fall.

Dann möchte ich in Uebereinstimmung mit den Vorrednern darauf hinweisen, dass die Hauptwirkung dieses Beschlusses in jenen Gebieten zu verzeichnen ist, die heute schon durch ihre Privatbahnleistungen erheblich schlechter gestellt sind als Gebiete, die überwiegend von der Bundesbahn bedient werden. Der im Bahnwesen bestehende Systemzwiespalt wird dann auch im Bereiche der Reisepost verschärft.

Schliesslich möchte ich noch auf die Problematik der Berechnung hinweisen. Alle Leute, die da ein bisschen Einblick haben, sagen mir das gleiche, nämlich das Folgende: Die Reisepost ist Bestandteil eines Verbundbetriebes. Es dürfte kaum möglich sein, die Kosten der Verbundleistungen von jenen der Reisepost eindeutig zu trennen. Eine willkürliche Aufteilung, die man natürlich vornehmen könnte, würde Ungerechtigkeiten schaffen und zu Härtefällen führen. Zudem werden für die Regielinien der PTT lediglich die Kosten sogenannter Kursgruppen ermittelt. Eine Ausscheidung nach Liniendefiziten drängt sich in diesen Fällen nicht auf. Bei einer Kantonsbeteiligung an den Liniendefiziten müsste diese Ausscheidung jedoch vorgenommen werden. Das würde zu einem ganz beträchtlichen Mehraufwand in der Verwaltung führen.

Aufgrund dieser bestimmt nicht Vollständigkeit beanspruchenden Ueberlegungen muss ich sagen, dass ich das Bedürfnis habe, dass dieser ganze Fragenkomplex sorgfältiger überprüft wird, als es jetzt in dieser eiligen Uebung möglich ist. Das veranlasst mich, Ihnen beliebt zu machen, dass Sie Zustimmung zum Nationalrat und zu Ihrer Kommissionsminderheit beschliessen.

**Luder:** Ich möchte eine Frage stellen. Seit einigen Jahren bewilligte das Eidgenössische Verkehrs- und Energiedepartement neue Verkehrsverbindungen der Reisepost nur unter der Bedingung, dass sich die Kantone an den Betriebsfehlbeträgen im gleichen Umfang beteiligen wie bei den konzessionierten Automobilunternehmungen. Dadurch

wird jetzt schon eine Art Gleichbehandlung der beiden Verkehrsträger gewährleistet. Es dürfte sich doch eine gewisse Erkenntnis durchgesetzt haben, dass der Betrieb von Automobillinien unabhängig davon, ob er von der Reisepost oder von einem Konzessionär ausgeführt wird, bei den kantonalen und kommunalen Behörden als Infrastrukturaufgabe der Region betrachtet wird.

Nun die Frage: Wenn unser Rat dem Minderheitsantrag folgt, d. h. den Antrag des Bundesrates ablehnt, wird dann diese Ordnung für die neuen Linien in Frage gestellt? Oder anders ausgedrückt: Heisst das, dass die Finanzierung kommander neuer Linien der Reisepost wiederum vollständig vom Bund übernommen werden muss? Wenn diese Frage bejaht würde, müsste man sich fragen, ob dann nicht mindestens der Artikel 3a auf die neuen – ich sage mindestens; ich stelle keinen Antrag, ob Minderheit oder Mehrheit – auf die neuen Linien ausgedehnt bleiben müsste.

**Urech:** Aus grundsätzlichen Ueberlegungen beantrage ich Ihnen, dem Antrag der Mehrheit der Kommission und des Bundesrates zuzustimmen. Der Bundesrat ist mit seinem Sparkonzept einem Auftrag der eidgenössischen Räte nachgekommen. Es liegt nun am Parlament, die dringend notwendigen Sparanstrengungen des Bundesrates durch Zustimmung zu honorieren. Nur so wird es möglich sein, wieder eine ausgeglichene Staatsrechnung zu erhalten. Wir würden unglaublich, wenn wir in der Eintretensdebatte mit Nachdruck den Sparwillen bekunden und in der Detailberatung ihn dann nicht in die Tat umsetzen. Mögen auch einzelne Gesetzesänderungen diskutabel sein, ist es falsch, wenn wir nun einzelne Vorschläge herausnehmen und diese zerzausen. Wir müssen die Vorschläge des Bundesrates als Einheit betrachten und im finanz- und staatspolitischen Interesse dem ganzen Bündel von Gesetzesanwendungen zustimmen. Nur so kommen wir zum Ziel. Wir dürfen die Sparmassnahmen nicht nur aus dem engen Gesichtspunkt der einzelnen Kantone betrachten, sondern müssen sie vom gesamtschweizerischen Gesichtspunkt aus beurteilen. Die neue Regelung für die Reisepost lässt sich aber auch im Vergleich zu den konzessionierten Autobus- und Trolleybusunternehmungen vertreten. Bleiben wir uns bewusst, dass die nun vorgeschlagenen Sparmassnahmen an der unteren Grenze liegen, und wir diese nun nicht noch schmälern dürfen. Denken wir auch daran, dass eine ganze Reihe von Organisationen die Annahme des Steuerpaketes von der vollständigen Annahme des bundesrätlichen Sparpaketes durch das Parlament abhängig gemacht hat.

Ein Letztes: Vergessen wir nicht, dass selbst mit dem vollständigen Sparpaket, wie es der Bundesrat nun vorschlägt, das Schicksal der Finanzvorlage vom 12. Juni immer noch höchst ungewiss bleibt.

**Schlumpf:** Die Begründung auf Seite 70 betreffend die Verfassungsmässigkeit, welches Problem schon Herr Kollege Bürgi mit Recht angezogen hat, ist allzu sparsam, sogar in einer Sparbotschaft. Es heisst: «Alle zu ändernden Gesetze und Bundesbeschlüsse sind seinerzeit gestützt auf die Bundesverfassung im ordentlichen Verfahren erlassen worden.» Das sagt natürlich zur Frage, die jetzt zur Diskussion steht, nichts aus. Hier geht es nicht darum, dass Bundesbeiträge im Transferbereich gekürzt, sondern dass die Kantone belastet werden sollen. Das ist eine verfassungsrechtliche Frage, die mindestens im Abschnitt 208.16 einiger Erläuterungen gerufen hätte. Ich bin verunsichert wie schon bei anderen Vorlagen und möchte die Herren Bundesräte fragen: Haben wenigstens die Kantone, die neu mit Millionen belastet werden sollen, Gelegenheit gehabt, Stellung zu beziehen? Aus der Botschaft sieht man nichts. Sonst werden unsere Kantonsregierungen immer wieder angegangen für Vernehmlassungen aller Art, auch dort, wo die Kantone nicht belastet werden sollen. Mir schiene es unerlässlich – es geht zum Teil um Millio-

nenbeträge –, dass die Kantone dazu Stellung nehmen können. Zum anderen – und da möchte ich Herrn Kollega Bürgi unterstützen – müsste doch in einem solchen Zusammenhang zur verfassungsrechtlichen Frage mehr gesagt werden als in diesen wenigen Zeilen, zu einer Frage, die von prinzipieller Bedeutung ist.

Weil ich keine genügenden Unterlagen und Auskünfte erhalten habe, schliesse ich mich der Minderheit an, sofern nicht von den Herren Bundesräten entsprechende Antworten erteilt werden können.

**M. Reverdin:** J'ai sous les yeux la statistique des résultats des comptes de la Société des transports genevois. En 1975, c'était encore la Compagnie générale des tramways électriques; elle a changé son nom depuis lors. Pour beaucoup de Confédérés, la Suisse s'arrête à la gare de Cornavin. En réalité, au-delà de la gare de Cornavin et de la ville de Genève, il y a encore une fort belle campagne qu'il faut desservir. Or le déficit des lignes de campagne s'est élevé à 5,4 millions de francs en 1975, que le canton a dû prendre en charge. La contribution de la Confédération, en vertu de la loi sur les chemins de fer et autres des contributions en faveur de l'économie générale, a été de 350 000 francs. Autrement dit, la Confédération n'a pris en charge que 6,3 pour cent des dépenses découlant de la desserte des villages de la campagne genevoise.

Quand je parcours la gare de Berne, je vois une magnifique gare routière et des autocars jaunes des PTT qui partent dans toutes les directions. Il y a tout de même une inégalité de traitement quand, dans un cas, le canton doit assumer pratiquement tout seul la charge des déficits et quand, dans un autre cas, la charge des déficits incombe en grande partie à la Confédération. De telles inégalités de traitement ne peuvent pas être corrigées d'un jour à l'autre et peut-être est-il excessif de demander aux cantons de prendre à leur charge la totalité des déficits des lignes postales, notamment aux cantons de montagne; mais il y a tout de même un déséquilibre qu'il serait équitable de prendre en considération, en vue de l'atténuer peu à peu.

**Bundesrat Ritschard:** Herr Ständerat Reverdin hat eigentlich sehr zusammengefasst etwas gesagt, was zu diesen Anträgen geführt hat.

Zuerst zur Verfassungsmässigkeit: Die Verfassungsmässigkeit aller dieser Erlasse in diesem Sparpaket ist durch die Justizabteilung eingehend geprüft worden. Sie ist nun wirklich über jeden Verdacht erhaben. Diese Sachen wurden gründlich geprüft. Man hat dem Bundesrat die Bestätigung gegeben, dass die verfassungsmässige Rechtsgrundlage bestehe.

Wir haben, Herr Ständerat Schlumpf, nicht ein eigentliches Vernehmlassungsverfahren bei den Kantonen durchgeführt, aber wir haben den Kantonsregierungen – die Regierungspräsidenten, die Finanzdirektoren; zum Teil waren sogar drei Mitglieder der Regierung einzelner Kantone anwesend – während eines ganzen Tages dieses Sparpaket, von dem sie summarische Kenntnis hatten, erläutert. Gerade in dieser Frage, die Sie jetzt behandeln, bin ich selbstverständlich an dieser Konferenz angesprochen worden. Ich habe die Mitglieder dieser Kantonsregierungen über unsere Intentionen und Gründe orientiert. Es war also nicht ein schriftliches, sondern ein mündliches Vernehmlassungsverfahren. Ich will sofort zugeben, dass dies natürlich nicht die Vertiefung in das Problem in der Weise erlaubt, wie wenn man da zwei oder drei Monate Frist gegeben hätte. Dazu bestand aber keine Zeit.

Es ist alles gesagt worden. Die Situation auf dem Gebiet des Verkehrs mit den Kantonsanteilen ist wirklich grotesk; es ist dies dargelegt worden. Bei den SBB bezahlt der Bund alles, bei den Privatbahnen bezahlt der Kanton mit. Es gibt Postautolinien, wo die Post das ganze Defizit bezahlt. Es gibt 40 Linien. Herr Ständerat Luder hat zurecht

auf diese Frage hingewiesen. Da bezahlen auch die Kantone. Was wir hier machen, wenn die Sache abgelehnt wird, weiss ich nicht. Jedenfalls wird man die betreffenden Regionen oder Kantone vor die Alternative stellen: Entweder bezahlt ihr weiter – das macht insgesamt etwa eine Million Franken aus –, oder dann wird eben diese Postautolinie in eine konzessionierte Linie umgewandelt; dann müsst ihr bezahlen nach der bestehenden Rechtsordnung. Bei den Postautolinien bezahlen die Kantone nichts. Bei den konzessionierten Linien – einer dieser Konzessionäre kann Ihnen das bestätigen – müssten die Kantone wieder bezahlen. Der Kanton Freiburg z. B. hat nur ganz vereinzelte Postautolinien. Er hat zur Hauptsache konzessionierte Linien. Hier muss er überall mittragen. Bei den städtischen Verkehrsbetrieben wiederum bezahlen die Städte und zum Teil die Regionen mit. Es ist von Herrn Muheim richtig dargelegt worden, dass auf diese Weise die notwendige Regionalisierung der Verkehrsbetriebe und damit auch die Hebung der Attraktivität schlechthin unmöglich wird. Der Reisende, der verschiedene Linien – Postautos, konzessionierte Betriebe, Privatbahnen und dann auch noch die SBB – benutzen will, kommt nicht in den Genuss des degressiven Tarifs, der mit der Distanz im allgemeinen verbunden ist; er muss immer von vorne anfangen.

Zu was für grotesken Situationen diese Vielfalt, die sich da im Verlaufe des Jahres entwickelt hat – Herr Donzé hat es ganz richtig gesagt, man muss das etwas historisch betrachten –, führt, kann ich Ihnen an einigen Beispielen zeigen. Ich habe sie mir geben lassen: Von Chur über Thusis und Samaden nach St. Moritz fährt die Bahn. Da bezahlt der Kanton Defizite. Von Chur nach Bivio über Silvaplana nach St. Moritz fahren auch die PTT; da bezahlt der Kanton nichts. Von Liestal nach Augst und Basel fährt ein konzessionierter Betrieb; da bezahlen Bund und Kanton; von Liestal nach Büren SO und von Liestal nach Arisdorf fahren die PTT; da bezahlen die PTT, und die PTT sind der Bund. Ich danke Herrn Ständerat Herzog, dass er das wieder einmal festgehalten hat. Von Flüelen nach Altdorf-Bürglen-Schattdorf fährt eine konzessionierte Linie; da muss der Kanton Uri bezahlen. Von Flüelen nach Altdorf-Bürglen-Unterschächen fahren die PTT; da muss der Kanton Uri wieder nichts bezahlen. Von Sierre nach Crans-Montana fährt eine konzessionierte Linie; da bezahlt der Kanton. Von Sion nach Crans-Montana fahren wieder die PTT; da bezahlt der Kanton wieder nichts. Von Bière nach Apples-Morges fährt eine Bahn; da bezahlt der Kanton. Von Morges nach Cossonay fahren die PTT; da bezahlt der Kanton nichts. Von Rolle nach Gimel besteht eine konzessionierte Autolinie; da bezahlt der Kanton. Von Rolle nach Aubonne fahren die PTT; da bezahlt der Bund. Von Bern nach Neuenburg – das ist nun eine internationale Linie – fährt die Bahn; da bezahlt der Kanton Bern. Von Bern nach Särswil fährt ein Postauto; da bezahlt der Kanton wieder nichts. Ich kann diese Beispiele ellenlang vermehren. Es ist wirklich grotesk. Ich will da niemandem Vorwürfe daraus machen, sondern nur Verständnis zu machen versuchen, dass wir hier bei dieser Gelegenheit diese Sache doch anpassen und Ihnen vorschlagen mussten. Wir wussten sehr wohl dass wir da ein heisses Eisen anrühren. Um den Entscheid in dieser Sache werden Sie aber nicht herkommen; denn die Kommission für eine Gesamtverkehrskonzeption wird natürlich diese Koordination vorschlagen. Diese Vorschläge sind in Uebereinstimmung mit der Kommission für die Gesamtverkehrskonzeption entstanden. Ob wir diese Vorschläge heute vorausnehmen oder sie in den Rahmen der späteren Gesamtverkehrskonzeption stellen, ändert an der Sache an und für sich nichts. Ich fürchte nur, die Zahl der Massnahmen, die wir Ihnen später werden unterbreiten müssen, wird dann so gross sein, dass sich die Widerstände derart akkumulieren werden, dass man in den nächsten Jahren überhaupt nichts wird unternehmen können. Darum habe ich es persönlich politisch für richtiger gehalten, hier etwas vorzuziehen, was wir früher oder später tun müssen, wenn wir



wirklich den öffentlichen Verkehr attraktiver gestalten wollen.

Ich bitte Sie somit, auch namens des Bundesrates, unsere Anträge zu beschliessen. Ich werde sie auch im Nationalrat wieder verteidigen, wenn sich eine Differenz ergeben sollte. Vor allem habe ich versucht, Ihnen begreiflich zu machen, dass auch diese Sache nicht bloss «aus dem hohlen Bauch heraus» entstanden ist. Sie hat System.

**Schlumpf:** Ich bin seit mehreren Jahren Mitglied der Kommission für eine Gesamtverkehrskonzeption und habe jetzt den Ausführungen von Herrn Bundesrat Ritschard mit Befriedigung entnommen, dass man in dieser Kommission zu ganz konkreten Schlüssen und Stellungnahmen auch in einer Detailfrage wie der Aenderung des Postverkehrsgesetzes gekommen sei. Ich habe das bisher nicht gewusst, obwohl ich ziemlich regelmässig an diesen Sitzungen teilgenommen habe!

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Mehrheit	14 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	26 Stimmen

815

*Inkrafttreten der Ziffern 811–814*

*Entrée en vigueur des chiffres 811–814*

*Angenommen – Adopté*

C

**Bundesbeschluss über die Genehmigung der Aenderung des Bundesratsbeschlusses über die Bildung der Eisenbahntarife**

**Arrêté fédéral approuvant la modification de l'arrêté du Conseil fédéral sur la formation des tarifs des chemins de fer**

**Muheim,** Berichterstatter: Bei oberflächlicher Betrachtung könnte man glauben, es handle sich hier nur um eine Formalität. Dem ist aber keineswegs so. Wir führen in der Tarifpolitik unseres Landes etwas ganz Neues ein. Darf ich Sie bitten, die Seite 27 der Fahne zur Hand zu nehmen. Sie finden dort in Artikel 6 den lapidaren Satz, dass das EVED die Richtlinien für die Ermittlung der wirklichen und der Tarifentfernungen festlege. Wer das liest, glaubt, es sei eine reine Frage der Kompetenzdelegation. Damit ist indessen gleichzeitig der bestehende Artikel 6 Absatz 1 aufzuheben. Es lohnt sich, diesen Absatz 1 zu zitieren: «Auf den Linien der Schweizerischen Bundesbahnen, die sie selber betreiben, darf die Tarifentfernung in der Regel nicht höher sein als die wirkliche Entfernung, ausgenommen auf Strecken mit besonderen Verhältnissen.» Mit diesem Absatz 1, den wir heute streichen, hatten wir bis anhin den Grundsatz festgehalten, dass die tatsächlichen Fahrdistanzen für die Tarife massgebend sind und dass die Tarife «fest» sind, wann und wo immer Sie fahren. Mit der Streichung dieses Satzes ermöglichen Sie dem Departement, die wirklichen Entfernungen und die Tarifsätze gestaffelt und unterschiedlich zu handhaben. Wir führen, mit einem Wort gesagt, die Flexibilität der Tarifgestaltung ein. Damit verwirklichen wir ein höchst unternehmerisches Prinzip. Mit dieser Aenderung ist eine marktkonformere Tarifgestaltung beabsichtigt, sei es marktkonformer nach Regionen, nach rentablen oder unrentablen Linien, oder sei es nach Tages- und Wochenzeiten. In den Hochleistungszeiten sind in England die Tarife anders als in der Zwischenzeit. Mit dieser Tarifflexibilität beabsichtigt man, den Markt zu steuern. Man gibt jenen, die in den weniger frequentierten Zeiten eine Fahrt antreten, die Chance, billiger zu fahren.

Ich bitte Sie, dieser Aenderung der Tarifprinzipien zuzustimmen und damit auch den Artikel 12 zu genehmigen, der sich auf die Monats-Streckenabonnemente bezieht. Es handelt sich hier um eine Einzelfrage, ganz im Gegensatz zur Regelung des eingehend erläuterten Artikels 6. Die Kommission empfiehlt Ihnen einstimmig, die Genehmigung auszusprechen.

*Angenommen – Adopté*

A

**Bundesgesetz über Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes**

**Loi fédérale instituant des mesures propres à équilibrer les finances fédérales**

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Gesetzentwurfes	33 Stimmen
	(Einstimmigkeit)

B

**Bundesbeschluss über die Beiträge an die Stiftung «Schweizerischer Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung» in den Jahren 1975–1979**

**Arrêté fédéral subventionnant la fondation «Fonds national suisse de la recherche scientifique» pour les années 1975 à 1979**

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlussentwurfes	32 Stimmen
	(Einstimmigkeit)

C

**Bundesbeschluss über die Genehmigung der Aenderung des Bundesratsbeschlusses über die Bildung der Eisenbahntarife**

**Arrêté fédéral approuvant la modification de l'arrêté du Conseil fédéral sur la formation des tarifs des chemins de fer**

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlussentwurfes	32 Stimmen
	(Einstimmigkeit)

**Motion des Ständerates**

*Antrag der Kommission*

Gleicher Text wie Motion des Nationalrates (s. Amtl. Bull. NR, 1977, S. 236), mit folgender Aenderung:

*Ziff. 1*

Die Vorarbeiten für die Teilrevision des KUVG so voranzutreiben, dass die entsprechende Botschaft den eidgenössischen Räten beförderlichst unterbreitet werden kann.

**Motion du Conseil des Etats**

*Proposition de la commission*

Texte de la motion du Conseil national (v. Bull. off. CN, 1977, p. 237), avec la modification suivante:

*Ch. 1*

A accélérer les travaux préparatoires de la revision partielle de la LAMA, de façon que le message s'y rapportant puisse être soumis aux Chambres fédérales dans les plus brefs délais.

**Bürgi,** Berichterstatter: Die Kommission ist mit der Motion des Nationalrates einverstanden. Sie betrachtet die Ziel-

setzung als richtig und zeitgemäss. In einem einzigen Punkt hatte sie dagegen Bedenken. Sie beziehen sich auf Absatz 1 der Motion. Hier wird dem Bundesrat der Auftrag zu einer Revision des KUVG noch in diesem Jahr erteilt. Die Kommission ist keineswegs der Meinung, dass diese Gesetzesrevision etwa ungebührlich hinausgezogen oder verschleppt werden sollte; andererseits ist sie der Auffassung, dass es sich um eine anspruchsvolle Revision handle, die genügend Zeit erfordert, damit jene Sorgfalt angewandt werden und eine Lösung erarbeitet werden kann, die von weitesten Kreisen getragen werden kann. Das ist bei dieser Materie unerlässlich.

Die Kommission hat sich deshalb für eine etwas flexiblere Terminumschreibung entschieden. Anstelle von «noch dieses Jahr» schlägt sie vor, in den Text «beförderlichst» einzufügen. Sie tut das auch nach Vorstellungen des Chefs des Departements des Innern, der darauf hinwies, dass kaum möglich wäre, diese vom Nationalrat gesetzte Frist einzuhalten. Im französischen Text ist dieses «beförderlichst» übersetzt worden mit «dans les plus brefs délais».

Ich beantrage Ihnen Zustimmung zur Motion mit der erwähnten Abänderung.

**Präsident:** Wird die Motion aus der Mitte des Rates bekämpft? Verlangt jemand die Aufnahme des nationalrätlichen Wortlautes? Das ist nicht der Fall.

M. **Chevallaz**, conseiller fédéral: Les objectifs qui sont définis par la motion demandant la réorganisation de l'assurance-maladie sont les objectifs mêmes que se propose le Conseil fédéral. La prolongation du délai est je crois réaliste, mais je m'empresse de vous dire qu'elle ne sera pas, pour le gouvernement, un prétexte à faire traîner les choses en longueur, car il est urgent – nous en sommes tous conscients – pour les finances de la Confédération et pour l'intérêt des malades et des caisses-maladie, de nous doter d'un système d'assurance-maladie qui soit à la fois plus équitable et qui soit en même temps financièrement modérateur. Le Conseil fédéral approuve la motion.

**Präsident:** Nachdem die Motion in der Fassung der Vorberatenden Kommission aus der Mitte des Rates nicht bekämpft wurde und der Bundesrat die Motion entgegennimmt, ist sie überwiesen. Damit ist das Geschäft erledigt.

An den Nationalrat – Au Conseil national

76.083

### Hochschulförderung. Bundesgesetz Universités. Encouragement. Loi

Botschaft und Gesetz- und Beschlussentwurf  
vom 4. Oktober 1976 (BBI III, 885)

Message et projet de loi et projet d'arrêté du 4 octobre 1976  
(FF III, 905)

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Passer à la discussion des articles

**Wenk**, Berichterstatter: Am 4. März 1973 wurde der Forschungsartikel angenommen; der Bildungsartikel erreichte das Volksmehr, nicht aber das Ständemehr. Für die uns heute beschäftigende Gesetzgebung ist dies ein Nachteil, aber kein Hinderungsgrund. Artikel 27 der Bundesverfas-

sung gibt dem Bund die Befugnis, höhere Unterrichtsanstalten zu errichten oder zu unterstützen. Seit 1966 unterstützt der Bund die kantonalen Hochschulen. 1969 trat das Hochschulförderungsgesetz in Kraft; von 1969 bis 1974 dauerte die erste Beitragsperiode, 1971 wurde das Gesetz revidiert. Dies geschah relativ schmerzlos.

Die Vorarbeiten zur heute zu behandelnden Vorlage sties- sen jedoch auf grössere Schwierigkeiten. Das bedeutet aber nicht, dass die Revision des Gesetzes und die Vereinigung des Hochschulförderungs- und des Forschungsgesetzes nicht von grosser Bedeutung sei. Es geht um die Zukunft unserer Hochschulen, um die Bildungschancen der Generation unserer Grosskinder. Diese Generation ist zahlreich; die Pille begann erst 1962 deutlicher zu wirken. Wir haben auch eine angestiegene Maturitätsquote. Darüber gibt es verschiedene Ansichten. Manche finden, man habe unbedacht allzu viele ins Gymnasium gedrängt, ohne die Folgen zu bedenken. Wer unsere Gymnasien und die dortigen Lehrer kennt, wer während Jahren als Examinator oder Experte den freien eidgenössischen Maturitätsprüfungen beigewohnt hat, kann dem nicht zustimmen. Die private Vorbereitung für die freie Maturitätsprüfung wurde wesentlich verbessert. Dort sind nun wirklich einmal Quantität und Qualität gleichzeitig angestiegen. Es wurde das Verständnis der geprüften Fragen angestrebt, während früher lange Zeit ein eigenartiges Spiel mit auswendig gelernten Antworten auf mögliche und öfters gestellte Fragen getrieben wurde. Wer unsere Gymnasiallehrer kennt, hält es für ausgeschlossen, dass sie sich durch Schulz- oder Labhart-Berichte hätten in ihrer Forderung an das Wissen und die Leistung ihrer Schüler abbringen lassen. Berufsehre und ihre Vorstellungen über das, was die Schweiz braucht, wirken in der gleichen Richtung: Hochhalten der gewohnten Forderung.

Was sich geändert hat, sind neu errichtete Gymnasien an neuen Standorten. Diese haben das Rekrutierungsfeld für Gymnasiasten geographisch ausgeweitet. In bildungsfernen Schichten der Gesellschaft hat sich die Einstellung geändert. Zu meiner Schulzeit gab es noch Arbeiter und Arbeitersöhne, die fanden: «Das Gymnasium ist nicht für unsereiner.» Es gab auch Eltern, die Ausbildungskosten für ihre Töchter als verschwendetes Geld betrachteten, d. h. das Rekrutierungsfeld für Gymnasiasten hat sich auch sozial ausgeweitet und – gestatten Sie mir den Ausdruck – auch sexuell. Vielleicht könnte man sogar sagen: religiös. Gründliche Untersuchungen über die Bildungschancen verschiedener Schichten haben gezeigt, dass die katholische Bauerntochter die benachteiligste war. Sie ist es vielleicht heute noch, aber nicht mehr im gleichen Ausmass.

Nun haben sich die Studentenzahlen seit 100 Jahren dramatisch entwickelt. Ich lege wert darauf, Ihnen darzulegen, dass es sich nun nicht um etwas absolut Neues handelt, was vor uns liegt, sondern es geht um die vorläufige Weiterführung einer Entwicklung, die bereits seit 100 Jahren andauert: Bei den schweizerischen Studentenzahlen ein exponentielles Wachstum zu beobachten. Es erfolgte eine Verdoppelung immer wieder in ungefähr 20 Jahren. Wenn man die beiden kurzen Perioden des Rückganges mitberücksichtigt, so ist das Wachstum in der Zwischenzeit sogar noch etwas steiler. Die Perioden des Rückganges waren 1920 bis 1930, also 10 Jahre nach dem Krieg, und auch wieder 1945 bis 1955, genau auch die 10 Jahre nach dem Zweiten Weltkrieg.

Beginnen Sie mit der Anfangszahl 1880: 1500 Studenten, so erhalten Sie durch wiederholte Verdoppelung eine Zahlenreihe, die bis in unsere Zeit erstaunlich genau eingetroffen ist. Also 1900 : 3000 Studenten und so weiter und so weiter, und wir kommen mit diesen Zahlen eben auf die heutigen Studentenzahlen von ungefähr 50 000. Wenn die Zunahme in 20 Jahren 100 Prozent ist, so ist sie in 10 Jahren 41 Prozent. Wenn Sie also für die nächsten 10 Jahre die Zunahme von 41 Prozent zuschlagen, so kommen Sie auf ungefähr die 70 000, die wir für das Jahr 1987 zu er-

## **Bundeshaushalt. Ausgleich**

### **Finances fédérales. Equilibre**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1977
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Maisession
Session	Session de mai
Sessione	Sessione di maggio
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.010
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	03.05.1977 - 08:00
Date	
Data	
Seite	176-187
Page	
Pagina	
Ref. No	20 005 724

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.  
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.  
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

77.010

**Bundeshaushalt. Ausgleich  
Finances fédérales. Equilibre**

Siehe Seite 176 hiervor — Voir page 176 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 5. Mai 1977  
Décision du Conseil national du 5 mai 1977**A****Bundesgesetz über Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes****Loi fédérale instituant des mesures propres à équilibrer les finances fédérales***Schlussabstimmung – Vote final*Für Annahme des Gesetzentwurfes 31 Stimmen  
(Einstimmigkeit)*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

---

**Präsident:** Wir sind damit am Schluss der Tagesordnung unserer ausserordentlichen Sessionswoche angelangt. Es bleibt mir noch die angenehme Pflicht für die im wahrsten Sinne des Wortes intensive Zusammenarbeit zu danken. Die ordentliche Session wird am Montag, 8. Juni 1977, um 18.15 Uhr beginnen. Ich hoffe, Sie dann alle gesund und heil wieder in diesem Saal begrüssen zu dürfen.

*Schluss der Sitzung und der Session um 8.40 Uhr  
Fin de la séance et de la session à 8 h 40*

## **Bundeshaushalt. Ausgleich**

### **Finances fédérales. Equilibre**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1977
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Maisession
Session	Session de mai
Sessione	Sessione di maggio
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.010
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	05.05.1977 - 08:00
Date	
Data	
Seite	237-237
Page	
Pagina	
Ref. No	20 005 735

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.